

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

**VOLUME
CLXXXIX**

1938

**N^{os} 4372-4400
et Annexe XLVI**

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N^o 4372. — Union Sud-Africaine et France :	
Echange de notes comportant un accord commercial préliminaire. Paris, le 11 février 1935	17
N^o 4373. — Union Sud-Africaine et Italie :	
Echange de notes comportant un accord commercial, Le Cap, le 21 mai 1935, et échange de notes additionnel, Rome, le 23 janvier 1936	31
N^o 4374. — Union Sud-Africaine et France :	
Echange de notes comportant un accord commercial provisoire, Prétoria, le 27 août 1935, et échange de notes prorogeant cet accord, Frétoria, le 28 mars 1938	41
N^o 4375. — Union Sud-Africaine, y compris le Sud-Ouest Africain ; Bassoutoland ; Protectorat du Betchouanaland ; Colonies portugaises d'Angola et de Mozambique ; Congo belge, y compris le Ruanda-Urundi ; Kénia, Ouganda et Territoire du Tanganyika ; Nyassaland ; Rhodésie du Nord ; Rhodésie du Sud et Swaziland (Union africaine des Télécommunications) :	
Accord africain des télécommunications, avec annexe, règlement télégraphique, et protocole final du règlement télégraphique. Signés à Prétoria, le 30 octobre 1935...	51
N^o 4376. — Union Sud-Africaine, y compris le Sud-Ouest Africain ; Bassoutoland ; Protectorat du Betchouanaland ; Colonies portugaises d'Angola et de Mozambique ; Congo belge, y compris le Ruanda-Urundi ; Kénia, Ouganda et Territoire du Tanganyika ; Nyassaland ; Rhodésie du Nord ; Rhodésie du Sud et Swaziland (Union africaine des Postes) :	
Accord constituant l'Union africaine des Postes. Signé à Prétoria, le 30 octobre 1935 ...	85

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

**VOLUME
CLXXXIX**

1938

**Nos. 4372-4400
and Annex XLVI**

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 4372. — Union of South Africa and France :	
Exchange of Notes constituting a Preliminary Commercial Agreement. Paris, February 11th, 1935	17
No. 4373. — Union of South Africa and Italy :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement, Capetown, May 21st, 1935, and Exchange of Notes supplementary thereto, Rome, January 23rd, 1936	31
No. 4374. — Union of South Africa and France :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement, Pretoria, August 27th, 1935, and Exchange of Notes renewing this Agreement, Pretoria, March 28th, 1938	41
No. 4375. — Union of South Africa, including South West Africa ; Basutoland ; Bechuanaland Protectorate ; Portuguese Colonies, comprising Angola and Mozambique ; Belgian Congo, including Ruanda and Urundi ; Kenya, Uganda and Tanganyika Territory ; Nyasaland ; Northern Rhodesia ; Southern Rhodesia and Swaziland (African Telecommunication Union) :	
African Telecommunication Agreement, with Annex, Telegraph Regulations, and Final Protocol of the Telegraph Regulations. Signed at Pretoria, October 30th, 1935	51
No. 4376. — Union of South Africa, including South West Africa ; Basutoland ; Bechuanaland Protectorate ; Portuguese Colonies, comprising Angola and Mozambique ; Belgian Congo, including Ruanda and Urundi ; Kenya, Uganda and Tanganyika Territory ; Nyasaland ; Northern Rhodesia ; Southern Rhodesia and Swaziland (African Postal Union) :	
African Postal Union Agreement. Signed at Pretoria, October 30th, 1935	85

	Pages
N° 4377. — Union Sud-Africaine et Tchécoslovaquie :	
Echange de notes comportant un accord commercial préliminaire. Le Cap, le 27 janvier 1937	97
N° 4378. — Union Sud-Africaine et Allemagne :	
Accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité pour les aéronefs et les moteurs d'aéronefs importés comme marchandise de l'un des deux pays dans l'autre. Signé au Cap, le 16 mars 1937	107
N° 4379. — Union Sud-Africaine et Etats-Unis d'Amérique :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la réduction de la taxe de visa des passeports non valables pour l'immigration. Le Cap, le 24 mars 1937	113
N° 4380. — Union Sud-Africaine et Portugal :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'établissement de facilités pour l'exploitation d'un service aérien entre Germiston et Lourenço-Marquès. Prétoria, le 18 juin 1937	121
N° 4381. — Lettonie et Union des Républiques soviétiques socialistes :	
Protocole modifiant l'arrangement économique, avec protocole final, conclu le 4 décembre 1933 entre les deux pays. Signé à Moscou, le 21 juin 1937	131
N° 4382. — Allemagne et Lettonie :	
Accord relatif au règlement des paiements résultant de l'échange des marchandises entre les deux pays (Accord de clearing). Signé à Riga, le 31 octobre 1937	139
N° 4383. — Norvège et Suède :	
Accord concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le Svinesund, avec annexe. Signé à Oslo, le 20 avril 1938	153
N° 4384. — Nouvelle-Zélande et Suisse :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial, avec annexe, Wellington, le 5 mai 1938, et échange de notes relatif à l'interprétation des mots « pays étranger » employés, par rapport à la Nouvelle-Zélande, dans l'arrangement susmentionné, Wellington, le 20 mai 1938	167
N° 4385. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pays-Bas :	
Accord entre l'Administration des postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Administration des postes du Surinam relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 4 février 1938, et à Paramaribo, le 15 mars 1938	183
N° 4386. — Belgique, Danemark, Finlande, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas et Suède :	
Déclaration des gouvernements signataires de l'Arrangement du 28 mai 1937 pour le développement des échanges commerciaux. Signée à Oslo, le 11 mai 1938	237

	Page
No. 4377. — Union of South Africa and Czechoslovakia :	
Exchange of Notes constituting a Preliminary Commercial Agreement. Capetown, January 27th, 1937	97
No. 4378. — Union of South Africa and Germany :	
Agreement concerning the Reciprocal Recognition of Efficiency Certificates for Aircraft and Aircraft Motors imported as Merchandise from One Country to the Other. Signed at Capetown, March 16th, 1937	107
No. 4379. — Union of South Africa and United States of America :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Reduction of Non-immigrant Passport Visa Fees. Capetown, March 24th, 1937	113
No. 4380. — Union of South Africa and Portugal :	
Exchange of Notes constituting an Agreement in connection with the Establishment of Facilities for an Air Service between Germiston and Lourenço Marques. Pretoria, June 18th, 1937	121
No. 4381. — Latvia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Protocol modifying the Economic Agreement, with Final Protocol, concluded on December 4th, 1933, between the Two Countries. Signed at Moscow, June 21st, 1937	131
No. 4382. — Germany and Latvia :	
Agreement concerning the Settlement of Payments relating to Commercial Exchanges between the Two Countries (Clearing Agreement). Signed at Riga, October 31st, 1937	139
No. 4383. — Norway and Sweden :	
Agreement concerning the Construction and Maintenance of a Bridge across the Svinesund, with Annex. Signed at Oslo, April 20th, 1938	153
No. 4384. — New Zealand and Switzerland :	
Exchange of Notes constituting a Trade Arrangement, with Annex, Wellington, May 5th, 1938, and Exchange of Notes concerning the Interpretation of the Term " Foreign Country " appearing, in relation to New Zealand, in the above-mentioned Arrangement, Wellington, May 20th, 1938... ..	167
No. 4385. — Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands :	
Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of Surinam for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, February 4th, 1938, and Paramaribo, March 15th, 1938	183
No. 4386. — Belgium, Denmark, Finland, Luxemburg, Norway, the Netherlands and Sweden :	
Declaration by the Governments Signatories of the Agreement of May 28th, 1937, for the Promotion of Commercial Exchanges. Signed at Oslo, May 11th, 1938	237

	Pages
N° 4387. — Hongrie et Iran :	
Echange de notes concernant la réglementation des échanges commerciaux entre les deux pays. Téhéran, le 18 décembre 1937	243
N° 4388. — Bulgarie et Lettonie :	
Accord concernant les échanges commerciaux entre les deux pays, ainsi que le mode des paiements y afférents. Signé à Berlin, le 17 mai 1938	249
N° 4389. — Italie et Siam :	
Traité d'amitié, de commerce et de navigation, avec protocole final, signés à Bangkok, le 3 décembre 1937, et échange de notes y relatif de la même date	255
N° 4390. — Guatemala et Salvador :	
Traité de délimitation de la frontière entre les deux pays, avec annexes. Signé à Guatemala, le 9 avril 1938... ..	275
N° 4391. — Allemagne, Belgique, Chili, Danemark, Egypte, France, Italie, Pays-Bas, Suisse, Tchécoslovaquie et Turquie :	
Arrangement international concernant le transport des corps, avec annexe. Signé à Berlin, le 10 février 1937	313
N° 4392. — Etats-Unis d'Amérique et Suède :	
Echange de notes en vue d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime, Washington, le 31 mars 1938, et memorandum du Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique de la même date	327
N° 4393. — Allemagne et Estonie :	
Convention concernant la navigation aérienne entre les deux pays. Signée à Berlin, le 23 décembre 1937	333
N° 4394. — Allemagne, République Argentine, Belgique, Brésil, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, etc. :	
Convention portant modifications à la Convention internationale signée à Paris le 21 juin 1920 pour la création à Paris d'un institut international du froid. Signée à Paris, le 31 mai 1937	359
N° 4395. — Allemagne et Pays-Bas :	
Convention concernant les échanges de marchandises entre l'Allemagne et les Indes néerlandaises, signée à Berlin, le 30 juin 1937, et échange de notes de la même date relatif à l'application provisoire de la convention	373
N° 4396. — Belgique et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un arrangement provisoire relatif à la circulation des automobiles, avec annexe, Bruxelles, le 31 décembre 1937, et échanges de notes complétant et modifiant ledit arrangement, Bruxelles, les 4 février, 24 mars et 8 avril 1938 ...	387

	Page
No. 4387. — Hungary and Iran :	
Exchange of Notes regarding the Regulation of Commercial Exchanges between the Two Countries. Teheran, December 18th, 1937	243
No. 4388. — Bulgaria and Latvia :	
Agreement regarding Commercial Exchanges between the Two Countries and regulating Payments connected therewith. Signed at Berlin, May 17th, 1938	249
No. 4389. — Italy and Siam :	
Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Bangkok, December 3rd, 1937, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	255
No. 4390. — Guatemala and Salvador :	
Treaty for the Delimitation of the Boundary between the Two Countries, with Annexes. Signed at Guatemala, April 9th, 1938	275
No. 4391. — Germany, Belgium, Chile, Denmark, Egypt, France, Italy, the Netherlands, Switzerland, Czechoslovakia and Turkey :	
International Agreement concerning the Conveyance of Corpses, with Annex. Signed at Berlin, February 10th, 1937	313
No. 4392. — United States of America and Sweden :	
Exchange of Notes for the Prevention of Double Taxation on Shipping Profits, Washington, March 31st, 1938, and Memorandum of the Department of State of the United States of America of the same Date	327
No. 4393. — Germany and Estonia :	
Convention regarding Air Navigation between the Two Countries. Signed at Berlin, December 23rd, 1937	333
No. 4394. — Germany, Argentine Republic, Belgium, Brazil, Great Britain and Northern Ireland, etc. :	
Convention modifying the International Convention signed at Paris on June 21st, 1920, for the Creation at Paris of an International Institute of Refrigeration. Signed at Paris, May 31st, 1937	359
No. 4395. — Germany and the Netherlands :	
Convention concerning the Exchange of Goods between Germany and the Netherlands Indies, signed at Berlin, June 30th, 1937, and Exchange of Notes of the same Date relating to the Provisional Application of the Convention	373
No. 4396. — Belgium and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Arrangement regarding Motor Traffic, with Annex, Brussels, December 31st, 1937, and Exchanges of Notes completing and modifying the said Arrangement, Brussels, February 4th, March 24th and April 8th, 1938	387

	Pages
N° 4397. — Hongrie et Tchécoslovaquie :	
Convention concernant le règlement des questions d'ordre technique et économique sur le secteur limitrophe hungaro-tchécoslovaque du Danube ainsi que sur celui de la Tisza en aval du confluent du Szamos, et protocole final. Signés à Budapest, le 24 août 1937	403
N° 4398. — France et Monaco :	
Déclaration concernant la délivrance gratuite réciproque des expéditions d'actes de l'état civil. Signée à Paris, le 21 juin 1938	423
N° 4399. — Hongrie et Norvège :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'acceptation réciproque des livrets de marins comme tenant lieu de passeports lorsque le porteur descend à terre en permission. Stockholm, le 29 juin 1938, et Oslo, le 5 juillet 1938	427
N° 4400. — Estonie et Hongrie :	
Convention concernant la coopération intellectuelle entre les deux pays. Signée à Budapest, le 13 octobre 1937	433
ANNEXE XLVI. — Signatures, ratifications, adhésions, prolongations, dénonciations, etc.	
N° 170. — Protocole de signature du Statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.	
<i>Signature</i>	452
Disposition facultative prévue au Statut ci-dessus.	
<i>Signature</i>	452
N° 241. — Convention entre le Danemark et la Norvège relative à la navigation aérienne. Signée à Copenhague, le 27 juillet 1921.	
<i>Abrogation</i>	454
N° 954. — Convention commerciale entre la Hongrie et la Pologne. Signée à Budapest, le 26 mars 1925.	
Quatrième Protocole additionnel à la convention susmentionnée. Signé à Varsovie, le 30 juin 1937	454
N° 1205. — Convention d'extradition entre le Royaume-Uni et l'Estonie. Signée à Londres, le 18 novembre 1925.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement estonien comportant un accord complétant la convention susmentionnée, en tant qu'elle est applicable à l'Union Sud-Africaine. Londres, les 28 et 30 mars 1938	456
N° 1512. — Accord entre la Grande-Bretagne et Mascate prorogeant pour une nouvelle période d'un an, à partir du 11 février 1927, le Traité d'amitié, de commerce et de navigation du 19 mars 1891. Signé à Mascate, le 11 février 1927.	
Accord relatif à la prolongation pour un an, à partir du 11 février 1938, du Traité du 19 mars 1891 susmentionné. Signé à Bombay, le 27 novembre 1937	459

	Page
No. 4397. — Hungary and Czechoslovakia :	
Convention concerning the Settlement of Technical and Economic Questions on the Hungarian-Czechoslovak Frontier Section of the Danube and on that of the Tisza below the Confluence of the Szamos, and Final Protocol. Signed at Budapest, August 24th, 1937	403
No. 4398. — France and Monaco :	
Declaration regarding the Reciprocal Issue Free of Charge of Copies of Civil Status Records. Signed at Paris, June 21st, 1938	423
No. 4399. — Hungary and Norway :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Acceptance of Seamen's Discharge Books in Lieu of Passports, when the Bearer leaves his Ship to go Ashore on Leave. Stockholm, June 29th, 1938, and Oslo, July 5th, 1938... ..	427
No. 4400. — Estonia and Hungary :	
Convention regarding Intellectual Co-operation between the Two Countries. Signed at Budapest, October 13th, 1937	433
ANNEX XLVI. — Signatures, Ratifications, Accessions, Prolongations, Denunciations, etc.	
No. 170. — Protocol of Signature of the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16th, 1920.	
Signature	45 ²
Optional Clause provided for in the above Statute.	
Signature	45 ²
No. 241. — Convention between Denmark and Norway relating to Air Navigation. Signed at Copenhagen, July 27th, 1921.	
Abrogation... ..	454
No. 954. — Commercial Convention between Hungary and Poland. Signed at Budapest, March 26th, 1925.	
Fourth Additional Protocol to the above-mentioned Convention. Signed at Warsaw, June 30th, 1937	454
No. 1205. — Extradition Convention between the United Kingdom and Estonia. Signed at London, November 18th, 1925.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the Union of South Africa and the Estonian Government constituting an Agreement completing the above-mentioned Convention as far as its Applicability to the Union of South Africa is concerned. London, March 28th and 30th, 1938	456
No. 1512. — Agreement between Great Britain and Muscat renewing for a Further Period of One Year from February 11th, 1927, the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation of March 19th, 1891. Signed at Muscat, February 11th, 1927.	
Agreement regarding the Prolongation for One Year from February 11th, 1938, of the above-mentioned Treaty of March 19th, 1891. Signed at Bombay, November 27th, 1937... ..	459

	Pages
N° 1776. — Traité de commerce entre la République d'Estonie et la République tchécoslovaque. Signé à Tallinn, le 20 juin 1927.	
Echange de notes comportant un accord complétant le traité susmentionné. Tallinn, le 5 avril 1937	463
N° 2138. — Protocole concernant la prohibition d'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques. Signé à Genève, le 17 juin 1925.	
<i>Ratification</i>	466
N° 2560. — Convention internationale concernant les statistiques économiques, et protocole. Signés à Genève, le 14 décembre 1928.	
<i>Ratification</i>	466
N° 2623. — Convention internationale pour la répression du faux monnayage, et protocole. Signés à Genève, le 20 avril 1929.	
<i>Adhésion</i>	467
N° 2624. — Protocole facultatif concernant la répression du faux monnayage. Signé à Genève, le 20 avril 1929.	
<i>Adhésion</i>	467
N° 3172. — Echange de notes entre le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande et le Gouvernement égyptien comportant un accord commercial provisoire. Le Caire, les 25 et 28 juillet 1930.	
Echange de notes prorogeant jusqu'au 16 février 1935 les dispositions de l'accord susmentionné. Le Caire, les 17 et 19 février 1934	468
Echange de notes prorogeant jusqu'au 16 février 1936 les dispositions de l'accord susmentionné. Le Caire, les 5 et 11 février 1935	471
Echange de notes prorogeant jusqu'au 16 février 1937 les dispositions de l'accord susmentionné. Le Caire, le 15 février 1936	474
Echange de notes prorogeant jusqu'au 16 février 1938 les dispositions de l'accord susmentionné. Le Caire, le 15 février 1937	477
Echange de notes prorogeant jusqu'au 16 février 1939 les dispositions de l'accord susmentionné. Le Caire, les 15 et 16 février 1938	480
N° 3185. — Convention sur le régime fiscal des véhicules automobiles étrangers, avec protocole annexe. Signée à Genève, le 30 mars 1931.	
<i>Adhésion</i>	483
N° 3219. — Convention pour limiter la fabrication et régler la distribution des stupéfiants, et protocole de signature. Signés à Genève, le 13 juillet 1931.	
<i>Adhésions</i>	483
N° 3301. — Convention relative au droit de timbre en matière de chèques, et protocole. Signés à Genève, le 19 mars 1931.	
<i>Adhésions</i>	484

	Page
No. 1776. — Treaty of Commerce between the Republic of Estonia and the Czechoslovak Republic. Signed at Tallinn, June 20th, 1927.	
Exchange of Notes constituting an Agreement completing the above-mentioned Treaty. Tallinn, April 5th, 1937	463
No. 2138. — Protocol for the Prohibition of the Use in War of Asphyxiating, Poisonous or Other Gases, and of Bacteriological Methods of Warfare. Signed at Geneva, June 17th, 1925.	
<i>Ratification</i>	466
No. 2560. — International Convention relating to Economic Statistics, and Protocol. Signed at Geneva, December 14th, 1928.	
<i>Ratification</i>	466
No. 2623. — International Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency, and Protocol. Signed at Geneva, April 20th, 1929.	
<i>Accession</i>	467
No. 2624. — Optional Protocol regarding the Suppression of Counterfeiting Currency. Signed at Geneva, April 20th, 1929.	
<i>Accession</i>	467
No. 3172. — Exchange of Notes between the Government of the Irish Free State and the Egyptian Government constituting a Provisional Commercial Agreement. Cairo, July 25th and 28th, 1930.	
Exchange of Notes regarding the Prolongation until February 16th, 1935, of the Provisions of the above-mentioned Agreement. Cairo, February 17th and 19th, 1934	468
Exchange of Notes regarding the Prolongation until February 16th, 1936, of the Provisions of the above-mentioned Agreement. Cairo, February 5th and 11th, 1935	471
Exchange of Notes regarding the Prolongation until February 16th, 1937, of the Provisions of the above-mentioned Agreement. Cairo, February 15th, 1936	474
Exchange of Notes regarding the Prolongation until February 16th, 1938, of the Provisions of the above-mentioned Agreement. Cairo, February 15th, 1937	477
Exchange of Notes regarding the Prolongation until February 16th, 1939, of the Provisions of the above-mentioned Agreement. Cairo, February 15th and 16th, 1938	480
No. 3185. — Convention on the Taxation of Foreign Motor Vehicles, with Protocol-Annex. Signed at Geneva, March 30th, 1931.	
<i>Accession</i>	483
No. 3219. — Convention for Limiting the Manufacture and regulating the Distribution of Narcotic Drugs, and Protocol of Signature. Signed at Geneva, July 13th, 1931.	
<i>Accessions</i>	483
No. 3301. — Convention on the Stamp Laws in connection with Cheques, and Protocol. Signed at Geneva, March 19th, 1931.	
<i>Accessions</i>	484

	Pages
N° 3315. — Convention relative au droit de timbre en matière de lettres de change et de billets à ordre, et protocole. Signés à Genève, le 7 juin 1930.	
<i>Adhésions</i>	485
N° 3479. — Convention internationale des télécommunications, et règlements y annexés. Signés à Madrid, le 9 décembre 1932.	
<i>Ratification</i>	486
N° 3564. — Arrangement international relatif aux statistiques des causes de décès, avec protocole de signature. Signés à Londres, le 19 juin 1934.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement égyptien concernant l'application à certaines localités en Egypte de l'accord susmentionné. Londres, les 14 février et 11 mars 1938	487
N° 3585. — Convention pour faciliter la circulation internationale des films ayant un caractère éducatif. Signée à Genève, le 11 octobre 1933.	
<i>Adhésion</i>	489
N° 3683. — Accord entre l'Allemagne et la Finlande relatif à la prorogation de la validité de l'Accord du 2 octobre 1934 concernant les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Helsinki, le 29 mai 1935.	
Protocole prorogeant jusqu'au 31 décembre 1937 la validité de l'Accord du 29 mai 1935 susmentionné. Signé à Berlin, le 22 décembre 1936	489
N° 3922. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et le Danemark, additionnelle au Traité d'extradition conclu à Copenhague le 31 mars 1873. Signée à Copenhague, le 15 octobre 1935.	
Echange de notes relatif à l'adhésion de la Nouvelle-Zélande et du Territoire sous mandat du Samoa occidental à la convention susmentionnée. Copenhague, les 12 et 19 juillet 1938... ..	490
N° 4009. — Accord commercial entre les Etats-Unis d'Amérique et la République du Nicaragua. Signé à Managua, le 11 mars 1936.	
Echange de notes comportant un accord abrogeant certaines dispositions de l'accord commercial susmentionné. Managua, le 8 février 1938	492
N° 4025. — Procès-verbal concernant les règles de la guerre sous-marine prévues par la partie IV du Traité de Londres du 22 avril 1930. Signé à Londres, le 6 novembre 1936.	
<i>Adhésion</i>	496
N° 4098. — Accord entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Norvège pour le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Rome, le 31 mars 1937.	
Echange de notes prorogeant jusqu'au 31 décembre 1939 l'accord susmentionné, et modifiant la clause de dénonciation prévue au premier alinéa de l'article 13 dudit accord. Rome, le 21 juin 1938... ..	496

	Page
No. 3315. — Convention on the Stamp Laws in connection with Bills of Exchange and Promissory Notes, and Protocol. Signed at Geneva, June 7th, 1930.	
<i>Accessions</i>	485
No. 3479. — International Telecommunication Convention, and Regulations annexed thereto. Signed at Madrid, December 9th, 1932.	
<i>Ratification</i>	486
No. 3564. — International Agreement relating to Statistics of Causes of Death, with Protocol of Signature. Signed at London, June 19th, 1934.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Egyptian Government regarding the Extension to Certain Localities in Egypt of the above-mentioned Agreement. London, February 14th and March 11th, 1938	487
No. 3585. — Convention for facilitating the International Circulation of Films of an Educational Character. Signed at Geneva, October 11th, 1933.	
<i>Accession</i>	489
No. 3683. — Agreement between Germany and Finland renewing the Validity of the Agreement of October 2nd, 1934, concerning Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries. Signed at Helsinki, May 29th, 1935.	
Protocol renewing until December 31st, 1937, the Validity of the above-mentioned Agreement of May 29th, 1935. Signed at Berlin, December 22nd, 1936... ..	489
No. 3922. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Denmark supplementary to the Extradition Treaty concluded at Copenhagen, March 31st, 1873. Signed at Copenhagen, October 15th, 1935.	
Exchange of Notes regarding the Accession of New Zealand and of the Mandated Territory of Western Samoa to the above-mentioned Convention. Copenhagen, July 12th and 19th, 1938	490
No. 4009. — Commercial Agreement between the United States of America and the Republic of Nicaragua. Signed at Managua, March 11th, 1936.	
Exchange of Notes constituting an Agreement terminating Certain Provisions of the above-mentioned Agreement. Managua, February 8th, 1938	492
No. 4025. — Procès-Verbal relating to the Rules of Submarine Warfare set forth in Part IV of the Treaty of London of April 22nd, 1930. Signed at London, November 6th, 1936.	
<i>Accession</i>	496
No. 4098. — Agreement between the Kingdom of Italy and the Kingdom of Norway for the Regulation of Payments in connection with Goods Transactions between the Two Countries. Signed at Rome, March 31st, 1937.	
Exchange of Notes renewing until December 31st, 1939, the above-mentioned Agreement and modifying the Provisions concerning Denunciation contained in the First Paragraph of Article 13 of the said Agreement. Rome, June 21st, 1938	496

	Pages
N° 4124. — Accord entre le Royaume d'Italie et le Royaume des Pays-Bas concernant le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux. Signé à Rome, le 1^{er} janvier 1937.	
Deuxième Protocole additionnel à l'accord susmentionné. Signé à Rome, le 31 décembre 1937	498
Troisième Protocole additionnel à l'accord susmentionné. Signé à Rome, le 31 décembre 1937	501
N° 4142. — Accord commercial entre l'Estonie et la Turquie. Signé à Ankara, le 6 juin 1937 ;	
et	
N° 4143. — Accord de clearing entre l'Estonie et la Turquie. Signé à Ankara, le 6 juin 1937.	
Protocole complétant l'accord commercial et l'accord de clearing susmentionnés. Signé à Ankara, le 29 août 1938	503
N° 4202. — Convention concernant l'abolition des capitulations en Egypte. Signée à Montreux, le 8 mai 1937.	
<i>Ratification</i>	507
N° 4216. — Déclaration concernant l'enseignement de l'histoire (revision des manuels scolaires). Ouverte à la signature à Genève, le 2 octobre 1937.	
<i>Signature</i>	507
N° 4222. — Accord de paiements entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Roumanie, signé à Bucarest, le 28 août 1936, et « Modus vivendi » prorogeant cet accord avec quelques modifications, signé à Bucarest, le 21 août 1937.	
Echanges de notes comportant un arrangement relatif à la prolongation du <i>modus vivendi</i> susmentionné. Bucarest, les 21 avril et 27 juin 1938	508
N° 4257. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et la France relative à l'abolition du régime capitulaire au Maroc et à Zanzibar. Signée à Londres, le 29 juillet 1937.	
Echange de notes entre le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement français concernant l'acceptation par l'Union Sud-Africaine, en ce qui concerne le Maroc, des dispositions de la convention susmentionnée. Paris, les 31 juillet et 7 août 1937	512

	Page
No. 4124. — Agreement between the Kingdom of Italy and the Kingdom of the Netherlands for the Regulation of Payments in connection with Goods Transactions. Signed at Rome, January 1st, 1937.	
Second Additional Protocol to the above-mentioned Agreement. Signed at Rome, December 31st, 1937	498
Third Additional Protocol to the above-mentioned Agreement. Signed at Rome, December 31st, 1937	501
No. 4142. — Commercial Agreement between Estonia and Turkey. Signed at Ankara, June 6th, 1937;	
and	
No. 4143. — Clearing Agreement between Estonia and Turkey. [Signed at Ankara, June 6th, 1937.	
Protocol completing the above-mentioned Commercial Agreement and Clearing Agreement. Signed at Ankara, August 29th, 1938	503
No. 4202. — Convention regarding the Abolition of the Capitulations in Egypt. Signed at Montreux, May 8th, 1937.	
<i>Ratification</i>	507
No. 4216. — Declaration regarding the Teaching of History (Revision of School Text-Books). Opened for Signature at Geneva on October 2nd, 1937.	
<i>Signature</i>	507
No. 4222. — Payments Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Roumania, signed at Bucharest, August 28th, 1936, and "Modus Vivendi" renewing this Agreement with Certain Modifications, signed at Bucharest, August 21st, 1937.	
Exchanges of Notes constituting an Arrangement regarding the Prolongation of the above-mentioned <i>Modus Vivendi</i> . Bucharest, April 21st and June 27th, 1938	508
No. 4257. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and France for the Abolition of Capitulations in Morocco and Zanzibar. Signed at London, July 29th, 1937.	
Exchange of Notes between the Government in the Union of South Africa and the French Government regarding the Acceptance by the Union of South Africa, in so far as Morocco is concerned, of the Provisions of the above-mentioned Convention. Paris, July 31st and August 7th, 1937	512

N° 4372.

UNION SUD-AFRICAINE
ET FRANCE

Echange de notes comportant un
accord commercial préliminaire.
Paris, le 11 février 1935.

UNION OF SOUTH AFRICA
AND FRANCE

Exchange of Notes constituting a
Preliminary Commercial Agree-
ment. Paris, February 11th, 1935.

N^o 4372. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PRÉLIMINAIRE. PARIS, LE 11 FÉVRIER 1935.

Texte officiel français communiqué par le représentant de l'Union Sud-africaine près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 juin 1938.

I.

24, Rue de Berri, le 11 février 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Votre Excellence a bien voulu, par lettre en date de ce jour, me faire part des avantages que le Gouvernement français a décidé d'accorder aux importations sud-africaines de fruits et de crustacés et qui concernent :

1^o L'octroi du tarif minimum pour certains fruits frais (Ex N^o 84) et pour les fruits secs à l'exclusion des pruneaux (Ex N^o 85) originaires et en provenance de l'Union Sud-africaine :

2^o La garantie que des pourcentages seront assurés à l'Union Sud-africaine et au Sud-Ouest africain sur les contingents globaux de langoustes fraîches et de langoustes conservées (Ex N^o 49) ainsi que de pommes et poires et de fruits autres (Ex N^o 84).

En considération des avantages dont le commerce sud-africain se trouvera de ce fait bénéficier sur le territoire français, j'ai l'honneur de faire connaître ci-après à Votre Excellence les concessions que mon gouvernement s'engage à accorder au commerce français :

A.

I. Le Gouvernement de l'Union Sud-africaine prendra les mesures nécessaires, le plus tôt possible après l'ouverture de la première session parlementaire de 1935, pour interdire l'exportation de tous les vins et eaux-de-vie portant des appellations géographiques d'origine françaises, à la condition que le Gouvernement français ait dûment notifié lesdites appellations au Gouvernement de l'Union Sud-africaine.

II. Le Gouvernement sud-africain prendra les mesures nécessaires, le plus tôt possible après l'ouverture de la première session parlementaire de 1935, pour interdire l'emploi des appellations géographiques d'origine françaises des vins et eaux-de-vie importés en Union Sud-africaine, et provenant de pays autres que la France.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4372. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE FRENCH GOVERNMENT CONSTITUTING A PRELIMINARY COMMERCIAL AGREEMENT. PARIS, FEBRUARY 11TH, 1935.

French official text communicated by the Accredited Representative of the Union of South Africa to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place June 22nd, 1938.

I.

24, Rue de Berri, February 11th, 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

You were good enough to inform me, in a letter dated this day, of the facilities which the French Government have decided to accord to South African imports of fruits and crustacea, namely :

1. A minimum tariff in the case of certain fresh fruits (Ex No. 84) and of dried fruits, with the exception of prunes (Ex No. 85), originating in and coming from the Union of South Africa ;

2. A guarantee that the Union of South Africa and South West Africa will be assured percentages of the aggregate quotas of fresh and preserved lobsters (Ex No. 49) and apples, pears and other fruits (Ex No. 84).

In consideration of the facilities which South African trade will thus obtain in French territory, I have the honour to inform you below of the concessions my Government undertakes to grant to French trade.

A.

I. The Government of the Union of South Africa will take the necessary steps, as soon as possible after the opening of the first Parliamentary session of 1935, to prohibit the export of all wines and spirits bearing French geographical appellations of origin, provided that the French Government has duly notified the Government of the Union of South Africa of the said appellations.

II. The Government of the Union of South Africa will take the necessary steps, as soon as possible after the opening of the first Parliamentary session of 1935, to prohibit the use of French geographical appellations of origin for wines and spirits imported in the Union of South Africa and originating in countries other than France.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

III. Le Gouvernement de l'Union Sud-africaine s'engage à prendre les mesures législatives et administratives nécessaires, dans un délai de 18 mois à compter de la signature de la présente lettre, pour prohiber l'usage, sur le territoire de l'Union, des appellations d'origine françaises qui seraient utilisées pour des vins et eaux-de-vie sud-africains. Cet engagement est subordonné à la notification prévue au paragraphe I. Toutefois, le délai sera porté à trois ans à compter de la signature de la présente lettre en ce qui concerne l'appellation géographique « Champagne ».

IV. Il est entendu que l'interdiction de l'emploi des appellations géographiques d'origine françaises prévue aux paragraphes précédents, s'appliquera aux fûts, caisses ou emballages, bouteilles et contenants de toute espèce. Cette interdiction vise également toutes indications qui pourraient figurer dans les documents publicitaires, connaissements, factures, lettres de voitures et tous papiers de commerce ou autres documents.

V. Il est également entendu (sous réserve des dispositions du paragraphe I relatives à la notification) que l'interdiction de l'emploi des appellations géographiques d'origine françaises sera absolue et que des modifications ou additions telles que les mots « type », « genre », « façon », etc., figurant à côté d'une appellation géographique d'origine française, seront interdites.

VI. Il est entendu, en outre, que les interdictions susvisées seront accompagnées des sanctions appropriées et que le Gouvernement sud-africain prendra les mesures nécessaires pour réprimer toutes les infractions aux dispositions ci-dessus qui lui auront été signalées.

VII. L'engagement ci-dessus s'appliquera également au territoire sous mandat du Sud-Ouest africain dans la mesure où le Gouvernement de l'Union est autorisé à légiférer en cette matière en ce qui concerne ce territoire.

VIII. Le Gouvernement de l'Union Sud-africaine a pris bonne note des assurances qui lui ont été données par le Gouvernement français et aux termes desquelles une protection identique sera accordée en France aux appellations géographiques d'origine désignant des produits sud-africains qui pourraient être notifiées au Gouvernement français.

IX. Le Gouvernement de l'Union Sud-africaine s'engage à faire figurer les dispositions qui précèdent dans l'accord commercial envisagé entre la France et l'Union Sud-africaine.

B.

Il a été indiqué au cours des négociations que les exportateurs français de fer-blanc mettront chaque année à la disposition des conserveurs de langoustes sud-africains un tonnage de fer-blanc, à des conditions de prix et de qualité permettant d'en assurer la vente normale sur le marché sud-africain.

De son côté, le Gouvernement de l'Union Sud-africaine s'efforcera d'encourager ces achats en prenant en considération la quantité de fer-blanc servant à la fabrication des boîtes utilisées pour l'exportation en France des crustacés en conserve.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

(*Sig.*) Eric H. Louw.

A Son Excellence
Monsieur Pierre Laval,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

II.

24, Rue de Berri, le 11 février 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que mon gouvernement ne fera pas d'objections, fondées sur le traité conclu par lui avec le Gouvernement canadien, à ce que la France bénéficie

III. The Government of the Union of South Africa undertakes to adopt the necessary legislative and administrative measures, within a period of 18 months from the date of signature of the present letter, to prohibit the use, in the territory of the Union, of French appellations of origin, which might be used for South African wines or spirits. This undertaking shall be subject to the notification specified in paragraph I. In the case of the geographical name " Champagne ", the period from the date of signature of the present letter shall be three years.

IV. It is understood that the prohibition of French geographical appellations of origin specified in the foregoing paragraphs shall apply to casks, cases or packages, bottles and containers of all kinds. This prohibition shall likewise apply to any indications that may be given in advertisements, bills of lading, invoices, way-bills and any other commercial papers or documents.

V. It is likewise agreed (subject to the provisions of paragraph I relating to notification) that the prohibition of the use of French geographical appellations of origin shall be absolute and alterations or additions, such as " type ", " kind ", " sort " in apposition to a French geographical appellation of origin shall be prohibited.

VI. It is also agreed that the above provisions shall be accompanied by the necessary penalties and that the Government of the Union of South Africa will take the necessary measures to punish any breaches of the above provisions which may be brought to its notice.

VII. The above undertaking shall likewise apply to the mandated territory of South West Africa, in so far as the Government of the Union is authorised to legislate on the matter in the case of that territory.

VIII. The Government of the Union of South Africa has duly noted the assurances given by the French Government that the same protection shall be accorded in France to geographical appellations of origin describing South African products which may have been brought to the notice of the French Government.

IX. The Government of the Union of South Africa undertakes to embody the above provisions in the proposed commercial agreement between France and the Union of South Africa.

B.

In the course of the negotiations it has been stated that French exporters of tin shall each year place a certain tonnage of tin at the disposal of South African lobster canners at a price and of a quality which will ensure their normal sale on the South African market.

The Government of the Union of South Africa, for its part, will endeavour to promote such purchases, taking into account the quantity of tin necessary for the manufacture of the tins used for the export of preserved crustacea to France.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Eric H. Louw.

His Excellency Monsieur Pierre Laval,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

II.

24, Rue de Berri, February 11th, 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

I have the honour to confirm to Your Excellency the undertaking that, in the case of the wines specified below, my Government will raise no objections, based on the Treaty concluded

au Canada, pour les vins ci-après dénommés, des mêmes droits que ceux qui sont appliqués sur le territoire canadien aux vins sud-africains.

1^o Vins de raisins frais de toute espèce, non mousseux, importés en cercles ou en bouteilles et contenant 23 % ou moins d'esprit de preuve.

2^o Vins non mousseux destinés aux usages sacramentaux et contenant 26 % ou moins d'esprit de preuve.

3^o Champagnes et vins mousseux importés en bouteilles.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

(Sig.) Eric H. Louw.

A Son Excellence
Monsieur Pierre Laval,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

III.

24, Rue de Berri, le 11 février 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

I. J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que mon gouvernement prend acte des indications données, au cours des négociations, par les représentants du Gouvernement français, et suivant lesquelles le Gouvernement de la République serait prêt à rechercher le moyen d'accorder des compensations à l'Union Sud-africaine au cas où la suppression des contingents actuellement appliqués aux importations sud-africaines, aurait pour effet d'en modifier la situation actuelle sur le marché français.

II. D'autre part, j'ai l'honneur de vous confirmer que, dans l'esprit de mon gouvernement, les lettres échangées en date de ce jour constituent un accord préliminaire qui doit être complété dès que faire se pourra, par la conclusion d'une convention commerciale plus complète entre la France et l'Union Sud-africaine.

A cet égard, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, lors des négociations pour la conclusion de ladite convention commerciale, mon gouvernement examinera avec la plus grande bienveillance les demandes qui lui seront adressées par le Gouvernement français en vue d'obtenir des avantages tarifaires ou autres pour les produits français importés sur le territoire de l'Union Sud-africaine.

III. Par ailleurs, j'ai l'honneur de vous confirmer que les droits d'anti-dumping récemment mis en vigueur par proclamation du Gouvernement de l'Union N^o 254, ne s'appliquent pas aux produits métallurgiques originaires du territoire français.

IV. Enfin, je tiens à préciser à Votre Excellence que mon gouvernement est prêt, sur la demande qui en serait faite par le Gouvernement français, à examiner la possibilité de conclure un accord relatif aux relations entre l'Union Sud-africaine et Madagascar ou à insérer des dispositions particulières à cet effet dans la convention commerciale ci-dessus visée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(Sig.) Eric H. Louw.

A Son Excellence
Monsieur Pierre Laval,
Ministre des Affaires étrangères,
Paris.

between it and the Canadian Government, to France's enjoying the same rights in Canada as those applied to South African wines in Canadian territory.

1. Fresh grapewines of all kinds, non-sparkling, imported in casks or bottles containing not more than 23% of proof spirit ;
2. Non-sparkling wines for sacramental purposes, containing not more than 26% of proof spirit ;
3. Champagnes and sparkling wines, imported in bottles.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Eric H. Louw.

His Excellency
Monsieur Pierre Laval,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

III.

24, Rue de Berri, February 11th, 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

I. I have the honour to inform you that my Government notes the statements made by the representatives of the French Government in the course of the negotiations, according to which the Government of the Republic would be prepared to investigate the means of granting compensations to the Union of South Africa, should the suppression of the quotas at present applied to South African imports modify the present conditions on the French market.

II. I have also the honour to confirm the opinion of my Government that the letters exchanged on this day's date constitute a preliminary Agreement, to be supplemented as soon as possible by the conclusion of a more complete Commercial Convention between France and the Union of South Africa.

In this connection, I would inform you that, during the negotiations for the conclusion of the said Commercial Convention, my Government is prepared to give its most favourable consideration to the requests addressed to it by the French Government with a view to obtaining tariff or other advantages for French products imported into the territory of the Union of South Africa.

III. Furthermore, I would confirm the fact that the anti-dumping duties recently applied by Proclamation No. 254 of the Union Government do not apply to metallurgical products originating in French territory.

IV. Finally, I would specify to Your Excellency that my Government is prepared, should the French Government so request, to examine the possibility of concluding an agreement concerning the relations between the Union of South Africa and Madagascar, or to insert special provisions to that effect in the aforesaid Commercial Convention.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Eric H. Louw.

His Excellency Monsieur Pierre Laval,
Minister for Foreign Affairs,
Paris.

IV.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
 MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
 DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
 ET COMMERCIALES.
 RELATIONS COMMERCIALES.

PARIS, le 11 février 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu, par lettre en date de ce jour, me faire part des mesures que le Gouvernement de l'Union Sud-africaine se propose de prendre :

1^o En vue d'assurer sur son territoire la protection des appellations géographiques d'origine des eaux-de-vie et des vins français ;

2^o En vue d'encourager les achats en France de fer-blanc destiné aux fabriques de conserves de l'Union Sud-africaine.

Vous avez bien voulu, d'autre part, par lettre en date du même jour, me faire savoir que votre gouvernement est prêt à modifier le traité actuellement en vigueur entre l'Union Sud-africaine et le Canada de manière à permettre aux vins français, spécifiés dans ladite lettre, de bénéficier, sur le territoire canadien, des droits appliqués aux vins sud-africains.

En considération des avantages dont le commerce français se trouvera, de ce fait, bénéficier, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français s'engage, pour sa part, à accorder aux produits sud-africains, les avantages suivants à dater de ce jour :

1. Le tarif minimum sera accordé à l'importation en France des produits sud-africains énumérés ci-après :

Ex N° 84 : Pommes et poires, pêches et brugnons, abricots, prunes, raisins, cerises, fraises, groseilles, cassis, amandes et coings, ananas et pamplemousses : toute l'année.

Ex N° 84 : Oranges et citrons : du 1^{er} juin au 31 octobre.

Ex N° 85 : Fruits secs autres que pruneaux : toute l'année.

2. Une réduction de 15 % sur les droits du Tarif général sera appliquée aux pruneaux (Ex N° 85) originaires de l'Union Sud-africaine.

3. Les pourcentages ci-dessous indiqués des contingents globaux sont garantis à l'Union Sud-africaine et au Sud-Ouest africain pour l'importation des produits suivants :

N° du tarif	Désignation des produits	Contingents (pourcentages)
Ex 49	Langoustes fraîches	1,56 %
	Langoustes conservées au naturel ou préparées	35,7 %
Ex 84	Pommes et poires :	
	(1 ^{er} trimestre)	2,5 %
	(4 ^o trimestre)	2,5 %
	Autres fruits :	
	Pêches, brugnons, abricots, prunes, coings, raisins, cerises, fraises, groseilles, cassis et amandes :	
	(1 ^{er} trimestre)	50 %
	(2 ^o trimestre)	4 %
	(4 ^o trimestre)	2,5 %

Ces pourcentages ne seront pas réduits, que le contingent global soit augmenté ou diminué. Cet engagement ne fait pas obstacle à la suppression des mesures de contingentement.

IV.

FRENCH REPUBLIC.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

DEPARTMENT OF POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.

PARIS, February 11th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your letter dated this day you were good enough to inform me of the measures which the Government of the Union of South Africa proposes to adopt :

1. To provide, in its territory, for the protection of geographical appellations of origin of French wines and spirits ;
2. To promote purchases of tin in France for canning factories in the Union of South Africa.

You were also good enough to inform me, in a letter dated the same day, that your Government was prepared to amend the Treaty at present in force between the Union of South Africa and Canada so that the French wines specified in the said letter would enjoy in Canadian territory the rights granted to South African wines.

In consideration of the facilities French trade will thus obtain, I have the honour to inform you that the French Government undertakes, for its part, to accord South African products the following advantages as from to-day :

1. On importation into France, the minimum tariff will be accorded to the South African products listed below :

Ex No. 84 : Apples and pears, peaches and nectarines, apricots, plums, grapes, cherries, strawberries, gooseberries, black currants, almonds and quinces, pineapples and grapefruits : throughout the year.

Ex No. 84 : Oranges and lemons : from June 1st to October 31st.

Ex No. 85 : Dried fruits other than prunes : throughout the year.

2. A reduction of 15 % on the general tariff duties will be applied to prunes (Ex No. 85) originating in the Union of South Africa.

3. The following percentages of the aggregate quotas will be guaranteed to the Union of South Africa and to South West Africa for the importation of the following products :

No. of Tariff	Designation of Goods	Quotas (percentages)
Ex 49	Fresh lobsters	1.56 %
	Lobsters preserved in the natural state or prepared . .	35.7 %
Ex 84	Apples and pears :	
	(1st quarter)	2.5 %
	(4th quarter)	2.5 %
	Other fruits :	
	Peaches, nectarines, apricots, plums, quinces, grapes, cherries, strawberries, gooseberries, black currants and almonds :	
	(1st quarter)	50 %
	(2nd quarter)	4 %
	(4th quarter)	2.5 %

These percentages will not be reduced, whether the aggregate quota is increased or diminished. This undertaking shall not prevent quota provisions from being discontinued.

III. Il est entendu, par ailleurs, que les autorisations d'importation pour les pommes, poires et autres fruits énumérés au paragraphe précédent, auront une validité de 120 jours à compter de la date de leur délivrance.

IV. Les contingents de crustacés frais et de crustacés conservés au naturel ou préparés (ex 49 du tarif douanier français) accordés à l'Union Sud-africaine et au Sud-Ouest africain pour le premier trimestre de 1935, seront gérés par le Gouvernement de l'Union Sud-africaine.

Les marchandises accompagnées de certificats de contingentement délivrés à ce titre, par ledit gouvernement, devront être mises à la consommation sur le marché français au plus tard le 30 avril 1935.

Les contingents de crustacés frais et conservés afférents aux trimestres suivants, seront, dans leur intégralité, gérés par le Gouvernement français.

V. Les avantages ci-dessus prévus sont accordés en attendant la conclusion d'un accord commercial entre la France et l'Union Sud-africaine. Si cet accord ne pouvait être conclu dans le délai d'un an, les présentes dispositions pourraient être prorogées par tacite reconduction. Dans ce cas, les pourcentages qui seraient accordés en 1936 et 1937 aux langoustes fraîches et conservées ainsi qu'aux pommes et poires et autres fruits originaires de l'Afrique du Sud, seraient fixés aux chiffres suivants :

Ex 49	Langoustes fraîches : 1936	1,56	%
	Langoustes conservées au naturel ou préparées :		
	1936	53,6	%
	1937	53,6	%
Ex 84	Pommes et poires :		
	1936 (1 ^{er} trimestre)	2,5	%
	1937 (4 ^o trimestre)	2,5	%
	Autres fruits :		
	Pêches, brugnons, abricots, prunes, coings, raisins, cerises, fraises, groseilles, cassis et amandes :		
	1936 (1 ^{er} trimestre)	50	%
	1937 (2 ^o trimestre)	4	%
	(4 ^o trimestre)	2,5	%

Agrérez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Sig.) Pierre LAVAL.

A Monsieur Eric Louw,
Ministre de l'Union Sud-africaine
à Paris.

V.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
RELATIONS COMMERCIALES.

PARIS, le 11 février 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me confirmer que, dans l'esprit de votre gouvernement, le présent échange de lettres constitue un accord préliminaire qui doit être complété dès que faire se pourra, par la conclusion d'une convention commerciale plus complète entre la

III. It is also understood that import licences for apples, pears and the other fruits enumerated in the preceding paragraph shall be valid for 120 days as from the date of issue.

IV. The quotas of crustacea, fresh, or preserved in a natural state or prepared (Ex. 49 of the French Customs Tariff) granted to the Union of South Africa and to South West Africa for the first quarter of 1935, shall be dealt with by the Government of the Union of South Africa.

Goods accompanied by quota certificates, issued by the said Government for that purpose, shall be offered for sale on the French market not later than April 30th, 1935.

Quotas of fresh and preserved crustacea for the subsequent quarters shall be dealt with in their entirety by the French Government.

V. The above facilities will be granted pending the conclusion of a commercial agreement between France and the Union of South Africa. Should it not prove possible to conclude such an agreement within a period of one year, the present provisions may be prolonged by tacit consent. In that event, the percentages that may be accorded in 1936 and 1937 to fresh and preserved lobsters and also to apples, pears, and other fruits of South African origin, shall be fixed as follows :

Ex 49	Fresh lobsters : 1936.	1.56	%
	Lobsters, preserved in the natural state or prepared :		
	1936	53.6	%
	1937	53.6	%
Ex 84	Apples and pears :		
	1936 (first quarter)	2.5	%
	1937 (fourth quarter)	2.5	%
	Other fruits :		
	Peaches, nectarines, apricots, plums, quinces, grapes, cherries, strawberries, gooseberries, black currants and almonds :		
	1936 (first quarter)	50	%
	1937 (second quarter)	4	%
	(fourth quarter)	2.5	%

I have the honour to be, etc.

(Signed) Pierre LAVAL.

Eric Louw, Esq.,
Minister of the Union of South Africa
in Paris.

V.

FRENCH REPUBLIC.
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT OF POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.

PARIS, February 11th, 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your letter dated this day you were good enough to confirm your Government's opinion that the present exchange of letters constitutes a preliminary Agreement, to be supplemented as soon as possible by the conclusion of a more complete Commercial Convention between

France et l'Union Sud-africaine. A cet égard, vous m'avez fait savoir que, lors des négociations pour la conclusion de ladite convention commerciale, votre gouvernement examinera avec la plus grande bienveillance les demandes qui lui seront adressées par le Gouvernement français en vue d'obtenir des avantages tarifaires ou autres pour les produits français importés sur le territoire de l'Union Sud-africaine.

Par ailleurs, vous avez bien voulu me confirmer que les droits d'anti-dumping récemment mis en vigueur par proclamation du Gouvernement de l'Union N° 254, ne s'appliquent pas aux produits métallurgiques originaires du territoire français.

Enfin, vous avez bien voulu me préciser que votre gouvernement est prêt, sur la demande qui en serait faite par le Gouvernement français, à examiner la possibilité de conclure un accord relatif aux relations entre l'Union Sud-africaine et Madagascar ou à insérer des dispositions particulières à cet effet dans la convention commerciale ci-dessus visée.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication et de vous faire savoir qu'elle a reçu l'adhésion du Gouvernement français.

Agréé, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(*Sig.*) Pierre LAVAL.

A Monsieur Eric Louw,
Ministre de l'Union Sud-africaine
à Paris.

Certified a true copy.

P. R. Botha,
Under-Secretary for External Affairs,
Pretoria.

France and the Union of South Africa. In that connection, you informed me that during the negotiations for the conclusion of the said Commercial Convention, your Government would give its most favourable consideration to any requests addressed to it by the French Government with a view to obtaining tariff or other advantages for French products imported into the territory of the Union of South Africa.

You also confirmed the fact that the anti-dumping duties recently applied by Proclamation No. 254 of the Union Government do not apply to metallurgical products originating in French territory.

Finally, you were good enough to specify that your Government is prepared, should the French Government so request, to examine the possibility of concluding an agreement concerning the relations between the Union of South Africa and Madagascar, or to insert special provisions to that effect in the aforesaid Commercial Convention.

I have the honour to acknowledge receipt of that communication, and to inform you that the French Government agrees.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Pierre LAVAL.

Eric Louw, Esq.,
Minister of the Union of South Africa
in Paris.

N° 4373.

UNION SUD-AFRICAINE
ET ITALIE

Echange de notes comportant un accord commercial, Le Cap, le 21 mai 1935, et échange de notes additionnel, Rome, le 23 janvier 1936.

UNION OF SOUTH AFRICA
AND ITALY

Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement, Capetown, May 21st, 1935, and Exchange of Notes supplementary thereto, Rome, January 23rd, 1936.

No. 4373. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE ITALIAN GOVERNMENT CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. CAPETOWN, MAY 21ST, 1935.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le représentant de l'Union Sud-africaine près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 juin 1938.

English and Italian official texts communicated by the Accredited Representative of the Union of South Africa to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place June 22nd, 1938.

I.

DEPARTMENT
OF EXTERNAL AFFAIRS.

CAPETOWN, May 21st, 1935.

MR. MINISTER,

Duly instructed thereto by the Governor-General-in-Council, I beg to confirm and place on record that the following Agreement has been come to between the Union and Italy :

1. The Union will accord to the following goods, the products of, and coming from, Italy, when imported into the Union or into the Mandated Territory of South West Africa, the enjoyment of the intermediate tariff under the Customs Tariff Amendment Act, 1935, to wit :

- Cotton piece-goods containing 50 per cent. or more of cotton and specified under Tariff item No. 76 (a) (i) and (ii) ;
- Woollen piece-goods, woven or knitted, under Tariff item No. 76 (b) ;
- Mixed piece-goods (containing 50 per cent. or more of artificial silk) under Tariff item No. 76 (c) (i) and (d) (i) ;
- New hats, caps and bonnets of wool, felt, hair, straw and other vegetable fibre, under Tariff item No. 69 (d) and (e) ;
- Glassware, under Tariff item No. 172 (b) ;
- Citric and tartaric acids ex Tariff item No. 213 (c) ; and
- Beads under Tariff item No. 299.

2. The Union will, within two months from the date hereof, apply the maximum tariff to the goods of the nature described in the first paragraph hereof, provided that the maximum tariff shall not be applied to goods of the same nature coming from :

- (1) A country forming part of the territory, or being, either as a protectorate or mandated territory, under the protection or the jurisdiction of one of the members of the British Commonwealth of Nations, or a country contiguous to the Union or the Mandated Territory of South West Africa, if such goods enjoy, in virtue of a Customs agreement between the Union and such country, special treatment, and
- (2) Countries entitled to most-favoured-nation treatment in the Union.

3. The products enumerated in paragraph one hereof shall not be deemed to be products of Italy unless at least 25 per cent. of the factory or works cost of those goods is represented by material produced and labour performed in Italy.

4. This Agreement is subject to approval by both Houses of Parliament of the Union in its next Session.

I will greatly esteem your confirmation of the same.

Please accept, Mr. Minister, the expression of my highest consideration.

H. D. J. BODENSTEIN,
Secretary for External Affairs.

The Royal Italian Minister, Capetown.

II.

R. LEGAZIONE D'ITALIA.

Royal Italian Legation.

No. 1190.

CAPETOWN, *May 21st, 1935.*

MR. SECRETARY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of even date and, duly authorized by my Government, I beg to confirm that the following contains the Agreement come to between Italy and the Union of South Africa :

1. The Union will accord to the following goods, the products of, and coming from, Italy, when imported into the Union or into the Mandated Territory of South West Africa, the enjoyment of the intermediate tariff under the Customs Tariff Amendment Act, 1935, to wit :

Cotton piece-goods containing 50 per cent. or more of cotton and specified under Tariff item No. 76 (a) (i) and (ii) ;
Woollen piece-goods, woven or knitted, under Tariff item No. 76 (b) ;
Mixed piece-goods (containing 50 per cent. or more of artificial silk) under Tariff item No. 76 (c) (i) and (d) (i) ;
New hats, caps and bonnets of wool, felt, hair, straw and other vegetable fibre, under Tariff item No. 69 (d) and (e) ;
Glassware, under Tariff item No. 172 (b) ;
Citric and tartaric acids ex Tariff item No. 213 (c) ; and
Beads under Tariff item No. 299.

2. The Union will, within two months from the date hereof, apply the maximum tariff to the goods of the nature described in the first paragraph hereof, provided that the maximum tariff shall not be applied to goods of the same nature coming from :

(1) A country forming part of the territory, or being, either as a protectorate or mandated territory, under the protection or the jurisdiction of one of the members of the British Commonwealth of Nations, or a country contiguous to the Union or the Mandated Territory of South West Africa, if such goods enjoy, in virtue of a Customs agreement between the Union and such country, special treatment, and

(2) Countries entitled to most-favoured-nation treatment in the Union.

3. The products enumerated in paragraph one hereof shall not be deemed to be products of Italy unless at least twenty-five (25) per cent. of the factory or works cost of those goods is represented by material produced and labour performed in Italy.

4. This Agreement is subject to approval by both Houses of Parliament of the Union in its next Session.

Please accept, Mr. Secretary, the assurance of my special consideration.

N. LABIA,

Royal Italian Minister Plenipotentiary.

The Secretary for External Affairs,
Parliament Street, Capetown.

Certified a true copy :

P. R. Botha,

Under-Secretary for External Affairs,
Pretoria.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE ITALIAN GOVERNMENT
SUPPLEMENTARY TO THE COMMERCIAL AGREEMENT OF THE 21ST MAY, 1935. ROME,
JANUARY 23RD, 1936.

I.

56/I/I.

ROME, *January 23rd, 1936.*

MR. MINISTER,

In regard to the Agreement which was concluded in Capetown on 21st May, 1935, by means of an Exchange of Notes between the Secretary for External Affairs on behalf of the Union of South Africa and the Italian Minister in Capetown on behalf of Italy, I am instructed by my Government to beg Your Excellency to take note that the concession to Italy of the benefits of the Intermediate Tariff to goods indicated in the annexure to the said Agreement, must be understood to have been made subject to the continuing in force of the grant of most-favoured-nation treatment by our respective countries to each other, under the Italian-British Treaty of 1883, in so far as it applies between the Union and Italy.

Please accept, Mr. Minister, the assurance of my highest consideration.

A. HEYMANS,

Minister Plenipotentiary.

H. E. the Minister for Foreign Affairs,
Palazzo Chigi,
Rome.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO
DEGLI AFFARI ESTERI,
T.

900379/I.

ROMA, 23 Gen. 1936 Anno XIV.

SIGNOR MINISTRO,

Mi è pervenuta, redatta in inglese, la nota di V.E. in data odierna, che, in lingua italiana, è del seguente tenore :

« In relazione all'Accordo stipulato in Capetown il 21 maggio 1935, mediante scambio di note fra il Segretario per gli Affari Esteri per l'Unione del Sud Africa ed il Ministro italiano in Capetown per l'Italia, ho l'incarico dal mio Governo di pregare l'E.V. di prender nota che la concessione all'Italia dei benefici della Tariffa intermedia delle merci, indicata nell'annesso all'Accordo anzidetto, deve intendersi fatta in dipendenza del mantenimento in vigore del trattamento della Nazione più favorita reciprocamente fra i nostri due Paesi, giusta il Trattato italo-britannico del 1883, per quanto esso è applicabile fra l'Unione del Sud-Africa e l'Italia. »

Ho l'onore di portare a conoscenza dell'E.V. che il Governo italiano è d'accordo.

Voglia gradire, Signor Ministro, i sensi della mia alta considerazione.

MUSSOLINI.

Dr. A. Heymans,
Inviato Straordinario e
Ministro Plenipotenziario
dell'Unione dell'Africa del Sud,
Roma.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS,
T.

No. 900379/I.

ROME, January 23rd, 1936.

MR. MINISTER,

I have received, styled in English, Your Excellency's Note of to-day's date, which, translated in Italian, reads as follows :

“ In regard to the agreement stipulated in Capetown on the 21st May, 1935, by means of an Exchange of Notes between the Secretary for External Affairs on behalf of the Union of South Africa and the Italian Minister in Capetown on behalf of Italy, I am instructed by my Government to beg Your Excellency to take note that the concession to Italy of the benefits of the Intermediate Tariff to goods indicated in the annexure to the said Agreement, must be understood to have been made subject to the continuing in force of the reciprocal grant of most-favoured-nation treatment by our two countries under the Italian-British Treaty of 1883, in so far as it is applicable between the Union of South Africa and Italy. ”

I have the honour to bring to the notice of Your Excellency that the Italian Government agrees herewith.

Please accept, Mr. Minister, the assurance of my high consideration.

(Sgd.) MUSSOLINI.

Dr. A. Heymans,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
of the Union of South Africa,
Rome.

Certified a true copy :

P. R. Botha,
Under-Secretary for External Affairs,
Pretoria.

¹ Traduction du Gouvernement de l'Union sud-africaine.¹ Translation of the Government of the Union of South Africa

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4373. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. LE CAP, LE 21 MAI 1935.

1.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES EXTÉRIEURES.

LE CAP, le 21 mai 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions du gouverneur général en conseil, j'ai l'honneur de confirmer officiellement l'accord ci-après, qui est intervenu entre l'Union et l'Italie :

1. L'Union Sud-africaine accordera, pour l'importation dans l'Union Sud-africaine ou dans le Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain, le bénéfice du tarif intermédiaire prévu par la loi de 1935 portant amendement du tarif douanier (*Customs Tariff Amendment Act, 1935*) aux marchandises désignées ci-après, originaires et en provenance d'Italie :

Les tissus de coton en pièces contenant 50 % ou plus de coton, spécifiés à la position N^o 76 a) i) et ii) ;

Les tissus de laine en pièces, tissés ou tricotés (position 76 b)) ;

Les tissus mélangés en pièces (contenant 50 % ou plus de soie artificielle) (position 76 c) i) et d) i)) ;

Les chapeaux, casquettes et bonnets neufs en laine, feutre, poil, paille et autres fibres végétales (position 69 d) et e)) ;

Les ouvrages en verre (position 172 b)) ;

L'acide citrique et l'acide tartrique (position 213 c)) ; et

Les conteries (position 299).

2. L'Union Sud-africaine appliquera, dans un délai de deux mois à dater du présent accord, le tarif maximum aux marchandises de la nature indiquée dans le premier paragraphe ci-dessus, sauf toutefois aux marchandises de même nature en provenance :

1^o D'un pays faisant partie du territoire, ou placé en qualité de protectorat sous la protection, ou ressortissant en tant que territoire sous mandat à la juridiction, d'un des membres du Commonwealth britannique de nations, ou en provenance d'un pays contigu à l'Union Sud-africaine ou au Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain, si ces marchandises jouissent d'un traitement spécial en vertu d'un accord douanier intervenu entre l'Union et ce pays ; et

2^o De pays ayant droit, dans l'Union Sud-africaine, au traitement de la nation la plus favorisée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

3. Les marchandises énumérées dans le premier paragraphe ci-dessus ne seront considérées comme des produits italiens que si le coût de la matière première et de la main-d'œuvre italiennes représente au moins 25 % du coût de fabrication ou de transformation industrielle des marchandises en question.

4. Le présent accord sera soumis à l'approbation des deux Chambres du Parlement de l'Union lors de sa prochaine session.

Je vous serais très reconnaissant de vouloir bien me confirmer l'accord ci-dessus énoncé. Veuillez agréer, etc.

H. D. J. BODENSTEIN,
Secrétaire aux Affaires extérieures.

Le Ministre royal d'Italie,
Le Cap.

II.

LÉGATION ROYALE D'ITALIE.

N° 1190.

LE CAP, le 21 mai 1935.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note de même date et de vous confirmer, avec l'autorisation de mon gouvernement, que le texte suivant renferme l'accord intervenu entre l'Italie et l'Union Sud-africaine :

1. L'Union Sud-africaine accordera, pour l'importation dans l'Union Sud-africaine ou dans le Territoire sous mandat du Sud-Ouest africain, le bénéfice du tarif intermédiaire prévu par la loi de 1935 portant amendement du tarif douanier (*Customs Tariff Amendment Act, 1935*) aux marchandises désignées ci-après, originaires et en provenance d'Italie :

Les tissus de coton en pièces contenant 50 % ou plus de coton, spécifiés à la position N° 76 a) i) et ii) ;

Les tissus de laine en pièces, tissés ou tricotés (position 76 b)) ;

Les tissus mélangés en pièces (contenant 50 % ou plus de soie artificielle), (position 76 c) i) et d) i)) ;

Les chapeaux, casquettes et bonnets neufs en laine, feutre, poil, paille et autres fibres végétales (position 69 d) et e)) ;

Les ouvrages en verre (position 172 b)) ;

L'acide citrique et l'acide tartrique (position 213 c) ; et

Les conteries (position 299).

2. L'Union Sud-africaine appliquera, dans un délai de deux mois à dater du présent accord, le tarif maximum aux marchandises de la nature indiquée dans le premier paragraphe ci-dessus, sauf toutefois aux marchandises de même nature en provenance :

1° D'un pays faisant partie du territoire, ou placé en qualité de protectorat sous la protection, ou ressortissant en tant que territoire sous mandat à la juridiction, d'un des membres du Commonwealth britannique de nations, ou en provenance d'un pays contigu à l'Union Sud-africaine ou au Territoire sous mandat du Sud-Ouest

africain, si ces marchandises jouissent d'un traitement spécial en vertu d'un accord douanier intervenu entre l'Union et ce pays; et

2° De pays ayant droit, dans l'Union Sud-africaine, au traitement de la nation la plus favorisée.

3. Les marchandises énumérées dans le premier paragraphe ci-dessus ne seront considérées comme des produits italiens que si le coût de la matière première et de la main-d'œuvre italiennes représente au moins 25 % du coût de fabrication ou de transformation industrielle des marchandises en question.

4. Le présent accord sera soumis à l'approbation des deux Chambres du Parlement de l'Union lors de sa prochaine session.

Veuillez agréer, etc.

N. LABIA,
*Ministre plénipotentiaire
du Royaume d'Italie.*

Le Secrétaire aux Affaires extérieures,
Parliament Street,
Capetown.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAIN ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN,
ADDITIONNEL À L'ACCORD COMMERCIAL DU 21 MAI 1935. ROME, LE 23 JANVIER 1936.

I.

56/1/1.

ROME, le 23 janvier 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de prier Votre Excellence de bien vouloir prendre note de ce qui suit en ce qui concerne l'Accord conclu au Cap le 21 mai 1935 par la voie d'un échange de notes entre le secrétaire aux Affaires extérieures, agissant au nom de l'Union Sud-africaine, et le ministre d'Italie au Cap, agissant au nom de l'Italie : Il est entendu que le bénéfice du tarif douanier intermédiaire a été accordé à l'Italie pour les marchandises indiquées dans l'annexe audit accord, à condition que nos deux pays continuent de s'octroyer réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, conformément au Traité italo-britannique de 1883, pour autant qu'il soit applicable entre l'Union et l'Italie.

Veuillez agréer, etc.

A. HEYMANS,
Ministre plénipotentiaire.

Son Excellence le Ministre
des Affaires étrangères,
Palazzo Chigi,
Rome.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

T.

N° 900379/I.

ROME, le 23 janvier 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai reçu la note de Votre Excellence en date de ce jour, rédigée en anglais, dont la traduction en italien est la suivante :

« J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de prier Votre Excellence de bien vouloir prendre note de ce qui suit en ce qui concerne l'Accord conclu au Cap le 21 mai 1935 par la voie d'un échange de notes entre le secrétaire aux Affaires extérieures, agissant au nom de l'Union Sud-africaine, et le ministre d'Italie au Cap, agissant au nom de l'Italie : Il est entendu que le bénéfice du tarif douanier intermédiaire a été accordé à l'Italie pour les marchandises indiquées dans l'annexe audit accord, à condition que nos deux pays continuent de s'octroyer réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, conformément au Traité italo-britannique de 1883, pour autant qu'il soit applicable entre l'Union Sud-africaine et l'Italie. »

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement italien est d'accord sur ce point.

Veillez agréer, etc.

MUSSOLINI.

D^r A. Heymans,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de l'Union Sud-africaine,
Rome.

N° 4374.

UNION SUD-AFRICAINE
ET FRANCE

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire, Prétoria, le 27 août 1935, et échange de notes prorogeant cet accord, Prétoria, le 28 mars 1938.

UNION OF SOUTH AFRICA
AND FRANCE

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement, Pretoria, August 27th, 1935, and Exchange of Notes renewing this Agreement, Pretoria, March 28th, 1938.

No. 4374. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE FRENCH GOVERNMENT CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT¹. PRETORIA, AUGUST 27TH, 1935.

English official text communicated by the Accredited Representative of the Union of South Africa to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place June 22nd, 1938.

DEPARTMENT
OF EXTERNAL AFFAIRS.

P. M. 55/60.

I.

PRETORIA, August 27th, 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to place on record that the Union and the French Government have agreed provisionally and pending a more embracing agreement as follows :

1. The following goods the produce or manufacture of France, to wit :

Cotton piece-goods not being canvas, blanketing or kaffirsheeting containing 50 per cent. or more of cotton and specified under Tariff item No. 76 (a) (i) and (ii) ;

Woollen piece-goods, woven or knitted, under Tariff item No. 76 (b) ;

Mixed piece-goods (containing 50 per cent. or more of artificial silk) under Tariff item No. 76 (c) (i) and (d) (i) ;

New hats, caps and bonnets of wool, felt, hair, straw and other vegetable fibre, under Tariff item No. 69 (d) and (e) ;

Beads under Tariff item No. 299 ;

shall enjoy, when imported into the Union from France, the benefit of the intermediate tariff.

2. The following goods originally coming from and produced in the Union shall, when imported into France, enjoy the tariff applicable to similar products of the most-favoured nation, to wit :

(1) Hides and skins, raw (item 21 of the French Customs Tariff) ;

(2) Pelts, raw (item 22 of the French Customs Tariff) ;

¹ Extended to July 31st, 1936, by Exchange of Notes of December 17th, 1935.

Extended to July 31st, 1937, by Exchange of Notes of May 6th, 1936.

Extended to December 31st, 1937, by Exchange of Notes of May 8th, 1937.

Extended to March 31st, 1938, by Exchange of Notes of December 22nd, 1937.

Extended to September 30th, 1938, by Exchange of Notes of March 28th, 1938. (See page 48 of this Volume.)

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4374. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS COMPORTANT UN ACCORD² COMMERCIAL PROVISOIRE. PRÉTORIA, LE 27 AOUT 1935.

Texte officiel anglais communiqué par le représentant de l'Union Sud-africaine près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 juin 1938.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES EXTÉRIEURES.

I.

P. M. 55/60.

PRÉTORIA, le 27 août 1935.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de confirmer que le Gouvernement de l'Union et le Gouvernement français, à titre provisoire et en attendant la conclusion d'un accord plus général, sont convenus des dispositions suivantes :

1. Les articles ci-après, produits ou manufacturés en France, à savoir :

Tissus de coton en pièces, à l'exclusion de la toile à voiles, des couvertures ou des draps dits kaffir-sheeting, contenant 50 % ou plus de coton et mentionnés au N^o 76 a) (i) et (ii) du tarif ;

Tissus de laine en pièces, tissés ou tricotés, du N^o 76 b) du tarif ;

Tissus mélangés en pièces (contenant 50 % ou plus de soie artificielle) du N^o 76 c) (i) et d) (i) du tarif ;

Chapeaux, casquettes et bonnets neufs de laine, de feutre, de poils, de paille et d'autres fibres végétales, du N^o 69 d) et e) du tarif ;

Conterie du N^o 299 du tarif,

bénéficieront, à leur importation dans l'Union en provenance de la France, des taux du tarif intermédiaire.

2. Les articles ci-après originaires de l'Union et produits dans cette dernière bénéficieront à leur importation en France du tarif applicable aux mêmes produits de la nation la plus favorisée, à savoir :

1^o Peaux brutes (article 21 du tarif douanier français) ;

2^o Pelleteries brutes (article 22 du tarif douanier français) ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Prorogé jusqu'au 31 juillet 1936 par un échange de notes du 17 décembre 1935.

Prorogé jusqu'au 31 juillet 1937 par un échange de notes du 6 mai 1936.

Prorogé jusqu'au 31 décembre 1937 par un échange de notes du 8 mai 1937.

Prorogé jusqu'au 31 mars 1938 par un échange de notes du 22 décembre 1937.

Prorogé jusqu'au 30 septembre 1938 par l'échange de notes du 28 mars 1938. (Voir page 48 de ce volume.)

- (3) Wool and woollen sheepskins (ex item 23 of the French Customs Tariff) ;
 (4) Hairs combed or carded of Angora Goats (ex item 25 of the French Customs Tariff) ;
 (5) Asbestos (ex item 179^{ter} B of the French Customs Tariff) ;
 (6) Manganese ore (item 231 of the French Customs Tariff) ;

3. No goods shall be regarded as having been manufactured or produced in France unless at least 25 per cent. of the factory or works cost of those goods is represented by material produced and labour performed in France.

4. The Union Government undertake not to extend, during the currency of this Agreement, to the detriment of French goods, the list of goods in respect of which the maximum tariff is to be applied.

5. This Agreement shall come into force from to-day and shall continue in force during the year 1935.

6. This Agreement shall be subject to ratification by both Houses of Parliament of the Union in its next Session and by the Parliament of France.

7. The Union shall, for the purposes of this Agreement, include the Mandated Territory of South West Africa.

I will greatly appreciate receiving from you the assurance that the above represents correctly the terms agreed upon.

Please accept, Monsieur le Chargé d'Affaires, the assurance of my highest consideration.

H. D. J. BODENSTEIN,
Secretary for External Affairs.

The French Chargé d'Affaires,
 972 Arcadia Street,
 Pretoria.

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRETORIA, *August 27th, 1935.*

SIR,

I beg to acknowledge receipt of your letter of even date and to give you the assurance that the following terms as set forth in your letter under reply correctly reflect the Agreement arrived at between the French and the Union Governments :

1. The following goods, the produce or manufacture of France, to wit :

Cotton piece-goods not being canvas, blanketing or kaffirsheeting containing 50 per cent. or more of cotton and specified under Tariff item No. 76 (a) (i) and (ii) ;

Woollen piece-goods, woven or knitted, under Tariff item No. 76 (b) ;

Mixed piece-goods (containing 50 per cent. or more of artificial silk) under Tariff item No. 76 (c) (i) and (d) (i) ;

New hats, caps and bonnets of wool, felt, hair, straw and other vegetable fibre, under Tariff item No. 69 (d) and (e) ;

Beads under Tariff item No. 299 ;

shall enjoy, when imported into the Union from France, the benefit of the intermediate tariff.

- 3° Laines et toisons de moutons (ex article 23 du tarif douanier français) ;
- 4° Poils peignés ou cardés de chèvres mohair (ex article 25 du tarif douanier français) ;
- 5° Asbeste (ex article 179ter B du tarif douanier français) ;
- 6° Minerai de manganèse (article 231 du tarif douanier français).

3. Un article ne sera considéré comme ayant été manufacturé ou produit en France que si 25 % au moins du coût de fabrication ou de transformation industrielle de cet article sont constitués par des matières produites et du travail accompli en France.

4. Le Gouvernement de l'Union s'engage à ne pas étendre pendant la durée de validité du présent accord, au détriment des articles français, la liste des marchandises soumises au tarif maximum.

5. Le présent accord entrera en vigueur ce jour et demeurera en vigueur pendant l'année 1935.

6. Le présent accord devra être ratifié par les deux Chambres du Parlement de l'Union au cours de sa prochaine session, et par le Parlement français.

7. Aux fins d'application du présent accord, le terme Union vise également le territoire sous mandat du Sud-Ouest africain.

Je vous serais très obligé de me confirmer que le texte ci-dessus traduit exactement l'accord intervenu.

Veuillez agréer, etc.

H. D. J. BODENSTEIN.

Secrétaire aux Affaires extérieures.

Le Chargé d'Affaires de France,
972, Arcadia Street,
Prétoria.

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

PRÉTORIA, le 27 août 1935.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour et de vous confirmer que le texte ci-après, qui reproduit les termes de votre lettre à laquelle je réponds, traduit exactement l'accord intervenu entre le Gouvernement français et le Gouvernement de l'Union :

1. Les articles ci-après, produits ou manufacturés en France, à savoir :

Tissus de coton en pièces, à l'exclusion de la toile à voiles, des couvertures ou des draps dits kaffir-sheeting, contenant 50 % ou plus de coton, et mentionnés au N° 76 a) (i) et (ii) du tarif ;

Tissus de laine en pièces, tissés ou tricotés, du N° 76 b) du tarif ;

Tissus mélangés en pièces (contenant 50 % ou plus de soie artificielle) du N° 76 c) (i) et d) (i) du tarif ;

Chapeaux, casquettes et bonnets neufs, de laine, de feutre, de poils, de paille et d'autres fibres végétales, du N° 69 d) et c) du tarif ;

Conterie du N° 299 du tarif ;

bénéficieront, à leur importation dans l'Union en provenance de la France, des taux du tarif intermédiaire.

2. The following goods originally coming from and produced in the Union shall, when imported into France, enjoy the tariff applicable to similar products of the most-favoured nation, to wit :

- (1) Hides and skins, raw (item 21 of the French Customs Tariff) ;
- (2) Pelts, raw (item 22 of the French Customs Tariff) ;
- (3) Wool and woollen sheepskins (ex item 23 of the French Customs Tariff) ;
- (4) Hairs combed or carded of Angora Goats (ex item 25 of the French Customs Tariff) ;
- (5) Asbestos (ex item 179ter B of the French Customs Tariff) ;
- (6) Manganese ore (item 231 of the French Customs Tariff).

3. No goods shall be regarded as having been manufactured or produced in France unless at least 25 per cent. of the factory or works cost of those goods is represented by material produced and labour performed in France.

4. The Union Government undertake not to extend, during the currency of this Agreement, to the detriment of French goods, the list of goods in respect of which the maximum tariff is to be applied.

5. This Agreement shall come into force from to-day and shall continue in force during the year 1935.

6. This Agreement shall be subject to ratification by both Houses of Parliament of the Union in its next Session and by the Parliament of France.

7. The Union shall, for the purposes of this Agreement, include the Mandated Territory of South West Africa.

Please accept, Sir, the assurance of my highest consideration.

M. DE SIMONIN,
Chargé d'Affaires for France.

To the Secretary for External Affairs,
Department of External Affairs,
Union Buildings,
Pretoria.

Certified a true copy :

P. R. Botha,
Under-Secretary for External Affairs,
Pretoria.

2. Les articles ci-après originaires de l'Union et produits dans cette dernière bénéficieront à leur importation en France du tarif applicable aux mêmes produits de la nation la plus favorisée, à savoir :

- 1^o Peaux brutes (article 21 du tarif douanier français) ;
- 2^o Pelleteries brutes (article 22 du tarif douanier français) ;
- 3^o Laine et toisons de moutons (ex article 23 du tarif douanier français) ;
- 4^o Poils peignés ou cardés de chèvres mohair (ex article 25 du tarif douanier français) ;
- 5^o Asbeste (ex article 179^{ter} B du tarif douanier français) ;
- 6^o Minerai de manganèse (article 231 du tarif douanier français).

3. Un article ne sera considéré comme ayant été manufacturé ou produit en France que si 25 % au moins du coût de fabrication ou de transformation industrielle de cet article sont constitués par des matières produites et du travail accompli en France.

4. Le Gouvernement de l'Union s'engage à ne pas étendre pendant la durée de validité du présent accord, au détriment des articles français, la liste des marchandises soumises au tarif maximum.

5. Le présent accord entrera en vigueur ce jour et demeurera en vigueur pendant l'année 1935.

6. Le présent accord devra être ratifié par les deux Chambres du Parlement de l'Union au cours de sa prochaine session, et par le Parlement français.

7. Aux fins d'application du présent accord, le terme Union vise également le territoire sous mandat du Sud-Ouest africain.

Veillez agréer, etc.

M. DE SIMONIN,
Chargé d'Affaires de France.

Le Secrétaire aux Affaires extérieures,
Département des Affaires extérieures,
Union Buildings,
Prétoria.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE FRENCH GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE FURTHER PROLONGATION, UNTIL SEPTEMBER 30TH, 1938, OF THE PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT OF THE 27TH AUGUST, 1935, BETWEEN THE TWO COUNTRIES. PRETORIA, MARCH 28TH, 1938.

Registered on October 12th, 1938, at the request of the Accredited Representative of the Union of South Africa to the League of Nations.

I.

DEPARTMENT
OF EXTERNAL AFFAIRS.
P.M. 55/60.

PRETORIA, *March 28th, 1938.*

MR. MINISTER,

I have the honour to place on record that the Government of the Union of South Africa agree to the further prolongation, to the 30th September, 1938, of the operation of the Preliminary Commercial Agreement which was concluded between the Governments of the Union of South Africa and France on the 27th August, 1935, as subsequently extended, provided that this Agreement will lapse if not ratified by Resolution of both Houses of Parliament of the Union of South Africa during its next ensuing Session.

The present Note, and your confirmatory reply in similar terms, will be regarded as an Agreement between our two Governments in this matter, with effect from the 1st April, 1938.

Please accept, Mr. Minister, the renewed assurance of my highest consideration.

(Sgd.) H. D. J. BODENSTEIN,
Secretary for External Affairs.

The Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of
the French Republic,
972 Arcadia Street,
Pretoria.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS COMPORTANT UN ACCORD CONCERNANT LA PROLONGATION JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 1938 DE L'ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE DU 27 AOUT 1935 ENTRE LES DEUX PAYS. PRÉTORIA, LE 28 MARS 1938.

Enregistré le 12 octobre 1938 à la demande du représentant de l'Union Sud-africaine près la Société des Nations.

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.
DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES EXTÉRIEURES.
P.M. 55/60.

PRÉTORIA, *le 28 mars 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de l'Union Sud-africaine accepte de prolonger à nouveau et jusqu'au 30 septembre 1938 l'Accord commercial provisoire conclu entre les Gouvernements de l'Union Sud-africaine et de la France le 27 août 1935 et prolongé ultérieurement, à la condition que cet accord deviendra nul s'il n'est pas ratifié par résolution des deux Chambres du Parlement de l'Union Sud-africaine au cours de sa prochaine session.

La présente note et votre confirmation conçue en termes analogues seront considérées comme constituant un accord entre nos deux gouvernements, qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 1938.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) H. D. J. BODENSTEIN,
Secrétaire aux Affaires extérieures.

L'Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de la
République française,
972, Arcadia Street,
Pretoria.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
LÉGATION DE FRANCE
EN AFRIQUE DU SUD.

PRÉTORIA, le 28 mars 1938.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,

Me référant à votre lettre en date de ce jour relative à l'Accord commercial préliminaire conclu entre le Gouvernement français et celui de l'Union Sud-africaine le 27 août 1935 et prolongé ensuite jusqu'au 31 mars 1938, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement français accepte de prolonger de nouveau et jusqu'au 30 septembre 1938 ledit accord commercial à la condition que cet accord deviendra nul s'il n'est pas ratifié par le Parlement de l'Union dans sa prochaine session.

Je vous confirme que votre lettre mentionnée ci-dessus et la présente réponse constitueront un accord entre nos deux gouvernements qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 1938.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire aux Affaires extérieures, l'assurance de ma haute considération.

(Sgd.) M. DE SIMONIN,
*Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de la République française
dans l'Union Sud-africaine.*

Monsieur le Secrétaire aux Affaires
extérieures de l'Union Sud-africaine,
Département des Affaires extérieures,
Prétoria.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

FRENCH REPUBLIC.
FRENCH LEGATION IN
SOUTH AFRICA.

PRETORIA, March 28th, 1938.

SIR,

With reference to your Note of to-day's date, relative to the Preliminary Commercial Agreement which was concluded between the Governments of France and the Union on the 27th August, 1935, and subsequently extended to the 31st March, 1938, I have the honour herewith to place on record that the Government of France agree to the further prolongation of the above Preliminary Commercial Agreement to the 30th September, 1938, provided that this Agreement will lapse if not ratified by the Parliament of the Union during its next ensuing Session.

It is hereby confirmed that your Note under reference and this reply thereto constitute an Agreement between our two Governments, coming into force on the 1st April, 1938.

Please accept, Sir, the renewed assurance of my highest consideration.

(Sgd.) M. DE SIMONIN,
*Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
for the French Republic
in the Union of South Africa.*

The Secretary for External Affairs,
Department of External Affairs,
Pretoria.

Certified a true copy :

P. R. Botha,
Under-Secretary for External Affairs,
Pretoria.

¹ Traduction du Gouvernement de l'Union Sud-africaine.

¹ Translation of the Government of the Union of South Africa.

N° 4375.

UNION SUD-AFRICAINE,
Y COMPRIS LE SUD-OUEST AFRICAIN ; BASSOUTOLAND ;
PROTECTORAT DU BETCHOUANALAND ;
COLONIES PORTUGAISES D'ANGOLA
ET DE MOZAMBIQUE ;
CONGO BELGE, Y COMPRIS LE RUANDA-URUNDI ;
KÉNIA, OUGANDA ET TERRITOIRE DU TANGANYIKA ;
NYASSALAND ;
RHODÉSIE DU NORD ; RHODÉSIE DU SUD ET SWAZILAND
(Union africaine des Télécommunications.)

Accord africain des télécommunications, avec annexe, règlement télégraphique, et protocole final du règlement télégraphique. Signés à Prétoría, le 30 octobre 1935.

UNION OF SOUTH AFRICA,
INCLUDING SOUTH WEST AFRICA ; BASUTOLAND ;
BECHUANALAND PROTECTORATE ;
PORTUGUESE COLONIES,
COMPRISING ANGOLA AND MOZAMBIQUE ;
BELGIAN CONGO, INCLUDING RUANDA AND URUNDI ;
KENYA, UGANDA AND TANGANYIKA TERRITORY ;
NYASALAND ; NORTHERN RHODESIA ;
SOUTHERN RHODESIA AND SWAZILAND
(African Telecommunication Union.)

African Telecommunication Agreement, with Annex, Telegraph Regulations, and Final Protocol of the Telegraph Regulations. Signed at Pretoria, October 30th, 1935.

AFRICAN TELECOMMUNICATION UNION.

No. 4375. — AFRICAN TELECOMMUNICATION AGREEMENT¹ CONCLUDED BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATIONS OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, INCLUDING SOUTH WEST AFRICA ; BASUTOLAND ; BECHUANALAND PROTECTORATE ; PORTUGUESE COLONIES, COMPRISING ANGOLA AND MOZAMBIQUE ; BELGIAN CONGO, INCLUDING RUANDA AND URUNDI ; KENYA, UGANDA AND TANGANYIKA TERRITORY ; NYASALAND ; NORTHERN RHODESIA ; SOUTHERN RHODESIA AND SWAZILAND. SIGNED AT PRETORIA, OCTOBER 30TH, 1935.

English and French official texts communicated by the Accredited Representative of the Union of South Africa to the League of Nations. The registration of this Agreement took place June 22nd, 1938.

INTRODUCTORY.

OBJECT OF THE AFRICAN TELECOMMUNICATION UNION.

It is the aim and object of the African Telecommunication Union to secure by means of agreements, conferences and other methods the organisation and improvement of telecommunication services between the Administrations party to this Agreement.

Article I.

COMPOSITION OF THE UNION.

§ 1. The Administrations Parties to the present Agreement form the African Telecommunication Union, which is governed by the following provisions. It is restricted in its scope to correspondence originating in a country forming part of the Union, on the one hand, and destined for another country of the Union, on the other hand, which is disposed of over communication channels utilised by Administrations of the Union as part of their African inter-territorial system.

§ 2. The terms used in the present Agreement are defined in the Annexe hereto.

¹ *Dates of approval of the Agreement and of the Telegraph Regulations by the interested Governments, registered on August 24th, 1938, at the request of the Belgian Minister for Foreign Affairs.*

SOUTH WEST AFRICA	December 4th, 1935.
SOUTHERN RHODESIA	January 15th, 1936.
NYASALAND	January 29th, 1936.
UNION OF SOUTH AFRICA	March 16th, 1936.
KENYA, UGANDA AND TANGANYIKA TERRITORY	April 7th, 1936.
NORTHERN RHODESIA	May 1st, 1936.
BASUTOLAND AND BECHUANALAND PROTECTORATE	June 18th, 1936.
SWAZILAND	June 18th, 1936.
BELGIAN CONGO, INCLUDING RUANDA AND URUNDI	May 24th, 1937.

Came into force April 1st, 1936.

UNION AFRICAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

N^o 4375. — ACCORD ¹ AFRICAIN DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CONCLU ENTRE LES ADMINISTRATIONS POSTALES DE L'UNION SUD-AFRICAIN, Y COMPRIS LE SUD-OUEST AFRICAIN ; DU BASSOUTOLAND ; DU PROTECTORAT DU BETCHOUANALAND ; DES COLONIES PORTUGAISES D'ANGOLA ET DE MOZAMBIQUE ; DU CONGO BELGE, Y COMPRIS LE RUANDA-URUNDI ; DU KÉNIA, DE L'OUGANDA ET DU TERRITOIRE DU TANGANYIKA ; DU NYASSALAND ; DE LA RHODÉSIE DU NORD ; DE LA RHODÉSIE DU SUD ET DU SWAZILAND. SIGNÉ A PRÉTORIA, LE 30 OCTOBRE 1935.

Textes officiels anglais et français communiqués par le représentant de l'Union Sud-africaine près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 juin 1938.

INTRODUCTION.

OBJET DE L'UNION AFRICAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le but et l'objet de l'Union africaine des Télécommunications c'est d'assurer, par le moyen d'accords, de conférences ou d'autres méthodes, l'organisation et l'amélioration des télécommunications entre les administrations, Parties au présent accord.

Article premier.

CONSTITUTION DE L'UNION.

§ 1. Les administrations, Parties au présent accord, constituent l'Union africaine des Télécommunications, qui est régie par les dispositions suivantes.

Elle est limitée aux correspondances, originaires d'une part d'un pays appartenant à l'Union et destinées d'autre part à un autre pays appartenant à l'Union, acheminées par des voies de communication employées par les administrations de l'Union comme constituants de leur système africain interterritorial.

§ 2. Les termes employés dans le présent accord sont définis dans l'annexe à ce document.

¹ *Dates d'approbation de l'accord et du règlement télégraphique par les gouvernements intéressés, enregistrées le 24 août 1938, à la demande du ministre des Affaires étrangères de Belgique.*

SUD-OUEST AFRICAIN	4 décembre 1935.
RHODÉSIE DU SUD	15 janvier 1936.
NYASSALAND	29 janvier 1936.
UNION SUD-AFRICAINE	16 mars 1936.
KÉNIA, OUGANDA ET TERRITOIRE DU TANGANYIKA . .	7 avril 1936.
RHODÉSIE DU NORD	1 ^{er} mai 1936.
BASSOUTOLAND ET PROTECTORAT DU BETCHOUANALAND	18 juin 1936.
SWAZILAND	18 juin 1936.
CONGO BELGE, Y COMPRIS LE RUANDA-URUNDI . . .	24 mai 1937.

Entré en vigueur le 1^{er} avril 1936.

Article 2.

REGULATIONS.

§ 1. (1) The provisions of the present Agreement are completed by a set of Telegraph Regulations.

(2) At the outset, Radiocommunication and Telephone Regulations as such have not been prepared for adoption in the African Telecommunication Union. The International Radiocommunication Regulations are operative and have full effect in the African Telecommunication Union. Telephone arrangements in the African Telecommunication Union are governed by means of separate agreements as between the Administrations interested.

(3) Radiocommunication and / or Telephone Regulations may, however, be established at a future date.

§ 2. Only the signatories to the Agreement or Administrations acceding thereto are admitted to sign the Regulations or accede to them. Signature to one, at least, of the sets of Regulations is obligatory for Administrations acceding to the Agreement.

§ 3. The provisions of the present Agreement bind the Administrations in respect only of the services covered by the Regulations to which the Administrations are parties.

Article 3.

NON-APPLICABILITY OF AGREEMENT AND REGULATIONS TO PRIVATE COMMUNICATIONS ENTERPRISES OPERATING INTERNATIONALLY.

Notwithstanding anything to the contrary, the provisions of this Agreement and the Telegraph and Radiotelegraph Regulations annexed thereto do not apply to any private enterprises operating under the International Telecommunication Convention and Regulations in their relations with any countries of the African Telecommunication Union, due regard being paid to existing concessions granted to private telecommunication enterprises.

Article 4.

ACCESSION OF ADMINISTRATIONS TO THE AGREEMENT.

§ 1. The Administration of a country in the African continent on whose behalf the present Agreement has not been signed, may accede thereto at any time. This accession must include accession to one at least of the annexed sets of Regulations, subject to the observance of § 2 of Article 2 above.

§ 2. The act of accession of an Administration shall be notified to the Bureau of the African Telecommunication Union, which in turn notifies the other Administrations.

§ 3. Accession carries with it, of full right, all the obligations and all the advantages provided by the present Agreement ; in addition it involves the obligations and advantages provided by the particular Regulations which the acceding Administrations undertake to apply.

Article 5.

ACCESSION OF ADMINISTRATIONS TO THE REGULATIONS.

The Administration of a country signatory or acceding to the present Agreement may accede at any time to any set or sets of Regulations to which it has not bound itself, subject to the provisions of § 2 of Article 2. This accession is notified to the Bureau of the African Telecommunication Union, which informs the other Administrations concerned.

Article 2.

RÈGLEMENTS.

§ 1. (1) Les dispositions du présent accord sont complétées par un règlement télégraphique.

(2) Des projets de règlement téléphonique et de règlement des radiocommunications n'ont pas été établis pour être adoptés dès maintenant par l'Union africaine des Télécommunications.

Le règlement international des radiocommunications est applicable entièrement à l'Union africaine des Télécommunications.

Les arrangements téléphoniques dans l'Union africaine des Télécommunications ont la forme d'accords séparés entre les administrations intéressées.

(3) Des règlements des téléphones et/ou des radiocommunications peuvent, toutefois, être établis ultérieurement.

§ 2. Seuls les signataires du présent accord ou les administrations y adhérant sont admis à signer les règlements ou à y adhérer. La signature de l'un, au moins, des règlements est obligatoire pour les administrations adhérant à l'accord.

§ 3. Les dispositions du présent accord n'engagent les administrations que pour les services visés par les règlements auxquels ces administrations sont Parties.

*Article 3.*L'ACCORD ET LES RÈGLEMENTS NE S'APPLIQUENT PAS AUX EXPLOITATIONS PRIVÉES
EFFECTUANT LE SERVICE INTERNATIONAL.

Nonobstant toute disposition contraire, les prescriptions de cet accord et des règlements télégraphique et radiotélégraphique y annexés ne s'appliquent pas aux exploitations privées travaillant avec n'importe quel pays de l'Union africaine des Télécommunications en conformité avec la Convention internationale des Télécommunications et les règlements internationaux y annexés ; il sera tenu compte des concessions existantes garanties aux exploitations privées.

Article 4.

ADHÉSION DES ADMINISTRATIONS A L'ACCORD.

§ 1. L'administration d'un pays du continent africain non signataire du présent accord peut y adhérer à tout moment. Cette adhésion doit comporter l'adhésion à l'un au moins, des règlements annexés, sous réserve de l'application du § 2 de l'article 2 ci-dessus.

§ 2. L'acte d'adhésion sera notifié au bureau de l'Union africaine des Télécommunications, lequel en avisera à son tour les autres administrations.

§ 3. L'adhésion emporte, de plein droit, toutes les obligations et tous les avantages stipulés par le présent accord ; en outre, elle entraîne les obligations et les avantages stipulés par les seuls règlements que les administrations adhérentes s'engagent à appliquer.

Article 5.

ADHÉSION DES ADMINISTRATIONS AUX RÈGLEMENTS.

L'administration d'un pays signataire du présent accord ou y adhérant peut adhérer en tout temps au règlement ou aux règlements auxquels elle ne s'est pas engagée, en tenant compte des dispositions de l'article 2, § 2. Cette adhésion est notifiée au bureau de l'Union africaine des Télécommunications, lequel en donne connaissance aux autres administrations intéressées.

Article 6.

APPROVAL OF THE AGREEMENT.

§ 1. Approval of the present Agreement shall be notified in as short a time as possible to the Bureau of the African Telecommunication Union, which will in turn notify the approvals to the other signatory and acceding Administrations as and when they are received.

§ 2. If one or more of the signatory Administrations do not approve the Agreement, it shall not thereby be less valid for the Administrations which have approved it.

Article 7.

APPROVAL OF THE REGULATIONS.

§ 1. Administrations must make an announcement regarding their approval of the Regulations. This approval is notified to the Bureau of the African Telecommunication Union which informs the members of the Union.

§ 2. If one or more of the Administrations does not notify such an approval, the Regulations shall not thereby be less valid for the Administrations which have approved them.

Article 8.

EXECUTION OF THE AGREEMENT AND REGULATIONS.

§ 1. The Administrations undertake to apply the provisions of the present Agreement and of the sets of Regulations accepted by them in all the offices and all the telecommunication stations established or worked by them, which are open to the African inter-territorial telecommunication service of public correspondence, to the broadcasting service and to the special services governed by the Regulations.

§ 2. They undertake, in addition, to take the necessary steps to impose the observance of the provisions of the present Agreement and of the sets of Regulations which they accept, upon private enterprises recognised by them and upon other enterprises duly authorised to establish and operate African inter-territorial telecommunication services whether open, or not open, to public correspondence.

Article 9.

DENUNCIATION OF THE AGREEMENTS BY ADMINISTRATIONS.

§ 1. Each Administration has the right to denounce the present Agreement by a notification to the Bureau of the African Telecommunication Union, and this denunciation is communicated subsequently by the Bureau to all other Administrations.

§ 2. This denunciation takes effect on the expiration of a period of one year from the day of the receipt of notification of it by the Bureau. It affects only the Party making the denunciation ; for the other Administrations the Agreement remains in force.

Article 10.

DENUNCIATION OF THE REGULATIONS BY ADMINISTRATIONS.

§ 1. Each Administration has the right to terminate the undertaking which it has made to execute a set of Regulations by notifying its decision to the Bureau of the African Telecommunication Union, which informs the other Administrations concerned. This notification takes effect after the expiration of a period of one year from the day of its receipt by the Bureau. It affects only the Party making the denunciation ; for the other Administrations the set of Regulations in question remains in force.

§ 2. The provisions of § 1 above do not remove the obligations for Administrations to execute at least one of the sets of Regulations, as provided in Article 2 of the present Agreement, and subject to the reservation mentioned in § 2 of the said Article.

Article 6.

APPROBATION DE L'ACCORD.

§ 1. L'approbation du présent accord devra être notifiée, dans le plus bref délai possible, au bureau de l'Union africaine des Télécommunications qui notifiera aux autres administrations signataires et adhérentes les approbations au fur et à mesure de leur réception.

§ 2. Si une ou plusieurs des administrations intéressées n'approuvent pas l'accord, il n'en sera pas moins valable pour les administrations qui l'ont approuvé.

Article 7.

APPROBATION DES RÈGLEMENTS.

§ 1. Les administrations doivent se prononcer au sujet de l'approbation des règlements. Cette approbation est notifiée au bureau de l'Union africaine des Télécommunications qui en fait part aux membres de l'Union.

§ 2. Si une ou plusieurs des administrations ne notifient pas cette approbation, les règlements n'en seront pas moins valables pour les administrations qui les auront approuvés.

Article 8.

EXÉCUTION DE L'ACCORD ET DES RÈGLEMENTS.

§ 1. Les administrations s'engagent à appliquer les dispositions du présent accord et des règlements acceptés par eux dans tous les bureaux et toutes les stations de télécommunications établis ou exploités par leurs soins, et qui sont ouverts au service africain interterritorial des télécommunications de la correspondance publique, au service de la radiodiffusion ou aux services spéciaux régis par les règlements.

§ 2. Elles s'engagent, en outre, à prendre les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions du présent accord et des règlements qu'elles acceptent, aux exploitations privées reconnues par elles et aux autres exploitations dûment autorisées à l'établissement et à l'exploitation des télécommunications du service africain interterritorial ouvertes ou non ouvertes à la correspondance publique.

Article 9.

DÉNONCIATION DE L'ACCORD PAR LES ADMINISTRATIONS.

§ 1. Chaque administration a le droit de dénoncer le présent accord en notifiant sa décision au bureau de l'Union africaine des Télécommunications ; cette dénonciation sera annoncée ensuite par le bureau à toutes les autres administrations.

§ 2. Cette dénonciation produit son effet à l'expiration du délai d'une année à partir du jour de la réception de sa notification par le bureau. Cet effet ne vise que l'auteur de la dénonciation ; pour les autres administrations, l'accord reste en vigueur.

Article 10.

DÉNONCIATION DES RÈGLEMENTS PAR LES ADMINISTRATIONS.

§ 1. Chaque administration a le droit de mettre fin à l'engagement qu'elle a pris d'exécuter un règlement, en notifiant sa décision au bureau de l'Union africaine des Télécommunications, lequel en donne connaissance aux autres administrations intéressées. Cette notification produit son effet à l'expiration du délai d'une année à partir du jour de sa réception par le bureau. Cet effet ne vise que l'auteur de la dénonciation ; pour les autres administrations, le règlement visé reste en vigueur.

§ 2. Les dispositions du § 1 ci-dessus ne suppriment pas l'obligation pour les administrations d'exécuter au moins l'un des règlements, visée par l'article 2 du présent accord, et compte tenu de la réserve mentionnée au § 2 dudit article.

Article 11.

SPECIAL ARRANGEMENTS.

§ 1. The Administrations reserve, for themselves, for the private enterprises recognised by them and for other enterprises duly authorised to do so, the right to make special arrangements on the matters of service which do not concern the Administrations in general. These arrangements, however, must remain within the limits of the Agreement and the Regulations annexed thereto, so far as concerns the interference which their bringing into operation might be capable of producing with the services of other countries.

Article 12.

RIGHT TO MAKE SPECIAL AGREEMENTS.

Notwithstanding anything contained in any other Article of this Agreement, any two contiguous Administrations party to this Agreement and the Regulations thereunder have the right in respect of the operation of services, rates of charge and methods of accounting to maintain their existing arrangements or to make in this regard, as between themselves, special Agreements.

Article 13.

BUREAU OF THE AFRICAN TELECOMMUNICATION UNION.

§ 1. (1) The Administration of the Union of South Africa will function as the Bureau of the African Telecommunication Union in regard to the tasks and operations contemplated in various other Articles of the Agreement and Regulations. It will also undertake the preparatory work of Conferences.

(2) The Secretariat of Conferences will be provided by the Administration of the country in which the Conference is held.

Article 14.

CONFERENCES.

§ 1. The provisions of the present Agreement and / or Regulations are subject to revision by Conferences of the Administrations.

§ 2. Each Conference fixes the place and date of the next meeting.

§ 3. (1) The date fixed for the meeting of a Conference may be put forward or postponed on request made by at least five of the Administrations to the Bureau of the African Telecommunication Union, provided that the proposal obtains the approval of a clear majority of the Administrations which have given their opinion within a period of four months from the date on which the matter was represented to them by the Bureau.

(2) The Conference then takes place in the country originally designated, if the Administration of that country agrees. If it does not agree, the Administrations are consulted by the Bureau.

§ 4. Each Conference may admit the participation, in a consultative capacity, of private enterprises recognised by the respective Administrations.

Article 15.

AMENDMENTS TO REGULATIONS.

§ 1. Regulations may be amended between Conferences provided all Administrations concerned agree to such amendments.

Article 11.

ARRANGEMENTS PARTICULIERS.

Les administrations se réservent, pour elles-mêmes, pour les exploitations privées reconnues par elles, et pour d'autres exploitations dûment autorisées à cet effet, la faculté de conclure des arrangements particuliers sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des administrations. Toutefois, ces arrangements devront rester dans les limites de l'accord et des règlements y annexés, pour ce qui concerne les brouillages que leur mise à exécution serait susceptible de produire dans les services des autres pays.

Article 12.

DROIT DE FAIRE DES ACCORDS PARTICULIERS.

Nonobstant toute stipulation contraire contenue dans quelque autre article de cet accord, deux administrations voisines quelconques, Parties à cet accord et aux règlements y annexés, ont le droit, pour l'exploitation des services, les tarifs et la façon d'établir les comptes, de maintenir leurs arrangements existants ou, à cet égard, de faire entre elles des accords particuliers.

Article 13.

BUREAU DE L'UNION AFRICAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

§ 1. (1) L'administration de l'Union de l'Afrique du Sud fonctionnera comme bureau de l'Union africaine des Télécommunications pour les travaux et opérations prévus par divers autres articles de l'accord et des règlements. Elle se chargera aussi des travaux préparatoires des conférences.

(2) Le secrétariat des conférences sera assuré par l'administration du pays où a lieu la conférence.

Article 14.

CONFÉRENCES.

§ 1. Les prescriptions du présent accord et/ou des règlements seront revisables par des conférences d'administrations.

§ 2. Chaque conférence fixera le lieu et l'époque de la réunion suivante.

§ 3. (1) L'époque fixée pour la réunion d'une conférence pourra être avancée ou reculée si la demande en est faite par cinq, au moins, des administrations, au bureau de l'Union africaine des Télécommunications, et si cette proposition reçoit l'agrément d'une majorité incontestable des administrations qui auront fait parvenir leur avis dans un délai de quatre mois à partir du moment où la question leur aura été soumise par le bureau.

(2) La conférence aura lieu alors dans le pays primitivement désigné, si l'administration de ce pays y consent. Dans le cas contraire, il sera procédé à une consultation des administrations par les soins du bureau.

§ 4. Chaque conférence pourra permettre la participation, à titre consultatif, des exploitations privées reconnues par les administrations respectives.

Article 15.

AMENDEMENTS AUX RÈGLEMENTS.

§ 1. Les règlements pourront être amendés en dehors des périodes de conférences pourvu que toutes les administrations intéressées soient d'accord au sujet de ces amendements.

§ 2. Representations in regard to amendments shall be addressed to the African Telecommunication Bureau which will circulate such representations.

§ 3. If any Administration dissents, the amendment shall not be made.

§ 4. Administrations must notify assent or dissent within three months of receipt of proposals.

Article 16.

LANGUAGE.

§ 1. The acts of Conferences shall be compiled in English and French and the text in each of these languages shall carry equal authority.

§ 2. (1) In the discussions at Conferences, the English, French and Portuguese languages are admitted.

(2) Speeches delivered in French are translated into English, and *vice versa*.

(3) Speeches delivered in Portuguese shall be translated into French by the Portuguese delegates.

(4) These delegates may, if they so desire, arrange for speeches delivered in French and English to be translated into Portuguese.

Article 17.

RULES OF PROCEDURE AT CONFERENCES.

§ 1. Before entering on its deliberations, each Conference adopts Rules of Procedure, which comprise the rules in accordance with which the discussions and work are organised and conducted.

§ 2. For this purpose, the Conference takes as a basis the Rules of Procedure of the previous Conference, which it modifies if it thinks fit.

Article 18.

TELECOMMUNICATION AS A PUBLIC SERVICE.

The Administrations recognise the right of the public to correspond by means of the service of public correspondence. The service, charges and safeguards shall be the same for all senders, without any priority or preference whatsoever not provided for by the Agreement or the Regulations.

Article 19.

RESPONSIBILITY.

The Administrations declare that they accept no responsibility towards users of the African telecommunication services.

Article 20.

SECRECY OF TELECOMMUNICATION.

§ 1. The Administrations undertake to adopt all possible measures, compatible with the system of telecommunication used, to ensure the secrecy of correspondence.

§ 2. Nevertheless, they reserve to themselves the right to communicate correspondence to their competent authorities in order to ensure the application of their internal legislation, or the execution of international conventions to which the Governments concerned are parties.

§ 2. Les propositions relatives à ces amendements seront adressées au bureau de l'Union africaine des Télécommunications, qui en donnera connaissance.

§ 3. S'il ne recueille pas l'unanimité des voix, l'amendement ne sera pas adopté.

§ 4. Les administrations devront notifier leur accord ou leur désaccord endéans une période de trois mois à partir de la réception des propositions d'amendements.

Article 16.

LANGUE.

§ 1. Les actes des conférences seront rédigés en français et en anglais et le texte dans chacune de ces langues aura une valeur égale.

§ 2. (1) Dans les débats des conférences, le français, l'anglais et le portugais seront admis.

(2) Les discours prononcés en français seront traduits en anglais, et *vice versa*.

(3) Les discours prononcés en portugais seront traduits en français par les soins des délégués portugais.

(4) Ces délégués peuvent, s'ils le désirent, faire traduire en portugais les discours prononcés en français ou en anglais.

Article 17.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES CONFÉRENCES.

§ 1. Avant toute autre délibération chaque conférence établira un règlement intérieur qui contient les règles suivant lesquelles seront organisés et conduits les débats et les travaux.

§ 2. A cet effet, la conférence prendra comme base le règlement intérieur de la conférence précédente, qu'elle modifiera si elle le juge à propos.

Article 18.

LA TÉLÉCOMMUNICATION SERVICE PUBLIC.

Les administrations reconnaissent au public le droit de correspondre au moyen du service de la correspondance publique. Le service, les taxes et les garanties seront les mêmes pour tous les expéditeurs, sans priorité ni préférence quelconques non prévues par l'accord ou les règlements.

Article 19.

RESPONSABILITÉ.

Les administrations déclarent n'accepter aucune responsabilité à l'égard des usagers du service africain de télécommunication.

Article 20.

SECRET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

§ 1. Les administrations s'engagent à prendre toutes les mesures possibles, compatibles avec le système de télécommunication employé, afin d'assurer le secret des correspondances.

§ 2. Toutefois, elles se réservent le droit de communiquer les correspondances aux autorités compétentes pour assurer, soit l'application de leur législation intérieure, soit l'exécution des conventions internationales auxquelles les gouvernements intéressés sont Parties.

Article 21.

FORMATION, WORKING AND PROTECTION OF INSTALLATIONS AND CHANNELS OF COMMUNICATIONS.

§ 1. The Administrations provide, in agreement with the other Administrations concerned, and under the best technical conditions, the channels and installations necessary to ensure the rapid and uninterrupted exchange of telecommunication in the African inter-territorial service.

§ 2. So far as possible these channels and installations must be operated according to the best methods and arrangements which practical experience of the service has made known and must be in constant working order and kept abreast of scientific and technical progress.

§ 3. The Administrations ensure the protection of these channels and installations within their respective spheres of action.

§ 4. Each Administration provides and maintains at its own expense — in the absence of special arrangements fixing other conditions — the sections of African inter-territorial conductors included within the territorial limits of its Administration.

§ 5. In Administrations where certain telecommunication services as part of the internal system are performed by private enterprises recognised by the Governments, the above-mentioned undertakings are given by the private enterprises.

Article 22.

STOPPAGE OF TELECOMMUNICATION.

§ 1. The Administrations reserve to themselves the right to stop the transmission of any private telegram or radiotelegram which may appear dangerous to the security of the State, or contrary to the laws of the country, to public order or decency, subject to the obligation to notify the office of origin immediately of the stoppage of the said communication or any part of it, except when the issue of such notification may appear dangerous to the security of the State.

§ 2. The Administrations also reserve to themselves the right to cut off any private telephone conversation which may appear dangerous to the security of the State, or contrary to the laws of the country, to public order or decency.

Article 23.

SUSPENSION OF SERVICE.

Each Administration reserves to itself the right to suspend the African Telecommunication service for an indefinite time, if it considers it necessary either generally or only in certain relations and / or for certain kinds of correspondence, subject to the obligation to notify immediately each of the other Administrations through the medium of the Bureau of the African Telecommunication Union.

Article 24.

INVESTIGATION OF INFRINGEMENTS.

The Administrations undertake to furnish information to one another in respect of breaches of the provisions of the present Agreement and of the sets of Regulations which they accept, in order to facilitate their further action.

Article 25.

CHARGES AND FREE SERVICES.

The provisions regarding charges for telecommunication and the various cases in which free services are accorded are set out in the Regulations annexed to the present Agreement.

*Article 21.*CONSTITUTION, EXPLOITATION ET SAUVEGARDE DES INSTALLATIONS
ET DES VOIES DE COMMUNICATION.

§ 1. Les administrations établissent, en accord avec les autres administrations intéressées et dans les meilleures conditions techniques, les voies et les installations nécessaires pour assurer l'échange rapide et ininterrompu des télécommunications dans le service africain interterritorial.

§ 2. Autant que possible, ces voies et installations devront être exploitées par les meilleurs méthodes et procédés que la pratique du service ait fait connaître, et elles devront être entretenues en constant état d'utilisation et maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

§ 3. Les administrations assurent la sauvegarde de ces voies et de ces installations dans les limites de leur action respective.

§ 4. Chaque administration établit et entretient à ses frais — à moins d'arrangement particulier fixant d'autres conditions — les sections des conducteurs africains interterritoriaux comprises dans les limites du territoire de cette administration.

§ 5. Dans les administrations où certains services de télécommunications constituant du système intérieur, sont assurés par des exploitations privées reconnues par les gouvernements, les engagements ci-dessus sont pris par les exploitations privées.

Article 22.

ARRÊT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

§ 1. Les administrations se réservent le droit d'arrêter la transmission de tout télégramme ou radiotélégramme privé qui paraîtrait dangereux pour la sûreté de l'Etat ou contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à charge d'avertir immédiatement le bureau d'origine de l'arrêt de ladite communication ou d'une partie quelconque de celle-ci, sauf dans le cas où l'émission de l'avis puisse paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat.

§ 2. Les administrations se réservent aussi le droit de couper toute communication téléphonique privée qui puisse paraître dangereuse pour la sûreté de l'Etat ou contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Article 23.

SUSPENSION DU SERVICE.

Chaque administration se réserve le droit de suspendre le service africain des télécommunications pour un temps indéterminé, si elle le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et/ou pour certaines sortes de correspondances, à charge pour elle d'en aviser immédiatement toutes les autres administrations par l'intermédiaire du bureau de l'Union africaine des Télécommunications.

Article 24.

INVESTIGATION DES CONTRAVENTIONS.

Les administrations s'engagent à se renseigner mutuellement au sujet des infractions aux dispositions du présent accord et des règlements qu'elles acceptent, afin de faciliter les poursuites à exercer.

Article 25.

TAXES ET FRANCHISE.

Les dispositions relatives aux taxes des télécommunications et les divers cas dans lesquels celles-ci bénéficient de la franchise sont fixés dans les règlements annexés au présent accord.

Article 26.

PRIORITY OF TRANSMISSION OF GOVERNMENT TELEGRAMS AND RADIOTELEGRAMS.

In transmission Government telegrams and radiotelegrams have priority over other telegrams and radiotelegrams except where the sender declares that he renounces his right of priority.

Article 27.

SECRET LANGUAGE.

§ 1. Government telegrams and radiotelegrams, and also service telegrams and radiotelegrams, may be expressed in secret language in the African Inter-territorial Service.

§ 2. Private telegrams and radiotelegrams may be expressed in secret language in the relations between all countries of the African Telecommunication Union, except those which have previously notified, through the medium of the Bureau, that they do not admit this language for those classes of correspondence.

§ 3. Administrations which do not admit private telegrams and radiotelegrams in secret language originating in or destined for their own Administration must let them pass in transit, except in the case of suspension of service defined in Article 23.

Article 28.

MONETARY UNIT.

The monetary unit used in the composition of the tariffs of the African telecommunication service and in the establishment of the inter-territorial accounts is the gold franc of 100 centimes, of a weight of 10/31sts of a gramme and of a fineness of 0.900, unless a different method is adopted by mutual agreement between certain Administrations in their relations between themselves.

Article 29.

RENDERING OF ACCOUNTS.

The Administrations must account to one another for the charges collected by their respective services, unless Administrations in direct communication mutually agree to retain their own collections in respect of either a part or the whole of the traffic exchanged between themselves.

Article 30.

INTERCOMMUNICATION.

§ 1. Stations performing radiocommunication in the mobile service are bound, within the limits of their normal employment, to exchange radiocommunications reciprocally without distinction as to the radioelectric system adopted by them.

§ 2. Nevertheless, in order not to impede scientific progress, the provisions of the preceding paragraph do not prevent the use of a radioelectric system incapable of communicating with other systems, provided that such incapacity is due to the specific nature of such system and is not the result of devices adopted solely with the object of preventing intercommunication.

Article 31.

INTERFERENCE.

§ 1. All stations, whatever their object may be, must, as far as possible, be established and operated in such manner as not to interfere with the radioelectric communications or services of

Article 26.

PRIORITÉ DE TRANSMISSION DES TÉLÉGRAMMES ET RADIOTÉLÉGRAMMES D'ÉTAT.

Dans la transmission, les télégrammes et radiotélégrammes d'Etat jouissent de la priorité sur les autres télégrammes et radiotélégrammes, sauf le cas où l'expéditeur déclare renoncer à ce droit de priorité.

Article 27.

LANGAGE SECRET.

§ 1. Les télégrammes et radiotélégrammes d'Etat, ainsi que les télégrammes et radiotélégrammes de service peuvent être rédigés en langage secret dans le système africain interterritorial.

§ 2. Les télégrammes et radiotélégrammes privés peuvent être conçus en langage secret entre tous les pays de l'Union africaine des Télécommunications, à l'exception de ceux qui auront préalablement notifié, par l'intermédiaire du bureau, qu'ils n'admettent pas ce langage pour ces catégories de correspondances.

§ 3. Les administrations qui n'admettent pas les télégrammes et les radiotélégrammes privés en langage secret en provenance ou à destination de leur propre administration doivent les laisser circuler en transit, sauf en cas de suspension de service définie à l'article 23.

Article 28.

UNITÉ MONÉTAIRE.

L'unité monétaire employée à la composition des tarifs du service africain des télécommunications et à l'établissement des comptes interterritoriaux est le franc-or de 100 centimes, d'un poids de 10/31^e de gramme et d'un titre 0,900 ; toutefois, certaines administrations peuvent conclure un arrangement réciproque pour traiter entre elles d'après une méthode différente.

Article 29.

REDDITION DES COMPTES.

Les administrations doivent se rendre compte réciproquement des taxes perçues par leurs services respectifs, à moins que des administrations en relations directes ne soient d'accord pour garder chacune les sommes qu'elles perçoivent pour le total ou pour une partie du trafic échangé entre elles.

Article 30.

INTERCOMMUNICATION.

§ 1. Les stations assurant les radiocommunications dans le service mobile sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiocommunications sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

§ 2. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du paragraphe précédent n'empêchent pas l'emploi d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement pour empêcher l'intercommunication.

Article 31.

BROUILLAGES.

§ 1. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent, autant que possible, être établies et exploitées de manière à ne pas troubler les communications ou services radioélectriques, soit

other Administrations, or of private enterprises recognised by the Government or other duly authorised enterprises which conduct a radiocommunication service.

§ 2. Each of the Administrations not itself operating systems of radiocommunication undertakes to require private enterprises which it recognises and other enterprises duly authorised for that purpose to observe the provisions of § 1 above.

Article 32.

DISTRESS CALLS AND MESSAGES.

Stations taking part in the mobile service are bound to accept with absolute priority calls and messages of distress, whencesoever they may come, to reply in like manner to such messages and to give to them the effect which they require.

Article 33.

FALSE OR DECEPTIVE DISTRESS SIGNALS. IRREGULAR USE OF CALL SIGNS.

The Administrations undertake to adopt the necessary steps to suppress the transmission or circulation of false or deceptive distress signals or calls and the use by a station of call signs which have not been regularly assigned to it.

Article 34.

RESTRICTED SERVICE.

Notwithstanding the provisions of § 1 of Article 30 a station may be appropriated to a restricted service of telecommunication determined by the object of the telecommunication or by other circumstances independent of the system used.

Article 35.

RELATIONS OF AFRICAN TELECOMMUNICATION UNION TO INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION UNION.

Any Administration signatory to the present Agreement does not by such signature absolve itself from any of its obligations in respect of the International Telecommunication Convention and set or sets of Regulations annexed to that Convention.

Article 36.

ENTRY INTO FORCE OF THE AGREEMENT.

The present Agreement will come into force on the 1st April, 1936.

In witness whereof the respective representatives have subject to the approval of their Governments signed this Agreement which shall remain in the archives of the Administration of the Union of South Africa, and of which a copy shall be delivered to each Administration.

Done at Pretoria, the 30th October, 1935.

For the Union of South Africa :

H. J. LENTON.
C. GRIFFITH.
F. G. W. TAYLOR.
H. F. SIMPSON.
A. R. MCLACHLAN.

For South West Africa :

James A. VENNING.

For Angola :

Arnaldo DE PAIVA CARVALHO.
Mario MONTEIRO DE MACEDO.

d'autres administrations, soit d'exploitations privées reconnues par les gouvernements ou d'autres exploitations dûment autorisées qui effectuent un service de radiocommunication.

§ 2. Chacune des administrations n'exploitant pas elle-même les moyens de radiocommunications s'engage à exiger des exploitations privées reconnues par elle et des autres exploitations dûment autorisées à cet effet l'observation de la prescription du § 1 ci-dessus.

Article 32.

APPELS ET MESSAGES DE DÉTRESSE.

Les stations participant au service mobile sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels et messages de détresse, quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces messages et d'y donner immédiatement la suite qu'ils comportent.

Article 33.

SIGNAUX DE DÉTRESSE FAUX OU TROMPEURS. USAGE IRRÉGULIER D'INDICATIFS D'APPEL.

Les administrations s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour réprimer la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse ou d'appels de détresse faux ou trompeurs et l'usage, par une station, d'indicatifs d'appel qui ne lui ont pas été régulièrement attribués.

Article 34.

SERVICE RESTREINT.

Nonobstant les dispositions du § 1 de l'article 30, une station peut être affectée à un service restreint de télécommunication déterminé par le but de cette télécommunication ou par d'autres circonstances indépendantes du système employé.

Article 35.

RAPPORTS DE L'UNION AFRICAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AVEC L'UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

N'importe quelle administration signataire du présent accord n'est pas déchargée par sa signature de ses obligations résultant de la Convention internationale des Télécommunications et du règlement ou des règlements y annexés.

Article 36.

MISE EN VIGUEUR DE L'ACCORD.

Le présent accord entrera en vigueur le premier avril 1936.

En foi de quoi, les représentants respectifs ont, sous réserve d'approbation par leurs gouvernements, signé le présent accord qui restera déposé aux archives de l'administration de l'Union de l'Afrique du Sud, et dont une copie sera remise à chaque administration.

Fait à Prétoria, le 30 octobre 1935.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

H. J. LENTON.
C. GRIFFITH.
F. G. W. TAYLOR.
H. F. SIMPSON.
A. R. McLACHLAN.

Pour le Sud-Ouest africain :

James A. VENNING.

Pour l'Angola :

Arnaldo DE PAIVA CARVALHO.
Mario MONTEIRO DE MACEDO.

For Basutoland : J. H. SIMS.	For Nyasaland : S. POPE.
For Bechuanaland Protectorate : J. H. SIMS.	For Northern Rhodesia : W. T. STORM.
For Belgian Congo, including Ruanda Urundi : L. WÉRY. P. GEULETTE.	R. STURMAN. For Southern Rhodesia : J. COLLYER.
For Kenya, Uganda and Tanganyika Territory: T. FITZGERALD.	T. R. JEPHICOTT. A. H. MURRELL.
For Moçambique : Domingos Anto. DA PIEDADE BARRETO. Mario MONTEIRO DE MACEDO.	For Swaziland : J. H. SIMS.

ANNEXE.

(See Article 1, § 2.)

DEFINITION OF TERMS USED IN THE AFRICAN TELECOMMUNICATION UNION.

Telecommunication. Any telegraphic or telephonic communication of signs, signals, writing, facsimiles and sound of any kind, by wire, wireless or other systems or processes of electric signalling or visual signalling (Semaphores).

Radiocommunication. Any telecommunication by means of Hertzian waves.

Radiotelegram. A telegram originating in or destined for a mobile station, and transmitted over all or part of its course by the radiocommunication channels of the mobile service.

Government Telegrams and Radiotelegrams. Those originating with :

- (a) The Head of a State ;
- (b) A Minister who is a member of a Government ;
- (c) The Head of a Colony, Protectorate, or Mandated Territory ;
- (d) Commanders in Chief of military forces, land, sea or air ;
- (e) Diplomatic or consular agents ;
- (f) The Secretary-General of the League of Nations ;

and also the replies to such communications.

Service Telegrams and Radiotelegrams. Those originating with telecommunication Administrations which are Parties to the Agreement or of any private enterprise recognised by one of the Governments and relating to telecommunication or to objects of public interest mutually agreed upon by such Administrations.

Private Telegrams and Radiotelegrams. Telegrams and radiotelegrams other than service or Government telegrams and radiotelegrams.

Public Correspondence. Any telecommunication which the offices and stations, by virtue of their availability to the public, must accept for transmission.

Private Enterprise. Any individual or any company or corporation other than a Governmental establishment or agency recognised by the Government concerned, and operating telecommunication installations with a view to the exchange of public correspondence.

Administration. A Government Administration.

Pour le Bassoutoland :	Pour le Nyassaland :
J. H. SIMS.	S. POPE.
Pour le Protectorat du Betchouanaland :	Pour la Rhodésie du Nord :
J. H. SIMS.	W. T. STORM.
Pour le Congo belge, y compris le Ruanda-Urundi :	R. STURMAN.
L. WÉRY.	Pour la Rhodésie du Sud :
P. GEULETTE.	J. COLLYER.
Pour le Kénia, l'Ouganda et le Territoire du Tanganyika :	T. R. JEPHCOTT.
T. FITZGERALD.	A. H. MURRELL.
Pour le Moçambique :	Pour le Swaziland :
Domingos Anto. DA PIEDADE BARRETO.	H. SIMS.
MARIO MONTEIRO DE MACEDO.	

ANNEXE

(Voir article 1, § 2.)

DÉFINITION DES TERMES EMPLOYÉS DANS L'UNION AFRICAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Télécommunication. Toute communication télégraphique ou téléphonique, de signes, de signaux, d'écrits, d'images et de sons de toute nature, par fil, par radio ou par d'autres systèmes ou procédés de signalisation électriques ou visuels (sémaphores).

Radiocommunication. Toute télécommunication à l'aide d'ondes hertziennes.

Radiotélégramme. Télégramme originaire ou à destination d'une station mobile transmis, sur tout ou partie de son parcours, par les voies de radiocommunication du service mobile.

Télégrammes et radiotélégrammes de l'Etat. Ceux qui émanent :

- a) D'un chef d'Etat ;
- b) D'un ministre membre d'un gouvernement ;
- c) D'un chef de colonie, protectorat, ou pays sous mandat ;
- d) Des commandants en chef des forces militaires terrestres, navales ou aériennes ;
- e) Des agents diplomatiques ou consulaires ;
- f) Du Secrétaire général de la Société des Nations ;

ainsi que les réponses à ces correspondances.

Télégrammes et radiotélégrammes de service. Ceux qui émanent des administrations de télécommunication, Parties à l'accord, ou de toute exploitation privée reconnue par un des gouvernements et relatifs aux télécommunications, ou à des objets d'intérêt public déterminés de concert par lesdites administrations.

Télégrammes et radiotélégrammes privés. Les télégrammes et radiotélégrammes autres que les télégrammes et radiotélégrammes de service ou d'Etat.

Correspondance publique. Toute télécommunication que les bureaux et les stations, en vertu de leur mise à la disposition du public, doivent accepter pour transmission.

Exploitation privée. Tout particulier ou toute compagnie ou corporation autre qu'une institution ou une agence gouvernementale, reconnue par le gouvernement intéressé et qui exploite des installations de télécommunication en vue de l'échange de la correspondance publique.

Administration. Une administration gouvernementale.

Public Service. A service for the use of the public in general.

International Service. A telecommunication service between offices or stations of different countries or between stations of the mobile service, unless these latter are of the same nationality and are within the limits of the country to which they belong. For the purpose of the present Agreement correspondence originating in a country forming part of the African Telecommunication Union, destined for another country of the African Telecommunication Union, which is disposed of by telecommunication services utilised by the African Telecommunication Union as part of their internal or inter-territorial system is not regarded as international traffic.

African Telecommunication Service. A telecommunication service between offices or stations of different countries forming the African Telecommunication Union, in which the traffic is disposed of by telecommunication services utilised by Administrations of the African Union as part of their internal or inter-territorial system.

The African Telecommunication service, when capable of interference with other services outside the limits of the countries in which it operates, is considered as an international service from the point of view of interference.

Restricted Service. A service which may only be used by specified persons or for particular purposes.

Mobile Service. A radiocommunication service effected between mobile stations and land stations and between mobile stations themselves, special services excluded.

TELEGRAPH REGULATIONS ANNEXED TO THE AFRICAN TELECOMMUNICATION AGREEMENT.

The Telegraph Regulations¹ and Final Protocol² annexed to the International Telecommunication Convention³ (Madrid 1932) *mutatis mutandis* are adopted by the Administrations of the African Telecommunication Union, except as described in the following paragraphs :

1. *Article 5, § 2.* Delete and substitute therefor :

§ 2. Important offices, working direct with one another remain open as long as it is considered necessary by the respective Administrations concerned, account being taken of the importance of such offices in their capacity as retransmitting centres both in the African and International services. In this connection each Administration has absolute jurisdiction over the offices which it controls.

2. *Article 6.* Delete and substitute therefor :

Article 6.

OFFICES OPEN FOR SERVICE.

Administrations shall communicate direct to other Administrations in the African Telecommunication Union the names of all telegraph offices open for the transaction of public business.

3. *Article 10, § 4.* Delete and substitute therefor :

§ 4. CDE telegrams in the African service are charged for at 7/10ths of the full rate.

4. *Article 14, § 1.* Add the following :

Press Collect telegram (charges to be collected from the addressee) = Presse =
= Collect =

¹ Vol. CLI, page 51, of this Series.

² Vol. CLI, page 223, of this Series.

³ Vol. CLI, page 5 ; Vol. CLVI, page 323 ; Vol. CLX, page 441 ; Vol. CLXIV, page 431 ; Vol. CLXXXI, page 423 ; and Vol. CLXXXV, page 412, of this Series, and page 486 of this Volume.

Service public. Un service à l'usage du public en général.

Service international. Un service de télécommunication entre bureaux ou stations relevant de pays différents ou entre stations du service mobile, sauf si celles-ci sont de même nationalité et se trouvent dans les limites du pays auquel elles appartiennent.

A l'effet du présent accord, n'est pas considérée comme trafic international, la correspondance originaire d'un pays de l'Union africaine des Télécommunications et destinée à un autre pays de la même Union, pour autant qu'elle soit acheminée par les services de télécommunication utilisés par l'Union africaine des Télécommunications comme faisant partie de leur système intérieur ou interterritorial.

Service africain des télécommunications. Un service de télécommunication entre des bureaux ou stations de différents pays formant l'Union africaine des télécommunications, dans lequel le trafic est acheminé par des services de télécommunication utilisés par les administrations de l'Union africaine comme faisant partie de leur système intérieur ou interterritorial.

Le service africain des télécommunications, en tant que susceptible de causer des brouillages avec d'autres services au delà des limites des pays dans lesquels il opère, est considéré comme service international au point de vue du brouillage.

Service restreint. Un service ne pouvant être utilisé que par des personnes spécifiées ou dans des buts particuliers.

Service mobile. Un service de radiocommunication exécuté entre stations mobiles et stations terrestres et par des stations mobiles communiquant entre elles, à l'exclusion des services spéciaux.

RÈGLEMENT TÉLÉGRAPHIQUE ANNEXÉ A L'ACCORD AFRICAIN DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Le règlement télégraphique¹ et le protocole final² annexés à la Convention³ internationale des Télécommunications (Madrid 1932) sont adoptés, *mutatis mutandis*, par les administrations de l'Union africaine des Télécommunications, sauf les exceptions énumérées dans les paragraphes suivants :

1. *Article 5, § 2.* Supprimer et remplacer par ce qui suit :

§ 2. Les bureaux importants, travaillant directement l'un avec l'autre, restent ouverts aussi longtemps que les administrations intéressées le jugent nécessaire, en tenant compte de l'importance de ces bureaux au point de vue de leur capacité de retransmission dans les deux services, africain et international. A cet égard, chaque administration a l'autorité absolue sur tous les bureaux qu'elle dirige.

2. *Article 6.* Supprimer et remplacer par ce qui suit :

Article 6.

BUREAUX OUVERTS AU SERVICE.

Les administrations communiqueront aux autres administrations de l'Union africaine des Télécommunications les noms de tous les bureaux télégraphiques qui sont ouverts à la correspondance publique.

3. *Article 10, § 4.* Supprimer et remplacer par ce qui suit :

§ 4. Les télégrammes CDE du service africain sont taxés aux 7/10 du tarif plein.

4. *Article 14, § 1.* Ajouter ce qui suit :

Télégramme « Press collect » (taxes à percevoir sur le destinataire) = Presse =
= Collect =

¹ Vol. CLI, page 50, de ce recueil.

² Vol. CLI, page 222, de ce recueil.

³ Vol. CLI, page 4 ; vol. CLVI, page 323 ; vol. CLX, page 440 ; vol. CLXIV, page 431 ; vol. CLXXXI, page 423 ; et vol. CLXXXV, page 412, de ce recueil ; et page 486 de ce volume.

5. *Article 14*, § 2 (2). Delete the words :
“ A partially urgent multiple telegram ” and a “ multiple deferred telegram ”.
6. *Article 23*, §§ 7, 8, and 9. Delete.
7. *Article 26*, § 1 (c). Delete the words “ or of cables used for submarine transmission ”.
8. *Article 26*, § 2. The reservations in operation internationally apply in the African Service.
9. *Article 26*, § 3. Delete and substitute therefor :
§ 3. The tariff is established on a word basis. Nevertheless :
(a) For correspondence of the African system, each Administration imposes a minimum charge of two francs forty (2 fr. 40) equivalent to 2s. od. per telegram, or a minimum charge as for six words whichever is the greater ;
(b) For code telegrams and press telegrams of the African system a minimum charge equal to that for full rate telegrams mentioned in (a) above is also levied.
10. *Article 27*. Delete and substitute therefor :

Article 27.

FIXING OF ELEMENTARY RATES IN THE AFRICAN SYSTEM.

§ 1. For correspondence of the African system, the tariffs are arranged in accordance with terminal and transit rates fixed by the Administrations concerned, subject to the provisions of Article 26, § 3. These terminal and transit rates are notified to the Bureau of the African Telecommunication Union which communicates them to Administrations forming the African Telecommunication Union.

§ 2. (1) For traffic exchanged radioelectrically between countries of the African system, the radioelectric rate contemplated in Article 26, § 1 (c) may not be less than the total of the telegraph rates which would be due to the transit Administrations for the same traffic exchanged by the least expensive telegraph route. Exceptionally, the terms of this sub-paragraph do not apply to traffic transmitted radioelectrically between Mozambique and Angola.

(2) When the relations are between two State radioelectric stations, the whole transit charges are shared equally between them. When one or more intermediate State radioelectric stations, situated on the least expensive route, intervene, the transit rates are shared in the same way for each section.

§ 3. When the intermediate stations used are not situated on the least expensive route, the charge to be collected from the sender, which may not be less than the charge for the least expensive route, is fixed and shared by agreement between the Administrations concerned, provided always the normal terminal rates are applied.

§ 4. (1) In the African system all Administrations have the right to reduce their terminal and transit rates. These modifications must, however, have as their aim and result, not the creation of competition in charges between existing routes, but rather the opening to the public, at equal rates, of as many routes as possible.

(2) The combination of rates must be adjusted in such a way that the terminal rate of origin shall always be the same, whatever the route followed, and similarly with the terminal rate of destination.

(3) The tariffs resulting from these modifications must be notified to the Bureau of the African Telecommunication Union with a view to their being communicated to the Administrations comprising the African system.

5. *Article 14*, § 2 (2). Supprimer les mots :
« ... d'un télégramme multiple partiellement urgent... » et « ... d'un télégramme multiple différé... ».
6. *Article 23*, §§ 7, 8 et 9. Supprimer.
7. *Article 26*, § 1 c). Supprimer les mots :
« ou aux câbles assurant une transmission sous-marine ».
8. *Article 26*, § 2. Les réserves relatives au service international s'appliquent également au service africain.
9. *Article 26*, § 3. Supprimer et remplacer par ce qui suit :
§ 3. Le tarif est établi, par mot pur et simple. Toutefois :
a) Pour la correspondance du service africain, chaque administration impose une taxe minimum de deux francs quarante (2 fr. 40), équivalente à deux shillings par télégramme, ou une taxe minimum pour six mots, selon que celui-là ou celui-ci est le plus coûteux ;
b) Pour les télégrammes en langage convenu et les télégrammes de presse du régime africain une taxe minimum égale à celle pour les télégrammes à plein tarif mentionnés dans l'alinéa a) ci-dessus, est aussi perçue.
10. *Article 27*. Supprimer et remplacer par ce qui suit :

Article 27.

FIXATION DES TAXES ÉLÉMENTAIRES DU RÉGIME AFRICAIN.

§ 1. Dans la correspondance du régime africain, les taxes sont fixées conformément au tarif de taxes terminales et de taxes de transit, fixées par les administrations intéressées, sous réserve des dispositions de l'article 26, § 3. Ces taxes terminales et de transit sont notifiées au bureau de l'Union africaine des Télécommunications qui les communique aux administrations, adhérentes à l'Union africaine des Télécommunications.

§ 2. (1) Pour le trafic échangé radioélectriquement entre des pays du régime africain, la taxe radioélectrique visée à l'article 26, § 1 c), ne peut être inférieure au montant des taxes télégraphiques qui seraient dues aux administrations de transit pour le même trafic échangé par la voie télégraphique la moins coûteuse. A titre exceptionnel, les termes de cet alinéa ne s'appliquent pas au trafic échangé radioélectriquement entre Moçambique et Angola.

(2) Quand les relations ont lieu entre deux stations radioélectriques d'Etat, l'ensemble des taxes de transit est partagé entre elles par moitié. Quand une ou plusieurs stations radioélectriques d'Etat intermédiaires, situées sur la voie télégraphique la moins coûteuse, interviennent, les taxes de transit sont partagées de la même manière pour chaque section.

§ 3. Quand les stations intermédiaires empruntées ne sont pas situées sur la voie la moins coûteuse, la taxe à percevoir sur l'expéditeur, laquelle ne peut être inférieure à la taxe perçue par la voie la moins coûteuse, est fixée et partagée d'accord entre les administrations intéressées, étant entendu que les taxes terminales restent celles normalement appliquées.

§ 4. (1) Dans le régime africain, toutes les administrations ont la faculté de réduire leurs taxes terminales ou de transit. Toutefois, ces modifications doivent avoir pour but et pour effet, non point de créer une concurrence de taxes entre les voies existantes, mais bien d'ouvrir au public, à taxes égales, autant de voies que possible.

(2) Les combinaisons de taxes doivent être réglées de façon que la taxe terminale de départ soit toujours la même, quelle que soit la voie suivie, et qu'il en soit de même pour la taxe terminale d'arrivée.

(3) Les tarifs résultant de ces modifications doivent être notifiés au bureau de l'Union africaine des Télécommunications en vue de leur communication aux administrations qui constituent le régime africain.

§ 5. The charge to be collected for telegrams between two countries of the African system is always and by all routes the charge by the normal route in operation, which, by application of the elementary rates and the rates for the radioelectric sections, if any, gives the lowest figure, except in the case contemplated in §§ 3 and 6.

§ 6. If, however, the sender, taking advantage of the option allowed to him by Article 47, has prescribed the route to be followed he must pay the charge proper to that route.

11. *Article 28.* Delete.

12. *Article 29.* § 2 (1). Delete.

13. *Article 31.* The reservations in operation internationally apply in the African system.

14. *Article 32,* § 1. Delete and substitute therefor :

§ 1. Charges are collected from the sender, except in the cases provided for in these Regulations, or, in cases authorised by mutual agreement between the Administrations of origin and destination, where they are collected from the addressee.

15. *Article 55,* § 5. Delete.

16. *Article 56,* § 1. Delete and substitute therefor :

§ 1. The sender of a telegram may prepay the reply which he requests from his correspondent, by writing before the address the service indication " Reply Paid " or = RP =, followed by the amount in francs and centimes paid for the reply : " Reply Paid x..... " or = RPx = (examples : = RP 2.40 =, = RP 3.60 =, = RP 4.20 =). In certain relations Administrations may by mutual agreement signal the amount in shillings and pence (examples : = RP 2/0 =, = RP 3/0 =, = RP 3/6 =).

17. *Article 61,* § 3 (4). Delete and substitute therefor :

(4) The charge for each copy is reckoned separately, on the basis of the number of words which it is to contain. The number of copies to be prepared is equal to the number of addresses, but the number of copies to be charged for is one less than the total number of addresses — no copying fee being levied for the first address.

18. *Article 68,* § 1. Delete and substitute therefor :

§ 1. Telegrams of which the text consists of information and news relating to politics, commerce, etc., intended for publication in newspapers and other periodical publications, are admitted as press telegrams at reduced rates. These telegrams must bear, at the beginning of the address, the paid service indication = Presse = or " = Presse = = Collect = " written by the sender according to whether the charges are paid at the office of origin or to be collected from the addressee.

19. *Article 68,* § 2. Delete and substitute therefor :

§ 2. (1) Press telegrams are only accepted on presentation of special cards which the Administration of the country where the cards are used prepares and delivers to the correspondents of newspapers, periodical publications or authorised agencies. The presentation of cards is not obligatory, however, if the Administration of the country of origin decides otherwise.

(2) Exceptionally, Administrations in the African system may by mutual agreement between themselves and solely in the relations between such Administrations which have so agreed accept for transmission either " Prepaid " or " Collect " press telegrams without prior reference having been made to the Administration of the country of destination and without requesting production of the sender's authority. Responsibility for the collection of the charges on such Press Collect telegrams rests with the Administration of the country of destination.

(3) Press Collect telegrams require the insertion of the paid service indications = Presse = and = Collect = (chargeable as two words) before the address.

§ 5. La taxe à percevoir entre deux pays du régime africain est toujours et par toutes les voies la taxe de la voie active normale qui, par l'application des taxes élémentaires, et, le cas échéant, des taxes radioélectriques, donne le chiffre le moins élevé, sauf les cas prévus aux §§ 3 et 6.

§ 6. Toutefois, si l'expéditeur, profitant de la faculté qui lui est attribuée par l'article 47, a indiqué la voie à suivre, il doit payer la taxe correspondant à cette voie.

11. *Article 28.* Supprimer.

12. *Article 29, § 2 (1).* Supprimer.

13. *Article 31.* Les réserves relatives au service international s'appliquent également au service africain.

14. *Article 32, § 1.* Supprimer et remplacer par ce qui suit :

§ 1. La perception des taxes a lieu au départ, sauf dans les cas déterminés par commun accord entre l'administration d'origine et l'administration de destination, où la perception est faite sur le destinataire.

15. *Article 55, § 5.* Supprimer.

16. *Article 56, § 1.* Supprimer et remplacer par ce qui suit :

§ 1. L'expéditeur d'un télégramme peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant en écrivant en tête de l'adresse l'indication de service taxée « Réponse payée » ou = RP =, complétée par la mention du montant payé en francs et centimes pour la réponse : « Réponse payée x..... » ou = RPx = (exemples : = RP 2,40 =, = RP 3,60 =, = RP 4,20 =). Dans certaines relations, les administrations peuvent, d'un commun accord, signaler la mention du montant payé en shillings et pence (exemples : = RP 2/0 =, = RP 3/0 =, = RP 3/6 =).

17. *Article 61, § 3 (4).* Supprimer et remplacer par ce qui suit :

(4) La taxe pour chaque copie est calculée séparément, en tenant compte du nombre de mots qu'elle doit contenir. Le nombre de copies à établir est égal au nombre des adresses, mais le nombre de copies à taxer est le nombre total des adresses moins une, le droit de copie n'étant pas perçu pour la première adresse.

18. *Article 68, § 1.* Supprimer et remplacer par ce qui suit :

§ 1. Sont admis comme télégrammes de presse à tarif réduit ceux dont le texte est constitué par des informations et des nouvelles politiques, commerciales, etc., destinées à être publiées dans les journaux et autres publications périodiques. Ces télégrammes comportent obligatoirement, en tête de l'adresse, l'indication de service taxée = Presse = ou « = Presse = Collect = », inscrite par l'expéditeur, selon que les taxes sont payées au bureau d'origine ou sont à percevoir sur le destinataire.

19. *Article 68, § 2.* Supprimer et remplacer par ce qui suit :

§ 2. (1) Les télégrammes de presse ne sont acceptés au départ que sur la présentation de cartes spéciales que l'administration du pays où ces cartes sont utilisées fait établir et délivrer aux correspondants de journaux, de publications périodiques ou d'agences autorisées. Toutefois, la présentation de cartes n'est pas obligatoire si l'administration du pays de départ en décide autrement.

(2) A titre exceptionnel, les administrations du régime africain peuvent, d'un commun accord, et seulement dans les relations entre ces administrations consentantes, admettre soit télégrammes de presse « Prepaid », soit télégrammes de presse « Collect », sans aller aux renseignements auprès de l'administration du pays de destination et sans demander la présentation d'une preuve de l'autorité de l'expéditeur. L'administration du pays de destination a la charge de percevoir les taxes pour ces télégrammes « Press Collect ».

(3) Dans les télégrammes « Press Collect » il faut inscrire, en tête de l'adresse, les indications de service taxées = Presse = et = Collect = (qui sont taxées pour deux mots).

20. *Article 68*, § 6. Delete and substitute therefor :

§ 6. The terminal and transit rates applicable to ordinary press telegrams exchanged between Administrations of the African system are those of ordinary private telegrams reduced by 75 per cent., subject to the count of words over and above the minimum (§ 9) being on the basis of multiples of four words.

21. *Article 68*, § 9. Delete and substitute therefor :

§ 9. Administrations collect the same minimum for press telegrams as for ordinary telegrams (*Article 26*, § 3). For words in excess of the number covered by the minimum collection, Administrations charge for press telegrams on the basis of multiples of four words.

22. *Article 73*, § 2. Delete and substitute therefor :

§ 2. When involved, the terminal and transit rates applicable to the meteorological telegrams contemplated in the previous paragraph are reduced by at least 50 per cent. in all relations.

23. *Article 75*. Delete.

24. *Article 76*. Delete.

25. *Article 77*. Delete.

26. *Article 78*. Add an additional paragraph as follows :

§ 9. (1) Government telegrams exchanged between countries forming the African Telecommunication Union are transmitted free of charge.

(2) Free transmission is, moreover, accorded within the African Telecommunication Union to Government officials of one African Telecommunication Union country tendering Government telegrams in another African Telecommunication Union country provided they are permanently domiciled in an official capacity in the latter country and are duly authorised by their own Government to despatch Government telegrams.

(3) The facility of free transmission within the African Telecommunication Union is also granted to officials of any African Telecommunication Union country temporarily visiting another African Telecommunication Union country on duty if application for the facility is made to the Administration concerned and provided the officials in question are duly authorised by their own Government to despatch Government telegrams.

27. *Article 79*, § 3. Delete and substitute therefor :

§ 3. They are expressed in the language most convenient to the Administration concerned, preferably in English or French. The same rule applies to service notes accompanying telegrams.

28. *Article 80*, § 4 (1). Alter the last sentence to read :

In other cases, where a reply by telegraph is desired, that indication (= RPx =) must be used, and a charge for a reply of six words, subject to the minimum charge imposed by the Administrations in accordance with *Article 26*, § 3, must be collected.

29. *Article 83*, § 1. Delete and substitute therefor :

§ 1. (1) Whenever reimbursement of charges is the result of an error of the telegraph service, it is borne by the Administration of origin if the amount to be refunded does not exceed four francs eighty (4 fr. 80).

(2) In every case where the amount to be refunded exceeds four francs eighty (4 fr. 80), the reimbursement is borne by the different Administrations that have participated in the disposal of the telegram, each of them foregoing the charge or share of the charge which has accrued to it.

20. *Article 68*, § 6. Supprimer et remplacer par ce qui suit :

§ 6. Les taxes terminales et de transit applicables aux télégrammes de presse ordinaires échangés entre les administrations du régime africain sont celles des télégrammes privés ordinaires, réduites de 75 p. 100, sous réserve que le compte des mots au-dessus du minimum (§ 9) soit sur la base de multiples de quatre mots.

21. *Article 68*, § 9. Supprimer et remplacer par ce qui suit :

§ 9. Les administrations perçoivent la même taxe minimum pour les télégrammes de presse que pour les télégrammes ordinaires (article 26, § 3). Pour les mots excédant le nombre pour lequel la taxe minimum est perçue, les administrations taxent les télégrammes de presse sur la base de multiples de quatre mots.

22. *Article 73*, § 2. Supprimer et remplacer par ce qui suit :

§ 2. Quand il s'agit de taxes terminales et de transit applicables aux télégrammes météorologiques considérés au paragraphe précédent, celles-ci sont réduites d'au moins 50 p. 100 dans toutes les relations.

23. *Article 75*. Supprimer.

24. *Article 76*. Supprimer.

25. *Article 77*. Supprimer.

26. *Article 78*. Ajouter le paragraphe suivant :

§ 9. (1) Les télégrammes d'Etat échangés entre les pays adhérant à l'Union africaine des Télécommunications sont transmis en franchise.

(2) La transmission gratuite de tels télégrammes est d'ailleurs accordée dans les limites de l'Union africaine des Télécommunications, aux personnages officiels d'un pays adhérant à l'Union africaine des Télécommunications, qui déposent des télégrammes d'Etat à un bureau relevant à un autre pays adhérant à l'Union africaine des Télécommunications à condition que ces personnages demeurent en permanence et à titre officiel dans ce pays-ci et sont dûment autorisés par leur propre gouvernement à émettre des télégrammes d'Etat.

(3) Le droit de transmettre des télégrammes en franchise dans les limites de l'Union africaine des Télécommunications est aussi accordé aux personnages officiels, qui sont, à titre officiel, en visite chez un autre pays de l'Union africaine des Télécommunications si ces personnes font une demande à l'administration intéressée pour ce droit et qu'elles soient autorisées par leur propre gouvernement à émettre des télégrammes d'Etat.

27. *Article 79*, § 3. Supprimer et remplacer par ce qui suit :

§ 3. Ils sont rédigés dans la langue qui est la plus convenable à l'administration intéressée, de préférence en anglais ou en français. Il en est de même des notes de service qui accompagnent la transmission des télégrammes.

28. *Article 80*, § 4 (1). Modifier la dernière phrase de sorte qu'elle a le texte suivant :

Dans les autres cas où une réponse télégraphique est demandée, cette indication (= RPX =) doit être employée, et la taxe à percevoir, est celle pour une réponse de six mots, sous réserve du minimum de taxe imposé par les administrations en vertu de l'article 26, § 3.

29. *Article 83*, § 1. Supprimer et remplacer par ce qui suit :

§ 1. (1) Toutes les fois que le remboursement de taxe est la conséquence d'une erreur du service télégraphique, il sera supporté par l'administration d'origine lorsque la somme à rembourser n'excède pas quatre francs quatre-vingts (4 fr. 80).

(2) Dans tous les cas où la somme à rembourser dépasse quatre francs quatre-vingts (4 fr. 80), le remboursement sera supporté par les différentes administrations ayant participé à l'acheminement du télégramme, chacune d'elles abandonnant les taxes ou parts des taxes qui lui avaient été attribuées.

(3) In reckoning the limit of four francs eighty (4 fr. 80), only the charge for the words in the original telegram is considered, the charge relative to special services (= RPx =, etc.) being excluded.

30. *Article 83, § 5.* Alter " five francs (5 fr.) " to read " four francs eighty (4 fr. 80) ".

31. *Article 85, § 1.* Delete and substitute therefor :

§ 1. The gold franc, as defined by Article 28 of the Agreement, is used as the monetary unit in the establishment of the African System accounts, unless particular Administrations between themselves have arranged otherwise.

32. *Article 86, § 1.* Delete and substitute therefor :

§ 1. (1) The accounts are based on the number of words transmitted during the month, distinction being made between the various categories of telegrams, and account being taken :

- (a) When necessary, of certain accessory charges ;
- (b) Of the minimum charge applied to all classes of telegrams in the African system ;
- (c) Of the minimum charge applied to African system telegrams in certain relations.

(2) In the case of CDE telegrams, the coefficient fixed for this category of telegram in the African system is applied to the full rate charges after these have been multiplied by the total number of words.

33. *Article 91.* Delete.

34. *Articles 92 and 93.* Delete and substitute therefor :

BUREAU OF THE AFRICAN TELECOMMUNICATION UNION. RELATIONS OF ADMINISTRATIONS BETWEEN THEMSELVES THROUGH THE MEDIUM OF THE AFRICAN TELECOMMUNICATION UNION.

§ 1. The Administrations of the African Telecommunication Union furnish one another with essential documents relative to their inter-territorial organisation and inform each other of important improvements which they have introduced.

§ 2. As a general rule, the Bureau of the African Telecommunication Union serves as the medium for these communications.

§ 3. The said Administrations send to the Bureau of the African Telecommunication Union by letter, or in the case of urgency, by telegram, a notification of all measures relative to the formation of tariffs and to changes in them, to the opening of new channels of communication and the closing of existing channels, so far as they concern the African service, and finally to the opening, closing and changes in the service of offices. Printed or duplicated documents in this connection, issued by Administrations, are sent to the Bureau of the African Telecommunication Union, either on the date of issue, or, at latest, on the first day of the following month.

§ 4. The said Administrations send to the African Telecommunication Bureau, by telegraph, notice of every serious interruption of communication and of subsequent restoration.

§ 5. They also send to the African Telecommunication Bureau two copies of the various publications which they issue and which they consider likely to interest the other Administrations of the African Telecommunication Union.

§ 6. The Bureau of the African Telecommunication Union compiles and publishes the tariff. It communicates to the Administrations of the African Telecommunication

(3) Dans le calcul des limites de quatre francs quatre-vingts (4 fr. 80), il n'est tenu compte que de la taxe par mot du télégramme primitif, à l'exclusion des taxes afférentes aux services spéciaux (= RPx =, etc.).

30. *Article 83, § 5.* Changer les mots « cinq francs (5 fr.) » aux mots « quatre francs quatre-vingts (4 fr. 80) ».

31. *Article 85, § 1.* Supprimer et remplacer par ce qui suit :

§ 1. Le franc-or, tel qu'il est défini à l'article 28 de l'accord, sert d'unité monétaire dans l'établissement des comptes du régime africain, sauf entente contraire conclue par certaines administrations entre elles-mêmes.

32. *Article 86, § 1.* Supprimer et remplacer par ce qui suit :

§ 1. (1) Les comptes sont établis d'après le nombre de mots transmis pendant le mois, distinction faite des diverses catégories de télégrammes et compte tenu :

- a) Eventuellement, de certaines taxes accessoires ;
- b) De la taxe minimum de perception, appliquée à toutes les catégories de télégrammes du régime africain ;
- c) De la taxe minimum de perception appliquée aux télégrammes du régime africain dans certaines relations.

(2) Pour les télégrammes CDE, le coefficient fixé pour cette catégorie de télégrammes du régime africain, est appliqué aux taxes de plein tarif préalablement multipliées par le nombre total des mots.

33. *Article 91.* Supprimer.

34. *Articles 92 et 93.* Supprimer et remplacer par ce qui suit :

BUREAU DE L'UNION AFRICAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS. RELATIONS DES ADMINISTRATIONS ENTRE ELLES PAR L'INTERMÉDIAIRE DE L'UNION AFRICAINE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

§ 1. Les administrations de l'Union africaine des Télécommunications se transmettent réciproquement les documents essentiels relatifs à leur organisation interterritoriale et se communiquent les perfectionnements importants qu'elles viendraient à y introduire.

§ 2. En règle générale, ces notifications sont faites par l'intermédiaire du Bureau de l'Union africaine des Télécommunications.

§ 3. Lesdites administrations envoient au bureau de l'Union africaine des Télécommunications, par la poste, ou en cas d'urgence par télégramme, la notification de toutes les mesures relatives à la composition et aux changements de tarifs, à l'ouverture de voies de communication nouvelles et à la suppression de voies existantes en tant que ces voies intéressent le service africain, enfin aux ouvertures, suppressions et modifications de service des bureaux. Les documents imprimés ou autographiés à ce sujet publiés par les administrations sont expédiés au bureau de l'Union africaine des Télécommunications, soit à la date de leur distribution, soit, au plus tard le premier jour du mois qui suit cette date.

§ 4. Lesdites administrations envoient au bureau de l'Union africaine des Télécommunications, par voie télégraphique, avis de toutes les interruptions graves et de rétablissements ultérieurs.

§ 5. Elles adressent également au bureau de l'Union africaine des Télécommunications deux exemplaires des publications diverses qu'elles font paraître et qu'elles jugent susceptibles d'intéresser les autres administrations de l'Union africaine des Télécommunications.

§ 6. Le bureau de l'Union africaine des Télécommunications coordonne et publie le tarif. Il communique aux administrations de l'Union africaine des Télécommunications,

Union, in due time, all information relative to it, especially that specified in § 3. In cases of urgency, these communications are made by telegraph. In notifications relating to changes of tariffs, the communications are made in a form suitable for insertion, as they stand, in the body of a table of rates.

35. *Article 94.* Delete.

ENTRY INTO FORCE OF THE REGULATIONS.

The present Regulations will come into force on the 1st April, 1936.

In witness whereof the respective representatives have subject to the approval of their Governments signed these Regulations which shall remain in the archives of the Administration of the Union of South Africa, and of which a copy shall be delivered to each Administration.

Done at Pretoria, the 30th October, 1935.

For the Union of South Africa :

H. J. LENTON.

C. GRIFFITH.

F. G. W. TAYLOR.

H. F. SIMPSON.

A. R. MCLACHLAN.

For South West Africa :

James A. VENNING.

For Angola :

Arnaldo DE PAIVA CARVALHO.

Mario MONTEIRO DE MACEDO.

For Basutoland :

J. H. SIMS.

For Bechuanaland Protectorate :

J. H. SIMS.

For Belgian Congo, including Ruanda Urundi :

L. WÉRY.

P. GEULETTE.

For Kenya, Uganda and Tanganyika Territory :

T. FITZGERALD.

For Moçambique :

Domingos Ant. DA PIEDADE BARRETO.

Mario MONTEIRO DE MACEDO.

For Nyasaland :

S. POPE.

For Northern Rhodesia :

W. T. STORM.

R. STURMAN.

For Southern Rhodesia :

J. COLLYER.

T. R. JEPICOTT.

A. H. MURRELL.

For Swaziland :

J. H. SIMS.

FINAL PROTOCOL.

The undersigned representatives take note of the following declaration :

The representatives of the Administrations named below formally declare that by their signature of the Telegraph Regulations annexed to the African Telecommunication Agreement, their Governments accept no obligation in respect of Article 89 of the International Telegraph Regulations (Madrid, 1932) to preserve in their African inter-territorial relations the originals of telegrams and the documents relating to them beyond a period

en temps utile, tous les renseignements y relatifs, en particulier ceux qui sont spécifiés à § 3. S'il y a urgence, ces communications sont transmises par la voie télégraphique. Dans les notifications relatives aux changements de tarifs, il donne à ces communications la forme voulue pour que ces changements puissent être immédiatement introduits dans le texte d'un tableau des taxes.

35. *Article 94.* Supprimer.

MISE EN VIGUEUR DU RÈGLEMENT.

Le présent règlement entrera en vigueur le premier avril 1936.

En foi de quoi, les représentants respectifs ont, sous réserve de l'approbation de leurs gouvernements, signé ce règlement qui restera déposé aux archives de l'administration de l'Union de l'Afrique du Sud et dont une copie sera remise à chaque administration.

Fait à Prétoria, le 30 octobre 1935.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

H. J. LENTON.

C. GRIFFITH.

F. G. W. TAYLOR.

H. F. SIMPSON.

A. R. McLACHLAN.

Pour le Sud-Ouest africain :

James A. VENNING.

Pour l'Angola :

Arnaldo DE PAIVA CARVALHO.

Mario MONTEIRO DE MACEDO.

Pour le Bassoutoland :

J. H. SIMS.

Pour le Protectorat du Betchouanaland :

J. H. SIMS.

Pour le Congo belge, y compris le Ruanda-Urundi :

L. WÉRY.

P. GEULETTE.

Pour le Kénia, l'Ouganda et le Territoire du Tanganyika :

T. FITZGERALD.

Pour le Moçambique :

Domingos Anto. DA PIEDADE BARRETO.

Mario MONTEIRO DE MACEDO.

Pour le Nyassaland :

S. POPE.

Pour la Rhodésie du Nord :

W. T. STORM.

R. STURMAN.

Pour la Rhodésie du Sud :

J. COLLYER.

T. R. JEPHCOTT.

A. H. MURRELL.

Pour le Swaziland :

J. H. SIMS.

PROTOCOLE FINAL

Les représentants soussignés prennent acte de la déclaration suivante :

Les représentants des administrations ci-après énumérées déclarent formellement que, par leur signature du règlement annexé à l'Accord africain des Télécommunications, leurs gouvernements n'acceptent aucune obligation relative à l'article 89 du règlement télégraphique international (Madrid 1932) de conserver, dans les limites de leurs relations africaines interterritoriales, les originaux des télégrammes et les documents y relatifs

of six months counted from the end of the month during which the telegram was handed in for transmission :

Union of South Africa ;
 South West Africa ;
 Bechuanaland Protectorate ;
 Basutoland ;
 Northern Rhodesia ;
 Southern Rhodesia ;
 Swaziland.

In witness whereof the representatives below have drawn up and signed the present Protocol, which shall remain in the archives of the Administration of the Union of South Africa and of which a copy shall be delivered to each Administration signatory to the said Regulations.

Done at Pretoria, the 30th October, 1935.

For the Union of South Africa :

H. J. LENTON.
 C. GRIFFITH.
 F. G. W. TAYLOR.
 H. F. SIMPSON.
 A. R. MCLACHLAN.

For South West Africa :

James A. VENNING.

For Angola :

Arnaldo DE PAIVA CARVALHO.
 Mario MONTEIRO DE MACEDO.

For Basutoland :

J. H. SIMS.

For Bechuanaland Protectorate :

J. H. SIMS.

For Belgian Congo, including Ruanda Urundi :

L. WÉRY.
 P. GEULETTE.

For Kenya, Uganda and Tanganyika Territory:

T. FITZGERALD.

For Moçambique :

Domingos Anto. DA PIEDADE BARRETO.
 Mario MONTEIRO DE MACEDO.

For Nyasaland :

S. POPE.

For Northern Rhodesia :

W. T. STORM.
 R. STURMAN.

For Southern Rhodesia :

J. COLLYER.
 T. R. JEPHICOTT.
 A. H. MURRELL.

For Swaziland :

J. H. SIMS.

Certified a true copy :

P. R. Botha,

Under-Secretary for External Affairs,
 Pretoria.

pour une période de plus de six mois à compter de la fin du mois pendant lequel on a déposé le télégramme.

L'Union de l'Afrique du Sud ;
l'Afrique du Sud-Ouest ;
le Protectorat du Betchouanaland ;
le Bassoutoland ;
la Rhodésie du Nord ;
la Rhodésie du Sud ;
le Swaziland.

En foi de quoi, les représentants ci-dessous ont dressé et ont signé le présent protocole, qui restera dans les archives de l'administration de l'Union de l'Afrique du Sud et dont une copie sera remise à chaque administration signataire dudit règlement.

Fait à Prétoïia, le 30 octobre 1935.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

H. J. LENTON.
C. GRIFFITH.
F. G. W. TAYLOR.
H. F. SIMPSON.
A. R. MCLACHLAN.

Pour le Sud-Ouest africain :

James A. VENNING.

Pour l'Angola :

Arnaldo DE PAIVA CARVALHO.
Mario MONTEIRO DE MACEDO.

Pour le Bassoutoland :

J. H. SIMS.

Pour le Protectorat du Betchouanaland :

J. H. SIMS.

Pour le Congo belge, y compris le Ruanda-Urundi :

L. WÉRY.
P. GEULETTE.

Pour le Kénia, l'Ouganda et le Territoire du Tanganyika :

T. FITZGERALD.

Pour le Moçambique :

Domingos Anto. DA PIEDADE BARRETO.
Mario MONTEIRO DE MACEDO.

Pour le Nyassaland :

S. POPE.

Pour la Rhodésie du Nord :

W. T. STORM.
R. STURMAN.

Pour la Rhodésie du Sud :

J. COLLYER.
T. R. JEPHICOTT.
A. H. MURRELL.

Pour le Swaziland :

J. H. SIMS.

Certified a true copy.

P. R. Botha,

Under-Secretary for External Affairs,
Pretoria.

N° 4376.

UNION SUD-AFRICAINE,
Y COMPRIS LE SUD-OUEST AFRICAIN ;
BASSOUTOLAND ;
PROTECTORAT DU BETCHOUANALAND ;
COLONIES PORTUGAISES D'ANGOLA
ET DE MOZAMBIQUE ; CONGO BELGE,
Y COMPRIS LE RUANDA-URUNDI ;
KÉNIA, OUGANDA
ET TERRITOIRE DU TANGANYIKA ;
NYASSALAND ; RHODÉSIE DU NORD ;
RHODÉSIE DU SUD ET SWAZILAND

(Union africaine des Postes.)

Accord constituant l'Union africaine des Postes. Signé à
Prétoria, le 30 octobre 1935.

UNION OF SOUTH AFRICA,
INCLUDING SOUTH WEST AFRICA ;
BASUTOLAND ;
BECHUANALAND PROTECTORATE ;
PORTUGUESE COLONIES,
COMPRISING ANGOLA AND MOZAMBIQUE ;
BELGIAN CONGO,
INCLUDING RUANDA AND URUNDI ;
KENYA, UGANDA
AND TANGANYIKA TERRITORY ;
NYASALAND ; NORTHERN RHODESIA ;
SOUTHERN RHODESIA AND SWAZILAND

(African Postal Union.)

African Postal Union Agreement. Signed at Pretoria,
October 30th, 1935.

AFRICAN POSTAL UNION

No. 4376. — AFRICAN POSTAL UNION AGREEMENT¹ CONCLUDED BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATIONS OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, INCLUDING SOUTH WEST AFRICA ; BASUTOLAND ; BECHUANALAND PROTECTORATE ; PORTUGUESE COLONIES, COMPRISING ANGOLA AND MOZAMBIQUE ; BELGIAN CONGO, INCLUDING RUANDA AND URUNDI ; KENYA, UGANDA AND TANGANYIKA TERRITORY ; NYASALAND ; NORTHERN RHODESIA ; SOUTHERN RHODESIA AND SWAZILAND. SIGNED AT PRETORIA, OCTOBER 30TH, 1935.

English and French official texts communicated by the Accredited Representative of the Union of South Africa to the League of Nations. The registration of this Agreement took place June 22nd, 1938.

INTRODUCTORY.

1. It is the aim and object of the African Postal Union to secure by means of Agreements, Conferences and other methods the organisation and improvement of postal services between the Administrations party to this Agreement.

2. The Administrations Parties to the present Agreement form the African Postal Union which is governed by the following provisions.

3. The Parties to the present Agreement declare that as members of the Universal Postal Union they intend in their relations with one another to observe the obligatory provisions of the Convention and Regulations thereof. Taking advantage, however, of the privilege allowed them in Article 5 of the Convention² of Cairo they make the following special arrangements between themselves.

Article I.

SCOPE OF THE AGREEMENT.

The provisions of this Agreement apply to letters, post-cards, commercial papers, printed papers and sample packets, originating in one of the countries of the African Postal Union and destined for another of those countries.

¹ *Dates of approval of the Agreement by the interested Governments, registered on August 24th, 1938, at the request of the Belgian Minister for Foreign Affairs.*

SOUTH WEST AFRICA	December 4th, 1935.
SOUTHERN RHODESIA	January 15th, 1936.
NYASALAND	January 29th, 1936.
UNION OF SOUTH AFRICA	March 16th, 1936.
KENYA, UGANDA AND TANGANYIKA TERRITORY.	April 7th, 1936.
NORTHERN RHODESIA	May 1st, 1936.
BASUTOLAND AND BECHUANALAND PROTECTORATE	June 18th, 1936.
SWAZILAND	June 18th, 1936.
BELGIAN CONGO, INCLUDING RUANDA AND URUNDI.	May 24th, 1937.

Came into force April 1st, 1936.

² Vol. CLXXIV, page 171; and Vol. CLXXXV, page 455, of this Series.

UNION AFRICAINE DES POSTES

N^o 4376. — ACCORD¹ CONSTITUANT L'UNION AFRICAINE DES POSTES CONCLU ENTRE LES ADMINISTRATIONS POSTALES DE L'UNION SUD-AFRICAINE, Y COMPRIS LE SUD-OUEST AFRICAIN ; DU BASSOUTOLAND ; DU PROTECTORAT DU BETCHOUANALAND ; DES COLONIES PORTUGAISES D'ANGOLA ET DE MOZAMBIQUE ; DU CONGO BELGE, Y COMPRIS LE RUANDA-URUNDI ; DU KÉNIA, DE L'UGANDA ET DU TERRITOIRE DU TANGANYIKA ; DU NYASSALAND ; DE LA RHODÉSIE DU NORD ; DE LA RHODÉSIE DU SUD ET DU SWAZILAND. SIGNÉ A PRÉTORIA, LE 30 OCTOBRE 1935.

Textes officiels anglais et français communiqués par le représentant de l'Union Sud-africaine près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 juin 1938.

INTRODUCTION

§ 1. Le but et l'objet de l'Union africaine des Postes est d'assurer, par le moyen d'accords, de conférences et d'autres méthodes, l'organisation et l'amélioration des services postaux entre les administrations, Parties au présent accord.

§ 2. Les administrations, Parties au présent accord, constituent l'Union africaine des Postes, qui est régie par les dispositions suivantes.

§ 3. Les Parties au présent accord déclarent que, comme adhérentes à l'Union postale universelle, elles ont l'intention, dans leurs relations entre elles, d'observer les dispositions obligatoires de la Convention postale universelle et des règlements y annexés. Toutefois, lesdites Parties, profitant de la faculté qui leur est attribuée par l'article 5 de la Convention² du Caire, font entre elles les arrangements particuliers suivants.

Article premier.

RESSORT DE L'ACCORD.

Les dispositions du présent accord s'appliquent aux lettres, aux cartes postales, aux papiers d'affaires, aux imprimés et aux paquets d'échantillons, en provenance d'un pays adhérent à l'Union africaine des Postes et à destination d'un autre pays y adhérent.

¹ Dates d'approbation de l'accord par les gouvernements intéressés, enregistrées le 24 août 1938, à la demande du ministre des Affaires étrangères de Belgique.

SUD-OUEST AFRICAIN	4 décembre 1935.
RHODÉSIE DU SUD.	15 janvier 1936.
NYASSALAND	29 janvier 1936.
UNION SUD-AFRICAINE	16 mars 1936.
KÉNIA, OUGANDA ET TERRITOIRE DU TANGANYIKA. . .	7 avril 1936.
RHODÉSIE DU NORD	1 ^{er} mai 1936.
BASSOUTOLAND ET PROTECTORAT DU BETCHOUANALAND	18 juin 1936.
SWAZILAND	18 juin 1936.
CONGO BELGE, Y COMPRIS LE RUANDA-URUNDI	24 mai 1937.

Entré en vigueur le 1^{er} avril 1936.

² Vol. CLXXIV, page 171 ; et vol. CLXXXV, page 455, de ce recueil.

Other services, such as those relating to insured letters and boxes, postal parcels, newspapers, money orders, transfers to and from postal cheque accounts, collection of bills, drafts, etc., and subscriptions to newspapers and periodicals shall form the subject of separate Agreements between countries of the Union.

These Agreements are binding only upon the countries which have adhered to them.

Article 2.

WITHDRAWAL FROM THE UNION.

Each Administration, party to this Agreement, is free to withdraw from the African Postal Union by notice given twelve months in advance to the African Postal Union Bureau.

Article 3.

CONFERENCES.

§ 1. The provisions of the present Agreement and/or Regulations are subject to revision by Conferences of the Administrations.

§ 2. Each Conference fixes the place and date of the next meeting.

§ 3. (1) The date fixed for the meeting of a Conference may be put forward or postponed on request made by at least five of the Administrations to the Bureau of the African Postal Union provided that the proposal obtains the approval of a clear majority of the Administrations which have given their opinion within a period of four months from the date on which the matter was represented to them by the Bureau.

(2) The Conference then takes place in the country originally designated, if the Administration of that country agrees. If it does not, the Administrations are consulted by the Bureau.

Article 4.

LANGUAGE.

§ 1. The acts of Conferences shall be compiled in English and French and the text in each of these languages shall carry equal authority.

§ 2. (1) In the discussions at Conferences, the English, French and Portuguese languages are admitted.

(2) Speeches delivered in French are translated into English, and *vice versa*.

(3) Speeches delivered in Portuguese shall be translated into French by the Portuguese delegates.

(4) These delegates may, if they so desire, arrange for speeches delivered in French and English to be translated into Portuguese.

Article 5.

RULES OF PROCEDURE OF CONFERENCES.

§ 1. Before entering on its deliberations, each Conference adopts Rules of Procedure, which comprise the rules in accordance with which the discussions and work are organised and conducted.

§ 2. For this purpose, the Conference takes as a basis the Rules of Procedure of the previous Conference, which it modifies if it thinks fit.

Article 6.

REGULATIONS.

§ 1. Regulations may be made or amended between Conferences provided all Administrations agree.

D'autres services, tels que ceux des lettres et des boîtes avec valeur déclarée, des colis postaux, des journaux, des mandats de poste, des virements postaux, des valeurs à recouvrer et des abonnements aux journaux et aux écrits périodiques, font le sujet d'arrangements particuliers entre les pays de l'Union.

Ces arrangements ne sont obligatoires que pour les pays qui y ont adhéré.

Article 2.

SORTIE DE L'UNION.

Chaque administration, Partie au présent accord, a la faculté de se retirer de l'Union africaine des Postes moyennant avertissement donné douze mois à l'avance au bureau de l'Union africaine des Postes.

Article 3.

CONFÉRENCES.

§ 1. Les prescriptions du présent accord et/ou des règlements seront revisables par des conférences des administrations.

§ 2. Chaque conférence fixera le lieu et l'époque de la réunion suivante.

§ 3. (1) L'époque fixée pour la réunion d'une conférence pourra être avancée ou reculée si la demande en est faite par cinq, au moins, des administrations, au bureau de l'Union africaine des Postes, et si cette proposition reçoit l'agrément d'une majorité incontestable des administrations qui auront fait parvenir leur avis dans un délai de quatre mois à partir du moment où la question leur aura été soumise par le bureau.

(2) La conférence aura lieu alors dans le pays primitivement désigné, si l'administration de ce pays y consent. Dans le cas contraire, il sera procédé à une consultation des administrations par les soins du bureau.

Article 4.

LANGUE.

§ 1. Les actes des conférences seront rédigés en français et en anglais et le texte dans chacune de ces langues aura une valeur égale.

§ 2. (1) Dans les débats des conférences, le français, l'anglais et le portugais seront admis.

(2) Les discours prononcés en français seront traduits en anglais, et *vice versa*.

(3) Les discours prononcés en portugais seront traduits en français par les soins des délégués portugais.

(4) Ces délégués peuvent, s'ils le désirent, faire traduire en portugais les discours prononcés en français ou en anglais.

Article 5.

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES CONFÉRENCES.

§ 1. Avant toute autre délibération chaque conférence établira un règlement intérieur qui contient les règles suivant lesquelles seront organisés et conduits les débats et les travaux.

§ 2. A cet effet, la conférence prendra comme base le règlement intérieur de la conférence précédente, qu'elle modifiera si elle le juge à propos.

Article 6.

RÈGLEMENTS.

§ 1. Des règlements pourront être adoptés ou amendés en dehors des périodes de conférences pourvu que toutes les administrations intéressées soient d'accord au sujet des nouvelles dispositions ou des amendements.

§ 2. Representations in regard to proposed regulations or amendments shall be addressed to the African Postal Union Bureau which will circulate such representations.

§ 3. Administrations must notify assent or dissent within three months of receipt of proposals.

Article 7.

ACCESSION OF ADMINISTRATIONS TO THE AGREEMENT.

§ 1. The Administration of a country in the continent of Africa on whose behalf the present Agreement has not been signed, may accede thereto at any time.

§ 2. The act of accession of an Administration shall be notified to the Bureau of the African Postal Union, which in turn notifies the other Administrations.

§ 3. Accession carries with it, of full right, all the obligations and all the advantages provided by the present Agreement ; and any regulations made thereunder.

Article 8.

APPROVAL OF THE AGREEMENT.

§ 1. Approval of the present Agreement shall be notified in as short a time as possible to the Bureau of the African Postal Union, which will in turn notify the approvals to the other signatory and acceding Administrations as and when they are received.

§ 2. If one or more of the signatory Administrations do not approve the Agreement, it shall not thereby be less valid for the Administrations which have approved it.

Article 9.

APPROVAL OF REGULATIONS.

§ 1. Administrations must make an announcement regarding their approval of any Regulations that may be framed under this Agreement. This approval is notified to the Bureau of the African Postal Union which informs the members of the Union.

§ 2. If one or more of the Administrations does not notify such an approval, the Regulations shall not thereby be less valid for the Administrations which have approved them.

Article 10.

RIGHT TO MAKE SPECIAL AGREEMENTS.

Notwithstanding anything contained in any other article of this Agreement, any two contiguous Administrations party to this Agreement and any Regulations made thereunder have the right in respect of the operation of services, rates of charge and methods of accounting to maintain their existing arrangements or to make in this regard as between themselves, special Agreements.

Article 11.

BUREAU OF THE AFRICAN POSTAL UNION.

§ 1. (1) The Administration of the Union of South Africa will function as the Bureau of the African Postal Union in regard to the tasks and operations contemplated in various other Articles of the Agreement and Regulations. It will also undertake the preparatory work of the Conferences.

(2) The secretariat of Conferences will be provided by the Administration of the country in which the Conference is held.

§ 2. Les propositions relatives à ces nouvelles dispositions ou à ces amendements seront adressées au bureau de l'Union africaine des Postes qui en donnera connaissance.

§ 3. Les administrations devront notifier leur accord ou leur désaccord endéans une période de trois mois à partir de la réception des propositions d'amendements.

Article 7.

ADHÉSION DES ADMINISTRATIONS A L'ACCORD.

§ 1. L'administration d'un pays du continent africain non signataire du présent accord, peut y adhérer à tout moment.

§ 2. L'acte d'adhésion d'une administration sera notifié au bureau de l'Union africaine des Postes, lequel en avisera à son tour les autres administrations.

§ 3. L'adhésion emporte, de plein droit, toutes les obligations et tous les avantages stipulés par le présent accord et par tous règlements y relatifs.

Article 8.

APPROBATION DE L'ACCORD.

§ 1. L'approbation du présent accord devra être notifiée, dans le plus bref délai possible, au bureau de l'Union africaine des Postes, qui notifiera aux autres administrations signataires et adhérentes les approbations au fur et à mesure de leur réception.

§ 2. Si une ou plusieurs administrations intéressées n'approuvent pas l'accord, il n'en sera pas moins valable pour les administrations qui l'ont approuvé.

Article 9.

APPROBATION DES RÈGLEMENTS.

§ 1. Les administrations doivent se prononcer au sujet de tous les règlements qui pourraient être établis en vertu de cet accord. Cette approbation est notifiée au bureau de l'Union africaine des Postes qui en fait part aux membres de l'Union.

§ 2. Si une ou plusieurs des administrations ne notifient pas cette approbation, les règlements n'en seront pas moins valables pour les administrations qui les auront approuvés.

Article 10.

DROIT DE FAIRE DES ACCORDS PARTICULIERS.

Nonobstant toute stipulation contraire contenue dans quelque autre article de cet accord, deux administrations voisines quelconques, Parties à cet accord et aux règlements établis en vertu de cet accord, ont le droit, pour l'exploitation des services, les tarifs et la façon d'établir les comptes, de maintenir leurs arrangements existants ou, à cet égard, de faire entre elles des accords particuliers.

Article 11.

BUREAU DE L'UNION AFRICAINE DES POSTES.

§ 1. (1) L'administration de l'Union de l'Afrique du Sud fonctionnera comme bureau de l'Union africaine des Postes pour les travaux et les opérations prévus par divers autres articles de l'accord et des règlements. Elle se chargera aussi des travaux préparatoires des conférences.

(2) Le secrétariat des conférences sera assuré par l'administration du pays où a lieu la conférence.

Article 12.

TRANSIT CHARGES.

§ 1. No accounts shall be kept between the Administrations of the African Postal Union in respect of correspondence posted in the countries of the Union and exchanged between them by land conveyance.

§ 2. The transit charges as provided in the Universal Postal Union Convention from time to time are, however, applicable to correspondence emanating in any country of the African Postal Union and passing in transit through another country in the Union to a country outside the Union and *vice versa*.

§ 3. For the purpose of this Article the word "correspondence" shall mean letters, post-cards, commercial papers, printed papers, sample packets and small packets.

Article 13.

RATES OF POSTAGE.

Administrations are at liberty to fix the rates they will adopt for exchange of correspondence within the African Postal Union. Administrations will endeavour in their relations with other Administrations of the African Postal Union to apply the lowest practicable rates.

Article 14.

WEIGHTS AND DIMENSIONS OF POSTAL ARTICLES.

There shall be no restriction as regards the weight of a letter, but the dimensions of all articles of correspondence are such as are prescribed from time to time in the Universal Postal Union Convention.

Article 15.

OFFICIAL CORRESPONDENCE.

Official letters and documents emanating from Civil or Military Departments of any of the countries of the African Postal Union shall, when duly franked by an authorised officer of such Department as being on the Public Service, be transmitted to any place within the African Union free of charge, provided this shall not apply to the air mail service.

Article 16.

EXCHANGE COPIES OF NEWSPAPERS.

It shall be competent for the Administrations of the Union to permit the transmission free of postage between the countries mutually agreeing to such an arrangement, of bona fide "exchange" copies of newspapers exchanged between Editors of such newspapers. This free exchange shall not apply to more than one copy of each issue.

Article 17.

LIBERTY OF TRANSIT.

The acceptance of parcels, insured letters or boxes, C.O.D. parcels and "small packets" when in transit through any country of the African Union is obligatory.

Article 12.

FRAIS DE TRANSIT.

§ 1. Aucuns comptes relatifs aux correspondances déposées dans les pays adhérant à l'Union africaine des Postes et échangées entre lesdits pays par le transport territorial ne seront établis entre les administrations de l'Union.

§ 2. Les frais de transit, tels qu'ils sont stipulés, de temps en temps, par la Convention de l'Union postale universelle, s'appliquent, toutefois, aux correspondances qui ont leurs origines dans n'importe quel pays de l'Union africaine des Postes et qui passent en transit à travers un autre pays de l'Union à un pays en dehors du ressort de l'Union et *vice versa*.

§ 3. Pour le but de cet article par les mots « les correspondances » il faut entendre les lettres, les cartes postales, les papiers d'affaires, les imprimés, les paquets d'échantillons et les petits paquets.

Article 13.

TARIFS D'AFFRANCHISSEMENT.

Les administrations ont le droit de fixer les taxes à adopter pour l'échange de correspondance dans les limites de l'Union africaine des Postes. Les administrations, dans leurs relations avec d'autres administrations de l'Union africaine des Postes, s'efforceront d'établir les taxes les moins élevées qui soient praticables.

Article 14.

POIDS ET DIMENSIONS DES ENVOIS.

On n'imposera pas de restriction à l'égard du poids d'une lettre, mais les dimensions de tout envoi sont celles qui sont stipulées, de temps en temps, par la Convention de l'Union postale universelle.

Article 15.

LES CORRESPONDANCES OFFICIELLES.

Les lettres et les documents officiels qui émanent des administrations civiles ou militaires relevant à tout pays adhérant à l'Union africaine des Postes et dont le droit à la franchise de transport est garanti par un représentant autorisé d'une telle administration, doivent être transmis en franchise à n'importe quel endroit dans les limites de l'Union africaine, sous réserve que cette franchise de transmission ne sera pas accordée auxdites correspondances quand elles sont transmises par le transport aérien.

Article 16.

ECHANGE DE COPIES DE JOURNAUX.

Les administrations appartenant à l'Union auront le droit de permettre la transmission en franchise entre les pays qui s'entendent pour l'échange sérieux et de bonne foi, de copies de journaux par les rédacteurs de tels journaux entre eux-mêmes. Cet échange en franchise n'est permis que pour une copie de chaque publication.

Article 17.

LIBERTÉ DE TRANSIT.

L'acceptance de colis postaux, de lettres et de boîtes avec valeur déclarée, d'envois contre remboursement et de petits paquets, en transit par n'importe quel pays appartenant à l'Union africaine est obligatoire.

Article 18.

ENTRY INTO FORCE OF THE AGREEMENT.

The present Agreement will come into force on 1st April, 1936.

In witness whereof the respective representatives have subject to the approval of their Governments signed this Agreement which shall remain in the archives of the Administration of the Union of South Africa, and of which a copy shall be delivered to each Administration.

Done at Pretoria, the 30th October, 1935.

For the Union of South Africa :

H. J. LENTON.
C. GRIFFITH.
F. G. W. TAYLOR.
H. F. SIMPSON.
A. R. McLACHLAN.

For South West Africa :

James A. VENNING.

For Angola :

Arnaldo DE PAIVA CARVALHO.
Mario MONTEIRO DE MACEDO.

For Basutoland :

J. H. SIMS.

For Bechuanaland Protectorate :

J. H. SIMS.

For Belgian Congo, including Ruanda Urundi :

L. WÉRY.
P. GEULETTE.

For Kenya, Uganda and Tanganyika Territory:

T. FITZGERALD.

For Moçambique :

Domingos Anto. DA PIEDADE BARRETO.
Mario MONTEIRO DE MACEDO.

For Nyasaland :

S. POPE.

For Northern Rhodesia :

W. T. STORM.
R. STURMAN.

For Southern Rhodesia :

J. COLLYER.
T. R. JEPICOTT.
A. H. MURRELL.

For Swaziland :

J. H. SIMS.

Certified a true copy :

P. R. Botha,

Under-Secretary for External Affairs,

Pretoria.

Article 18.

MISE EN VIGUEUR DE L'ACCORD.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} avril 1936.

En foi de quoi, les représentants respectifs ont, sous réserve de l'approbation de leurs gouvernements, signé ce présent accord, qui restera déposé aux archives de l'administration de l'Union de l'Afrique du Sud et dont une copie sera remise à chaque administration.

Fait à Prétoria, le 30 octobre 1935.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

H. J. LENTON.
C. GRIFFITH.
F. G. W. TAYLOR.
H. F. SIMPSON.
A. R. McLACHLAN.

Pour le Sud-Ouest Africain :

James A. VENNING.

Pour l'Angola :

Arnaldo DE PAIVA CARVALHO.
Mario MONTEIRO DE MACEDO.

Pour le Bassoutoland :

J. H. SIMS.

Pour le Protectorat du Betchouanaland :

J. H. SIMS.

Pour le Congo Belge, y compris le Ruanda-Urundi :

L. WÉRY.
P. GEULETTE.

Pour le Kénia, l'Ouganda et le Territoire du Tanganyika :

T. FITZGERALD.

Pour le Moçambique :

Domingos Anto. DA PIEDADE BARRETO.
Mario MONTEIRO DE MACEDO.

Pour le Nyassaland :

S. POPE.

Pour la Rhodésie du Nord :

W. T. STORM.
R. STURMAN.

Pour la Rhodésie du Sud :

J. COLLYER.
T. R. JEPHCOTT.
A. H. MURRELL.

Pour le Swaziland :

J. H. SIMS.

Certified a true copy :

P. R. Botha,

Under-Secretary for External Affairs,
Pretoria.

N° 4377.

**UNION SUD-AFRICAINE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Echange de notes comportant un
accord commercial préliminaire. Le
Cap, le 27 janvier 1937.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Exchange of Notes constituting a
Preliminary Commercial Agree-
ment. Capetown, January 27th,
1937.

No. 4377. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE CZECHOSLOVAK GOVERNMENT CONSTITUTING A PRELIMINARY COMMERCIAL AGREEMENT. CAPETOWN, JANUARY 27TH, 1937.

English official text communicated by the Accredited Representative of the Union of South Africa to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place June 22nd, 1938.

I.

DEPARTMENT
OF EXTERNAL AFFAIRS.

P. M. 34/5.

CAPETOWN, *January 27th*, 1937.

SIR,

With reference to the negotiations which have taken place between our two Governments in regard to the conclusion of a Preliminary Agreement to regulate the commercial relations between the Union of South Africa and the Czechoslovak Republic, I have the honour to inform you that the Government of the Union of South Africa are prepared to conclude a Preliminary Commercial Agreement, on the basis of reciprocal most-favoured-nation treatment, with the Government of the Czechoslovak Republic in the following terms :

I. Articles, the growth, produce or manufacture of, and imported from, either country will be admitted to importation into the other country on terms not less favourable with respect to Customs duties and other taxes or charges than those paid on like articles, the growth, produce or manufacture of any other country.

II. Should either country establish or maintain a system of licensing or quantitative regulation of imports, the system adopted to give effect to any form of such regulation of imports shall not be so worked as to cause discrimination against articles, grown, produced or manufactured in the territory of the other country and the conditions under which licences or permits may be obtained for the importation of such articles shall be not less favourable than those applied in the case of like articles, the growth, produce or manufacture of any other country.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4377. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINNE ET LE GOUVERNEMENT TCHÉCOSLOVAQUE COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PRÉLIMINAIRE. LE CAP, LE 27 JANVIER 1937.

Texte officiel anglais communiqué par le représentant de l'Union Sud-africaine près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 juin 1938.

I.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

P. M. 34/5.

LE CAP, le 27 janvier 1937.

MONSIEUR LE CONSUL,

Me référant aux négociations qui ont eu lieu entre nos deux gouvernements à propos de la conclusion d'un accord préliminaire destiné à régler les rapports commerciaux entre l'Union Sud-africaine et la République tchécoslovaque, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de l'Union Sud-africaine est disposé à conclure avec le Gouvernement de la République tchécoslovaque un accord commercial préliminaire sur la base de l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée, aux conditions ci-après :

I. Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de chacun des deux pays, seront admis à l'importation dans l'autre pays à des conditions qui ne seront pas moins favorables, en ce qui concerne les droits de douane et autres taxes ou charges, que celles dont bénéficieront les articles similaires, produits naturels ou fabriqués originaires d'un pays tiers quelconque.

II. Au cas où l'un ou l'autre des deux pays instaurerait ou maintiendrait un système de licences d'importation ou de réglementation quantitative des importations, les dispositions adoptées en vue de donner effet à toute forme de réglementation des importations de cet ordre seront appliquées de telle façon qu'elles n'entraînent aucune discrimination à l'égard des produits naturels ou fabriqués originaires du territoire de l'autre pays, et les conditions auxquelles sera soumise la délivrance des licences ou permis d'importation de ces produits ne seront pas moins favorables que celles qui seront appliquées pour les mêmes produits naturels ou fabriqués, originaires d'un pays tiers quelconque.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

III. Should either country establish or maintain any form of control of foreign exchange it shall administer such control so as to ensure that the commerce of the other country will be granted a fair and equitable share in the allotment of exchange.

IV. The most-favoured-nation treatment provided for in Article I shall also apply in respect of charges or taxes levied in connection with the internal distribution and sale of imported articles.

V. Should, apart from the provisions of Articles II, III and IV hereof, either of the two countries deem it advisable, for any reason, to prohibit or to restrict, by the imposition of special duties or otherwise, the import of any commodity, no such prohibition or special restriction shall be imposed or maintained on goods, the growth, produce or manufacture of the other country, unless such prohibition or restriction be imposed or maintained on like goods coming from any other country, in regard to which like grounds for the application of such measures exist.

VI. The Government of the Czechoslovak Republic shall not invoke the provisions of this Agreement to secure the advantages of any favours granted or to be granted by the Union of South Africa exclusively to :

(a) Any country forming part of the territory of a member of the British Commonwealth of Nations or being a territory under the jurisdiction of any such member either as a Protectorate or as a Mandated Territory ; and

(b) The Colony of Moçambique.

VII. The Union of South Africa shall, for the purpose of this Agreement, include the Mandated Territory of South West Africa.

VIII. This Agreement shall come into force twenty-one days from the date of this Exchange of Notes and shall remain in force until the 30th June, 1937. The two Contracting Parties agree that they shall, as soon as possible, enter into negotiations for the conclusion of a formal Treaty of Commerce between the two countries. Should they fail to conclude such a Treaty before the 30th June, 1937, the present Agreement shall remain in force until the expiration of one calendar month from the date on which notice will be given by either of the two Contracting Parties of its intention to terminate the present Agreement.

IX. This Agreement shall be subject to ratification by the competent Authority on the part of Czechoslovakia and by both Houses of Parliament of the Union of South Africa.

This Note, and your reply intimating the concurrence of your Government in the terms hereof, will be regarded as an Agreement between our two Governments in the matter.

Please accept the assurance of my highest consideration.

(Sgd.) H. D. J. BODENSTEIN,
Secretary for External Affairs.

The Consul for Czechoslovakia,
Capetown.

III. Au cas où l'un ou l'autre des deux pays instaurerait ou maintiendrait une forme quelconque de contrôle des changes, ce contrôle sera exercé de telle façon qu'il soit accordé au commerce de l'autre pays une part équitable des devises allouées.

IV. Le traitement de la nation la plus favorisée mentionné à l'article premier s'appliquera également à l'égard des taxes ou charges prélevées à l'occasion de la distribution à l'intérieur et de la vente des produits importés.

V. Si, en dehors des dispositions des articles II, III et IV ci-dessus, l'un ou l'autre des deux pays estime utile pour quelque raison d'interdire ou de limiter, par l'imposition de droits spéciaux ou par tout autre moyen, l'importation d'une marchandise quelconque, aucune interdiction ou restriction spéciale de cet ordre ne sera appliquée ou maintenue à l'égard des produits naturels ou fabriqués originaires de l'autre pays, si ces interdictions ou restrictions ne sont pas imposées ou maintenues à l'égard des produits similaires en provenance d'un pays tiers quelconque auxquels lesdites mesures seraient applicables pour les mêmes raisons.

VI. Le Gouvernement de la République tchécoslovaque n'invoquera pas les dispositions du présent accord pour se faire attribuer les avantages ou préférences accordés présentement ou à l'avenir par l'Union Sud-africaine exclusivement à :

a) Tout pays faisant partie du territoire d'un membre du Commonwealth britannique de nations, ou constituant un territoire soumis à la juridiction de l'un quelconque de ces membres, soit à titre de protectorat, soit à titre de territoire sous mandat ; et

b) La Colonie de Mozambique.

VII. L'Union Sud-africaine, aux fins du présent accord, comprendra le territoire sous mandat du Sud-Ouest africain.

VIII. Le présent accord entrera en vigueur le vingt et unième jour à dater du jour du présent échange de notes et demeurera en vigueur jusqu'au 30 juin 1937. Il est entendu que les deux Parties contractantes entameront aussitôt que possible des négociations en vue de la conclusion d'un traité formel de commerce entre les deux pays. Au cas où ce traité ne serait pas conclu avant le 30 juin 1937, le présent accord demeurera en vigueur pendant un mois à dater du jour de la notification faite par l'une ou l'autre des Parties contractantes de son intention de mettre fin au présent accord.

IX. Le présent accord sera sujet à ratification par l'autorité compétente en Tchécoslovaquie et par les deux Chambres du Parlement de l'Union Sud-africaine.

La présente note et la réponse par laquelle vous me ferez connaître l'agrément de votre gouvernement à son contenu, seront considérées comme constituant un accord réglant la question entre nos deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

(Signé) H. D. J. BODENSTEIN,
Secrétaire aux Affaires étrangères.

Le Consul de Tchécoslovaquie,
Le Cap.

II.

CONSULATE
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

P.O. Box 2762.
C. 91/37.

CAPETOWN, *January 27th, 1937.*

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of the 27th January, 1937, Ref. No. P.M. 34/5, concerning the terms on which the Government of the Union of South Africa is prepared to conclude a Provisional Agreement with the Government of the Czechoslovak Republic, which are as follows :

I. Articles, the growth, produce or manufacture of, and imported from, either country will be admitted to importation into the other country on terms not less favourable with respect to Customs duties and other taxes or charges than those paid on like articles, the growth, produce or manufacture of any other country.

II. Should either country establish or maintain a system of licensing or quantitative regulation of imports, the system adopted to give effect to any form of such regulation of imports shall not be so worked as to cause discrimination against articles, grown, produced or manufactured in the territory of the other country and the conditions under which licences or permits may be obtained for the importation of such articles shall be not less favourable than those applied in the case of like articles, the growth, produce or manufacture of any other country.

III. Should either country establish or maintain any form of control of foreign exchange it shall administer such control so as to ensure that the commerce of the other country will be granted a fair and equitable share in the allotment of exchange.

IV. The most-favoured-nation treatment provided for in Article I shall also apply in respect of charges or taxes levied in connection with the internal distribution and sale of imported articles.

V. Should, apart from the provisions of Articles II, III and IV hereof, either of the two countries deem it advisable, for any reason, to prohibit or to restrict, by the imposition of special duties or otherwise, the import of any commodity, no such prohibition or special restriction shall be imposed or maintained on goods, the growth, produce or manufacture of the other country, unless such prohibition or restriction be imposed or maintained on like goods coming from any other country, in regard to which like grounds for the application of such measures exist.

VI. The Government of the Czechoslovak Republic shall not invoke the provisions of this Agreement to secure the advantages of any favours granted or to be granted by the Union of South Africa exclusively to :

(a) Any country forming part of the territory of a member of the British Commonwealth of Nations or being a territory under the jurisdiction of any such member either as a Protectorate or as a Mandated Territory ; and

(b) The Colony of Moçambique.

II.

CONSULAT
DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE.

P.O. Box 2762.
C. 91/37.

LE CAP, le 27 janvier 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 27 janvier 1937, réf. N° P.M. 34/5, relative aux conditions auxquelles le Gouvernement de l'Union Sud-africaine est disposé à conclure un accord provisoire avec le Gouvernement de la République tchécoslovaque, conditions qui sont les suivantes :

I. Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de chacun des deux pays, seront admis à l'importation dans l'autre pays à des conditions qui ne seront pas moins favorables, en ce qui concerne les droits de douane et autres taxes ou charges, que celles dont bénéficieront les articles similaires, produits naturels ou fabriqués originaires d'un pays tiers quelconque.

II. Au cas où l'un ou l'autre des deux pays instaurerait ou maintiendrait un système de licence d'importation ou de réglementation quantitative des importations, les dispositions adoptées en vue de donner effet à toute forme de réglementation des importations de cet ordre seront appliquées de telle façon qu'elles n'entraînent aucune discrimination à l'égard des produits naturels ou fabriqués originaires du territoire de l'autre pays, et les conditions auxquelles sera soumise la délivrance des licences ou permis d'importation de ces produits ne seront pas moins favorables que celles qui seront appliquées pour les mêmes produits naturels ou fabriqués, originaires d'un pays tiers quelconque.

III. Au cas où l'un ou l'autre des deux pays instaurerait ou maintiendrait une forme quelconque de contrôle des changes, ce contrôle sera exercé de telle façon qu'il soit accordé au commerce de l'autre pays une part équitable des devises allouées.

IV. Le traitement de la nation la plus favorisée mentionné à l'article premier s'appliquera également à l'égard des taxes ou charges prélevées à l'occasion de la distribution à l'intérieur et de la vente des produits importés.

V. Si, en dehors des dispositions des articles II, III et IV ci-dessus, l'un ou l'autre des deux pays estime utile pour quelque raison d'interdire ou de limiter par l'imposition de droits spéciaux ou par tout autre moyen l'importation d'une marchandise quelconque, aucune interdiction ou restriction spéciale de cet ordre ne sera appliquée ou maintenue à l'égard des produits naturels ou fabriqués originaires de l'autre pays, si ces interdictions ou restrictions ne sont pas imposées ou maintenues à l'égard des produits similaires en provenance d'un pays tiers quelconque auxquels lesdites mesures seraient applicables pour les mêmes raisons.

VI. Le Gouvernement de la République tchécoslovaque n'invoquera pas les dispositions du présent accord pour se faire attribuer les avantages ou préférences accordés présentement ou à l'avenir par l'Union Sud-africaine exclusivement à :

a) Tout pays faisant partie du territoire d'un membre du Commonwealth britannique de nations ou constituant un territoire soumis à la juridiction de l'un quelconque de ces membres, soit à titre de protectorat, soit à titre de territoire sous mandat ; et

b) La Colonie de Mozambique.

VII. The Union of South Africa shall, for the purpose of this Agreement, include the Mandated Territory of South West Africa.

VIII. This Agreement shall come into force twenty-one days from the date of this Exchange of Notes, and shall remain in force until the 30th June, 1937. The two Contracting Parties agree that they shall, as soon as possible, enter into negotiations for the conclusion of a formal Treaty of Commerce between the two countries. Should they fail to conclude such a Treaty before the 30th June, 1937, the present Agreement shall remain in force until the expiration of one calendar month from the date on which notice will be given by either of the two Contracting Parties of its intention to terminate the present Agreement.

IX. This Agreement shall be subject to ratification by the competent Authority on the part of Czechoslovakia and by both Houses of Parliament of the Union of South Africa.

I have the honour to give you, in the name of the Government of the Czechoslovak Republic, my agreement to the terms incorporated in the foregoing paragraphs.

With the assurance of my highest consideration, I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant,

(Sgd.) A. BLAHOVSKY,
Consul for Czechoslovakia.

The Secretary for External Affairs,
Capetown.

Certified a true copy :

P. R. Botha,
Under-Secretary for External Affairs,
Pretoria.

VII. L'Union Sud-africaine, aux fins du présent accord, comprendra le territoire sous mandat du Sud-Ouest africain.

VIII. Le présent accord entrera en vigueur le vingt et unième jour à dater du jour du présent échange de notes et demeurera en vigueur jusqu'au 30 juin 1937. Il est entendu que les deux Parties contractantes entameront aussitôt que possible des négociations en vue de la conclusion d'un traité formel de commerce entre les deux pays. Au cas où ce traité ne serait pas conclu avant le 30 juin 1937, le présent accord demeurera en vigueur pendant un mois à dater du jour de la notification faite par l'une ou l'autre des Parties contractantes de son intention de mettre fin au présent accord.

IX. Le présent accord sera sujet à ratification par l'autorité compétente en Tchécoslovaquie et par les deux Chambres du Parlement de l'Union Sud-africaine.

J'ai l'honneur de vous notifier, au nom du Gouvernement de la République tchécoslovaque, mon accord sur les conditions formulées dans les paragraphes ci-dessus.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) A. BLAHOVSKY,
Consul de Tchécoslovaquie.

Le Secrétaire aux Affaires extérieures,
Le Cap.

N° 4378.

**UNION SUD-AFRICAINE
ET ALLEMAGNE**

Accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité pour les aéronefs et les moteurs d'aéronefs importés comme marchandise de l'un des deux pays dans l'autre. Signé au Cap, le 16 mars 1937.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND GERMANY**

Agreement concerning the Reciprocal Recognition of Efficiency Certificates for Aircraft and Aircraft Motors imported as Merchandise from One Country to the Other. Signed at Capetown, March 16th, 1937.

No. 4378. — AGREEMENT BETWEEN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE GERMAN REICH CONCERNING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF EFFICIENCY CERTIFICATES FOR AIRCRAFT AND AIRCRAFT MOTORS IMPORTED AS MERCHANDISE FROM ONE COUNTRY TO THE OTHER. SIGNED AT CAPETOWN, MARCH 16TH, 1937.

English, Afrikaans and German official texts communicated by the Accredited Representative of the Union of South Africa to the League of Nations. The registration of this Agreement took place June 22nd, 1938.

We, the Representatives of His Majesty's Government in the Union of South Africa and of the Government of the German Reich, hereby agree with one another, on behalf of our respective Governments, as follows :

1. This Agreement is applicable to civil aircraft and aircraft motors made in Germany and exported to the Union of South Africa, as also to civil aircraft and aircraft motors made in the Union of South Africa and exported to Germany.

2. The efficiency certificates issued by the competent authorities of the German Government in respect of aircraft or aircraft motors destined to be admitted later on for aviation purposes into the Union of South Africa, shall be regarded as having the same validity as if they had been issued in accordance with the regulations in force in the Union of South Africa with respect thereto. Provided always that an efficiency certificate for export purposes shall also have been issued by the authorities of the German Government in respect of every single aircraft or every single aircraft motor and that the efficiency certificates issued by the competent authorities of the Union of South Africa in respect of aircraft or aircraft motors destined to be admitted later on for aviation purposes into Germany, shall have in that country the same validity as if they had been issued under the regulations in force in Germany.

3. The above Agreement shall apply to all kinds of civil aircraft, including those used for the public conveyance and those used for private purposes.

4. This Agreement will enter into force on the date of signature hereof and may be denounced by either Government by giving 60 days' notice to the other. If meanwhile, owing to subsequently passed legislation, either of the Governments shall become unable to give full effect to the provisions of this Agreement, it shall automatically lapse.

Signed at Capetown, this sixteenth day of March, 1937, in duplicate, in English, Afrikaans and German texts.

H. D. J. BODENSTEIN,
Secretary for External Affairs.

On behalf of the Government of the Union of South Africa.

E. WIEHL,
Minister for Germany.

On behalf of the Government of the German Reich.

Certified a true copy.

P. R. Botha,
Under-Secretary for External Affairs,
Pretoria.

TEXTE AFRICANDER. — AFRIKAANS TEXT.

N^o 4378. — OOREENKOMS TUSSEN DIE UNIE VAN SUID-AFRIKA EN DIE DUITSE RYK, BETREFFENDE DIE WEDERSYDSE ERKENNING VAN LUGWAARDIGHEIDSBEWYSE VIR LUGVAARTUIE EN LUGVAARTUIGMOTORE, WAT AS HANDELSWARE UIT DIE EEN LAND IN DIE ANDER LAND INGEVOER WORD. GETEKEN TE KAAPSTAD, 16 MAART 1937.

Textes officiels anglais, africander et allemand communiqués par le représentant de l'Union Sud-africaine près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 22 juin 1938.

Die ondergetekende Verteenwoordigers van Sy Majesteit se Regering in die Unie van Suid-Afrika en die Regering van die Duitse Ryk, kom, namens ons onderskeie Regerings, hierby ooreen as volg :

1. Hierdie ooreenkoms het betrekking op burgerlike lugvaartuie en lugvaartuigmotore, wat in Duitsland vervaardig en na die Unie van Suid-Afrika uitgevoer word, asook op burgerlike lugvaartuie en lugvaartuigmotore wat in die Unie van Suid-Afrika vervaardig en na Duitsland uitgevoer word.

2. Aan die lugwaardigheidsbewyse wat deur die bevoegde outoriteite van die Duitse Regering uitgereik word ten aansien van lugvaartuie en lugvaartuigmotore wat later in die Unie van Suid-Afrika tot die lugverkeer toegelaat sal word, sal gelyke geldigheid gegee word asof hulle ingevolge die bepalings wat ten opsigte daarvan in die Unie van krag is, uitgereik is. Dit geskied op voorwaarde dat ook 'n lugwaardigheidsbewys vir doeleindes van uitvoer deur die outoriteite van die Duitse Regering ten opsigte van elke afsonderlike lugvaartuig of ten opsigte van elke afsonderlike lugvaartuigmotor uitgereik is en dat die lugwaardigheidsbewyse wat deur die bevoegde outoriteite van die Unie van Suid-Afrika uitgereik word ten aansien van lugvaartuie en lugvaartuigmotore wat later in Duitsland tot die lugverkeer toegelaat sal word, aldaar dieselfde geldigheid sal hê asof hulle ingevolge die bepalings wat ten opsigte daarvan in Duitsland van krag is, uitgereik is.

3. Bostaande ooreenkoms is van toepassing op alle soorte burgerlike lugvaartuie, met inbegrip van dié wat vir die openbare verkeer en van dié wat vir private doeleindes gebruik word.

4. Hierdie ooreenkoms sal op die datum van ondertekening hiervan in werking tree en kan deur elkeen van beide Regerings opgesê word deur aan die ander Regering sestig dae van tevore van sy voorneme dienaangaande kennis te gee. Indien ondertussen een van beide Regerings uit hoofde van latere wetgewing verhinder sou word om aan die bepalings van hierdie ooreenkoms ten volle uitvoering te gee, dan verval dit outomaties.

Geteken te Kaapstad die Sestiende dag van Maart 1937, in duplo in Afrikaanse, Engelse en Duitse tekste.

H. D. J. BODENSTEIN,
Sekretaris van Buitelandse Sake.

Namens die Regering van die Unie van Suid-Afrika.

E. WIEHL,
Duitse Gesant.

Namens die Regering van die Duitse Ryk.

Certified a true copy.

P. R. Botha,

Under-Secretary for External Affairs,
Pretoria

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4378. — VEREINBARUNG ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER UNION VON SÜDAFRIKA ÜBER DIE GEGENSEITIGE ANERKENNUNG DER BETRIEBSTÜCHTIGKEITSSCHEINE FÜR LUFTFAHRZEUGE UND LUFTFAHRZEUGMOTOREN, DIE ALS HANDELSWARE AUS DEM EINEN LAND IN DAS ANDERE LAND EINGEFÜHRT WERDEN. GEZEICHNET IN KAPSTADT, AM 16. MÄRZ 1937.

Die unterzeichneten Vertreter der Regierung des Deutschen Reichs und der Regierung Seiner Majestät in der Union von Südafrika vereinbaren hiermit für ihre Regierungen folgendes :

1. Diese Vereinbarung bezieht sich auf Zivilluftfahrzeuge und Luftfahrzeugmotoren, die in Deutschland hergestellt und nach der Union von Südafrika ausgeführt werden, sowie auf Zivilluftfahrzeuge und Luftfahrzeugmotoren, die in der Union von Südafrika hergestellt und nach Deutschland ausgeführt werden.

2. Den Betriebstüchtigkeitsscheinen, die von den zuständigen Behörden der Deutschen Regierung für diejenigen Luftfahrzeuge oder Luftfahrzeugmotoren ausgestellt sind, die später in der Union von Südafrika zum Verkehr zugelassen werden sollen, soll die gleiche Gültigkeit beigelegt werden, als ob sie nach den hierfür in der Union von Südafrika gültigen Bestimmungen ausgestellt worden wären. Voraussetzung hierfür ist, dass auch ein Betriebstüchtigkeitsschein für Ausfuhrzwecke von den Behörden der Deutschen Regierung für das einzelne Luftfahrzeug oder für den einzelnen Luftfahrzeugmotor erteilt worden ist und dass die von den zuständigen Behörden der Union von Südafrika ausgestellten Betriebstüchtigkeitsscheine für diejenigen Luftfahrzeuge und Luftfahrzeugmotoren, die später in Deutschland zum Verkehr zugelassen werden sollen, dort in gleicher Weise Gültigkeit haben, als wenn sie nach den in Deutschland gültigen Vorschriften ausgestellt worden wären.

3. Die vorstehende Vereinbarung soll sich auf Zivilluftfahrzeuge aller Arten erstrecken, einschliesslich derjenigen des öffentlichen Verkehrs und derjenigen, die zu privaten Zwecken verwendet werden.

4. Diese Vereinbarung tritt am Tage ihrer Unterzeichnung in Kraft ; sie kann von jeder der beiden Regierungen der anderen gegenüber mit 60-tägiger Frist gekündigt werden. Falls indes eine der beiden Regierungen durch einen späteren gesetzgeberischen Akt daran verhindert sein sollte, die Bestimmungen dieser Vereinbarung voll durchzuführen, so soll sie automatisch hinfällig werden.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Deutsch, Englisch und Afrikaans, in Kapstad, am 16. März 1937.

H. D. J. BODENTSEIN,
Staatssekretär
für Auswärtige Angelegenheiten.

Für die Regierung der Union von Südafrika.

E. WIEHL,
Deutscher Gesandter.

Für die Regierung des Deutschen Reichs.

Certified a true copy.
P. R. Botha,
Under-Secretary for External Affairs,
Pretoria.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4378. — ACCORD ENTRE L'UNION SUD-AFRICAINNE ET LE REICH ALLEMAND RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ POUR LES AÉRONEFS ET LES MOTEURS D'AÉRONEFS IMPORTÉS COMME MARCHAN-DISE DE L'UN DES DEUX PAYS DANS L'AUTRE. SIGNÉ AU CAP, LE 16 MARS 1937.

Les soussignés, représentant le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-africaine et le Gouvernement du Reich allemand, sont convenus, au nom de leurs gouvernements respectifs, des dispositions suivantes :

1. Le présent accord est applicable aux aéronefs civils et aux moteurs d'aéronefs construits en Allemagne et exportés dans l'Union Sud-africaine, ainsi qu'aux aéronefs civils et aux moteurs d'aéronefs construits dans l'Union Sud-africaine et exportés en Allemagne.

2. Les certificats de navigabilité délivrés par les autorités compétentes du Gouvernement allemand pour les aéronefs ou les moteurs d'aéronefs destinés à être exportés ultérieurement dans l'Union Sud-africaine pour l'usage de l'aviation auront la même validité que s'ils avaient été délivrés conformément aux règlements en vigueur à cet égard dans l'Union Sud-africaine, à condition que les autorités du Gouvernement allemand aient également délivré un certificat de navigabilité pour chaque aéronef ou pour chaque moteur d'aéronef destiné à l'exportation, et que les certificats de navigabilité délivrés par les autorités compétentes de l'Union Sud-africaine pour les aéronefs ou les moteurs d'aéronefs destinés à être exportés ultérieurement en Allemagne pour l'usage de l'aviation aient la même validité dans ce pays que s'ils avaient été délivrés conformément aux prescriptions en vigueur à cet égard en Allemagne.

3. L'accord ci-dessus s'appliquera aux aéronefs civils de toute catégorie, y compris ceux qui servent aux transports publics ou à des usages privés.

4. Le présent accord entrera en vigueur à la date de la signature et pourra être dénoncé par chacun des deux gouvernements moyennant un préavis de soixante jours donné à l'autre gouvernement. Si dans l'intervalle l'un des gouvernements se trouve, par suite de l'adoption de dispositions législatives ultérieures, hors d'état de donner plein effet aux dispositions du présent accord, celui-ci deviendra immédiatement caduc.

Fait au Cap le 16 mars 1937, en double expédition, en langues anglaise, africander et allemande.

H. D. J. BODENSTEIN,
Secrétaire aux Affaires extérieures.

Au nom du Gouvernement de l'Union Sud-africaine.

E. WIEHL,
Ministre d'Allemagne.

Au nom du Gouvernement du Reich allemand.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4379.

**UNION SUD-AFRICAINE ET
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Echange de notes comportant un accord relatif à la réduction de la taxe de visa des passeports non valables pour l'immigration. Le Cap, le 24 mars 1937.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND
UNITED STATES OF AMERICA**

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Reduction of Non-immigrant Passport Visa Fees. Capetown, March 24th, 1937.

No. 4379. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE REDUCTION OF NON-IMMIGRANT PASSPORT VISA FEES. CAPETOWN, MARCH 24TH, 1937.

English official text communicated by the Accredited Representative of the Union of South Africa to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place June 22nd, 1938.

I.

LEGATION
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

No. 518,

CAPETOWN, *March 24th*, 1937.

SIR,

I have the honour to communicate the text of the arrangement between the United States of America and the Union of South Africa providing for the reciprocal reduction of Non-immigrant Passport Visa Fees for Nationals of the two countries.

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNITED STATES OF AMERICA
AND THE UNION OF SOUTH AFRICA FOR THE REDUCTION OF NON-IMMIGRANT PASSPORT VISA FEES.

Article 1.

This Agreement shall cover only visa fees and shall relate only to non-immigrant visa applicants.

Article 2.

Such applicants shall continue to be subject to the usual laws and regulations of each country for establishing qualifications to receive a visa, and for establishing admissibility at the port or place of entry, including a general requirement that the travel document of the applicant shall be valid for at least 60 days beyond the period of the desired sojourn in the other country.

¹ Came into force April 1st, 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4379. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA RÉDUCTION DE LA TAXE DE VISA DES PASSEPORTS NON VALABLES POUR L'IMMIGRATION. LE CAP, LE 24 MARS 1937.

Texte officiel anglais communiqué par le représentant de l'Union Sud-africaine près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 juin 1938.

I.

LÉGATION
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
N^o 518,

LE CAP, le 24 mars 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous communiquer le texte de l'arrangement intervenu entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union Sud-africaine, comportant réduction réciproque, pour les ressortissants des deux pays, des taxes de visa des passeports non valables pour l'immigration.

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE RELATIF A LA RÉDUCTION DES TAXES DE VISA
DES PASSEPORTS NON VALABLES POUR L'IMMIGRATION.

Article premier.

Le présent accord n'a trait qu'aux taxes de visa et n'est applicable qu'aux personnes sollicitant un visa pour d'autres fins que l'immigration.

Article 2.

Ces personnes continueront à être soumises aux lois et règlements en usage dans chaque pays concernant les titres à produire pour obtenir un visa et l'admission au port ou autre lieu d'accès du territoire. Elles continueront notamment à être soumises à cette condition générale que le titre de circulation de l'auteur de la demande de visa devra avoir une validité dépassant au moins de soixante jours la durée du séjour qu'il désire faire dans l'autre pays.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 1^{er} avril 1937.

Article 3.

It is agreed that the fee for the visa of the passports of non-immigrant Nationals of the United States of America, including Philippine citizens, and for Nationals of the Union of South Africa, shall be 2.00 dollars United States currency or an equivalent sum in South African currency.

Article 4.

The passport visa shall be valid for a maximum period of one year from the date of the visa, provided that the passport itself continues to be valid in accordance with Article 2 above.

Article 5.

The passport visa shall be valid for any number of entries during the period of its validity.

Article 6.

The fee for a transit visa shall be 0.20 dollar in United States currency or the equivalent of that sum in South African currency.

Article 7.

The transit visa shall, subject to the validity of the passport, be valid for one year from the date of its issuance and may be used for any number of journeys in transit during the period of its validity.

Article 8.

This Agreement shall terminate upon three months' notice to that effect having been given by either Government.

If you inform me that it is the understanding of your Government that the arrangement agreed upon is as herein set forth, the arrangement will be considered to be operative as from April 1st, 1937.

I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant.

Ralph J. TOTTEN,
*Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the United States of America.*

The Honourable J. B. M. Hertzog,
Minister for External Affairs,
Capetown.

II.

DEPARTMENT
OF EXTERNAL AFFAIRS.
P.M. 94/71.

CAPETOWN, *March 24th, 1937.*

MR. MINISTER,

I have the honour, with reference to your Note No. 518 of the 24th of March, 1937, to inform you that the Union Government are prepared to conclude an agreement with the Government of

Article 3.

Il est convenu que la taxe de visa des passeports des ressortissants non immigrants des Etats-Unis d'Amérique, y compris les Philippins, et des ressortissants de l'Union Sud-africaine sera de 2 dollars en monnaie des Etats-Unis ou d'un montant équivalent en monnaie sud-africaine.

Article 4.

Le visa de passeport sera valable un an au maximum à dater de sa délivrance, à condition que le passeport lui-même demeure valable comme il est prévu à l'article 2 ci-dessus.

Article 5.

Le visa de passeport sera valable pour un nombre illimité d'entrées durant sa validité.

Article 6.

Le droit perçu pour un visa de transit sera de 0,20 dollar en monnaie des Etats-Unis, ou d'un montant équivalent en monnaie sud-africaine.

Article 7.

Le visa de transit sera, sous réserve de la validité du passeport, valable un an à dater de sa délivrance et pourra être utilisé pour un nombre illimité de voyages en transit durant sa validité.

Article 8.

Le présent accord prendra fin moyennant préavis de trois mois donné par l'un ou l'autre gouvernement.

Si vous m'informez que votre gouvernement estime que l'arrangement conclu est conforme au texte ci-dessus, l'arrangement en question entrera en vigueur le 1^{er} avril 1937.

Veuillez agréer, etc.

Ralph J. TOTTEN,
*Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
des Etats-Unis d'Amérique.*

L'honorable J. B. M. Hertzog,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Cap.

II.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES EXTÉRIEURES.

P. M. 94/71.

LE CAP, le 24 mars 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre note N° 518 du 24 mars 1937, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de l'Union Sud-africaine est disposé à conclure, avec le Gouvernement des Etats-Unis

the United States of America providing for the reduction of passport visa fees of non-immigrants for nationals of the two countries as follows :

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE UNITED STATES OF AMERICA FOR THE REDUCTION OF NON-IMMIGRANT PASSPORT VISA FEES.

1. This Agreement shall cover only visa fees and shall relate only to non-immigrant visa applicants.

2. Such applicants shall continue to be subject to the usual laws and regulations of each country for establishing qualifications to receive a visa, and for establishing admissibility at the port or place of entry, including a general requirement that the travel document of the applicant shall be valid for at least 60 days beyond the period of the desired sojourn in the other country.

3. It is agreed that the fee for the visa of the passports of non-immigrant Nationals of the United States of America, including Philippine citizens, and for Nationals of the Union of South Africa shall be 2.00 dollars United States currency or the equivalent in South African currency.

4. The passport visa shall be valid for a maximum period of one year from the date of the visa, provided that the passport itself continues to be valid in accordance with Article 2 above.

5. The passport visa shall be valid for any number of entries during the period of its validity.

6. The fee for a transit visa shall be 0.20 dollar in United States currency or the equivalent of that sum in South African currency.

7. The transit visa shall, subject to the validity of the passport, be valid for one year from the date of its issuance and may be used for any number of journeys in transit during the period of its validity.

8. This Agreement shall terminate upon three months' notice to that effect having been given by either Government.

Your Note under reference, and this, my reply, will be regarded as an Agreement between our two Governments in the matter, with effect from the 1st April, 1937.

I have the honour to be, Sir, Your obedient servant.

J. B. M. HERTZOG,
Minister of External Affairs.

The Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of the
United States of America,
Capetown.

Certified a true copy :

P. R. Botha,
Under-Secretary for External Affairs,
Pretoria.

d'Amérique, un accord portant réduction des taxes de visa des passeports délivrés pour d'autres fins que l'immigration aux ressortissants des deux pays.

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE
ET LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE RELATIF A LA RÉDUCTION DES TAXES DE VISA
DES PASSEPORTS NON VALABLES POUR L'IMMIGRATION.

1. Le présent accord n'a trait qu'aux taxes de visa et n'est applicable qu'aux personnes sollicitant un visa pour d'autres fins que l'immigration.
2. Ces personnes continueront à être soumises aux lois et règlements en usage dans chaque pays concernant les titres à produire pour obtenir un visa et l'admission au port ou autre lieu d'accès du territoire. Elles continueront notamment à être soumises à cette condition générale que le titre de circulation de l'auteur de la demande de visa devra avoir une validité dépassant au moins de soixante jours la durée du séjour qu'il désire faire dans l'autre pays.
3. Il est convenu que la taxe de visa des passeports des ressortissants non immigrants des Etats-Unis d'Amérique, y compris les Philippines, et des ressortissants de l'Union Sud-africaine sera de 2 dollars en monnaie des Etats-Unis ou d'un montant équivalent en monnaie sud-africaine.
4. Le visa de passeport sera valable un an au maximum à dater de sa délivrance, à condition que le passeport lui-même demeure valable comme il est prévu à l'article 2 ci-dessus.
5. Le visa de passeport sera valable pour un nombre illimité d'entrées durant sa validité.
6. Le droit perçu pour un visa de transit sera de 0,20 dollar en monnaie des Etats-Unis, ou d'un montant équivalent en monnaie sud-africaine.
7. Le visa de transit sera, sous réserve de la validité du passeport, valable un an à dater de sa délivrance et pourra être utilisé pour un nombre illimité de voyages en transit durant sa validité.
8. Le présent accord prendra fin moyennant préavis de trois mois donné par l'un ou l'autre gouvernement.

Votre lettre précitée et la présente réponse seront considérées comme constituant un accord en la matière entre nos deux gouvernements, accord qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 1937.

Veuillez agréer, etc.

J. B. M. HERTZOG,
Ministre des Affaires extérieures.

L'Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
des Etats-Unis d'Amérique,
Le Cap.



N° 4380.

**UNION SUD-AFRICAINE
ET PORTUGAL**

Echange de notes comportant un accord relatif à l'établissement de facilités pour l'exploitation d'un service aérien entre Germiston et Lourenço-Marquès. Prétoira, le 18 juin 1937.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND PORTUGAL**

Exchange of Notes constituting an Agreement in connection with the Establishment of Facilities for an Air Service between Germiston and Lourenço Marques. Pretoria, June 18th, 1937.

No. 4380. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE PORTUGUESE GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT IN CONNECTION WITH THE ESTABLISHMENT OF FACILITIES FOR AN AIR SERVICE BETWEEN GERMISTON AND LOURENÇO MARQUES. PRETORIA, JUNE 18TH, 1937.

Nº 4380. — TROCA DE NOTAS¹ ENTRE O GOVERNO DA UNIAO SUL AFRICANA E O GOVERNO PORTUGUES CONSTITUINDO UM ACORDO EM VISTA DE FACILITAR O ESTABELECIMENTO DE SERVICOS AEREOS ENTRE GERMISTON E LOURENÇO MARQUES. PRETORIA, 18 DE JUNHO DE 1937.

English and Portuguese official texts communicated by the Accredited Representative of the Union of South Africa to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place June 22nd, 1938.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le représentant de l'Union Sud-africaine près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 juin 1938.

P. M. 23/19.

I.

PRETORIA, June 18th, 1937.

SIR,

I have the honour, on behalf of the Acting Minister of External Affairs, to inform you that, with a view to establishing facilities for the operation of Air Services between the Union of South Africa and Portuguese East Africa, the Government of the Union of South Africa proposes to enter into an agreement with the Government of the Portuguese Republic in the following terms :

1. The Government of the Union of South Africa agrees that Portuguese civil aircraft, the property of a Portuguese public service or of a Portuguese air navigation company or companies, designated by the Portuguese Government, shall have the right to fly over and land in the Union of South Africa (including the adjacent territorial waters) on a regular air route to be established between Germiston and Lourenço Marques. The Union Government further agrees that such Portuguese public service or Portuguese company or companies shall have the right to operate the aforesaid air route independently or, by mutual consent, in collaboration with a Union public service or Union air navigation company or companies.

2. The Portuguese Government agrees that Union civil aircraft, the property of a Union public service or of a Union air navigation company or companies, designated by the Government of the Union of South Africa, shall have the right to fly over and land in Portuguese East Africa (including the adjacent territorial waters) on a regular air route to be established between Germiston and Lourenço Marques. The Portuguese Government further agrees that such Union public service or Union company or companies shall have the right to operate the aforesaid air route independently or, by mutual consent, in collaboration with a Portuguese public service or Portuguese air navigation company or companies.

¹ Came into force June 18th, 1937.

¹ Entré en vigueur le 18 juin 1937.

3. The Portuguese Government further agrees that civil aircraft of the Union operating on the air route to be established between Germiston and Lourenço Marques shall have the right to land on the military aerodrome at Lourenço Marques pending the construction of a fully equipped civil aerodrome.

4. Each Government undertakes to notify the other Government of the date of the commencement of the operation of this air route, and of the aerodromes and landing places which it intends to use, and also undertakes to cause the necessary meteorological information to be furnished.

5. The two Governments agree to authorise the despatch and receipt, free of charge, of wireless messages between aircraft in flight and the wireless stations at the aerodromes or any other wireless station in the territories of the Contracting Parties, in connection with the following matters :

- (1) Assistance ;
- (2) Urgency ;
- (3) Safety ;
- (4) Wireless messages to airmen ;
- (5) Departure and arrival ;
- (6) Position ;
- (7) Meteorological information.

6. The two Governments further agree that the conveyance of air mails shall form the subject of direct agreement between the respective Postal Administrations and the public services or companies mentioned in Articles 1 and 2.

7. Each Government agrees that the public services or the air navigation companies operating the air route which forms the subject of this Agreement, shall have the right to keep the necessary reserve aircraft and motors in bond in the territory of the other Government, so that they may at short notice be taken out and equipped, without payment of the usual Customs duties.

8. The operation of the said air route shall be governed by the provisions of the Convention¹ of the 13th October, 1919, relating to the Regulation of Aerial Navigation and by the laws and regulations in force in the respective territories.

9. It is understood that the concession granted in this Agreement is not of an exclusive nature. Both Governments reserve the full right to authorize the establishment of other air routes in their respective territories.

10. This Agreement shall remain in force for a period of five years. At the end of that period it may be denounced by means of one year's previous notice given by either of the Governments to the other.

If the Portuguese Government is agreeable to the conclusion of an agreement in the foregoing terms, the present Note and your reply in similar terms will be regarded as constituting a formal Agreement between the two Governments, with effect from the date of your reply hereto.

I have the honour to be, Sir, Your obedient Servant,

(Sgd.) P. R. BOTHA,

Acting Secretary for External Affairs.

The Chargé d'Affaires of Portugal,
932 Park Street,
Pretoria.

¹ Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 175 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII, page 389 ; Vol. LXXVIII, pages 438 and 441 ; Vol. CXVII, page 54 ; Vol. CXXXVIII, pages 418 and 427 ; Vol. CXLII, page 340 ; Vol. CLXIV, page 355 ; and Vol. CLXXXV, page 371, of this Series.

¹ Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; vol. LXXVIII, pages 438 et 441 ; vol. CXVII, page 54 ; vol. CXXXVIII, pages 418 et 427 ; vol. CXLII, page 340 ; vol. CLXIV, page 355 ; et vol. CLXXXV, page 371, de ce recueil.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

LEGAÇÃO DE PORTUGAL
EM PRETORIA.

PRETORIA, 18 de Junho de 1937.

SENHOR MINISTRO,

Em resposta á Nota que V. Exa. me dirigiu com data de hoje, tenho a honra de comunicar que o Governo da Republica Portugêsa, tendo em vista facilitar o estabelecimento de serviços aereos entre a Africa Oriental Portugêsa e a União da Africa do Sul, aceita concluir com o Governo da União Sul Africana um acordo nos seguintes termos :

1. O Governo da União da Africa do Sul concorda em que aeronaves civis portugêsas, pertencentes a um serviço publico portugês ou a uma companhia ou companhias portugêsas de navegação area designadas pelo Governo Portugês, tenham o direito de sobrevoar e de aterrar na União da Africa do Sul (incluindo as respectivas aguas territoriais adjacentes) numa carreira aerea regular a estabelecer entre Germiston e Lourenço Marques. Concorda igualmente que esse serviço publico portugês ou essa companhia ou companhias portugêsas tenham o direito de trabalhar independentemente ou de commum acordo em colaboração com um serviço publico da União ou com uma companhia ou companhias de navegação aerea da União na exploração da mencionada carreira.

2. O Governo Portugês concorda em que as aeronaves civis da União pertencentes a um serviço publico da União ou a uma companhia ou companhias de navegação aerea da União designadas pelo Governo da União da Africa do Sul tenham o direito de sobrevoar e de aterrar na Africa Oriental Portugêsa (incluindo as respectivas aguas territoriais adjacentes) numa carreira aerea regular a estabelecer

¹ Traduction du Gouvernement de l'Union Sud-africaine.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.PORTUGUESE LEGATION
IN PRETORIA.

PRETORIA, June 18th, 1937.

MR. MINISTER,

In reply to your Excellency's Note of even date, I have the honour to inform you that the Government of the Portuguese Republic with a view to facilitating the establishment of Air Services between Portuguese East Africa and the Union of South Africa, agrees to conclude an Agreement with the Government of the Union of South Africa in the following terms :

1. The Government of the Union of South Africa agrees that Portuguese civil aircraft, the property of a Portuguese public service or of a Portuguese air navigation company or companies, designated by the Portuguese Government, shall have the right to fly over and land in the Union of South Africa (including the adjacent territorial waters) on a regular air route to be established between Germiston and Lourenço Marques. The Union Government further agrees that such Portuguese public service or Portuguese company or companies shall have the right to operate the aforesaid air route independently or, by mutual consent, in collaboration with a Union public service or Union air navigation company or companies.

2. The Portuguese Government agrees that Union civil aircraft, the property of a Union public service or of a Union air navigation company or companies, designated by the Government of the Union of South Africa, shall have the right to fly over and land in Portuguese East Africa (including the adjacent territorial waters) on a regular air route to be established between Germiston and Lourenço Mar-

¹ Translation of the Government of the Union of South Africa.

entre Germiston e Lourenço Marques. Concorde igualmente que esse serviço publico da União ou essa companhia ou companhias da União tenham o direito de trabalhar independentemente ou de comum acordo em colaboração com um serviço publico português ou com uma companhia ou companhias de navegação aerea portuguesas na exploração da mencionada carreira.

3. O Governo Português concorda ainda que as aeronaves civis da União empregadas na ligação aerea a estabelecer entre Germiston e Lourenço Marques tenham o direito de aterrizar no aerodromo militar de Lourenço Marques enquanto nesse local não fôr construido um aerodromo civil em perfeito funcionamento.

4. Cada Governo compromete-se a notificar o outro Governo da data do inicio da exploração desta carreira aerea e dos aerodromos e campos de recurso que pretende utilizar, comprometendo-se, tambem, a providenciar no sentido de serem garantidas as informações metereologicas.

5. Os dois Governos concordam em autorisar, livre de encargos, o envio e recepção de mensagens de T.S.F. entre as aeronaves om vôo e as estações de T.S.F. dos aerodromos ou qualquer outra estação de T.S.F. nos territorios das partes contratantes, referentes aos seguintes assuntos :

1. Socorro.
2. Urgencia.
3. Segurança.
4. Aviso aos navegadores aereos por T.S.F.
5. Partida e chegada.
6. Posição.
7. Informação metereologica.

6. Os dois Governos concordam tambem que o transporte de correio aereo seja objecto de acordos directos entre as Administrações postais respectivas e os serviços publicos ou companhias indicadas nos artigos primeiro e segundo.

7. Cada um dos Governos concorda que os serviços publicos ou as companhias de navegação aerea que estabeleçam a ligação objecto deste acordo tenham direito de empregar as aeronaves e os motores de reserva necessarios em deposito no terri-

ques. The Portuguese Government further agrees that such Union public service or Union company or companies shall have the right to operate the aforesaid air route independently or, by mutual consent, in collaboration with a Portuguese public service or Portuguese air navigation company or companies.

3. The Portuguese Government further agrees that civil aircraft of the Union operating on the air route to be established between Germiston and Lourenço Marques shall have the right to land on the military aerodrome at Lourenço Marques pending the construction of a fully equipped civil aerodrome.

4. Each Government undertakes to notify the other Government of the date of the commencement of the operation of this air route, and of the aerodromes and landing places which it intends to use, and also undertakes to cause the necessary meteorological information to be furnished.

5. The two Governments agree to authorise the dispatch and receipt, free of charge, of wireless messages between aircraft in flight and the wireless stations at the aerodromes or any other wireless station in the territories of the Contracting Parties, in connection with the following matters :

- (1) Assistance ;
- (2) Urgency ;
- (3) Safety ;
- (4) Wireless messages to airmen ;
- (5) Departure and arrival ;
- (6) Position ;
- (7) Meteorological information.

6. The two Governments further agree that the conveyance of air mails shall form the subject of direct agreement between the respective Postal Administrations and the public services or companies mentioned in Articles 1 and 2.

7. Each Government agrees that the public services or the air navigation companies operating the air route which forms the subject of this Agreement, shall have the right to keep the necessary reserve aircraft and motors in bond in the territory

torio do outro Gov rno, de forma que possam, com curto aviso, ser retiradas e equipadas sem pagamento dos direitos aduaneiros ali devidos.

8. A explora o da carreira aerea mencionada ser  regulada pelo disposto na Conven o que regulamenta a navega o aerea de 13 de Outubro de 1919 e pelas leis e regulamentos em vigor nos respectivos territorios.

9. Fica entendido que a concess o prevista neste acordo n o tem o caracter de exclusivo. Cada um dos Gov rnos reserva-se o pleno direito de autorisar o estabelecimento de outras carreiras aereas nos seus respectivos territorios.

10. O presente acordo vigorar  pelo praso de cinco anos. Findo esse praso poder  se denunciado, mediante aviso previo de um ano, feito por qualquer dos Gov rnos ao outro.

Em conformidade com a proposta de V. Exa., a Nota de V. Exa. e a minha resposta, com mesma data e termos semelhantes, ser o consideradas como constituindo um acordo formal entre os dois Gov rnos que produzir  efeitos a partir desta data.

Aproveito a oportunidade para reiterar a V. Exa os protestos da minha mais alta considera o.

(Sgd.) J. B. FERREIRA DA FONSECA.

The Rt. Hon. General Jan Christian Smuts
Ministro Interino dos Negocios Estrangeiros
Pretoria.

of the other Government, so that they may at short notice be taken out and equipped, without payment of the usual Customs duties.

8. The operation of the said air route shall be governed by the provisions of the Convention of the 13th October, 1919, relating to the Regulation of Aerial Navigation and by the laws and regulations in force in the respective territories.

9. It is understood that the concession granted in this Agreement is not of an exclusive nature. Both Governments reserve the full right to authorise the establishment of other air routes in their respective territories.

10. This Agreement shall remain in force for a period of five years. At the end of that period it may be denounced by means of one year's previous notice given by either of the Governments to the other.

In conformity with Your Excellency's proposal, Your Excellency's Note and my reply of the same date and in similar terms, shall be regarded as constituting a formal Agreement between the two Governments with effect from that date.

With the assurance of my highest esteem,

J. B. FERREIRA DA FONSECA.

The Right Honourable
General Jan Christian Smuts,
Acting Minister of External Affairs,
Pretoria.

Certified a true copy :

P. R. Botha,
Under-Secretary for External Affairs,
Pretoria.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4380. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT PORTUGAIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ÉTABLISSEMENT DE FACILITÉS POUR L'EXPLOITATION D'UN SERVICE AÉRIEN ENTRE GERMISTON ET LOURENÇO-MARQUÈS. PRÉTORIA, LE 18 JUIN 1937.

I.

P. M. 23/19.

PRÉTORIA, le 18 juin 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur, au nom du ministre des Affaires extérieures par intérim, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de l'Union Sud-africaine, afin de faciliter le fonctionnement de services aériens entre l'Union Sud-africaine et l'Est africain portugais, propose la conclusion d'un accord avec le Gouvernement de la République portugaise aux conditions ci-après :

1. Le Gouvernement de l'Union Sud-africaine reconnaît aux aéronefs civils portugais appartenant à un service public portugais ou à une société ou des sociétés portugaises de navigation aérienne désignées par le Gouvernement portugais, le droit de survoler le territoire de l'Union Sud-africaine (y compris les eaux territoriales adjacentes) et d'y atterrir pour l'exploitation d'une ligne aérienne régulière à établir entre Germiston et Lourenço-Marquès. Le Gouvernement de l'Union reconnaît, d'autre part, audit service public portugais ou à ladite société ou auxdites sociétés portugaises, le droit d'exploiter la ligne aérienne indiquée ci-dessus, soit isolément, soit, par consentement mutuel, en collaboration avec un service public de l'Union ou une société ou des sociétés de navigation aérienne de l'Union.

2. Le Gouvernement portugais reconnaît aux aéronefs civils de l'Union appartenant à un service public de l'Union ou à une société ou des sociétés de navigation aérienne de l'Union désignées par le Gouvernement de l'Union Sud-africaine, le droit de survoler le territoire de l'Est africain portugais (y compris les eaux territoriales adjacentes) et d'y atterrir pour l'exploitation d'une ligne aérienne régulière à établir entre Germiston et Lourenço-Marquès. Le Gouvernement portugais, d'autre part, reconnaît audit service public de l'Union ou à ladite société ou auxdites sociétés de l'Union le droit d'exploiter la ligne aérienne mentionnée ci-dessus, soit isolément, soit, par consentement mutuel, en collaboration avec un service public portugais ou une société ou des sociétés portugaises de navigation aérienne.

3. Le Gouvernement portugais reconnaît, d'autre part, aux aéronefs civils de l'Union assurant le service de la ligne aérienne à établir entre Germiston et Lourenço-Marquès le droit d'atterrir à l'aérodrome militaire de Lourenço-Marquès en attendant que soit construit un aérodrome civil complètement équipé.

4. Chacun des deux gouvernements s'engage à notifier à l'autre la date de la mise en exploitation de ladite ligne aérienne et à lui faire connaître les aérodromes et lieux

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

d'atterrissage dont il entend faire usage. Il s'engage également à assurer le service des renseignements météorologiques nécessaires.

5. Les deux gouvernements conviennent d'autoriser l'expédition et la réception en franchise de toute radiocommunication entre les aéronefs en vol et les stations de radiocommunication des aérodromes, ou toute autre station de radiocommunication du territoire des Parties contractantes, ayant trait aux questions suivantes :

- 1^o Demande de secours ;
- 2^o Urgence ;
- 3^o Sécurité ;
- 4^o Radiocommunications adressées aux aviateurs ;
- 5^o Départ et arrivée ;
- 6^o Position ;
- 7^o Renseignements météorologiques.

6. Les deux gouvernements conviennent, d'autre part, que le transport du courrier aérien fera l'objet d'un accord direct entre leurs administrations postales respectives et les services publics ou sociétés mentionnés aux articles premier et 2.

7. Les deux gouvernements conviennent que les services publics ou les sociétés de navigation aérienne exploitant la ligne aérienne qui fait l'objet du présent accord auront le droit de conserver les appareils et moteurs de réserve nécessaires en douane sur le territoire de l'autre gouvernement, de façon que l'on puisse, à bref délai, les sortir et les équiper sans acquitter les droits de douane usuels.

8. L'exploitation de la ligne aérienne mentionnée ci-dessus sera soumise aux dispositions de la Convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne ainsi qu'à la législation et à la réglementation en vigueur dans les territoires respectifs de l'une et l'autre Partie contractante.

9. Il est entendu que la concession accordée en vertu du présent accord n'a aucun caractère d'exclusivité. Les deux gouvernements se réservent intégralement le droit d'autoriser l'établissement d'autres lignes aériennes sur leurs territoires respectifs.

10. Le présent accord demeurera en vigueur pendant cinq ans. A l'issue de cette période, il pourra être dénoncé moyennant préavis d'une année donné par l'un des gouvernements à l'autre.

Au cas où le Gouvernement portugais serait favorable à la conclusion d'un accord aux conditions ci-dessus, la présente note et votre réponse, conçue en termes similaires, seront considérées comme constituant un accord formel entre nos deux gouvernements, qui prendra effet à dater du jour de votre réponse.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) P. R. BOTHA,
Secrétaire par intérim aux Affaires extérieures.

Le Chargé d'Affaires du Portugal,
932, Park Street,
Prétoria.

II.

LÉGATION PORTUGAISE
A PRÉTORIA.

PRÉTORIA, le 18 juin 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la note de Votre Excellence en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de la République portugaise, afin de faciliter l'établissement de services

aériens entre l'Est africain portugais et l'Union Sud-africaine, convient de conclure un accord avec le Gouvernement de l'Union Sud-africaine aux conditions ci-après :

1. Le Gouvernement de l'Union Sud-africaine reconnaît aux aéronefs civils portugais appartenant à un service public portugais ou à une société ou des sociétés portugaises de navigation aérienne désignées par le Gouvernement portugais, le droit de survoler le territoire de l'Union Sud-africaine (y compris les eaux territoriales adjacentes) et d'y atterrir pour l'exploitation d'une ligne aérienne régulière à établir entre Germiston et Lourenço-Marquès. Le Gouvernement de l'Union reconnaît, d'autre part, audit service public portugais ou à ladite société ou auxdites sociétés portugaises, le droit d'exploiter la ligne aérienne indiquée ci-dessus, soit isolément, soit, par consentement mutuel, en collaboration avec un service public de l'Union ou une société ou des sociétés de navigation aérienne de l'Union.

2. Le Gouvernement portugais reconnaît aux aéronefs civils de l'Union appartenant à un service public de l'Union ou à une société ou des sociétés de navigation aérienne de l'Union désignées par le Gouvernement de l'Union Sud-africaine, le droit de survoler le territoire de l'Est africain portugais (y compris les eaux territoriales adjacentes) et d'y atterrir pour l'exploitation d'une ligne aérienne régulière à établir entre Germiston et Lourenço-Marquès. Le Gouvernement portugais, d'autre part, reconnaît audit service public de l'Union ou à ladite société ou auxdites sociétés de l'Union le droit d'exploiter la ligne aérienne mentionnée ci-dessus, soit isolément, soit, par consentement mutuel, en collaboration avec un service public portugais ou une société ou des sociétés portugaises de navigation aérienne.

3. Le Gouvernement portugais reconnaît, d'autre part, aux aéronefs civils de l'Union assurant le service de la ligne aérienne à établir entre Germiston et Lourenço-Marquès le droit d'atterrir à l'aérodrome militaire de Lourenço-Marquès en attendant que soit construit un aérodrome civil complètement équipé.

4. Chacun des deux gouvernements s'engage à notifier à l'autre la date de la mise en exploitation de ladite ligne aérienne et à faire connaître les aérodromes et lieux d'atterrissage dont il entend faire usage. Il s'engage également à assurer le service des renseignements météorologiques nécessaires.

5. Les deux gouvernements conviennent d'autoriser l'expédition et la réception en franchise de toute radiocommunication entre les aéronefs en vol et les stations de radiocommunication des aérodromes, ou toute autre station de radiocommunication du territoire des Parties contractantes, ayant trait aux questions suivantes :

- 1^o Demandes de secours ;
- 2^o Urgence ;
- 3^o Sécurité ;
- 4^o Radiocommunications adressées aux aviateurs ;
- 5^o Départ et arrivée ;
- 6^o Position ;
- 7^o Renseignements météorologiques.

6. Les deux gouvernements conviennent, d'autre part, que le transport du courrier aérien fera l'objet d'un accord direct entre leurs administrations postales respectives et les services publics ou sociétés mentionnés aux articles premier et 2.

7. Les deux gouvernements conviennent que les services publics ou les sociétés de navigation aérienne exploitant la ligne aérienne qui fait l'objet du présent accord auront le droit de conserver les appareils et moteurs de réserve nécessaires en douane sur le territoire de l'autre gouvernement, de façon que l'on puisse, à bref délai, les sortir et les équiper sans acquitter les droits de douane usuels.

8. L'exploitation de la ligne aérienne mentionnée ci-dessus sera soumise aux dispositions de la Convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la

navigation aérienne ainsi qu'à la législation et à la réglementation en vigueur dans les territoires respectifs de l'une et l'autre Partie contractante.

9. Il est entendu que la concession accordée en vertu du présent accord n'a aucun caractère d'exclusivité. Les deux gouvernements se réservent intégralement le droit d'autoriser l'établissement d'autres lignes aériennes sur leurs territoires respectifs.

10. Le présent accord demeurera en vigueur pendant cinq ans. A l'issue de cette période, il pourra être dénoncé moyennant préavis d'une année donné par l'un des gouvernements à l'autre.

Conformément à la proposition de Votre Excellence, la note de Votre Excellence et la réponse dans les mêmes termes que j'y ai faite le même jour seront considérées comme constituant un accord formel entre les deux gouvernements, qui prend effet à dater de ce jour.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) J. B. FERREIRA DA FONSECA.

Le très honorable

Général Jan Christian Smuts,
Ministre des Affaires extérieures par intérim,
Prétoria.

N° 4381.

**LETTONIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES**

Protocole modifiant l'arrangement
économique, avec protocole final,
conclu le 4 décembre 1933 entre
les deux pays. Signé à Moscou,
le 21 juin 1937.

**LATVIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Protocol modifying the Economic
Agreement, with Final Protocol,
concluded on December 4th, 1933,
between the Two Countries.
Signed at Moscow, June 21st,
1937.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

N^o 4381. — PROTOKOLS¹ PAR GROZĪJUMIEM 1933. GADA 4. DECEMBRĪ STARP LATVIJU UN PADOMJU SOCIĀLISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBU NOSLĒGTĀ SAIMNIECISKĀ NOLĪGUMĀ UN BEIGU PROTOKOLĀ PIE MINĒTĀ NOLĪGUMA, PARAKSTĪTS MASKAVĀ, 1937. GADA 21. JUNIJĀ.

*Textes officiels letton et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie.
L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 23 juin 1938.*

Apakšā parakstījušies, savu valdību pienācīgi pilnvarotie, vienojušies par sekojošiem grozījumiem 1933. gada 4. decembrī starp LATVIJU un PADOMJU SOCIALISTISKO REPUBLIKU SAVIENĪBU parakstītā Saimnieciskā² nolīgumā un Beigu protokolā pie minētā nolīguma :

I.

Minētā nolīguma 2. pants turpmāk izteicams šādi :

« Šā nolīguma 1. panta noteikumu izvešanu dzīvē pārbauda abu valdību šim nolūkam īpaši ieceltas personas, pa divām no katras Puses, Tirdzniecības līguma katra pastāvēšanas gada beigās. Šī pārbaude jānobeidz ne vēlāk kā līdz otrā mēneša pēdējai dienai pēc Tirdzniecības līguma attiecīgā pastāvēšanas gada notecējuma. »

2.

Minētā nolīguma 4. pants turpmāk izteicams šādi :

« Ja pārbaudot datus par preču apgrozību noskaidrotos, ka Latvijā ievesto Padomju preču vērtība ir augstāka vai zemāka par tajā pašā gadā Padomju Socialistisko Republiku Savienībā ievesto Latvijas preču vērtību, tad starpība pārvedama uz nākošo gadu un izlīdzināma šā gada laikā. »

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 1^{er} juin 1938.
Entré en vigueur le 1^{er} juin 1938.

² Vol. CXLVIII, page 177, de ce recueil.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 4381. — ПРОТОКОЛ¹ О ВНЕСЕНИИ ИЗМЕНЕНИЙ В ХОЗЯЙСТВЕННОЕ СОГЛАШЕНИЕ МЕЖДУ ЛАТВИЕЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК ОТ 4 ДЕКАБРЯ 1933 ГОДА И В ЗАКЛЮЧИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ К НАЗВАННОМУ СОГЛАШЕНИЮ, ПОДПИСАННЫЙ В МОСКВЕ 21-ого ИЮНЯ 1937 ГОДА.

Latvian and Russian official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Protocol took place June 23rd, 1938.

Нижеподписавшиеся, надлежаще уполномоченные своими Правительствами, условились о внесении нижеследующих изменений в Хозяйственное Соглашение между Латвией и Союзом Советских Социалистических Республик от 4 декабря 1933² года и в Заключительный Протокол к названному Соглашению:

1.

Статья 2 упомянутого Соглашения на будущее время излагается следующим образом:

«Проверка осуществления положения статьи 1 настоящего Соглашения будет производиться специально назначенными для этой цели обоими Правительствами лицами, по два лица от каждой Стороны, по истечении каждого года действия Торгового Договора. Эта проверка должна быть закончена не позже, чем к последнему дню второго месяца, следующего за соответствующим годом действия Торгового Договора».

2.

Статья 4 упомянутого Соглашения на будущее время излагается следующим образом:

«В случае, если при проверке данных о товарообороте выяснится, что стоимость ввезенных в Латвию советских товаров выше или ниже стоимости вывезенных за тот-же год в Союз Советских Социалистических Республик латвийских товаров, разница переносится на следующий год и должна быть выравнена в течении этого года».

¹ The exchange of ratifications took place at Riga, June 1st, 1938.
Came into force June 1st, 1938.

² Vol. CXLVIII, page 177, of this Series.

3.

Beigu protokola, pie 1. panta, 3. punkta pēdējais teikums turpmāk izteicams šādi :

« Ja viena no Pusēm līgumu uzteiktu, tad uz attiecīgā gada beigām atlikusies starpība izlīdzināma četru mēnešu laikā no Tirdzniecības līguma izbeigšanās dienas, rēķinot pēdējā gada preču apgrozības pārbaudei divus mēnešus un starpības izlīdzināšanai divus mēnešus.»

4.

Šis protokols ratificējams. Tas stājas spēkā ratifikācijas grāmatu apmaiņas brīdī, kuŗai jānotiek Rīgā cik drīz vien iespējams.

Šis protokols paliek spēkā visu to laiku, kamēr pastāv augšā minētais Saimnieciskais nolīgums starp Lātviju un Padomju Socialistisko Republiku Savienību.

Izgatavots Maskavā, divos eksemplāros, latviešu un krievu valodā, 1937. gada 21. jūnijā.

V. MUNTERS.

V. POTECHKINS.

3.

Последнее предложение пункта 3 Заключительного Протокола к статье 1 на будущее время излагается следующим образом:

«В случае отказа одной из Сторон от Договора, остающаяся к концу соответствующего года равница должна быть выравнена в течение четырех месяцев со дня прекращения действия Торгового Договора, считая два месяца на проверку товарооборота последнего года и два месяца на выравнение равницы».

4.

Настоящий Протокол подлежит ратификации. Он вступит в силу с момента обмена ратификационными грамотами, который состоится в городе Риге в возможно кратчайший срок.

Настоящий Протокол сохранит свою силу на все время действия вышеупомянутого Хозяйственного Соглашения между Латвией и Союзом Советских Социалистических Республик.

Совершено в городе Москве, в двух экземплярах, на латышском и русском языках, «21» июня 1937 года.

V. Munters.

Вл. Потемкин.

¹ TRADUCTION.

N^o 4381. — PROTOCOLE MODIFIANT L'ARRANGEMENT ÉCONOMIQUE, AVEC PROTOCOLE FINAL, CONCLU LE 4 DÉCEMBRE 1933 ENTRE LA LETTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES. SIGNÉ A MOSCOU, LE 21 JUIN 1937.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus d'apporter à l'Arrangement économique conclu entre LA LETTONIE et L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, le 4 décembre 1933, et au protocole final dudit arrangement, les modifications suivantes :

1.

L'article 2 de l'arrangement précité se lira à l'avenir comme suit :

« La vérification de l'exécution des dispositions de l'article premier du présent arrangement sera effectuée à l'expiration de chaque année d'application du traité de commerce par des personnes spécialement désignées à cet effet par les deux gouvernements, à raison de deux personnes pour chaque Partie contractante. Cette vérification devra être terminée au plus tard le dernier jour du deuxième mois qui suit l'année correspondante d'application dudit traité. »

2.

L'article 4 de l'arrangement précité se lira à l'avenir comme suit :

« Au cas où il serait établi, lors de la vérification des statistiques concernant l'échange des marchandises, que la valeur des marchandises soviétiques importées en Lettonie est supérieure ou inférieure à celle des marchandises lettones exportées pendant la même année dans l'Union des Républiques soviétiques socialistes, la différence sera reportée à l'année suivante et devra être compensée au cours de cette dernière année. »

3.

La dernière phrase de la clause 3 du protocole final relatif à l'article premier devra se lire à l'avenir comme suit :

« En cas de dénonciation du traité par l'une des Parties contractantes, la différence subsistant à la fin de l'année correspondante devra être compensée au cours des quatre mois qui suivront la date à laquelle le traité de commerce aura cessé d'être en vigueur, soit deux mois pour la vérification des échanges de marchandises de la dernière année et deux mois pour la compensation de la différence. »

4.

Le présent protocole est soumis à ratification. Il entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Riga aussitôt que possible.

Le présent protocole restera en vigueur pendant toute la durée de l'arrangement économique précité entre la Lettonie et l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

Fait à Moscou, en deux exemplaires, en langues lettone et russe, le 21 juin 1937.

V. MUNTERS.

VI. POTEMKINE.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4381. -- PROTOCOL MODIFYING THE ECONOMIC AGREEMENT, WITH FINAL PROTOCOL, CONCLUDED ON DECEMBER 4TH, 1933, BETWEEN LATVIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS. SIGNED AT MOSCOW, JUNE 21ST, 1937.

The undersigned, being duly authorised by their Governments, have agreed to introduce the following amendments in the Economic Agreement between LATVIA and THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS of December 4th, 1933, and in the Final Protocol to the said Agreement.

1.

Article 2 of the aforesaid Agreement shall in future read as follows :

" The execution of the provisions of Article 1 of the present Agreement shall be verified at the end of each year of the duration of the Commercial Treaty by persons specially appointed for the purpose by both Governments, two persons being appointed by each Party. This verification must be concluded not later than on the last day of the second month after the corresponding year of the duration of the Commercial Treaty. "

2.

Article 4 of the aforesaid Agreement shall in future read as follows :

" If it is found, when verifying the returns regarding the exchange of goods, that the value of Soviet goods imported into Latvia is higher or lower than the value of Latvian goods exported during the same year to the Union of Soviet Socialist Republics, the difference shall be carried forward to the following year, and must be made up in the course of that year. "

3.

The last sentence of Clause 3 of the Final Protocol to Article 1 shall in future read as follows :

" Should the Treaty be denounced by either Contracting Party, the difference remaining at the end of the corresponding year must be made up in the course of four months from the date when the Commercial Treaty ceases to apply, that is to say, two months for the verification of the exchange of goods in the last year, and two months for making up the difference. "

4.

The present Protocol is subject to ratification. It shall come into force as from the date of the exchange of instruments of ratification, which shall take place at Riga as soon as possible. The present Protocol shall remain in force for the entire duration of the aforesaid Economic Agreement between Latvia and the Union of Soviet Socialist Republics.

Done at Moscow, in duplicate, in the Latvian and Russian languages, this 21st day of June, 1937.

V. MUNTERS.

VI. POTEKINE.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4382.

ALLEMAGNE ET LETTONIE

Accord relatif au règlement des paiements résultant de l'échange des marchandises entre les deux pays (Accord de clearing). Signé à Riga, le 31 octobre 1937.

GERMANY AND LATVIA

Agreement concerning the Settlement of Payments relating to Commercial Exchanges between the Two Countries (Clearing Agreement). Signed at Riga, October 31st, 1937.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

N^o 4382. — 1937. GADA 31. OKTOBRA NOLIGUMS¹ PAR MAKSĀJUMU KĀRTOŠANU PREČU APGROZĪBĀ LATVIJAS REPUBLIKAS UN VĀCIJAS VALSTS STARPĀ. (LATVIJAS UN VĀCIJAS KLĪRINGA NOLĪGUMS.)

*Textes officiels allemand et letton communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 juin 1938.*

1. pants.

Maksājumu kārtošana starp Latvijas Republiku un Vācijas Valsti, ciktāl tas attiecas uz šim nolīgumam pakļautām maksāšanas saistībām, notiek Vācijā vienīgi ar Vācijas Norēķināšanās kases starpniecību, bet Latvijā vienīgi ar Latvijas bankas starpniecību.

2. pants.

Paturot tiesību slēgt turpmākas norunas, šā nolīguma noteikumiem pakļaujamas sekojošās vācu debitoru saistības pret latviešu kreditoriem un latviešu debitoru saistības pret vācu kreditoriem :

- 1) Maksājumi par Vācijas preču izvedumiem uz Latviju un Latvijas preču izvedumiem uz Vāciju.
- 2) Maksājumi par saimnieciski attaisnojamiem un parastiem blakus izdevumiem, kam tiešs sakars ar preču apgrozību Latvijas un Vācijas starpā, ieskaitot visus maksājumus pārvadājumu apdrošināšanā. Izslēgti ir maksājumi pārējās apdrošināšanas un jūras fraktu laukā.
- 3) Atlīdzības par preču uzlabošanu.
- 4) Maksājumi par domājamiem pakalpojumiem (piem., patentu un licenču nodevas, filmu ires).
- 5) Uz abpusējo norēķināšanās iestāžu īpašas vienošanās pamata — no sevišķām saistībām cēlušies maksājumi.

3. pants.

Lai vienkāršotu norēķināšanās kārtību, tieša norēķināšanās par prasījumiem 2. panta 2. un 3. punkta nozīmē ar preču prasījumiem notiek ar piekritīgās Latvijas vai Vācijas iestādes atļauju, pie kam abpusējo norēķināšanās iestāžu piekrišana nav vajadzīga.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 14 mai 1938.
Entré définitivement en vigueur le 29 mai 1938.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT

N^o 4382. — ABKOMMEN ¹ ÜBER DIE ZAHLUNGEN IM WARENVERKEHR ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER REPUBLIK LETTLAND (LETTISCH-DEUTSCHES VERRECHNUNGSABKOMMEN). GEZEICHNET IN RIGA, AM 31. OKTOBER 1937.

German and Latvian official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place June 23rd, 1938.

Artikel 1.

Der Zahlungsverkehr zwischen der Republik Lettland und dem Deutschen Reich wird, soweit es sich um die unter dieses Abkommen fallenden Zahlungsverpflichtungen handelt, in Deutschland ausschliesslich durch Vermittlung der Deutschen Verrechnungskasse und in Lettland ausschliesslich durch Vermittlung der Latvijas Banka abgewickelt.

Artikel 2.

Unter die Bestimmungen dieses Abkommens fallen, vorbehaltlich weiterer Vereinbarungen, folgende Verbindlichkeiten deutscher Schuldner gegenüber lettischen Gläubigern und lettischer Schuldner gegenüber deutschen Gläubigern :

- 1) Zahlungen aus der Ausfuhr deutscher Waren nach Lettland und lettischer Waren nach Deutschland.
- 2) Zahlungen für wirtschaftlich gerechtfertigte und übliche Nebenkosten, die im unmittelbaren Zusammenhang mit dem lettisch-deutschen Warenverkehr stehen, einschliesslich sämtlicher Zahlungen im Transportversicherungsverkehr. Ausgenommen sind Zahlungen auf dem Gebiete des sonstigen Versicherungsverkehrs und des Seefrachtverkehrs.
- 3) Veredelungslöhne.
- 4) Zahlungen für ideelle Leistungen (z. B. Patent- und Lizenzgebühren, Filmmieten).
- 5) Nach besonderer Vereinbarung der beiderseitigen Verrechnungsstellen Zahlungen für besondere Verpflichtungen.

Artikel 3.

Im Interesse einer erleichterten Abwicklung des Verrechnungsverkehrs wird die unmittelbare Verrechnung von Forderungen im Sinne des Artikels 2 Ziffer 2 und 3 mit Warenforderungen durch die zuständige lettische oder deutsche Stelle genehmigt werden, ohne dass die Zustimmung der beiderseitigen Verrechnungsstellen erforderlich ist.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, May 14th, 1938.
Came definitely into force on May 29th, 1938.

4. pants.

Savstarpējā transita satiksme, ieskaitot visus blakus izdevumus, nav pakļauta šā nolīguma noteikumiem.

5. pants.

Ar preču apgrozību šā nolīguma nozīmē jāsaprot :

a) Vācijas preču imports Latvijas Republikas teritorijā. Par Vācijas precēm uzskatāmas tādas, kas Vācijā ražotas vai kas tur ievērojamā mērā apstrādātas vai pārstrādātas ;

b) Latvijas preču imports Vācijas saimnieciskā teritorijā. Par Latvijas precēm uzskatāmas tādas, kas Latvijā ražotas vai kas tur ievērojamā mērā apstrādātas vai pārstrādātas.

Tas pats attiecas arī uz gadījumu, kad preces piegādā caur trešam valstīm, ja tās tur netiek ievērojamā mērā apstrādātas vai pārstrādātas.

6. pants.

Debitori, kuŗiem jāizdara Latvijā maksājumi Vācijas markās saskaņā ar šā nolīguma noteikumiem, iemaksā, termiņam iestājoties, parāda sumas Latvijas bankas specialā rēķinā pie Vācijas Norēķināšanās kases. Ja parāda saistība nav izteikta Vācijas markās, tad tās pretvērtība pārvēršama Vācijas markās pēc Berlīnē iemaksas brīdī zināmā attiecīgās valutas pēdējā oficialā vidējā kursa un iemaksājama Vācijas markās. Vācijas Norēķināšanās birojs paziņo tekoši Latvijas bankai par iemaksātām Vācijas marku sumām.

7. pants.

Debitori, kuŗiem jāizdara Vācijā maksājumi latos saskaņā ar šā nolīguma noteikumiem, iemaksā, termiņam iestājoties, parāda sumas Vācijas Norēķināšanās kases specialā rēķinā pie Latvijas bankas. Ja parāda saistība nav izteikta latos, tad tās pretvērtība pārvēršama latos pēc Rīgā iemaksas brīdī zināmā attiecīgās valutas pēdējā oficialā vidējā kursa un iemaksājama latos. Latvijas banka paziņo tekoši Vācijas Norēķināšanās kasei par iemaksātām latu sumām.

8. pants.

Pēc maksājumu ieskaitīšanas savos specialos rēķinos, Vācijas Norēķināšanās kase un Latvijas banka izmaksā šīs sumas pēc piederības, pie tam tajā pašā kārtībā, kādā izdarītas iemaksas. Izņēmumi pielaižami, abpusējām piekritīgām iestādēm kopēji vienojoties.

9. pants.

Kursa un procentu zaudējumus, kuŗi ceļas, izdarot maksājumus noteiktā kārtībā, var samaksāt pēc šā nolīguma noteikumiem vienīgi tad, ja pastāv attiecīgas vienošanās privato kontrahentu starpā. Šādos gadījumos piekritīgās valutas iestādes piešķir vajadzīgās valutas atļaujas.

10. pants.

Vācijas Norēķināšanās kase un Latvijas banka vienojas savā starpā par šā nolīguma tehniskai izpildīšanai nepieciešamiem noteikumiem.

Artikel 4.

Der beiderseitige Transitverkehr einschliesslich sämtlicher Nebenkosten fällt nicht unter die Bestimmungen dieses Abkommens.

Artikel 5.

Warenverkehr im Sinne dieses Abkommens sind :

a) die Einfuhr deutscher Waren in das Gebiet der Republik Lettland. Als deutsche Waren gelten solche, die in Deutschland erzeugt oder dort wesentlich be- oder verarbeitet worden sind ;

b) die Einfuhr lettischer Waren in das deutsche Wirtschaftsgebiet. Als lettische Waren gelten solche, die in Lettland erzeugt oder dort wesentlich be- oder verarbeitet worden sind.

Dies gilt auch für den Fall, dass die Waren über dritte Länder geliefert werden, sofern sie nicht dort eine wesentliche Be- oder Verarbeitung erfahren.

Artikel 6.

Schuldner, die Reichsmark-Zahlungen nach den Bestimmungen dieses Abkommens nach Lettland zu leisten verpflichtet sind, haben die geschuldeten Beträge bei Fälligkeit auf das Sonderkonto der Latvijas Banka bei der Deutschen Verrechnungskasse einzuzahlen. Wenn die Schuldverpflichtung nicht über Reichsmark lautet, ist der Gegenwert zu dem im Zeitpunkt der Zahlung letztbekannten amtlichen Berliner Mittelkurs der betreffenden Währung in Reichsmark umzurechnen und in Reichsmark einzuzahlen. Die Deutsche Verrechnungskasse wird die eingezahlten Reichsmarkbeträge laufend der Latvijas Banka aufgeben.

Artikel 7.

Schuldner, die Lats-Zahlungen nach den Bestimmungen dieses Abkommens nach Deutschland zu leisten verpflichtet sind, haben die geschuldeten Beträge bei Fälligkeit auf das Sonderkonto der Deutschen Verrechnungskasse bei der Latvijas Banka einzuzahlen. Wenn die Schuldverpflichtung nicht über Lats lautet, ist der Gegenwert zu dem im Zeitpunkt der Zahlung letztbekannten amtlichen Rigaer Mittelkurs der betreffenden Währung in Lats umzurechnen und in Lats einzuzahlen. Die Latvijas Banka wird die eingezahlten Latsbeträge laufend der Deutschen Verrechnungskasse aufgeben.

Artikel 8.

Nach Eingang der Beträge auf ihren Sonderkonten zahlen die Deutsche Verrechnungskasse und die Latvijas Banka die Beträge an die Begünstigten aus, und zwar in der Reihenfolge, in der die Einzahlungen geleistet worden sind. Ausnahmen können im Einvernehmen der beiderseitigen zuständigen Stellen zugelassen werden.

Artikel 9.

Kurs- und Zinsverluste, die bei der Zahlung auf dem vorgeschriebenen Wege entstehen, werden nach den Bestimmungen dieses Abkommens nur gezahlt werden, wenn dahingehende Vereinbarungen zwischen den privaten Vertragsparteien vorliegen. Die zuständigen Devisenstellen werden in solchen Fällen die erforderlichen Devisengenehmigungen erteilen.

Artikel 10.

Die Deutsche Verrechnungskasse und die Latvijas Banka werden die zur technischen Durchführung dieses Abkommens erforderlichen Vereinbarungen treffen.

11. pants.

Ja kādā atsevišķā gadījumā maksājums jāizdara citādā kārtībā, nekā noteikts šajā nolīgumā, tad vajadzīga abpusējo piekritīgo iestāžu piekrišana.

12. pants.

Šo nolīgumu var uzteikt, paziņojot par to vienu mēnesi iepriekš.

13. pants.

Šim nolīgumam izbeidzoties, pirms tā izbeigšanās radušās un norēķināšanās kārtībai pakļautās maksājumu saistības, ieskaitot varbūtējas vēlākas sakarā ar piegādēm radušās saistības, kārtojamas ar maksājumiem pēc šā nolīguma noteikumiem. Attiecībā uz preču samaksu pastāv priekšnoteikums, ka preces nolīguma izbeigšanās brīdī jau nosūtītas.

Abpusējie specialie rēķini kārtojami saskaņā ar šā nolīguma pamata noteikumiem.

Ja nav norunāts citādi, tad varbūtējais atlikums sedzams ar preču piegādēm.

14. pants.

Šis nolīgums ratificējams. Tas stājas spēkā 15. dienā pēc ratifikācijas dokumentu apmaiņas, kurai jānotiek Berlinē.

Abas valdības tomēr vienojušās, ka nolīgums pagaidām piemērojams jau sākot no 1938. gada 1. janvāra.

Izgatavots 2 eksemplaros, latviešu un vācu valodā, Rīgā, 1937. gada 31. oktobri.

L. ĒKIS.
A. DINSBERGS.

E. v. SCHACK.
G. FORKEL.

Artikel 11.

Soll im Einzelfall eine Zahlung in anderer Weise als nach dem in diesem Abkommen geregelten Verfahren erfolgen, so bedarf dies der Zustimmung der beiderseits zuständigen Stellen.

Artikel 12.

Dieses Abkommen kann mit einmonatlicher Frist gekündigt werden.

Artikel 13.

Tritt dieses Abkommen ausser Kraft, so werden die vor dem Ausserkrafttreten entstandenen unter den Verrechnungsverkehr fallenden Zahlungsverpflichtungen einschliesslich etwa nachträglich noch entstandener Verpflichtungen aus der Abwicklung der Lieferungen durch Zahlungen nach den Bestimmungen dieses Abkommens abgewickelt werden. Soweit es sich um die Bezahlung von Waren handelt, ist Voraussetzung, dass die Waren im Zeitpunkt des Ausserkrafttretens des Abkommens bereits versandt sind.

Die beiderseitigen Sonderkonten müssen nach den Grundsätzen dieses Abkommens abgewickelt werden.

Ein etwaiger Saldo wird vorbehaltlich anderer Vereinbarung durch Warenlieferungen abgedeckt.

Artikel 14.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Es tritt am 15. Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der in Berlin stattfinden soll, in Kraft.

Beide Regierungen sind sich jedoch darüber einig, dass das Abkommen schon vom 1. Januar 1938 ab vorläufig angewendet werden soll.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in lettischer und deutscher Sprache zu Riga, am 31. Oktober 1937.

L. ĒKIS.
A. DINSBERGS.

E. VON SCHACK.
G. FORKEL.

¹ TRADUCTION.

N^o 4382. — ACCORD ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE RELATIF AU RÈGLEMENT DES PAIEMENTS RÉSULTANT DE L'ÉCHANGE DES MARCHANDISES ENTRE LES DEUX PAYS (ACCORD DE CLEARING). SIGNÉ A RIGA, LE 31 OCTOBRE 1937.

Article premier.

Les paiements entre la République de Lettonie et le Reich allemand, qui ont trait aux engagements visés par le présent accord, s'effectueront en Allemagne exclusivement par l'entremise de la Caisse allemande de compensation (*Deutsche Verrechnungskasse*) et, en Lettonie, exclusivement par l'entremise de la Latvijas Banka.

Article 2.

Les engagements ci-après de débiteurs allemands envers des créanciers lettons et de débiteurs lettons envers des créanciers allemands tombent, sauf autres arrangements, sous le coup des dispositions du présent accord :

1^o Les paiements résultant de l'exportation de marchandises allemandes à destination de la Lettonie et de marchandises lettones à destination de l'Allemagne ;

2^o Les paiements afférents aux frais accessoires, économiquement justifiés et usuels, qui découlent directement des échanges de marchandises entre la Lettonie et l'Allemagne, y compris tous les paiements afférents aux assurances de transport. Sont exclus les paiements afférents à toutes les autres opérations d'assurance et au trafic maritime ;

3^o Les frais afférents au trafic de perfectionnement ;

4^o Les paiements afférents à des prestations n'ayant aucun caractère matériel (par exemple : droits de brevet et de licence, location de films) ;

5^o Après accord particulier entre les deux offices de compensation, les paiements découlant d'engagements spéciaux.

Article 3.

Afin de faciliter le fonctionnement de la compensation, la compensation directe des créances visées aux N^{os} 2 et 3 de l'article 2 avec des dettes découlant des échanges commerciaux sera autorisée par le service letton ou le service allemand compétent, sans qu'il soit besoin d'obtenir l'assentiment des deux offices de compensation.

Article 4.

Les dispositions du présent accord ne seront pas applicables au trafic de transit des deux pays ni à l'ensemble des frais accessoires afférents à ce trafic.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4382. — AGREEMENT BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE REPUBLIC OF LATVIA CONCERNING THE SETTLEMENT OF PAYMENTS RELATING TO COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN THE TWO COUNTRIES (CLEARING AGREEMENT). SIGNED AT RIGA, OCTOBER 31ST, 1937.

Article 1.

Payments between the Republic of Latvia and the German Reich in connection with liabilities covered by the present Agreement shall be effected in Germany exclusively through the agency of the Deutsche Verrechnungskasse and in Latvia exclusively through the agency of the Latvijas Banka.

Article 2.

The provisions of the present Agreement shall apply, subject to any further provisions that may be agreed, to the following liabilities of German debtors to Latvian creditors and of Latvian debtors to German creditors :

- (1) Payments in respect of the export of German goods to Latvia and of Latvian goods to Germany.
- (2) Payments for customary and reasonable accessory costs directly connected with goods transactions between Latvia and Germany, including all transport insurance charges, but not including other insurance or shipping charges.
- (3) Finishing charges.
- (4) Payments made in virtue of considerations of other than a material kind, such as patent fees, licences, renting of films and the like.
- (5) Payments in respect of special liabilities by special arrangement between the two clearing agencies.

Article 3.

To facilitate clearing, the direct settlement of claims of the kind to which paragraphs No. 2 and No. 3 of Article 2 above relate by means of orders for goods to an equivalent amount may be approved by the competent Latvian or German authority without the assent of the two clearing agencies.

Article 4.

The provisions of the present Agreement shall not be applicable to the transit traffic of either country or to the costs accessory thereto.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

Seront considérées comme échanges commerciaux au sens du présent accord :

a) L'importation de marchandises allemandes dans le territoire de la République de Lettonie. Seront considérées comme marchandises allemandes, les marchandises qui auront été produites en Allemagne ou qui y auront subi un travail ou une transformation importante ;

b) L'importation de marchandises lettones dans le territoire économique allemand. Seront considérées comme marchandises lettones les marchandises qui auront été produites en Lettonie ou qui y auront subi un travail ou une transformation importante.

La présente disposition est également applicable au cas où les marchandises passeraient à travers des pays tiers, à condition qu'elles n'y subissent pas de travail ou de transformation importante.

Article 6.

Les débiteurs qui, aux termes des dispositions du présent accord, ont à effectuer des versements en Reichsmark en Lettonie sont tenus de verser les montants dus, à leur échéance, au compte spécial de la Latvijas Banka auprès de la Caisse allemande de compensation. Si la dette n'est pas libellée en Reichsmark, la contre-valeur en Reichsmark sera calculée au dernier cours moyen officiel de la monnaie en question, coté à Berlin à la date du paiement, et versée en Reichsmark. La Caisse allemande de compensation avisera au fur et à mesure la Latvijas Banka des montants qui auront été versés en Reichsmark.

Article 7.

Les débiteurs qui, aux termes des dispositions du présent accord, ont à effectuer en Allemagne des versements libellés en lats sont tenus de verser les montants dus, à leur échéance, au compte spécial de la Caisse allemande de compensation auprès de la Latvijas Banka. Si la dette n'est pas libellée en lats, la contre-valeur en lats sera calculée au dernier cours moyen officiel de la monnaie en question, coté à Riga à la date du paiement, et versée en lats. La Latvijas Banka avisera au fur et à mesure la Caisse allemande de compensation des montants qui auront été versés en lats.

Article 8.

Après inscription des montants à leurs comptes spéciaux, la Caisse allemande de compensation et la Latvijas Banka verseront les montants en question aux bénéficiaires, dans l'ordre dans lequel les paiements auront été effectués. Des dérogations pourront être accordées par les services compétents des deux pays agissant de concert.

Article 9.

Les pertes de change ou d'intérêt résultant des règlements par la voie prescrite ne seront payables selon les dispositions du présent accord que si un arrangement est intervenu à ce sujet entre les parties privées intéressées. Dans ces cas, les services compétents pour l'attribution des devises accorderont les autorisations nécessaires.

Article 10.

La Caisse allemande de compensation et la Latvijas Banka concluront tous les arrangements nécessaires en vue de l'exécution technique du présent accord.

Article 5.

For the purpose of the present Agreement " goods transactions " shall be deemed to mean :

(a) Imports of German goods into the territory of the Republic of Latvia. " German goods " shall be deemed to mean goods which have been produced in Germany or have undergone considerable finishing or transforming treatment therein.

(b) Imports of Latvian goods into German economic territory. " Latvian goods " shall be deemed to mean goods which have been produced in Latvia, or have undergone considerable finishing or transforming treatment therein.

The above provisions shall further apply to the case of goods passing through a third country in the process of delivery, provided such goods do not undergo considerable finishing or transforming treatment therein.

Article 6.

Debtors who have reichsmark liabilities to Latvia under the terms of the present Agreement must make payment of the amounts owing on maturity into the special account opened at the Deutsche Verrechnungskasse in the name of the Latvijas Banka. Where the liability is in a currency other than reichsmarks, the equivalent of the amount owing must be paid in reichsmarks, converted at the last-known middle rate of the currency concerned as officially quoted in Berlin on the date of payment. The Deutsche Verrechnungskasse shall regularly advise the Latvijas Banka of the amounts received in reichsmarks.

Article 7.

Debtors who have lat liabilities to Germany under the terms of the present Agreement, must make payment of the amounts owing on maturity into the special account opened at the Latvijas Banka in the name of the Deutsche Verrechnungskasse. Where the liability is in a currency other than lats, the equivalent of the amount owing must be paid in lats, converted at the last-known middle rate of the currency concerned as officially quoted in Riga on the date of payment. The Latvijas Banka shall regularly advise the Deutsche Verrechnungskasse of the amounts received in lats.

Article 8.

Upon receipt of payments into their respective special accounts, the Deutsche Verrechnungskasse and the Latvijas Banka shall pay out to the creditors the sums due to them in the order of the payments received, save in so far as otherwise agreed by the competent authorities in both countries in concert.

Article 9.

Exchange or interest losses in connection with payments made in the manner above provided shall not be payable under the terms of the present Agreement save where an arrangement to that effect has been made between the private parties concerned in the transaction. The competent foreign exchange authorities shall issue in such cases the requisite foreign exchange permits.

Article 10.

The Deutsche Verrechnungskasse and the Latvijas Banka shall concert together as to technical measures in execution of the present Agreement.

Article 11.

Si, dans un cas particulier, un paiement doit être effectué par une voie autre que celle qui est prévue par le présent accord, l'autorisation des services compétents des deux pays devra être obtenue.

Article 12.

Le présent accord pourra être dénoncé moyennant un préavis d'un mois.

Article 13.

Au cas où le présent accord cesserait d'être applicable, les engagements ayant pris naissance antérieurement et soumis au présent régime de compensation, de même que les engagements qui pourront avoir pris naissance ultérieurement du fait de l'exécution des livraisons, seront liquidés par des paiements effectués selon les dispositions du présent accord. S'il s'agit du règlement de marchandises, il faut que celles-ci aient déjà été expédiées à la date à laquelle l'accord aura cessé d'être applicable.

Les deux comptes spéciaux devront être liquidés suivant les principes du présent accord.

Sous réserve d'autres arrangements, tout solde sera réglé par des livraisons de marchandises.

Article 14.

Le présent accord sera ratifié. Il entrera en vigueur le quinzième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Berlin.

Les deux gouvernements conviennent toutefois que l'accord sera déjà appliqué à titre provisoire à dater du 1^{er} janvier 1938.

Fait en double, en langue lettone et en langue allemande, à Riga, le 31 octobre 1937.

L. ĒKIS.
A. DINSBERGS.

E. VON SCHACK.
G. FORKEL.

Article 11.

Where, in particular cases, payment is made in a manner other than that provided in the present Agreement, the assent of the competent authorities of both countries shall be required.

Article 12.

The present Agreement may be denounced subject to one month's notice.

Article 13.

In the event of the present Agreement lapsing, liabilities which have arisen before its lapse in connection with transactions coming under the clearing, as also liabilities arising in connection with the completion of deliveries, shall be met by payments under the terms of the present Agreement, provided in the case of payments for goods that the goods had already been consigned at the date of the lapse of the Agreement.

The special accounts in both countries shall be wound up in accordance with the principles of the present Agreement.

Any balance outstanding shall be liquidated by deliveries of goods, save in so far as otherwise agreed.

Article 14.

The present Agreement shall be ratified. It shall come into force on the fifteenth day after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place in Berlin.

The two Governments are agreed notwithstanding that the Agreement shall be provisionally applicable as from January 1st, 1938.

Done at Riga, in duplicate, in Latvian and German, this 31st day of October, 1937.

L. ĒKIS.

A. DINSBERGS.

E. VON SCHACK.

G. FORKEL.

N° 4383.

NORVÈGE ET SUÈDE

**Accord concernant la construction et
l'entretien d'un pont sur le Svi-
nesund, avec annexe. Signé à Oslo,
le 20 avril 1938.**

NORWAY AND SWEDEN

**Agreement concerning the Construc-
tion and Maintenance of a Bridge
across the Svinesund, with Annex.
Signed at Oslo, April 20th, 1938.**

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

N^o 4383. — AVTALE ¹ OM Å BYGGJA OG HALDA VED LAG EI LANDS-
VEGBRU MILLOM NOREG OG SVERIGE OVER SVINESUND.
UNDERTEGNET I OSLO, DEN 20 APRIL 1938.

Textes officiels norvégien et suédois communiqués par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 28 juin 1938.

HANS MAJESTET NOREGS KONGE og HANS MAJESTET KONGEN AV SVERIGE som har vedteke å gjera ein avtale om å byggja og halda ved lag ei landsvegbru millom Noreg og Sverige over Svinesund, har til det valt som fullmektige for seg,

HANS MAJESTET NOREGS KONGE :

Sin Utanriksminister Halvdan KOHT ;

HANS MAJESTET KONGEN AV SVERIGE :

Sin Serlege Sendemann og Minister med Fullmakt i Oslo, Christian Ernst GÜNTHER ;

som med fullgod fullmakt har vorte samde om desse artiklane :

Art. 1.

Den svenske Staten bind seg til å byggja ei bru millom Noreg og Sverige over Svinesund på dei vilkåra som er nemnde i denne avtalen.

Art. 2.

Brua skal bli bygd heilt ut av svensk tilfang under svensk styre og i samråd med dei norske styresmaktene. Av dei dagsverka som trengst til å byggja brua skal norske undersattar gjera 14 procent, likevel soleis at entrepernøren for arbeidet har rett til å gå over eller under dette procenttalet med 2 procent av totalsummen. I dagsverkutrekninga går ikkje arbeidsstyring og anna arbeid av styringspersonale inn.

Art. 3.

Brua skal bli bygd i samsvar med dei fyresegnene som er nemnde i vedlegg til denne avtalen og i hovudsaka i samsvar med oversynstekning som like eins ligg ved.

Art. 4.

Utføring og godkjenning av arbeidstekningar til brua og løyve til å byggja brua frå styresmaktene i bae landa skal den eller dei svenske statsstyresmakter syta for, som får det ombodet av det svenske riksstyret.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 18 juin 1938.
Entré en vigueur le 18 juin 1938.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 4383. — ÖVERENSKOMMELSE¹ RÖRANDE UPPFÖRANDE OCH UNDERHÅLL AV LANDSVÄGSBRO MELLAN NORGE OCH SVERIGE ÖVER SVINESUND. UNDERTECKNAD I OSLO, DEN 20 APRIL 1938.

Norwegian and Swedish official texts communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations and by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place June 28th, 1938.

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV NORGE och HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE, vilka beslutat träffa en överenskommelse rörande uppförande och underhåll av en landsvägsbro mellan Norge och Sverige över Svinesund, hava för sådant ändamål till sina fullmäktige utsett,

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV NORGE :
Sin Utrikesminister Halvdan KOHT ;

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :
Sin Envoyé extraordinaire och Ministre plénipotentiaire i Oslo, Christian Ernst GÜNTHER ;
vilka, därtill behörigen bemyndigade, överenskommit om följande Artiklar ;

Art. 1.

Svenska staten förbinder sig anlägga broförbindelse mellan Norge och Sverige över Svinesund på de i denna överenskommelse angivna villkor.

Art. 2.

Bron skall utföras helt av svenskt material, i svensk regi och i samråd med de norska myndigheterna. Av för brons utförande erforderliga dagsverken skola 14 procent utföras av norska undersåtar med rätt för entreprenören för arbetet att över- eller underskrida detta procenttal med 2 procent av totalsumman. I beräkningen av dagsverken ingår icke av arbetsledning och förvaltningspersonal utfört arbete.

Art. 3.

Bron skall utföras i enlighet med de i bilaga härtill angivna bestämmelser och i huvudsaklig överensstämmelse med jämväl bifogade sammanställningsritning.

Art. 4.

Uppgörandet och goldkännandet av arbetsritningar till bron samt utverkandet av tillstånd av respektive länders myndigheter till brons utförande skall ombesörjas av den eller de svenska statsmyndigheter, som erhålla svenska regeringens uppdrag härtill.

¹ The exchange of ratifications took place at Stockholm, June 18th, 1938.
Came into force June 18th, 1938.

Art. 5.

Vedkomande norske og svenske styresmakter skal i samråd syta for å halda brua ved lag, og kostnaden ber vegstyresmaktene i kvart land for den parten av brua som ligg innan landet. Grensa millom dei to landa skal i denne samanhengen vera midten av det bruspannet som går over sjølvve sundet.

Art. 6.

Kvart og eitt av dei to landa bind seg til å byggja og kosta dei framkøyringsvegane som trengst til brua innan kvar sitt omkverve, og desse framkøyringsvegane skal vera ferdige for ferdsel samstundes med brua.

Art. 7.

Dei grunnstykkka som trengst til dette brusambandet og til byggjinga skal kvart land for seg bli fritt rådvelde over i god tid fyrr arbeidet på brua tek til.

Art. 8.

Arbeidet på brua skal taka til so snart råd er etter denne avtalen har teke til å gjelda, og skal bli drive utan stogg so brua blir ferdig so fort råd er.

Art. 9.

Imot denne skyldnaden for den svenske staten bind den norske staten seg til å overgjeva den svenske staten 290 000 svenske kroner, som blir utbetala med ein tredjepart eller 96 667 svenske kroner seinast den trettiande dagen etter denne avtalen har teke til å gjelda, med ein tredjepart eller 96 667 svenske kroner når bruarbeidet etter melding frå vedkomande svenske styresmakt er halv ferdig, og med ein tredjepart eller 96 666 svenske kroner når brua er fullt ferdig, framsynt og godkjend.

Art. 10.

Straks brua er ferdig skal dei svenske styresmaktene som er nemnde i art. 4 framanfor, syta for at ho blir framsynt og godkjend. Om forretninga skal det bli sett opp protokoll og ein fullmektig for Noreg skal ha rett til å vera til stades og gjera dei merknadene som han finn grunn til.

Art. 11.

Kvart land for seg skal syta for at turvande arbeids- og tilhaldsløyve er i orden på fulltrygg vis for dei som er tilsette til bruarbeidet eller nokon part av det på den tida det blir sett i gang.

Art. 12.

Tillaga og utillaga tilfang, maskiner og anna slikt som trengst til bruarbeidet skal ein fritt for toll og liknande avgifter kunna innføra til, leggja opp på og utføra frå både norsk og svensk omkverve attmed Svinesund.

Art. 13.

Dei bygningar og tilskipingar som trengst for tollstyresmaktene i dei to landa skal kvart land for seg syta for å få i stand og kosta. Kostnaden med oppsetjing, vedlikehald og drift av dette skal ikkje bli medrekna i byggjings- eller vedlikehaldskostnaden for brua.

Art. 5.

Brons underhåll skall ombesörjas av vederbörande norska och svenska vägmyndigheter i samråd och kostnaden bestridas av vardera partens vägmyndigheter i vad avser den inom dess område belägna delen av bron, varvid gränsen mellan de båda länderna skall vara det över själva sundet belägna brospannets mitt.

Art. 6.

Vart och ett av de båda länderna förbinder sig att anlägga och bekosta de behöfliga tillfartsvägarna till bron inom sina respektive områden, och dessa tillfartsvägar skola vara färdiga att tagas i trafik samtidigt med bron.

Art. 7.

De för denna broförbindelse och dess utförande erforderliga markområdena skola av respektive länder ställas till fritt förfogande i god tid före broarbetenas påbörjande.

Art. 8.

Arbetena med broanläggningen skola påbörjas så snart ske kan efter det denna överenskommelse trätt i kraft och bedrivs i en följd, så att bron blir färdigställd snarast möjligt.

Art. 9.

För detta svenska statens åtagande förbinder sig norska staten att till svenska staten inleverera 290 000 svenska kronor, som utbetalas med en tredjedel eller 96 667 svenska kronor, senast å trettionde dagen efter det denna överenskommelse trätt i kraft, med en tredjedel eller 96 667 svenska kronor då broarbetet, enligt meddelande av vederbörande svenska myndighet, är till hälften utfört och med en tredjedel eller 96 666 svenska kronor, då bron är fullt färdig, avsynad och godkänd.

Art. 10.

Så snart broanläggningen färdigställts, skall densamma avsynas och godkännas genom den eller de i art. 4 ovan omnämnda svenska statsmyndigheterna försorg. Vid förrättningen, över vilken protokoll skall upprättas, äger därtill behörigen befullmäktigat ombud för Norge närvara och därvid framföra de erinringar, vartill han kan finna skäl.

Art. 11.

Erforderliga arbets- och uppehållstillstånd för vid broföretaget eller vid någon dess del anställda skola vara på fullt betryggande sätt generellt ordnade genom respektive länders försorg vid tidpunkten för broföretagets igångsättande.

Art. 12.

Till broföretaget erforderligt såväl bearbetat som obearbetat material, maskiner och dylikt må fritt från tull och liknande avgifter införas till, uppläggas på och utföras från bron och brobyggnadsplatsen å såväl svenskt som norskt område vid Svinesund.

Art. 13.

För de båda ländernas tullmyndigheter erforderliga byggnader och anordningar skola uppföras genom respektive länders försorg och bekostnad. Kostnaderna för anläggandet, underhållet och driften härav få ej inräknas i kostnaderna för brons anläggande eller underhåll.

Art. 14.

Det skal ikkje bli lagt avgifter slike som brupengar eller dilikt på ferdsla over brua korkje på norsk eller svensk side.

Art. 15.

Denne avtalen skal bli ratifisert for Noreg av Hans Majestet Noregs Konge under fyresetnad av samtykke frå det Norske Stortinget og for Sverige av Hans Majestet Kongen av Sverige under fyresetnad av samtykke frå den Svenske Riksdagen. Ratifikasjonane skal bli utbytt i Stockolm.

Art. 16.

Denne avtalen tek til å gjelda den dagen ratifikasjonane blir utbytt.

Til stadfesting på dette har ombodsmennene som har fullmakt til det skrive under og sett segla sine på denne avtalen.

Dette vart gjort i Oslo, i to eksemplar, den 20 april 1938.

(L. S.) (u.) Halvdan KOHT.

(L. S.) (u.) Christian GÜNTHER.

VEDLEGG TIL ARTIKKEL 3.

Brua over Svinesund skal bli oppsett omlag 50 m. austanfor det noverande ferjelægjet.

Brua skal bli bygd med eit bogespann av armert betong over sjølve sundet med omlag 155 m teoretisk spann og kvelvspann av steinmur eller steinkledd betong som ligg innåt på båe sidene, tvo kvelv på den norske sida med samla lengd omlag 70 m. og seks kvelv på den svenske sida med samla lengd omkring 190 m.

I bogespannet over sundet skal bogane liggja under brubana og det skal i midten av spannet ha ei fri høgd på 60 m over medels vassmål i sjøen. Denne høgda kann minka til 58 m mælt 25 m frå midten av spannet til kvar sida.

Brubana skal vera av armert betong og ha ei fri breidd på 7,5 m skift på ei køyrebane på 6 m og tvo gangbaner, kvar med ei fri breidd på 0,75 m. Brubana skal ha serskild brubanedekke både på køyrebana og gangbanene.

Til grunn for utrekning og utføring av brua skal liggja dei fyresegner som gjeld for utføring av liknande arbeid i Sverige etter « Statliga Cement- och Betongbestämmelser av år 1934, Normalbestämmelser för järnkonstruktioner till Byggnadsverk (Järnbestämmelser) av år 1931 och Kungl. Väg- och Vattenbyggnadsstyrelsens Normalbestämmelser för vägbyggnad av år 1931 ».

Brua skal bli bygd for det lastsystemet i den svenske stats « Normalbestämmelser för järnkonstruktioner till Byggnadsverk (Järnbestämmelser) av år 1931 », som er kalla « Bro för landsväg ».

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 22 juin 1938.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,
Rolf Andersen.*

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 6 juillet 1938.

*Le Chef des Archives p. i.,
C^{te} Lewenhaupt.*

Art. 14.

Den över bron framgående trafiken får ej påläggas några avgifter i form av bropenningar eller liknande vare sig å norska eller svenska sidan.

Art. 15.

Denna överenskommelse skall ratificeras, för Norges del av Hans Majestät Konungen av Norge under förutsättning av Norska Stortingets bifall och för Sveriges del av Hans Majestät Konungen av Sverige under förutsättning av Svenska Riksdagens bifall. Ratifikationerna skola utväxlas i Stockholm.

Art. 16.

Denna överenskommelse träder i kraft å dagen för ratifikationernas utväxling.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade ombuden undertecknat denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Oslo, i två exemplar, den 20 april 1938.

(L. S.) (u.) Christian GÜNTHER.

(L. S.) (u.) Halvdan KOHT.

BILAGA AD ART. 3.

Bron över Svinesund skall uppföras cirka 50 m öster om det nuvarande färjläget.

Bron skall utföras med ett bågs spann av armerad betong över själva sundet med en teoretisk spannvidd av cirka 155 m samt anslutande valvspann av stenmurverk eller stembeklädd betong, två valv å den norska sidan med en total längd av cirka 70 m samt sex valv å den svenska sidan med en total längd av cirka 190 m.

Bågs spannet över sundet skall utbildas med bågarna förlagda under brobanan och i mitten av spannet hava en fri höjd över havets m. v. y. av 60 m, vilken höjd på ett avstånd av 25 m från spannets mitt åt vardera sidan får minskas till 58 m.

Brobanan skall utföras av armerad betong och givas en fri bredd av 7,5 m, uppdelade på en körbana om 6,0 m. samt två gångbanor, vardera med en fri bredd av 0,75 m. Brobanedäcket skall förses med särskild brobanebeläggning å såväl körbana som gångbanor.

Till grund för beräkning av bron och för dess utförande skola ligga för dylika arbetens utförande i Sverige gällande bestämmelser enligt « Statliga Cement- och Betongbestämmelser av år 1934, Normalbestämmelser för järnkonstruktioner till Byggnadsverk (Järnbestämmelser) av år 1931 och Kungl. Väg- och Vattenbyggnadsstyrelsens Normalbestämmelser för vägbyggnad av år 1931 ».

Bron skall utföras för det belastningssystem i svenska statens « Normalbestämmelser för järnkonstruktioner till Byggnadsverk (Järnbestämmelser) av år 1931 », vilket är benämnt « Bro för landsväg ».

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 22 juin 1938.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
Rolf Andersen.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 6 juillet 1938.

Le Chef des Archives p. i.,
C^{te} Lewenhaupt.

¹ TRADUCTION.

N^o 4383. — ACCORD ENTRE LA NORVÈGE ET LA SUÈDE CONCERNANT LA CONSTRUCTION ET L'ENTRETIEN D'UN PONT SUR LE SVINESUND. SIGNÉ A OSLO, LE 20 AVRIL 1938.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, ayant décidé de conclure un accord concernant la construction et l'entretien d'un pont sur le Svinesund, entre la Norvège et la Suède, ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Halvdan KOHT, ministre de Sa Majesté aux Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Christian Ernst GÜNTHER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté à Oslo ;

Lesquels, dûment munis de pleins pouvoirs à cet effet, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

L'Etat suédois s'engage à construire un pont sur le Svinesund entre la Norvège et la Suède, aux conditions fixées par le présent accord.

Article 2.

Le pont sera entièrement construit en matériaux suédois ; les travaux seront exécutés sous la direction de la Suède, d'accord avec les autorités norvégiennes. En ce qui concerne les journées de travail nécessaires à l'exécution du pont, 14 % en seront faites par des ressortissants norvégiens ; l'entrepreneur des travaux aura la faculté de dépasser ce pourcentage ou de rester au-dessous de ce pourcentage jusqu'à concurrence de 2 % de la quantité totale. N'entrera pas dans le calcul des journées de travail, le travail exécuté par la direction ou par le personnel administratif.

Article 3.

Les travaux du pont seront exécutés conformément aux indications contenues dans l'annexe ci-jointe et, d'une façon générale, conformément au plan d'ensemble également ci-joint.

Article 4.

L'élaboration et l'approbation des plans des travaux du pont, ainsi que les démarches à faire pour obtenir des autorités de chacun des deux pays l'autorisation d'exécuter les travaux, incomberont à l'autorité ou aux autorités suédoises qui seront désignées à cet effet par le Gouvernement suédois.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4383. — AGREEMENT BETWEEN NORWAY AND SWEDEN
CONCERNING THE CONSTRUCTION AND MAINTENANCE OF
A BRIDGE ACROSS THE SVINESUND. SIGNED AT OSLO,
APRIL 20TH, 1938.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, having decided to conclude an agreement concerning the construction and upkeep of a bridge over the Svinesund between Norway and Sweden, have appointed for that purpose as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Halvdan KOHT, His Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Christian Ernst GÜNTHER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Oslo;

Who, duly provided with full powers for the purpose, have agreed on the following Articles :

Article 1.

The Swedish State undertakes to construct a bridge over the Svinesund between Norway and Sweden under the conditions laid down in the present Agreement.

Article 2.

The bridge shall be entirely constructed out of Swedish material, under Swedish direction, and in agreement with the Norwegian authorities. Of the days' work necessary for the construction of the bridge, 14 per cent. shall be carried out by Norwegian nationals ; the contractor for the work shall be entitled to exceed or fall short of this percentage by 2 per cent. of the total amount. Work carried out by the directing or administrative staff shall not be reckoned in the calculation of days of work.

Article 3.

The bridge shall be constructed in accordance with the instructions given in the Annex to this Agreement and, generally, in accordance with the comprehensive plan also attached hereto.

Article 4.

The Swedish authority or authorities nominated for that purpose by the Swedish Government shall be responsible for the preparation and approval of the plans for work on the bridge, and for obtaining permission from the authorities of both countries to carry out such work.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

L'entretien du pont sera assuré de concert par les autorités routières compétentes de la Norvège et de la Suède ; les frais seront supportés par les autorités routières de chacune des deux Parties pour ce qui concerne la partie du pont située sur son propre territoire. La frontière entre les deux pays sur le pont sera fixée au milieu de l'arc jeté sur le détroit lui-même.

Article 6.

Chacun des deux pays s'engage à créer et entretenir dans son territoire, à ses frais, toutes les routes qui seront nécessaires pour conduire au pont ; ces routes d'accès devront être ouvertes à la circulation en même temps que le pont.

Article 7.

Les terrains nécessaires à l'établissement des voies d'accès au pont et à l'exécution des travaux devront être laissés, par chacun des deux pays, à l'entière disposition des services intéressés en temps utile avant le début des travaux du pont.

Article 8.

On commencera les travaux de construction du pont le plus tôt que faire se pourra après l'entrée en vigueur du présent accord ; et on les poursuivra afin que le pont soit terminé aussitôt que possible.

Article 9.

Comme contribution aux charges assumées par le Gouvernement suédois, le Gouvernement norvégien s'engage à verser une somme de 290.000 couronnes suédoises, dont un tiers, soit 96.667 couronnes suédoises, sera versé au plus tard le trentième jour qui suivra l'entrée en vigueur du présent accord, un tiers, soit 96.667 couronnes, lorsque, aux termes d'une communication des autorités suédoises compétentes, la moitié des travaux du pont aura été exécutée, et le troisième tiers, soit 96.666 couronnes suédoises, lorsque les travaux du pont auront été terminés, contrôlés et approuvés.

Article 10.

Ce pont sera, dès son achèvement, contrôlé et approuvé par l'autorité ou les autorités d'Etat suédoises mentionnées à l'article 4. Un représentant de la Norvège, dûment muni de pleins pouvoirs à cet effet, sera autorisé à assister à cette inspection, qui donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal, et à y présenter des observations s'il le juge à propos.

Article 11.

Les permis de travail et de séjour dont auront besoin les personnes occupées à la construction du pont ou de l'une quelconque de ses parties, devront être dûment mis en ordre par les soins de chacun des deux pays, à la date de la mise en marche des travaux.

Article 12.

Tous les matériaux, aussi bien les matériaux travaillés que les matériaux bruts, ainsi que les machines et autres instruments nécessaires à la construction du pont, pourront, en franchise de tous droits de douane ou redevances de même nature, être importés, déposés sur le pont et le chantier de construction, et en être réexportés, soit en territoire suédois, soit en territoire norvégien, aux abords du Svinesund.

Article 13.

Les constructions et aménagements nécessaires aux autorités douanières de chacun des deux pays seront établis par les soins et aux frais de chacun des pays intéressés. Les dépenses qu'occa-

Article 5.

The upkeep of the bridge shall be jointly provided for by the competent road authorities of Norway and Sweden, and the cost shall be borne by the highway authorities of each of the two Parties in respect of the part of the bridge situated in its own territory. The frontier between the two countries on the bridge shall be fixed at the centre of the span over the sound itself.

Article 6.

Each of the two countries undertakes to build and to maintain in its territory, at its own expense, the necessary approach roads to the bridge ; these approach roads shall be opened for traffic at the same time as the bridge.

Article 7.

The land necessary for the approach roads to the bridge and for the constructional work shall be placed, by each of the two countries, at the free disposal of the services concerned in good time before the commencement of work on the bridge.

Article 8.

Work on the construction of the bridge shall begin as soon as possible after the coming into force of the present Agreement, and shall be carried on continuously, so that the bridge is completed as soon as possible.

Article 9.

As a contribution to the expenditure for which the Swedish Government is responsible, the Norwegian Government undertakes to pay a contribution of 290,000 Swedish crowns, of which one third, or 96,667 Swedish crowns, shall be paid not later than the thirtieth day after the coming into force of the present Agreement, one third, or 96,667 crowns, when the competent Swedish authority gives notice that half the work on the bridge has been completed, and one third, or 96,666 Swedish crowns, when the bridge has been completed, inspected, and passed.

Article 10.

As soon as the bridge is completed, it shall be inspected and passed by the authority or authorities of the Swedish State referred to above in Article 4. A Norwegian representative, duly provided with full powers for the purpose, shall be authorised to be present at this inspection, of which a procès verbal shall be drawn up, and he may make any observations he may think fit.

Article 11.

The labour and residence permits required by the persons employed in the construction of the bridge, or of any part thereof, shall be duly put in order by each of the two countries on the date on which the work is begun.

Article 12.

All material, both material which has already been worked up and raw material, and machinery and the like, necessary for the construction of the bridge, may, free of all Customs duties or similar charges, be brought to, deposited on, and removed from the bridge and the construction yard both in Swedish and in Norwegian territory in the neighbourhood of the Svinesund.

Article 13.

Buildings and equipment necessary for the Customs authorities of the two countries shall be set up by and at the expense of the respective countries. Expenditure on their construction, upkeep,

sionneront leur installation, leur entretien et leur fonctionnement ne figureront pas parmi les dépenses occasionnées par la construction ou l'entretien du pont.

Article 14.

Il ne sera perçu, sur la circulation qui se fera sur le pont, aucune taxe sous forme de droits de péage ou autres, pas plus du côté norvégien que du côté suédois.

Article 15.

Le présent accord sera ratifié, pour la Norvège par Sa Majesté le Roi de Norvège, sous réserve de l'approbation du Storting, et pour la Suède, par Sa Majesté le Roi de Suède, sous réserve de l'approbation du Riksdag. L'échange des ratifications aura lieu à Stockholm.

Article 16.

Le présent accord entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Oslo, en double expédition, le 20 avril 1938.

(L. S.) (Signé) Halvdan KOHT.

(L. S.) (Signé) Christian GÜNTHER.

ANNEXE A L'ARTICLE 3

Le pont du Svinesund sera construit à environ 50 mètres à l'est de l'emplacement actuel du bac.

Le pont comportera un arc en béton armé jeté sur le détroit lui-même, d'une portée théorique d'environ 155 mètres, avec des arches en maçonnerie ou en béton à revêtement de pierres, placées de part et d'autre : deux arches du côté de la Norvège, d'une longueur totale d'environ 70 mètres, et six arches du côté de la Suède, d'une longueur totale d'environ 190 mètres.

L'arc construit sur le détroit comportera des arches placées sous le tablier du pont ; la hauteur centrale libre de l'arc sera de 60 mètres au-dessus du niveau de la mer, hauteur qui, à une distance de 25 mètres de part et d'autre du milieu de l'arc, sera réduite à 58 mètres.

Le tablier du pont sera construit en béton armé et aura une largeur libre de 7 m. 50, qui sera divisée en une chaussée réservée aux véhicules, d'une largeur de 6 mètres, et en deux trottoirs réservés aux piétons ; ces trottoirs auront, chacun, une largeur libre de 0 m. 75. La chaussée du pont ainsi que ses trottoirs seront couverts d'un revêtement spécial.

On se basera, pour établir les calculs relatifs au pont et pour diriger l'exécution des travaux, sur les règlements actuellement en vigueur en Suède pour l'exécution de travaux similaires, c'est-à-dire sur « le Règlement d'Etat concernant le ciment et le béton de 1934, les Directives concernant les pièces de fer destinées aux constructions (Règlement relatif au fer) de 1931, et les Directives de l'Administration royale des Ponts et Chaussées concernant la construction des routes de 1931 ».

Le pont sera construit selon le système de charge prévu dans les « Directives concernant les pièces de fer destinées aux constructions (Règlement relatif au fer) de 1931 » de l'Etat suédois, et dénommé « pont-route ».

and working shall not be reckoned in the expenditure occasioned by the construction or upkeep of the bridge.

Article 14.

No tax in the form of tolls or the like shall be levied, either on the Norwegian or on the Swedish side, on traffic over the bridge.

Article 15.

The present Agreement shall be ratified for Norway by His Majesty the King of Norway, subject to approval by the Storting, and for Sweden by His Majesty the King of Sweden, subject to approval by the Riksdag. The exchange of ratifications shall take place at Stockholm.

Article 16.

The present Agreement shall come into force on the day of the exchange of instruments of ratification.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Oslo in duplicate, this 20th day of April, 1938.

(L. S.) (Signed) Halvdan KOHT.

(L. S.) (Signed) Christian GÜNTHER.

ANNEX TO ARTICLE 3.

The bridge over the Svinesund shall be constructed about 50 metres to the east of the present site of the ferry.

The bridge shall include a span of reinforced concrete over the sound itself, of a theoretical span-width of about 155 metres, with arches of masonry or concrete revetted with stone placed on each side: two arches on the Norwegian side with a total length of about 70 metres, and six arches on the Swedish side with a total length of about 190 metres.

The span over the sound shall include arches under the superstructure of the bridge; the free central height of the span shall be 60 metres above sea level, and at a distance of 25 metres on each side of the centre of the span the height may be reduced to 58 metres.

The platform of the bridge shall be constructed of reinforced concrete, and shall have a free width of 7.5 m., divided into a carriage-way 6 m. wide and two footpaths, each with a free width of 0.75 m. Both the carriage-way and the footpaths shall be surfaced with a special revetment.

When preparing the calculations concerning the bridge and directing the execution of the work, the basis taken shall be the regulations at present in force in Sweden for the execution of similar work, that is to say, the "State Cement and Concrete Regulations of 1934, the Regulations concerning Iron Pieces for Constructional Work (Iron Regulations) of 1931, and the Road Construction Regulations of the Royal Highways Department of 1931."

The bridge shall be constructed in accordance with the load system provided for in the Swedish State "Regulations concerning Iron Pieces for Constructional Work (Iron Regulations) of 1931" and entitled "Road Bridge".

N° 4384.

NOUVELLE-ZÉLANDE
ET SUISSE

Echange de notes comportant un arrangement commercial, avec annexe, Wellington, le 5 mai 1938, et échange de notes relatif à l'interprétation des mots « pays étranger » employés, par rapport à la Nouvelle-Zélande, dans l'arrangement susmentionné, Wellington, le 20 mai 1938.

NEW ZEALAND
AND SWITZERLAND

Exchange of Notes constituting a Trade Arrangement, with Annex, Wellington, May 5th, 1938, and Exchange of Notes concerning the Interpretation of the Term "Foreign Country" appearing, in relation to New Zealand, in the above - mentioned Arrangement, Wellington, May 20th, 1938.

No. 4384. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF NEW ZEALAND AND THE SWISS GOVERNMENT CONSTITUTING A TRADE ARRANGEMENT. WELLINGTON, MAY 5TH, 1938.

English official text communicated by the High Commissioner for New Zealand in London. The registration of this Exchange of Notes took place June 29th, 1938.

I.

CONSULATE OF SWITZERLAND.

WELLINGTON, *May 5th, 1938.*

MY DEAR MINISTER,

With reference to our conversations regarding the promotion of trade between New Zealand and Switzerland, I have the honour to submit the following proposals for a Trade Arrangement between our respective countries :

1 (a) Goods the produce or manufacture of Switzerland enumerated in the Schedule annexed hereto, on importation into New Zealand, shall enjoy in all matters concerning Customs duties, or fees, taxes, or other charges payable in respect of imported goods and in all matters concerning Customs formalities, treatment not less favourable than that accorded to like goods the produce or manufacture of any other foreign country.

1 (b) The Government of New Zealand undertake to receive with goodwill and to give consideration to any requests which may be made by the Government of Switzerland for the grant of most-favoured-nation treatment in respect of articles, other than those enumerated in the Schedule referred to in paragraph 1 (a) hereof, the produce or manufacture of Switzerland, when imported into New Zealand. It shall be understood that such articles shall be articles in the exportation of which Swiss export industries are primarily interested.

2 (a) The Government of Switzerland shall guarantee to the Government of New Zealand a quota for the importation of New Zealand apples and pears into Switzerland to the extent of 1,500 metric tons per annum.

2 (b) Swiss import permits issued for New Zealand apples and pears in general shall not be transferable in favour of like produce of other countries. The Government of Switzerland shall permit transfers of import permits for New Zealand apples and pears in favour of like produce of other countries only with the consent of the Government of New Zealand or their officially designated representatives. The Government of Switzerland, in placing the import quota for New Zealand apples and pears at the disposal of importers, shall take into consideration the seasonal character of importations of apples and pears into Switzerland.

¹ Came into force May 5th, 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4384. — ÉCHANGE DE NOTES ² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT SUISSE COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL. WELLINGTON, LE 5 MAI 1938.

Texte officiel anglais communiqué par le haut commissaire pour la Nouvelle-Zélande à Londres. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 juin 1938.

I.

CONSULAT DE SUISSE.

WELLINGTON, le 5 mai 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à nos conversations relatives au développement des échanges entre la Nouvelle-Zélande et la Suisse, j'ai l'honneur de vous soumettre les propositions suivantes en vue de la conclusion d'un arrangement commercial entre nos deux pays :

1. a) Les articles produits ou manufacturés en Suisse, qui sont énumérés dans la liste annexée à la présente note, bénéficieront, à leur importation en Nouvelle-Zélande, pour tout ce qui concerne les droits de douane, redevances, taxes ou autres charges frappant les marchandises importées et pour tout ce qui concerne les formalités douanières, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé aux articles similaires produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

1. b) Le Gouvernement néo-zélandais s'engage à accueillir avec bienveillance et à examiner toute demande du Gouvernement suisse tendant à obtenir, à l'importation en Nouvelle-Zélande, le traitement de la nation la plus favorisée pour des articles produits ou manufacturés en Suisse, autres que ceux qui sont énumérés dans la liste visée au paragraphe 1 a) ci-dessus. Il est entendu qu'il s'agira en l'espèce d'articles dont l'exportation présente un intérêt primordial pour les industries d'exportation suisses.

2. a) Le Gouvernement suisse garantira au Gouvernement néo-zélandais un contingent de 1.500 tonnes métriques par an pour l'importation en Suisse de pommes et de poires de Nouvelle-Zélande.

2. b) En règle générale, les licences délivrées pour l'importation en Suisse de pommes et de poires de Nouvelle-Zélande ne pourront pas être converties en licences valables pour l'importation d'articles similaires en provenance d'autres pays. Le Gouvernement suisse ne permettra de transformer les licences d'importation de pommes et de poires de Nouvelle-Zélande en licences valables pour des articles analogues en provenance d'autres pays qu'avec le consentement du Gouvernement néo-zélandais ou de ses représentants officiellement désignés. Le Gouvernement suisse tiendra compte du caractère saisonnier des importations de pommes et de poires en Suisse lorsqu'il mettra à la disposition des importateurs le contingent d'importation relatif aux pommes et aux poires de Nouvelle-Zélande.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Entré en vigueur le 5 mai 1938.

2 (c) The Government of Switzerland shall issue permits for the importation of New Zealand apples and pears on the condition that importers arrange their purchases directly with the New Zealand Fruit Export Control Board or their specifically designated agents.

2 (d) In all matters concerning the procedure in connection with the granting of import permits, particularly regarding the fees imposed for issuing import permits, the Government of Switzerland undertake to accord to New Zealand products treatment not less favourable than that accorded to like products of the most-favoured foreign country.

2 (e) The Government of Switzerland undertake to receive with goodwill and to give consideration to any requests which may be made by the Government of New Zealand for the grant of import quotas for products other than apples and pears, the produce or manufacture of New Zealand, which are subjected to import restrictions in Switzerland.

2 (f) Goods, the produce or manufacture of New Zealand, on importation into Switzerland, shall enjoy in all matters concerning Customs duties, or fees, taxes, or other charges payable in respect of imported goods and in all matters concerning Customs formalities, treatment not less favourable than that accorded to like goods the produce or manufacture of any other foreign country.

3. If, after the conclusion of this Arrangement, questions arise affecting the operation of any of the provisions thereof such questions shall be determined by negotiation between the respective Governments or their officially designated representatives.

4. In the event of the economic benefits anticipated by both Contracting Parties on concluding the present Arrangement not being attained or in the event of either of the Contracting Parties considering itself at a disadvantage through developments unfavourable to its interests or through the adoption by the other Party of measures of an economic nature, either of the Contracting Parties may request that negotiations be commenced without delay with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter. If such negotiations should not lead to a satisfactory settlement within three months from the date of receipt of the request, the Party which considers itself at a disadvantage shall have the right to terminate the present Arrangement six weeks from the date of the receipt by the other Party of notification of termination.

5. Subject to the provisions of paragraph 4, this Arrangement shall be binding for a period of one year from the date of its coming into force. If neither Government shall have notified the other, three months before the expiration of that period, of its intention to terminate the Arrangement it shall remain in force thereafter until the expiration of three months from the date on which either Government shall have given to the other notice of its intention to terminate the Arrangement.

In the event of the above proposals proving acceptable to your Government, it is suggested that this letter and your reply thereto conveying an acceptance on the part of your Government be regarded as constituting a Trade Arrangement between New Zealand and Switzerland and that such Arrangement take effect on the date of your reply.

Yours faithfully,

The Acting Consul of Switzerland :
(Sgd.) Walter SCHMID,
Vice-Consul.

The Hon. Walter Nash,
Minister of Customs,
Wellington.

Certified true copy :
M. J. Savage,
Prime Minister.

2. c) Le Gouvernement suisse délivrera les licences pour l'importation de pommes et de poires de Nouvelle-Zélande sous la condition que les importateurs fassent directement leurs achats auprès du « New Zealand Fruit Export Control Board » ou de ses agents expressément désignés.

2. d) Le Gouvernement suisse s'engage à accorder aux articles néo-zélandais, pour tout ce qui concerne les formalités de délivrance des licences d'importation, notamment pour les taxes afférentes à ces licences, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé aux articles similaires provenant du pays étranger le plus favorisé.

2. e) Le Gouvernement suisse s'engage à accueillir avec bienveillance et à examiner toute demande du Gouvernement néo-zélandais tendant à obtenir des contingents d'importation pour des articles produits ou manufacturés en Nouvelle-Zélande, autres que les pommes et les poires, qui sont soumis en Suisse à des restrictions d'importation.

2. f) Les articles produits ou manufacturés en Nouvelle-Zélande bénéficieront, à leur importation en Suisse, pour tout ce qui concerne les droits de douane, redevances, taxes ou autres charges frappant les marchandises importées et pour tout ce qui concerne les formalités de douane, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé aux articles similaires produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

3. S'il se pose, après la conclusion du présent arrangement, des questions touchant l'application d'une de ses dispositions, ces questions seront réglées par voie de négociations entre les deux gouvernements ou entre leurs représentants officiellement désignés.

4. Dans le cas où les avantages économiques escomptés par les deux Parties contractantes lors de la conclusion du présent arrangement ne se réaliseraient pas, ou dans le cas où l'une des Parties s'estimerait désavantagée en raison de circonstances défavorables à ses intérêts ou par suite de l'adoption de mesures d'ordre économique par l'autre Partie, chacune des Parties contractantes pourra demander à entamer sans retard des négociations en vue de régler la question d'une manière satisfaisante pour les deux Parties. Si ces négociations n'aboutissent pas à un règlement satisfaisant dans un délai de trois mois à dater de la réception de la demande d'ouverture des négociations, la Partie qui s'estime désavantagée aura le droit de mettre fin au présent arrangement dans un délai de six semaines à partir de la date où l'autre Partie recevra sa dénonciation.

5. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, le présent arrangement sera valable pour une période d'un an à partir de la date de son entrée en vigueur. Si aucun des deux gouvernements n'a fait connaître à l'autre, trois mois avant l'expiration de cette période d'un an, son intention de mettre fin au présent arrangement, celui-ci demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'un des gouvernements l'ait dénoncé moyennant préavis de trois mois.

Si votre gouvernement croit pouvoir accepter les propositions ci-dessus, la présente note et votre réponse, transmettant l'acceptation de votre gouvernement, pourront être considérées comme constituant un arrangement commercial entre la Nouvelle-Zélande et la Suisse, et cet arrangement entrera en vigueur à la date de votre réponse.

Veuillez agréer, etc.

L'honorable Walter Nash,
Ministre des Douanes,
Wellington.

Le Consul de Suisse p. i. :
(Signé) Walter SCHMID,
Vice-Consul.

SCHEDULE.

Item Number of the Customs Tariff of New Zealand	Tariff Items
ex 121	(r) Medicinal preparations (except wines), containing 50 per cent. of proof spirit or less; medicinal preparations, drugs, druggists' sundries, and apothecaries' wares, n.e.i.; also aerated-water makers', cordial-makers', and brewers' drugs, chemicals, and other sundries, n.e.i.; chemicals, and chemical preparations, n.e.i.
143	Braids, and bindings, all kinds, n.e.i.; cords, n.e.i., of wool, cotton, silk, imitation silk, artificial silk, or of combinations of these materials with one another or with any other material.
203	Leather manufactures, n.e.i.
237	Clocks, time-registers, and time-detectors.
ex 247	Musical instruments, and parts, viz.:
	(4) Pianos, player pianos, organs, n.e.i., harmoniums, and similar instruments.
	(5) Musical instruments, n.e.i.
254	Photographic cameras.
255	Photographic goods, n.e.i.
ex 338	Machinery or appliances, electrical, viz.:
	(1) (a) Machinery or appliances, n.e.i., peculiar to the generation of electricity, to the transformation of pressures of electric currents, or to the conversion of one type of electric current to another; electric motors; slide rails for electric generators or electric motors.
	(b) Batteries or cells, not including storage batteries.
	(c) Storage batteries (including parts thereof).
	(2) Switchboards, fuse boards, and distribution boards or boxes for electric circuits; shunt or voltage regulators; starters or controllers for electric motors; rheostats, and resistances, n.e.i., including reactance or choking coils, for the reduction or control of electric currents, condensers, relays, electro-magnets, switches, wall-plugs and shoes or sockets therefor, circuit breakers, circuit-makers, cut-outs, fuses, wire or cable connectors and similar articles, and terminals; lightning arresters for the protection of electrical apparatus.
	(3) Carbons or electrodes for arc-lamps, for electric furnaces, or for electric welding.
	(4) Electric appliances, n.e.i., peculiar to electroplating, electro-chemistry, electro-metallurgy, surgery, telegraphy, telephony (not including cabinets or parts of cabinets for wireless broadcast receiving sets); X-ray tubes and electrical vacuum tubes not suitable for purposes of illumination.
	(5) Electric locomotives; trolley-poles or collectors for electric tram-cars or electric locomotives; frogs, crossings, and line-cars, for overhead conductors for electric railways or tramways; rail bonds with terminals attached.
	(6) Metal poles or towers, specially suited for use in electrical transmission-lines.
	(7) Insulated cable and wire; carbon in block, sheet, or rod; mica, vulcanite, insulating-tape, and other insulating materials, n.e.i., not including insulating-piping or tubing, or insulating fittings for pipes.
	(8) Sparking-plugs for oil engines.
	(10) (a) Electric irons.
	(b) N.e.i.
ex 351	Machinery, machines, machine-tools, and appliances, viz.:
	(1) Anvils, forges, and hearths, viz. : blacksmiths', and similar.
	(2) Blacksmiths', braziers', assay, and treadle-power bellows.

LISTE

Numéro du tarif douanier néo-zélandais	Désignation des articles
ex 121	(1) Préparations médicinales (à l'exception des vins), contenant 50 pour cent ou moins d'alcool au titre légal; préparations médicinales, drogues, articles pour droguistes et produits pharmaceutiques, n.c.a., ainsi que drogues, produits chimiques et autres articles, n.c.a., pour fabricants d'eaux gazeuses, pour fabricants de cordiaux, et pour brasseurs; produits chimiques et préparations chimiques, n.c.a.
143	Galons et bordures de toute sorte, n.c.a.; cordonnets n.c.a. de laine, coton, soie, imitation de soie, soie artificielle ou de ces matières mélangées entre elles ou avec d'autres matières.
203	Ouvrages en cuir, n.c.a.
237	Horloges, enregistreurs et contrôleurs de temps.
ex 247	Instruments de musique et leurs parties : (4) Pianos, pianos mécaniques, orgues n.c.a., harmoniums et instruments similaires. (5) Instruments de musique, n.c.a.
254	Appareils photographiques.
255	Produits photographiques, n.c.a.
ex 338	Machines ou appareils électriques : (1) a) Machines ou appareils n.c.a., destinés à la production d'électricité, à la transformation de la tension du courant électrique ou à la conversion d'un type de courant en un autre; moteurs électriques; glissières pour générateurs ou moteurs électriques. b) Piles ou éléments, non compris les accumulateurs. c) Accumulateurs et leurs parties. (2) Tableaux de distribution, tableaux de fusibles et tableaux ou boîtes de distribution pour circuits électriques; régulateurs de dérivation ou de voltage; démarreurs ou contrôleurs de moteurs électriques; rhéostats et résistances n.c.a., y compris les bobines de réactance ou de réaction pour la réduction ou le contrôle des courants électriques, condensateurs, relais, électro-aimants, interrupteurs, prises de courant, semelles et sockets pour ces appareils, commutateurs, contacteurs de mise en circuits, coupe-circuit, fusibles, accouplements pour fils ou câbles et articles similaires, ainsi que bornes; parafoudres pour la protection des appareils électriques. (3) Charbons ou électrodes pour lampes à arc, pour fours électriques ou pour la soudure électrique. (4) Appareils électriques n.c.a., spécialement destinés à la galvanoplastie, l'électrochimie, l'électrométallurgie, la chirurgie, la télégraphie, la téléphonie (non compris les meubles ou parties de meubles pour appareils récepteurs de T.S.F.); tubes pour rayons X et tubes électriques à vide, impropres à l'éclairage. (5) Locomotives électriques, flèches de trolley ou collecteurs pour tramways ou locomotives électriques; aiguillages, croisements et anses (<i>line cars</i>) pour conducteurs aériens de tramways ou de chemins de fer électriques; éclissage avec bornes attachées. (6) Poteaux ou tours métalliques, spécialement destinés aux lignes de transmission de courant électrique. (7) Câbles et fils isolés, charbons en blocs, feuilles ou baguettes; mica, vulcanite, rubans isolants et autres matières isolantes n.c.a., non compris les tubes ou conduits isolateurs ou les accessoires isolants pour tubes. (8) Bougies pour moteurs à explosions. (10) a) Fers électriques. b) N.c.a.
ex 351	Outillage mécanique, machines, machines-outils, et appareils : (1) Enclumes, forges et foyers pour forgerons et similaires. (2) Soufflets de forge, soufflets à braser, soufflets pour essais et soufflets à pédales.

Item Number of the Customs Tariff of New Zealand	Tariff Items
	<ul style="list-style-type: none"> (3) Boring and well-drilling machinery ; rock drills, and diamond drills ; coal cutters. (4) Blowers, and fans, viz. : Exhaust, blast, and ventilating ; vacuum cleaners. (5) Card clothing suitable for use in woollen mills and paper mills. (6) Grinding machines, emery, and similar ; emery and similar wheels. (7) Grinding mills, grinding pans, ball mills, tube mills, bone crushers, corn mills, coffee and spice mills, food chopping, mincing, and similar machines. (9) Knitting and kilting machines. (10) Peculiar to metal-working, wood-working, stone-working, or glass-working. (11) Hydro-extractors. (12) Weighing machines, scales, and balances, n.e.i. (13) Printing machines.
352	Machinery, machines, machine-tools, engines, and appliances, as may be approved by the Minister, peculiar to use in manufacturing, industrial and similar processes.
356	Ex (1) Field-glasses.
ex 357	Metal, viz. : <ul style="list-style-type: none"> (2) Aluminium, brass, copper, lead, tin, and other metal, n.e.i., in bars or rods (except cast bars or rods of copper alloy). (6) Metal, n.e.i., viz. : foil, leaf ; hoop, plate or sheet, plain, whether in the rough, polished, enamelled, galvanised, plated, tinned, or otherwise coated with metal.
362	Pipes, piping, tubes, and tubing (except coil pipes), viz. : <ul style="list-style-type: none"> (1) Wrought iron, steel, or wood, n.e.i., (including such pipes or tubes when protected with a cement or similar coating), not less than 4 inches but less than 9 inches in internal diameter . (2) (a) Cast iron, n.e.i., including rain-water, soil and similar pipes. <li style="padding-left: 2em;">(b) (i) Centrifugally-cast iron pipes, piping, tubes, and tubing, exceeding 6 inches but not exceeding 12 inches in nominal internal diameter. <li style="padding-left: 2em;">(ii) Centrifugally-cast iron pipes, piping, tubes, and tubing, not less than 4 inches but not exceeding 6 inches in nominal internal diameter. (3) Wrought iron, or steel, screwed ; boiler tubes flanged or unflanged ; and all pipes, piping, tubes and tubing, n.e.i. (4) Lead or composition. (5) Knees, bends, elbows, junction or inspection boxes including covers therefor, and other fittings, n.e.i., for pipes, piping, tubes or tubing, viz. : <ul style="list-style-type: none"> (a) Of brass or other copper alloy. (b) Of cast iron for rain-water, soil, and similar pipes. (6) Knees, bends, elbows, junction or inspection boxes including covers therefor, and other fittings, n.e.i., for any of the above-mentioned pipes, piping, tubes, or tubing, shall be classed under the same item of the Tariff as the pipes, piping, tubes, and tubing, for which they are fittings.

Certified true copy :

M. J. Savage,
Prime Minister.

Numéro du tarif douanier néo-zélandais	Désignation des articles
	<ul style="list-style-type: none"> (3) Machines pour le sondage et pour le forage des puits ; perforateurs pour roches et perforateurs à diamants ; appareils pour l'abatage du charbon. (4) Machines soufflantes et ventilateurs destinés à aspirer, à souffler ou à agiter l'air ; nettoyeurs par le vide. (5) Garnitures de cardes pour filatures de laine et pour papeteries. (6) Machines à meuler, à l'émeri et similaires ; meules en émeri et similaires. (7) Moulins, broyeurs à cuve, broyeurs à boulets, broyeurs à tubes, concasseurs d'os, broyeurs de maïs, moulins à café et à épices, machines à couper et hacher les aliments et machines similaires. (9) Machines à tricoter et machines à plisser. (10) Destinées à travailler le métal, le bois, la pierre ou le verre. (11) Hydro-extracteurs. (12) Machines à peser, balances et balances, n.c.a. (13) Machines d'imprimerie.
352	Outillage mécanique, machines, machines-outils, moteurs et appareils destinés aux usines, à l'industrie et à des usages similaires, approuvés par le ministre.
356	Ex (1) Jumelles.
Ex 357	<p>Métaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> (2) Aluminium, laiton, cuivre, plomb, étain et autres métaux, n.c.a., en barres ou tiges (à l'exception des barres ou tiges coulées en alliage de cuivre). (6) Métaux n.c.a., en feuilles minces, feuilles ; feuillards, plaques ou tôles, unis, bruts, polis, émaillés, galvanisés, plaqués, étamés ou autrement recouverts de métal.
362	<p>Tuyaux et tubes (à l'exception des serpentins) :</p> <ul style="list-style-type: none"> (1) En fer forgé, acier ou bois, n.c.a. (y compris les tuyaux ou tubes protégés par un ciment ou un recouvrement similaire), n'ayant pas moins de 4 pouces, mais moins de 9 pouces de diamètre intérieur. (2) <i>a)</i> En fonte, n.c.a., y compris les tuyaux pour eaux de pluies, vidanges et similaires. <ul style="list-style-type: none"> <i>b)</i> (i) Tuyaux et tubes, en fer coulé centrifugé, n'ayant pas moins de 6 pouces mais pas plus de 12 pouces de diamètre intérieur nominal. (ii) Tuyaux et tubes, en fer coulé centrifugé, n'ayant pas moins de 4 pouces, mais pas plus de 6 pouces de diamètre intérieur nominal. (3) En fer forgé ou acier, filetés ; tubes pour chaudières avec ou sans bourrelets ; tous tuyaux et tubes, n.c.a. (4) En plomb ou composition. (5) Courbes, pièces d'angle, coudes, boîtes de jonction ou de visite avec leurs couvercles, ainsi qu'autres accessoires n.c.a., pour tuyaux et tubes : <ul style="list-style-type: none"> <i>a)</i> En laiton ou autre alliage de cuivre. <i>b)</i> En fonte, pour conduites à eaux de pluie, vidanges et similaires. (6) Courbes, pièces d'angle, coudes, boîtes de jonction ou de visite avec leurs couvercles et autres accessoires, n.c.a., pour les tuyaux, tubes et conduites désignés ci-dessus : Régime des numéros correspondants du tarif applicables aux tuyaux, tubes ou conduites dont ils constituent les accessoires.

II.

DOMINION OF NEW ZEALAND.

MINISTER'S OFFICE :

CUSTOMS DEPARTMENT.

C. 30/33.

WELLINGTON, *May 5th*, 1938.

MY DEAR CONSUL,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of 5th May, 1938, reading as follows :

“ With reference to our conversations regarding the promotion of trade between New Zealand and Switzerland, I have the honour to submit the following proposals for a Trade Arrangement between our respective countries :

1 (a) Goods the produce or manufacture of Switzerland enumerated in the Schedule annexed hereto, on importation into New Zealand, shall enjoy in all matters concerning Customs duties, or fees, taxes, or other charges payable in respect of imported goods and in all matters concerning Customs formalities, treatment not less favourable than that accorded to like goods the produce or manufacture of any other foreign country.

1 (b) The Government of New Zealand undertake to receive with goodwill and to give consideration to any requests which may be made by the Government of Switzerland for the grant of most-favoured-nation treatment in respect of articles, other than those enumerated in the Schedule referred to in paragraph 1 (a) hereof, the produce or manufacture of Switzerland, when imported into New Zealand. It shall be understood that such articles shall be articles in the exportation of which Swiss export industries are primarily interested.

2 (a) The Government of Switzerland shall guarantee to the Government of New Zealand a quota for the importation of New Zealand apples and pears into Switzerland to the extent of 1500 metric tons per annum.

2 (b) Swiss import permits issued for New Zealand apples and pears in general shall not be transferable in favour of like produce of other countries. The Government of Switzerland shall permit transfers of import permits for New Zealand apples and pears in favour of like produce of other countries only with the consent of the Government of New Zealand or their officially designated representatives. The Government of Switzerland, in placing the import quota for New Zealand apples and pears at the disposal of importers, shall take into consideration the seasonal character of importations of apples and pears into Switzerland.

2 (c) The Government of Switzerland shall issue permits for the importation of New Zealand apples and pears on the condition that importers arrange their purchases directly with the New Zealand Fruit Export Control Board or their specifically designated agents.

2 (d) In all matters concerning the procedure in connection with the granting of import permits, particularly regarding the fees imposed for issuing import permits, the Government of Switzerland undertake to accord to New Zealand products treatment not less favourable than that accorded to like products of the most-favoured foreign country.

2 (e) The Government of Switzerland undertake to receive with goodwill and to give consideration to any requests which may be made by the Government

II.

DOMINION DE NOUVELLE-ZÉLANDE.

CABINET DU MINISTRE.

MINISTÈRE DES DOUANES.

C. 30/33.

WELLINGTON, le 5 mai 1938.

MONSIEUR LE CONSUL,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 5 mai 1938, qui est ainsi conçue :

« Me référant à nos conversations relatives au développement des échanges entre la Nouvelle-Zélande et la Suisse, j'ai l'honneur de vous soumettre les propositions suivantes en vue de la conclusion d'un arrangement commercial entre nos deux pays :

1. a) Les articles produits ou manufacturés en Suisse, qui sont énumérés dans la liste annexée à la présente note, bénéficieront, à leur importation en Nouvelle-Zélande, pour tout ce qui concerne les droits de douane, redevances, taxes ou autres charges frappant les marchandises importées et pour tout ce qui concerne les formalités douanières, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé aux articles similaires produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

1. b) Le Gouvernement néo-zélandais s'engage à accueillir avec bienveillance et à examiner toute demande du Gouvernement suisse tendant à obtenir, à l'importation en Nouvelle-Zélande, le traitement de la nation la plus favorisée, pour des articles produits ou manufacturés en Suisse, autres que ceux qui sont énumérés dans la liste visée au paragraphe 1 a) ci-dessus. Il est entendu qu'il s'agira en l'espèce d'articles dont l'exportation présente un intérêt primordial pour les industries d'exportation suisses.

2. a) Le Gouvernement suisse garantira au Gouvernement néo-zélandais un contingent de 1.500 tonnes métriques par an pour l'importation en Suisse de pommes et de poires de Nouvelle-Zélande.

2. b) En règle générale, les licences délivrées pour l'importation en Suisse de pommes et de poires de Nouvelle-Zélande ne pourront pas être converties en licences valables pour l'importation d'articles similaires en provenance d'autres pays. Le Gouvernement suisse ne permettra de transformer les licences d'importation de pommes et de poires provenant de Nouvelle-Zélande en licences valables pour des articles analogues en provenance d'autres pays qu'avec le consentement du Gouvernement néo-zélandais ou de ses représentants officiellement désignés. Le Gouvernement suisse tiendra compte du caractère saisonnier des importations de pommes et de poires en Suisse lorsqu'il mettra à la disposition des importateurs le contingent d'importation relatif aux pommes et aux poires de Nouvelle-Zélande.

2. c) Le Gouvernement suisse délivrera les licences pour l'importation de pommes et de poires de Nouvelle-Zélande sous la condition que les importateurs fassent directement leurs achats auprès du « New Zealand Fruit Export Control Board » ou de ses agents expressément désignés.

2. d) Le Gouvernement suisse s'engage à accorder aux articles néo-zélandais, pour tout ce qui concerne les formalités de délivrance des licences d'importation, notamment pour les taxes afférentes à ces licences, un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé aux articles similaires provenant du pays étranger le plus favorisé.

2. e) Le Gouvernement suisse s'engage à accueillir avec bienveillance et à examiner toute demande du Gouvernement néo-zélandais tendant à obtenir des

of New Zealand for the grant of import quotas for products other than apples and pears, the produce or manufacture of New Zealand, which are subjected to import restrictions in Switzerland.

2 (f) Goods the produce or manufacture of New Zealand, on importation into Switzerland, shall enjoy in all matters concerning Customs duties, or fees, taxes, or other charges payable in respect of imported goods and in all matters concerning Customs formalities, treatment not less favourable than that accorded to like goods the produce or manufacture of any other foreign country.

3. If, after the conclusion of this Arrangement, questions arise affecting the operation of any of the provisions thereof such questions shall be determined by negotiation between the respective Governments or their officially designated representatives.

4. In the event of the economic benefits anticipated by both Contracting Parties on concluding the present Arrangement not being attained or in the event of either of the Contracting Parties considering itself at a disadvantage through developments unfavourable to its interests or through the adoption by the other Party of measures of an economic nature, either of the Contracting Parties may request that negotiations be commenced without delay with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter. If such negotiations should not lead to a satisfactory settlement within three months from the date of receipt of the request, the Party which considers itself at a disadvantage shall have the right to terminate the present Arrangement six weeks from the date of the receipt by the other Party of notification of termination.

5. Subject to the provisions of paragraph 4, this Arrangement shall be binding for a period of one year from the date of its coming into force. If neither Government shall have notified the other, three months before the expiration of that period, of its intention to terminate the Arrangement it shall remain in force thereafter until the expiration of three months from the date on which either Government shall have given to the other notice of its intention to terminate the Arrangement.

In the event of the above proposals proving acceptable to your Government it is suggested that this letter and your reply thereto conveying an acceptance on the part of your Government be regarded as constituting a Trade Arrangement between New Zealand and Switzerland and that such Arrangement take effect on the date of your reply."

In reply, I have to inform you that the proposals set out in your letter and in the Schedule annexed thereto for the conclusion of a Trade Arrangement between Switzerland and New Zealand are acceptable to my Government.

Yours faithfully,

(Sgd.) W. NASH,
Minister of Customs.

Dr. Walter Schmid,
Acting Consul of Switzerland,
Wellington.

Certified true copy :

M. J. Savage,
Prime Minister.

contingents d'importation pour des articles produits ou manufacturés en Nouvelle-Zélande, autres que les pommes et les poires, qui sont soumis en Suisse à des restrictions d'importation.

2. /) Les articles produits ou manufacturés en Nouvelle-Zélande bénéficieront à leur importation en Suisse, pour tout ce qui concerne les droits de douane, redevances, taxes ou autres charges frappant les marchandises importées et pour tout ce qui concerne les formalités de douane, d'un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé aux articles similaires produits ou manufacturés dans tout autre pays étranger.

3. S'il se pose, après la conclusion du présent arrangement, des questions touchant l'application d'une de ses dispositions, ces questions seront réglées par voie de négociations entre les deux gouvernements ou entre leurs représentants officiellement désignés.

4. Dans le cas où les avantages économiques escomptés par les deux Parties contractantes lors de la conclusion du présent arrangement ne se réaliseraient pas, ou dans le cas où l'une des Parties s'estimerait désavantagée en raison de circonstances défavorables à ses intérêts ou par suite de l'adoption de mesures d'ordre économique par l'autre Partie, chacune des Parties contractantes pourra demander à entamer sans retard des négociations en vue de régler la question d'une manière satisfaisante pour les deux Parties. Si ces négociations n'aboutissent pas à un règlement satisfaisant dans un délai de trois mois à dater de la réception de la demande d'ouverture des négociations, la Partie qui s'estime désavantagée aura le droit de mettre fin au présent arrangement dans un délai de six semaines à partir de la date où l'autre Partie recevra sa dénonciation.

5. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, le présent arrangement sera valable pour une période d'un an à partir de la date de son entrée en vigueur. Si aucun des deux gouvernements n'a fait connaître à l'autre, trois mois avant l'expiration de cette période d'un an, son intention de mettre fin au présent arrangement, celui-ci demeurera en vigueur jusqu'à ce qu'un des gouvernements l'ait dénoncé moyennant préavis de trois mois.

Si votre gouvernement croit pouvoir accepter les propositions ci-dessus, la présente note et votre réponse, transmettant l'acceptation de votre gouvernement, pourront être considérées comme constituant un arrangement commercial entre la Nouvelle-Zélande et la Suisse, et cet arrangement entrera en vigueur à la date de votre réponse. »

J'ai l'honneur de vous informer, en réponse, que mon gouvernement accepte les propositions en vue de la conclusion d'un arrangement commercial entre la Suisse et la Nouvelle-Zélande, qui sont énoncées dans votre note et dans la liste qui y est annexée.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) W. NASH,
Ministre des Douanes.

Le Dr Walter Schmid,
Consul de Suisse p. i.,
Wellington.

EXCHANGE OF NOTES

CONCERNING THE INTERPRETATION OF THE TERM " FOREIGN COUNTRY " APPEARING, IN RELATION TO NEW ZEALAND, IN THE TRADE ARRANGEMENT OF MAY 5TH, 1938. WELLINGTON, MAY 20TH, 1938.

I.

DOMINION OF NEW ZEALAND.
MINISTER'S OFFICE.
CUSTOMS DEPARTMENT.
C. 30/33.

WELLINGTON, *May 20th*, 1938.

MY DEAR CONSUL,

With reference to your letter of 5th May, 1938, and my reply thereto of same date, constituting a Trade Arrangement between New Zealand and Switzerland, I have the honour to inform you that it is understood that the term " foreign country " appearing therein in relation to New Zealand means a country not being part of the British Commonwealth of Nations, nor a territory under British protection or suzerainty, nor a mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of a part of the British Commonwealth of Nations.

Yours faithfully,

Dr. Walter Schmid,
Acting Consul of Switzerland,
Wellington.

(*Sgd.*) W. NASH,
Minister of Customs.

Certified true copy :

M. J. Savage,
Prime Minister.

II.

CONSULATE OF SWITZERLAND.

WELLINGTON, *May 20th*, 1938.

MY DEAR MINISTER,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of 20th May, 1938, reading as follows :

" With reference to your letter of 5th May, 1938, and my reply thereto of same date, constituting a Trade Arrangement between New Zealand and Switzerland, I have the honour to inform you that it is understood that the term " foreign country " appearing therein in relation to New Zealand means a country not being part of the British Commonwealth of Nations, nor a territory under British protection or suzerainty, nor a mandated territory in respect of which the mandate is exercised by the Government of a part of the British Commonwealth of Nations. "

The position as set out in your letter is agreed to.

Yours faithfully,

The Hon. Walter Nash,
Minister of Customs,
Wellington.

(*Sgd.*) Walter SCHMID,
Acting Consul of Switzerland.

Certified true copy :

M. J. Savage,
Prime Minister.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'INTERPRÉTATION DES MOTS « PAYS ÉTRANGER » EMPLOYÉS, PAR RAPPORT A LA NOUVELLE-ZÉLANDE, DANS L'ARRANGEMENT COMMERCIAL DU 5 MAI 1938. WELLINGTON, LE 20 MAI 1938.

I.

DOMINION DE NOUVELLE-ZÉLANDE.
CABINET DU MINISTRE.
MINISTÈRE DES DOUANES.
C.30/33.

WELLINGTON, le 20 mai 1938.

MONSIEUR LE CONSUL,

Me référant à votre lettre du 5 mai 1938 et à ma réponse de même date, qui constituent un arrangement commercial entre la Nouvelle-Zélande et la Suisse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'expression « pays étranger », employée dans cet arrangement par rapport à la Nouvelle-Zélande, doit s'entendre comme signifiant un pays qui ne fait pas partie du Commonwealth britannique de nations ou qui n'est ni un territoire se trouvant sous le protectorat ou la suzeraineté britannique ni un territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le gouvernement d'un pays membre du Commonwealth britannique de nations.

Veillez agréer, etc.

(Signé) W. NASH,
Ministre des Douanes.

Le Dr Walter Schmid,
Consul de Suisse p. i.,
Wellington.

II.

CONSULAT DE SUISSE.

WELLINGTON, le 20 mai 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 20 mai 1938, qui est ainsi conçue :

« Me référant à votre lettre du 5 mai 1938 et à ma réponse de même date, qui constituent un arrangement commercial entre la Nouvelle-Zélande et la Suisse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que l'expression « pays étranger », employée dans cet arrangement par rapport à la Nouvelle-Zélande, doit s'entendre comme signifiant un pays qui ne fait pas partie du Commonwealth britannique de nations, ou qui n'est ni un territoire se trouvant sous le protectorat ou la suzeraineté britannique ni un territoire sous mandat pour lequel le mandat est exercé par le gouvernement d'un pays membre du Commonwealth britannique de nations. »

L'interprétation énoncée dans votre lettre est acceptée.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Walter SCHMID,
Consul de Suisse p. i.

L'honorable Walter Nash,
Ministre des Douanes,
Wellington.

N° 4385.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PAYS-BAS**

Accord entre l'Administration des postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Administration des postes du Surinam relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 4 février 1938, et à Paramaribo, le 15 mars 1938.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND THE NETHERLANDS**

Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of Surinam for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, February 4th, 1938, and Paramaribo, March 15th, 1938.

No. 4385. — AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF SURINAM FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 4TH, 1938, AND AT PARAMARIBO, MARCH 15TH, 1938.

English and Dutch official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 1st, 1938.

THE POST OFFICES OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and OF SURINAM agree to effect a regular direct exchange of parcels between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Surinam.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended the expression "the United Kingdom" means Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for Surinam posted in the United Kingdom shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, and 6 feet in length and girth combined; and a parcel for the United Kingdom posted in Surinam shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 1.80 metres in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have parcel post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and the Detailed Regulations so far as these are applicable.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 4385. — OVEREENKOMST TUSSCHEN DE POSTADMINISTRATIE VAN SURINAME EN DE POSTADMINISTRATIE VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK GROOT-BRITANNIË EN NOORD-IERLAND BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN POSTPAKKETTEN. GETEEKEND TE LONDEN, DEN 4 FEBRUARI 1938 EN TE PARAMARIBO DEN 15 MAART 1938.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne et le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 1^{er} juillet 1938.

DE POSTADMINISTRATIËN VAN SURINAME EN VAN GROOT-BRITANNIË EN NOORD-IERLAND zijn overeengekomen een geregelde rechtstreeksche uitwisseling van pakketten tusschen Suriname en het Vereenigd Koninkrijk Groot-Britannië en Noord-Ierland tot stand te brengen.

In deze Overeenkomst en het bijbehorend Reglement worden onder «het Vereenigd Koninkrijk» verstaan Groot-Britannië en Noord-Ierland, de Kanaal Eilanden en het eiland Man.

OVEREENKOMST.

Artikel 1.

GEWICHT EN AFMETINGEN.

1. Een voor Suriname bestemd pakket, ter verzending aangeboden in het Vereenigd Koninkrijk zal niet zwaarder mogen wegen dan « 22 pounds », niet langer zijn dan « 3 feet 6 inches », terwijl de som van lengte en omtrek « 6 feet » niet mag overschrijden ; en een pakket bestemd voor het Vereenigd Koninkrijk en ter verzending aangeboden in Suriname zal niet zwaarder mogen wegen dan 10 kilogram, niet langer zijn dan 1.05 M., terwijl de som van lengte en omtrek 1.80 M. niet mag overschrijden.

2. Behoudens in het geval eener klaarblijkelijke vergissing, zal ten aanzien van de nauwkeurige berekening van het gewicht en de afmetingen van een pakket gelden het inzicht van het kantoor van afzending.

Artikel 2.

TRANSIT-PAKKETTEN.

De beide Administratiën waarborgen het recht tot vervoer van pakketten over hun grondgebied van of naar elk land waarmede zij een pakketpostverkeer onderhouden. Transitpakketten zullen onderworpen zijn aan de bepalingen dezer Overeenkomst en het Reglement, voor zoover ten deze toepasselijk.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on a parcel shall be compulsory, except in the case of a redirected or returned parcel.

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Administration taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the territorial rates of the United Kingdom shall be Fr. 1.00, Fr. 1.50, Fr. 2.00, and Fr. 3.15 for parcels not exceeding 1 kg. (3 lb.), 3 kgs. (7 lb.), 5 kgs. (11 lb.) and 10 kgs. (22 lb.) respectively; and the territorial rates of Surinam shall be Fr. 1.00, Fr. 1.50, Fr. 2.00 and Fr. 3.15 for parcels not exceeding 1 kg. (3 lb.), 3 kgs. (7 lb.), 5 kgs. (11 lb.) and 10 kgs. (22 lb.) respectively.

The Administration of Surinam reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934.

The Administration of the United Kingdom reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alterations of these charges which may be decided upon in connexion with its parcel post relations with other countries generally.

Article 5.

SEA RATE.

Each of the two Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 6.

FEE FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Administration of Surinam may collect, in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs, or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other charges as international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934 shall fix. The Administration of the United Kingdom may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 7.

CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Customs charges and all other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

Article 8.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

By making a declaration beforehand at the office of posting, the senders may undertake the payment of all charges due on the parcels on delivery.

Artikel 3.

FRANKEERING. PORTEN.

1. De frankeering der postpakketten is verplicht, behoudens in geval van na of terugzending.
2. Het port zal worden samengesteld uit de som der bedragen toekomende aan elke Administratie, welke aan het vervoer over land of over zee deelneemt.

Artikel 4.

RECHT WEGENS VERVOER OVER LAND.

Voor pakketten verzonden uit een der beide landen, bestemd voor het andere land, wordt het recht wegens vervoer over land vastgesteld op fr. 1.00, fr. 1.50, fr. 2.00 en fr. 3.15, respectievelijk voor pakketten tot 1 kg. (3 lb.), 3 kg. (7 lb.), 5 kg. (11 lb.) en 10 kg. (22 lb.).

De Surinaamsche Administratie behoudt zich het recht voor hare vergoedingen te veranderen in overeenstemming met eene eventueele wijziging, welke op dit stuk mocht worden tot stand gebracht in latere Internationale Postverdragen.

De Administratie van het Vereenigd Koninkrijk behoudt zich het recht voor hare vergoedingen wegens vervoer over land te wijzigen in overeenstemming met zoodanige wijzigingen, als waartoe mocht worden besloten in verband met het pakketpostverkeer met andere landen in het algemeen.

Artikel 5.

RECHT WEGENS VERVOER OVER ZEE.

Elke Administratie is bevoegd het recht voor den zeedienst, waarin zij voorziet, te bepalen.

Artikel 6.

RECHT VOOR INKLARING EN VRIJMAKING.

De Surinaamsche Administratie kan voor de inklaring en vrijmaking of voor de inklaring alleen een recht van ten hoogste 50 centiemen per pakket heffen of zoodanige andere vergoeding als bij latere Internationale Postverdragen zal worden bepaald. De Administratie van het Vereenigd Koninkrijk kan zoodanig recht heffen als door dit Rijk van tijd tot tijd voor dergelijke diensten in het pakketpostverkeer met andere landen in het algemeen mag worden bepaald.

Artikel 7.

DOUANE- EN ANDERE RECHTEN.

De douane- en alle andere niet vanwege de posterijen geheven rechten moeten door de geadresseerden van de pakketten worden voldaan, tenzij in deze Overeenkomst anders is bepaald.

Artikel 8.

PAKKETTEN VRIJ VAN RECHTEN.

Ingeval van eene vooraf gedane verklaring bij de terpostbezorging, kunnen de afzenders van pakketten op zich nemen de bij de uitreiking verschuldigde rechten te voldoen.

In such cases the senders must undertake to pay the sums which may be claimed by the Administration of destination, and, if necessary, must make adequate deposits.

The Administration which advances charges on behalf of the sender may collect for this service a commission not exceeding 50 centimes per parcel. This fee is distinct from that prescribed for Customs clearance in Article 6 above.

On a parcel sent under this arrangement and originating in the United Kingdom the Administration of the United Kingdom shall be authorized to collect from the sender a special fee, not exceeding one shilling.

Article 9.

WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Administrations may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed " *Poste Restante* " or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 5 francs.

Article 10.

PROHIBITIONS.

1. Postal parcels must not contain any letter, note or document having the character of an actual and personal correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons dwelling with him.

It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice.

2. It is also forbidden to enclose in a parcel :

(a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or may soil or damage other parcels ;

(b) Explosive, inflammable or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(c) Living creatures except bees, and leeches (which must be enclosed in boxes so constructed as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained) ; and silkworms ;

(d) Articles the admission of which is forbidden by law or by the Customs or other regulations ;

(e) Articles of an obscene or immoral nature.

It is moreover forbidden to send coin, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Administration of destination is authorized by its legislation to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual and personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin ; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

In dat geval verplichten zij zich te betalen de bedragen, welke kunnen worden gevorderd door het kantoor van bestemming en zullen, zoo noodig, een voldoende bedrag daarvoor moeten storten.

De Administratie, welke ten behoeve van den afzender de kosten voorschiet, kan hiervoor een vergoeding vorderen van ten hoogste 50 centimen per pakket.

Dit recht is gescheiden van dat, vastgesteld voor vrijmaking in Art. 6 hierboven.

Het Vereenigd Koninkrijk is gerechtigd om van den afzender van een onder deze Overeenkomst verzonden pakket, afkomstig van dat Rijk, een bijzonder recht van ten hoogste één shilling te vorderen.

Artikel 9.

BEWAARLOON.

Elke Administratie is bevoegd het door hare wetgeving vastgestelde bewaarloon te heffen voor pakketten, welke voorzien zijn van de aanwijzing « Poste Restante, » of welke niet binnen den voorgeschreven termijn zijn afgehaald.

Dit recht mag niet meer bedragen dan 5 frank.

Artikel 10.

VERBODSBEPALINGEN.

1. Het is verboden in postpakketten te sluiten brieven of schrifturen, welke het kenmerk dragen van briefwisseling over zaken van actueelen en persoonlijken aard of stukken van allerlei aard, welke van een ander adres zijn voorzien dan dat van den geadresseerde of van de personen, die bij hem inwonen.

Het is evenwel geoorloofd in een pakket in te sluiten een open factuur, welke de gewone opgaven van een dergelijk stuk bevatten.

2. Het is voorts verboden in postpakketten in te sluiten :

a) voorwerpen, welke door hun aard of verpakking een bron van gevaar kunnen opleveren voor de postambtenaren of andere pakketten kunnen verontreinigen of beschadigen ;

b) ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen (waaronder begrepen slaghoedjes, scherpe patronen en lucifers) ;

c) levende dieren, uitgezonderd bijen en bloedzuigers (welke moeten zijn verpakt in doozen, zoodanig ingericht dat gevaar voor de postambtenaren is uitgesloten en de inhoud kan worden nagegaan) en zijdewormen ;

d) voorwerpen, waarvan insluiting bij de wet of de reglementen op den in-en doorvoer of bij andere regelingen niet is toegelaten ;

e) voorwerpen van ontuchtigen of onzedelijken aard.

Het is bovendien verboden om muntstukken, platina, goud of zilver, al of niet bewerkt, edelgesteenten, juwelen en andere kostbaarheden in pakketten zonder aangegeven waarde te verzenden naar landen, die aangifte van waarde toelaten.

3. Een pakket, dat ten onrechte ter verzending mocht zijn aangenomen, moet naar het land van oorsprong worden teruggezonden, tenzij de Administratie van het land van bestemming krachtens hare binnenlandsche bepalingen de bevoegdheid mocht hebben er anders over te beschikken.

Nochtans zal het feit dat een pakket een brief of schrifturen bevat, welke het kenmerk dragen van briefwisseling over zaken van actueelen en persoonlijken aard, in geen geval terugzending naar het land van oorsprong tot gevolg hebben.

4. Ontplofbare, ontvlambare of gevaarlijke stoffen en voorwerpen van ontuchtigen of onzedelijken aard zullen niet worden teruggezonden naar het land van oorsprong ; de Administratie, die ze in de postzendingen heeft aangetroffen, zal daarover beschikken overeenkomstig hare binnenlandsche bepalingen.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee the Administration of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article 11.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery for an insured parcel under the conditions prescribed for postal packets by the Convention of the Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 12.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Administration of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided, as a rule, that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Administration of destination does not agree to cancel.

Article 13.

MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be retransmitted or returned in accordance with the provisions of Article 18, sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 14.

NON-DELIVERY.

1. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the despatch note and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon. ”

“ If not deliverable as addressed, deliver to ”

The same request must also be written on the cover of the parcel.

2. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the Administration of destination.

Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

5. Indien een pakket, ten onrechte ter verzending toegelaten, niet is teruggezonden naar de plaats van oorsprong, noch is uitgereikt aan den geadresseerde, zal de Administratie van oorsprong nauwkeurig worden ingelicht omtrent de behandeling van het pakket, teneinde zoodanige stappen te doen als noodig wordt geacht.

Artikel 11.

BERICHT VAN ONTVANGST.

De afzender kan een bericht van ontvangst bekomen voor een pakket met aangegeven waarde onder de voorwaarden vastgesteld voor poststukken bij het Postverdrag. Een bericht van ontvangst kan niet worden verkregen voor een pakket zonder aangegeven waarde.

Artikel 12.

NAZENDING.

1. Nazending kan geschieden van een pakket tengevolge van verandering van woonplaats van den geadresseerde in het land van bestemming. De Administratie van bestemming kan voor nazending een recht heffen overeenkomstig hare binnenlandsche bepalingen. Op dezelfde wijze kan nazending plaats hebben van een pakket van een der contracteerende landen naar een ander land, onder voorwaarde dat het pakket voldoet aan de voor het verdere vervoer geldende voorwaarden en mits als regel, het extrarecht is vooruitbetaald bij de nazending of een schriftelijk bewijs is overgelegd, dat betaling door den geadresseerde zal geschieden.

2. Het bij nazending geheven aanvullingsrecht, dat door den afzender of zijn gemachtigde niet mocht zijn betaald, vervalt niet in geval van verdere nazending of terugzending naar de plaats van bestemming, maar zal, in daartoe leidend geval, worden ingevorderd van den geadresseerde of van den afzender, die bovendien gehouden zal zijn de bijzondere kosten te voldoen, welke de Administratie van bestemming niet bereid is te doen vervallen.

Artikel 13.

VERKEERD VERZONDEN PAKKETTEN.

Pakketten ontvangen niet langs den aangewezen verzendingsweg of waarvan verzending ten onrechte is toegelaten, zullen worden teruggezonden overeenkomstig de bepalingen van Artikel 18, lid 1 en 2 van het Reglement.

Artikel 14.

ONDESTELBARE PAKKETTEN.

1. De afzender kan bij de terpostbezorging verzoeken dat bij onbestelbaarheid van een pakket het of (a) als afgestaan kan worden beschouwd of (b) dat het aan een anderen geadresseerde in het land van bestemming kan worden uitgereikt. Geen ander alternatief is toegelaten. Indien de afzender van deze faciliteit gebruik maakt, moet van zijn verzoek blijken op de adreskaart, welk verzoek tevens een der volgende, of analoge aanwijzingen moet inhouden.

« Indien onbestelbaar volgens adres, afgestaan. »

« Indien onbestelbaar volgens adres, uit te reiken aan..... »

Het verzoek moet mede op den omslag van het pakket worden vermeld.

2. Bij gebreke van een tegenovergesteld verzoek van den afzender zal een pakket, dat niet kan worden uitgereikt, worden teruggezonden aan den afzender op diens kosten en zonder voorafgaande kennisgeving, na verloop van den termijn door het land van bestemming bepaald.

Evenwel zal een pakket, dat door den geadresseerde beslist geweigerd is, onmiddellijk moeten worden teruggezonden.

3. The charges due on returned undeliverable parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 29.

Article 15.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both Parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed or redirected to a third country.

Article 16.

SALE. DESTRUCTION.

Articles of which the early deterioration or corruption is to be expected, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 17.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Administration of destination, but shall be treated in accordance with its legislation. No claim shall be made by the Administration of destination against the Administration of origin in respect of such parcels.

Article 18.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 60 centimes may be charged for every enquiry concerning a parcel.
No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an advice of delivery.
2. Enquiries shall be admitted only if made by the sender within the period of one year from the day following the date of posting of the parcel.
3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 19.

INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 2,000 francs.
2. An insurance fee, to be fixed by the Administration of origin, shall be charged for each 300 francs or part thereof of the insured value.
3. The Administration of origin shall be entitled also to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.
4. A receipt must be given free of charge at the time of posting to the sender of an insured parcel.

3. De kosten verschuldigd op teruggezonden onbestelbare pakketten zullen worden verhaald overeenkomstig de bepalingen van Artikel 29.

Artikel 15.

ONTHEFFING VAN DOUANERECHTEN.

De Administratiën van de contracteerende landen verbinden zich hare bemiddeling te verleen en bij de betrokken Douane-Administratiën om ontheffing te verkrijgen van de betaling van de douanerechten op pakketten, welke naar het land van oorsprong teruggezonden zijn, door de afzenders zijn afgestaan, vernietigd zijn, of naar een derde land nagezonden.

Artikel 16.

VERKOOP. VERNIETIGING.

Alleen de goederen, waarvan waardevermindering of bederf spoedig te verwachten is, mogen onmiddellijk, ook onderweg bij de heen- of terugzending, zonder voorafgaand bericht of gerechtelijke formaliteit worden verkocht. Indien om de een of andere reden de verkoop onmogelijk is, worden de in waarde verminderde of bedorven goederen vernietigd.

Artikel 17.

PAKKETTEN, WAARVAN AFSTAND IS GEDAAN.

Pakketten, waarvan de uitreiking aan de geadresseerden niet kan plaats vinden, en waarvan de afzenders afstand hebben gedaan, worden door de Administratie van bestemming niet teruggezonden, doch behandeld overeenkomstig hare wetgeving. Ten aanzien van dergelijke pakketten heeft de Administratie van bestemming geen vordering op de Administratie van oorsprong.

Artikel 18.

NAVLAGEN.

1. Wegens elke navraag betreffende een pakket kan een recht van ten hoogste 60 centimen geheven worden.

Geen recht wordt geheven, indien de afzender reeds het bijzondere recht voor een bericht van ontvangst heeft voldaan.

2. Navragen zijn slechts toegelaten, indien door den afzender daartoe het verzoek is gedaan binnen een jaar, te rekenen van den dag volgende op dien van de terpostbezorging.

3. Indien een navraag het gevolg is geweest van een dienstfeil, zullen de navraagkosten worden terugbetaald.

Artikel 19.

PAKKETTEN MET AANGEGEVEN WAARDE. RECHTEN EN VOORWAARDEN.

1. Het hoogste bedrag der aangifte van waarde is 2,000 franks voor elk pakket.

2. Het verzekeringsrecht, door de Administratie van oorsprong vast te stellen, zal worden geheven per 300 franks of gedeelte daarvan van de aangegeven waarde.

3. De Administratie van oorsprong heeft de bevoegdheid van den afzender van een pakket met aangegeven waarde een verzendingsrecht van ten hoogste 50 centimen te heffen.

4. Aan den afzender van een pakket met aangegeven waarde moet bij de terpostbezorging kosteloos een bewijs worden uitgereikt.

Article 20.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

A parcel of which the contents have no pecuniary value may, however, be insured for a nominal sum in order to obtain the safeguards of the insurance system.

Article 21.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, DAMAGE OR ABSTRACTION.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, damage or abstraction of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, damage or abstraction. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (3 lb.), 25 francs for a parcel exceeding one kilogramme but not exceeding five kilogrammes (11 lb.) and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, damage or abstraction occurs in the service of the country of destination, the Administration of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Administration of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases insurance fees and, if the case arises, the despatch fee shall be retained by the Administrations concerned.

Article 22.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (*force majeure*) ;
- (b) When, their responsibility not having been proved otherwise, they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;

Artikel 20.

VALSCHE AANGIFTEN.

De aangegeven waarde mag de werkelijke waarde van den inhoud van het pakket en de verpakking niet te boven gaan, doch het is geoorloofd slechts een gedeelte van die waarde aan te geven.

Valsche aangifte van de waarde van een pakket voor een bedrag hooger dan de werkelijke waarde, heeft tot gevolg gerechtelijke vervolging, welke de wetgeving van het land van oorsprong mocht medebrengen.

Een pakket, waarvan de inhoud geen geldswaarde bezit, kan niettemin met aangifte van waarde en wel voor een geringe som worden verzonden, zulks teneinde de bescherming van het stelsel der waarde aangifte te genieten.

Artikel 21.

VERANTWOORDELIJKHEID INGEVAL VAN VERLIES, BESCHADIGING OF VERDUISTERING.

1. Uitgezonderd in de gevallen, bedoeld in het volgende Artikel, zijn de Administratiën verantwoordelijk voor het verlies van pakketten en voor het verlies, de beschadiging of verduistering van hun inhoud of gedeelte daarvan.

De afzender heeft deswege recht op een schadevergoeding gelijkstaande aan het werkelijk bedrag van het verlies, de beschadiging of verduistering. Voor gewone pakketten zal deze schadevergoeding niet hooger zijn dan 10 franks voor een pakket van ten hoogste een kilogram (3 lb.), 25 franks voor een pakket boven één tot vijf kilogram (11 lb.) en 40 franks voor een pakket boven 5 kilogram. Voor een pakket met aangegeven waarde mag de schadevergoeding het bedrag der aangegeven waarde niet te boven gaan.

In de gevallen waarin het verlies, de beschadiging of verduistering is geschied in den dienst van het land van bestemming, kan de Administratie van bestemming op eigen kosten en zonder raadpleging van de Administratie van oorsprong de schadevergoeding uitkeeren aan den geadresseerde, indien deze kan bewijzen dat de afzender afstand van zijne rechten ten behoeve van den geadresseerde heeft gedaan.

2. Bij de berekening van het bedrag der schadevergoeding blijft indirecte schade of winstderving buiten beschouwing.

3. De schadevergoeding wordt berekend naar den marktprijs van goederen van gelijken aard ter plaatse waar en op het tijdstip waarop de goederen ter verzending waren aangenomen.

4. Wanneer schadevergoeding is verschuldigd wegens het verlies, de vernietiging of algeheele beschadiging van een pakket of wegens verduistering van den geheelen inhoud, heeft de afzender bovendien recht op terugbetaling van het port.

5. In alle gevallen behouden de betrokken Administratiën de voor de verzekering betaalde rechten en, in daartoe leidend geval, de verzendingskosten.

Artikel 22.

UITZONDERINGEN OP HET BEGINSEL DER VERANTWOORDELIJKHEID.

De Administratiën zijn oneven van elke verantwoordelijkheid :

- a) in geval van overmacht (*force majeure*) ;
- b) indien zij geen rekenschap kunnen geven van de pakketten, wegens vernietiging van de dienstbescheiden als gevolg van overmacht (*force majeure*), tenzij hare verantwoordelijkheid op eenigerlei andere wijze zou kunnen worden vastgesteld ;
- c) indien de schade is veroorzaakt door schuld of nalatigheid van den afzender of voortkomt uit den aard van het voorwerp ;

(d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 10 ;

(e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;

(f) In respect of parcels regarding which the sender has not made enquiry within the period prescribed by Article 18 ;

(g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2,500 francs in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, section 3, of the Detailed Regulations.

Article 23.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 24.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Administration of origin except in the cases indicated in Article 21, section 1, where payment is made by the Administration of destination. The Administration of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorize the Administration of destination to settle with the addressee. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article 25.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.

2. The Administration of origin is authorized to settle with the sender on behalf of the other Administration if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.

3. The Administration responsible for making payment may, exceptionally, postpone it beyond the period of one year when a decision has not yet been reached upon the question whether the loss, damage or abstraction is due to a cause beyond control.

Article 26.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Administration which, having received the parcel from the other Administration without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent, or regular transfer to the following Administration as the case may be.

- d)* voor pakketten waarvan de inhoud valt onder een der verbodsbepalingen, genoemd in Artikel 10 ;
- e)* voor pakketten waarvan de waarde valschelijk hooger is aangegeven dan de werkelijke waarde van den inhoud en de verpakking ;
- f)* voor zooveel betreft pakketten, waaromtrent de afzender geen navraag heeft ingediend binnen den termijn voorgeschreven bij Artikel 18 ;
- g)* voor zooveel betreft eenig pakket, bevattende edelgesteenten, juweelen of eenig voorwerp van goud, zilver of platina tot een waarde van meer dan 2,500 franks, niet verpakt in een doos van de in Artikel 6, lid 3 van het Reglement voorgeschreven afmeting.

Artikel 23.

-OPHOUDEN VAN DE VERANTWOORDELIJKHEID.

De verantwoordelijkheid van de Administratiën houdt op voor pakketten, waarvan de uitreiking heeft plaats gevonden in overeenstemming met hare binnenlandsche reglementen en welke de rechthebbenden of hunne vertegenwoordigers, zonder voorbehoud, in ontvangst hebben genomen.

Artikel 24.

BETALING VAN DE SCHADEVERGOEDING.

De verplichting tot het uitbetalen van de schadevergoeding rust op de Administratie van afzending, behalve in de gevallen bedoeld in Artikel 21, lid 1, waarin betaling geschiedt door de Administratie van bestemming. De Administratie van afzending kan evenwel met toestemming van den afzender de Administratie van bestemming machtigen om den geadresseerde schadeloos te stellen. De Administratie van uitbetaling behoudt haar recht van verhaal op de verantwoordelijke Administratie.

Artikel 25.

BETALINGSTERMIJN DER SCHADEVERGOEDING.

1. De betaling van de schadevergoeding moet zo^o spoedig mogelijk geschieden, uiterlijk binnen een jaar te rekenen van den dag volgende op dien, waarop de navraag is gedaan.
2. De Administratie van afzending is bevoegd den rechthebbende schadeloos te stellen voor rekening van de andere Administratie, die, na langs regelmatigigen weg met de aanvraag te zijn in kennis gesteld, negen maanden heeft laten verlopen zonder de aangelegenheid te hebben afgedaan.
3. De voor de uitbetaling verantwoordelijke Administratie kan, bij uitzondering, de betaling tot na den termijn van een jaar uitstellen, indien de kwestie of het verlies, de beschadiging of verduistering aan eenig geval van overmacht moet worden toegeschreven, niet is kunnen worden opgelost.

Artikel 26.

INVORDERING VAN DE UITGAVEN WEGENS SCHADEVERGOEDING.

1. Totdat het bewijs van het tegendeel is ge^everd, rust de verantwoordelijkheid op de Administratie, die het pakket zonder voorbehoud te maken van de andere Administratie in ontvangst heeft genomen en na in het bezit te zijn gesteld van alle reglementaire middelen voor het onderzoek, noch de behoorlijke aflevering aan den geadresseerde of zijn vertegenwoordiger, noch, waar dit te pas komt, de regelmatige overgifte aan de volgende Administratie kan bewijzen.

2. If, in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the loss, damage or abstraction has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.

3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, damage or abstraction has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

6. If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 27.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE ADMINISTRATION OF ORIGIN.

The Administration responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 24 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Administration responsible through the accounts provided for in Article 24 of the Detailed Regulations.

The Administration of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 28.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the despatching office shall allow to the office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 and 5.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the despatching office shall allow to the other office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 29.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the re-transmitting Administration shall claim from the other Administration the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the parcel bill relating to the mail in which the parcel is forwarded.

2. Indien, in geval van verzending van een pakket uit een van de beide landen voor uitreiking in het andere land, het verlies, de beschadiging of verduistering heeft plaats gehad gedurende het vervoer, zonder dat kan worden uitgemaakt in den dienst van welk land de onregelmatigheid is geschied, zullen de beide Administratiën het bedrag der schadevergoeding, ieder voor een gelijk gedeelte, dragen.

3. Ditzelfde beginsel zal zooveel mogelijk gelden, indien andere Administratiën in het vervoer van een pakket zijn betrokken. Niettemin zal voor pakketten, in transit verzonden uit een van de beide landen door het andere land, geen van de beide Administratiën aansprakelijk worden gesteld, undien het verlies, de beschadiging of verduistering heeft plaats gevonden in een dienst, welke geen aansprakelijkheid aanvaardt.

4. De douane- en andere rechten, waarvan geen ontheffing is kunnen worden verkregen, komen ten laste van de Administratie verantwoordelijk voor het verlies, de beschadiging of verduistering.

5. Door de betaling van schadevergoeding en tot het bedrag daarvan treedt de betrokken Administratie in de rechten van dengene die de schadevergoeding heeft ontvangen, voor zooveel betreft elk mogelijk verhaal op den geadresseerde, den afzender of derden.

6. Indien een pakket, dat als verloren was beschouwd, later geheel of gedeeltelijk is teruggevonden, moet degene, aan wien de schadevergoeding is uitbetaald, worden ingelicht, dat hij het pakket in ontvangst kan nemen tegen terugbetaling van het bedrag der uitbetaalde schadevergoeding.

Artikel 27.

TERUGBETALING VAN DE SCHADEVERGOEDING AAN DE ADMINISTRATIE VAN AFZENDING.

De verantwoordelijke Administratie of die voor welker rekening de betaling overeenkomstig Artikel 24 heeft plaats gehad, is gehouden het bedrag van de schadevergoeding terug te betalen binnen drie maanden na kennisgeving van de betaling. Het bedrag zal worden vergoed door de verantwoordelijke Administratie door middel van de rekeningen bedoeld in Artikel 24 van het Reglement.

De Administratie, welker verantwoordelijkheid behoorlijk is vastgesteld en welke oorspronkelijk de vergoeding geweigerd heeft, is verplicht alle bijkomende kosten, voortspruitende uit de niet gerechtvaardigde vertraging van de betaling, te dragen.

Artikel 28.

VERGOEDING WEGENS HET VERVOER.

Voor elk pakket verzonden uit een van de beide landen ter uitreiking in het andere land vergoedt het kantoor van afzending aan het kantoor van bestemming de rechten, welke dit laatste kantoor toekomen op grond van de bepalingen van Artikelen 4 en 5.

Voor elk pakket verzonden uit een der beide landen in transit door het andere land vergoedt het kantoor van afzending aan het andere kantoor de rechten verschuldigd voor het vervoer en de verzekering van het pakket.

Artikel 29.

AANREKENING IN GEVAL VAN NA- OF TERUGZENDING.

In geval van na- of terugzending van een pakket van het eene land naar het andere brengt de na- of terugzending Administratie de haar toekomende rechten aan de andere Administratie in rekening en aan elke andere Administratie, welke in de na- of terugzending deelneemt.

Van de vordering wordt melding gemaakt op het advies betreffende de mail waarin het pakket is verzonden.

Article 30.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article 12, section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 31.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Administration which has collected them :

- (a) The special fee referred to in Article 8, fourth paragraph ;
- (b) The fee for advice of delivery referred to in Article 11 ;
- (c) The enquiry fee referred to in Article 18, section 1 ;
- (d) The despatch fee for an insured parcel referred to in Article 19, section 3.

2. The fee for Customs clearance referred to in Article 6 shall be retained by the Administration of destination. The commission referred to in Article 8, third paragraph, may be claimed by the same Administration.

Article 32.

INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels the Administration of origin shall allow to the Administration of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof. If the Administration of destination provides the sea service the Administration of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 33.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Administrations.

3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the parcel post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations may be arranged from time to time by mutual consent.

5. The internal legislation of Surinam and of the United Kingdom shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Artikel 30.

RECHT WEGENS NAZENDING BINNEN HET LAND VAN BESTEMMING.

In geval van verdere nazending of van terugzending naar het land van oorsprong, blijft het recht van nazending bedoeld in Artikel 12, lid 2 invorderbaar ten bate van het land, binnen welks grenzen het pakket is nagezonden.

Artikel 31.

VERSCHILLENDE RECHTEN.

1. De volgende rechten worden ten volle behouden door de Administratie die ze heeft ingevorderd :

- a)* het bijzondere recht bedoeld in artikel 8, § 4 ;
- b)* het recht voor een bericht van ontvangst bedoeld in Artikel 11 ;
- c)* het recht voor navraag bedoeld in Artikel 18, lid 1 ;
- d)* het verzendingsrecht voor een pakket met aangegeven waarde bedoeld in Artikel 19, lid 3.

2. Het recht voor vrijmaking bedoeld in Artikel 6 wordt behouden door de Administratie van bestemming.

Het commissieloon, bedoeld in Artikel 8, § 3 kan door deze Administratie in rekening worden gebracht.

Artikel 32.

VERZEKERINGSRECHT.

Voor pakketten met aangegeven waarde is de Administratie van oorsprong verschuldigd aan de Administratie van bestemming wegens vervoer over land een recht van 5 centimen voor elke 300 franks der aangegeven waarde of gedeelte daarvan. Indien de Administratie van bestemming voor het vervoer over zee zorgdraagt, is de Administratie van oorsprong verschuldigd een aanvullingsrecht van 10 centimen voor elke 300 franks der aangegeven waarde of gedeelte daarvan.

Artikel 33.

VERSCHILLENDE BEPALINGEN.

1. De franken en centimen, genoemd in deze Overeenkomst, zijn gouden franken en centimen, als bepaald in het Algemeen Postverdrag.

2. De pakketten zullen aan geen andere postale rechten onderworpen zijn dan die tot uitdrukking gekomen in deze Overeenkomst, tenzij door de beide Administratiën in gemeen overleg anders mocht zijn bepaald.

3. In buitengewone omstandigheden kan elke Administratie tijdelijk de pakketpostzending, hetzij geheel, hetzij gedeeltelijk opschorten, zullende onmiddellijk, zoo noodig telegrafisch, aan de andere Administratie kennis moeten worden gegeven.

4. De beide Administratiën hebben het bijbehorend Reglement samengesteld, teneinde de uitvoering van deze Overeenkomst te verzekeren. Andere onderwerpen van ondergeschikten aard, niet strijdig met de algemeene bepalingen van deze Overeenkomst en niet behandeld in het Reglement, kunnen van tijd tot tijd in gemeen overleg worden geregeld.

5. In de gevallen waarin de bepalingen van deze Overeenkomst en het Uitvoeringsreglement niet voorzien, zal toepasselijk zijn de binnenlandsche wetgeving van Suriname en van het Vereenigd Koninkrijk.

Article 34.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on the 1st of April, 1938, and shall remain in operation until the expiration of one year from the date on which it may have been denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorized for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at London, the 4th day of February, and at Paramaribo, the 15th day of March, 1938.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) BRUYNING.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF SURINAM. DATED FEBRUARY 4TH, 1938, AND MARCH 15TH, 1938.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.
2. Missent parcels shall be re-transmitted to their proper destination, by the most direct route at the disposal of the office re-transmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices appointed by agreement between the two Administrations.
2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed.

In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels despatched by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".
3. A label showing the office of exchange of origin and the office of exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.
4. The bag containing the parcel bill and other documents shall be distinctively labelled.

Artikel 34.

INWERKINGTREDING EN DUUR VAN DE OVEREENKOMST.

Deze Overeenkomst treedt in werking op den ten April 1938 en blijft van kracht een jaar, gerekend van den dag waarop zij door een van de beide Administratiën is opgezegd.

Ten bewijze waarvan de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben onderteekend en van hunne zegels voorzien.

Gedaan in dubbel te London den 4en Februari en te Paramaribo den 15 den Maart, 1938.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) BRUYNING.

REGLEMENT

TER UITVOERING VAN DE OVEREENKOMST BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN POSTPAKKETTEN TUSSENEN DE POSTADMINISTRATIE VAN SURINAME EN DE POSTADMINISTRATIE VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK GROOT-BRITANNIE EN NOORD-IERLAND.

Artikel 1.

DOORZENDING.

1. Iedere Administratie is verplicht de postpakketten, welke haar door de andere Administratie voor doorvoer over haar grondgebied worden toegezonden, met dezelfde gelegenheden en middelen te vervoeren, welke zij voor haar eigen pakketten bezigt.

2. Verkeerd gezonden pakketten worden naar hun juiste bestemming verzonden langs den kortsten weg, waarover de nazendende Administratie kan beschikken.

Artikel 2.

WIJZE VAN VERZENDING. REGELING BETREFFENDE DE ZAKKEN.

1. De uitwisseling van pakketten tusschen de beide landen geschiedt door de kantoren, welke bij overeenkomst tusschen de beide Administratiën daartoe zijn aangewezen.

2. De pakketten worden uitgewisseld tusschen de beide landen in behoorlijk gesloten en verzegelde zakken.

Tenzij daaromtrent anders is overeengekomen, worden stuksgewijze uitgewisseld de pakketten, welke door een van de beide contracteerende landen voor verder vervoer door het andere land zijn verzonden.

3. Aan den hals van elken zak moet worden bevestigd een label waarop vermeld moeten zijn de uitwisselingskantoren van de landen van oorsprong en bestemming, terwijl aan de achterzijde van het label het aantal aanwezige pakketten in den zak moet zijn aangegeven.

4. De zak, waarin de advieslijst der pakketten en andere bescheiden zijn ingesloten, moet van een duidelijk label zijn voorzien.

5. When they are sufficiently numerous, insured parcels shall be forwarded in separate bags. The neck label attached to any bag containing one or more insured parcels shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Administrations.

6. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).

7. Each Administration shall provide the bags necessary for the despatch of its parcels.

8. The bags shall be returned empty to the Administration to which they belong made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and shall be despatched as a separate mail addressed to the office of exchange appointed by the Administration of the country of origin. The number of bags so forwarded shall be advised on a parcel bill, which shall be separate from that used for advising the parcels themselves and shall be numbered in a separate annual series.

9. Each Administration shall be required to make good the value of any bags which it fails to return.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Administration shall communicate to the other by means of a table :

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;

(c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;

(d) The number of Customs declarations which must accompany each parcel ;

(e) Any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Administration shall be at liberty to adopt such approximative equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

5. De pakketten met aangegeven waarde moeten, bij voldoende aantal, in afzonderlijke zakken worden verzonden. Het label, dat bevestigd wordt aan den hals van een zak inhoudende een of meer pakketten met aangegeven waarde, moet worden gemerkt met een duidelijk kenteeken, dat van tijd tot tijd door de beide Administratiën zal worden goedgekeurd.

6. Het gewicht van een zak met postpakketten mag niet meer bedragen dan 36 kilogrammen (80 pond avoirdupois).

7. Iedere Administratie voorziet in de zakken, noodig voor de verzending van hare pakketten.

8. De zakken moeten ledig teruggezonden worden aan de Administratie, aan wie zij toebehooren, afgebundeld in hoeveelheden van 10 (negen zakken gesloten in een zak) en verzonden als een afzonderlijke zending, geadresseerd aan het uitwisselingskantoor, aangewezen door de Administratie van het land van oorsprong. Het aldus verzonden aantal zakken moet worden vermeld op een andere lijst, dan die, welke gebruikt wordt voor de inschrijving der pakketten zelf en afzonderlijk genummerd.

9. Iedere Administratie is gehouden de waarde van de ontbrekende zakken te vergoeden.

Artikel 3.

TE VERSTREKKEN INLICHTINGEN.

1. Iedere Administratie moet aan de andere door middel van een tabel mededeeling doen van :

a) de namen der landen, waarheen zij pakketten kan verzenden, welke aan haar worden afgeleverd ;

b) de wegen, welke voor het vervoer van de bedoelde pakketten vanaf het binnenkomen op haar gebied of met haar diensten openstaan ;

c) het gezamenlijk bedrag der kosten, welke aan haar door de andere Administratie voor elke bestemming moet worden vergoed ;

d) het aantal douaneverklaringen, waarvan elk pakket vergezeld moet gaan ;

e) andere noodig geachte inlichtingen.

2. Iedere Administratie moet aan de andere, die haar tusschenkomst verleent, mededeelen voor welke landen zij voornemens is aan die Administratie pakketten uit te leveren, tenzij in een bijzonder geval het aantal der desbetreffende pakketten onbeduidend mocht zijn.

Artikel 4.

VASTSTELLING VAN DE AEQUIVALENTEN.

Bij het bepalen der rechten voor pakketten zal het iedere Administratie vrijstaan zoodanige benaderende equivalenten aan te nemen, als in de munt van het eigen land dienstig wordt geacht.

Artikel 5.

VERPAKKING.

Elk pakket moet :

a) voorzien zijn van een nauwkeurig adres van den geadresseerde in latijnsche letters. Met potlood geschreven adressen zijn niet toegelaten, zullende echter worden aangenomen pakketten, waarvan het adres met inktpotlood op een vooraf bevochtigde plaats is geschreven. Het adres moet op het pakket zelf zijn geschreven of op een label dat zoo stevig aan het pakket bevestigd is, dat het niet kan losraken.

Den afzender van een pakket wordt aanbevolen in het pakket in te sluiten een afschrift van het adres, met vermelding tevens van zijn eigen adres ;

b) ingepakt zijn op een wijze, welke rekening houdt met den duur van het vervoer en waardoor de inhoud afdoende wordt beveiligd.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry colouring powders such as aniline blue, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2,500 francs in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a despatch note and by a set of Customs declarations according to the regulations of the country of destination, and the Customs declarations shall be firmly attached to the despatch note.

2. Nevertheless a single despatch note and a single set of Customs declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to insured parcels, or parcels intended for delivery to the addressees free of charge.

3. The two Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs declarations.

Article 8.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

1. The address of a parcel to be delivered to the addressee free of charge shall be clearly headed "Franc de droits" or the equivalent in the language of the country of origin. The address side of the parcel and the despatch note shall be provided with a yellow label bearing in bold type the words "Franc de droits".

2. Every parcel forwarded "free of charge" shall be accompanied by a separate franking note, which shall be firmly attached to the despatch note.

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an advice of delivery shall be very prominently marked "Advice of Delivery" or "A. R." The despatch notes shall be marked in the same way.

Voorwerpen, welke verwonding van de postambtenaren kunnen teweeg brengen of schade kunnen veroorzaken aan andere pakketten, moeten zoodanig zijn ingepakt, dat elk gevaar is weggenomen.

Artikel 6.

BIJZONDERE VERPAKKINGEN.

1. Vloeistoffen en zelfstandigheden, welke licht vloeibaar worden, moeten worden verpakt in een dubbel omhulsel. Tusschen het eerste omhulsel (flesch, flacon, pot, doos, enz.) en het tweede (doos van metaal of van taai hout) wordt een ruimte gelaten, welke met zaagsel, zemelen of eenig andere opslorpemde stof in voldoende hoeveelheid moet worden aangevuld, teneinde bij breuk den vloeibaren inhoud te absorbeeren.

2. Kleurstoffen, zooals aniline-blauw, enz. worden slechts toegelaten in doozen van sterk blik, welke zelve in houten doozen zijn gevat, terwijl de ruimte tusschen de twee verpakkingen met zaagsel is opgevuld.

3. Elk pakket, waarvan de inhoud bestaat uit edelgesteenten, juweelen of eenig voorwerp van goud, zilver of platina tot een waarde van meer dan 2,500 franks, moet worden verpakt in een doos, waarvan de som van lengte en grootste omtrek niet minder dan 3 voet en 6 duim (1.05 meter) mag bedragen.

Artikel 7.

ADRESKAARTEN EN DOUANEVERKLARINGEN.

1. Elk pakket moet vergezeld zijn van een adreskaart en van een stel douaneverklaringen overeenkomstig de voorschriften van het land van bestemming; de douaneverklaringen moeten stevig aan de adreskaart bevestigd worden.

2. Nochtans kunnen eenzelfde adreskaart en eenzelfde stel douaneverklaringen voor twee of ten hoogste drie gewone pakketten worden gebezigd, indien de pakketten van denzelfden afzender afkomstig zijn en voor denzelfden geadresseerde bestemd. Deze bepaling is niet van toepassing op pakketten met aangegeven waarde of die bestemd om vrij van rechten aan de geadresseerden te worden uitgereikt.

3. De beide Administratiën nemen ten aanzien van de nauwkeurigheid der douaneverklaringen geen verantwoordelijkheid op zich.

Artikel 8.

PAKKETTEN UIT TE REIKEN VRIJ VAN RECHTEN.

1. Het adres van een pakket, uit te reiken aan dem geadresseerde vrij van rechten, moet aan het hoofd voorzien zijn van een duidelijke aanwijzing: «Franc de droits» of het equivalent in de taal van het land van oorsprong. De adreszijde van het pakket en de adreskaart moeten voorzien zijn van een geel gekleurd label, waarop in vette letters staan de woorden: «Franc de droits.»

2. Elk pakket dat «Franc de droits» wordt verzonden, gaat vergezeld van een afzonderlijk franco-advies dat stevig aan de adreskaart wordt bevestigd.

Artikel 9.

BERICHT VAN ONTVANGST.

1. Pakketten met aangegeven waarde, waarvan de afzenders een bericht van ontvangst verlangen, moeten op in het oog springende wijze zijn voorzien van het opschrift «Advice of Delivery» of «A.R.» Dezelfde aanwijzing moet op de adreskaarten worden gesteld.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union. This advice of delivery form shall be prepared by the office of origin or by any other office appointed by the Administration of origin and shall be firmly attached to the despatch note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new advice of delivery form.

3. The office of destination, after having duly filled up the form, shall return it, by ordinary post, unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an advice of delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 10 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words " *Duplicata de l'avis de réception* ".

Article 10.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an advice of delivery after an insured parcel has been posted, the office of origin or any other office appointed by the Administration of origin shall fill up an advice of delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Convention of the Postal Union have been affixed.

The form of enquiry accompanied by the advice of delivery form shall be treated according to the provisions of Article 21 below, with the single exception that, in the case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the advice of delivery form in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 11.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative despatch note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin without erasures or corrections even if certified. The indication on the parcel shall be both in words and in figures. The amount of the insured value shall be converted into gold francs by the Administration of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures placed beside or below those representing the amount of the insured value in the currency of the country of origin.

Article 12.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel and its despatch note as well shall bear a small red label with the indication " *Insured* " or " *Valeur Déclarée* " in large letters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

2. De bovenbedoelde pakketten gaan vergezeld van een formulier gelijk aan dat gevoegd bij het Reglement van het Algemeen Postverdrag. Dit formulier wordt opgemaakt door het kantoor van oorsprong of door eenig ander, door de Administratie van afzending aangewezen kantoor; het wordt stevig gehecht aan de adreskaart van het pakket, waarop het betrekking heeft. Indien het formulier het kantoor van bestemming niet bereikt, maakt dit ambtshalve een nieuw bericht van ontvangst op.

3. Het kantoor van bestemming zendt het formulier, na het behoorlijk te hebben ingevuld, zonder omslag en portvrij in de gewone mail terug aan het adres van den afzender van het pakket.

4. Indien de afzender navraag doet naar een bericht van ontvangst dat hem niet binnen een redelijken tijd heeft bereikt, wordt gehandeld overeenkomstig de in het hiernavolgend Artikel 10 aangegeven regelen. In dit geval wordt geen recht opnieuw geheven, doch stelt het kantoor van oorsprong in het hoofd van het formulier de woorden « Duplicata de l'avis de réception. »

Artikel 10.

BERICHT VAN ONTVANGST GEVRAAGD NA DE TERPOSTBEZORGING.

Indien de afzender na de terpostbezorging van een pakket met aangegeven waarde een bericht van ontvangst verzoekt, vult het kantoor van oorsprong of eenig ander door de Administratie van afzending aangewezen kantoor een formulier wegens bericht van ontvangst in en hecht dit aan een navraagformulier, hetwelk vooraf is voorzien van frankeerzegels, het recht vertegenwoordigende, voorgeschreven in het Algemeen Postverdrag.

Het navraagformulier, vergezeld van het formulier wegens bericht van ontvangst, wordt behandeld overeenkomstig de voorschriften van het hiernavolgend Artikel 21, op deze uitzondering na, dat ingeval van regelmatige aflevering van het pakket, het kantoor van bestemming het navraagformulier achterhoudt en het formulier wegens bericht van ontvangst terugzendt op de wijze als is voorgeschreven in paragraaf 3 van het vorige Artikel.

Artikel 11.

AANDUIDING VAN HET BEDRAG DER AANGEGEVEN WAARDE.

Elk pakket met aangegeven waarde en de daarbij behorende adreskaart moeten voorzien zijn van de aanduiding van het bedrag der aangegeven waarde in de munt van het land van oorsprong, zonder doorhaling of overschrijving, ook al zijn die goedgekeurd. De aanduiding op het pakket moet zoowel in letters als in cijfers gesteld zijn. Het bedrag der aangifte moet door de Administratie van afzending in gouden franken worden herleid. Het aldus verkregen bedrag moet duidelijk door andere cijfers worden aangegeven, welke gesteld moeten zijn naast of onder die, aanwijzende het bedrag van het pakket met aangegeven waarde in de munt van het land van oorsprong.

Artikel 12.

LABELS VOOR PAKKETTEN MET AANGEGEVEN WAARDE, ENZ.

Elk pakket met aangegeven waarde en de bijbehorende adreskaart moeten voorzien zijn van een klein rood label met de aanwijzing « Insured » of « Valeur Déclarée » in groote letters.

Indien een pakket muntstukken, gouden of zilveren voorwerpen of andere kostbaarheden bevat, moeten het lak of de andere zegels, de labels van allerlei aard en, in voorkomende gevallen, de op de pakketten gehechte zegels, op eenigen afstand van elkaar bevestigd worden, opdat zij beschadiging van den omslag niet kunnen verbergen. Bovendien mogen de labels en, in voorkomende gevallen, de postzegels evenmin over twee zijden van den omslag worden gevouwen, zoodat zij den rand bedekken.

Article 13.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

The senders of such parcels shall be strongly recommended to furnish the relative despatch note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal or special mark referred to above.

Article 14.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each insured parcel shall be entered by the Administration of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the despatch note, in the place reserved for this purpose.

Article 15.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative despatch note as well shall bear the name of the office of posting and a label indicating the serial number. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 16.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The despatch note shall be impressed by the office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 17.

RETURN OF FRANKING NOTES. RECOVERY OF THE CHARGES ADVANCED.

1. The office which advances the Customs and other charges on behalf of the sender of a " free of charge " parcel shall fill up, so far as it is concerned, the back of the franking note, and return the latter, accompanied by the relative vouchers, if any, in a sealed envelope, without any indication of the contents, to the office specified on the front of the franking note.

2. When a parcel which bears the label " Franc de droits " and is advised accordingly reaches the service of the country of destination without a franking note, the office which undertakes the Customs clearance shall prepare a duplicate franking note, taking care to substitute the name of the country of origin of the parcel for that shown on the franking note and to indicate if possible the date of posting of the parcel. When the franking note is lost after the delivery of the parcel a duplicate shall be prepared under the same conditions.

Artikel 13.

VERZEGELING VAN PAKKETTEN MET AANGEGEVEN WAARDE.

Elk pakket met aangegeven waarde moet zijn verzegeld door middel van lak of lood of andere zegels met een bijzonder en eenvormig kenteeken of merk van den afzender, zullende een voldoende aantal zegels moeten worden gebruikt, dat het onmogelijk is aan den inhoud te raken, zonder dat er duidelijke sporen van schending overblijven.

Aan de afzenders van dergelijke pakketten wordt sterk aanbevolen de betrekkelijke adreskaart steeds, wanneer mogelijk, te voorzien van een nauwkeurige weergave van het hierbovenbedoelde zegel of het bijzondere kenteeken.

Artikel 14.

VERMELDING VAN HET GEWICHT VAN DE PAKKETTEN MET AANGEGEVEN WAARDE.

Het juiste gewicht in grammen van elk pakket met aangegeven waarde wordt door de Administratie van oorsprong vermeld :

- a) op de adreszijde van het pakket ;
- b) op de adreskaart, op de daarvoor bestemde plaats.

Artikel 15.

NUMMER VAN INSCHRIJVING EN PLAATS VAN TERPOSTBEZORGING.

Elk pakket wordt, evenals de daarop betrekking hebbende adreskaart, voorzien van den naam van het kantoor van terpostbezorging en een label vermeldende het nummer van inschrijving. Hetzelfde kantoor van terpostbezorging mag niet gelijktijdig twee of meer reeksen labels gebruiken, tenzij de reeksen zijn aangevuld met een onderscheidend teeken.

Artikel 16.

STEMPELING MET DEN DAGTEEKENINGSTEMPEL.

De adreskaart wordt door het kantoor van terpostbezorging aan de adreszijde voorzien van een afdruk van den stempel, aanwijzende de plaats en den datum van terpostbezorging.

Artikel 17.

TERUGZENDING VAN DE FRANCO-ADVIEZEN. TERUGBEKOMEN VAN DE VOORGESCHOTEN RECHTEN.

1. Het kantoor dat de Douane- en andere rechten ten behoeve van den afzender van een pakket « vrij van rechten » heeft voorgesloten vult, voor zooveel dit kantoor betreft, de achterzijde van het franco-advies in en zendt dit, vergezeld eventueel van de bewijsstukken onder verzegelden omslag, zonder aanduiding van den inhoud, terug aan het kantoor vermeld aan de voorzijde van het franco-advies.

2. Wanneer een pakket, voorzien van een label « Franc de droits » en waarvan de verzending dienovereenkomstig is bericht, den dienst van het land van bestemming zonder franco-advies bereikt, maakt het met de inklaring en vrijmaking belaste kantoor een duplicaat op van het advies, daarbij zorg dragende den naam van het land van oorsprong van het pakket in de plaats te stellen van dien aangewezen op het franco-advies en aan te geven, zoo mogelijk, den datum van terpostbezorging van het pakket.

Wanneer het franco-advies na de aflevering van het pakket is verloren geraakt, wordt naar dezelfde regelen een duplicaat opgemaakt.

3. Franking notes relating to parcels which, for any reason whatsoever, are returned to the country of origin and of which Customs clearance has not been effected by the Administration of destination must be cancelled by the office which returns the parcels.

4. On receipt of a franking note showing the charges disbursed by the Administration of destination, the Administration of origin shall convert the amount of these charges into its own currency at a rate which it fixes itself, and which may not exceed the rate fixed for the issue of money orders for payment in the country in question. The result of the conversion shall be shown in the body of the form and shall be supported by the signature of the officer who made the conversion.

Article 18.

RE-TRANSMISSION.

1. The Administration re-transmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When an Administration returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a verification note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of re-transmission which it has to defray, the re-transmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a verification note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Administration which sends the parcel back shall allow to the Administration from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which Surinam or the United Kingdom has parcel post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the re-transmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected unpaid shall be re-transmitted in its original packing and shall be accompanied by the original despatch note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original despatch note has to be replaced by a substitute note, the name of the office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that office shall be entered both on the parcel and on the despatch note.

Article 19.

RETURN OF UNDELIVERABLE PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 14, section 1, of the Agreement, the Administration of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

3. De franco-adviezen, betrekking hebbende op pakketten, die om welke reden ook worden teruggezonden naar het land van oorsprong en ten aanzien waarvan de inkleding en vrijmaking niet is bewerkstelligd door de Administratie van bestemming, moeten worden onbruikbaar gemaakt door het kantoor dat de pakketten terugzendt.

4. Na ontvangst van een franco-advies, aangevende de door den dienst van bestemming voorgeschoten kosten, herleidt de Administratie van oorsprong het bedrag dier kosten in haar eigen munt volgens een door haar zelf vastgestelden koers, die niet hooger mag zijn dan die, welke voor de afgifte van postwissels voor het betrokken land is vastgesteld. Het aldus verkregen bedrag wordt in het lichaam van het formulier aangegeven en wordt door de handtekening van den ambtenaar, door wien de herleiding is geschied, bekrachtigd.

Artikel 18.

NAZENDING.

1. De Administratie, die een verkeerd gezonden pakket doorzendt, zal daarop geen Douane- of andere niet postale rechten heffen.

Indien een Administratie een dergelijk pakket terugzendt naar het land, vanwaar het rechtstreeks werd ontvangen, restitueert zij de ontvangen vergoedingen en doet mededeeling van de mistvatting door middel van een bericht van bevinding.

In andere gevallen en indien het bedrag der tegood gedane rechten onvoldoende is om de kosten welke te haren laste komen te dekken, vergoedt de nazendende Administratie aan de Administratie, aan welke zij het pakket uitlevert, de voor het vervoer verschuldigde rechten; vervolgens crediteert zij zich voor het bedrag, waarvoor zij ongedekt is, door dit in rekening te brengen aan het nitwisselingskantoor, vanwaar het verkeerd gezonden pakket rechtstreeks werd ontvangen. De reden hiervan wordt aan dit kantoor door middel van een bericht van bevinding medegedeeld.

2. Wanneer een pakket ten onrechte ter verzending is toegelaten, tengevolge van een aan den postdienst te wijten misvatting en om die reden naar het land van oorsprong moet worden teruggezonden, keert de Administratie, die het pakket teruggeeft aan de Administratie vanwaar het werd ontvangen, de vergoedingen uit, welke zij er voor ontvangen heeft.

3. De rechten op een pakket, dat tengevolge van verandering van woonplaats van den geadresseerde of tengevolge van een misvatting van den afzender nagezonden is naar een land waarmede Suriname of het Vereenigd Koninkrijk een postpakkettendienst onderhoudt, komen ten laste van de Administratie, aan wie het pakket is toegezonden, tenzij het recht voor vervoer betaald is ten tijde van de nazending, in welk geval met het pakket zal worden gehandeld, alsof het rechtstreeks van het nazendende land naar het nieuwe land van bestemming geadresseerd ware.

4. Een pakket, dat zonder voldoening der rechten is doorgezonden, zal in zijn oorspronkelijke verpakking en vergezeld van de oorspronkelijke adreskaart worden teruggezonden. Indien het pakket, om welke reden ook, opnieuw moet worden verpakt, of de oorspronkelijke adreskaart door een andere moet worden vervangen, zullen de naam van het kantoor van oorsprong van het pakket en het nummer van de oorspronkelijke inschrijving en, zoo mogelijk, de datum van terpostbezorging op dat kantoor, zoowel op het pakket als op de adreskaart worden vermeld.

Artikel 19.

TERUGZENDING VAN ONBESTELBARE PAKKETTEN.

1. Indien de afzender van een onbestelbaar pakket een verzoek heeft gedaan, dat niet voorzien is in Artikel 14, lid 1 van de Overeenkomst, behoeft de Administratie van bestemming daaraan niet te voldoen, maar kan het pakket naar het land van oorsprong terugzenden, na afloop van den termijn bepaald door het land van bestemming.

2. The Administration which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely on the parcel and on the relative despatch note the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label. The original despatch note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the parcel bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 20.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 16 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Administration of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 21.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS.

For enquiries concerning parcels which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 22.

PARCEL BILL.

1. Insured, cash on delivery, returned and unpaid redirected parcels shall be entered individually by the despatching office of exchange on a parcel bill. The advice of other parcels except transit parcels, shall consist of a statement of the numbers of parcels at the several steps of the weight scale, a note being made on the bill of the number of parcels to be delivered free of charge. Transit parcels shall be entered individually provided that two or more transit parcels, addressed to the same country for which the same amount of credit has to be allowed, may be entered in bulk. The despatch notes, Customs declarations, franking notes, advices of delivery, trade-charge money order forms, etc., shall be forwarded with the parcel bill.

2. Each despatching office of exchange shall number the parcel bills in the top left-hand corner in an annual series for each office of exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first parcel bill of the following year.

Article 23.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the office of exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the

2. De Administratie, die een pakket aan den afzender terugzendt, moet duidelijk en beknopt op het pakket en de betrekkelijke adreskaart de reden van de niet uitreiking vermelden. Deze vermelding kan geschreven worden of geschieden door middel van een stempel of label. De oorspronkelijke adreskaart, behoorende bij het getourneerde pakket, moet teruggezonden worden naar het land van oorsprong met het pakket.

3. Een pakket, dat aan den afzender wordt teruggezonden, wordt op het advies ingeschreven met de aanwijzing « Rebut » in de kolom « Observations ». Het wordt behandeld en met port belast op dezelfde wijze als een pakket dat, tengevolge van verandering van woonplaats van den geadresseerde, wordt nagezonden.

Artikel 20.

VERKOOP. VERNIETIGING.

1. Indien een pakket is verkocht of vernietigd overeenkomstig de bepalingen van Artikel 16 van de Overeenkomst, wordt van den verkoop of de vernietiging procesverbaal opgemaakt.

2. De opbrengst van den verkoop strekt in de eerste plaats tot dekking van de kosten, waarmede het pakket is bezwaard. In voorkomende gevallen wordt het overschot aan het kantoor van oorsprong overgemaakt, om te worden ter hand gesteld aan den afzender, te wiens laste de kosten van overmaking komen.

Artikel 21.

NAVRAAG NAAR PAKKETTEN.

Voor navragen betreffende de pakketten, welke niet zijn teruggezonden, wordt gebruik gemaakt van een formulier gelijk aan dat behoorende bij het Reglement van de Postpakketten-overeenkomst van het Algemeen Postverdrag. Deze formulieren worden ter behandeling gezonden aan de kantoren door de beide Administratiën aangewezen, welke kantoren daarmede zullen handelen op de wijze, als door de beide Administratiën onderling geregeld.

Artikel 22.

ADVIES.

1. De pakketten met aangegeven waarde, de verrekenpakketten, de teruggezonden en de onbetaalde nagezonden pakketten worden door het afzendend kantoor van uitwisseling afzonderlijk op een advies ingeschreven. De kennisgeving van andere pakketten, transitpakketten uitgezonderd, bestaat uit een opgaaf van het aantal pakketten met de onderscheidene gewichtstrappen, terwijl op het advies zal worden aangeteekend het aantal vrij van rechten uit te reiken pakketten. Transitpakketten zullen afzonderlijk worden ingeschreven, behoudens dat twee of meer transitpakketten, bestemd voor hetzelfde land dat eenzelfde vergoeding ontvangt, bij het getal (en bloc) mogen worden ingeschreven. De adreskaarten, de douaneverklaringen, de franco-adviezen, de berichten van ontvangst, de verrekeningspostwisselformulieren, enz. worden met het advies verzonden.

2. Elk afzendend kantoor van uitwisseling voorziet de adviezen in den linkerbovenhoek van volgnummers, welke voor elk kantoor van bestemming een jaarlijksche reeks vormen; zooveel mogelijk wordt onder het nummer de naam vermeld van het schip, waarmede de zending wordt vervoerd. Het laatste nummer van een jaar moet op het eerste advies van het volgend jaar worden vermeld.

Artikel 23.

ONDERZOEK DOOR DE UITWISSELINGSKANTOREN. KENNISGEVING VAN ONREGELMATIGHEDEN.

1. Bij de ontvangst van een zending, hetzij pakketten, hetzij ledige zakken, gaat het uitwisselingskantoor de pakketten en de verschillende stukken, die deze vergezellen, of wel, in daartoe

case may be against the particulars entered in the relative parcel bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a verification note.

2. Errors in the credits allowed in respect of transit parcels shall be notified to the despatching offices of exchange by verification notes. The adjustment of other errors in credits and accounting shall be arranged in connexion with the preparation of the quarterly statements specified in Article 24 below.

Article 24.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Administration shall prepare quarterly for all the parcel mails despatched during the quarter by each of the offices of exchange of the other Administration a statement of the total amounts due in respect of the mails, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall afterwards be summarized by the same Administration in an account which, accompanied by the quarterly statements, shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the quarter following that to which it relates.

3. The quarterly statements shall be checked and accepted by the corresponding Administration by reference to the originals of the parcel bills and shall be summarized in an annual general account prepared by the Administration to which the balance is due.

Article 25.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the account shall be made by the debtor to the creditor Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balance of transit accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of six months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of 5 per cent. per annum so be reckoned from the date of expiration of the said term.

Article 26.

FRANKING NOTES. ACCOUNTING FOR CUSTOMS CHARGES, ETC.

1. The accounting relative to the Customs charges, etc., disbursed by each Administration on behalf of the other shall be effected by means of special quarterly accounts which shall be prepared by the debtor Administration in the currency of the creditor country. The franking notes shall be entered in the accounts in alphabetical order of the offices which have advanced the charges and follow the numerical order which these offices have given to them.

2. The special account accompanied by the franking notes shall be forwarded to the creditor Administration not later than the end of the quarter following that to which it relates. A " Nil " account shall not be prepared.

3. These accounts shall be checked in accordance with the rules fixed by the special Money Order Agreement between the two Administrations.

4. These accounts shall be settled either by a money order or by a draft in the currency of the creditor country or in any other manner mutually agreed upon.

leidend geval, de ledige zakken na met de bijzonderheden vermeld in het betrekkelijk advies; van vermiste voorwerpen of onregelmatigheden wordt, zoo noodig, door middel van een bericht van bevinding mededeeling gedaan.

2. Vergissingen in de vergoedingen voor transitpakketten worden aan de afzende kantoren van uitwisseling door middel van berichten van bevinding medegedeeld. De verbetering van andere vergissingen in de vergoedingen en berekening geschiedt bij het opmaken van de kwartaalstaten, genoemd in Artikel 24 hieronder.

Artikel 24.

AFREKENING VAN DE VERGOEDINGEN.

1. Iedere Administratie laat om het kwartaal van alle pakketpostzendingen, gedurende het kwartaal verzonden door elk der uitwisselingskantoren van de andere Administratie, een staat opmaken van de totaalbedragen verschuldigd voor de zendingen, hetzij in haar voordeel, hetzij in haar nadeel.

2. De bedragen dezer staten worden daarna door dezelfde Administratie verzameld op een rekening, welke vergezeld van de kwartaalstaten, wordt gezonden aan de corresponderende Administratie in den loop van het kwartaal volgende op dat waarover de rekening loopt.

3. De kwartaalstaten worden nagezien en goedgekeurd door de corresponderende Administratie aan de hand van de oorspronkelijke adviezen en worden tezamen gevat in een algemeene jaarrekening, opgemaakt door de Administratie die te vorderen heeft.

Artikel 25.

BETALING VAN DE REKENINGEN.

1. De betaling van het saldo der rekening geschiedt door de Administratie die te betalen heeft aan de Administratie die te vorderen heeft op de wijze voorgeschreven bij het Algemeen Postverdrag voor de verevening van het saldo van transitrekeningen.

2. Het opmaken en de inzending van een algemeene rekening en de betaling van het saldo dier rekening moeten in den kortst mogelijken tijd geschieden en uiterlijk binnen een tijdsverloop van zes maanden na afloop van het tijdvak waarop de rekening betrekking heeft. Na het verstrijken van dezen termijn is wegens door een der Administratiën aan de andere te betalen sommen een rente verschuldigd van 5 ten honderd per jaar, te rekenen van den dag waarop de bedoelde termijn is verstreken.

Artikel 26.

FRANCO-ADVIEZEN. AFREKENING VAN DE DOUANEKOSTEN, ENZ.

1. De afrekening betreffende de douanekosten, enz., welke door iedere Administratie voor rekening van een andere zijn betaald, geschiedt door middel van bijzondere kwartaalrekeningen, welke door de Administratie, die te betalen heeft, worden opgemaakt in de munt van het land, dat te vorderen heeft. De franco-adviezen worden ingeschreven naar alphabetische orde van de kantoren, die de kosten hebben voorgeschoten en in volgorde van de nummers, welke aan die adviezen zijn gegeven.

2. De bijzondere rekening wordt, vergezeld van de franco-adviezen, gezonden aan de Administratie die te vorderen heeft, en wel uiterlijk op het einde van het kwartaal volgende op dat, waarop de rekening betrekking heeft. Een « Nihil » rekening wordt niet opgemaakt.

3. Het onderzoek van deze rekeningen heeft plaats volgens de bepalingen, vastgesteld bij de bijzondere overeenkomst betreffende den postwisseldienst tusschen de beide Administratiën gesloten.

4. De verevening van de rekeningen heeft plaats door middel van een post- of bankwissel in de munt van het land dat te vorderen heeft of op de wijze, wederzijds te bepalen.

Article 27.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Administration shall furnish to the other Administration all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

Article 28.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at London the 4th day of February, and at Paramaribo the 15th day of March, 1938.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) BRUYNING.

Artikel 27.

MEDEDEELINGEN EN KENNISGEVINGEN.

Iedere Administratie zal aan de andere alle noodig geachte inlichtingen verstrekken omtrent onderwerpen van ondergeschikten aard in verband met de werking van den dienst.

Artikel 28.

INWERKINGTREDING EN DUUR VAN HET REGLEMENT.

Dit reglement treedt in werking met ingang van den dag waarop de Postpakkettenovereenkomst in werking treedt en zal voor denzelfden tijd als die Overeenkomst gelden. De betrokken Administratiën zijn evenwel gerechtigd in gemeen overleg in onderwerpen van ondergeschikten aard van tijd tot tijd wijziging te brengen.

Gedaan in dubbel te London den 4en Februari en te Paramaribo den 15 den Maart, 1938.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) BRUYNING.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4385. — ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DU SURINAM RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A LONDRES, LE 4 FÉVRIER 1938, ET A PARAMARIBO, LE 15 MARS 1938.

L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et L'ADMINISTRATION DES POSTES DU SURINAM conviennent d'instituer un service régulier d'échange direct de colis entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Surinam.

Dans le présent accord et dans le règlement d'exécution qui y est annexé, l'expression « Royaume-Uni » comprend la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les îles anglo-normandes et l'île de Man.

ACCORD

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Les colis postaux expédiés du Royaume-Uni à destination du Surinam ne devront pas peser plus de 22 livres (anglaises), ni mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur et plus de 6 pieds, longueur et pourtour réunis ; et les colis expédiés du Surinam à destination du Royaume-Uni ne devront pas peser plus de 10 kg., ni mesurer plus de 1 m. 05 de longueur et plus de 1 m. 80, longueur et pourtour réunis.

2. Pour ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, l'opinion de l'administration expéditrice sera acceptée, sauf dans les cas d'erreur évidente.

Article 2.

TRANSIT DES COLIS.

Les deux administrations postales garantissent sur leur territoire le droit de transit des colis en provenance ou à destination de tous les pays avec lesquels elles échangent respectivement des colis postaux. Les colis en transit seront assujettis aux dispositions du présent accord et du règlement d'exécution, dans la mesure où celles-ci seront applicables.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'affranchissement des colis sera obligatoire, sauf pour les colis réexpédiés ou renvoyés à l'expéditeur.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. La taxe postale comprendra les sommes revenant à chaque administration postale participant au transport des colis, par voie de terre ou de mer.

Article 4.

TAXE TERRITORIALE.

Les taxes territoriales afférentes à l'expédition de colis de l'un des deux pays à destination de l'autre seront, dans le Royaume-Uni, de 1 fr., 1 fr. 50, 2 fr. et 3 fr. 15 pour les colis ne pesant pas plus de 1 kg. (3 lb.), 3 kg. (7 lb.), 5 kg. (11 lb.) et 10 kg. (22 lb.) respectivement ; et dans le Surinam de 1 fr., 1 fr. 50, 2 fr. et 3 fr. 15 pour les colis ne pesant pas plus de 1 kg. (3 lb.), 3 kg. (7 lb.), 5 kg. (11 lb.) et 10 kg. (22 lb.) respectivement.

L'Administration postale du Surinam se réserve le droit d'adapter ses taxes à toutes modifications qui pourront être introduites en matière de taxes par des conventions internationales postérieures à l'Arrangement du Caire de 1934.

L'Administration postale du Royaume-Uni se réserve le droit d'adapter ses taxes territoriales à toutes modifications de ces taxes qui pourront être décidées, en matière d'échange de colis postaux, dans ses relations avec d'autres pays en général.

Article 5.

TAXE MARITIME.

Chacune des deux administrations postales aura le droit de fixer le tarif de tout service maritime qu'elle assurera.

Article 6.

DROIT DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration postale du Surinam est autorisée à percevoir pour le factage et le dédouanement ou pour le factage seul, un droit ne dépassant pas 50 centimes par colis ou toutes autres charges que des conventions internationales postérieures à l'Arrangement du Caire de 1934 pourront fixer. L'Administration postale du Royaume-Uni est autorisée à percevoir les droits qu'elle pourra fixer de temps à autre, d'une manière générale, pour des services similaires, dans ses échanges de colis postaux avec d'autres pays.

Article 7.

DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS NON POSTAUX.

Les droits de douane et tous autres droits non postaux seront acquittés par les destinataires des colis, sauf disposition contraire du présent accord.

Article 8.

COLIS FRANCS DE DROITS.

Moyennant déclaration préalable au bureau de dépôt, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge la totalité des droits dont les colis sont grevés à la livraison.

Dans ces cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer la somme qui pourrait être réclamée par l'administration du pays de destination et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

L'administration qui fait l'avance de droits pour le compte de l'expéditeur est autorisée à percevoir, de ce chef, un droit de commission qui ne peut dépasser 50 centimes par colis. Ce droit est indépendant de celui qui est prévu pour le dédouanement à l'article 6 ci-dessus.

Pour tout colis expédié du Royaume-Uni, en vertu du présent accord, l'Administration des postes du Royaume-Uni est autorisée à réclamer à l'expéditeur un droit spécial ne dépassant pas 1 shilling.

Article 9.

DROIT DE MAGASINAGE.

Chacune des deux administrations postales est autorisée à percevoir tout droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés « poste restante » ou non retirés dans le délai prescrit. Ce droit ne devra en aucun cas excéder 5 francs.

Article 10.

INTERDICTIONS.

1. Les colis postaux ne doivent pas contenir de lettres, notes ou documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ni des paquets de quelque nature que ce soit, portant une autre adresse que celle du destinataire ou des personnes habitant avec ce dernier.

Il est permis, cependant, d'insérer dans l'envoi une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives.

2. Il est également interdit d'inclure dans un colis :

a) Des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents des postes, ou peuvent salir ou détériorer d'autres colis ;

b) Des matières explosibles, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches chargées et les allumettes) ;

c) Des animaux vivants, sauf les abeilles et les sangsues (qui doivent être enfermées dans des boîtes construites de manière à éviter tout danger pour les agents des postes et à permettre la vérification du contenu) ; et des vers à soie ;

d) Des objets dont l'admission est interdite par les lois, les règlements douaniers ou par d'autres règlements ;

e) Des objets obscènes ou immoraux.

Il est, en outre, interdit d'expédier des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux et d'autres objets précieux dans des colis sans valeur déclarée, à destination de pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Les colis admis à tort à l'expédition seront renvoyés au pays d'origine, à moins que l'administration postale du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à en disposer autrement.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou des communications ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi du colis au pays d'origine.

4. Les matières explosibles, inflammables ou dangereuses et les objets obscènes ou immoraux ne seront pas renvoyés au pays d'origine ; l'administration qui les aura trouvés dans son courrier en disposera conformément à son règlement intérieur.

5. Si un colis admis à tort à l'expédition n'est ni renvoyé au pays d'origine ni remis au destinataire, l'administration du pays d'origine doit être informée d'une manière précise du traitement appliqué à ce colis afin qu'elle puisse prendre toutes mesures nécessaires.

Article 11.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception d'un colis avec valeur déclarée dans les conditions fixées pour les colis postaux par la Convention de l'Union postale. Il ne pourra être obtenu d'avis de réception pour un colis sans valeur déclarée.

Article 12.

RÉEXPÉDITION.

1. Les colis pourront être réexpédiés en cas de changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration postale du pays de destination est autorisée à percevoir la taxe de réexpédition prévue par son règlement intérieur. De même, les colis pourront être réexpédiés de l'un des deux pays parties au présent accord, à destination d'un autre pays, pourvu que lesdits colis remplissent les conditions prévues pour leur réexpédition, et qu'en règle générale, la taxe supplémentaire ait été acquittée à l'avance, au moment de la réexpédition, ou que soit produite une pièce établissant que le destinataire acquittera cette taxe.

2. Les taxes supplémentaires de réexpédition qui n'auront pas été acquittées par le destinataire ou par son représentant ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de retour au pays d'origine, mais seront réclamées au destinataire ou à l'expéditeur, suivant le cas, sans préjudice du paiement de tous autres droits spéciaux que l'administration du pays de destination ne consent pas à annuler.

Article 13.

COLIS ACHÉMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis reçus par suite d'une erreur, ou admis à tort à l'expédition, seront réexpédiés ou retournés conformément aux dispositions de l'article 18, paragraphes 1 et 2, du règlement d'exécution.

Article 14.

REBUTS.

1. L'expéditeur aura la faculté de demander au moment du dépôt du colis que celui-ci, s'il ne peut être remis à l'adresse indiquée, soit *a)* traité comme colis abandonné, ou *b)* présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette facilité, sa demande devra figurer sur le bulletin d'expédition, formulée de la façon suivante ou en termes analogues :

« Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée, abandonner. »

« Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée, livrer à... »

Ces indications devront également être inscrites sur l'emballage du colis.

2. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, tout colis tombé en rebut sera retourné à l'expéditeur sans préavis et à ses frais, à l'expiration du délai prescrit par le règlement de l'administration postale du pays de destination.

Néanmoins, un colis définitivement refusé par le destinataire sera retourné immédiatement.

3. Les droits à acquitter sur les colis non remis et retournés à l'expéditeur seront recouvrés conformément aux dispositions de l'article 29.

Article 15.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties au présent accord s'engagent à insister auprès de leurs administrations des douanes respectives pour qu'elles annulent les droits de douane concernant les colis retournés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits ou réexpédiés à destination d'un tiers pays.

Article 16.

VENTE. DESTRUCTION.

Seuls les articles pouvant se détériorer ou se corrompre rapidement pourront être vendus immédiatement, sans avis préalable ou sans formalités judiciaires, même s'il s'agit d'articles en transit, à l'aller ou au retour. Si, pour une raison quelconque, la vente est impossible, les articles détériorés ou corrompus seront détruits.

Article 17.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'auront pu être délivrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne seront pas retournés par l'administration postale du pays de destination, mais seront traités conformément à la législation de ce pays. Aucune demande d'indemnité ne sera adressée par l'administration du pays de destination à l'administration du pays d'origine au sujet de ces colis.

Article 18.

RÉCLAMATIONS.

1. Il pourra être perçu un droit de 0 fr. 60 au maximum pour toute réclamation concernant un colis.

Aucun droit ne sera réclamé si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour avis de réception.

2. Les réclamations ne seront admises que si elles sont faites par l'expéditeur dans le délai d'un an à compter du lendemain de la date du dépôt du colis.

3. Si la réclamation est motivée par une faute de service, le montant du droit de réclamation est restitué.

Article 19.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis peuvent être assurés jusqu'à concurrence d'une somme de 2.000 francs.

2. Un droit d'assurance, qui sera fixé par l'administration postale du pays d'origine, sera perçu par 300 francs de la valeur déclarée ou fraction de cette somme.

3. L'administration du pays d'origine aura également le droit de percevoir sur l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée un droit d'expédition ne dépassant pas 50 centimes.

4. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée recevra, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 20.

DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La déclaration de valeur ne pourra pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi et de l'emballage ; mais il sera permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi sera passible des poursuites judiciaires que peut prescrire la législation du pays d'origine.

Toutefois, un colis dont le contenu n'a aucune valeur pécuniaire pourra être assuré pour une somme nominale afin de bénéficier des garanties qu'offre le système d'assurance.

Article 21.

RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, D'AVARIE OU DE SPOLIATION.

1. Sauf dans les cas mentionnés à l'article suivant, les deux administrations postales seront responsables de la perte des colis et de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur aura droit, de ce fait, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis sans déclaration de valeur, cette indemnité ne pourra dépasser : 10 francs par colis jusqu'à 1 kg. (3 lb.), 25 francs par colis jusqu'à 5 kg. (11 lb.), et 40 francs par colis de plus de 5 kg. Pour les colis avec valeur déclarée, cette indemnité ne pourra dépasser le montant de la valeur déclarée.

Dans les cas où la perte, la spoliation ou l'avarie se sera produite dans le service du pays de destination, l'administration de ce pays pourra verser, à ses propres frais et sans consulter l'administration du pays d'origine, l'indemnité au destinataire, à condition que le destinataire puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

2. Dans le calcul de l'indemnité, les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés ne seront pas pris en considération.

3. L'indemnité sera calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où les marchandises auront été acceptées au transport.

4. Dans les cas où une indemnité sera due pour perte, destruction ou avarie complète d'un colis ou pour spoliation de la totalité de son contenu, l'expéditeur aura droit également au remboursement des taxes de transport.

5. Dans tous les cas, les droits d'assurance et, le cas échéant, la taxe d'expédition resteront acquis aux administrations postales intéressées.

Article 22.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales seront dégagées de toute responsabilité :

- a) En cas de force majeure ;
- b) Lorsque, leur responsabilité n'ayant pas été établie autrement, elles seront dans l'impossibilité de rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;
- c) Lorsque le dommage aura été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il proviendra de la nature de l'objet ;
- d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup d'une des interdictions prévues à l'article 10 ;
- e) Pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu et de l'emballage ;
- f) A l'égard des colis qui n'auront donné lieu, de la part de l'expéditeur, à aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 18 ;
- g) A l'égard des colis contenant des pierres précieuses, de la joaillerie ou un article quelconque d'or, d'argent ou de platine d'une valeur supérieure à 2.500 francs et qui n'auraient pas été emballés dans une boîte de la dimension prescrite à l'article 6, paragraphe 3, du règlement d'exécution.

Article 23.

CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cesseront d'être responsables des colis dont elles auront effectué la remise dans les conditions prescrites par leurs règlements intérieurs et dont les propriétaires ou leurs représentants auront accepté la livraison sans réserve.

Article 24.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

L'indemnité sera versée par l'administration postale du pays d'origine, sauf dans les cas prévus au paragraphe premier de l'article 21, dans lesquels le paiement sera effectué par l'administration postale du pays de destination. L'administration du pays d'origine pourra, toutefois, après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, autoriser l'administration du pays de destination à indemniser le destinataire. L'administration qui aura effectué le paiement conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 25.

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'indemnité sera versée le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.
2. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à indemniser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration si celle-ci, dûment informée de la réclamation, a laissé s'écouler neuf mois sans prendre de décision en la matière.
3. L'administration à laquelle incombe le paiement de l'indemnité peut exceptionnellement différer ce dernier au delà du délai d'un an lorsque la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie de l'envoi est due à un cas de force majeure n'a pas encore été tranchée.

Article 26.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration postale qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans formuler de réserve et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir que le colis a été dûment délivré au destinataire ou à son représentant, ou qu'il a été régulièrement transmis à l'administration postale suivante, selon le cas.
2. Si, dans le cas d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, la perte, la spoliation ou l'avarie est survenue en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays l'irrégularité s'est produite, les deux administrations supporteront le dommage par moitié.
3. Le même principe sera appliqué, dans la mesure du possible, lorsque d'autres administrations auront participé au transport des colis. Toutefois, dans le cas de colis expédiés en transit de l'un des deux pays à travers le territoire de l'autre, ni l'une ni l'autre des deux administrations ne sera considérée comme responsable lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie sera survenue dans un service qui n'accepte aucune responsabilité.
4. Les droits de douane et autres droits qu'il n'aura pas été possible d'annuler seront à la charge de l'administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.
5. Du fait qu'elle a payé l'indemnité, l'administration intéressée est subrogée, jusqu'à concurrence du montant versé, dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité, pour tout recours éventuel contre le destinataire, l'expéditeur ou un tiers.
6. Si un colis considéré comme perdu est ultérieurement retrouvé, en totalité ou en partie, la personne qui aura touché l'indemnité sera avisée qu'il lui est loisible de prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité payée.

Article 27.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION POSTALE DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué, conformément à l'article 24, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement. Ce montant sera recouvré sur l'administration responsable au moyen des décomptes prévus à l'article 24 du règlement d'exécution.

L'administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a primitivement décliné le paiement de l'indemnité sera tenue de supporter tous les frais accessoires résultant du retard injustifié apporté au paiement.

Article 28.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera au bureau destinataire les droits qui reviennent à ce dernier en vertu des dispositions des articles 4 et 5.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays en transit à travers le territoire de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera à l'autre bureau les droits afférents au transport et à l'assurance du colis.

Article 29.

REPRISES EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprend sur l'autre administration le montant des droits qui lui reviennent à elle-même ainsi qu'à toute autre administration participant à la réexpédition ou au renvoi du colis. La reprise sera notifiée sur la feuille de route relative au courrier avec lequel le colis est envoyé.

Article 30.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

En cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi au pays d'origine, la taxe de réexpédition prévue à l'article 12, paragraphe 2, est acquise au pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 31.

DROITS DIVERS.

1. Sont acquis en entier à l'administration postale qui les a perçus :

- a) Le droit spécial prévu à l'article 8, quatrième paragraphe ;
- b) Le droit d'avis de réception prévu à l'article 11 ;
- c) Le droit applicable aux réclamations, mentionné à l'article 18, paragraphe premier ;
- d) Le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée, prévu à l'article 19, paragraphe 3.

2. Le droit de dédouanement prévu à l'article 6 est acquis à l'administration du pays de destination. Le droit de commission mentionné à l'article 8, troisième paragraphe, peut être repris par ladite administration.

Article 32.

DROIT D'ASSURANCE.

En ce qui concerne les colis avec valeur déclarée, l'administration postale du pays d'origine est redevable envers l'administration postale du pays de destination d'un droit de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée pour le transport par terre. Si l'administration du pays de destination assure le transport maritime, l'administration du pays d'origine lui versera un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Article 33.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent accord sont des francs et centimes-or, tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale.
2. Les colis ne pourront être grevés de taxes postales autres que celles qui sont prévues dans le présent accord, sauf avec le consentement mutuel des deux administrations postales.
3. Dans des circonstances exceptionnelles, chacune des deux administrations pourra suspendre temporairement, en totalité ou en partie, le service d'échange des colis postaux, à la condition d'en aviser immédiatement, et, s'il y a lieu, par télégramme, l'autre administration.
4. Les deux administrations ont élaboré le règlement ci-après en vue de l'exécution du présent accord. Les autres questions de détail, qui ne seront pas incompatibles avec les dispositions générales du présent accord et qui n'auront pas été prévues dans le règlement d'exécution, pourront être réglées de temps à autre d'un commun accord.
5. Les législations intérieures du Surinam et du Royaume-Uni seront applicables pour toutes les questions qui n'auraient pas été prévues par les dispositions du présent accord et de son règlement d'exécution.

Article 34.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord prendra effet à partir du 1^{er} avril 1938 et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à compter du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Londres, le 4 février, et à Paramaribo, le 15 mars 1938.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) BRUYNING.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX CONCLU ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DU SURINAM, LES 4 FÉVRIER 1938 ET 15 MARS 1938.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chacune des deux administrations postales acheminera, par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis postaux qui lui seront remis par l'autre administration, pour être expédiés en transit par son territoire.

2. Les colis envoyés en fausse direction seront réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer le bureau réexpéditeur.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange de colis entre les deux pays est effectué par les bureaux désignés d'accord entre les deux administrations postales.

2. Les colis sont échangés entre les deux pays dans des sacs dûment fermés et scellés.

A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis envoyés par l'un des deux pays contractants en transit par l'intermédiaire de l'autre s'opère à découvert.

3. Une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination sera fixée au col de chaque sac, avec l'indication, au dos de l'étiquette, du nombre de colis contenus dans le sac.

4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents devra porter une étiquette distinctive.

5. Les colis avec valeur déclarée, s'ils sont suffisamment nombreux, seront expédiés dans des sacs séparés. L'étiquette attachée au col de tout sac contenant un ou plusieurs colis avec valeur déclarée portera la marque distinctive que les deux administrations auront fixée, de temps à autre, d'accord entre elles.

6. Le poids de chaque sac de colis ne devra pas dépasser 36 kg. (80 livres avoirdupois).

7. Chaque administration fournira les sacs nécessaires à la transmission de ses colis.

8. Les sacs seront retournés vides à l'administration à laquelle ils appartiennent par paquets de dix (neuf sacs contenus dans le dixième) et seront expédiés comme courrier séparé adressé au bureau d'échange désigné par l'administration du pays d'origine. Le nombre des sacs ainsi renvoyés sera indiqué sur une feuille de route distincte de celle qui sert à l'enregistrement des colis eux-mêmes, et cette feuille sera numérotée suivant une série annuelle distincte.

9. Chaque administration sera tenue de payer à l'autre la contre-valeur de tous les sacs qu'elle n'aura pas retournés.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chaque administration postale notifiera à l'autre au moyen d'un tableau :

a) La nomenclature des pays sur lesquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;

- b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;
- c) Le total des frais qui doivent lui être bonifiés par l'autre administration pour chaque destination ;
- d) Le nombre des déclarations en douane dont chaque colis doit être accompagné ;
- e) Tous autres renseignements nécessaires.

2. Chaque administration doit faire connaître à l'autre les noms des pays à destination desquels elle se propose d'envoyer des colis en transit par l'intermédiaire de l'autre, à moins que dans certains cas le nombre de ces colis ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Dans la fixation des droits relatifs aux colis postaux, chaque administration postale aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs, dans sa propre monnaie, qu'elle jugera appropriés.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis doit :

a) Porter l'adresse exacte du destinataire en caractères latins. Les adresses au crayon ne sont pas admises. Toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre sur un fond préalablement mouillé. L'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée à ce dernier, assez solidement pour qu'elle ne puisse se détacher. Il sera recommandé à l'expéditeur d'un colis d'insérer dans l'envoi une copie de l'adresse avec mention de sa propre adresse :

b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la protection du contenu.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres envois doivent être emballés de façon à éviter tout risque.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant), sera ménagé un espace qui sera rempli de sciure, de son ou de quelque autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber tout le contenu liquide en cas de bris.

2. Les poudres sèches colorantes, telles que le bleu d'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes en métal résistant placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux emballages.

3. Tout colis contenant des pierres précieuses, de la bijouterie ou des articles d'or, d'argent ou de platine d'une valeur supérieure à 2.500 francs, sera emballé dans une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1 m. 05), longueur et pourtour réunis.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et d'une série de déclarations en douane, conformément au règlement du pays de destination. Les déclarations en douane devront être solidement fixées au bulletin d'expédition.

2. Un seul bulletin d'expédition et une seule série de déclarations en douane peuvent cependant servir pour deux ou trois colis ordinaires (au maximum) expédiés en même temps, par un même expéditeur, au même destinataire. Cette disposition n'est pas applicable aux colis avec valeur déclarée, ni aux colis qui doivent être livrés « francs de droits ».

3. Les deux administrations postales n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

COLIS FRANCS DE DROITS.

1. Les colis qui doivent être livrés francs de droits au destinataire porteront, du côté de l'adresse, en caractères distincts, l'inscription « Franc de droits » ou son équivalent dans la langue du pays d'origine. Ces colis porteront également, du côté de l'adresse et sur le bulletin d'expédition, une étiquette jaune avec, en gros caractères, l'expression « Franc de droits ».

2. Tout colis expédié « franc de droits » est accompagné d'un bulletin d'affranchissement distinct qui est attaché solidement au bulletin d'expédition.

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée dont l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Advice of Delivery » ou « A. R. ». La même mention sera reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces colis sont accompagnés d'une formule conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale. Cette formule est préparée par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays d'origine ; elle est solidement attachée au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dressera d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renverra par le courrier ordinaire, à découvert et en franchise de port, à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai raisonnable, il est procédé conformément aux règles prévues à l'article 10 ci-dessous. Dans ce cas, il n'est pas perçu de deuxième taxe, et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule la mention « Duplicata de l'avis de réception ».

Article 10.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception pour un colis avec valeur déclarée postérieurement au dépôt, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays d'origine remplit une formule d'avis de réception et l'attache à une formule de réclamation sur laquelle sont apposés les timbres représentant le droit fixé par la Convention de l'Union postale.

La formule de réclamation, accompagnée de l'avis de réception, est traitée selon les prescriptions de l'article 21 ci-dessous, sous cette seule réserve que, en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retirera la formule de réclamation et renverra l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 11.

INDICATION DE LA VALEUR DÉCLARÉE.

Tout colis avec valeur déclarée, ainsi que le bulletin d'expédition y afférent, doit porter l'indication du montant de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication

doit être faite sans rature ni surcharge, même approuvées. La valeur sera indiquée sur le colis, à la fois en lettres et en chiffres. Le montant de la valeur déclarée sera converti en francs-or par l'administration postale du pays d'origine. Le résultat de la conversion doit être indiqué distinctement par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine.

Article 12.

ETIQUETTES POUR COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE, ETC.

Les colis avec valeur déclarée ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent porter une petite étiquette rouge avec l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée » en gros caractères.

Lorsqu'un colis contient des pièces de monnaie, des lingots ou d'autres objets précieux, les cachets de cire ou autres cachets, de même que les étiquettes de toute nature et les timbres-poste, apposés sur le colis doivent être espacés de façon à ne pouvoir cacher les détériorations de l'emballage. En outre, les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste ne doivent pas être repliés sur les deux faces de l'emballage, de manière à recouvrir les bords.

Article 13.

FERMETURE DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Tout colis avec valeur déclarée doit être scellé par des cachets à la cire, par des plombs ou par d'autres cachets portant une empreinte ou une marque spéciale uniforme de l'expéditeur, les cachets devant être en nombre suffisant pour qu'il soit impossible de toucher au contenu sans laisser des traces évidentes de violation.

Les expéditeurs de ces colis seront instamment invités à munir le bulletin d'expédition afférent aux colis, toutes les fois que cela sera possible, d'une reproduction exacte du cachet ou de la marque spéciale susmentionnée.

Article 14.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit par le bureau d'origine :

- a) Sur le colis, du côté de la suscription ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à la place réservée à cet effet.

Article 15.

NUMÉRO D'ORDRE ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition y afférent, devra porter le nom du bureau de dépôt, ainsi qu'une étiquette indiquant le numéro d'ordre. Le même bureau de dépôt ne devra pas utiliser en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf dans les cas où chaque série est pourvue d'une marque distinctive.

Article 16.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition sera frappé, par le bureau d'origine, du côté de la suscription, d'un timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 17.

RENVOI DES BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. RECOUVREMENT DES DROITS AVANCÉS.

1. Le bureau qui a fait l'avance des frais de douane ou autres pour le compte de l'expéditeur d'un colis « franc de droits » complète, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et renvoie ce dernier, accompagné, le cas échéant, des pièces justificatives, sous enveloppe fermée et sans indication du contenu, au bureau spécifié au recto du bulletin d'affranchissement.

2. Lorsqu'un colis qui porte l'étiquette « franc de droits » et est enregistré comme tel parvient au service du pays de destination sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata du bulletin, en ayant soin de substituer le nom du pays d'origine de l'envoi à celui qui figure sur le bulletin et d'indiquer, autant que possible, la date de dépôt du colis. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

3. Les bulletins d'affranchissement afférents aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine et dont le dédouanement n'a pas été effectué par l'administration du pays de destination, doivent être annulés par les soins du bureau qui renvoie le colis.

4. A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'administration postale du pays de destination, l'administration postale du pays d'origine convertit le montant de ces frais dans sa propre monnaie à un taux qu'elle détermine elle-même et qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du pays en question. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule avec, à l'appui, la signature de l'agent qui a opéré la conversion.

Article 18.

RÉEXPÉDITION.

1. L'administration qui réexpédie un colis envoyé en fausse direction ne percevra, pour ce colis, ni droits de douane ni autres taxes non postales.

Lorsqu'une administration renverra un de ces colis au pays d'où il a été acheminé en dernier lieu, elle restituera les bonifications reçues et signalera l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas, et si le montant qui lui a été attribué est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'administration réexpéditrice bonifie à l'administration à laquelle elle transmet le colis les droits de transport que comporte l'acheminement ; elle se crédite ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui a transmis en dernier lieu le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui réexpédie le colis fait remise, au bureau qui le lui a livré, des bonifications qu'elle a reçues du chef de ce colis.

3. Les taxes grevant un colis réexpédié, par suite d'un changement de résidence du destinataire ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, à destination d'un pays avec lequel le Surinam ou le Royaume-Uni échangent des colis postaux, seront reprises sur l'administration à laquelle le colis est expédié, à moins que la taxe de transport ne soit acquittée au moment de la réexpédition, auquel cas le colis sera traité comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au nouveau pays de destination.

4. Tout colis réexpédié en port dû sera envoyé dans son emballage primitif et sera accompagné du bulletin d'expédition original. Si le colis, pour une raison quelconque, doit être remballé ou si le bulletin d'expédition original doit être remplacé par un bulletin supplémentaire, le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'ordre primitif et, si possible, la date de dépôt audit bureau, devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 19.

RENOI DES COLIS NON REMIS.

1. Si l'expéditeur d'un colis qui n'a pu être remis a formulé une demande non prévue au paragraphe premier de l'article 14 de l'accord, l'administration postale du pays de destination ne sera pas tenue de donner suite à cette demande, mais elle pourra renvoyer le colis au pays d'origine, à l'expiration du délai de garde prévu par le règlement du pays de destination.

2. L'administration qui retournera un colis à l'expéditeur indiquera, en termes clairs et concis, sur le colis même et sur le bulletin d'expédition y afférent, la cause de la non-livraison. Cette indication pourra être manuscrite ou être fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Le bulletin d'expédition original afférent au colis retourné devra être renvoyé au pays d'origine avec le colis.

3. Tout colis à renvoyer à l'expéditeur sera inscrit sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Il sera traité et taxé comme un colis réexpédié par suite de changement de domicile du destinataire.

Article 20.

VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis aura été vendu ou détruit conformément aux dispositions de l'article 16 de l'accord, il sera dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente servira en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. L'excédent éventuel sera transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être versé à l'expéditeur, qui supportera les frais de cette transmission.

Article 21.

RÉCLAMATIONS CONCERNANT LES COLIS.

Pour les réclamations concernant des colis non renvoyés, il sera fait usage d'une formule conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de l'arrangement relatif aux colis postaux de l'Union postale universelle. Ces formules seront transmises aux bureaux désignés à cet effet par les deux administrations et seront traitées de la manière qui aura été convenue mutuellement entre les deux administrations.

Article 22.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis avec valeur déclarée, les colis contre remboursement, les colis renvoyés à l'origine et les colis réexpédiés non payés, sont inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route. Les renseignements relatifs aux autres colis, sauf les colis en transit, seront constitués par l'indication du nombre des colis des différentes catégories de poids prévues, avec mention, sur la feuille de route, du nombre des colis « francs de droits ». Les colis en transit seront inscrits individuellement, mais deux ou plusieurs colis en transit, à destination du même pays, pour lesquels doit être faite la même bonification, pourront être inscrits en bloc. Les bulletins d'expédition, les déclarations en douane, les bulletins d'affranchissement, les avis de réception, ainsi que les formules de mandats de remboursement, etc., sont joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera les feuilles de route, à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chacun des bureaux d'échange de destination et en indiquant, autant que possible, sous le numéro, le nom du navire qui transporte le courrier. Le dernier numéro de l'année devra être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 23.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. A la réception d'un courrier, qu'il s'agisse de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange vérifiera les colis et les divers documents qui les accompagnent, ou les sacs vides, suivant le cas, d'après les indications inscrites sur la feuille de route y relative, et, le cas échéant, il signalera au moyen d'un bulletin de vérification les articles manquants ou toutes autres irrégularités.

2. Toute erreur dans les bonifications allouées pour les colis en transit sera notifiée aux bureaux d'échange expéditeurs au moyen de bulletins de vérification. La rectification d'autres erreurs dans les bonifications et les décomptes se fera lors de la préparation des états trimestriels spécifiés à l'article 24 ci-après.

Article 24.

DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chaque administration postale établira trimestriellement, pour tous les envois de colis expédiés pendant le trimestre par chacun des bureaux d'échange de l'autre administration, un état des sommes totales dues à la suite de ces envois et concernant, soit son crédit, soit son débit.

2. Ces états sont ensuite récapitulés par la même administration dans un compte qui, accompagné des états trimestriels, est envoyé à l'administration correspondante dans le cours du trimestre qui suit celui auquel il se rapporte.

3. Les états trimestriels, après avoir été vérifiés et acceptés par l'administration correspondante, à la suite d'un collationnement avec les originaux des feuilles de route, seront résumés dans un compte général annuel par l'administration à laquelle le solde est dû.

Article 25.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde résultant de la balance des comptes est payé par l'administration débitrice à l'administration créditrice de la manière prescrite par la Convention de l'Union postale pour la liquidation des soldes des comptes de transit.

2. L'établissement et l'envoi d'un compte général, ainsi que le paiement du solde de ce compte, doivent être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, dans le délai de six mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. Passé ce délai, les sommes dues par une administration postale à l'autre porteront intérêt, au taux de cinq pour cent par an, à compter de la date d'expiration dudit délai.

Article 26.

BULLETIN D'AFFRANCHISSEMENT. DÉCOMPTE DES FRAIS DE DOUANE, ETC.

1. Le décompte relatif aux frais de douane, etc., déboursés par chaque administration pour le compte de l'autre est effectué au moyen de comptes particuliers trimestriels qui sont établis par l'administration débitrice dans la monnaie du pays créateur. Les bulletins d'affranchissement sont inscrits dans les comptes dans l'ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique que leur ont donné ces bureaux.

2. Le compte particulier, accompagné des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'administration créditrice au plus tard à la fin du trimestre qui suit celui auquel il se rapporte. Il n'est pas dressé de compte négatif.

3. La vérification des comptes est effectuée d'après les règles fixées par l'accord particulier concernant l'échange de mandats de poste entre les deux administrations.

4. Les comptes sont réglés, soit par mandat de poste, soit au moyen de traites dans la monnaie du pays créateur ou de toute autre manière convenue.

Article 27.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale communiquera à l'autre tous les renseignements nécessaires sur les points de détail concernant le fonctionnement du service.

Article 28.

MISE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'accord relatif aux colis postaux, et il aura la même durée que cet accord. Cependant, les administrations intéressées auront le droit d'en modifier de temps à autre les détails d'un commun accord.

Fait en double expédition, à Londres, le 4 février, et à Paramaribo, le 15 mars 1938.

(L. S.) G. C. TRYON.

(L. S.) BRUYNING.

N° 4386.

BELGIQUE, DANEMARK,
FINLANDE, LUXEMBOURG,
NORVÈGE,
PAYS-BAS ET SUÈDE

Déclaration des gouvernements si-
gnataires de l'Arrangement du
28 mai 1937 pour le développe-
ment des échanges commerciaux.
Signée à Oslo, le 11 mai 1938.

BELGIUM, DENMARK,
FINLAND, LUXEMBURG,
NORWAY,
THE NETHERLANDS
AND SWEDEN

Declaration by the Governments
Signatories of the Agreement of
May 28th, 1937, for the Promo-
tion of Commercial Exchanges.
Signed at Oslo, May 11th, 1938.

N^o 4386. -- DÉCLARATION ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE LA BELGIQUE, DU DANEMARK, DE LA FINLANDE, DU LUXEMBOURG, DE LA NORVÈGE, DES PAYS-BAS ET DE LA SUÈDE, SIGNATAIRES DE L'ARRANGEMENT DU 28 MAI 1937 POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ÉCHANGES COMMERCIAUX. SIGNÉE A OSLO, LE 11 MAI 1938.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 1^{er} juillet 1938.

Les gouvernements signataires de l'Arrangement¹ pour le développement des échanges commerciaux signé à La Haye le 28 mai 1937, à savoir les Gouvernements de la Belgique, du Danemark, de la Finlande, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède,

Reconnaissant que le développement de la conjoncture mondiale ne leur permet pas pour le moment de renouveler cet accord ;

Désireux néanmoins de continuer la collaboration économique qu'ils ont inaugurée par la signature de la Convention² de rapprochement économique et du Protocole, signés à Oslo, le 22 décembre 1930 ;

Se déclarent prêts, aussitôt que les conditions économiques le permettront, à reprendre leurs pourparlers collectifs, en vue d'une réduction des entraves au commerce, notamment en s'accordant réciproquement certaines facilités d'importation pour les articles intéressant leur commerce mutuel.

Dans l'intervalle chacun d'eux traitera avec la plus grande bienveillance l'importation des marchandises originaires et en provenance des autres Etats signataires. Dans le cas où il serait obligé de prendre des mesures de protection, il aura égard aux intérêts des autres pays et s'efforcera de maintenir les relations économiques normales.

En outre, les gouvernements mentionnés ci-dessus sont tombés d'accord sur les stipulations suivantes :

1. Chacun d'eux communiquera dans la mesure du possible aux autres gouvernements, afin que ceux-ci puissent faire valoir leurs objections éventuelles, toutes mesures soumettant à des restrictions quantitatives, à un contrôle de devises ou à des taxes spéciales l'importation de toutes marchandises qui jusqu'alors n'auraient pas été l'objet de pareilles mesures. Cette communication devra en principe être faite quinze jours avant la date envisagée pour la mise en vigueur de la mesure en question. S'il était impossible à un gouvernement de respecter les délais fixés ci-dessus, il en informerait les autres gouvernements signataires.

2. Dans le cas où un des gouvernements verrait ses intérêts économiques mis en péril par une concurrence anormale exercée sur son territoire par des ressortissants d'un autre Etat signataire, ce dernier devra accepter l'ouverture de pourparlers sur cette question, si la demande lui en est faite. Le gouvernement ainsi sollicité ouvrira une

¹ Vol. CLXXX, page 5, de ce recueil.

² Vol. CXXXVI, page 341 ; et vol. CXLII, page 380, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4386. — DECLARATION BETWEEN THE GOVERNMENTS OF BELGIUM, DENMARK, FINLAND, LUXEMBURG, NORWAY, THE NETHERLANDS AND SWEDEN, SIGNATORIES OF THE AGREEMENT OF MAY 28TH, 1937, FOR THE PROMOTION OF COMMERCIAL EXCHANGES. SIGNED AT OSLO, MAY 11TH, 1938.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations and by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place July 1st, 1938.

The Governments signatory to the Agreement² for the Promotion of Commercial Exchanges signed at The Hague on May 28th, 1937, namely, the Governments of Belgium, Denmark, Finland, Luxemburg, Norway, the Netherlands and Sweden,

Recognising that the state of world conditions prevents them for the time being from renewing this Agreement ;

But desiring to continue the economic co-operation which they inaugurated with the signature of the Convention³ of Economic Rapprochement and the Protocol, signed at Oslo on December 22nd, 1930 ;

Declare themselves ready, as soon as economic conditions shall permit, to resume their collective conversations for a reduction of the obstacles to trade, particularly by granting each other certain facilities for the importation of articles which are of consequence to their mutual trade.

In the meantime, each of them will treat with the greatest consideration imports of goods originating in and coming from the other signatory States. Any one of them who may be obliged to adopt measures of protection shall take into consideration the interests of the others and shall endeavour to maintain normal economic relations.

Furthermore, the above-mentioned Governments have agreed on the following provisions :

1. Each of them shall, so far as possible, communicate to the other Governments, to enable these to put forward any objections they may have, all measures subjecting to quantitative restrictions, foreign exchange control or special import taxes any goods which have not hitherto been the object of such measures. As a general principle, such communication shall be made fifteen days before the date proposed for the entry into force of the measure in question. If any Government finds it impossible to conform to the period above mentioned it shall inform the other signatory Governments.

2. If one of the Governments should find its economic interests imperilled by abnormal competition within its own territory from nationals of another signatory State, the latter shall agree to open conversations on this question, if so requested. The Government thus applied to shall open an enquiry on the subject and shall, if necessary, examine,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. CLXXX, page 5, of this Series.

³ Vol. CXXXVI, page 341 ; and Vol. CXLII, page 380, of this Series.

enquête à ce sujet et, le cas échéant, il examinera de commun accord avec l'Etat demandeur les mesures qu'il serait possible de prendre pour mettre fin à l'état de choses incriminé.

Des pourparlers pourront également avoir lieu entre les gouvernements signataires dans d'autres cas où une concurrence anormale mettrait en péril les intérêts économiques de l'un d'entre eux.

3. Les communications faites en vertu des stipulations de l'article premier de la Convention de rapprochement économique signée à Oslo le 22 décembre 1930 seront, dans la mesure du possible, accompagnées des renseignements complémentaires suivants, groupés sous forme de tableau :

a) Numéro du tarif douanier auquel se rapporte la modification envisagée ;

b) Régime douanier existant ;

c) Taux du droit proposé ;

d) Volume et valeur de l'importation de la marchandise visée en provenance des territoires de chacun des Etats signataires de la présente déclaration, pendant les dernières années.

Des renseignements analogues seront fournis en ce qui concerne l'application du point 1 ci-dessus, pour autant que les mesures envisagées le comportent.

Les renseignements seront fournis en plusieurs exemplaires et rédigés, en principe, en langue française.

4. Les gouvernements signataires organiseront d'une manière périodique les réunions de délégués prévues au Protocole¹ de collaboration économique de La Haye du 28 mai 1937.

5. La présente déclaration entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1938. Les obligations prises par les Etats signataires aux points 1, 2 et 3 ci-dessus pourront être dénoncées avec un préavis de six mois.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration.

Fait à Oslo, le onze mai mil neuf cent trente-huit, en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives du Ministère des Affaires étrangères à Oslo ; copie conforme en sera transmise par celui-ci aux gouvernements des Etats signataires.

Belgique :

M. SUETENS.

Danemark :

E. WAERUM.

Sous réserve de l'approbation du Gouvernement danois pour ce qui concerne le point 1.

Finlande :

T. O. VAHERVUORI.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 3 juin 1938.

*Le Directeur des Affaires de la
Société des Nations,
Rolf Andersen.*

Luxembourg :

A. WEHRER.

Norvège :

C. F. SMITH.

Pays-Bas :

(pour le Royaume des Pays-Bas)

H. M. HIRSCHFELD.

Suède :

G. HÄGGLÖF.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
W. C. Beucker Andreae.*

¹ Vol. CLXXX, page 14, de ce recueil.

in agreement with the applicant State, what measures may be taken to put an end to the state of affairs complained of.

Conversations may also be held between the signatory Governments in other cases of abnormal competition imperilling the economic interests of one of them.

3. Communications made in virtue of the stipulations of Article 1 of the Convention of Economic Rapprochement signed at Oslo on December 22nd, 1930, shall, as far as possible, be accompanied by the following additional information arranged in tabular form :

- (a) Number of the item in the Customs tariff to which the proposed modification applies ;
- (b) Present Customs treatment ;
- (c) Amount of proposed duty ;
- (d) Volume and value of imports of the goods in question from the territories of each of the States signatory to the present Declaration during the past few years.

Similar information shall be provided regarding the application of No. 1 above in so far as is required by the measures contemplated.

Information shall be provided in several copies and drawn up, as a general principle, in French.

4. The signatory Governments shall periodically organise meetings of delegates as laid down by the Protocol¹ of Economic Co-operation signed at The Hague on May 28th, 1937.

5. The present Declaration shall come into force on July 1st, 1938. The obligations undertaken by the signatory States in respect of Nos. 1, 2 and 3 above may be denounced on giving six months' notice.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for this purpose, have signed the present Declaration.

Done at Oslo, May 11th, 1938, in a copy which shall be deposited in the archives of the Ministry of Foreign Affairs at Oslo ; a true copy shall be transmitted by the latter to the Governments of the signatory States.

Belgium :

M. SUETENS.

Denmark :

E. WAERUM.

Subject to the approval of the Danish Government as regards No. 1.

Finland :

T. O. VAHERVUORI.

Luxemburg :

A. WEHRER.

Norway :

C. F. SMITH.

Netherlands :

(for the Kingdom of the Netherlands)

H. M. HIRSCHFELD.

Sweden :

G. HÄGGLÖF.

¹ Vol. CLXXX, page 15, of this Series.

N° 4387.

HONGRIE ET IRAN

Echange de notes concernant la
réglementation des échanges com-
merciaux entre les deux pays.
Téhéran, le 18 décembre 1937.

HUNGARY AND IRAN

Exchange of Notes regarding the
Regulation of Commercial Exchan-
ges between the Two Countries.
Teheran, December 18th, 1937.

N^o 4387. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET IRANIEN CONCERNANT LA RÉGLEMENTATION DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS. TÉHÉРАН, LE 18 DÉCEMBRE 1937.

Texte officiel français communiqué par le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 1^{er} juillet 1938.

I.

TÉHÉРАН, le 18 décembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que pour régler les échanges commerciaux entre le Royaume de Hongrie et l'Empire de l'Iran, le Gouvernement royal de Hongrie est prêt à soumettre, sous conditions d'une parfaite réciprocité, les produits naturels ou fabriqués iraniens importés en Hongrie à un traitement qui ne soit pas plus défavorable que celui auquel seront soumis les produits naturels ou fabriqués similaires d'un tiers pays quelconque.

Toutefois, les dispositions qui précèdent ne seront pas étendues aux avantages que le Gouvernement royal de Hongrie accorde ou accordera à des tiers États en échange des avantages spéciaux qui lui sont ou seront accordés par lesdits États.

Les dispositions qui précèdent entreront en vigueur dix jours après la date de la présente lettre et continueront leurs effets jusqu'à trois mois après que l'une ou l'autre des Parties aura exprimé le désir de les dénoncer.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

(Signé) Zoltán DE MÁRIÁSSY,
Ministre de Hongrie.

Son Excellence
Monsieur Enayatollah Samiy,
Ministre des Affaires étrangères.

¹ Entré en vigueur le 28 décembre 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4387. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE HUNGARIAN AND IRANIAN GOVERNMENTS REGARDING THE REGULATION OF COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN THE TWO COUNTRIES. TEHERAN, DECEMBER 18TH, 1937.

French official text communicated by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place July 1st, 1938.

I.

TEHERAN, December 18th, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Acting on instructions received from my Government, I have the honour to inform Your Excellency that in order to regulate commercial exchanges between the Kingdom of Hungary and the Empire of Iran, the Royal Government of Hungary is ready, subject to complete reciprocity, to grant Iranian natural or manufactured products imported into Hungary treatment no more unfavourable than that accorded to similar natural or manufactured products of any third country.

The foregoing provisions shall not, however, apply to advantages which the Royal Government of Hungary grants or may grant in future to third States in return for special advantages granted or to be granted to it by the said States.

The foregoing provisions shall come into force ten days after the date of the present letter and shall continue their effect until three months after one or other of the Parties shall have expressed a desire to denounce them.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Zoltán de MÁRIÁSSY,
Minister of Hungary.

His Excellency
Monsieur Enayatollah Samiy,
Minister for Foreign Affairs.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force December 28th, 1937.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

TÉHÉRAN, le 18 décembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que pour régler les échanges commerciaux entre l'Empire de l'Iran et le Royaume de Hongrie, le Gouvernement impérial est prêt à soumettre, sous conditions d'une parfaite réciprocité, les produits naturels ou fabriqués hongrois importés en Iran à un traitement qui ne soit pas plus défavorable que celui auquel seront soumis les produits naturels ou fabriqués similaires d'un tiers pays quelconque.

Toutefois, les dispositions qui précèdent ne seront pas étendues aux avantages que le Gouvernement impérial de l'Iran accorde ou accordera à des tiers États en échange des avantages spéciaux qui lui sont ou seront accordés par lesdits États.

Les dispositions qui précèdent entreront en vigueur dix jours après la date de la présente lettre et continueront leurs effets jusqu'à trois mois après que l'une ou l'autre des Parties aura exprimé le désir de le dénoncer.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) SAMIV,

Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence

Monsieur Zoltán de Máriássy de Markus- et Batizfalva,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire du Royaume de Hongrie,
Téhéran.

II.

TEHERAN, *December 18th, 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Acting on instructions received from my Government, I have the honour to inform Your Excellency that in order to regulate commercial exchanges between the Empire of Iran and the Kingdom of Hungary, the Imperial Government is ready, subject to complete reciprocity, to grant Hungarian natural or manufactured products imported into Iran treatment no more unfavourable than that accorded to similar natural or manufactured products of any third country.

The foregoing provisions shall not, however, apply to advantages which the Imperial Government of Iran grants or may grant in future to third States in return for special advantages granted or to be granted to it by the said States.

The foregoing provisions shall come into force ten days after the date of the present letter and shall continue their effect until three months after one or other of the Parties shall have expressed a desire to denounce them.

I have the honour to be, etc.

(Signed) SAMIY,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Monsieur Zoltán de Máriássy de Markus- et Batizfalva,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of the Kingdom of Hungary,
Teheran.

N° 4388.

BULGARIE ET LETTONIE

Accord concernant les échanges commerciaux entre les deux pays, ainsi que le mode des paiements y afférents. Signé à Berlin, le 17 mai 1938.

BULGARIA AND LATVIA

Agreement regarding Commercial Exchanges between the Two Countries and regulating Payments connected therewith. Signed at Berlin, May 17th, 1938.

N^o 4388. — ACCORD CONCERNANT LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LA BULGARIE ET LA LETTONIE, AINSI QUE LE MODE DES PAIEMENTS Y AFFÉRENTS. SIGNÉ A BERLIN, LE 17 MAI 1938.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 1^{er} juillet 1938.

LE GOUVERNEMENT LETTON et LE GOUVERNEMENT BULGARE, désireux de régler les échanges commerciaux entre la Lettonie et la Bulgarie et les paiements y afférents, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les sommes dues pour les marchandises d'origine lettone importées en Bulgarie seront versées à l'échéance par les importateurs bulgares à un compte global tenu en lévas, non productif d'intérêts, ouvert dans ce but à la Banque nationale de Bulgarie au nom du Bureau de Compensation auprès du Ministère des Finances de Lettonie.

La Banque nationale de Bulgarie informera le Bureau de Compensation lettone de chaque versement qui aura été effectué pour son compte, avec toutes les indications nécessaires.

Article 2.

Le Bureau de Compensation lettone utilisera les montants versés à son compte global à la Banque nationale de Bulgarie pour le paiement des marchandises d'origine bulgare, importées en Lettonie après l'entrée en vigueur du présent accord ainsi que pour le règlement des frais accessoires visés à l'article 8.

La Banque nationale de Bulgarie informera le Bureau de Compensation lettone de l'exécution de tout ordre de paiement aux créanciers bulgares.

Article 3.

Au cas où des versements en devises seraient faits à ce compte global, la Banque nationale de Bulgarie convertira en lévas le montant versé en devises d'après le cours officiel au jour du versement, en augmentant le cours de change du pourcentage de prime établi en Bulgarie pour la devise en cause.

Article 4.

Les ordonnances en matière de devises en vigueur en Lettonie et en Bulgarie auront pleine application.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4388. — AGREEMENT REGARDING COMMERCIAL EXCHANGES BETWEEN BULGARIA AND LATVIA AND REGULATING PAYMENTS CONNECTED THEREWITH. SIGNED AT BERLIN, MAY 17TH, 1938.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place July 1st, 1938.

THE LATVIAN GOVERNMENT and THE BULGARIAN GOVERNMENT, desiring to regulate commercial exchanges between Latvia and Bulgaria and payments relating thereto, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Sums due in respect of goods of Latvian origin imported into Bulgaria shall be paid when due, by the Bulgarian importers, into a non-interest-bearing pooled leva account, opened for this purpose with the National Bank of Bulgaria in the name of the Clearing Office of the Latvian Ministry of Finance.

The National Bank of Bulgaria will inform the Latvian Clearing Office of all payments for its account, with the relevant particulars.

Article 2.

The Latvian Clearing Office will use sums paid into its pooled account at the National Bank of Bulgaria to pay for goods of Bulgarian origin imported into Latvia after the entry into force of the present Agreement and to defray the incidental expenditure mentioned in Article 8.

The National Bank of Bulgaria will inform the Latvian Clearing Office of the execution of any orders for payment to Bulgarian creditors.

Article 3.

In the case of payments in foreign currency into this pooled account, the National Bank of Bulgaria will convert the sum into levas at the official rate of exchange on the day of payment plus the premium percentage fixed in Bulgaria for the currency in question.

Article 4.

The ordinances in force in Latvia and Bulgaria regarding foreign currency shall apply in their entirety.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 5.

Il est entendu que pour le règlement des paiements commerciaux selon les dispositions du présent accord le Bureau de Compensation letton et la Banque nationale de Bulgarie n'agissent que comme intermédiaires et n'assument aucune responsabilité ni pour le transfert ni quant aux fluctuations des changes.

Article 6.

L'origine lettone ou l'origine bulgare de la marchandise doit être prouvée par un certificat d'origine établi en français par les autorités compétentes du pays d'origine. Les certificats d'origine sont dispensés de la légalisation consulaire.

Article 7.

Les compensations privées seront également admises, mais seulement avec l'autorisation préalable des autorités compétentes des deux pays.

Les compensations privées déjà autorisées par la Banque nationale de Bulgarie et les autorités compétentes lettones et se trouvant en cours d'exécution seront liquidées dans le délai de trois mois. Quant aux compensations privées qui n'auraient pas pu être exécutées dans ce délai, la Banque nationale de Bulgarie et les autorités compétentes lettones se mettront d'accord ou bien sur la prolongation de l'autorisation de compensation privée ou sur la liquidation de la partie non exécutée de la compensation selon les dispositions du présent accord.

Article 8.

Les frais de transport et les frais accessoires tombent sous le coup du présent accord.

Article 9.

Les autorités des deux pays prendront les mesures nécessaires pour que le règlement des échanges commerciaux réciproques se fasse exclusivement selon les dispositions du présent accord.

Article 10.

Toutes les sommes provenant d'échanges commerciaux entre les deux pays et non transférées au moment de l'entrée en vigueur du présent accord seront réglées suivant les dispositions ci-dessus.

Article 11.

Le solde du compte global existant le jour où le présent accord prendrait fin, sera liquidé selon les dispositions de cet accord.

Article 12.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juin 1938. Il pourra être dénoncé à tout moment avec préavis d'un mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent accord.

Fait à Berlin, en double exemplaire, le 17 mai 1938.

A. KAMPE.

IV. ALTINOFF.

Article 5.

It is understood that in connection with the regulation of commercial payments, in accordance with the provisions of the present Agreement, the Latvian Compensation Office and the National Bank of Bulgaria will act only as intermediaries and assume no responsibility either for transfers or for exchange fluctuations.

Article 6.

The Latvian or Bulgarian origin of goods must be attested by a certificate of origin drawn up in French by the competent authorities of the country of origin. Certificates of origin shall not require a consular visa.

Article 7.

Private clearing agreements will also be allowed, but only if the authorisation of the competent authorities of both countries has first been obtained.

Private clearing agreements already authorised by the National Bank of Bulgaria and the competent Latvian authorities and now in operation shall be liquidated within three months. If, on the conclusion of this period, it has proved impossible to liquidate all private clearing agreements, the National Bank of Bulgaria and the competent Latvian authorities will agree either to extend the period authorised or to liquidate the outstanding portion of any clearing agreement in accordance with the provisions of the present Agreement.

Article 8.

Costs of transport and incidental expenditure shall come under the provisions of the present Agreement.

Article 9.

The authorities of the two countries will take the necessary steps to ensure that the regulation of reciprocal commercial exchanges is effected exclusively in accordance with the provisions of the present Agreement.

Article 10.

All sums derived from commercial exchanges between the two countries and not transferred by the time the present Agreement comes into force shall be dealt with according to the foregoing provisions.

Article 11.

Any balance of the pooled account outstanding at the date of termination of the present Agreement shall be liquidated according to the provisions of this Agreement.

Article 12.

The present Agreement shall come into force on June 1st, 1938. It may be denounced at any time at one month's notice.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Berlin, in duplicate, this 17th day of May, 1938.

A. KAMPE.

Iv. ALTINOFF.

N° 4389.

ITALIE ET SIAM

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, avec protocole final, signés à Bangkok, le 3 décembre 1937, et échange de notes y relatif de la même date.

ITALY AND SIAM

Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, with Final Protocol, signed at Bangkok, December 3rd, 1937, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

No. 4389. — TREATY¹ OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN ITALY AND SIAM. SIGNED AT BANGKOK, DECEMBER 3RD, 1937.

*English official text communicated by the Permanent Representative of Siam to the League of Nations.
The registration of this Treaty took place July 2nd, 1938.*

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, EMPEROR OF ETHIOPIA, being desirous of strengthening the relations of amity and good understanding which happily exist between the two States, and being convinced that this cannot be better accomplished than by revising the treaties hitherto existing between the two countries, have resolved to complete such revision, based upon the principles of reciprocity, equity and mutual benefit, and for that purpose have named as their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

Luang Piadist MANUDHARM (Pridi Banomyong), Minister of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, EMPEROR OF ETHIOPIA :

Gr. Uff. Dr. Carlo UMILTÀ, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Siamese Majesty ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be constant peace and perpetual friendship between the Kingdom of Siam and the Kingdom of Italy. The nationals of each of the High Contracting Parties shall be permitted to enter, travel and reside in the territories of the other, to carry on their commerce and manufacture, to trade in all kinds of merchandise of lawful commerce, to engage in religious, educational and charitable work, to own or lease and occupy houses, manufactories, warehouses and shops, to employ agents of their choice, to lease land for residential, commercial, industrial, religious, charitable and other lawful purposes and for use as cemeteries, and generally to do anything incident to or necessary for trade upon the same terms as nationals of the State of residence in so far as may be permitted by local law and on the same terms as the nationals of the most favoured nation.

¹ The exchange of ratifications took place at Bangkok, May 17th, 1938.
Came into force May 17th, 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4389. — TRAITÉ ² D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'ITALIE ET LE SIAM. SIGNÉ A BANGKOK, LE 3 DÉCEMBRE 1937.

Texte officiel anglais communiqué par le représentant permanent du Siam près la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 2 juillet 1938.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, EMPEREUR D'ETHIOPIE, désireux de resserrer les relations d'amitié et de bonne entente déjà heureusement établies entre les deux Etats, et convaincus qu'ils ne sauraient mieux y parvenir que par la revision des traités conclus jusqu'ici entre les deux pays, ont résolu de procéder à cette revision dans un esprit de réciprocité, d'équité et au bénéfice mutuel des deux Parties, et ont désigné, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

Luang Pradist MANUDHARM (Pridi Banomyong), ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, EMPEREUR D'ETHIOPIE :

Gr. Uff. D^r Carlo UMILTA, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à la Cour de Sa Majesté le roi de Siam ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre le Royaume de Siam et le Royaume d'Italie. Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes auront toute liberté de pénétrer, de voyager et de résider dans le territoire de l'autre Partie, d'y pratiquer leur commerce et leur industrie, de s'adonner au négoce de tout ce qui fait l'objet d'un commerce licite, de s'occuper d'œuvres de caractère religieux, éducatif et charitable, de posséder ou de prendre à bail et d'occuper des maisons, des usines, des entrepôts et des magasins, d'employer des mandataires de leur choix, de prendre à bail des terrains, soit pour y résider, soit pour des fins commerciales, industrielles, religieuses, charitables, soit pour toutes autres fins licites et pour y établir des cimetières, et, en général, de prendre toutes mesures provoquées par leur commerce ou nécessaires à l'exercice de ce commerce dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'Etat de résidence, dans la mesure autorisée par les lois de l'endroit, et dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Bangkok, le 17 mai 1938. Entré en vigueur le 17 mai 1938.

They shall not be compelled, under any pretext whatsoever, to pay any internal charges or taxes other or higher than those that are or may be paid by nationals of the State of residence.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall receive, in the territories of the other, the most constant protection and security for their persons and property and shall enjoy in this respect the same rights and privileges as are or may be granted to nationals of the State of residence on their submitting themselves to the conditions imposed upon nationals of the State of residence.

They shall, however, be exempt in the territories of the other from compulsory military service either on land, on sea, or in the air, in the regular forces, or in the national guard, or in the militia, from all contributions in money or in kind, imposed in lieu of personal military service, and from all forced loans or military contributions. They shall not be subjected, in time of peace or in time of war, to military requisitions except as imposed upon nationals, and they shall reciprocally be entitled to compensation payable to nationals by the laws in force in their respective countries. With regard to the foregoing provisions, the nationals of each of the High Contracting Parties shall not be treated in the territories of the other less favourably than the nationals of the most favoured nation.

The subjects of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the whole extent of the territory of the other Party entire liberty of conscience. They may there build and maintain churches, engage in the private or public exercise of their worship, build and keep up cemeteries, according to their religious customs, and also establish educational, religious and charitable institutions and hospitals, always conforming to the laws, ordinances and regulations of the country.

The subjects of each of the High Contracting Parties upon conforming themselves to the law of the country may, throughout the whole extent of the territory of the other, exercise their professions and permitted callings, engage in commerce or industry, and carry on trade, wholesale or retail, in all products and goods of lawful commerce, either in person or by representative, individually or in association with foreign or native subjects or citizens; and they may there take into their service in all forms of employment such persons as they choose. They may there within the conditions fixed by local legislation, acquire, hold title to, possess, occupy, sell, transmit by inheritance, will, gift or any other manner, and lease or rent all immovable property, either land or buildings, used for purposes of dwelling or for any commercial, industrial, agricultural or other lawful purpose, under reserve of the provisions enacted in the interest of national security by the laws of the country. They may there acquire, possess and transmit by inheritance, will, gift or by any other method goods, personal effects and movables of every kind.

Article 2.

The dwellings, warehouses, manufactories and shops and all other property of the nationals of each of the High Contracting Parties in the territories of the other, and all premises appertaining thereto used for purposes of residence or commerce, shall be respected. It shall not be allowable to proceed to make a domiciliary visit to, or a search of, any such buildings and premises, or to examine or inspect books, papers, or accounts, except under the conditions and with the forms prescribed by the laws, ordinances and regulations for nationals of the State of residence.

Article 3.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall have liberty freely to come with their ships and cargoes to all places, ports and rivers in the territories of the other which are or may be opened to foreign commerce and navigation, subject always to the laws of the country to which they thus come.

Ils ne pourront être tenus, sous quelque prétexte que ce soit, d'acquitter des taxes ou impôts intérieurs autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être exigés des ressortissants de l'Etat de résidence.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes seront assurés, sur le territoire de l'autre Partie, de la protection et de la sauvegarde les plus constantes de leur personne et de leurs biens, et jouiront, à cet égard, des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou pourront être accordés aux ressortissants de l'Etat de résidence, sous réserve qu'ils se conforment aux conditions imposées aux ressortissants dudit Etat.

Toutefois, ils seront exempts, dans le territoire de l'autre Partie, du service militaire obligatoire sur terre, sur mer ou dans l'air, dans l'armée régulière, dans la garde nationale ou dans la milice ; de toute contribution en argent ou en nature imposée en lieu et place du service militaire personnel, ainsi que de tout emprunt forcé ou contribution militaire. Ils ne pourront être astreints, en temps de paix ni en temps de guerre, à aucune réquisition militaire autre que celles auxquelles sont soumis les nationaux, et ils auront réciproquement droit aux compensations payables aux nationaux, en vertu des lois en vigueur dans leurs pays respectifs. En ce qui concerne les dispositions précédentes, le traitement des nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie, ne devra pas être moins favorable que celui dont jouissent les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans toute l'étendue du territoire de l'autre Partie, d'une entière liberté de conscience. Ils jouiront aussi, sous réserve des lois, décrets et règlements du pays, du droit de construire et d'entretenir des églises, de pratiquer leur culte de façon privée ou publique, d'ouvrir et d'entretenir des cimetières, conformément à leurs coutumes religieuses, ainsi que du droit de créer des institutions éducatives, religieuses ou charitables et des hôpitaux.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit, dans toute l'étendue du territoire de l'autre Partie, et à la condition de se conformer à la législation du pays, d'exercer leurs professions et les métiers autorisés, de se livrer au négoce et à l'industrie, et de pratiquer le commerce, en gros ou en détail, de tous les produits et marchandises autorisés, soit en personne, soit par l'intermédiaire de représentants, soit individuellement, soit en s'associant à des ressortissants étrangers ou indigènes ; ils auront également le droit d'engager à leur service, pour n'importe quel emploi, des personnes de leur choix. Ils y jouiront aussi, dans les conditions fixées par la législation du lieu, du droit d'acquérir, de détenir, de posséder, d'occuper, d'aliéner, de transmettre par héritage, par testament, par don ou par tout autre moyen, de prendre ou de donner à bail toutes espèces de biens immobiliers, terrains ou immeubles, en vue d'y résider ou d'y exercer une activité commerciale, industrielle, agricole ou une activité licite quelconque, sous réserve des dispositions prévues par les lois du pays dans l'intérêt de la sécurité nationale. Ils auront également le droit d'acquérir, de posséder et de transmettre par héritage, testament, don ou par tout autre moyen, des marchandises, des effets personnels ou des biens mobiliers de toute nature.

Article 2.

Les habitations, entrepôts, usines, magasins et autres immeubles appartenant aux nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes, dans le territoire de l'autre Partie, ainsi que toutes les dépendances utilisées à titre de résidence ou de locaux commerciaux, seront respectés. Il sera interdit de procéder dans ces bâtiments et locaux à des visites domiciliaires ou à des perquisitions, et d'examiner ou inspecter les livres, papiers ou comptes qui s'y trouvent, sauf dans les conditions et dans les formes prescrites par les lois, décrets et règlements applicables aux nationaux de l'Etat de résidence.

Article 3.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit de se rendre librement avec leurs navires et cargaisons dans tous les lieux, ports et voies navigables du territoire de l'autre Partie, qui sont ou qui pourront être ultérieurement ouverts au commerce et à la navigation étrangers, sous réserve qu'ils se conforment aux lois du pays.

Neither High Contracting Party shall establish or maintain prohibitions or restrictions on imports from or exports to the territories of the other Party which are not applied to the import and export of any like article originating in or destined for any other country. Any withdrawal of an import or export prohibition or restriction which is granted even temporarily by one of the High Contracting Parties in favour of the articles of a third country shall be applied immediately and unconditionally to like articles originating in or destined for the territories of the other Party. In the event of rations or quotas or any form of quantitative limitation being established for the importation or exportation of articles restricted, each of the High Contracting Parties agrees to grant for the importation from or exportation to the territories of the other Party an equitable share in the allocation of the quantity of restricted goods which may be authorized for importation or exportation.

Nothing in this Treaty shall be construed to restrict the right of either High Contracting Party to impose, on such terms as it may see fit, subject to the principle of non-discriminatory treatment :

(1) Prohibitions, restrictions or regulations for the enforcement of police or revenue laws, including laws prohibiting or restricting the importation, exportation, or sale of alcohol or alcoholic beverages or of opium, the coca leaf, their derivatives, and other narcotic drugs, as well as other laws imposed upon articles the internal production, consumption, sale or transport of which is or may be forbidden or restricted by the national law ;

(2) Prohibitions or restrictions on the trade or traffic in arms and munitions of war, and in exceptional circumstances other materials needed in war, it being agreed in this regard that either High Contracting Party may, in the event of its being engaged in war, enforce such import or export restrictions as may be required by the national interest ;

(3) Prohibition or restriction necessary for the protection of national or public security or health, or for the protection of animal or plant life against disease, harmful pests or extinction ;

(4) Prohibitions or restrictions upon articles which, as regards production or trade, are or may hereafter be subject within the country to a monopoly exercised by or under the control of the State.

Article 4.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall have free access to the Courts of Justice of the other in pursuit and defence of their rights ; they shall be at liberty, equally with nationals of the State of residence, and with the nationals of the most favoured nation, to choose and employ lawyers, advocates and representatives to pursue and defend their rights before such Courts.

There shall be no conditions or requirements imposed upon the nationals of either of the High Contracting Parties in connection with such access to the Courts of Justice of the other, which do not apply to nationals of the State of residence or to the nationals of the most favoured nation.

Article 5.

Limited liability and other companies, partnerships and associations, already or hereafter to be organized in accordance with the laws of either High Contracting Party, are authorized in the territories of the other, to exercise their rights and appear in the Courts either as plaintiffs or defendants, subject to the laws of such other Party.

Subject to reciprocity, there shall be no conditions or requirements imposed upon corporations, companies, partnerships and associations organized in accordance with the laws of either High

Les Hautes Parties contractantes conviennent de n'établir et de ne maintenir, quant aux importations en provenance des territoires de l'autre Partie ou aux exportations à destination de ces territoires, aucune prohibition ou restriction qui ne serait pas appliquée aux importations et exportations d'articles similaires en provenance ou à destination d'un autre pays quelconque. Toute abrogation ou exemption d'une prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation accordée, même temporairement, par l'une des Hautes Parties contractantes en faveur des produits d'un tiers pays, sera immédiatement et sans condition appliquée aux produits analogues en provenance ou à destination des territoires de l'autre Partie. En cas d'établissement de contingents ou de toute autre forme de limitation quantitative visant l'importation ou l'exportation d'articles passibles de restrictions, chacune des Hautes Parties contractantes convient d'accorder aux importations en provenance des territoires de l'autre Partie, ou aux exportations à destination de ces territoires, une fraction équitable de la quantité des marchandises soumises à restriction dont l'importation ou l'exportation sera autorisée.

Aucune disposition du présent traité ne pourra être interprétée comme restreignant le droit de chacune des Hautes Parties contractantes d'établir, comme elle le jugera à propos, les catégories suivantes de prohibitions ou de restrictions, sous réserve du principe de la non-discrimination :

1^o Les prohibitions, restrictions ou réglemmentations en vertu de lois fiscales ou de police, y compris les lois prohibant ou restreignant l'importation, l'exportation ou la vente d'alcool, de boissons alcooliques ou d'opium, de feuilles de coca, de leurs dérivés et d'autres stupéfiants, ainsi que les lois visant les articles dont la production, la consommation, la vente ou le transport à l'intérieur du pays sont ou pourront être interdits ou restreints par la loi ;

2^o Les prohibitions ou restrictions visant le commerce ou le trafic des armes et munitions de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, des autres catégories de matériel de guerre, étant entendu, à cet égard, que chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit, au cas où elle serait engagée dans une guerre, d'appliquer les restrictions d'importation ou d'exportation que l'intérêt national pourrait exiger ;

3^o Les prohibitions ou restrictions imposées dans l'intérêt de la sécurité ou de l'hygiène nationales ou publiques, ou en vue de la protection des animaux ou des plantes contre la maladie, les insectes ou germes nuisibles ou l'extinction de l'espèce ;

4^o Les prohibitions ou restrictions visant des articles dont la production ou le commerce fait ou pourra ultérieurement faire l'objet, à l'intérieur du pays, d'un monopole exercé par l'Etat ou sous son contrôle.

Article 4.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes auront libre accès aux tribunaux de l'autre Partie pour faire valoir et défendre leurs droits ; ils seront libres, au même titre que les nationaux et que les ressortissants de la nation la plus favorisée, de choisir et d'employer des hommes de loi, avocats et mandataires, pour faire valoir et défendre leurs droits devant ces tribunaux.

Il ne sera imposé aux nationaux de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, en ce qui concerne cet accès aux tribunaux de l'autre Partie, aucune condition ou obligation qui ne soit également applicable aux nationaux ou aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les sociétés à responsabilité limitée et autres, les sociétés de personnes et les associations existantes ou ultérieurement constituées, conformément aux lois de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, seront autorisées, dans le territoire de l'autre Partie, à exercer leurs droits et à ester en justice, en qualité, soit de demandeur, soit de défendeur, sous réserve qu'elles se conforment aux lois de cette autre Partie.

Sous condition de réciprocité, il ne sera imposé aux personnes morales, sociétés, sociétés de personnes et associations constituées conformément aux lois de l'une ou de l'autre des Hautes

Contracting Party in connection with such access to the Courts of Justice of the other which do not apply to such native corporations, companies, partnerships and associations or those of the most favoured nation.

Furthermore, the corporations, companies, partnerships and associations above mentioned shall, in conformity with the provisions of law in force in the country, have the right to acquire, possess and dispose of every kind of movable property. As regards the acquisition, possession and disposition of immovable property, as well as the right to engage in the various kinds of commerce and industry, the above-mentioned corporations, companies, partnerships and associations, being nationals of each of the High Contracting Parties, shall enjoy in the territories of the other Party, on condition of reciprocity, the treatment generally accorded by the local laws to similar foreign companies. It is understood that the corporations, companies, partnerships and associations in question shall be able freely to carry on their activities subject to the observance of the regulations of public order.

Article 6.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territories of the other a perfect equality of treatment with nationals of the State of residence, in all that relates to transit duties, warehousing, facilities, the examination and appraisalment of merchandise and drawbacks.

Article 7.

In regard to duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine or other similar or corresponding duties of whatever nature, or under whatever denomination levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind, the High Contracting Parties shall reciprocally apply the provisions of the Convention¹ and Statute on the International Régime of Maritime Ports, signed at Geneva on December 9th, 1923.

Article 8.

It is agreed that the Customs tariffs applicable to goods the produce or manufactures of one of the States imported into the territories of the other, shall be regulated by the internal legislation of the country of importation.

Each of the High Contracting Parties binds itself, in all that pertains to the amount and collection of duties on imports and exports of every kind, to grant to the nationals, vessels or goods of the other the advantage of every favour, privilege or immunity which it accords or may hereafter accord to the nationals, vessels or goods of any other State, regardless whether such other State shall have been accorded such treatment gratuitously or in return for reciprocal compensatory treatment.

Article 9.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall have in the territories of the other the same rights as nationals of that High Contracting Party in regard to patents for inventions, trade-marks, trade-names, designs and copyright in literary and artistic works, upon fulfilment of the formalities prescribed by law.

Article 10.

Goods of all kinds, from whatever port or place they may arrive, whose importation, exportation, transit or warehousing may take place in the territory of one of the High Contracting Parties if they are carried by national vessels, may equally be imported, exported, passed in transit, or warehoused when they are carried by vessels of the other High Contracting Party.

¹ Vol. LVIII, page 285 ; Vol. LXIX, page 102 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. CVII, page 491 ; Vol. CXVII, page 184 ; Vol. CXXII, page 349 ; and Vol. CXLII, page 342, of this Series.

Parties contractantes, en matière d'accès aux tribunaux de l'autre Partie, aucune condition ou obligation qui ne soit applicable aux personnes morales, sociétés, sociétés de personnes et associations du pays de résidence ou à celles de la nation la plus favorisée.

De plus, ces personnes morales, sociétés, sociétés de personnes et associations auront le droit, conformément à la législation en vigueur dans le pays, d'acquérir, de posséder et de céder toutes espèces de biens mobiliers. En ce qui concerne l'acquisition, la possession et la cession des biens immobiliers, ainsi que le droit de se livrer aux différentes formes de commerce et d'industrie, ces personnes morales, sociétés, sociétés de personnes et associations, ressortissantes de chacune des Hautes Parties contractantes, jouiront, dans le territoire de l'autre Partie, sous condition de réciprocité, du traitement général accordé par les lois de l'endroit aux sociétés étrangères similaires. Il est entendu que lesdites personnes morales, sociétés, sociétés de personnes et associations seront libres de poursuivre leurs activités, sous réserve qu'elles se conforment aux règlements d'ordre public.

Article 6.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Partie, d'une parfaite égalité de traitement avec les nationaux de l'Etat de résidence pour tout ce qui concerne les droits de transit, l'entreposage, les facilités diverses, l'examen et l'évaluation des marchandises et les drawbacks.

Article 7.

En ce qui concerne les droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine et tous autres droits similaires ou correspondants, quelle qu'en soit la nature ou la dénomination, perçus au nom ou au bénéfice du gouvernement, de fonctionnaires publics, de personnes privées, de personnes morales ou d'institutions de toute nature, les Hautes Parties contractantes appliqueront mutuellement les dispositions de la Convention¹ et du Statut sur le régime international des ports maritimes, signés à Genève le 9 décembre 1923.

Article 8.

Il est convenu que les tarifs douaniers applicables aux produits naturels ou fabriqués de chacun des deux Etats importés dans le territoire de l'autre, seront déterminés d'après les lois et règlements du pays d'importation.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage, en tout ce qui concerne le montant et la perception des taxes qui frappent les importations et les exportations de toute nature, à accorder aux nationaux, navires et marchandises de l'autre Partie tous les avantages, privilèges ou immunités qu'elle accorde ou pourra ultérieurement accorder aux nationaux, navires et marchandises d'un Etat tiers quelconque, que cet autre Etat bénéficie de ce traitement à titre gracieux ou à titre compensatoire.

Article 9.

Les nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Partie, des mêmes droits que les nationaux de ladite Haute Partie en matière de brevets d'invention, marques de fabrique, appellations commerciales, dessins et droits de reproduction des œuvres littéraires et artistiques, à la condition de remplir les formalités prescrites par la loi.

Article 10.

Quels que soient le port ou le lieu d'où elles proviennent, les marchandises de toute nature dont l'importation, l'exportation, le transit ou l'entreposage peut s'effectuer dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, si elles sont transportées par des navires nationaux, pourront également être importées, exportées, passées en transit ou entreposées lorsqu'elles seront transportées par des navires de l'autre Haute Partie contractante.

¹ Vol. LVIII, page 285 ; vol. LXIX, page 102 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. CVII, page 491 ; vol. CXVII, page 184 ; vol. CXXII, page 349 ; et vol. CXLII, page 342, de ce recueil.

In such cases, the goods shall enjoy the same privileges and shall not be subjected to any other or higher duties or charges or to any other restrictions than those imposed on similar goods carried by national vessels.

This provision is also applicable to passengers landing from vessels coming from abroad or embarked on vessels proceeding to a foreign country. In the latter case the vessels are to comply with the provisions which are or may be in force for passenger ships in the territory of the High Contracting Party where the port of departure is situated.

Article 11.

In all that regards the entrance, clearance, stationing, loading and unloading of vessels in ports, roadsteads, harbours, docks, wharfs or rivers of the High Contracting Parties, every privilege or facility granted by one of the High Contracting Parties to national vessels shall be extended immediately and unconditionally to the vessels of the other High Contracting Party.

Article 12.

Any ship of war or merchant vessel of either of the High Contracting Parties which may be compelled by stress of weather, or by reason of any other distress to take shelter in a port of the other, shall be at liberty to refit therein, to procure all necessary supplies, and put to sea again, without paying any dues other than such as would be payable by national vessels. In case, however, the master of a merchant vessel should be under the necessity of disposing of a part of his cargo in order to defray the expenses, he shall be bound to conform to the regulations and tariffs of the place to which he may have come.

If any ship of war or merchant vessel of one of the High Contracting Parties should be wrecked or suffer loss or other damage on the coasts or the territories of the other, the local authorities shall give prompt notice of the occurrence to the Consular Officer residing in the district or to the nearest Consular Officer of the other Party.

In the absence and until the arrival of the Consular Officer or of the person who shall be entrusted by him, the local authorities shall take the necessary measures for the protection of the persons and for the conservation of the objects which shall have been saved from the wreck or stranding.

Moreover, the vessel, the parts and remnants thereof and all appurtenances belonging thereto, the papers of the vessel found on board as well as the goods and merchandise and other objects saved therefrom including those which, cast into the sea, may have been recovered, or the proceeds thereof, if sold, shall be given up to the respective owners, on their request or on the request of their duly authorized agents.

If such owners or authorized agents are not on the spot, the vessel, its parts and whatever else is mentioned above, in so far as they are the property of a national of the other High Contracting Party, shall be delivered to the Consular Officer of such High Contracting Party in whose district the wreck or stranding occurred. The aforesaid delivery, however, must be claimed within the period fixed by the laws of the State in which the wreck or stranding occurred.

In all such cases, only the expenses incurred in the salvage and preservation shall be payable or, in general, the same duties which would have been payable, in similar case, by a national vessel.

The merchandise saved shall not be subjected to the payment of any Customs duty unless cleared for internal consumption.

Article 13.

The vessels of war of each of the High Contracting Parties may enter, remain and make repairs in those ports and places of the other to which the vessels of war of other nations are accorded

Dans ce cas, ces marchandises jouiront des mêmes privilèges et ne seront pas soumises à des charges, taxes ou restrictions, quelle qu'en soit la nature, autres ou plus considérables que celles qui frappent les marchandises similaires transportées par des navires nationaux.

Cette disposition est également applicable aux passagers débarquant d'un navire venant de l'étranger ou embarqués sur des navires à destination d'un pays étranger. Dans ce dernier cas, les navires doivent se conformer aux dispositions qui sont ou peuvent être en vigueur pour les bateaux de passagers dans le territoire de la Haute Partie contractante où le port d'embarquement est situé.

Article 11.

En tout ce qui concerne l'entrée, la sortie, le stationnement, le chargement et le déchargement des navires dans les ports, rades, havres, bassins, sur les quais ou voies navigables des deux Parties contractantes, il ne sera accordé par l'une des Hautes Parties contractantes aux navires nationaux aucun privilège ou facilité qui ne soit, immédiatement et sans condition, accordé aux navires de l'autre Haute Partie contractante.

Article 12.

Tout navire de guerre ou bâtiment marchand de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes qui peut être contraint par le mauvais temps, ou par un accident de mer quelconque, de se réfugier dans un port de l'autre Partie, aura la faculté d'y procéder aux réparations, de s'y procurer toutes les fournitures nécessaires et de reprendre la mer, sans acquitter de droits autres que ceux qui seraient perçus sur des navires nationaux. Toutefois, au cas où le capitaine d'un navire marchand se trouverait dans la nécessité de céder une partie de sa cargaison pour couvrir les dépenses, il sera tenu de se conformer aux règlements et tarif du port dans lequel il sera entré.

Si un navire de guerre ou un bâtiment marchand de l'une des Hautes Parties contractantes fait naufrage, se perd ou subit quelque autre dommage sur les côtes ou dans les territoires de l'autre Partie, les autorités locales signaleront sans délai l'événement au fonctionnaire consulaire résidant dans le district, ou au plus proche fonctionnaire consulaire de l'autre Partie.

En l'absence et jusqu'à l'arrivée du fonctionnaire consulaire ou de la personne chargée de le représenter, les autorités locales prendront les mesures nécessaires pour assurer la protection des passagers et la conservation des biens sauvés lors du naufrage ou de l'échouage.

De plus, le navire, les pièces et épaves et tous les accessoires en dépendant, les papiers trouvés à bord ainsi que les objets, marchandises et autres articles sauvés, y compris ceux qui, jetés à la mer, auront pu être récupérés, ou le produit de leur vente, le cas échéant, seront remis aux propriétaires respectifs sur leur demande ou sur la demande de leurs agents dûment autorisés.

Si ces propriétaires ou agents autorisés ne se trouvent pas sur place, le navire, ses parties et tous les articles précités, dans la mesure où ils sont la propriété d'un ressortissant de l'autre Haute Partie contractante, seront remis au fonctionnaire consulaire de cette Haute Partie contractante dans le ressort duquel le naufrage ou l'échouage s'est produit. Cette remise, toutefois, ne sera faite que si la demande en a été formulée dans les délais fixés par les lois de l'Etat dans lequel le naufrage ou l'échouage se sont produits.

Dans tous ces cas, seuls seront payables les frais engagés pour le sauvetage et la conservation des biens ou, d'une manière générale, les taxes égales à celles qu'aurait dû payer, en semblable cas, un navire national.

Les marchandises sauvées lors du naufrage seront exonérées de tout droit de douane, à moins qu'elles ne soient cédées en vue de la consommation intérieure.

Article 13.

Les bâtiments de guerre de chacune des Hautes Parties contractantes pourront entrer, séjourner et procéder à des réparations dans les ports et localités de l'autre Haute Partie contractante dont

access ; they shall submit to the same regulations and enjoy the same honours, advantages, privileges and exemptions as are now, or may hereafter be, conceded to the vessels of war of any other nation.

Article 14.

The Consular Officers of each of the High Contracting Parties residing in the territories of the other shall receive from the local authorities such assistance as can by law be given to them for the recovery of deserters from the vessels of the former Party, provided that this stipulation shall not apply to nationals of the High Contracting Party from whose local authorities assistance is requested.

Article 15.

Each of the High Contracting Parties may appoint Consuls General, Consuls, Vice-Consuls and other Consular Officers or Agents to reside in the towns and ports of the territories of the other where similar officers of other Powers are permitted to reside.

Such Consular Officers and Agents, however, shall not enter upon their functions until they shall have been approved and admitted by the Government to which they are sent.

They shall be entitled on condition of reciprocity to exercise all the powers and enjoy all the honours, privileges, exemptions and immunities of every kind which are, or may be, accorded to Consular Officers of the most favoured nation.

Article 16.

In case of the death of a national of one of the High Contracting Parties in the territories of the other without having in the country of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest Consular Officer of the nation to which the deceased belonged, in order that necessary information may be immediately forwarded to parties interested.

In case of the death of a national of one of the High Contracting Parties in the territories of the other, without leaving at the place of his decease any person entitled by the laws of his country to take charge of and administer the estate, the competent Consular Officer of the State to which the deceased belonged shall, upon fulfilment of the necessary formalities, be empowered to take custody of and administer the estate in the manner and under the limitations prescribed by the laws of the country in which the property of the deceased is situated.

The foregoing provision shall also apply in case of a national of one of the High Contracting Parties dying outside the territories of the other, but possessing property therein, without leaving any person there entitled to take charge of and administer the estate.

Article 17.

It is understood by the High Contracting Parties that the stipulations contained in this Treaty do not in any way affect, supersede, or modify any of the laws, ordinances and regulations with regard to trade, naturalization, immigration, police and public security which are in force or which may be enacted in either of the two countries.

Article 18.

Siamese and Italian ships may proceed from a port of one of the High Contracting Parties to one or more ports of the same Party, either to load their cargoes in whole or in part for a foreign destination, or to discharge their cargoes in whole or in part, brought from abroad.

The said ships, upon conforming to the laws and regulations of the respective countries, may keep on board that part of their cargo coming from abroad which is bound for another port either of the same country or another, and may re-export it without being compelled to pay for the said

l'accès est permis aux bâtiments de guerre d'autres nations ; ils y seront assujettis aux mêmes règlements et jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et exemptions qui sont ou pourront être ultérieurement accordés aux bâtiments de guerre de toute autre nation.

Article 14.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes résidant dans le territoire de l'autre Partie recevront des autorités locales l'assistance que la loi permet de leur accorder en vue de récupérer les déserteurs des navires de leur État ; toutefois, cette stipulation ne s'appliquera pas aux nationaux de la Haute Partie contractante dont les autorités locales sont appelées à fournir une assistance.

Article 15.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et autres fonctionnaires ou agents consulaires dans les villes et ports des territoires de l'autre Partie où sont autorisés à résider des fonctionnaires consulaires analogues des autres Puissances.

Toutefois, ces fonctionnaires et agents consulaires ne pourront entrer en fonction qu'après avoir été agréés par le gouvernement auprès duquel ils sont envoyés et en avoir reçu l'exequatur.

Ils pourront, sous condition de réciprocité, exercer tous les pouvoirs et jouir de tous les honneurs, privilèges, exemptions et immunités de toute nature qui sont ou pourront être accordés aux fonctionnaires consulaires de la nation la plus favorisée.

Article 16.

Au cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes viendrait à décéder dans le territoire de l'autre sans laisser dans le pays où il est décédé d'héritiers connus ou d'exécuteurs testamentaires désignés par lui, les autorités locales compétentes aviseront immédiatement de ce décès le plus proche fonctionnaire consulaire de la nation à laquelle ressortissait le défunt, afin que les renseignements nécessaires puissent être immédiatement transmis aux Patries intéressées.

Au cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes viendrait à décéder, dans le territoire de l'autre Partie, sans laisser au lieu du décès aucune personne qualifiée par la législation de son pays pour prendre charge de la succession et pour l'administrer, le fonctionnaire consulaire compétent de l'État auquel ressortissait le défunt aura qualité, après accomplissement des formalités nécessaires, pour assumer la garde et l'administration des biens de la manière et dans les limites prescrites par les lois du pays dans lequel sont situés les biens du défunt.

La disposition précédente s'appliquera également dans le cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes serait décédé en dehors du territoire de l'autre Partie, mais y posséderait des biens et n'y aurait laissé aucune personne ayant le droit de prendre en charge et d'administrer ces biens.

Article 17.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que les stipulations contenues dans le présent traité n'affectent, n'abrogent ni ne modifient en rien aucun des lois, décrets et règlements qui sont actuellement en vigueur ou pourraient être ultérieurement promulgués dans l'un ou l'autre des deux pays, en matière de commerce, de naturalisation, d'immigration, de police et de sécurité publique.

Article 18.

Les navires siamois et italiens auront le droit de se rendre d'un port de l'une des Hautes Parties contractantes dans un autre ou plusieurs autres ports de ladite Partie, soit pour y embarquer la totalité ou une partie de leur cargaison à destination de l'étranger, soit pour y décharger la totalité ou une partie de cette cargaison en provenance de l'étranger.

Lesdits navires, sous réserve de se conformer aux lois et règlements des pays respectifs, seront autorisés à conserver à bord une fraction quelconque de leur cargaison venant de l'étranger à destination d'un autre port, soit dans le même pays, soit dans un autre pays, et de réexporter

part of their cargo any Customs duty save the charges for safe-keeping, it being understood, however, that the latter charges shall not be higher than those exacted under similar circumstances from national ships.

Article 19.

National treatment or most-favoured-nation treatment with respect to ships shall not be applicable :

- (1) To the coasting trade, which will continue to be regulated by the laws which are or may be in force in each of the High Contracting Parties ;
- (2) To subsidies which are or may be given to the national merchant marine ;
- (3) To the exercise of fisheries in the territorial waters of the High Contracting Parties, nor to the exercise of maritime service in ports, bays and shores. The maritime service embraces towing, assistance and salvage of life, ships and cargoes.

Article 20.

The nationality of ships shall be determined in accordance with the laws of the country to which the ship belongs by means of the documents and certificates issued by the competent authorities and carried on board. Except in the event of a judicial sale, the ships of the High Contracting Parties shall not change their nationality unless the seller has previously obtained the necessary permit for the transfer of flag issued by the competent authority of the State to which the ships belongs.

The tonnage certificates delivered by one of the High Contracting Parties shall be also of avail in the territory of the other in order to determine the vessel's capacity without it being necessary to proceed to the remeasurement of the registered tonnage.

Article 21.

The provisions of the present Treaty as regards the most-favoured-nation treatment do not apply to :

- (1) Favours granted or to be granted hereafter to an adjoining State to facilitate frontier traffic ;
- (2) Favours granted or to be granted hereafter to a third State in virtue of a Customs Union ;
- (3) Favours contractually granted or to be granted to a third State for the avoidance of double taxation or the mutual protection of revenue ;
- (4) Favours granted or to be granted hereafter to an adjoining State with regard to the navigation on or use of boundary waterways not navigable from the sea ;
- (5) Favours granted or to be granted to the territories submitted to the sovereignty or authority of each High Contracting Party.

Article 22.

The High Contracting Parties agree that any dispute that may arise between them as to the proper interpretation or application of any of the provisions of the present Treaty shall, at the request of either Party, be referred to arbitration, and both Parties hereby undertake to accept as binding the arbitral award.

The Court of Arbitration to which disputes shall be referred shall be the Permanent Court of Arbitration at The Hague, unless in any particular case the High Contracting Parties agree otherwise.

ladite fraction de la cargaison, en franchise de tout droit de douane quant à la fraction non déchargée, à l'exception du droit de surveillance ; toutefois, ce dernier droit ne sera pas plus élevé que ceux qui sont imposés dans des circonstances analogues aux navires nationaux.

Article 19.

Le traitement national ou le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les navires, ne sera pas applicable :

1° Au commerce de cabotage, qui continuera à être régi par les lois qui sont ou pourront être en vigueur dans chacune des Hautes Parties contractantes ;

2° Aux subsides qui sont ou pourront être attribués à la marine marchande nationale ;

3° A l'exploitation de pêcheries dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, non plus qu'aux services maritimes dans les ports, baies et plages. Ces services maritimes comprennent le remorquage, l'assistance et le sauvetage des passagers, navires et cargaisons.

Article 20.

La nationalité des navires sera déterminée conformément aux lois du pays auquel ils appartiennent, à l'aide des documents et certificats délivrés par les autorités compétentes et conservés à bord. Sauf dans le cas de vente judiciaire, les navires des Hautes Parties contractantes ne changeront pas de nationalité, à moins que le vendeur n'ait préalablement obtenu de l'autorité compétente de l'Etat auquel le navire appartient, l'autorisation de transfert de pavillon nécessaire.

Les certificats de tonnage délivrés par l'une des Hautes Parties contractantes seront également valables dans le territoire de l'autre, pour déterminer la capacité du navire, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une nouvelle vérification du tonnage enregistré.

Article 21.

Les dispositions du présent traité concernant le traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliqueront pas :

1° Aux avantages accordés ou qui pourront être ultérieurement accordés à un Etat voisin en vue de faciliter le trafic frontalier ;

2° Aux avantages accordés ou qui pourront être ultérieurement accordés à un Etat tiers en vertu d'une union douanière ;

3° Aux avantages accordés ou qui pourront être ultérieurement accordés, par voie contractuelle, à un Etat tiers en vue d'éviter la double imposition ou pour assurer la protection réciproque des recettes fiscales ;

4° Aux avantages accordés ou qui pourront être ultérieurement accordés à un Etat voisin, en ce qui concerne la navigation sur les voies navigables qui forment la frontière et qui ne sont pas accessibles par mer, ou leur utilisation ;

5° Aux avantages accordés ou qui pourront être ultérieurement accordés aux territoires placés sous la souveraineté ou l'autorité de chacune des Hautes Parties contractantes.

Article 22.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tout différend qui pourrait s'élever entre elles en ce qui concerne l'interprétation ou l'application de l'une quelconque des dispositions du présent traité, sera, sur la demande de l'une ou l'autre Partie, soumis à l'arbitrage, et les deux Parties s'engagent par les présentes à reconnaître comme obligatoire la décision arbitrale.

Le tribunal arbitral devant lequel le différend sera porté sera la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, à moins que, dans un cas particulier, les Hautes Parties contractantes n'en décident autrement.

Article 23.

The present Treaty shall, from the date of its coming into force, be substituted for the Treaty¹ of Friendship, Commerce and Navigation between Siam and Italy signed at Rome on the 9th May, 1926, and from this date the said Treaty of 1926 and all arrangements and agreements subsidiary thereto concluded or existing between the High Contracting Parties shall cease to be binding.

Article 24.

This Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Bangkok as soon as possible, and the said Treaty shall come into force on the date of the exchange of ratifications. The present Treaty shall remain in force for 5 years from the date on which it comes into effect.

In case neither of the High Contracting Parties should have notified 12 months before the expiration of the said 5 years the intention of terminating it, it shall remain binding until the expiration of one year from the day on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it.

It is clearly understood, however, that such denunciation shall not have the effect of reviving any of the Treaties, Conventions, Arrangements, or Agreements abrogated by the present Treaty.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have hereto signed their names and affixed their seals.

Done in duplicate, in the English language, at Bangkok, this third day of the ninth month in the two thousand four hundred and eightieth year of the Buddhist Era, corresponding to the third day of December in the nineteen hundred and thirty-seventh year of the Christian Era.

(L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

(L. S.) Carlo UMITÀ.

Certified true copy :

Phya Rajawangsan,

*Permanent Representative of Siam
accredited to the League of Nations.*

FINAL PROTOCOL.

At the moment of proceeding this day to the signature of the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Siam and Italy, the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have agreed as follows :

It is understood that in all matters for which national treatment is provided in this Treaty, the subjects and vessels of either High Contracting Party shall not be treated less favourably than the subjects or citizens and vessels of any other country.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have hereto signed their names and affixed their seals.

Done in duplicate, in the English language, at Bangkok, this third day of the ninth month in the two thousand four hundred and eightieth year of the Buddhist Era, corresponding to the third day of December in the nineteen hundred and thirty-seventh year of the Christian Era.

(L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

(L. S.) Carlo UMITÀ.

Certified true copy :

Phya Rajawangsan,

*Permanent Representative of Siam
accredited to the League of Nations.*

¹ Vol. LXI, page 215, of this Series.

Article 23.

Le présent traité sera substitué, à dater du jour de sa mise en vigueur, au Traité¹ d'amitié, de commerce et de navigation entre le Siam et l'Italie, signé à Rome le 9 mai 1926, et, à compter de cette date, ledit traité de 1926 et tous les arrangements et accords subsidiaires conclus ou existant entre les Hautes Parties contractantes cesseront d'avoir effet.

Article 24.

Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à Bangkok, dès que faire se pourra, et ledit traité entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

Le présent traité restera en vigueur pendant une période de cinq ans à compter de la date de sa mise en application.

Au cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq ans, son intention de le dénoncer, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Toutefois, il est entendu que cette dénonciation n'aura pas pour effet de remettre en vigueur aucun des traités, conventions, arrangements ou accords abrogés par le présent traité.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bangkok, en double expédition, en langue anglaise, ce troisième jour du neuvième mois de l'année deux mille quatre cent quatre-vingt de l'Ere bouddhique, correspondant au troisième jour de décembre de l'année mil neuf cent trente-sept de l'Ere chrétienne.

(L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

(L. S.) CARLO UMILTÀ.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder ce jour à la signature du Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre le Siam et l'Italie, les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes sont convenus des dispositions suivantes :

Il est entendu que, dans tous les cas où l'octroi du traitement réservé aux nationaux est prévu dans le présent traité, les sujets et les navires de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront pas traités par l'autre Partie moins favorablement que les sujets ou citoyens et les navires d'aucun autre pays.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Bangkok, en langue anglaise, ce troisième jour du neuvième mois de l'année deux mille quatre cent quatre-vingt de l'Ere bouddhique, correspondant au troisième jour de décembre de l'année mil neuf cent trente-sept de l'Ere chrétienne.

(L. S.) Luang Pradist MANUDHARM.

(L. S.) Carlo UMILTÀ.

¹ Vol. LXI, page 215, de ce recueil.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

SARANROMYA PALACE, *December 3rd, 1937.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Referring to the reservation as regards the right of immovable property provided for in paragraph 6 of Article 1 of the Treaty we have signed to-day, I have the honour to inform Your Excellency that the Siamese Government intends to enact, in the interest of national security, provisions reserving to nationals the acquisition of lands of the public domain.

It is further understood that the Italian subjects in Siam as the Siamese subjects in Italy will enjoy in these respects rights and privileges not less favourable than those that are or may hereafter be granted to the subjects or citizens of a third country.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Luang Pradist MANUDHARM,
Minister of Foreign Affairs.

His Excellency Gr. Uff. Carlo Umiltà,
His Italian Majesty's Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary, Bangkok.

II.

No. 1236/1937. Pos. XXVI.

BANGKOK, *December 3rd, 1937.*XVI.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note of to-day's date in which, referring to the reservations as regards the rights of immovable property provided for in paragraph 6 of Article 1 of the Treaty we have signed to-day, Your Excellency has been good enough to inform me that the Siamese Government intends to enact, in the interest of national security, provisions reserving to nationals the acquisition of lands of public domain.

In taking note of the above, I have the honour to add that it is further understood that the Italian subjects in Siam, as the Siamese subjects in Italy, will enjoy in these respects rights and privileges not less favourable than those that are or may hereafter be granted to the subjects or citizens of a third country.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Carlo UMILTÀ,
His Italian Majesty's Minister.

His Excellency Luang Pradist Manudharm,
Minister of Foreign Affairs,
Saranromya Palace, Bangkok.

Certified true copy :

Phya Rajawangsan,
*Permanent Representative of Siam
accredited to the League of Nations.*

ÉCHANGE DE NOTES

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SARANROMYA PALACE, le 3 décembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux réserves relatives aux droits concernant les biens immobiliers, tels qu'ils sont prévus au paragraphe 6 de l'article premier du traité que nous avons signé aujourd'hui, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement siamois a l'intention d'édicter, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des dispositions réservant aux nationaux l'acquisition de terres appartenant au domaine public.

Il est, en outre, entendu que les sujets italiens résidant au Siam et les sujets siamois résidant en Italie jouiront, à cet égard, de droits et de privilèges non moins favorables que ceux qui sont ou pourront être ultérieurement accordés aux sujets ou citoyens d'un tiers pays.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Luang Pradist MANUDHARM,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence Gr. Uff. Carlo Umiltà,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi d'Italie, Bangkok.

II.

N° 1236 /1937.Pos.XXVI.

BANGKOK, le 3 décembre 1937-XVI.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note, datée d'aujourd'hui, dans laquelle, se référant aux réserves faites sur les droits concernant les biens immobiliers, tels qu'ils sont prévus au paragraphe 6 de l'article premier du traité que nous avons signé aujourd'hui, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement siamois a l'intention d'édicter, dans l'intérêt de la sécurité nationale, des dispositions réservant aux nationaux l'acquisition de terres appartenant au domaine public.

En prenant acte de ce qui précède, j'ai l'honneur d'ajouter qu'il est, en outre, entendu que les sujets italiens résidant au Siam et les sujets siamois résidant en Italie jouiront, à cet égard, de droits et de privilèges non moins favorables que ceux qui sont ou pourront être ultérieurement accordés aux sujets ou citoyens d'un tiers pays.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Carlo UMILTÀ,
Ministre de Sa Majesté le Roi d'Italie.

Son Excellence Luang Pradist Manudharm,
Ministre des Affaires étrangères,
Saranromya Palace, Bangkok.

N° 4390.

GUATÉMALA ET SALVADOR

**Traité de délimitation de la frontière
entre les deux pays, avec annexes.
Signé à Guatémala, le 9 avril 1938.**

**GUATEMALA
AND SALVADOR**

**Treaty for the Delimitation of the
Boundary between the Two Coun-
tries, with Annexes. Signed at
Guatemala, April 9th, 1938.**

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4390. — TRATADO ¹ DE LIMITES TERRITORIALES ENTRE GUATEMALA Y EL SALVADOR. FIRMADO EN GUATEMALA, EL 9 DE ABRIL DE 1938.

Texte officiel espagnol communiqué par le chargé d'Affaires du Salvador à Paris. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 4 juillet 1938.

Spanish official text communicated by the Chargé d'Affaires of Salvador in Paris. The registration of this Treaty took place July 4th, 1938.

LOS GOBIERNOS DE LAS REPÚBLICAS DE EL SALVADOR y GUATEMALA, teniendo presente que en notas cruzadas por las respectivas Secretarías de Relaciones Exteriores, de fechas 27 y 23 de agosto de 1935, se expresó el acuerdo de ambos Gobiernos para fijar y establecer de manera inequívoca los términos jurisdiccionales de una y otra República ;

Que en notas de fechas 21 de septiembre y 15 de octubre del mismo año, se convino asimismo en la creación de una Comisión Mixta compuesta de un Delegado por cada Parte y de un Tercero Neutral de reconocida competencia e imparcialidad ; habiendo comisionado el Gobierno de El Salvador al Ingeniero Jacinto Castellanos Palomo, el Gobierno de Guatemala al Ingeniero Florencio Santiso, y la Unión Panamericana — a solicitud de ambos Gobiernos — al Ingeniero Sidney H. Birdseye, Tercero Neutral, quien tendría voto decisivo en caso de discordia entre los Ingenieros de El Salvador y Guatemala en materia puramente técnica. Esta Comisión quedó encargada de la preparación de los mapas preliminares, aprovechando las fotografías aéreas ya existentes ; y practicar un prolijo reconocimiento de la frontera, y los estudios necesarios en el terreno, a efecto de establecerla con exactitud adecuada, para amojonarla y hacer evidente su conocimiento ;

Que la Comisión Mixta procedió a ejecutar el trabajo que le fuera encomendado, de la manera más satisfactoria, encontrando la frontera tradicionalmente reconocida, sin disputa ni cuestión alguna de importancia ; y en las partes de ella en que los límites no estaban perfectamente localizados fueron consultados los títulos antiguos que amparaban la posesión mantenida por uno y otro país hermano, y los mojones o puntos de indiscutible y tradicional conocimiento, adoptando las líneas naturales intermedias en cuanto fué posible, y se tomaron en consideración los intereses fincados en el terreno desde antiguos tiempos, presidiendo un espíritu de amplia equidad y de justificación plena en la adopción de las líneas en que pudo haber duda en su localización técnica. La Comisión efectuó las operaciones, en el entendido de que ninguna de las Altas Partes habría de disputar a la otra una sola pulgada de territorio particularmente suyo, a fin de que, establecida la frontera, tal cual es, sea en todo tiempo un elemento de cordialidad que aleje enojosas discusiones jurisdiccionales y cimente en sólidas y permanentes bases el espíritu fraternal que preside las relaciones entre los Gobiernos y pueblos de El Salvador y Guatemala ;

Que, habiendo dado cuenta de su labor la Comisión Mixta, y rendido sus informes a los respectivos Gobiernos, acompañados de los mapas exactos en que la línea divisoria fué localizada de entera conformidad con las instrucciones recibidas, se hace procedente hacer constar los límites territoriales en un Tratado solemne que, siendo ley de ambas Repúblicas, sea de obligatoria observancia en una y otra, en la seguridad de que tal demarcación no separará sino que, por el contrario, acercará

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Guatemala, le 24 mai 1938

¹ The exchange of ratifications took place at Guatemala, May 24th, 1938.

más a los salvadoreños y guatemaltecos en una convivencia de tranquilidad y mutuo afecto, han resuelto formalizar el Tratado de Límites territoriales y, al efecto, han nombrado sus respectivos plenipotenciarios, a saber :

SU EXCELENCIA EL GENERAL DON MAXIMILIANO H. MARTÍNEZ, PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE EL SALVADOR :

Al Coronel don Rodolfo V. MORALES, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ante el Gobierno de Guatemala ; y

SU EXCELENCIA EL GENERAL DON JORGE UBICO, PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE GUATEMALA :

Al Licenciado don Carlos SALAZAR, Secretario de Estado en el Despacho de Relaciones Exteriores,

Quienes, habiendo examinado sus respectivos Plenos Poderes, que encontraron en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo I.

Los límites territoriales entre El Salvador y Guatemala, han sido y son los siguientes :

a) En la zona comprendida desde la cima del cerro de Montecristo hasta el río Chingo, Coco o Jerez, la línea de posesión, que, con las ligeras variaciones técnicas indispensables a la demarcación, está definida como sigue :

Desde el mojón trifinio situado en la cima del cerro Montecristo, en el cual concurren las Repúblicas de El Salvador, Guatemala y Honduras, en línea recta y en dirección que se aproxima al Occidente, buscando la cabecera de la quebrada más próxima, de las que forman el río Negro, Frío, Brujo o Anguiatú ; de allí, siguiendo por la línea media de la quebrada, aguas abajo, y después por la del río, siguiendo la dirección de su curso, hasta llegar al punto de confluencia con la quebrada de Los Cedros que le llega por el lado izquierdo, dejando el río en este punto y siguiendo aguas arriba y por la línea media de dicha quebrada de Los Cedros, hasta la cabecera del ramal más próximo a la cima del cerro Brujo, y de allí en línea recta hasta la señal de triangulación que la Comisión Mixta de Límites construyó en la cima del referido cerro Brujo ; de allí, en línea recta y en dirección aproximada al Norte, al mojón llamado La Piedrona, que se encuentra a la orilla del río Negro, Brujo, Frío o Anguiatú, y es punto común a las propiedades denominadas « La Yerba Buena », comprendida en territorio salvadoreño, y « Montenegro y Brujo » y « Mescal », ubicadas en territorio guatemalteco ; desde ese mojón de la Piedrona, siguiendo nuevamente el curso del río Brujo, Negro, Frío o Anguiatú, aguas abajo y por su línea media, hasta su confluencia con el río Angue, Nejapa o Río Grande, la cual tiene lugar hacia el Sudoeste del poblado salvadoreño que se nombra Valeriano ; de allí, siguiendo el curso del río Angue, aguas abajo y por su línea media, hasta llegar a la confluencia con la quebrada de Guayabillas, al Norte de la población llamada San Jerónimo ; de allí, siguiendo por la quebrada de Guayabillas, aguas arriba, hasta el punto en que se le une una quebradita seca que pasa inmediata al mojón llamado Salitre Rancho de Cuero ; del punto de unión de la mencionada quebradita siguiendo por ella aguas arriba, hasta llegar al propio mojón Salitre Rancho de Cuero, que es común a las fincas « Valeriano » y « Matanzas », ubicadas en Guatemala y « Matalapa », ubicada en El Salvador ; de este punto en línea recta al mojón llamado Loma Talpetatosa que se encuentra en el camino que de Santa Bárbara conduce a La Cañada ; de aquí, en línea recta, a la cima del cerro Mamey ; de este punto, en línea recta, al mojón llamado La Puerta, que se encuentra en el punto de intersección del camino que, pasando al Norte del cerro Tecuán, conduce de Piñuelas a « El Shiste », con la quebrada de este último nombre ; de este punto se sigue la dirección de la quebrada el Shiste, aguas abajo y por su línea media, hasta el lugar en donde existe el mojón esquinero Suroeste de la finca « El Shiste », de Doroteo Estrada, Noroeste de la finca de Mónica de Bojórquez, y lineal del terreno de J. V. de

Orellana, los dos primeros en territorio de El Salvador, y el último en tierras de Guatemala; de este mojón se abandona el curso de la quebrada del Shiste, para seguir en línea recta hasta el mojón llamado Guebracho o Corral Falso, común a las fincas « Matalapa », de El Salvador, y « Papalhuapa » y « Buena Vista », de Guatemala; de este mojón, en línea recta, al llamado El Barreal, esquinero Sur del terreno « Buena Vista », que se encuentra sobre la más oriental de las dos quebradas que forman el zanjón del Cuacuco; del mojón El Barreal, siguiendo el curso de la corriente, aguas abajo, por el zanjón del Guacuco, hasta su desembocadura en la quebrada de la Virgen o Capichul; de allí, siguiendo el curso de esta quebrada aguas arriba y por su línea media, hasta el mojón llamado La Frutera, común a las haciendas de « Juan Martín » en Guatemala, y « Ostúa » en El Salvador; de allí, dejando la quebrada, se sigue en línea recta al mojón llamado El Jobo, lineal de las dos fincas « Ostúa » y « Juan Martín »; de este mojón El Jobo, en línea recta, a la cima del cerro Junquillo; de este punto al mojón Junquillo, esquinero Sudeste de la hacienda de « Juan Martín », Nordeste de la hacienda « Amajaque », ambas en Guatemala, y lineal de la hacienda « Ostúa », situada en El Salvador; de aquí se sigue el lindero común a las fincas « Amajaque » y « Ostúa », pasando por los mojones Mora, cerro de Las Culebras y los demás que se encuentran en ese lindero, hasta llegar al punto de unión de las dos quebradas que forman la que se llama « Quebrada Precipitada »; de este punto, siguiendo aguas abajo el curso de dicha Quebrada Precipitada, hasta su desembocadura en el río Ostúa, y siempre por su línea media; de aquí se sigue el curso del río Ostúa por su línea media y aguas abajo hasta su desembocadura actual en el lago de Güija; desde allí, siguiendo hacia el Sur, por la orilla occidental de la península que de Norte a Sur se interna en el Lago de Güija, hasta llegar al extremo de esta península, o sea a su punto más austral; de aquí atravesando el Lago de Güija, en línea recta, hasta el punto más septentrional de la península llamada Tipa Afuera, que de Sur a Norte se interna en el mismo lago; de aquí, siguiendo por el contorno oriental de esta península y orilla del lago, hasta llegar a la desembocadura actual del río Cuxmapa; de este punto, siguiendo el río Cuxmapa, aguas arriba y por su línea media, hasta llegar al punto llamado El Camposanto de Gamboa, en las vegas del Sunza; de aquí, dejando el curso del río Cuxmapa, línea recta hasta el mojón llamado El Talpetate; de este mojón, en línea recta, a la cima de la eminencia llamada El Cerrón, que se encuentra hacia el Occidente del caserío llamado Portezuelo de la Cañada; de aquí, en línea recta, al monumento de triangulación que sobre el pico central del cerro Campana construyó la Comisión Mixta de Límites; de aquí, en línea recta, al monumento de triangulación construido por la misma Comisión a inmediaciones del Amate y del Paso de San Cristóbal; de aquí, se sigue en línea recta en dirección de la señal de triangulación construida por la Comisión Mixta de Límites en la cima del cerro de Islamatepeque, en un trayecto de un mil doscientos cincuenta metros medidos a partir de la señal de triangulación del Amate de San Cristóbal; del punto donde termine esa distancia de un mil doscientos cincuenta metros, se cambia de dirección y se toma la del Ojo de Agua de El Naranjo en línea recta; de este Ojo de Agua de El Naranjo, se sigue línea recta en dirección de la señal de triangulación establecida por la Comisión Mixta de Límites en la cima del volcán de Chingo; de allí en línea recta a la cima del cerrito llamado El Matadero, que se encuentra en la falda Sur del volcán de Chingo; de allí en línea recta al mojón reconocido con el nombre de Cuatro Piedras, que se encuentra en la quebrada Seca del Palo de la Estrella; y por último, siguiendo esta quebrada Seca, hasta su punto de unión o desembocadura en el río Chingo, Coco o Jerez.

b) En la zona comprendida entre el río Chingo y la desembocadura del río Paz en el Océano Pacífico, con ligeras variaciones técnicas indispensables a la demarcación, los límites territoriales están definidos como sigue:

A partir de la confluencia de la quebrada Seca del Palo de la Estrella, con el río Chingo, Coco o Jerez, y siguiendo por la línea media de este río, aguas abajo hasta su confluencia con el río Pampe o Chalchuapa, continuando aguas abajo de este río y por su línea media hasta la desembocadura de la quebrada de los Sitios o Güeveapa; y a partir de este punto y aguas abajo del mismo río que es conocido por los nombres de Güeveapa, Pampe o Chalchuapa hasta su confluencia con el río Paz en el punto denominado Los

Naranjos; a partir de esta confluencia, la línea fronteriza sigue el curso del río Paz, aguas abajo, hasta su desembocadura en el Océano Pacífico, pasando por los siguientes puntos reconocidos y aceptados:

- 1) Confluencia de los ríos Chalchuapa y Paz;
- 2) Confluencia de los ríos Paz y Pululá;
- 3) Confluencia de los ríos Paz y Tacuba;
- 4) Salida de un brazo del Paz, cerca de Salamar;
- 5) Boca del río Paz.

Artículo II.

Cualquier cambio en los lechos de los ríos fronterizos, sea que lo ocasionen causas naturales, como depósitos de aluvión, derrumbes, crecidas, etcétera, o causas artificiales, como construcción de obras de arte, profundización de canales para aprovechamiento de las aguas, etcétera, no modificará la línea de frontera fijada al tiempo de la demarcación, la cual seguirá siendo el límite internacional, aun cuando el lecho original de los ríos quede completamente abandonado por la corriente.

En los ríos fronterizos, cada Gobierno se reserva el derecho de hacer uso de la mitad del volumen de agua, ya sea para fines agrícolas o industriales; pero en ningún caso se podrán otorgar concesiones a empresas o compañías extranjeras.

Artículo III.

Se aceptan y aprueban en todas sus partes las actas levantadas por la Comisión Mixta de Límites durante el curso de sus trabajos, y en particular las Actas números XVI y XIX de fechas quince de diciembre de mil novecientos treinta y siete y veintiocho de enero de mil novecientos treinta y ocho. Las Actas números XVI y XIX se consideran como parte integrante de este Tratado.

Artículo IV.

La Comisión Mixta de Límites procederá inmediatamente a la localización y trazo material sobre el terreno de la línea fronteriza, de conformidad con las bases que constan en las Actas mencionadas en el Artículo anterior y con la descripción hecha en el Artículo primero de este Tratado. Esa descripción está de acuerdo con los datos que constan en las hojas números 1, 2, 3 y 4 del mapa preliminar de la zona fronteriza, levantado por la propia Comisión de Límites, y el cual se tendrá como parte integrante y complemento gráfico indispensable de la descripción de la frontera.

Une copia de ese mapa preliminar, firmada por los Plenipotenciarios que suscriben este Tratado y una copia de las Actas XVI y XIX, a que se refiere el Artículo III, se agregan a cada uno de sus ejemplares.

Procederá también inmediatamente la Comisión Mixta de Límites, a la construcción de hitos o monumentos que hagan visible y perdurable la línea fronteriza, y al cálculo definitivo de las posiciones geográficas de éstos y de todos los puntos importantes, así como a la formación y dibujo de los mapas finales, los cuales, una vez aprobados por ambos Gobiernos, se tendrán como parte integrante y completo de este Tratado.

Artículo V.

La conservación y cuidado constantes de los hitos o monumentos y demás signos indicadores de la frontera, se encargarán, en primer término, a las autoridades locales cercanas, distribuyéndose por secciones alternativas que se determinarán una vez concluida la demarcación.

Artículo VI.

El presente Tratado será sometido a la mayor brevedad posible, en El Salvador y en Guatemala, a la aprobación de la respectiva Asamblea Legislativa; y el canje de ratificaciones se verificará en la ciudad de Guatemala, dentro de los treinta días posteriores a la fecha de la última ratificación.

En fe de lo cual firman el presente Tratado en dos ejemplares del mismo tenor, en la ciudad de Guatemala, a los nueve días del mes de abril de mil novecientos treinta y ocho.

(Sello) (f) R. V. MORALES.

(Sello) (f) Carlos SALAZAR.

TEXTO DE LAS ACTAS XVI Y XIX DE LA COMISIÓN MIXTA DE LÍMITES,

FECHADAS EL 15 DE DICIEMBRE DE 1937 Y EL 28 DE ENERO DE 1938, QUE, CONFORME AL ARTÍCULO III DEL TRATADO DE LÍMITES TERRITORIALES ENTRE EL SALVADOR Y GUATEMALA, SE CONSIDERAN COMO PARTE INTEGRANTE DEL PACTO.

ACTA XVI.

En la ciudad de Guatemala, a los quince días del mes de diciembre de mil novecientos treinta y siete, reunidos los infrascritos Ingenieros Jacinto Castellanos Palomo, Delegado de El Salvador, y Florencio Santiso, Delegado de Guatemala, con el objeto de celebrar sesión, y reconocer los límites existentes entre ambos países, para su debida demarcación y amojonamiento posterior, se procedió de la manera siguiente:

1º Se dio lectura al Acta de la sesión anterior, la que fué aprobada sin ninguna modificación.

2º En vista de las amplias facultades que para el efecto se nos han conferido por nuestros respectivos Gobiernos:

En vista del convenio celebrado entre los Gobiernos de Guatemala y El Salvador, contenido en las notas de las Cancillerías que literalmente dicen:

« Secretaría de Relaciones Exteriores. — República de Guatemala. — N° 11.038 (185-728.4). — Guatemala, 21 de septiembre de 1935. — Excelentísimo señor Doctor don Miguel Angel Araujo, Ministro de Relaciones Exteriores de El Salvador, San Salvador. — Señor Ministro: Tengo el honor de acusar recibo a Vuestra Excelencia de su nota de veintisiete de agosto último, en la que se ha servido manifestarme que el ilustrado Gobierno de El Salvador acoge con agrado la iniciativa que tuve el honor de hacerle para efectuar la demarcación de la frontera entre los dos países, aprovechando la feliz circunstancia del reciente levantamiento aerofotográfico que se ha llevado a cabo en la zona fronteriza, por acuerdo de ambos Gobiernos, y la no menos feliz de no existir, al presente, cuestión ni problema alguno que pudiera dificultar el amojonamiento deseado. Vuestra Excelencia se sirve decirme que espera la indicación de la fecha en que convendría iniciar los trabajos de demarcación, para hacer los preparativos necesarios. En respuesta, someto a su elevada consideración algunos puntos que sería de utilidad convenir, desde luego, salvo la ilustrada opinión de Vuestra Excelencia:

Primero: El día primero de noviembre próximo sería propicio para dar principio a la organización de la comisión demarcadora de la frontera.

Segundo: La comisión será mixta, compuesta por un ingeniero por cada parte y por un tercero neutral de reconocida competencia e imparcialidad. Podrán ser designados los ingenieros y cartógrafos auxiliares que el trabajo demande.

Tercero: La comisión mixta hará la preparación de los mapas preliminares, aprovechando las novecientas fotografías aéreas que se tienen en mano, precedentes

de la comisión americana que las tomó y las bases y vértices de triangulaciones geodésicas que, como las de los ferrocarriles y de la carretera panamericana y algunas otras, pudieran ser utilizables, a juicio de la comisión de ingenieros.

Cuarto : En caso de conflicto o discordancia entre los dos ingenieros de Guatemala y El Salvador, en materia puramente técnica, tendrá voto decisivo el tercero neutral.

Quinto : La comisión de ingenieros acordará el procedimiento científico más adecuado para realizar los propósitos de la demarcación ; pero, desde luego, queda convenido que esa consistirá en ejecutar en el terreno los trabajos siguientes :

- a) Localización y trazo material de la línea fronteriza ;
- b) Levantamiento topográfico de la línea fronteriza y de la zona contigua con una anchura de un kilómetro a uno y otro lado de la frontera ;
- c) Construcción de monumentos de concreto, permanentes y adecuados, a lo largo de la línea fronteriza ;
- d) Control preciso de triangulación en la línea fronteriza ;
- e) Determinación de la posición geográfica de todos los monumentos establecidos en la línea ;
- f) Preparación de mapas exactos de la frontera y de toda el área cubierta por las fotografías aéreas.

Sexto : Los gastos serán hechos por mitad entre los dos Gobiernos ; pero cada uno pagará por su cuenta los sueldos y emolumentos de sus respectivos ingenieros, menos los del tercero que serán cubiertos por mitad, por cada uno.

Tendría placer en atender cualquier observación que Vuestra Excelencia tuviera a bien hacer a esta nota.

Me es grato reiterar a Vuestra Excelencia los sentimientos de mi elevada consideración. — (f) A. Skinner KLÉE. »

« Secretaría de Relaciones Exteriores. — República de El Salvador, C. A. — Palacio Nacional : San Salvador, 15 de octubre de 1935. — (Sección Diplomática, N° de A. 715. L. D. N° 1732). — Excelentísimo señor Licenciado don Alfredo Skinner Klée, Ministro de Relaciones Exteriores. — Guatemala. — Excelentísimo señor : He tenido la honra de recibir su atenta nota N° 11.038, de 21 de septiembre último, por medio de la cual, refiriéndose a mi comunicación de 27 de agosto del corriente año, se sirve insinuar, para llevar a cabo la demarcación de la frontera entre Guatemala y El Salvador, los puntos siguientes :

Primero : El día primero de noviembre próximo sería propicio para dar principio a la organización de la comisión demarcadora de la frontera.

Segundo : La comisión será mixta, compuesta por un ingeniero por cada parte y por un tercero neutral de reconocida competencia e imparcialidad. Podrán ser designados los ingenieros y cartógrafos auxiliares que el trabajo demande.

Tercero : La Comisión mixta hará la preparación de los mapas preliminares, aprovechando las novecientas fotografías aéreas que se tienen en mano, procedentes de la comisión americana que las tomó y las bases y vértices de triangulaciones geodésicas que, como las de los ferrocarriles y de la carretera panamericana y algunas otras, pudieran ser utilizables, a juicio de la comisión de ingenieros.

Cuarto : En caso de conflicto o discordancia entre los dos ingenieros de Guatemala y El Salvador, en materia puramente técnica, tendrá voto decisivo el tercero neutral.

Quinto : La comisión de ingenieros acordará el procedimiento científico más adecuado para realizar los propósitos de la demarcación ; pero, desde luego, queda convenido que esa consistirá en ejecutar en el terreno los trabajos siguientes :

- a) Localización y trazo material de la línea fronteriza ;
- b) Levantamiento topográfico de la línea fronteriza y de la zona contigua con una anchura de un kilómetro a uno y otro lado de la frontera ;

- c) Construcción de monumentos de concreto, permanentes y adecuados, a lo largo de la línea fronteriza ;
- d) Control preciso de triangulación en la línea fronteriza ;
- e) Determinación de la posición geográfica de todos los monumentos establecidos en la línea ;
- f) Preparación de mapas exactos de la frontera y de toda el área cubierta por las fotografías aéreas.

Sexto : Los gastos serán hechos por mitad entre los dos Gobiernos ; pero cada uno pagará por su cuenta los sueldos y emolumentos de sus respectivos ingenieros, menos los del tercero, que serán cubiertos por mitad, por cada uno.

En respuesta, me es grato manifestarle que mi Gobierno está de acuerdo en que se lleve a cabo la operación de referencia conforme a las bases expuestas, con excepción de la primera, por estar muy próximo el 1º de noviembre y no disponer de la documentación necesaria.

En tal virtud, en nombre de mi Gobierno me permito proponer atentamente, por el digno medio de Vuestra Excelencia, al ilustrado Gobierno de Guatemala, que sea el 6 de enero de 1936, si no tiene inconveniente, el día que se fije para dar principio a la organización de la referida comisión, pues en tal fecha considera que ya estará provisto de los documentos necesarios.

En espera de su bondadosa contestación, por la que le anticipo sinceros agradecimientos, pláceme renovar a Vuestra Excelencia las seguridades de mi distinguida consideración. — (f) Miguel Angel ARAUJO. »

En vista de las bases aceptadas por ambos Delegados, que constan en el Acta XV de la sesión celebrada por la Comisión Mixta de Límites el día diez y seis de octubre de este mismo año, que a la letra dice :

« *Acta XV.* En la ciudad de Santa Ana, República de El Salvador, el día diez y seis de octubre de mil novecientos treinta y siete, reunidos los infrascritos miembros de la Comisión Mixta de Límites entre El Salvador y Guatemala, con el objeto de celebrar sesión, se procedió de la manera siguiente :

1º Se dio lectura al acta de la sesión anterior, celebrada en la ciudad de Guatemala el día siete del mes en curso, y no habiendo encontrado ninguna modificación que hacerle, fué aprobada.

2º Después de cambiar impresiones acerca de la manera de dar cumplimiento a lo establecido en el punto 6º del acta anterior, que trata de la forma en que se estudiará la demarcación de la frontera, se convino en que se proceda de acuerdo con los puntos siguientes :

I. Se reconocen como límites territoriales entre Guatemala y El Salvador los que determina la posesión mantenida en el decurso de los años por una y otra República, en donde han fincado sus intereses vecinales y han ejercido la jurisdicción de sus respectivas soberanías.

II. Se adoptará el sistema de eliminación, es decir, se fijarán primeramente todos los puntos fronterizos que no admitan discusión, tales como el cerro de Montecristo, aceptado ya como mojón trifinio de Guatemala, El Salvador y Honduras ; el río Anguiatú y el río Paz.

III. En la parte donde la línea ofrezca dudas, se investigará y fijará la línea de posesión tradicional, siguiendo aproximadamente la posesión actual, enlazando los mojones notariamente reconocidos.

IV. Se preferirá buscar las líneas naturales, aprovechando las ventajas topográficas para la mejor identificación y más fácil amojonamiento de la frontera.

V. Cuando una propiedad esté ubicada en las dos jurisdicciones nacionales no se correrá la frontera en perjuicio del país vecino, sino que permanecerá dividiendo el inmueble que pertenecerá así a las dos jurisdicciones.

VI. Cuando hayan de unirse dos puntos reconocidos como mojones por una línea divisoria, se procurará buscar los accidentes naturales del terreno, haciendo las justas compensaciones, para que una de las Partes no se beneficie en perjuicio de la otra.

VII. Se hará un levantamiento topográfico y catastral de las propiedades contiguas a la frontera, el cual se extenderá hasta el límite de dichas propiedades.

VIII. Se dará el debido cumplimiento al convenio contenido en las notas de las Cancillerías de Guatemala y El Salvador, fechadas el 12 de septiembre y el 15 de octubre de 1935, en que se establecieron las bases de la delimitación de la frontera.

3º Se dispuso que el estudio de la línea fronteriza se comenzará desde el día martes diez y nueve de octubre en curso, a partir del cerro de Montecristo, y que a medida que el trabajo avance y siempre que los señores Delegados lo crean oportuno, se harán constar los acuerdos a que se llegue.

No habiendo otra cosa de que tratar, se levantó la sesión a las quince horas y treinta minutos. — (f.f.) J. CASTELLANOS, Delegado de El Salvador. — Florencio SANTISO, Delegado de Guatemala. — Sidney H. BIRDSEYE, Miembro Neutral. »

Y en virtud de las instrucciones que tenemos recibidas y de las bases preinsertas,

ACORDAMOS RECONOCER :

Primero : Que la frontera existente entre El Salvador y Guatemala, en la zona comprendida desde la cima del cerro de Montecristo hasta el río Chingo, Coco o Jerez, es la línea de posesión que, con las ligeras variaciones técnicas indispensables a la demarcación, está definida como sigue :

Desde el mojón trifinio situado en la cima del cerro Montecristo, en el cual concurren las Repúblicas de El Salvador, Guatemala y Honduras, en línea recta y en dirección que se aproxima al Occidente, buscando la cabecera de la quebrada más próxima de las que forman el río Negro, Frio, Brujo o Anguiatú ; de allí siguiendo por la línea media de la quebrada, aguas abajo, y después por la del río, siguiendo la dirección de su curso, hasta llegar al punto de confluencia con la quebrada de « Los Cedros » que le llega por el lado izquierdo, dejando el río en este punto y siguiendo aguas arriba y por la línea media de dicha quebrada de « Los Cedros », hasta la cabecera del ramal más próximo a la cima el cerro « Brujo », y de allí en línea recta hasta la señal de triangulación que la Comisión Mixta de Límites construyó en la cima del referido cerro « Brujo » ; de allí en línea recta y en dirección aproximada al Norte, al mojón llamado « La Piedrona », que se encuentra a la orilla del río Negro, Brujo, Frio o Anguiatú, y es punto común a las propiedades denominadas « La Yerba Buena » comprendida en territorio salvadoreño, y « Montenegro y Brujo » y « Mescal », ubicadas en territorio guatemalteco ; desde ese mojón de « La Piedrona », siguiendo nuevamente el curso del río Brujo, Negro, Frio o Anguiatú, aguas abajo y por su línea media, hasta su confluencia con el río Angue, Nejapa o Río Grande, la cual tiene lugar hacia el Sudoeste del poblado salvadoreño que se nombra Valeriano ; de allí siguiendo el curso del río Angue, aguas abajo y por su línea media, hasta llegar a la confluencia con la quebrada de Guayabillas, al Norte de la población llamada San Jerónimo ; de allí siguiendo por la quebrada de Guayabillas, aguas arriba, hasta el punto

en que se le une una quebradita seca que pasa inmediata al mojón llamado « Salitre Rancho de Cuero » ; del punto de unión de la mencionada quebradita, siguiendo por ella aguas arriba, hasta llegar al propio mojón « Salitre Rancho de Cuero » que es común a las fincas « Valeriano » y « Matanzas », ubicadas en Guatemala y « Matalapa », ubicada en El Salvador ; de este punto en línea recta al mojón llamado « Loma Talpetatosa », que se encuentra en el camino que de Santa Bárbara conduce a La Cañada ; de aquí en línea recta, a la cima del cerro Mamey ; de este punto en línea recta al mojón llamado « La Puerta » que se encuentra en el punto de intersección del camino que, pasando al Norte del cerro Tecuán, conduce de Piñuelas a El Shiste, con la quebrada de este último nombre ; de este punto se sigue la dirección de la quebrada de El Shiste, aguas abajo y por su línea media, hasta el lugar en donde existe el mojón esquinero Sureste de la finca « El Shiste », de Doroteo Estrada, Noroeste de la finca de Mónica de Bojorquez, y lineal del terreno de J. V. de Orellana, los dos primeros en territorio de El Salvador, y el último en tierras de Guatemala ; de este mojón se abandona el curso de la quebrada de El Shiste, para seguir en línea recta hasta el mojón llamado Quebracho o Corral Falso, común a las fincas « Matalapa », de El Salvador, y « Papalhuapa » y « Buenavista », de Guatemala ; de este mojón en línea recta al llamado El Barreal, esquinero Sur del terreno « Buenavista », que se encuentra sobre la más oriental de las dos quebradas que forman el zanjón del Guacuco ; del mojón El Barreal, siguiendo el curso de la corriente, aguas abajo, por el zanjón del Guacuco, hasta su desembocadura en la quebrada de la Virgen o Capichul ; de allí siguiendo el curso de esta quebrada aguas arriba y por su línea media, hasta el mojón llamado « La Frutera », común a las haciendas de « Juan Martín », en Guatemala y « Ostua », en El Salvador ; de allí dejando la quebrada, se sigue en línea recta al mojón llamado El Jobo, lineal de las dos fincas « Ostua » y « Juan Martín » ; de este mojón El Jobo, en línea recta a la cima del cerro Junquillo ; de este punto al mojón Junquillo, esquinero Sudeste de la hacienda de « Juan Martín », Nordeste de la hacienda « Amajaque », ambas en Guatemala, y lineal de la hacienda « Ostua », situada en El Salvador ; de aquí se sigue el lindero común a las fincas « Amajaque » y « Ostua », pasando por los mojones « Mora », « Cerro de Las Culebras » y los demás que se encuentran en ese lindero, hasta llegar al punto de unión de las dos quebradas que forman la que se llama Quebrada Precipitada ; de este punto, siguiendo aguas abajo el curso de dicha Quebrada Precipitada, hasta su desembocadura en el río Ostua, y siempre por su línea media ; de aquí se sigue el curso del río Ostua por su línea media y aguas abajo hasta su desembocadura actual en el lago de Güija ; desde allí siguiendo hacia el Sur por la orilla occidental de la península que de Norte a Sur se interna en el lago de Güija, hasta llegar al extremo de esta península, o sea a su punto más austral ; de aquí atravesando el lago de Güija en línea recta hasta el punto mas septentrional de la península llamada Tipa Afuera, que de Sur a Norte se interna en el mismo lago ; de aquí siguiendo por el contorno oriental de esta península y orilla del lago, hasta llegar a la desembocadura actual del río Cuxmapa ; de este punto, siguiendo el río Cuxmapa aguas arriba y por su línea media, hasta llegar al punto llamado El Camposanto de Gamboa, en las vegas del Sunza ; de aquí, dejando el curso del río Cuxmapa, línea recta hasta el mojón llamado El Talpetate ; de este mojón, en línea recta a la cima de la eminencia llamada « El Cerrón » que se encuentra hacia el Occidente del caserío llamado Portezuelo de la Cañada ; de aquí en línea recta al monumento de triangulación que sobre el pico central del cerro Campana, construyó la Comisión Mixta de Límites ; de aquí, en línea recta al monumento de triangulación construido por la misma Comisión a inmediaciones del Amate y del Paso de San Cristobal ; de aquí, se sigue en línea recta en dirección de la señal de triangulación construida por la Comisión Mixta de Límites en la cima del cerro del Islamatepeque, en un trayecto de un mil doscientos cincuenta metros, medidos a partir de la señal de triangulación del Amate de San Cristobal ; del punto donde termine esa distancia de un mil doscientos cincuenta metros, se cambia de dirección y se toma la del Ojo de Agua de El Naranjo en línea recta ; de este Ojo de Agua de El Naranjo, se sigue línea recta en dirección de la señal de triangulación establecida por la Comisión Mixta de Límites en la cima del volcán de Chingo ; de allí, en línea recta a la cima del cerrito llamado El Matadero, que se encuentra en la falda Sur del volcán de Chingo ; de

allí en línea recta al mojón reconocido con el nombre de « Cuatro Piedras », que se encuentra en la quebrada Seca del Palo de la Estrella ; y por último, siguiendo esta quebrada Seca, hasta su punto de unión o desembocadura en el río Chingo, Coco o Jerez.

Segundo : Que la línea así definida por la descripción anterior esta indicada conforme a los datos que constan en las hojas números 1 y 2 del Mapa Preliminar de la Zona Fronteriza, levantado por la Comisión Mixta de Límites, el cual se tendrá como parte integrante y complemento gráfico indispensable de la descripción de la frontera entre El Salvador y Guatemala, para los efectos de la demarcación.

Tercero : Que la línea expresada, ha sido aceptada *ad referendum* por los infrascritos Delegados de El Salvador y de Guatemala, y que, en consecuencia, deberá someterse al estudio y aprobación de los respectivos Gobiernos para que le otorguen validez, si la consideran conveniente a los intereses de ambas Naciones.

Cuarto : Se hace constar que, no obstante que la parte de frontera comprendida desde el río Chingo, hasta la desembocadura del río Paz en el Océano Pacífico, está constituida por límites naturales, no entramos a considerarla por ahora, porque aún no está terminado el Mapa Preliminar correspondiente a esa zona ; pero se estudiará tan pronto como se obtenga dicho mapa.

Y CONVINIMOS :

a) En que tan pronto como se reciban la aprobación y aceptación oficial de lo establecido en la presente Acta, se dará principio a la localización y trazo material sobre el terreno de la línea fronteriza, y a la construcción de los hitos o monumentos que la hagan visible y perdurable ;

b) En que de la presente Acta se extiendan cuatro ejemplares del mismo tenor, destinándose dos de ellos a los Gobiernos interesados y los otros dos a las respectivas Delegaciones.

3º Siendo el principal objeto de esta sesión el dejar constancia de lo reconocido y convenido, según se expresa en el curso de la presente Acta, y no habiendo otro asunto de que tratar, se dispuso levantar la sesión a las quince horas de la fecha expresada al principio.

J. CASTELLANOS,
Delegado de El Salvador.

Florencio SANTISO,
Delegado de Guatemala.

ACTA XIX

En la ciudad de Santa Ana, República de El Salvador, a los veintiocho días del mes de enero de mil novecientos treinta y ocho, reunidos los infrascritos Ingenieros Jacinto Castellanos Palomo, Delegado de El Salvador, y Florencio Santiso, Delegado de Guatemala, con el objeto de celebrar sesión, se procedió de la manera siguiente :

1º Se dio lectura al Acta de la sesión anterior celebrada en esta misma ciudad el día veinticinco del mes en curso, y fué aprobada sin ninguna modificación.

2º Estando terminados los Mapas Preliminares de la zona comprendida entre el volcán de Chingo y la desembocadura del río Paz en el Océano Pacífico, y de acuerdo con el punto 4º del Acta XVI, correspondiente a la sesión celebrada en la ciudad de Guatemala el día 15 de diciembre de 1937, se convino en que se proceda al estudio y fijación de la línea fronteriza en esta zona, de conformidad con las bases siguientes :

a) La Comisión Mixta de Límites acepta como puntos fronterizos los correspondientes a los ríos « Chingo », « Pampe », « Chalchuapa o Güeveapa » y « Paz »,

cuyas coordenadas geográficas, de conformidad con el Mapa Preliminar, son las siguientes :

	Latitudes	Longitudes
1) Paso del Coco	14° 04' 07.00"	89° 44' 31.00"
2) Confluencia de los ríos Chingo y Chalchuapa	14° 01' 41.00"	89° 44' 14.00"
3) Confluencia de los ríos Chalchuapa y Paz.....	14° 02' 44.00"	89° 51' 35.00"
4) Confluencia de los ríos Paz y Pulula	14° 01' 34.00"	89° 54' 23.00"
5) Confluencia de los ríos Paz y Tacuba	13° 57' 16.00"	89° 58' 42.00"
6) Salida de un brazo del Paz, cerca de Salamar	13° 50' 34.00"	90° 06' 02.00"
7) Boca del río Paz .	13° 44' 11.00"	90° 08' 00.00"

A estas coordenadas se les hará la corrección correspondiente, al terminarse los cálculos del ajuste final de la red de triangulación, que servirá para la formación del mapa final ;

b) Se aceptan, como límite internacional, las partes reconocidas tradicionalmente de los ríos « Chingo », « Chalchuapa, Pampe o Güeveapa » y « Paz », comprendidos entre los puntos cuyas coordenadas geográficas figuran en el cuadro anterior, siguiendo por la línea media del canal más profundo, el cual se tendrá como límite internacional, cuando hubiere varios brazos ; pero si en este caso no fuere posible precisar cual es el canal principal, el límite lo constituirá la línea recta que une dos puntos inmediatos del río, que no ofrezcan ambigüedad ;

c) Cualquier cambio de los lechos de los ríos mencionados, sea que lo ocasionen causas naturales, como depósitos de aluvión, derrumbes, crecidas, etcétera, o causas artificiales, como construcción de obras de arte, profundización de canales para aprovechamiento de las aguas, etcétera, no modificará la línea de frontera fijada al tiempo de la demarcación, la cual seguirá siendo el límite internacional, aun cuando el lecho original de los ríos quede completamente abandonado por la corriente ;

d) Con el objeto de que la línea divisoria fijada por la Comisión Mixta de Límites, tenga la estabilidad de una ley obligatoria para ambas Repúblicas, se conviene en que, una vez aprobada por los Poderes Ejecutivos la totalidad de la línea reconocida por ambas Delegaciones, será reducida a una convención o tratado que suscribirán Plenipotenciarios con poderes bastantes, la cual se someterá a la aprobación final de las Asambleas Legislativas de los dos países ;

e) Terminada la demarcación sobre el terreno, de toda la línea fronteriza, se hará una descripción técnica de la ubicación de hitos o monumentos, y el cálculo definitivo de las posiciones geográficas de estos y de todos los puntos importantes, debiendo figurar estos detalles en los mapas finales.

3° En virtud de las instrucciones que tenemos recibidas y de conformidad con las bases preinsertas,

ACORDAMOS RECONOCER :

Que la frontera existente entre El Salvador y Guatemala, en la zona comprendida entre el río Chingo y la desembocadura del río Paz en el Océano Pacífico, con ligeras variaciones técnicas indispensables a la demarcación, está definida como sigue : A partir de la confluencia de la quebrada Seca del Palo de la Estrella con el río Chingo, Coco o Jerez, y siguiendo por la línea media de este río, aguas abajo hasta su confluencia con el

río Pampe o Chalchuapa, continuando aguas abajo de este río y por su línea media hasta la desembocadura de la quebrada de los Sitios o Güeveapa ; a partir de este punto y aguas abajo del mismo río que es conocido por los nombres de Güeveapa, Pampe o Chalchuapa, hasta su confluencia con el río Paz en el punto denominado Los Naranjos ; a partir de esta confluencia, la línea fronteriza sigue el curso del río Paz aguas abajo hasta su desembocadura en el Océano Pacífico, pasando por los puntos reconocidos cuyas coordenadas geográficas han sido especificadas en las bases preinsertas.

4º La línea expresada, ha sido aceptada *ad referendum* por los infrascritos Delegados, y en consecuencia deberá someterse a estudio y aprobación de los respectivos Gobiernos, para que le otorguen validez, si la consideran conveniente.

5º Se conviene en establecer que la línea descrita anteriormente, es la que aparece en las hojas números 2, 3 y 4 del Mapa Preliminar de la zona fronteriza, levantado por la Comisión Mixta de Límites, el cual se tendrá como parte integrante y complemento gráfico indispensable de la descripción de la frontera entre El Salvador y Guatemala para los efectos de la demarcación.

6º Tan pronto como la totalidad de la línea fronteriza haya sido aprobada por los Gobiernos de El Salvador y Guatemala, se procederá a la localización y trazo material sobre el terreno, y a la construcción de hitos o monumentos que la hagan visible y perdurable, y a la formación y dibujo de los mapas finales.

7º No habiendo otra cosa de que tratar, se levantó la sesión a las quince horas.

(/) J. CASTELLANOS,
Delegado de El Salvador.

(/) Florencio SANTISO,
Delegado de Guatemala.

¹ TRADUCTION.

N^o 4390. — TRAITÉ DE DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LE GUATÉMALA ET LE SALVADOR. SIGNÉ A GUATÉMALA, LE 9 AVRIL 1938.

LES GOUVERNEMENTS DES RÉPUBLIQUES DU SALVADOR ET DU GUATÉMALA, considérant que les notes échangées les 27 et 23 août 1935 par les Secrétariats des Affaires étrangères de ces deux pays ont enregistré l'accord intervenu entre les deux gouvernements pour fixer et établir de façon précise le tracé de la frontière politique entre l'une et l'autre République ;

Qu'en des notes datées du 21 septembre et du 15 octobre de la même année, il a été également convenu de créer une commission mixte composée d'un délégué pour chaque Partie et d'un tiers neutre d'une compétence et d'une impartialité reconnues ; le Gouvernement du Salvador ayant désigné à cet effet l'ingénieur Jacinto Castellanos Palomo, le Gouvernement du Guatemala l'ingénieur Florencio Santiso, et l'Union panaméricaine, à la requête des deux gouvernements, l'ingénieur Sidney H. Birdseye, tiers neutre, dont la voix serait prépondérante en cas de désaccord entre les ingénieurs du Salvador et du Guatemala, sur des points d'ordre purement technique. Cette commission a été chargée de préparer les cartes préliminaires, en utilisant les photographies aériennes déjà existantes, et de procéder à une reconnaissance détaillée de la frontière ainsi qu'aux études nécessaires sur le terrain afin de déterminer cette frontière avec une exactitude suffisante pour l'aborder et la rendre reconnaissable ;

Que la Commission mixte a exécuté le travail qui lui avait été confié de la façon la plus satisfaisante, trouvant la frontière traditionnellement reconnue, sans contestation ni doute de quelque importance ; et, dans les parties de la frontière où la limite entre les deux pays n'était pas nettement définie, elle a consulté les titres anciens qui établissaient le droit de propriété sur les territoires occupés par l'un et l'autre pays frère, ainsi que les bornes ou points indiscutablement et traditionnellement connus, en adoptant, dans la mesure du possible, les lignes naturelles intermédiaires, et elle a tenu compte de tout ce qui a été fait pour améliorer les conditions locales depuis des temps très anciens, en procédant dans un esprit de large équité et de pleine justice à l'adoption des lignes sur la situation exacte desquelles des doutes pouvaient surgir. La Commission a effectué ses travaux en partant du principe qu'aucune des Hautes Parties contractantes ne disputerait à l'autre un seul pouce de territoire appartenant en propre à celle-ci, afin que la frontière établie comme elle l'est soit en tout temps un facteur d'entente cordiale, éliminant les irritantes questions de souveraineté et cimentant sur des bases solides et permanentes l'esprit de fraternité qui préside aux relations entre les Gouvernements et les populations du Salvador et du Guatemala ;

Que, la Commission mixte ayant rendu compte de ses travaux et soumis ses rapports aux gouvernements respectifs, accompagnés des cartes exactes sur lesquelles la ligne de démarcation a été fixée de manière entièrement conforme aux instructions reçues, il convient de prendre acte de la fixation des limites territoriales dans un traité solennel qui, en tant que loi des deux républiques, devra être strictement observé de part et d'autre, avec la certitude que cette démarcation ne séparera pas, mais au contraire rapprochera davantage les Salvadoriens et les Guatémaltèques en leur permettant de vivre côte à côte dans une atmosphère de tranquillité et d'affection mutuelle,

Ont décidé de conclure un traité de délimitation et ont, à cet effet, nommé leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹TRANSLATION.

No. 4390. — TREATY FOR THE DELIMITATION OF THE BOUNDARY BETWEEN GUATEMALA AND EL SALVADOR. SIGNED AT GUATEMALA, APRIL 9TH, 1938.

THE GOVERNMENTS OF THE REPUBLICS OF EL SALVADOR and GUATEMALA, considering that by an Exchange of Notes, dated the 17th and 23rd of August, 1935, between their respective Ministries of Foreign Affairs, they expressed their agreement to fix and establish definitely the jurisdictional boundaries of each Republic ;

That by Notes dated September 21st and October 15th of the same year it was also agreed to set up a Joint Commission consisting of one delegate from each Party, and a third neutral delegate of acknowledged competence and impartiality ;

That the Government of El Salvador having appointed Jacinto Castellanos Palomo, civil engineer, the Government of Guatemala Florencio Santiso, civil engineer, and the Pan-American Union — at the request of both Governments — Sidney H. Birdseye, civil engineer, as third neutral delegate, to have a casting vote in case of disagreement between the civil engineers of El Salvador and Guatemala in purely technical matters, which Commission was instructed to prepare preliminary maps on the basis of existing aerial photographs and to undertake a detailed examination of the frontier and all investigations on the spot necessary to determine it with proper exactness, to fix boundary marks and to make it clearly recognisable ;

That the Joint Commission proceeded to carry out most satisfactorily the work entrusted to it, finding the frontier to be traditionally recognised without any dispute or question of importance ; and at points where the frontiers were not clearly defined, establishing by consulting old titles, the right of possession claimed by one or the other brother country, and confirming boundary-stones or points acknowledged to be undisputed and traditional, adopting wherever possible the median natural line, and taking into consideration old-established estate interests in the territory, and being wholly governed, wherever doubt arose as to the precise line to be adopted, by a spirit of absolute equality and justice. The Commission carried out its work on the understanding that neither of the High Contracting Parties would dispute a single inch of territory belonging to the other, so that, once the frontier was established as it now is, it should be for all time an element of cordial agreement, thereby precluding vexatious discussions of jurisdiction, and cementing on solid and permanent foundations the fraternal spirit governing relations between the Governments and peoples of El Salvador and Guatemala ;

That, now that the Joint Commission has submitted to the respective Governments a report on its work, accompanied by accurate maps in which the dividing-line is fixed in entire conformity with its instructions, it is proper that the territorial boundaries should be recorded in a solemn treaty, which, as a law of both Republics, would be bound to be observed by each, in the secure knowledge that this frontier demarcation would not divide but would rather bring closer the peoples of El Salvador and Guatemala and enable them to live together in peace and mutual affection ;

Have resolved to draw up a frontier delimitation Treaty, and for this purpose have appointed as their respective Plenipotentiaries :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

SON EXCELLENCE LE GÉNÉRAL MAXIMILIANO H. MARTÍNEZ, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR :

Le colonel Rodolfo V. MORALES, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Gouvernement du Guatemala ; et

SON EXCELLENCE LE GÉNÉRAL JORGE UBICO, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA :

Le licencié Carlos SALAZAR, secrétaire d'Etat au Département des Relations extérieures ;

Lesquels, après avoir examiné leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les limites territoriales entre le Salvador et le Guatemala ont été et sont les suivantes :

a) Dans la zone comprise entre le sommet de la colline de Montecristo et le rio Chingo, Coco ou Jerez, la ligne de possession actuelle qui, sous réserve de légères modifications techniques, indispensables à la démarcation, est définie comme suit :

Depuis la borne tripartite située sur le sommet de la colline de Montecristo, où se touchent les Républiques du Salvador, du Guatemala et du Honduras, en ligne droite et en direction approximative de l'ouest, vers la tête du ravin le plus proche parmi ceux qui forment le rio Negro, Frío, Brujo ou Anguiatú ; de là, la frontière suit la ligne médiane du ravin, en aval, et ensuite celle de la rivière jusqu'au confluent de cette dernière avec le ravin de Los Cedros, qui la rejoint sur la gauche ; à cet endroit, la frontière quitte la rivière et suit, en amont, la ligne médiane dudit ravin de Los Cedros, jusqu'à la tête de la branche la plus proche du sommet de la colline de Brujo ; de là elle se dirige en ligne droite vers le signal de triangulation que la Commission mixte de démarcation a élevé au sommet de ladite colline de Brujo ; puis, elle se dirige, en ligne droite et en direction approximative du nord, vers la borne appelée la Piedrona, qui se trouve sur la rive du rio Negro, Brujo, Frío ou Anguiatú et constitue un point commun aux propriétés dénommées « La Yerba Buena », en territoire salvadorien, et « Montenegro et Brujo » et « Mescal », en territoire guatémaltèque ; à partir de cette borne de la Piedrona, la ligne frontière suit de nouveau le cours du rio Brujo, Negro, Frío ou Anguiatú, en aval et par sa ligne médiane, jusqu'à son confluent avec le rio Angue, Nejapa ou rio Grande, qui se trouve au sud-ouest du bourg salvadorien de Valeriano ; de là, elle suit le cours du rio Angue, en aval et par sa ligne médiane, jusqu'à son confluent avec le ravin de Guayabillas, au nord de la localité de San Jerónimo ; de là, elle suit le ravin de Guayabillas, en amont, jusqu'à son point de jonction avec un petit ravin sans eau qui passe à proximité immédiate de la borne dénommée Salitre Rancho de Cuero ; à partir du point de jonction avec ledit petit ravin, elle suit ce dernier en amont, jusqu'à la borne même de Salitre Rancho de Cuero, qui est commune aux propriétés de « Valeriano » et de « Matanzas », situées au Guatemala, et de « Matalapa », dans le Salvador ; de ce point, elle se dirige en ligne droite vers la borne appelée Loma Talpetatosa, qui se trouve sur la route conduisant de Santa Bárbara à la Cañada ; de là, en ligne droite, vers le sommet de la colline Mamey ; de ce point, en ligne droite, vers la borne appelée La Puerta, qui se trouve au point d'intersection de la route qui, passant au nord de la colline de Tecuan, mène de Piñuelas à « El Shiste », et du ravin du même nom ; de ce point, elle suit la direction du ravin de El Shiste, en aval et par sa ligne médiane, jusqu'au lieu où se trouve la borne à l'angle sud-ouest de la ferme « El Shiste », de Doroteo Estrada, nord-ouest de la ferme de Mónica de Bojórquez, et sur l'alignement du terrain de J. V. de Orellana, les deux premières en territoire salvadorien et le dernier en territoire guatémaltèque ; à partir de cette borne, la ligne quitte le cours du ravin du Shiste, pour continuer en ligne droite jusqu'à la borne appelée Quebracho ou Corral Falso, commune aux fermes de « Matalapa », dans le Salvador, et de « Papalhuapa » et « Buena Vista », au Guatemala ; à partir de cette borne, elle continue en ligne droite jusqu'au lieu appelé El Barreal, à l'angle sud du terrain de « Buena Vista », qui se trouve sur le plus oriental des deux ravins qui forment le val de Guacuco ; à partir de la borne d'El Barreal, elle suit le cours du ruisseau, en aval, par le val de Guacuco, jusqu'à son embouchure dans le ravin de la Virgen ou Capichul ; de là,

HIS EXCELLENCY GENERAL MAXIMILIANO H. MARTÍNEZ, PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF EL SALVADOR :

Colonel Rodolfo V. MORALES, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Government of Guatemala ; and

HIS EXCELLENCY GENERAL JORGE UBICO, PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF GUATEMALA :
Licentiate Carlos SALAZAR, Secretary of State at the Ministry of External Relations ;

Who, having examined their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The territorial boundaries between El Salvador and Guatemala were and are as follows :

(a) In the zone extending from the summit of the Montecristo ridge to the river Chingo, Coco or Jerez, the existing boundary, which, with slight technical modifications essential to demarcation, is defined as follows :

From the trifinial boundary-mark on the summit of the Montecristo ridge where the Republics of El Salvador, Guatemala and Honduras meet, in a straight line and an approximately westerly direction towards the head of the nearest of the ravines formed by the river Negro, Frío, Brujo or Anguiatú ; thence following the median line of the ravine downstream and subsequently that of the river downstream to its meeting with the Los Cedros ravine which comes in on the left, thence leaving the river at this point and following the median line upstream from the said Los Cedros ravine to the head of the nearest tributary to the summit of the Brujo ridge, and thence in a straight line to the triangular mark erected by the Joint Frontier Commission at the summit of the aforesaid Brujo ridge ; thence in a straight line and an approximately northerly direction to the boundary-mark known as La Piedrona which is at the edge of the river Negro, Frío, Brujo or Anguiatú and stands at the junction of the estates known as " La Yerba Buena " in Salvadoran territory, and " Montenegro and Brujo " and " Mescal," in Guatemalan territory ; from the said Piedrona mark again following the median line of the river Brujo, Negro, Frío or Anguiatú downstream to its confluence with the river Angue, Nejapa or Grande, which occurs to the south-west of the Salvadoran village named Valeriano ; thence following the median line of the river Angue downstream to its confluence with the Guayabillas ravine to the north of the hamlet called San Jerónimo ; thence following the Guayabillas ravine upstream to the point where it joins a little dry ravine which passes close by the boundary-mark known as Salitre Rancho de Cuero ; from its junction with the aforementioned little ravine following the latter upstream as far as the Salitre Rancho de Cuero boundary-mark itself, which stands on the boundary between the " Valeriano " and " Matanzas " estates in Guatemala and the " Matalapa " estate in El Salvador ; thence in a straight line to the mark called Loma Talpetatosa on the road from Santa Barbara to La Cañada ; thence in a straight line to the summit of the Mamey ridge ; thence in a straight line to the boundary-mark called " La Puerta " at the point of intersection of the road which passes to the north of the Tecuan ridge and leads from Piñuelas to " El Shiste " with the ravine which bears this name ; thence following the median line of the " El Shiste " ravine downstream to the place where a boundary-mark is placed at the south-west corner of the " El Shiste " estate, belonging to Doroteo Estrada, at the north-west corner of the estate of Mónica de Bojórquez, and at the boundary of the estate of J. V. de Orellana, the two former being in the territory of El Salvador and the last-named in Guatemala ; from this boundary-mark leaving the course of the Shiste ravine and following a straight line to the boundary-mark called Quebracho or Corral Falso, on the boundary of the " Matalapa " estate in El Salvador and the " Papalhuapa " and " Buena Vista " estates in Guatemala ; from this mark in a straight line to the mark El Barreal at the southern corner of the " Buena Vista " estate, which stands on the more easterly of the two ravines formed by the Guacuco torrent ; from the El Barreal mark following the course of the Guacuco torrent downstream to the point where it empties in the Virgen or Capichul ravine ; thence following the median

elle suit le cours de ce ravin, en amont et par sa ligne médiane, jusqu'à la borne appelée La Frutera, commune aux fermes de « Juan Martín », au Guatemala, et d'« Ostúa », au Salvador ; elle quitte ensuite le ravin et continue en ligne droite jusqu'à la borne appelée El Jobo, sur l'alignement des deux fermes d'« Ostúa » et de « Juan Martín » ; à partir de la borne d'El Jobo, elle continue en ligne droite jusqu'au sommet de la colline Junquillo ; de ce point, elle se dirige vers la borne de Junquillo, à l'angle sud-est de la ferme de « Juan Martín », nord-est de la ferme de « Amajaque », toutes deux au Guatemala, et sur l'alignement de la ferme d'« Osúa », située au Salvador ; de là, elle suit la limite commune des fermes de « Amajaque » et d'« Ostúa », en passant par les bornes de Mora, de la colline de Las Culebras et les autres qui se trouvent sur cette limite, jusqu'au point de réunion des deux ravins qui forment la « Quebrada Precipitada » ; de là, elle suit en aval le cours de ladite Quebrada Precipitada, jusqu'à son embouchure dans le rio d'Ostúa, toujours par sa ligne médiane ; de là, elle suit le cours du rio d'Ostúa, par sa ligne médiane et en aval, jusqu'à son embouchure actuelle dans le lac de Güija ; puis, elle continue vers le sud, par la rive occidentale de la péninsule qui s'avance du nord au sud dans le lac de Güija, jusqu'à l'extrémité de cette péninsule, c'est-à-dire jusqu'à son point le plus méridional ; de là, elle traverse le lac de Güija, en ligne droite, jusqu'au point le plus septentrional de la péninsule de « Tipa Afuera », qui s'avance du sud au nord dans le même lac ; ensuite, elle épouse le contour oriental de cette péninsule et de la rive du lac jusqu'à l'embouchure actuelle du rio Cuxmapa ; puis, elle suit le rio Cuxmapa, en amont et par sa ligne médiane, jusqu'au point appelé Camposanto de Gamboa, dans les plaines du Sunza ; de là, quittant le cours du rio Cuxmapa, elle poursuit en ligne droite jusqu'à la borne appelée El Talpetate ; de cette borne, elle continue en ligne droite jusqu'au sommet de l'éminence appelée El Cerrón, qui se trouve à l'ouest de la colonie appelée Portezuelo de la Cañada ; ensuite, elle continue en ligne droite jusqu'au monument de triangulation construit par la Commission mixte de délimitation sur le pic central de la colline Campana ; de là, elle continue en ligne droite jusqu'au monument de triangulation construit par ladite commission dans le voisinage immédiat de l'Amate et du Paso de San Cristobal ; puis, elle poursuit en ligne droite en direction du signal de triangulation construit par la Commission mixte de délimitation au sommet de la colline de Islamatepeque, sur une distance de 1.250 mètres à partir du signal de triangulation de l'Amate de San Cristobal ; à partir du point où se termine cette distance de 1.250 mètres, elle change de direction et prend celle de l'Ojo de Agua de El Naranjo, en ligne droite ; de cet Ojo de Agua de El Naranjo, elle continue en ligne droite en direction du signal de triangulation établi par la Commission mixte de délimitation au sommet du volcan de Chingo ; de là, elle continue en ligne droite vers le sommet de la petite colline du Matadero, qui se trouve sur le versant sud du volcan de Chingo ; ensuite, elle continue toujours en ligne droite jusqu'à la borne à laquelle on a donné le nom de Cuatro Piedras, et qui se trouve dans le ravin Seca del Palo de la Estrella ; et, enfin, elle suit ce ravin, jusqu'à son point de réunion ou embouchure dans le rio Chingo, Coco ou Jerez.

b) Dans la zone comprise entre le rio Chingo et l'embouchure du rio Paz dans l'océan Pacifique, avec de légères modifications techniques indispensables à la démarcation, les limites territoriales sont définies comme suit :

A partir du confluent du ravin Seca del Palo de la Estrella avec le rio Chingo, Coco ou Jerez, la frontière suit la ligne médiane de cette rivière, en aval, jusqu'à son confluent avec le rio Pampe ou Chalchuapa, et continue, en aval de cette rivière et par sa ligne médiane, jusqu'à l'embouchure du ravin des Sitios ou Güeveapa ; à partir de ce point, elle descend le cours de ce rio, connu sous les noms de Güeveapa, Pampe ou Chalchuapa, jusqu'à son confluent avec le rio Paz au point dénommé Los Naranjos ; à partir de ce confluent, la ligne frontière suit le cours du rio Paz en aval jusqu'à son embouchure dans l'océan Pacifique, en passant par les points suivants, reconnus et acceptés :

- 1° Confluent des rios Chalchuapa et Paz ;
- 2° Confluent des rios Paz et Pululá ;
- 3° Confluent des rios Paz et Tacuba ;
- 4° Sortie d'un bras du Paz, près de Salamar ;
- 5° Bouche du rio Paz.

line of this ravine upstream to the mark called La Frutera on the boundary of the " Juan Martín " ranch in Guatemala and the " Ostúa " ranch in El Salvador ; then leaving the ravine in a straight line, which forms the boundary between the " Ostúa " and " Juan Martín " estates, to the mark known as " El Jobo " ; from the " El Jobo " mark in a straight line to the summit of the Junquillo ridge ; from this point to the Junquillo mark at the south-east corner of the " Juan Martín " ranch and the north-east corner of the " Amajaque " ranch, both in Guatemala and on the boundary line of the " Ostúa " ranch in El Salvador ; thence following the boundary of the " Amajaque " and " Ostúa " ranches through the Mora, Las Culebras ridge, and the rest of the marks on this boundary, to the junction of the two ravines which together form that known as the " Quebrada Precipitada " ; thence following the median line downstream of the course of the said Precipitada ravine to its junction with the river Ostúa ; thence following the median line of the course of the river Ostúa downstream to where it now empties into the lake of Güijja ; thence in a southerly direction along the western edge of the peninsula which juts out from north to south into the lake of Güijja, to the end of the said peninsula, or its most southerly point ; thence crossing the lake of Güijja in a straight line to the most northerly point of the peninsula known as " Tipa Afuera ", which juts into the said lake from south to north ; thence along the east side of the said peninsula and the edge of the lake to where the river Cuxmapa now empties ; thence following the median line of the river Cuxmapa upstream to the point known as El Camposanto de Gamboa, in the plains of Sunza ; thence leaving the river Cuxmapa, in a straight line to the boundary-mark known as El Talpetate ; from this mark in a straight line to the summit of the hill known as El Cerrón, which lies to the west of the hamlet known as Portezuelo de la Cañada ; thence in a straight line to the triangular stone erected on the central peak of the Campana ridge by the Joint Frontier Commission ; thence in a straight line to the triangular stone erected by the said Commission near Amate and del Paso de San Cristóbal ; thence in a straight line towards the triangular mark erected by the Joint Frontier Commission on the summit of the Islamatepeque ridge, a distance of 1,250 metres measured from the triangular mark at Amate de San Cristóbal, changing direction from the terminal point of this section of 1,250 metres and following a straight line towards the Ojo de Agua de El Naranjo ; from the said Ojo de Agua de El Naranjo in a straight line towards the triangular mark erected by the Joint Frontier Commission on the summit of the Chingo volcano ; thence in a straight line to the summit of the little ridge known as El Matadero on the southern slope of the Chingo volcano ; thence in a straight line to the boundary-mark known as Cuatro Piedras in the ravine of Seca del Palo de la Estrella ; and finally, following the said Seca ravine to its junction with, or entry into, the river Chingo, Coco or Jerez.

(b) In the zone extending from the river Chingo to the mouth of the river Paz on the Pacific Ocean, with slight technical modifications essential to demarcation, the territorial boundaries are defined as follows :

Starting from the junction of the ravine of Seca del Palo de la Estrella with the river Chingo, Coco or Jerez, and following the median line of the said river downstream to its confluence with the river Pampe or Chalchuapa, and following the median line of the said river downstream to where the Los Sitios or Güeveapa ravine runs into it ; thence following downstream the said river, which is known by the names of Güeveapa, Pampe or Chalchuapa, to its confluence with the river Paz at the point known as Los Naranjos ; from this confluence the frontier follows the course of the river Paz downstream till it empties in the Pacific Ocean passing through the following recognised and accepted points :

- (1) Confluence of the rivers Chalchuapa and Paz ;
- (2) Confluence of the rivers Paz and Pululá ;
- (3) Confluence of the rivers Paz and Tacuba ;
- (4) Point where an arm of the Paz leaves the main stream near Salamar ;
- (5) Mouth of the river Paz.

Article II.

Tous les changements qui pourraient se produire dans les lits des cours d'eau formant la frontière, que ces changements soient provoqués par des causes naturelles comme des dépôts d'alluvions, des éboulements, des crues, etc., ou par des causes artificielles comme la construction d'ouvrages d'art, l'approfondissement de chenaux pour l'utilisation des eaux, etc., ne modifieront pas la ligne frontière fixée au moment de la démarcation, qui continuera à constituer la limite entre les deux pays, même si le lit original des cours d'eau était complètement abandonné par le courant.

Sur les cours d'eau de frontière, chaque gouvernement se réserve le droit de faire usage de la moitié du volume d'eau, que ce soit pour des fins agricoles ou pour des fins industrielles; mais, en aucun cas, il ne pourra être accordé de concession à des entreprises ou compagnies étrangères.

Article III.

Les procès-verbaux dressés par la Commission mixte de délimitation au cours de ses travaux, et, en particulier, les procès-verbaux N^o XVI et XIX, en date du 15 décembre 1937 et du 28 janvier 1938, sont acceptés et approuvés dans toutes leurs parties. Les procès-verbaux N^{os} XVI et XIX sont considérés comme faisant partie intégrante du présent traité.

Article IV.

La Commission mixte de délimitation procédera immédiatement à la détermination et au tracé matériel sur le terrain de la ligne frontière, conformément aux principes établis dans les procès-verbaux mentionnés à l'article précédent et conformément à la description faite à l'article premier du présent traité. Cette description est en harmonie avec les données figurant aux feuillets N^o 1, 2, 3 et 4 de la carte préliminaire de la zone frontière qui a été dressée par la Commission de délimitation elle-même et qui sera considérée comme partie intégrante et complément graphique indispensable de la description de la frontière.

Un exemplaire de cette carte préliminaire visé par les plénipotentiaires qui signent le présent traité, ainsi qu'une copie des procès-verbaux XVI et XIX, mentionnés à l'article III, seront joints à chaque exemplaire du traité.

La Commission mixte de délimitation procédera immédiatement à la construction de bornes ou de monuments destinés à rendre visible et permanente la ligne frontière, ainsi qu'au calcul définitif de la position géographique de ces bornes et de tous les points importants et à la confection et au dessin des cartes définitives qui, après avoir été approuvées par les deux gouvernements, seront considérées comme partie intégrante et complétive du présent traité.

Article V.

La conservation et l'entretien permanents des bornes ou monuments et autres signes indicateurs de la frontière incomberont en premier lieu aux autorités locales voisines, entre lesquelles elles seront réparties par sections alternantes qui seront fixées une fois la démarcation terminée.

Article VI.

Le présent traité sera soumis, dans le plus bref délai possible, au Salvador et au Guatemala, à l'approbation des Assemblées législatives respectives; l'échange des ratifications aura lieu dans la ville de Guatemala, dans les trente jours qui suivront la date de la dernière ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité, en deux exemplaires de même teneur, dans la ville de Guatemala, le 9 avril 1938.

(Sceau) (Signé) R. V. MORALES.

(Sceau) (Signé) Carlos SALAZAR.

Article II.

No change in the bed of frontier rivers, whether due to natural causes such as alluvium deposits, landslides, freshets, etc., or to artificial causes such as the construction of public works, the deepening of channels for water-supply, etc., shall affect the frontier as determined at the time of demarcation, which shall continue to be the international boundary even though a stream may have completely abandoned its original bed.

Each Government reserves the right to utilise half the volume of water in frontier rivers, either for agricultural or industrial purposes ; but in no circumstances may concessions be granted to foreign undertakings or companies.

Article III.

The Acts drawn up by the Joint Frontier Commission in the course of its work are accepted and approved in their entirety, particularly Acts Nos. XVI and XIX, dated December 15th, 1937, and January 28th, 1938. Acts Nos. XVI and XIX shall be regarded as an integral part of the present Treaty.

Article IV.

The Joint Frontier Commission shall proceed immediately to the physical marking and tracing of the frontier on the spot in accordance with the data contained in the Acts mentioned in the foregoing Article and with the description given in Article I of this present Treaty. This description agrees with the data contained on sheets Nos. 1, 2, 3 and 4 of the preliminary map of the frontier zone drawn up by the Frontier Commission itself, which shall be regarded as an integral part of the said Treaty and an essential graphic supplement to the description of the frontier.

A copy of this preliminary map, signed by the Plenipotentiaries signing the present Treaty, and a copy of Acts XVI and XIX mentioned in Article III, shall be annexed to each copy of this Treaty.

The Joint Frontier Commission shall also proceed immediately to construct posts and marks to render the frontier visible and permanent and to determine definitively the geographical position of such marks and of all other important points, and to prepare and draw the final maps which, after approval by both Governments, shall be regarded as an integral and complete part of this present Treaty.

Article V.

The neighbouring local authorities shall at the first be responsible for the constant care and maintenance of the posts or marks and other frontier signs, such authorities to be responsible for alternate sections, to be determined as soon as the demarcation is complete.

Article VI.

The present Treaty shall as soon as possible be submitted for approval to the respective legislative assemblies of El Salvador and Guatemala, and the exchange of ratifications shall take place in Guatemala City within thirty days after the date of the later ratification.

In faith whereof the undersigned have signed the present Treaty in duplicate copies agreeing in all respects, in Guatemala City, this 9th day of April, 1938.

(Seal) (Signed) R. V. MORALES.

(Seal) (Signed) Carlos SALAZAR.

TEXTE DES PROCÈS-VERBAUX XVI ET XIX
DE LA COMMISSION MIXTE DE DÉLIMITATION,

EN DATE DU 15 DÉCEMBRE 1937 ET DU 28 JANVIER 1938, QUI, CONFORMÉMENT A L'ARTICLE III DU TRAITÉ DE DÉLIMITATION DE LA FRONTIÈRE ENTRE LE SALVADOR ET LE GUATÉMALA, SONT CONSIDÉRÉS COMME FAISANT PARTIE INTÉGRANTE DUDIT TRAITÉ.

PROCÈS-VERBAL XVI.

En la ville de Guatémala, le quinze décembre mil neuf cent trente-sept, les ingénieurs sous-signés Jacinto Castellanos Palomo, délégué du Salvador, et Florencio Santiso, délégué du Guatémala, s'étant réunis pour tenir une séance et reconnaître la frontière entre les deux pays, en vue de sa démarcation et de son abornement ultérieurs, on a procédé comme suit :

1^o Lecture a été donnée du procès-verbal de la séance précédente, qui a été adopté sans aucune modification.

2^o Considérant les amples pouvoirs qui nous ont été conférés à cet effet par nos gouvernements respectifs ;

Considérant la convention conclue entre les Gouvernements du Guatémala et du Salvador et contenue dans les notes des chancelleries, libellées comme suit :

« Secrétariat des Relations extérieures. — République du Guatémala. — N^o 11038 (185-728.4). — Guatémala, le 21 septembre 1935. — Son Excellence le D^r Miguel Angel Araujo, Ministre des Relations extérieures du Salvador, San Salvador. — Monsieur le Ministre, J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la note du 27 août dernier, par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement du Salvador accueille avec plaisir la proposition que j'ai eu l'honneur de lui faire, de procéder à la démarcation de la frontière entre les deux pays en profitant de l'heureuse circonstance du levé aéro-photographique qui vient d'être effectué à la zone frontière, en vertu d'un accord entre les deux gouvernements, et de la circonstance non moins heureuse de l'absence, actuellement, de tout différend et de toute difficulté qui pourraient faire obstacle à l'abornement désiré. Votre Excellence a bien voulu me dire qu'elle attendait l'indication de la date à laquelle il conviendrait de commencer les travaux de démarcation, afin de faire les préparatifs nécessaires. En réponse, je sou mets à votre haute considération quelques points qu'il conviendrait de régler immédiatement, sauf avis contraire de Votre Excellence :

Premièrement : Le 1^{er} novembre prochain serait une date propice pour commencer l'organisation de la Commission de démarcation de la frontière.

Deuxièmement : La commission sera mixte ; elle comprendra un ingénieur pour chaque Partie et un tiers neutre, d'une compétence et d'une impartialité reconnues. On pourra désigner les ingénieurs et les cartographes auxiliaires qu'exigera le travail.

Troisièmement : La Commission mixte préparera les cartes préliminaires, en utilisant les 900 photographies aériennes dont on dispose et qui ont été fournies par la commission américaine qui les a prises, ainsi que les bases et sommets des triangulations géodésiques qui, comme celles des chemins de fer et de la route panaméricaine, et autres, pourraient servir à cet effet, de l'avis de la Commission d'ingénieurs.

Quatrièmement : En cas de différend ou de divergence de vues entre les deux ingénieurs du Guatémala et du Salvador sur des points d'ordre purement technique, le tiers neutre aura voix prépondérante.

Cinquièmement : La Commission d'ingénieurs fixera d'un commun accord la méthode scientifique la mieux appropriée pour réaliser les fins de la démarcation ;

TEXT OF ACTS XVI AND XIX OF THE JOINT FRONTIER COMMISSION

DATED DECEMBER 15TH, 1937, AND JANUARY 28TH, 1938, WHICH, IN ACCORDANCE WITH ARTICLE III OF THE FRONTIER DELIMITATION TREATY BETWEEN EL SALVADOR AND GUATEMALA, ARE TO BE REGARDED AS AN INTEGRAL PART OF THE SAID TREATY.

ACT XVI.

At a meeting held in Guatemala City on December 15th, 1937, of the undersigned, Jacinto Castellanos Palomo, civil engineer, delegate of El Salvador, and Florencio Santiso, civil engineer, delegate of Guatemala, for the purpose of recognising the existing frontier between the two countries prior to the necessary demarcation and fixing of boundary-marks, the proceedings were as follows :

1. The act of the previous meeting was read and approved without amendment.
2. Considering the ample powers conferred on us for this purpose by our respective Governments ;

Considering the Convention concluded between the Governments of Guatemala and El Salvador, contained in Notes from the respective Chancelleries which read as follows :

“ Ministry of External Relations. — Republic of Guatemala. — No. 11038 (185-728.4). — Guatemala, September 21st, 1935. — His Excellency Dr. Miguel Angel Araujo, Minister of External Relations of El Salvador, San Salvador. — Sir, I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note of August 27th last, informing me that the Government of El Salvador welcome the suggestion which I had the honour to make that the frontier between the two countries should be demarcated, and that advantage should be taken of the fortunate circumstance that an aerial photographic survey of the frontier zone, carried out by agreement between the two Governments, has recently been completed, and of the no less fortunate circumstance that no problem exists at the moment likely to impede the desired marking operations. Your Excellency was good enough to tell me that you would like me to suggest a suitable date for beginning the demarcation operations, so as to enable the necessary preparations to be made. In reply, I submit for your consideration a number of points on which it would appear desirable that an agreement should be reached forthwith, unless Your Excellency thinks otherwise :

First : November 1st next would be a suitable date for beginning the organisation of the frontier demarcation Commission.

Second : The Commission shall be a joint Commission, consisting of one civil engineer appointed by each Party, and a third neutral of acknowledged competence and impartiality. Such engineers and cartographers may be appointed as the work may require.

Third : The Joint Commission shall prepare preliminary maps based on the 900 aerial photographs now available from the American commission which took them, and on trigonometrical survey data such as those for the railways and pan-American highway, and any others which, in the opinion of the commission of engineers, might be used with advantage.

Fourth : In case of dispute or disagreement on purely technical matters between the two engineers representing Guatemala and El Salvador, the third neutral member shall have a casting vote.

Fifth : The Commission of engineers shall agree upon the most suitable scientific procedure for achieving the aims of the demarcation ; it is now agreed, however,

il est toutefois convenu dès à présent que cette démarcation consistera à exécuter sur le terrain les travaux suivants :

- a) Détermination et tracé matériel de la ligne frontière ;
- b) Levé topographique de la ligne frontière et de la zone contiguë sur une largeur d'un kilomètre de part et d'autre de la frontière ;
- c) Construction de monuments en béton, permanents et appropriés, le long de la ligne frontière ;
- d) Contrôle précis de triangulation sur la ligne frontière ;
- e) Détermination de la position géographique de tous les monuments établis sur la ligne ;
- f) Préparation de cartes exactes de la frontière et de toute la zone couverte par les photographies aériennes.

Sixièmement : Les dépenses seront supportées à parts égales par les deux gouvernements ; toutefois, chacun d'eux paiera pour son compte les traitements et émoluments de ses ingénieurs respectifs, à l'exception de ceux du tiers, qui seront supportés par moitié par chacun d'eux.

Je ne manquerai pas d'examiner toutes observations que Votre Excellence voudra bien présenter au sujet de la présente note.

J'ai l'honneur de réitérer à Votre Excellence l'expression de ma haute considération.
— (Signé) A. Skinner KLÉE. »

« Secrétariat des Relations extérieures. — République du Salvador, C.A. — Palais National, San Salvador, le 15 octobre 1935 (Section diplomatique n° de A.715.L.D. n° 1732). — Son Excellence Monsieur le licencié Alfredo Skinner Klée, Ministre des Relations extérieures. — Guatémala. — Monsieur le Ministre, J'ai eu l'honneur de recevoir votre note n° 11038, du 21 septembre dernier, par laquelle, vous référant à ma communication du 27 août dernier, vous voulez bien me soumettre, pour mener à bonne fin la démarcation de la frontière entre le Guatémala et le Salvador, les points suivants :

Premièrement : Le 1^{er} novembre prochain serait une date propice pour commencer l'organisation de la Commission de démarcation de la frontière.

Deuxièmement : La commission sera mixte ; elle comprendra un ingénieur pour chaque Partie et un tiers neutre, d'une compétence et d'une impartialité reconnues. On pourra désigner les ingénieurs et les cartographes auxiliaires qu'exigera le travail.

Troisièmement : La Commission mixte préparera les cartes préliminaires, en utilisant les 900 photographies aériennes dont on dispose et qui ont été fournies par la commission américaine qui les a prises, ainsi que les bases et sommets des triangulations géodésiques qui, comme celles des chemins de fer et de la route panaméricaine, et autres, pourraient servir à cet effet, de l'avis de la Commission d'ingénieurs.

Quatrièmement : En cas de différend ou de divergence de vues entre les deux ingénieurs du Guatémala et du Salvador sur des points d'ordre purement technique, le tiers neutre aura voix prépondérante.

Cinquièmement : La Commission d'ingénieurs fixera d'un commun accord la méthode scientifique la mieux appropriée pour réaliser les fins de la démarcation ; il est toutefois convenu dès à présent que cette démarcation consistera à exécuter sur le terrain les travaux suivants :

- a) Détermination et tracé matériel de la ligne frontière ;
- b) Levé topographique de la ligne frontière et de la zone contiguë sur une largeur d'un kilomètre de part et d'autre de la frontière ;
- c) Construction de monuments en béton, permanents et appropriés, le long de la ligne frontière ;
- d) Contrôle précis de triangulation sur la ligne frontière ;

that such demarcation shall consist in the execution on the spot of the following operations :

- (a) Physical marking and tracing of the frontier ;
- (b) Topographical survey of the frontier and the contiguous zone to a depth of one kilometre on either side of the frontier ;
- (c) Construction of permanent and adequate concrete posts along the frontier ;
- (d) Detailed trigonometrical survey of the frontier ;
- (e) Determination of the geographical position of all boundary marks set up on the frontier ;
- (f) Preparation of accurate maps of the frontier and the whole area covered by the aerial photographs

Sixth : The cost shall be shared equally by the two Governments ; but each shall pay the fees and emoluments of its own engineers, while those of the neutral third engineer shall be borne by the two Governments equally.

I should be glad to have any observations Your Excellency may care to make on this Note.

I have the honour to be, etc. — (*Signed*) A. Skinner KLÉE. ”

“ Ministry of External Relations. — Republic of El Salvador, C. A. — Palacio Nacional, San Salvador, October 15th, 1935. — (Diplomatic Section. No. de A.715.L.D. No. 1732.) — His Excellency Don Alfredo Skinner Klée, Licentiate, Minister of External Relations, Guatemala. — Sir, I have the honour to acknowledge your Note, No. 11038, of September 21st last, in which you refer to my letter of August 27th of this year, and make the following points for carrying out the demarcation of the frontier between Guatemala and El Salvador :

First : November 1st next would be a suitable date for beginning the organisation of the frontier demarcation Commission.

Second : The Commission shall be a joint Commission, consisting of one civil engineer appointed by each Party, and a third neutral of acknowledged competence and impartiality. Such engineers and cartographers may be appointed as the work may require.

Third : The Joint Commission shall prepare preliminary maps based on the 900 aerial photographs now available from the American commission which took them, and on trigonometrical survey data such as those for the railways and pan-American highway, and any others which in the opinion of the Commission of engineers might be used with advantage.

Fourth : In case of dispute or disagreement on purely technical matters between the two engineers representing Guatemala and El Salvador, the third neutral member shall have a casting vote.

Fifth : The Commission of engineers shall agree on the most suitable scientific procedure for achieving the aims of the demarcation ; it is now agreed, however, that such demarcation shall consist in the execution on the spot of the following operations :

- (a) Physical marking and tracing of the frontier ;
- (b) Topographical survey of the frontier and the contiguous zone to a depth of one kilometre on either side of the frontier ;
- (c) Construction of permanent and adequate concrete posts along the frontier ;
- (d) Detailed trigonometrical survey of the frontier ;

e) Détermination de la position géographique de tous les monuments établis sur la ligne ;

f) Préparation de cartes exactes de la frontière et de toute la zone couverte par les photographies aériennes.

Sixièmement : Les dépenses seront supportées à parts égales par les deux gouvernements ; toutefois, chacun d'eux paiera pour son compte les traitements et émoluments de ses ingénieurs respectifs, à l'exception de ceux du tiers, qui seront supportés par moitié par chacun d'eux.

En réponse, j'ai l'honneur de vous faire savoir que mon gouvernement accepte que l'on effectue l'opération ci-dessus visée conformément aux principes exposés, à l'exception du premier, la date du 1^{er} novembre étant trop proche et la documentation nécessaire n'étant pas encore réunie.

En conséquence, au nom de mon gouvernement, je me permets de proposer, par l'intermédiaire de Votre Excellence, au Gouvernement du Guatemala que l'on fixe au 6 janvier 1936, si vous n'y voyez pas d'inconvénient, la date à laquelle commencera l'organisation de la commission en question, car mon gouvernement estime qu'il sera en possession des documents nécessaires à cette date.

Dans l'attente de votre aimable réponse, pour laquelle je vous adresse à l'avance mes remerciements sincères, j'ai l'honneur de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma considération distinguée. — (*signé*) Miguel Angel ARAUJO. »

Considérant les principes acceptés par les deux délégués et figurant dans le procès-verbal XV de la séance tenue par la Commission mixte de délimitation le 16 octobre de cette année, qui est ainsi conçu :

« *Procès-verbal XV.* — En la ville de Santa Ana, République du Salvador, le seize octobre mil neuf cent trente-sept, les membres de la Commission mixte de délimitation de la frontière entre le Salvador et le Guatemala s'étant réunis en vue de tenir une séance, on a procédé comme suit :

1^o Lecture a été donnée du procès-verbal de la séance précédente, tenue en la ville de Guatemala le 7 du présent mois ; aucune modification n'ayant été suggérée, le procès-verbal a été adopté.

2^o Après un échange d'impressions sur la façon de donner effet aux dispositions prévues au point 6 du procès-verbal précédent, qui traite de la manière dont on étudiera la démarcation de la frontière, il a été convenu que l'on procédera conformément aux principes suivants :

I. Sont reconnues comme limites territoriales entre le Guatemala et le Salvador celles que détermine la possession exercée au cours des ans par l'une et l'autre République, là où elles ont amélioré les conditions locales et exercé la juridiction de leurs souverainetés respectives.

II. On procédera par élimination, c'est-à-dire qu'on fixera tout d'abord tous les points frontières qui ne soulèvent pas de discussion, comme la colline de Montecristo, déjà acceptée comme borne tripartite du Guatemala, du Salvador et du Honduras, le rio Anguiatú et le rio Paz.

III. Dans la partie où la ligne soulève des doutes, on recherchera et on fixera la ligne de possession traditionnelle, en suivant approximativement la possession actuelle et en reliant les bornes notoirement reconnues.

IV. On recherchera de préférence les lignes naturelles, en profitant des avantages topographiques permettant de mieux identifier et d'aborder plus facilement la frontière.

- (e) Determination of the geographical position of all boundary-marks set up on the frontier ;
(f) Preparation of accurate maps of the frontier and the whole area covered by the aerial photographs.

Sixth : The cost shall be shared equally by the two Governments ; but each shall pay the fees and emoluments of its own engineers, while those of the neutral third engineer shall be borne by the two Governments equally.

In reply, I have the honour to inform you that my Government agrees that the operation referred to should be carried out on the bases stated, except the first, because November 1st is very near, and it has not the necessary documentation available.

On behalf of my Government I therefore propose to the Government of Guatemala, through the medium of Your Excellency, that, if it is not inconvenient, January 6th, 1936, should be fixed as the day for beginning the organisation of the said Commission, since my Government considers that by that date it will be in possession of the necessary documents.

In expectation of your esteemed reply, for which I thank you in advance, I have the honour to be, etc. — (*Signed*) Miguel Angel ARAUJO. ”

Considering the bases accepted by both delegates, as recorded in Act XV of the meeting of the Joint Frontier Commission on October 16th of the same year, which Act reads as follows :

“ *Act XV.* At a meeting held in the city of Santa Ana, Republic of El Salvador, on October 16th, 1937, of the undersigned members of the El Salvador and Guatemala Joint Frontier Commission, the proceedings were as follows :

1. The act of the previous meeting, held in Guatemala City on the 7th day of the present month, was read and approved without amendment.

2. After an exchange of views as to the method of giving effect to the principles established in Point 6 of the previous Act, which deals with the method to be followed in studying the demarcation of the frontier, it was agreed to proceed in accordance with the following principles :

I. The boundary as determined in virtue of continuous possession over a number of years by the respective Republics, where the latter have developed local interests and where the jurisdiction of their respective sovereignties has been exercised, shall be recognised as the frontier between Guatemala and El Salvador.

II. The system of elimination shall be adopted, that is to say, all undisputed frontier points such as the Montecristo Ridge, already accepted as the trifinial boundary-mark between Guatemala, El Salvador and Honduras, the river Anguiatú and the river Paz, shall be determined first.

III. Wherever the frontier is open to doubt, the line of traditional possession shall be studied and determined, following approximately the line of present possession and including such boundary-marks as are universally acknowledged.

IV. Natural lines shall be chosen by preference, and advantage shall be taken of topographical features to assist the identification and marking of the frontier.

V. Lorsqu'une propriété se trouvera située sur les deux territoires nationaux, la frontière ne sera pas tracée au préjudice du pays voisin, mais continuera à diviser la propriété, qui appartiendra ainsi aux deux juridictions.

VI. Lorsqu'il y aura lieu de réunir deux points reconnus comme bornes par une ligne de démarcation, on s'efforcera de chercher les accidents naturels du terrain, en accordant les justes compensations, de façon à ce qu'une des Parties ne soit pas avantagée au préjudice de l'autre.

VII. On fera un levé topographique et cadastral des propriétés adjacentes à la frontière, levé qui s'étendra jusqu'à la limite desdites propriétés.

VIII. On se conformera dûment à l'accord contenu dans les notes des chancelleries du Guatemala et du Salvador en date du 12 septembre et du 15 octobre 1935, dans lesquelles ont été fixés les principes de la délimitation de la frontière.

3° Il a été arrêté que l'étude de la ligne frontière commencerait le mardi 19 octobre prochain, à partir de la colline de Montecristo, et qu'au fur et à mesure que le travail progressera et chaque fois que les délégués le jugeront opportun, il sera dressé procès-verbal des décisions auxquelles on aboutira.

Aucun autre point ne restant à traiter, la séance a été levée à 15 h. 30. — (Signé) J. CASTELLANOS, délégué du Salvador. — Florencio SANTISO, délégué du Guatemala. — Sidney H. BIRDSEYE, membre neutre. »

Et, en vertu des instructions que nous avons reçues et des principes reproduits ci-dessus,

NOUS SOMMES D'ACCORD POUR RECONNAITRE :

Premièrement : Que la frontière existant entre le Salvador et le Guatemala dans la zone comprise entre le sommet de la colline de Montecristo et le rio Chingo, Coco ou Jerez, est la ligne de possession actuelle qui, sous réserve de légères modifications techniques, indispensables à la démarcation, est définie comme suit :

Depuis la borne tripartite située sur le sommet de la colline de Montecristo, où se touchent les Républiques du Salvador, du Guatemala et du Honduras, en ligne droite et en direction approximative de l'ouest, vers la tête du ravin le plus proche parmi ceux qui forment le rio Negro, Frfo, Brujo ou Anguiatú ; de là, la frontière suit la ligne médiane du ravin, en aval, et ensuite celle de la rivière jusqu'au confluent de cette dernière avec le ravin de Los Cedros, qui la rejoint sur la gauche ; à cet endroit, la frontière quitte la rivière et suit, en amont, la ligne médiane dudit ravin de Los Cedros, jusqu'à la tête de la branche la plus proche du sommet de la colline de Brujo ; de là, elle se dirige en ligne droite vers le signal de triangulation que la Commission mixte de démarcation a élevé au sommet de ladite colline de Brujo ; puis, elle se dirige, en ligne droite et en direction approximative du nord, vers la borne appelée la Piedrona, qui se trouve sur la rive du rio Negro, Brujo, Frfo ou Anguiatú et constitue un point commun aux propriétés dénommées « La Yerba Buena », en territoire salvadorien, et « Montenegro et Brujo » et « Mescal », en territoire guatémaltèque ; à partir de cette borne de la Piedrona, la ligne frontière suit de nouveau le cours du rio Brujo, Negro, Frfo ou Anguiatú, en aval et par sa ligne médiane, jusqu'à son confluent avec le rio Angue, Nejapa ou rio Grande, qui se trouve au sud-ouest du bourg salvadorien de Valeriano ; de là, elle suit le cours du rio Angue, en aval et par sa ligne médiane, jusqu'à son confluent avec le ravin de Guayabillas, au nord de la localité de San Jerónimo ; de là, elle suit le ravin de Guayabillas, en amont, jusqu'à son point de jonction avec un petit ravin sans eau qui passe à proximité immédiate de la borne dénommée Salitre Rancho de Cuero ; à partir du point de jonction avec ledit petit ravin, elle suit ce dernier en amont jusqu'à la borne même de Salitre Rancho de Cuero, qui est commune aux propriétés de « Valeriano » et de « Matanzas », situées au Guatemala, et de « Matalapa », dans le Salvador ; de ce point, elle se dirige en ligne droite vers la borne appelée Loma Talpetatosa, qui se trouve sur la route conduisant de Santa

V. Where an estate is situated within both national jurisdictions, the frontier shall not be so drawn as to prejudice the interests of either country, but shall continue to divide the estate, which shall thus belong to both jurisdictions.

VI. Where two recognised boundary-marks have to be joined by a dividing line, consideration shall be had to the natural configuration of the ground, and all necessary adjustments made so that neither Party benefits at the expense of the other.

VII. A topographical and cadastral survey shall be made of all properties adjoining the frontier, such survey to extend to the boundaries of the said properties.

VIII. Due effect shall be given to the Agreement contained in the Notes of the respective Chancelleries of Guatemala and El Salvador, dated September 12th and October 15th, 1935, wherein were established the bases for the demarcation of the frontier.

3. It was agreed that the study of the frontier should begin on Tuesday, the 19th of this present month of October, starting from the Montecristo ridge, and that as the work proceeded and the delegates thought fit, the agreements arrived at should be recorded.

There being no other business, the meeting rose at 3.30 p.m. — (*Signed*) J. CASTELLANOS, Delegate of El Salvador. — Florencio SANTISO, Delegate of Guatemala. — Sidney H. BIRDSEYE, Neutral Member.

And in virtue of the instructions we have received and of the above principles,

WE AGREE TO RECOGNISE :

First : That the existing frontier between El Salvador and Guatemala in the zone extending from the summit of the Montecristo ridge to the river Chingo, Coco or Jerez, the existing boundary, which, with slight technical modifications essential to demarcation, is defined as follows :

From the trifinial boundary-mark on the summit of the Montecristo ridge where the Republics of El Salvador, Guatemala and Honduras meet, in a straight line and an approximately westerly direction towards the head of the nearest of the ravines formed by the River Negro, Frío, Brujo or Anguiatú ; thence following the median line of the ravine downstream and subsequently that of the river downstream to its meeting with the Los Cedros ravine which comes in on the left, thence leaving the river at this point and following the median line upstream from the said Los Cedros ravine to the head of the nearest tributary to the summit of the Brujo ridge, and thence in a straight line to the triangular mark erected by the Joint Frontier Commission at the summit of the aforesaid Brujo ridge ; thence in a straight line and an approximately northerly direction to the boundary-mark known as La Piedrona which is at the edge of the river Negro, Brujo, Frío or Anguiatú and stands at the junction of the estates known as " La Yerba Buena " in Salvadoran territory, and " Montenegro and Brujo " and " Mescal ", in Guatemalan territory ; from the said Piedrona mark again following the median line of the river Brujo, Negro, Frío or Anguiatú downstream to its confluence with the river Angue, Nejapa or Grande, which occurs to the south-west of the Salvadoran village named Valeriano ; thence following the median line of the river Angue downstream to its confluence with the Guayabillas ravine to the north of the hamlet called San Jerónimo ; thence following the Guayabillas ravine upstream to the point where it joins a little dry ravine which passes close by the boundary-mark known as Salitre Rancho de Cuero ; from its junction with the aforementioned little ravine following the latter upstream as far as the Salitre Rancho de Cuero boundary-mark itself, which stands on the boundary between the " Valeriano " and " Matanzas " estates in Guatemala and the " Matalapa " estate in El Salvador ; thence in a straight line to the mark called Loma Talpetatosa on the road from Santa Barbara to La Cañada ; thence in a straight line to the summit

Barbara à la Cañada ; de là, en ligne droite, vers le sommet de la colline Mamey ; de ce point, en ligne droite, vers la borne appelée La Puerta, qui se trouve au point d'intersection de la route qui, passant au nord de la colline de Tecuan, mène de Piñuelas à « El Shiste », et du ravin du même nom ; de ce point, elle suit la direction du ravin de El Shiste, en aval et par sa ligne médiane, jusqu'au lieu où se trouve la borne à l'angle sud-ouest de la ferme « El Shiste », de Doroteo Estrada, nord-ouest de la ferme de Mónica de Bojórquez, et sur l'alignement du terrain de J. V. de Orellana, les deux premières en territoire salvadorien et le dernier en territoire guatémaltèque ; à partir de cette borne, la ligne quitte le cours du ravin du Shiste, pour continuer en ligne droite jusqu'à la borne appelée Quebracho ou Corral Falso, commune aux fermes de « Matalapa », dans le Salvador, et de « Papalhuapa » et « Buena Vista », au Guatemala ; à partir de cette borne, elle continue en ligne droite jusqu'au lieu appelé El Barreal, à l'angle sud du terrain de « Buena Vista », qui se trouve sur le plus oriental des deux ravins qui forment le val de Guacuco ; à partir de la borne d'El Barreal, elle suit le cours du ruisseau, en aval, par le val de Guacuco, jusqu'à son embouchure dans le ravin de la Virgen ou Capichul ; de là, elle suit le cours de ce ravin, en amont et par sa ligne médiane, jusqu'à la borne appelée La Frutera, commune aux fermes de « Juan Martín », au Guatemala, et d'« Ostúa », au Salvador ; elle quitte ensuite le ravin et continue en ligne droite jusqu'à la borne appelée El Jobo, sur l'alignement des deux fermes d'« Ostúa » et de « Juan Martín » ; à partir de la borne d'El Jobo, elle continue en ligne droite jusqu'au sommet de la colline Junquillo ; de ce point, elle se dirige vers la borne de Junquillo, à l'angle sud-est de la ferme de « Juan Martín », nord-est de la ferme de « Amajaque », toutes deux au Guatemala, et sur l'alignement de la ferme d'« Ostúa », située au Salvador ; de là, elle suit la limite commune des fermes de « Amajaque » et d'« Ostúa », en passant par les bornes de Mora, de « Cerro de Las Culebras » et les autres qui se trouvent sur cette limite, jusqu'au point de réunion des deux ravins qui forment la « Quebrada Precipitada » ; de là, elle suit en aval le cours de ladite Quebrada Precipitada, jusqu'à son embouchure dans le rio d'Ostúa, toujours par sa ligne médiane ; de là, elle suit le cours du rio d'Ostúa par sa ligne médiane et, en aval, jusqu'à son embouchure actuelle dans le lac de Güija ; puis, elle continue vers le sud, par la rive occidentale de la péninsule qui s'avance du nord au sud dans le lac de Güija, jusqu'à l'extrémité de cette péninsule, c'est-à-dire jusqu'à son point le plus méridional ; de là, elle traverse le lac de Güija, en ligne droite, jusqu'au point le plus septentrional de la péninsule de « Tipa Afuera », qui s'avance du sud au nord dans le même lac ; ensuite, elle épouse le contour oriental de cette péninsule et de la rive du lac jusqu'à l'embouchure actuelle du rio Cuxmapa ; puis, elle suit le rio Cuxmapa, en amont et par sa ligne médiane, jusqu'au point appelé Camposanto de Gamboa, dans les plaines du Sunza ; de là, quittant le cours du rio Cuxmapa, elle poursuit en ligne droite jusqu'à la borne appelée El Talpetate ; de cette borne, elle continue en ligne droite jusqu'au sommet de l'éminence appelée El Cerrón, qui se trouve à l'ouest de la colonie dénommée Portezuelo de la Cañada ; ensuite, elle continue en ligne droite jusqu'au monument de triangulation construit par la Commission mixte de délimitation sur le pic central de la colline Campana ; de là, elle continue en ligne droite jusqu'au monument de triangulation construit par ladite commission dans le voisinage immédiat de l'Amate et du Paso de San Cristobal ; puis, elle poursuit en ligne droite en direction du signal de triangulation construit par la Commission mixte de délimitation au sommet de la colline de Islamatepeque, sur une distance de 1.250 mètres à partir du signal de triangulation de l'Amate de San Cristobal ; à partir du point où se termine cette distance de 1.250 mètres, elle change de direction et prend celle de l'Ojo de Agua de El Naranjo, en ligne droite ; de cet Ojo de Agua de El Naranjo, elle continue en ligne droite en direction du signal de triangulation établi par la Commission mixte de délimitation au sommet du volcan de Chingo ; de là, elle continue en ligne droite vers le sommet de la petite colline du Matadero, qui se trouve sur le versant sud du volcan de Chingo ; ensuite, elle continue toujours en ligne droite jusqu'à la borne à laquelle on a donné le nom de Cuatro Piedras et qui se trouve dans le ravin Seca del Palo de la Estrella ; et, enfin, elle suit ce ravin jusqu'à son point de réunion ou embouchure dans le rio Chingo, Coco ou Jerez.

of the Mamey ridge ; thence in a straight line to the boundary-mark called " La Puerta " at the point of intersection of the road which passes to the north of the Tecuán ridge and leads from Pinuelas to " El Shiste " with the ravine which bears this name ; thence following the median line of the " El Shiste " ravine downstream to the place where a boundary-mark is placed at the south-west corner of the " El Shiste " estate, belonging to Doroteo Estrada, at the north-west corner of the estate of Mónica de Bojórquez, and at the boundary of the estate of J. V. de Orellana, the two former being in the territory of El Salvador and the last-named in Guatemala ; from this boundary-mark leaving the course of the Shiste ravine and following a straight line to the boundary-mark called Quebracho or Corral Falso, on the boundary of the " Matalapa " estate in El Salvador and the " Papalhuapa " and " Buena Vista " estates in Guatemala ; from this mark in a straight line to the mark El Barreal at the southern corner of the " Buena Vista " estate, which stands on the more easterly of the two ravines formed by the Guacuco torrent ; from the El Barreal mark following the course of the Guacuco torrent downstream to the point where it empties in the Virgen or Capichul ravine ; thence following the median line of this ravine upstream to the mark called La Frutera on the boundary of the " Juan Martín " ranch in Guatemala and the " Ostúa " ranch in El Salvador ; then leaving the ravine in a straight line, which forms the boundary between the " Ostúa " and " Juan Martín " estates, to the mark known as " El Jobo " ; from the " El Jobo " mark in a straight line to the summit of the Junquillo ridge ; from this point to the Junquillo mark at the south-east corner of the " Juan Martín " ranch and the north-east corner of the " Amajaque " ranch, both in Guatemala and on the boundary line of the " Ostúa " ranch in El Salvador ; thence following the boundary of the " Amajaque " and " Ostúa " ranches through the Mora, Las Culebras ridge, and the rest of the marks on this boundary, to the junction of the two ravines which together form that known as the " Quebrada Precipitada " ; thence following the median line downstream of the course of the said " Precipitada " ravine to its junction with the river Ostúa ; thence following the median line of the course of the river Ostúa downstream to where it now empties into the lake of Güija ; thence in a southerly direction along the western edge of the peninsula which juts out from north to south into the lake of Güija ; to the end of the said peninsula, or its most southerly point ; thence crossing the lake of Güija in a straight line to the most northerly point of the peninsula known as " Tipa Afuera ", which juts into the said lake from south to north ; thence along the east side of the said peninsula and the edge of the lake to where the river Cuxmapa now empties ; thence following the median line of the river Cuxmapa upstream to the point known as El Camposanto de Gamboa, in the plains of Sunza ; thence leaving the river Cuxmapa, in a straight line to the boundary-mark known as El Talpetate ; from this mark in a straight line to the summit of the hill known as El Cerrón, which lies to the west of the hamlet known as Portezuelo de la Cañada ; thence in a straight line to the triangular stone erected on the central peak of the Campana ridge by the Joint Frontier Commission ; thence in a straight line to the triangular stone erected by the said Commission near Amate and del Paso de San Cristóbal ; thence in a straight line towards the triangular mark erected by the Joint Frontier Commission on the summit of the Islamatepeque ridge, a distance of 1,250 metres measured from the triangular mark at Amate de San Cristóbal, changing direction from the terminal point of this section of 1,250 metres and following a straight line towards the Ojo de Agua de El Naranjo ; from the said Ojo de Agua de El Naranjo in a straight line towards the triangular mark erected by the Joint Frontier Commission on the summit of the Chingo volcano ; thence in a straight line to the summit of the little ridge known as El Matadero on the southern slope of the Chingo volcano ; thence in a straight line to the boundary-mark known as Cuatro Piedras in the ravine of Seca del Palo de la Estrella ; and finally, following the said Seca ravine to its junction with, or entry into, the river Chingo, Coco or Jerez.

Deuxièmement : Que la ligne ainsi définie par la description qui précède est indiquée conformément aux données qui figurent sur les feuillets 1 et 2 de la carte préliminaire de la zone frontière, levée par la Commission mixte de délimitation, qui sera considérée comme partie intégrante et complément graphique indispensable de la description de la frontière entre le Salvador et le Guatemala aux fins de la démarcation.

Troisièmement : Que la ligne indiquée a été acceptée *ad referendum* par les délégués soussignés du Salvador et du Guatemala et que, en conséquence, elle devra être soumise pour étude et approbation aux gouvernements respectifs afin qu'ils lui confèrent pleine et entière validité s'ils la jugent conforme aux intérêts des deux nations.

Quatrièmement : Il est pris acte que, nonobstant le fait que la partie de la frontière comprise entre le rio Chingo et l'embouchure du rio Paz dans l'océan Pacifique est constituée par des limites naturelles, nous renonçons à l'examiner pour le moment, la carte préliminaire de cette zone n'étant pas encore terminée ; toutefois, elle sera étudiée dès que ladite carte aura été reçue.

ET NOUS CONVENONS DE CE QUI SUIT :

a) Dès que les termes du présent procès-verbal auront été approuvés et acceptés officiellement, on commencera la détermination et le tracé matériel sur le terrain de la ligne frontière, ainsi que la construction des bornes ou monuments destinés à la rendre visible et permanente.

b) Le présent procès-verbal sera établi en quatre exemplaires de même teneur, deux de ces exemplaires étant destinés aux gouvernements intéressés et les deux autres aux délégations respectives.

3° L'objet principal de la présente séance étant d'enregistrer ce qui a été reconnu et convenu, aux termes du présent procès-verbal, et aucune autre question ne restant à examiner, il a été décidé de lever la séance à 15 heures de ce même jour.

J. CASTELLANOS,
Délégué du Salvador.

Florencio SANTISO.
Délégué du Guatemala.

PROCÈS-VERBAL XIX.

En la ville de Santa Ana, République du Salvador, le 28 janvier 1938, les ingénieurs soussignés Jacinto Castellanos Palomo, délégué du Salvador, et Florencio Santiso, délégué du Guatemala, s'étant réunis pour tenir une séance, on a procédé comme suit :

1° Lecture a été donnée du procès-verbal de la séance précédente, tenue dans cette même ville le 25 du mois en cours, et le procès-verbal a été adopté sans aucune modification.

2° Les cartes préliminaires de la zone comprise entre le volcan de Chingo et l'embouchure du rio Paz dans l'océan Pacifique étant terminées, et conformément au point 4 du procès-verbal XVI, relatif à la séance tenue dans la ville de Guatemala, le 15 décembre 1937, il a été convenu que l'on procéderait à l'étude et à la fixation de la ligne frontière dans cette zone, conformément aux règles suivantes :

a) La Commission mixte de délimitation accepte comme points frontières les points des rios « Chingo », « Pampe », « Chalchuapa ou Güevapa » et

Second : That the frontier as defined in the foregoing description agrees in all respects with the data contained on sheets Nos. 1 and 2 of the preliminary map of the frontier zone drawn up by the Joint Frontier Commission, which shall be regarded, for the purposes of this demarcation, as an integral part of and an essential graphic supplement to the description of the frontier between El Salvador and Guatemala.

Third : That the frontier thus defined has been accepted *ad referendum* by the undersigned delegates of El Salvador and Guatemala, and must consequently be submitted for study and approval by their respective Governments, so that they may sanction its validity if they regard it as in accordance with the interests of both nations.

Fourth : It is to be noted that, although the portion of the frontier extending from the river Chingo to the mouth of the river Paz on the Pacific Ocean is constituted by natural boundaries, we have not yet begun to study it because the preliminary map, including this zone, has not yet been completed ; it will, however, be studied as soon as the said map is available.

AND WE AGREE :

(a) That as soon as official approval and acceptance of the findings recorded in this present Act are received, the physical marking and tracing on the spot of the frontier and the construction of posts or marks to render it visible and permanent shall be begun ;

(b) That four identical copies of this present Act shall be drawn up, two for the Governments in question and the other two for the respective delegations.

3. The main purpose of this present session being to place on record what has been found and agreed, and such findings having been expressed in the present Act, and there being no other business, it was agreed to close the meeting at 3 p. m. on the date aforesaid.

J. CASTELLANOS,
Delegate of El Salvador.

Florencio SANTISO,
Delegate of Guatemala.

ACT XIX.

At a meeting held in the City of Santa Ana, Republic of El Salvador, on January 28th, 1938, between the undersigned Jacinto Castellanos Palomo, civil engineer, delegate of El Salvador, and Florencio Santiso, civil engineer, delegate of Guatemala, the proceedings were as follows :

(1) The act of the previous meeting held in the same city on the 25th of the same month was read and approved without amendment.

(2) The preliminary maps of the zone extending from the Chingo volcano to the mouth of the river Paz on the Pacific Ocean having been completed, it was agreed, in accordance with point 4 of Act XVI relating to the meeting held in Guatemala City on December 15th, 1937, that the study and determination of the frontier in the said zone should be carried out in accordance with the following principles :

(a) The Joint Frontier Commission accepts as frontier points those corresponding to the rivers " Chingo ", " Pampe ", " Chalchuapa ", or " Güeveapa " and

« Paz », dont les coordonnées géographiques, d'après la carte préliminaire, sont les suivantes :

	Latitudes	Longitudes
1. Paso del Coco	14° 04' 07,00"	89° 44' 31,00"
2. Confluent des rios Chingo et Chalchuapa	14° 01' 41,00"	89° 44' 14,00"
3. Confluent des rios Chalchuapa et Paz	14° 02' 44,00"	89° 51' 35,00"
4. Confluent des rios Paz et Pulula . . .	14° 01' 34,00"	89° 54' 23,00"
5. Confluent des rios Paz et Tacuba ..	13° 57' 16,00"	89° 58' 42,00"
6. Sortie d'un bras du Paz, près de Salamar	13° 50' 34,00"	90° 06' 02,00"
7. Bouche du rio Paz	13° 44' 11,00"	90° 08' 00,00"

On apportera à ces coordonnées les corrections nécessaires lorsque les calculs d'ajustement final du réseau de triangulation qui servira à l'établissement de la carte définitive seront terminés ;

b) Sont acceptées comme frontière entre les deux pays les parties reconnues traditionnellement des rios « Chingo », « Chalchuapa, Pampe ou Güeveapa » et « Paz », comprises entre les points dont les coordonnées géographiques figurent dans le tableau ci-dessus, suivant la ligne médiane du chenal le plus profond, qui sera considéré comme constituant la frontière entre les deux pays lorsqu'il existe plusieurs bras ; toutefois, si, en pareil cas, il n'est pas possible de déterminer quel est le chenal principal, la frontière sera constituée par la ligne droite qui relie deux points de la rivière se suivant immédiatement et ne présentant aucune ambiguïté ;

c) Tous les changements qui pourraient se produire dans les lits des cours d'eau susmentionnés, que ces changements soient provoqués par des causes naturelles comme des dépôts d'alluvions, des éboulements, des crues, etc., ou par des causes artificielles comme la construction d'ouvrages d'art, l'approfondissement de chenaux pour l'utilisation des eaux, etc., ne modifieront pas la ligne frontière fixée au moment de la démarcation, qui continuera à constituer la limite entre les deux pays, même si le lit original des cours d'eau était complètement abandonné par le courant ;

d) Pour que la ligne de démarcation fixée par la Commission mixte de délimitation ait la stabilité d'une loi obligatoire pour les deux républiques, il est convenu qu'après approbation par les pouvoirs exécutifs, la totalité de la ligne reconnue par les deux délégations fera l'objet d'une convention ou d'un traité que signeront des plénipotentiaires, dûment munis de pouvoirs à cet effet, et qui sera soumis pour approbation définitive aux assemblées législatives des deux pays ;

e) Une fois terminée la démarcation sur le terrain de toute la ligne frontière, on fera une description technique de l'emplacement des bornes ou monuments et on procédera au calcul définitif de leur position géographique et de celle de tous les points importants, ces détails devant figurer dans les cartes définitives.

3° En vertu des instructions que nous avons reçues et conformément aux principes indiqués ci-dessus,

"Paz", the geographical co-ordinates of which are given on the preliminary map as follows :

	Latitude	Longitude
1. Paso del Coco	14° 04' 07.00"	89° 44' 31.00"
2. Confluence of the rivers Chingo and Chalchuapa	14° 01' 41.00"	89° 44' 14.00"
3. Confluence of the rivers Chalchuapa and Paz	14° 02' 44.00"	89° 51' 35.00"
4. Confluence of the rivers Paz and Puluá	14° 01' 34.00"	89° 54' 23.00"
5. Confluence of the rivers Paz and Tacuba	13° 57' 16.00"	89° 58' 42.00"
6. Point where an arm of the Paz leaves the main stream near Salamar	13° 50' 34.00"	90° 06' 02.00"
7. Mouth of the river Paz	13° 44' 11.00"	90° 08' 00.00"

The necessary corrections shall be made to these co-ordinates on completion of the calculations of the final adjustments to the trigonometrical survey which is to be used in preparing the final map ;

(b) The traditionally acknowledged portions of the rivers "Chingo", "Chalchuapa, Pampe or Güeveapa" and "Paz", lying between the points the geographical co-ordinates of which are given in the foregoing table, shall be accepted as the international frontier following the median line of the deepest channel which shall be regarded as the international boundary where there are a number of arms ; but should it prove impossible in such cases to decide which is the main channel, the straight line joining two near points on the river whose position is not open to any doubt shall constitute the frontier ;

(c) No change in the bed of the aforesaid rivers, whether due to natural causes such as alluvium deposits, landslides, freshets, etc., or to artificial causes such as the construction of public works, the deepening of channels for water supply, etc., shall affect the frontier as determined at the time of demarcation, which shall continue to be the international boundary even though a stream may have completely abandoned its original bed ;

(d) In order that the dividing line as determined by the Joint Frontier Commission may have the fixed status of a law binding on both Republics, it is agreed that, as soon as it is approved by the executive powers, the whole of the frontier, as recognised by both delegations, shall be recorded in a convention or treaty to be signed by plenipotentiaries with full powers and submitted for final approval to the legislative assemblies of the two countries ;

(e) When demarcation of the whole frontier on the spot has been completed, a technical description of the location of posts or marks shall be prepared and the geographical position of such posts or marks, and of all other important points shall be definitively calculated, since such details must be included in the final maps.

(3) In virtue of the instructions which we have received and in accordance with the above principles,

NOUS RECONNAISSONS D'UN COMMUN ACCORD :

Que la frontière existant entre le Salvador et le Guatemala dans la zone comprise entre le rio Chingo et l'embouchure du rio Paz dans l'océan Pacifique, sous réserve de légères modifications techniques indispensables à la démarcation, est définie comme suit : A partir du confluent du ravin Seca del Palo de la Estrella avec le rio Chingo, Coco ou Jerez, la frontière suit la ligne médiane de cette rivière, en aval, jusqu'à son confluent avec le rio Pampe ou Chalchuapa, et continue, en aval de cette rivière et par sa ligne médiane, jusqu'à l'embouchure du ravin des Sitios ou Güeveapa ; à partir de ce point, elle descend le cours de ce rio, connu sous les noms de Güeveapa, Pampe ou Chalchuapa, jusqu'à son confluent avec le rio Paz au point dénommé Los Naranjos ; à partir de ce confluent, la ligne frontière suit le cours du rio Paz en aval jusqu'à son embouchure dans l'océan Pacifique, en passant par les points reconnus dont les coordonnées géographiques ont été indiquées dans les principes insérés ci-dessus.

4° La ligne indiquée a été acceptée *ad referendum* par les délégués soussignés ; en conséquence, elle devra être soumise pour étude et approbation aux gouvernements respectifs, pour qu'ils lui confèrent validité s'ils le jugent bon.

5° Il est établi d'un commun accord que la ligne décrite ci-dessus est celle qui figure aux feuillets Nos 2, 3 et 4 de la carte préliminaire de la zone frontière, dressée par la Commission mixte de délimitation, carte qui sera considérée comme partie intégrante et complément graphique indispensable de la description de la frontière entre le Salvador et le Guatemala aux fins de la démarcation.

6° Dès que la totalité de la ligne frontière aura été approuvée par les Gouvernements du Salvador et du Guatemala, on procédera à sa détermination et à son tracé matériel sur le terrain ainsi qu'à la construction de bornes ou monuments destinés à la rendre reconnaissable et permanente, et à la confection et au dessin des cartes définitives.

7° Aucun autre objet ne figurant à l'ordre du jour, la séance a été levée à 15 heures.

(Signé) J. CASTELLANOS,
Délégué du Salvador.

(Signé) Florencio SANTISO,
Délégué du Guatemala.

WE AGREE TO RECOGNISE :

That the existing frontier between El Salvador and Guatemala in the zone extending from the river Chingo to the mouth of the river Paz on the Pacific Ocean, with slight technical modifications essential to demarcation, shall be defined as follows :

Starting from the junction of the ravine of Seca del Palo de la Estrella and the river Chingo, Coco or Jerez, and following the median line of the said river downstream to its confluence with the river Pampe or Chalchuapa, and continuing along the median line of the latter river downstream to where the Los Sitios or Güeveapa ravine runs into it ; from this point, following the said river, which is known by the names of Güeveapa, Pampe or Chalchuapa, downstream to its confluence with the river Paz at the point known as Los Naranjos ; from this confluence the frontier follows the course of the river Paz downstream to its mouth on the Pacific Ocean through the acknowledged points the geographical co-ordinates of which have been specified in the bases laid down above.

(4) The frontier as drawn has been accepted *ad referendum* by the undersigned delegates, and must therefore be submitted for study and approval to the respective Governments, so that they may sanction its validity if they regard it as satisfactory.

(5) It is agreed that the frontier, as described above, is that which appears on sheets Nos. 2, 3 and 4 of the preliminary map of the frontier zone drawn by the Joint Frontier Commission, which shall be regarded for the purposes of this demarcation as an integral part of and essential graphic supplement to the description of the frontier between El Salvador and Guatemala.

(6) As soon as the whole of the frontier has been approved by the Governments of El Salvador and Guatemala, physical marking and tracing on the spot, the construction of posts or marks to render it visible and permanent, and the preparation and drawing of the final maps shall be begun.

(7) There being no other business, the meeting rose at 3 p.m.

(Signed) J. CASTELLANOS,
Delegate of El Salvador.

(Signed) Florencio SANTISO,
Delegate of Guatemala.

N° 4391.

ALLEMAGNE, BELGIQUE,
CHILI, DANEMARK, ÉGYPTE,
FRANCE, ITALIE, PAYS-BAS,
SUISSE, TCHÉCOSLOVAQUIE
ET TURQUIE

Arrangement international concer-
nant le transport des corps, avec
annexe. Signé à Berlin, le 10
février 1937.

GERMANY, BELGIUM,
CHILE, DENMARK, EGYPT,
FRANCE,
ITALY, THE NETHERLANDS,
SWITZERLAND, CZECHO-
SLOVAKIA AND TURKEY

International Agreement concerning
the Conveyance of Corpses, with
Annex. Signed at Berlin, February
10th, 1937.

N^o 4391. — ARRANGEMENT¹ INTERNATIONAL CONCERNANT LE
TRANSPORT DES CORPS. SIGNÉ A BERLIN, LE 10 FÉVRIER 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Égypte. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 5 juillet 1938.

Désireux d'éviter les inconvénients résultant des divergences dans les règlements relatifs au transport des corps, et vu l'intérêt qu'il y aurait à établir une réglementation uniforme à cet égard, les gouvernements soussignés s'engagent à accepter l'entrée ou le passage en transit sur leurs territoires respectifs des corps de personnes décédées sur le territoire d'un des autres pays contractants, à la condition que les prescriptions suivantes soient observées :

A. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

Pour tout transport de corps, par quelque moyen et dans quelques conditions que ce soit, un laissez-passer spécial (laissez-passer mortuaire), autant que possible conforme au modèle ci-annexé et contenant, en tout cas, les nom et prénom et l'âge du décédé, le lieu, la date et la cause du décès, sera nécessaire ; ledit laissez-passer sera délivré par l'autorité compétente pour le lieu de décès ou le lieu d'inlumation, s'il s'agit de restes exhumés.

Il est recommandé que le laissez-passer soit libellé, en plus de la langue du pays où il est délivré, au moins dans l'une des langues les plus usitées dans les relations internationales.

Article 2.

Il ne sera pas exigé, par le pays destinataire ou par les pays de transit, outre les documents prévus par les conventions internationales relatives aux transports en général, d'autres pièces que le laissez-passer prévu à l'article qui précède. Celui-ci ne devra être délivré par l'autorité responsable que sur présentation :

1^o D'un extrait authentifié de l'acte de décès ;

¹ Ratifications déposées à Berlin :

FRANCE	20 juillet 1937.
EGYPTE	1 ^{er} novembre 1937.
ITALIE	21 décembre 1937.
TCHÉCOSLOVAQUIE	5 janvier 1938.
ALLEMAGNE	1 ^{er} février 1938.

Entré en vigueur le 1^{er} juin 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4391. — INTERNATIONAL ARRANGEMENT² CONCERNING THE
CONVEYANCE OF CORPSES. SIGNED AT BERLIN, FEBRUARY
10TH, 1937.

French official text communicated by the Egyptian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Arrangement took place July 5th, 1938.

Desirous of avoiding the difficulties resulting from differences in the regulations concerning the conveyance of corpses, and considering the convenience of laying down uniform regulations in the matter, the undersigned Governments undertake to accept the entry into their territory, or the passage in transit through their territory, of the corpses of persons deceased on the territory of any one of the other contracting countries on condition that the following regulations are complied with :

A. GENERAL REGULATIONS.

Article 1.

For the conveyance of any corpse by any means and under any conditions, a special *laissez-passer* (*laissez-passer* for a corpse) complying as far as possible with the model annexed hereto, and in any case stating the surname, first name and age of the deceased person, and the place, date and cause of decease, shall be required; the said *laissez-passer* shall be issued by the competent authority for the place of decease or the place of burial in the case of corpses exhumed.

It is recommended that the *laissez-passer* should be made out, not only in the language of the country issuing it, but also in at least one of the languages most frequently used in international relations.

Article 2.

Neither the country of destination nor the countries of transit shall require, over and above such papers as are required under international conventions for the purpose of transports in general, any document other than the *laissez-passer* provided for in the preceding Article. The said *laissez-passer* shall not be issued by the responsible authority, save on presentation of :

- (1) A certified true copy of the death certificate ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Ratifications deposited in Berlin :

FRANCE	July 20th, 1937.
EGYPT	November 1st, 1937.
ITALY	December 21st, 1937.
CZECHOSLOVAKIA	January 5th, 1938.
GERMANY	February 1st, 1938.

Came into force June 1st, 1938.

2° Des attestations officielles établissant que le transport ne soulève aucune objection au point de vue de l'hygiène ou au point de vue médico-légal et que le corps a été mis en bière conformément aux prescriptions du présent arrangement.

Article 3.

Le corps sera placé dans un cercueil métallique, dont le fond aura été recouvert d'une couche d'environ 5 centimètres d'une matière absorbante (tourbe, sciure de bois, charbon de bois pulvérisé, etc.) additionnée d'une substance antiseptique. Si le décès est dû à une maladie contagieuse, le corps lui-même sera enveloppé dans un linceul imbibé d'une solution antiseptique.

Le cercueil métallique sera ensuite hermétiquement clos (soudé) et ajusté lui-même, de façon à ne pouvoir s'y déplacer, dans une bière en bois. Celle-ci aura une épaisseur d'au moins 3 centimètres, ses joints devront être bien étanches et sa fermeture devra être assurée par des vis distantes de 20 centimètres au plus ; elle sera consolidée par des bandes métalliques.

Article 4.

Entre les territoires de chacun des contractants, le transport des corps des personnes décédées des suites de la peste, du choléra, de la variole ou du typhus exanthématique n'est autorisé qu'un an au plus tôt après le décès.

B. PRESCRIPTIONS SPÉCIALES.

Article 5.

Pour le transport par chemin de fer, outre les prescriptions générales des articles 1 à 4 ci-dessus, les règles suivantes sont applicables :

a) Le cercueil sera transporté dans un wagon fermé. Un wagon ouvert pourra, toutefois, être employé si le cercueil est livré dans un fourgon funéraire fermé et reste dans ce fourgon.

b) Il appartient à chaque pays de déterminer dans quel délai le corps doit être retiré à l'arrivée. Si l'expéditeur peut établir d'une manière satisfaisante que le corps sera effectivement retiré dans ce délai, il ne sera pas nécessaire que le cercueil soit accompagné.

c) Il ne peut être transporté avec le cercueil que des objets tels que couronnes, bouquets, etc.

d) Le cercueil sera expédié par voie rapide et, autant que possible, sans transbordement.

Article 6.

Pour le transport par automobile, outre les prescriptions générales des articles 1 à 4, les règles suivantes sont applicables :

a) Le cercueil sera transporté soit, de préférence, dans un fourgon funéraire spécial, soit dans un fourgon ordinaire fermé.

b) Il ne peut être transporté avec le cercueil que des objets tels que couronnes, bouquets, etc.

Article 7.

Pour le transport par voie aérienne, outre les prescriptions générales des articles 1 à 4, les règles suivantes sont applicables :

a) Le cercueil sera transporté soit dans un aéronef employé spécialement et uniquement pour ledit transport, soit dans un compartiment spécialement et uniquement réservé à cet effet dans un aéronef ordinaire.

(2) Official certificates to the effect that conveyance of the corpse is not open to objection from the point of view of health or from the medico-legal point of view, and that the corpse has been placed in a coffin in accordance with the regulations laid down in the present Arrangement.

Article 3.

Corpses must be placed in a metal coffin, the bottom of which has been covered with a layer of approximately 5 cm. of absorbent matter such as peat, sawdust, powdered charcoal or the like with the addition of an antiseptic substance. Where the cause of decease was a contagious disease, the corpse itself shall be wrapped in a shroud soaked in an antiseptic solution.

The metal coffin must thereupon be hermetically closed (soldered) and fitted into a wooden coffin in such a manner as to preclude movement. The wooden coffin shall be of a thickness of not less than 3 cm. : its joints must be completely watertight : and it must be closed by means of screws not more than 20 cm. distant from one another, and strengthened by metal hoops.

Article 4.

Conveyance of the corpses of persons deceased by reason of plague, cholera, small-pox or typhus shall not be authorised as between the territories of the Contracting Parties until one year at earliest after the decease.

B. SPECIAL REGULATIONS.

Article 5.

In the case of transport by rail, the following regulations shall apply over and above the general regulations contained in Articles 1 to 4 :

(a) Coffins must be conveyed in a closed waggon, save where they are handed over for conveyance in a closed hearse, and remain in the same.

(b) Each country shall be responsible for fixing the time-limit within which the body must be removed on arrival. Where the consignor produces satisfactory proof that the corpse will effectively be removed within such time-limit, the coffin need not be accompanied.

(c) No articles may be transported along with the coffin other than wreaths, bunches of flowers and the like.

(d) Coffins must be despatched by the speediest route and, as far as possible, without trans-shipment.

Article 6.

In the case of motor transport, the following regulations shall apply over and above the general regulations contained in Articles 1 to 4 :

(a) Coffins must be conveyed preferably in a special hearse or, failing such, in an ordinary closed van.

(b) No articles may be transported along with the coffin other than wreaths, bunches of flowers and the like.

Article 7.

In the case of transport by air, the following regulations shall apply over and above the general regulations contained in Articles 1 to 4 :

(a) Coffins must be conveyed either in an aircraft specially and solely used for the purpose or in a special compartment solely reserved for the purpose in an ordinary aircraft.

b) Il ne peut être transporté avec le cercueil, dans le même aéronef ou dans le même compartiment, que des objets tels que couronnes, bouquets, etc.

Article 8.

Pour le transport par voie maritime, outre les prescriptions générales des articles 1 à 4, les règles suivantes sont applicables :

a) La bière en bois renfermant le cercueil métallique, conformément aux dispositions de l'article 3, sera elle-même incluse, de façon à ne pouvoir s'y déplacer, dans une caisse ordinaire en bois.

b) Ladite caisse, avec son contenu, recevra un emplacement tel qu'il exclue tout contact avec des produits alimentaires ou de consommation et toute gêne pour les passagers et pour l'équipage.

Article 9.

En cas de décès survenu à bord, le corps pourra être conservé dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 8 qui précède. Les actes et attestations nécessaires aux termes de l'article 2 seront établis conformément aux lois du pays dont le navire porte le pavillon et le transport s'effectuera comme s'il s'agissait d'un corps embarqué.

Si le décès s'est produit moins de 48 heures avant l'arrivée du navire au port où l'inhumation doit avoir lieu, et si le matériel nécessaire à l'application rigoureuse des dispositions prévues en a) de l'article 8 qui précède fait défaut à bord, le corps, enveloppé dans un linceul imbibé d'une solution antiseptique, pourra être mis dans une bière en bois solide, faite de planches d'au moins 3 centimètres d'épaisseur, à joints étanches et fermée par des vis, dont le fond aura été préalablement recouvert d'une couche d'environ 5 centimètres d'une matière absorbante (tourbe, sciure de bois, charbon de bois pulvérisé, etc.) additionnée d'une substance antiseptique et qui sera placée elle-même, de façon à ne pouvoir s'y déplacer, dans une caisse en bois. Les dispositions du présent alinéa ne seront, toutefois, pas applicables si la mort a été due à l'une des maladies visées à l'article 4.

Le présent article ne s'applique pas aux navires effectuant des traversées n'excédant pas 24 heures et qui, s'il se produit un décès à bord, remettent le corps aux autorités compétentes dès leur arrivée au port où doit avoir lieu cette remise.

C. DISPOSITIONS FINALES.

Article 10.

Les dispositions, tant générales que spéciales, du présent arrangement marquent le maximum des conditions, tarifs exceptés, pouvant être mises à l'acceptation des corps en provenance de l'un des pays contractants. Ces pays restent libres d'accorder des facilités plus grandes, par application soit d'accords bilatéraux, soit des décisions d'espèces prises d'un commun accord.

Le présent arrangement ne s'applique pas au transport des corps s'effectuant dans les limites des régions frontalières.

Article 11.

Le présent arrangement s'applique au transport international des corps aussitôt après décès ou après exhumation. Ses dispositions ne préjudicient en rien aux règles en vigueur dans les pays respectifs en matière d'inhumations et d'exhumations.

Le présent arrangement ne s'applique pas au transport des cendres.

(b) No articles may be transported along with the coffin in the same aircraft or in the same compartment, other than wreaths, bunches of flowers and the like.

Article 8.

In the case of transport by sea, the following regulations shall apply over and above the general regulations contained in Articles 1 to 4 :

(a) The wooden coffin containing the metal coffin in accordance with the provisions of Article 3 must itself be packed in an ordinary wooden case in such a manner as to preclude movement.

(b) The said case, with its contents, must be so placed as to exclude any contact with foodstuffs or articles for consumption and to preclude inconvenience to the passengers or crew of any kind.

Article 9.

Where decease takes place on board ship, the body must be preserved under the same conditions as those provided for in Article 8 above. The documents and certificates required under Article 2 shall be made out in accordance with the law of the country whose flag the vessel flies, and transport shall take place in the same manner as in the case of a corpse shipped on board.

Where decease takes place less than forty-eight hours before the arrival of the vessel in the port at which the burial is to take place, and the material required for the strict observance of the provisions laid down in paragraph (a) of Article 8 is not available on board, the corpse, wrapped in a shroud soaked in an antiseptic solution, may be placed in a coffin of solid wood of planks not less than 3 cm. thick with watertight joints, closed by screws. The bottom of the coffin must previously have been covered with a layer of approximately 5 cm. of absorbent matter such as peat, sawdust, powdered charcoal or the like with the addition of an antiseptic substance. The coffin must thereupon be fitted into a wooden case in such a manner as to preclude movement. The provisions of this paragraph shall not apply where death was due to one of the diseases specified in Article 4.

This Article shall not apply to vessels whose voyages do not exceed 24 hours, if in the event of a decease on board they hand over the corpse to the competent authorities as soon as they arrive at the port at which it is to be handed over.

C. FINAL PROVISIONS.

Article 10.

The provisions, both general and specific, of the present Arrangement embody the maximum requirements (other than in the matter of charges) which may be stipulated in connection with the acceptance of corpses coming from any one of the contracting countries. The said countries remain free to grant greater facilities, either by means of bilateral agreements or by decisions in particular cases arrived at by common accord.

The present Arrangement shall not apply to the conveyance of corpses between frontier districts.

Article 11.

The present Arrangement applies to international transport of corpses immediately after decease or exhumation. Nothing therein contained shall in any way affect the regulations in force in the respective countries in respect of burial and exhumation.

The present Arrangement shall not apply to the transport of ashes.

D. CLAUSES PROTOCOLAIRES.

Article 12.

Le présent arrangement portera la date de ce jour et pourra être signé pendant la durée de six mois à partir de cette date.

Article 13.

Le présent arrangement sera ratifié et les instruments de ratification seront remis au Gouvernement allemand aussitôt que faire se pourra.

Dès que cinq ratifications auront été déposées, le Gouvernement allemand en dressera procès-verbal. Il transmettra des copies de ce procès-verbal aux gouvernements des Hautes Parties contractantes et à l'Office international d'Hygiène publique. Le présent arrangement entrera en vigueur le cent-vingtième jour après la date dudit procès-verbal.

Chaque dépôt ultérieur de ratifications sera constaté par un procès-verbal établi et communiqué selon la procédure indiquée ci-dessus. Le présent arrangement entrera en vigueur à l'égard de chacune des Hautes Parties contractantes le cent-vingtième jour après la date du procès-verbal constatant le dépôt de ses ratifications.

Article 14.

Les pays non signataires du présent arrangement seront admis à y adhérer à tout moment à partir de la date du procès-verbal constatant le dépôt des cinq premières ratifications.

Chaque adhésion sera effectuée au moyen d'une notification par la voie diplomatique adressée au Gouvernement allemand. Celui-ci déposera l'acte d'adhésion dans ses archives ; il informera aussitôt les gouvernements de tous les pays participant à l'arrangement, ainsi que l'Office international d'Hygiène publique, en leur faisant connaître la date du dépôt. Chaque adhésion produira effet le cent-vingtième jour à partir de cette date.

Article 15.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation du présent arrangement, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat ; dans ce cas, le présent arrangement ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra ultérieurement notifier au Gouvernement allemand qu'elle entend rendre le présent arrangement applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, l'arrangement s'appliquera aux territoires visés dans la notification le cent-vingtième jour à partir de la date du dépôt de cette notification dans les archives du Gouvernement allemand.

De même, chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment, après l'expiration de la période mentionnée à l'article 16, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application du présent arrangement à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats, territoires d'outre-mer ou territoires placés sous sa suzeraineté ou son mandat ; dans ce cas, l'arrangement cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet d'une telle déclaration un an après la date du dépôt de cette déclaration dans les archives du Gouvernement allemand.

Le Gouvernement allemand informera les Gouvernements de tous les pays participant au présent arrangement, ainsi que l'Office international d'Hygiène publique, des notifications et déclarations faites par application des dispositions ci-dessus, en leur faisant connaître la date du dépôt de celles-ci dans ses archives.

D. PROTOCOL CLAUSES.

Article 12.

The present Arrangement shall bear to-day's date, and may be signed within six months as from that date.

Article 13.

The present Arrangement shall be ratified, and the instruments of ratification shall be transmitted to the German Government as soon as possible.

As soon as five ratifications have been deposited, the German Government shall draw up a procès-verbal to that effect. It shall transmit copies of the procès-verbal to the Governments of the High Contracting Parties and to the Office international d'Hygiène publique. The present Arrangement shall come into force on the 120th day after the date of the said procès-verbal.

Every subsequent deposit of ratifications shall be put on record by means of a procès-verbal drawn up and communicated in accordance with the procedure laid down above. The present Arrangement shall come into force in respect of each of the High Contracting Parties on the 120th day after the date of the procès-verbal putting on record the deposit of its ratifications.

Article 14.

Countries not signatories to the present Arrangement may accede to the same at any time from the date of the procès-verbal putting on record the deposit of the first five ratifications.

Each accession shall be made by means of notification through the diplomatic channel to the German Government. The said Government shall deposit the act of accession in its archives ; it shall immediately notify the Governments of all the countries Parties to the Arrangement and the Office international d'Hygiène publique notifying the date of deposit. Each accession shall take effect on the 120th day from that date.

Article 15.

Each of the High Contracting Parties may declare at the time of signature, ratification or accession, that by its acceptance of the present Arrangement it does not intend to undertake any obligation in respect of all or part of its colonies, protectorates, overseas territories or territories placed under its suzerainty or mandate ; in the which case the present Arrangement shall not apply to territories in respect of which such a declaration has been made.

Each of the High Contracting Parties may later notify the German Government that it intends to make the present Arrangement applicable to all or part of its territories which were the subject of the declaration provided for in the previous paragraph ; in the which case the Arrangement shall apply to the territories named in the notification on the 120th day from the date of the deposit of the same in the archives of the German Government.

Likewise, every High Contracting Party may at any time after the expiry of the time-limit specified in Article 16 declare that it intends that the application of the present Arrangement to all or part of its colonies, protectorates, overseas territories or territories placed under its suzerainty or mandate shall cease ; in the which case the Arrangement shall cease to apply to the territories which are the subject of such declaration one year after the deposit of the same in the archives of the German Government.

The German Government shall notify the Governments of all the countries Parties to the present Arrangement and the Office international d'Hygiène publique of the notifications and declarations made under the above provisions, communicating to them the date of deposit of such notifications or declarations in its archives.

Article 16.

Le gouvernement de chacun des pays participant au présent arrangement pourra, à tout moment, après que l'arrangement aura été en vigueur à son égard pendant cinq ans, le dénoncer par notification écrite adressée par la voie diplomatique au Gouvernement allemand. Celui-ci déposera l'acte de dénonciation dans ses archives ; il informera aussitôt les gouvernements de tous les pays participant à l'arrangement, ainsi que l'Office international d'Hygiène publique, en leur faisant connaître la date du dépôt ; chaque dénonciation produira effet un an après cette date.

Article 17.

La signature du présent arrangement ne pourra être accompagnée d'aucune réserve qui n'aura pas été préalablement approuvée par les Hautes Parties contractantes déjà signataires. De même, il ne sera pas pris acte de ratifications ni d'adhésions accompagnées de réserves qui n'auront pas été approuvées préalablement par tous les pays participant à la convention.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent arrangement.

Fait à Berlin, le 10 février 1937, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement allemand et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour l'Allemagne : DIECKHOFF.

Pour la Belgique : Jacques DAVIGNON.

Pour le Chili : Luis V. DE PORTO-SEGURO.

Pour le Danemark : H. HOFFMEYER.

Pour la France : André FRANÇOIS-PONCET.

Pour l'Italie : B. ATTOLICO.

Pour la Suisse : Paul DINICHERT.

Pour la Tchécoslovaquie : D^r V. MASTNÝ.

Pour la Turquie : M. H. ARPAĞ.

Die wortgetreu Übereinstimmung mit der im Archiv des Deutschen Auswärtigen Amtes niedergelegten Urschrift des Abkommens wird hiermit beglaubigt.

Berlin, den 26. Februar 1937.

Rödiger,

Vortragender Legationsrat.

Pour les Pays-Bas : C. VAN RAPPARD.

Seulement pour le Royaume en Europe et pas applicable aux Indes néerlandaises, à Surinam et à Curaçao.

Pour l'Egypte : le 28 juillet 1937.

H. NACHÁT.

Le 28 mai 1937.

Die wortgetreu Übereinstimmung mit der im Archiv des Deutschen Auswärtigen Amtes niedergelegten Urschrift des Abkommens wird hiermit beglaubigt.

Berlin, den 10. November 1937.

Rödiger,

Vortragender Legationsrat.

Article 16.

The Government of any country Party to the present Arrangement may, at any time after the Arrangement has been in force in respect of that Government for five years, denounce it by written notification communicated through the diplomatic channel to the German Government. The German Government shall deposit the notice of denunciation in its archives. It shall immediately notify the Governments of all the countries Parties to the Arrangement and the Office international d'Hygiène publique, communicating to them the date of deposit. Every denunciation shall take effect one year after that date.

Article 17.

The signature of the present Arrangement may not be accompanied by any reservation which has not been previously approved by those High Contracting Parties who are already signatories. Likewise, ratifications or accessions accompanied by reservations which have not been previously approved by all countries Parties to the Convention shall not be put on record.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, provided with full powers recognised in good and due form, have signed the present Arrangement.

Done at Berlin on February 10th, 1937, in one single copy which shall remain deposited in the archives of the German Government, and certified true copies of which shall be communicated through the diplomatic channel to each of the High Contracting Parties.

For Germany : DIECKHOFF.

For Belgium : Jacques DAVIGNON.

For Chile : Luis V. DE PORTO-SEGURO.

For Denmark : H. HOFFMEYER.

For France : André FRANÇOIS-PONCET.

For Italy : B. ATTOLICO.

For Switzerland : Paul DINICHERT.

For Czechoslovakia : Dr. V. MASTNÝ.

For Turkey : M. H. ARPAĞ.

For the Netherlands : C. VAN RAPPARD.

Only for the Kingdom in Europe. Not applicable to the Netherlands Indies, to Surinam or to Curaçao.

For Egypt : *July 28th, 1937.*

H. NACHÁT.

May 28th, 1937.

ANNEXE

LAISSEZ-PASSER MORTUAIRE.

Toutes les prescriptions légales relatives à la mise en cercueil ayant été observées, le corps de

 (nom, prénom et profession du défunt ; pour les enfants, profession des père et mère), décédé le
, à, par suite de
 (cause du décès), à l'âge de ans
 (date précise de la naissance, si possible), doit être transporté.....
 (indication du moyen de transport), de (lieu de départ), par
 (route), à
 (lieu de destination).

Le transport de ce corps ayant été autorisé, toutes les autorités des pays sur le territoire desquels le transport doit avoir lieu sont invitées à le laisser passer librement et sans obstacle.

ANNEX.

LAISSEZ-PASSER FOR A CORPSE.

All legal regulations concerning the placing in the coffin having been observed, the corpse of

 (name, first name and profession of the deceased ; in the case of children, profession of father and mother),
 deceased on, at, by reason of
 (cause of decease), at the age of
 years (exact date of birth if possible), is to be conveyed
 (means of transport), from (place of departure),
 via (route), to
 (place of destination).

The transport of this corpse having been duly authorized, all and sundry authorities over whose territory the corpse is to be conveyed are requested to let it pass without let or hindrance.

N° 4392.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SUÈDE**

Echange de notes en vue d'éviter la double imposition des revenus des entreprises de navigation maritime, Washington, le 31 mars 1938, et mémorandum du Département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique de la même date.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND SWEDEN**

Exchange of Notes for the Prevention of Double Taxation on Shipping Profits, Washington, March 31st, 1938, and Memorandum of the Department of State of the United States of America of the same Date.

No. 4392. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE SWEDISH GOVERNMENT FOR THE PREVENTION OF DOUBLE TAXATION ON SHIPPING PROFITS. WASHINGTON, MARCH 31ST, 1938.

English official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Chargé d'Affaires a.i. of the United States of America at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place July 9th, 1938.

I. WASHINGTON, March 31st, 1938.

SIR,

In order to insure that Swedish shipping will continue to enjoy the benefits of tax exemption which have been in effect in the United States of America pursuant to the Exchange of Notes commencing with the Swedish Legation's Notes of January 27th, 1922, and February 24th, 1922, I have the honour to inform you that, on condition of reciprocity, corporations, including maritime shipping companies, organized in the United States of America, the vessels of which, documented under the laws of the United States, call at Swedish ports either to load or to unload cargo, or to embark or to land passengers, shall be exempted by the Government of Sweden from the payment of taxes on income or profits derived exclusively from the operation of such vessels.

In consequence thereof, the Royal Ordinance of September 28th, 1928, concerning Income and Property Taxation, and the Swedish Communal Taxation Law of the same date shall in no case be applied to American shipping corporations, including maritime shipping companies, organized in the United States of America.

This exemption shall apply even though an American corporation or company has an agency or a branch office in Sweden, provided that the activities of the agency or branch office be limited to the direct operation of vessels.

By "maritime shipping companies", shall be understood companies which are managed by an "owner" of vessels, the term "owner" including charterers.

Income or profits derived from the operation of vessels shall also include income or profits derived from the sale in Sweden of steamship tickets issued by an American corporation or company.

The same exemption from taxation shall, on condition of reciprocity, likewise be enjoyed by citizens of the United States of America, not residents in Sweden, for income which consists exclusively of earnings derived from the operation of a vessel, or vessels, documented under laws of the United States of America.

This exemption may be terminated at any time by either Government on six months' notice given to the other Government.

With renewed assurances of my highest consideration, I have the honour to remain, Sir,
Your most obedient servant,

W. BOSTRÖM.

The Honourable Cordell Hull,
Secretary of State of the United States of America.

II. WASHINGTON, March 31st, 1938.

SIR,

In order to insure that American shipping will continue to enjoy the benefits of tax exemption which have been in effect in Sweden pursuant to the Exchange of Notes commencing with the Swedish

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4392. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT SUÉDOIS EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION DES REVENUS DES ENTREPRISES DE NAVIGATION MARITIME. WASHINGTON, LE 31 MARS 1938.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède et le chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 9 juillet 1938.

I. WASHINGTON, le 31 mars 1938.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Afin que la navigation suédoise puisse continuer de bénéficier de l'exonération fiscale dont elle jouit aux Etats-Unis d'Amérique depuis l'échange de notes commençant par les notes de la légation de Suède en dates du 27 janvier 1922 et du 24 février 1922, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, sous réserve de réciprocité, les entreprises en général, y compris les compagnies de navigation maritime, constituées aux Etats-Unis d'Amérique, dont les navires, enregistrés conformément aux lois des Etats-Unis, font escale dans des ports suédois, soit pour y charger ou y décharger des marchandises, soit pour y embarquer ou y débarquer des passagers, seront exemptées par le Gouvernement suédois du paiement des impôts sur les revenus ou bénéfices résultant exclusivement de l'exploitation de ces navires.

En conséquence, l'ordonnance royale du 28 septembre 1928 relative à l'imposition des revenus et de la fortune et la loi suédoise relative aux impôts municipaux portant la même date ne seront en aucun cas applicables aux entreprises américaines de navigation, y compris les compagnies de navigation maritime, constituées aux Etats-Unis d'Amérique.

Cette exemption est acquise même si l'entreprise ou la compagnie américaine possède en Suède une agence ou une succursale, pourvu que l'activité de l'agence ou de la succursale ne s'écarte pas de l'exploitation directe des navires.

Par « compagnies de navigation maritime » il faut entendre celles qui sont dirigées par un « propriétaire » de navires, le terme « propriétaire » comprenant tout affréteur.

Les revenus ou bénéfices de l'exploitation des navires comprennent également les revenus ou bénéfices provenant de la vente en Suède de billets de passage délivrés par des entreprises ou compagnies américaines.

La même exemption de taxe sera également accordée, sous réserve de réciprocité, aux citoyens des Etats-Unis d'Amérique ne résidant pas en Suède, pour les revenus qui consistent exclusivement en bénéfices provenant de l'exploitation d'un ou de plusieurs navires, enregistrés conformément aux lois des Etats-Unis d'Amérique.

Cette exemption pourra être retirée à tout moment par l'un des deux gouvernements, moyennant un préavis de six mois donné à l'autre gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

W. BOSTRÖM.

L'honorable Cordell Hull,
Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique.

II. WASHINGTON, le 31 mars 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Afin que la navigation américaine puisse continuer de bénéficier de l'exonération fiscale dont elle jouit en Suède depuis l'échange de notes commençant par les notes de la légation de Suède

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Legation's Notes of January 27th, 1922, and February 24th, 1922, I have the honor to inform you that, on condition of reciprocity, corporations, including maritime shipping companies, organized in Sweden, the vessels of which, documented under the laws of Sweden, call at ports in the United States of America either to load or to unload cargo, or to embark or to land passengers, shall be exempted by the Government of the United States of America from the payment of taxes on income or profits derived exclusively from the operation of such vessels.

In consequence thereof, Sweden is held to have satisfied the equivalent exemption provisions of Sections 212 (b) and 231 (e) of the Revenue Act of 1936 and the provisions for taxation of the income of corporations contained in said Act shall in no case be applied to corporations, including maritime shipping companies, organized in Sweden.

This exemption shall apply even though a Swedish corporation or company has an agency or a branch office in the United States, provided that the activities of the agency or branch office are limited to the direct operation of vessels.

By "maritime shipping companies", shall be understood companies which are managed by an "owner" of vessels, the term "owner" including charterers.

Income or profits derived from the operation of vessels shall also include income or profits derived from the sale in the United States of steamship tickets issued by a Swedish corporation or company.

The same exemption from taxation shall, on condition of reciprocity, likewise be enjoyed by subjects of Sweden, not residents in the United States of America, for income which consists exclusively of earnings derived from the operation of a vessel, or vessels, documented under the laws of Sweden.

This exemption may be terminated at any time by either Government on six months' notice given to the other Government.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

Cordell HULL.

The Honourable W. Boström,
Minister of Sweden.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 7 juillet 1938.

Le Chef des Archives p. i.,
C^{te} Lewenhaupt.

MEMORANDUM OF THE DEPARTMENT OF STATE.

Registered on July 9th, 1938, at the request of the Chargé d'Affaires a. i. of the United States of America at Berne.

The Department of State advises the Swedish Legation that so far as it is advised the income of foreign shipping companies is not being taxed by the State Authorities.

DEPARTMENT OF STATE, WASHINGTON, *March 31st, 1938.*

Certified to be a true and complete textual copy of the original Arrangement in the sole language in which it was signed.

For the Secretary of State of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

en dates du 27 janvier 1922 et du 24 février 1922, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, sous réserve de réciprocité, les entreprises en général, y compris les compagnies de navigation maritime, constituées en Suède, dont les navires, enregistrés conformément aux lois de la Suède, font escale dans des ports des Etats-Unis d'Amérique, soit pour y charger ou y décharger des marchandises, soit pour y embarquer ou y débarquer des passagers, seront exemptées par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique du paiement des impôts sur les revenus ou bénéfices résultant exclusivement de l'exploitation de ces navires.

En conséquence, la Suède est réputée avoir satisfait aux dispositions équivalentes d'exemption qui figurent aux sections 212 b) et 231 e) de la loi de 1936 dite « Revenue Act », et les dispositions visant l'imposition des revenus des entreprises qui figurent dans ladite loi ne seront en aucun cas applicables aux entreprises, y compris les compagnies de navigation maritime, constituées en Suède.

Cette exemption est acquise même si l'entreprise ou la compagnie suédoise possède aux Etats-Unis une agence ou une succursale, pourvu que l'activité de l'agence ou de la succursale ne s'écarte pas de l'exploitation directe des navires.

Par « compagnie de navigation maritime », il faut entendre celles qui sont dirigées par un « propriétaire » de navire, le terme « propriétaire » comprenant tout affréteur.

Les revenus ou bénéfices de l'exploitation des navires comprennent également les revenus ou bénéfices provenant de la vente aux Etats-Unis de billets de passage délivrés par des entreprises ou compagnies suédoises.

La même exemption de taxe sera également accordée, sous réserve de réciprocité, aux sujets suédois ne résidant pas aux Etats-Unis d'Amérique pour les revenus qui consistent exclusivement en bénéfices provenant de l'exploitation d'un ou de plusieurs navires enregistrés conformément aux lois de la Suède.

Cette exemption pourra être retirée à tout moment par l'un des deux gouvernements moyennant un préavis de six mois donné à l'autre gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

Cordell HULL.

L'honorable W. Boström,
Ministre de Suède.

MÉMORANDUM DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT

Enregistré le 9 juillet 1938 à la demande du chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne.

Le Département d'Etat a informé la légation de Suède qu'à sa connaissance, le revenu des compagnies de navigation étrangères n'est pas imposé par les autorités de l'Etat.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT, WASHINGTON, le 31 mars 1938.

N° 4393.

ALLEMAGNE ET ESTONIE

Convention concernant la navigation
aérienne entre les deux pays.
Signée à Berlin, le 23 décembre
1937.

GERMANY AND ESTONIA

Convention regarding Air Naviga-
tion between the Two Countries.
Signed at Berlin, December 23rd,
1937.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 4393. — EESTI VABARIIGI¹ JA SAKSA RIIGI VAHELINE ÕHULIIKLUSE KOKKULEPE. BERLIINIS, 23. DETSEMBRIL 1937.

*Textes officiels allemand et estonien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 juillet 1938.*

EESTI VABARIIGI RIIGIHOIDJA
ja
SAKSA RIIGIKANTSLER,
olles veendunud, et Eesti ja Saksa vastastikustes huvides on edendada rahvusvahelise õhuliikluse suhteid rahu vaimus, otsustasid seks sõlmida kokkuleppe ning nimetasid oma täisvolinikeks :

EESTI VABARIIGI RIIGIHOIDJA :

Härra Karl TOFER'i, Eesti erakorraline saadik ja täievoliline minister Berliinis ;

SAKSA RIIGIKANTSLER :

Härra Dr. Hans Georg VON MACKENSEN'i, riigisekretär Välisametis, ja
härra Willy FISCH'i, ministeriaaldirektor Riigiõhusõiduministeeriumis ;

kes pärast oma heas ja nõutud vormis leitud täisvolituste vahetamist leppisid kokku järgnevais eeskirjus :

Artikkel 1.

Kumbki lepinguosaline lubab rahu ajal teise lepinguosalise õhusõidukeile, mis korrapäraselt immatrikuleeritud, õhuliikluse oma territooriumi kohal, celdusel, et täidetakse selle konventsiooni eeskirju.

Teise lepinguosalise territooriumi või üle tema territooriumi viivate vahemaandumisega või vahemaandumiseta korrapärase lennuliinide asutamine või pidamine ühe lepinguosalise lennukite võtte poolt allub mõlema riigi kõrgemate lennuvalitsuste vahelisele erikokkuleppele.

Käesolevas kokkuleppes « territoorium » tähendab Eesti Vabariigi ning Saksa Riigi maa-ala ühes territoriaalvetega.

Käesolevas kokkuleppes õhusõidukitega mõistetakse eraõhusõidukeid ja riigi õhusõidukeid, mida ei kasutata sõjaväe-, tolli- või politseilennukitena.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 2 juin 1938.
Entrée en vigueur le 2 juillet 1938.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4393. — ABKOMMEN¹ ÜBER DEN LUFTVERKEHR ZWISCHEN
DEM DEUTSCHEN REICH UND DER REPUBLIK ESTLAND.
GEZEICHNET IN BERLIN, AM 23. DEZEMBER 1937.

*German and Estonian official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Convention took place July 11th, 1938.*

DER STAATSVERWESER DER ESTNISCHEN REPUBLIK
und

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER,

in gleicher Weise davon überzeugt, dass es im beiderseitigen Interesse Estlands und Deutschlands liegt, die internationalen Luftverkehrsbeziehungen in friedlichem Geiste zu fördern, haben beschlossen, zu diesem Zweck ein Abkommen zu schliessen und haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

SEINE EXZELLENZ DER STAATSVERWESER DER ESTNISCHEN REPUBLIK :

den ausserordentlichen und bevollmächtigten Gesandten der Estnischen Republik in Berlin, Herrn Karl TOFER ;

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER :

den Staatssekretär des Auswärtigen Amts Herrn Dr. Hans Georg VON MACKENSEN, und den Ministerialdirektor im Reichsluftfahrtministerium Herrn Willy FISCH ;

die, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und in guter und gehöriger Form gefunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Jeder der beiden Vertragschliessenden Teile gewährt in Friedenszeiten Luftfahrzeugen des anderen Vertragschliessenden Teiles, die in diesem ordnungsmässig eingetragen sind, bei Beachtung der in diesem Abkommen enthaltenen Bestimmungen das Recht zum Luftverkehr in seinem Gebiet.

Die Einrichtung und der Betrieb von regelmässigen Luftverkehrslinien eines Luftfahrtunternehmens des einen der Vertragschliessenden Teile in das Gebiet des anderen Teiles oder über dieses hinweg, mit oder ohne Zwischenlandung, unterliegen einer Sondervereinbarung zwischen den Obersten Luftfahrtbehörden der beiden Staaten.

Als Gebiet im Sinne dieses Abkommens gilt das Gebiet der Estnischen Republik und das Gebiet des Deutschen Reiches, einschliesslich der Territorialgewässer.

Als Luftfahrzeuge im Sinne dieses Abkommens gelten die privaten Luftfahrzeuge und diejenigen staatlichen Luftfahrzeuge, die nicht als Militär-, Zoll- oder Polizeiluftfahrzeuge verwendet werden.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, June 2nd, 1938.
Came into force July 2nd, 1938.

Sõjaväe-, tolli- ja politsei-õhusõidukid ühe lepinguosalise kodakondsusest peavad olema varustatud diplomaatilisel teel muretsetud eriloaga igal teise lepinguosalise territooriumi kohal lendamisel või territooriumist vahemaandumisega või vahemaandumiseta ülelendamisel.

Artikkel 2.

Ühe lepinguosalise kodakondsusest õhusõidukid, nende meeskond, reisijad ning laadung alluvad teise riigi territooriumi kohal kohustustele, mis tekivad ülelendatavas riigis jõusolevatest eeskirjadest, eriti : õhusõidu üldeeskirjadele, kuivõrd neid kohaldatakse kõigile välismaa õhusõidukeile, vaatamata nende kodakondsusele, samuti eeskirjadele, mis puutuvad tollidesse ja teistesse maksudesse, välja- ja sisseveokeeldudesse, isikute ja kaupade veosse, avalikusse julgeolekusse ja korrasse, ning sanitaar- ja passieeskirjadele. Nad alluvad ka muudele kohustustele, mis järelduvad vastavast üldisest seadusandlusest, sedavõrd kui see selles konventsioonis pole ette nähtud teisiti.

Isikute ning esemete kutseline vedu riigi territooriumi mingi kahe punkti vahel võidakse reserveerida sama riigi kodakondsusest õhusõidukeile.

Kummagi lepinguosalise õhusõidukite saabumisel neis leiduvad kütte- ja määrdeained ning hädavajalised tagavaraosad on tollivabad, välja arvatud need kütte- ja määrdeained, mis antakse ära teise lepinguosalise territooriumil või seal ära tarvitatakse sisemaalendudeks.

Artikkel 3.

Mõlemal lepinguosalisel on õigus keelata õhusõitu teatavate territoriaaltsoonide kohal, kui selles ei tehta vahet omamaa ja teise lepinguosalise lennukite vahel. See kitsendus ei kehti omamaa õhusõidukite kohta, mida tarvitatakse eriotstarveteks või riikliku administratsiooni teenistuses.

Lepinguosalised peavad teatama teineteisele territoriaaltsoonid, millede kohal õhusõit on keelatud.

Peale selle kumbki lepinguosaline reserveerib endale õiguse kitsendada või keelata otsekoheste jõustumisega erandlikel olukordadel rahu ajal ajutiselt, osaliselt või täiesti õhusõitu oma territooriumi kohal, tingimusel, et ses suhtes ei tehta mingit vahet teise lepinguosalise kodakondsusest õhusõidukite ja muu välismaa kodakondsusest õhusõidukite vahel.

Artikkel 4.

Iga õhusõiduk, mis satub keelatud tsooni kohale, on kohustatud andma hädasignaali, mis ette kirjutatud ülelendatava riigi õhusõidu korralduses ; ta peab otsekohe maanduma väljaspool keelatud tsooni selle riigi lähemale lennuväljale.

Sama kohustus kehtib iga õhusõiduki suhtes, kellele antakse korrapärane erisignaal, millega temale teatatakse, et ta lendab keelatud tsooni kohal.

Artikkel 5.

Õhusõidukid peavad olema varustatud selgesti nähtavate eristumärkidega, mis lubavad kindlaks teha lennu ajal õhusõiduki identsuse (kodakondsuse ja immatrikulatsioonimärgid). Nad kannavad peale selle veel omaniku nime ning asukoha nimetust.

Õhusõidukid peavad olema varustatud immatrikulatsiooni ja sõidukõlvulise tunnistusega ning kõigi teiste dokumentidega, mis ette kirjutatud õhusõiduks nende päritolumaal.

Militär-, Zoll- oder Polizeiluftfahrzeuge des einen Vertragschliessenden Teiles müssen, wenn sie in das Gebiet des anderen Teiles oder über dieses hinweg, mit oder ohne Zwischenlandung, fliegen wollen, mit einer besonderen Genehmigung versehen sein, die auf diplomatischem Weg einzuholen ist.

Artikel 2.

Die Luftfahrzeuge des einen Vertragsteils, ihre Besatzung, Fluggäste und Ladung, unterliegen während sie sich im Gebiet des anderen Staates befinden, den Verpflichtungen, die sich aus den in diesem Staate jeweils geltenden Bestimmungen ergeben, insbesondere den Vorschriften über den Luftverkehr im allgemeinen, soweit diese auf alle fremden Luftfahrzeuge ohne Unterschied der Nationalität Anwendung finden, ferner über Zölle und andere Abgaben, über Aus- und Einfuhrverbote, über die Beförderung von Personen und Gütern, über die öffentliche Sicherheit und Ordnung, über Gesundheitswesen, sowie den Passvorschriften. Sie unterliegen auch den sonstigen Verpflichtungen, die sich aus der jeweiligen allgemeinen Gesetzgebung ergeben, soweit dieses Abkommen nichts anderes vorsieht.

Die gewerbmässige Beförderung von Personen und Gütern zwischen zwei Orten des eigenen Staatsgebietes kann den heimischen Luftfahrzeugen vorbehalten werden.

Die bei der Einreise an Bord von Luftfahrzeugen der beiden Vertragschliessenden Teile befindlichen Betriebsstoffe und für den Flugbetrieb notwendigen Ersatzteile sind zollfrei — ausgenommen diejenigen Betriebsstoffe, die vom Luftfahrzeug im Gebiet des anderen Vertragschliessenden Teiles abgegeben oder dort zu Inlandflügen verwendet werden.

Artikel 3.

Jeder der beiden Vertragsteile kann den Luftverkehr über bestimmten Zonen seines Gebietes verbieten, sofern in dieser Hinsicht zwischen den heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Teiles kein Unterschied gemacht wird. Diese Einschränkung gilt nicht für heimische Luftfahrzeuge, die zu Sonderzwecken oder im Dienste der staatlichen Verwaltung verwendet werden.

Die Gebietsteile, über denen der Luftverkehr verboten wird, sind dem anderen Vertragsstaate mitzuteilen.

Ausserdem behält sich jeder Vertragsteil das Recht vor, unter aussergewöhnlichen Umständen in Friedenszeiten den Luftverkehr über seinem Gebiet ganz oder teilweise mit sofortiger Wirkung vorübergehend einzuschränken oder zu verbieten, mit dem Vorbehalt, dass keinerlei Unterschied gemacht wird, zwischen den Luftfahrzeugen des anderen Vertragsstaates und Luftfahrzeugen, die anderen fremden Staaten angehören.

Artikel 4.

Ein Luftfahrzeug, das über eine verbotene Zone gerät, hat das durch die Luftverkehrsordnung des überflogenen Staates vorgeschriebene Notzeichen zu geben und unverzüglich auf dem nächsten ausserhalb der verbotenen Zone gelegenen Flughafen dieses Staates zu landen.

Dieselbe Verpflichtung liegt einem Luftfahrzeug ob, das beim Überfliegen einer verbotenen Zone durch besondere Signale darauf aufmerksam gemacht wird.

Artikel 5.

Die Luftfahrzeuge müssen deutliche und gut sichtbare Abzeichen haben, die ihre Feststellung während des Fluges ermöglichen (Staatszugehörigkeitszeichen und Eintragungszeichen). Sie müssen ausserdem den Namen und den Wohnsitz des Eigentümers tragen.

Die Luftfahrzeuge müssen mit Bescheinigungen über die Eintragung und die Lufttüchtigkeit sowie mit allen übrigen in ihrem Heimatlande für den Luftverkehr vorgeschriebenen Urkunden versehen sein.

Artikkel 6.

Õhusõiduki meeskonna moodustavad isikud, kuivõrd nad täidavad õhusõidukil ülesandeid, millede teostamiseks nõutakse eriluba nende maal, peavad olema varustatud tunnistustega, mis ette kirjutatud õhuliiklemiseks nende maal, eriti kutsetunnistustega ja töölubadega.

Teised meeskonnaliikmed peavad olema varustatud dokumentidega, milles märgitud nende ülesanded õhusõidukil, nende elukutse, nende identsus ja kodakondsus.

Meeskond ja reisijad peavad olema varustatud dokumentidega, mis on nõutavad üle teise lepinguosalise piiri minekuks või seal viibimiseks, kui mõlemad lepinguosalised ei ole kokku leppinud teisiti.

Artikkel 7.

Sõidukõlvulisuse-tunnistustel, kutsetunnistustel ja töölubadel, mis lennukile või meeskonnale välja antud või kehtivaiks tunnustatud ühe lepinguosalise poolt, on teises lepinguosalises riigis sama kehtivusjõud, kui viimase poolt väljaantud või kehtivaiks tunnustatud vastavatel dokumentidel. Meeskonna kutsetunnistused ja tööload on kehtivad ainult töötamiseks omamaa õhusõidukitel. Erandid sellest vajavad kehtivaks tunnustamist teise lepinguosalise riigi kompetentsete lennuasutiste poolt.

Kumbki lepinguosaline reserveerib endale õiguse mitte tunnustada kehtivaiks õhuliiklemiseks tema territooriumi piires kutsetunnistusi ja töölubasid, mis antud tema kodanikele teise lepinguosalise poolt.

Artikkel 8.

Õhusõidukid võivad omada raadioühendus-aparaati vaid selle riigi poolt väljaantud eriloaga, kelle kodakondsusse õhusõiduk kuulub. Nende aparatuuride kasutamine kummagi lepinguosalise territooriumi kohal allub selles riigis selleks kehtivatele eeskirjadele. Peale selle võivad tarvitada neid aparate vaid meeskonna liikmed, kes varustatud selleks nende maa asutiste poolt väljaantud eriloaga.

Mõlemad lepinguosalised reserveerivad endale õiguse julgeoleku mõttes anda eeskirju raadioühendus-aparaatide kohusliku sisseseadmise kohta õhusõidukeis.

Artikkel 9.

Õhusõidukid, nende meeskonnad ja reisijad võivad vedada kaasa relvi, laskemoona, mürkgaase, lõhkeaineid ning kirjatuviseid teise lepinguosalise territooriumi piirides ainult viimase loal. Signaaliseerimisabinõusid ning signaaliseerimislaskemoona ei loeta laskeriistadeks ega laskemoonaks käesoleva artikli mõttes. Fotoaparatuuride vedu allub eriloale, kui nad on paigutatud selliselt, et neid võib tarvitada lennu kestel.

Avaliku korra ning julgeoleku huvides on igal lepinguosalisel õigus keelata või kitsendada tema territooriumi kohal ka teiste, käesoleva artikli esimeses lõikes mitternimetatud esemete kaasa-vedu tingimusel, et selles ei tehta vahet omamaa ning teise lepinguosalise riigi õhusõidukite vahel.

Artikkel 10.

Isikuid ning kaupu vedavad õhusõidukid peavad olema varustatud reisijate nimekirjaga ja kauba manifestiga, milles ära tähendatud kauba iseloom ning kogus, samuti vajaliste tollideklaratsioonidega.

Artikel 6.

Die Mitglieder der Besatzung, die im Luftfahrzeug eine in ihrem Heimatlande einer besonderen Erlaubnis unterliegende Tätigkeit ausüben, müssen mit den in ihrem Heimatlande vorgeschriebenen Ausweisen für den Luftverkehr, insbesondere mit den vorschriftsmässigen Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen versehen sein.

Die übrigen Mitglieder der Besatzung müssen mit Ausweisen versehen sein, die ihre Beschäftigung an Bord, ihren Beruf, ihre Identität und ihre Staatsangehörigkeit angeben.

Die Besatzung und die Fluggäste müssen mit Ausweisen versehen sein, die bei der Grenzüberschreitung dieses Staates oder für den Aufenthalt im Bereiche dieses Staates, in dessen Gebiet sie sich begeben, erforderlich sind, soweit nicht zwischen den beiden Vertragsstaaten etwas anderes vereinbart ist.

Artikel 7.

Die Lufttüchtigkeitsscheine, Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine, die von einem der Vertragschliessenden Teile für das Luftfahrzeug oder die Besatzung ausgestellt oder anerkannt worden sind, haben im anderen Vertragsstaate dieselbe Gültigkeit wie die in diesem Staate ausgestellten oder anerkannten entsprechenden Urkunden, die Befähigungszeugnisse und Zulassungsscheine der Besatzung jedoch nur für die Bedienung von Luftfahrzeugen ihres Landes. Ausnahmen hiervon bedürfen der Genehmigung der zuständigen Luftfahrtbehörde des anderen Staates.

Jeder der beiden Vertragschliessenden Teile behält sich das Recht vor, für den Luftverkehr innerhalb seines Gebietes den seinen Staatsangehörigen vom anderen Vertragsstaat erteilten Befähigungszeugnissen und Zulassungsscheinen die Anerkennung zu versagen.

Artikel 8.

Die Luftfahrzeuge dürfen nur dann mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung versehen sein, wenn sie eine besondere Erlaubnis ihres Heimatstaates hierfür mit sich führen. Für die Benutzung solchen Gerätes über dem Gebiet eines der Vertragschliessenden Teile sind die in diesem Staate hierfür geltenden Bestimmungen massgebend. Solches Gerät darf ferner nur von Mitgliedern der Besatzung bedient werden, die eine besondere Erlaubnis ihrer heimischen Behörde mit sich führen.

Die beiden Vertragsstaaten behalten sich vor, aus Sicherheitsgründen Vorschriften über die Verpflichtung zur Ausstattung von Luftfahrzeugen mit Gerät zur drahtlosen Nachrichtenübermittlung zu erlassen.

Artikel 9.

Die Luftfahrzeuge, ihre Besatzung und die Fluggäste dürfen Waffen, Schiessbedarf, giftige Gase, Sprengstoffe und Brieffauben im Gebiet des anderen Vertragsstaates nur mit dessen Erlaubnis mit sich führen. Signalgerät und Signalmunition gelten nicht als Waffen und Schiessbedarf im Sinne dieser Bestimmung. Die Beförderung von Lichtbildgerät unterliegt einer besonderen Erlaubnis, wenn es so untergebracht ist, dass seine Benutzung unterwegs möglich ist.

Aus Gründen der öffentlichen Ordnung und Sicherheit kann jeder Vertragsstaat in seinem Hoheitsgebiet die Beförderung oder Mitführung auch anderer als der im Absatz 1 dieses Artikels genannten Gegenstände einschränken oder verbieten, sofern in dieser Hinsicht zwischen den heimischen Luftfahrzeugen und denjenigen des anderen Vertragsstaates kein Unterschied gemacht wird.

Artikel 10.

Die Luftfahrzeuge, die Fluggäste oder Güter mit sich führen, müssen mit einem Verzeichnis der Fluggäste und mit einem Ladungsverzeichnis, das eine Beschreibung der Art und Menge der Güter enthält, sowie mit den erforderlichen Zollerklärungen versehen sein.

Kui õhusõiduki saabumisel tehakse kindlaks vahe veetud kauba ja kauba manifesti vahel, siis saabumise lennuvälja või lennusadama tollivõim astub vahenditult ühendusse teise lepinguosalise riigi vastava tollivõimuga.

Artikkel 11.

Postiveo küsimus korraldatakse otseselt erikokkulepetega mõlema lepinguosalise postivalitsuste vahel.

Artikkel 12.

Lahkumisel ja maandumisel kummalgi lepinguosalisel riigil on õigus tema territooriumil vastavate asutiste poolt läbi vaadata lasta teise riigi õhusõidukeid ning kontrollida nõutud tunnistusi ja muid dokumente.

Artikkel 13.

Avalikud õhusõidu-lennuväljad on kasutatavad mõlema poole õhusõidukitele. Õhusõidukid võivad kasutada samuti ilmastikuteateid ja raadioelektrilisi ning lennujulgeoleku seadiseid. Maksud (maandumis-, peatumis- jne. maksud) on ühtlased omamaa ning teise lepinguosalise õhusõidukitele.

Artikkel 14.

Mõlema lepinguosalise riigi lennukite saabumine ning lahkumine, mille siht- või lähtekohaks on välismaa, võib toimuda vaid avalikul õhusõidulennuväljal, mis määratud tollilennuväljaks ühes passide kontrolliga ja nimelt ilma vahemaandumiseta piiri ja selliste lennuväljade vahel.

Erijuhtudel kõrgemad õhusõidu ametiasutised võivad lubada vastaval palvel lahkumist või saabumist teistele lennuväljadele, kus siis toimub tollimine ja passide kontroll. Tolli- ning passikontrolli kulud kannab loa taotleja. Vahemaandumiskeeld piiri ja lennuvälja vahel on kehtiv ka neil erijuhtudel.

Hädamaandumise või maandumise korral art. 4 mõttes, — lähtemaal pärast tolli- ja passikontrolli, sihtmaal enne tolli- ja passikontrolli — alluvad õhusõiduki juht, meeskond ja reisijad vastavas riigis jõusolevatele ceskirjadele.

Mõlemad lepinguosalised teatavad teineteisele avalikkude õhusõidu lennuväljade nimestikud. Nendes nimestikkudes on eriti tähendatud tollilennuväljadeks määratud lennuväljad, kus on võimalik passikontroll. Igast muudatusest neis nimestikkudes kui ka igast säärase lennuvälja kasutamise õiguse kitsendusest, isegi ajutisest, tuleb viivitamata teatada teisele lepinguosalisele.

Artikkel 15.

Lepinguosaliste lennukid on kohustatud kinni pidama teise lepinguosalise territooriumil ettekirjutatud lennuteedest, kui meteoroloogilised olud seda ei takista. Kui lennuteed ei ole kindlaks määratud, tuleb kasutada lühimat lennuteed. Eeskirjad kohuslike lennuteede kohta avaldatakse ning teatakse teisele lepinguosalisele.

Artikkel 16.

Pallastina on lubatud visata vaid peent liiva või vett.

Ergibt sich bei der Ankunft eines Luftfahrzeuges eine Unstimmigkeit zwischen den mitgeführten Gütern und den erwähnten Urkunden, so haben sich die Zollbehörden des Ankunftshafens mit den zuständigen Zollbehörden des anderen Vertragsstaates unmittelbar in Verbindung zu setzen.

Artikel 11.

Die Beförderung von Post wird durch besondere Abmachungen unmittelbar zwischen den Postverwaltungen der beiden Vertragsstaaten geregelt.

Artikel 12.

Jeder Vertragsstaat kann auf seinem Gebiet die Luftfahrzeuge des anderen Staates bei Abflug oder Landung durch die zuständigen Behörden untersuchen und die vorgeschriebenen Ausweise und sonstigen Urkunden prüfen lassen.

Artikel 13.

Die dem öffentlichen Luftverkehr zur Verfügung stehenden Flughäfen sind den Luftfahrzeugen beider Staaten zugänglich. Die Luftfahrzeuge können auch den meteorologischen Nachrichtendienst, den Funkdienst und den Flugsicherungsdienst benutzen. Die Gebühren (Landegebühr, Aufenthaltsgebühr usw.) sind für die heimischen Luftfahrzeuge und diejenigen des anderen Staates gleich.

Artikel 14.

Der Ein- und Ausflug von Luftfahrzeugen der beiden Vertragsstaaten aus und nach dem Auslande darf nur auf Flughäfen stattfinden, die Zollflughäfen mit Passabfertigung sind, und zwar ohne Landung zwischen der Grenze und solchen Flughäfen.

In einzelnen Fällen können die Obersten Luftfahrtbehörden auf Antrag den Einflug nach und den Ausflug von anderen Flugplätzen gestatten, auf denen die Zoll- und Passabfertigung vorzunehmen ist. Die Kosten der Zoll- und Passabfertigung trägt in diesem Falle der Antragsteller. Das Verbot der Landung zwischen der Grenze und dem Flugplatz gilt auch in diesen besonderen Fällen.

Im Falle der Notlandung oder einer Landung im Sinne des Artikels 4 — im Abflugland nach der Zoll- und Passabfertigung, im Einflugland vor der Zoll- und Passabfertigung — haben sich der Luftfahrzeugführer, die Besatzung und die Fluggäste nach den Vorschriften zu richten, die in dem betreffenden Staate gelten.

Die beiden Vertragschliessenden Teile werden einander das Verzeichnis der dem öffentlichen Luftverkehr dienenden Flughäfen mitteilen. Diese Verzeichnisse werden diejenigen Flughäfen besonders aufführen, die Zollflughäfen sind und Gelegenheit zur Passabfertigung bieten. Jede Änderung in diesen Verzeichnissen und jede auch nur vorübergehende Einschränkung der Benutzungsmöglichkeit eines dieser Flughäfen ist dem anderen Vertragsteil unverzüglich mitzuteilen.

Artikel 15.

Die Luftfahrzeuge der Vertragschliessenden Teile haben im Gebiete des anderen Vertragsteils die dort vorgeschriebenen Flugwege einzuhalten, es sei denn, dass meteorologische Verhältnisse Abweichungen bedingen. Wenn Flugwege nicht vorgeschrieben sind, ist die kürzeste Strecke einzuhalten. Die Vorschriften über die Einhaltung besonderer Flugwege werden bekannt gemacht und dem anderen Vertragsteil mitgeteilt werden.

Artikel 16.

Als Ballast darf nur feiner Sand oder Wasser abgeworfen werden.

Artikkel 17.

Õidu ajal on lubatud visata või teisel kombel maha jätta peale pallasti vaid esemeid, millede kohta see lepinguosaline, kelle territooriumi kohal sellist toimetust teostatakse, on andnud eriloa, või kui mahaviskamine on möödapääsematu hädahoju vältimiseks.

Jäänuste allaviskamiseks teelolevaist õhusõdukeist tuleb silmas pidada lepinguosalise riigi vastavaid määrusi, kelle territooriumil vastav toimeetus sünnib.

Artikkel 18.

Käesoleva konventsiooni kohaldamisel tekkivates kõigis kodakondsuse küsimustes on kokku lepitud, et õhusõidukid omavad selle riigi kodakondsust, kelle registris nad korrapäraselt immatrikuleeritud.

Õhusõidukit võib immatrikuleerida kummagi riigi juures vaid siis, kui ta kuulub täiesti selle riigi kodanikule. Kui ükskõik missuguse iseloomuga juriidiline isik või ühing esineb omanikuna, siis selle vorm peab vastama kõigile tingimustele, mis on ette kirjutatud Eesti või Saksa seadusandluse poolt selleks, et ta oleks tunnustatav Eesti või Saksa juriidilise isikuna või ühinguna.

Artikkel 19.

Ühe lepinguosalise õhuruumis lendavad või teda läbivat ja vaid tegelikult vajalisi maandumisi ning peatumisi teostavat õhusõidukit võidakse vabastada arreteerimisest patendi-, mustrikaitse või kaubamärgi vastu eksimise eest kautsjoni vastu, mille suurus määratakse sõbraliku kokkuleppe puudumisel võimalikult lühema aja jooksul arreteerimiskoha vastava võimu poolt.

Artikkel 20.

Teise lepinguosalise riigi kodakondsusest õhusõidukitel on maandumisel, eriti hädajuhul, õigus samale abile ning samadele abistamisvahenditele, kui selle riigi kodakondsusest õhusõidukitel.

Ülgumerel hädasolevate õhusõidukite päästmist korraldatakse, kui ei ole vastupidist kokkulepet, mereõiguse põhimõttel, mis tulenevad jõusolevaist rahvusvahelistest konventsioonidest või nende puudumisel päästjate rahvusseadustest.

Artikkel 21.

Mõlemad lepinguosalsed teatavad teineteisele kõigist nende territooriumil õhusõidu alal kehtivaist eeskirjadest.

Artikkel 22.

Lepinguosaliste kõrgemad õhusõidu-ametiasutised teatavad vastastikku käesoleva kokkuleppe eeskirjade rikkumistest, mis on leidnud aset nende territooriumil teise lepinguosalise lennukite poolt.

Artikkel 23.

Käesoleva kokkuleppe kohaldamise üksikasjad, eriti tollivormaliteetide asjus, korraldatakse iga kord, kui see osutub tarvilikuks ja võimalikuks, otsesel kokkuleppel mõlema lepinguosalise mitmesuguste vastavate ametiasutiste vahel.

Artikel 17.

Unterwegs dürfen andere Gegenstände ausser Ballast nur abgeworfen oder sonst entfernt werden, wenn der Staat, dessen Gebiet betroffen wird, die Erlaubnis hierfür besonders erteilt hat, oder wenn der Abwurf zur Abwendung einer drohenden Gefahr erforderlich ist.

Beim Abwerfen von Abfallstoffen aus unterwegs befindlichen Luftfahrzeugen sind die hierauf bezüglichen Vorschriften des Vertragsstaates zu beachten, in dessen Gebiet die Handlung vorgenommen wird.

Artikel 18.

Soweit bei Ausführung dieses Abkommens Fragen der Nationalität zu berücksichtigen sind, besteht Einverständnis darüber, dass die Luftfahrzeuge die Nationalität des Staates besitzen, in dessen Register sie ordnungsmässig eingetragen sind.

Ein Luftfahrzeug kann in einem der beiden Staaten nur dann eingetragen werden, wenn es ganz im Eigentum von Angehörigen dieses Staates steht. Wenn eine juristische Person oder eine Gesellschaft irgendeiner Art Eigentümerin ist, muss sie den Anforderungen entsprechen, welche die estnische oder die deutsche Gesetzgebung jeweils vorschreibt, damit sie als estnische oder deutsche juristische Person oder Gesellschaft angesehen werden kann.

Artikel 19.

Ein Luftfahrzeug, das in einen der beiden Vertragsstaaten einfliegt oder sein Gebiet überfliegt und dort nur, soweit erforderlich, landet und Aufenthalt nimmt, kann einer Beschlagnahme, die wegen Verletzung eines Patents, Musterschutzes oder Warenzeichens bewirkt wird, durch Hinterlegung einer Sicherheit entzogen werden, deren Höhe mangels gütlicher Vereinbarung in möglichst kurzer Frist von der zuständigen Behörde des Ortes der Beschlagnahme festzusetzen ist.

Artikel 20.

Die Luftfahrzeuge des anderen Vertragsstaates haben bei Landungen, insbesondere in Notfällen, Anspruch auf Hilfeleistung und Benutzung der gleichen Hilfseinrichtungen wie die heimischen Luftfahrzeuge.

Die Rettung der Luftfahrzeuge, die auf See in Not geraten sind, richtet sich vorbehaltlich gegenteiliger Abmachung nach den Grundsätzen des Seerechts, wie sie sich aus den jeweiligen internationalen Vereinbarungen oder in deren Ermangelung aus den Gesetzen des Staates ergeben, dem die Retter angehören.

Artikel 21.

Die beiden Vertragschliessenden Teile werden sich alle für den Luftverkehr in ihrem Gebiet geltenden Vorschriften mitteilen.

Artikel 22.

Die Obersten Luftfahrtbehörden der Vertragschliessenden Teile werden sich gegenseitig Mitteilung machen über Verstösse gegen Bestimmungen dieses Abkommens, die über ihrem Gebiet von Luftfahrzeugen des anderen Vertragsstaates begangen worden sind.

Artikel 23.

Die Einzelheiten der Ausführung dieses Abkommens, insbesondere die Zollformalitäten, werden, soweit erforderlich und möglich, durch unmittelbare Verständigung zwischen den einzelnen zuständigen Verwaltungen der beiden Vertragsteile geregelt.

Artikkel 24.

Kõik käesoleva kokkuleppe tõlgitsemisel tekkivad tülküsimused, mida ei ole saadud lahendada diplomaatilisel teel, esitatakse ühe lepinguosalise riigi nõudel vahekohtule. Selle vahekohtu otsused on siduvad mõlema lepinguosalise kohta.

Vahekohus koosneb kolmest liikmest. Ta moodustatakse sel teel, et iga lepinguosaline riik nimetab vabal valikul ühe kohtuniku kuu aja jooksul arvates vahekohtu nõudmisest ühe lepinguosalise riigi poolt.

Vahekohtu esimees valitakse mõlema lepinguosalise riigi kokkuleppel järgneva kuu jooksul. Esimees peab olema asjatundja õhusõidu alal, mõne kolmanda riigi kodanik ja tema elukoht ei tohi olla kummagi lepinguosalise riigis, samuti ei tohi ta olla teenistusvahekorras lepinguosaliste riikidega.

Kui üks lepinguosalistest riikidest ei nimeta ühe kuu jooksul vahekohtu liiget, või kui järgneva kuu jooksul ei õnnestu esimehe valimine, siis palutakse Haagi alatise rahvusvahelise kohtukoja administratiivnõukogu presidenti ette võtta vajalisi nimetamisi.

Vahekohtu asukoht määratakse esimehe poolt. Vahekohtu otsused tehakse häälteenamusega. Asjaajamise korra määrab vahekohus ise ; see võib olla kirjalik, kui lepinguosalised selle vastu ei vaidle. Iga lepinguosaline kannab oma vahekohtu liikme tegevuse tasumise kulud ning poole esimehe tegevuse tasumise kuludest.

Iga lepinguosaline kannab poole asjaajamiskuludest.

Artikkel 25.

Kumbki lepinguosaline võib igal ajal üles öelda käesoleva kokkuleppe kaheteistkümnekuise etteteatamisega.

Artikkel 26.

Käesolev konventsioon ratifitseeritakse ; ratifikatsioonikirjad vahetatakse võimalikult peatselt Berliinis. Ta astub jõusse kolmekümnendal päeval arvates ratifikatsioonikirjade vahetamise päevast.

Selle tõenduseks vastavad täisvolinikud kirjutasid alla käesolevale kokkuleppele ning kinnitasid sellele oma pitsersed.

Tehtud Berliinis, 23. detsembril 1937. a. kahes originaalis eesti ja saksa keeles.

(L. S.) K. TOFER.

(L. S.) Hans Georg VON MACKENSEN.

(L. S.) FISCH.

Artikel 24.

Streitigkeiten, die sich über die Auslegung und Anwendung dieses Abkommens ergeben, sollen, soweit sie nicht auf diplomatischem Wege erledigt werden, auf Verlangen eines der Vertragschließenden Teile einem Schiedsgericht unterbreitet werden. Die Entscheidung dieses Schiedsgerichts ist für beide Vertragsstaaten bindend.

Das Schiedsgericht besteht aus drei Mitgliedern. Es wird in der Weise gebildet, dass jeder Vertragsstaat innerhalb eines Monats, nachdem das Schiedsgericht von einem der Vertragsstaaten verlangt worden ist, nach freier Wahl einen Schiedsrichter ernannt.

Der Vorsitzende des Schiedsgerichts wird im Wege einer beiderseitigen Verständigung der Vertragsstaaten innerhalb eines weiteren Monats ernannt. Der Vorsitzende muss sachverständig in Fragen der Luftfahrt sein, Staatsangehöriger irgendeines dritten Staates sein und darf seinen Wohnsitz nicht im Bereich eines der Vertragsstaaten haben und auch nicht im Dienstverhältnis zu diesen Staaten stehen.

Unterlässt der eine Vertragsstaat innerhalb eines Monats die Bezeichnung des Schiedsrichters oder kommt innerhalb des weiteren Monats die Wahl des Vorsitzenden nicht zustande, so wird der Präsident des Verwaltungsrates des Ständigen Schiedshofes im Haag gebeten werden, die erforderlichen Ernennungen vorzunehmen.

Der Sitz des Schiedsgerichts wird von dem Vorsitzenden bestimmt. Die Entscheidungen des Schiedsgerichts werden mit Stimmenmehrheit getroffen. Das Verfahren wird von dem Schiedsgericht selbst bestimmt; es kann schriftlich sein, wenn von keinem der Vertragsteile hiergegen Einwendungen erhoben werden. Jeder Vertragsstaat trägt die Vergütung für die Tätigkeit seines Schiedsrichters sowie die Hälfte der Vergütung für die Tätigkeit des Vorsitzenden.

Jeder Vertragsstaat trägt die Hälfte der Kosten des Verfahrens.

Artikel 25.

Jeder der Vertragsstaaten kann dieses Abkommen zu jedem Zeitpunkt mit einer Frist von zwölf Monaten kündigen.

Artikel 26.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden; die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Berlin ausgetauscht werden. Es tritt mit dem dreissigsten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet und ihre Siegel aufgedrückt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in estnischer und deutscher Sprache in Berlin am 23. Dezember 1937.

(L. S.) K. TOFER.

(L. S.) Hans Georg VON MACKENSEN.

(L. S.) FISCH.

¹ TRADUCTION.

N^o 4393. — CONVENTION CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE
ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE.
SIGNÉE A BERLIN, LE 23 DÉCEMBRE 1937.

LE CHEF DE L'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE

et

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND,

Egalement convaincus de l'intérêt commun qu'ont l'Estonie et l'Allemagne à favoriser, dans un esprit pacifique, le développement des relations aériennes internationales, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE LE CHEF DE L'ÉTAT DE LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE :

Monsieur Karl TOFER, envoyé extraordinaire et plénipotentiaire de la République estonienne à Berlin ;

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

Le D^r Hans Georg VON MACKENSEN, secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères, et

Monsieur Willy FISCH, directeur au Ministère de la Navigation aérienne du Reich ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Chacune des deux Parties contractantes accordera, en temps de paix, aux aéronefs de l'autre Partie contractante qui y sont régulièrement immatriculés, le droit de passage au-dessus de son territoire, à condition que soient observées les dispositions de la présente convention.

L'établissement et l'exploitation de lignes aériennes régulières d'une entreprise de navigation aérienne de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, ou à travers ce territoire, avec ou sans atterrissage intermédiaire, devront faire l'objet d'un accord spécial entre les autorités suprêmes de l'aéronautique des deux Etats.

Aux fins de la présente convention, on entendra par « territoire », le territoire de la République estonienne et le territoire du Reich allemand, y compris les eaux territoriales.

Aux fins de la présente convention, le terme « aéronefs » s'applique aux aéronefs privés, ainsi qu'aux aéronefs d'Etat qui ne sont pas des aéronefs militaires, de la douane ou de la police.

Les aéronefs militaires, de la douane ou de la police de l'une des Parties contractantes ne pourront pénétrer sur le territoire de l'autre Partie contractante ou le traverser, avec ou sans atterrissage intermédiaire, que s'ils sont munis d'une autorisation spéciale, qui devra être demandée par la voie diplomatique.

Article 2.

Les aéronefs de l'une des Parties contractantes, leur équipage, leurs passagers et leur cargaison seront soumis, aussi longtemps qu'ils se trouveront dans le territoire de l'autre Etat, aux obligations

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

TRANSLATION.

No. 4393. — CONVENTION REGARDING AIR NAVIGATION BETWEEN
THE GERMAN REICH AND THE REPUBLIC OF ESTONIA. SIGNED
AT BERLIN, DECEMBER 23RD, 1937.

THE HEAD OF THE ESTONIAN REPUBLIC
and

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH,

Being equally convinced that it is in the mutual interest of Estonia and Germany to promote international communications by air in a peaceful spirit, have resolved to conclude a Convention for the purpose and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE HEAD OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

Monsieur Karl TOFER, Envoy Extraordinary and Plenipotentiary of the Estonian Republic in Berlin ;

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

D^r Hans Georg VON MACKENSEN, Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs,
and

Monsieur Willy FISCH, Ministerial Director at the Reich Air Ministry ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Each of the two Contracting Parties shall, in time of peace, grant the right of air navigation over its territory to such aircraft of the other Contracting Party as are duly registered in the territory of the latter, provided that the stipulations of the present Convention are observed.

The establishment and operation of regular air lines by an air navigation undertaking of either of the Contracting Parties in or across the territory of the other Party, with or without an intermediate landing, shall be subject to special agreement between the supreme air authorities of the two States.

For the purposes of the present Convention, the term " territory " shall be deemed to mean the territory of the Estonian Republic and that of the German Reich, including territorial waters.

For the purposes of the present Convention the term " aircraft " shall be deemed to mean private aircraft together with Government aircraft not used as military, Customs or police aircraft.

Military, Customs or police aircraft of one of the Contracting Parties must be provided with a special permit, to be obtained through the diplomatic channel, whenever they wish to fly in or across the territory of the other Party, with or without intermediate landing.

Article 2.

The aircraft of either Contracting Party, their crews, passengers and cargoes, shall be subject, while in the territory of the other State, to the obligations arising out of the regulations in force

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

qui résultent des dispositions en vigueur dans cet Etat et, notamment, aux prescriptions concernant la navigation aérienne en général, en tant qu'elles s'appliquent à tous les aéronefs étrangers, sans distinction de nationalité, ainsi qu'aux prescriptions concernant les droits de douane et autres taxes, les prohibitions à l'exportation et à l'importation, le transport des personnes et des marchandises, la sécurité et l'ordre publics, l'hygiène publique et les passeports. Ils sont également soumis aux autres obligations prévues par la législation générale en vigueur, sauf dispositions contraires de la présente convention.

Le transport commercial de personnes et de marchandises entre deux points du territoire du même Etat pourra être réservé aux aéronefs nationaux.

Les carburants et lubrifiants et les pièces de rechange nécessaires au trafic aérien qui se trouvent à bord des aéronefs des deux Parties contractantes, lors de leur entrée dans le territoire de l'autre Partie, seront admis en franchise, à l'exception des carburants et lubrifiants qui seraient déchargés par l'aéronef dans le territoire de l'autre Partie contractante ou qui y seraient employés à des vols à l'intérieur de ce territoire.

Article 3.

Chacune des deux Parties contractantes pourra interdire la navigation aérienne au-dessus de certaines zones déterminées de son territoire, sous réserve qu'il ne soit fait à cet égard aucune distinction entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre Partie. Cette restriction ne s'applique pas aux aéronefs nationaux utilisés pour des fins spéciales ou au service de l'administration de l'Etat.

Chaque Etat contractant fera connaître à l'autre quelles sont les parties de son territoire au-dessus desquelles la navigation aérienne est interdite.

En outre, chacune des Parties contractantes se réserve le droit, dans des circonstances exceptionnelles, en temps de paix, de restreindre ou d'interdire temporairement, en totalité ou en partie, et avec effet immédiat, la navigation aérienne au-dessus de son territoire, à condition qu'il ne soit fait à cet égard aucune distinction entre les aéronefs de l'autre Etat contractant et ceux qui appartiennent à d'autres Etats étrangers.

Article 4.

Tout aéronef qui se sera engagé au-dessus d'une zone interdite devra donner le signal de détresse prescrit par le règlement de navigation aérienne de l'Etat survolé et atterrir sans délai dans cet Etat, sur l'aérodrome le plus proche situé en dehors de la zone interdite.

Tout aéronef qui survole une zone interdite et dont l'attention est attirée sur le fait par des signaux spéciaux devra procéder de même.

Article 5.

Les aéronefs devront porter des marques distinctes et bien visibles permettant d'identifier les appareils en cours de vol (marques de nationalité et d'immatriculation). Ils devront en outre porter le nom et l'adresse de leur propriétaire.

Les aéronefs devront être munis de certificats d'immatriculation et de navigabilité, ainsi que de tous autres documents prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne.

Article 6.

Les membres de l'équipage remplissant à bord de l'aéronef des fonctions dont l'exercice est subordonné à une autorisation spéciale dans leur pays d'origine devront être munis des certificats prescrits dans leur pays d'origine pour la navigation aérienne et, notamment, des brevets d'aptitude et permis réglementaires.

Les autres membres de l'équipage devront être porteurs de certificats indiquant leurs fonctions à bord de l'aéronef, leur profession, leur identité et leur nationalité.

in that State, especially such as concern air navigation in general, in so far as the latter are applicable to all foreign aircraft without distinction of nationality, as also to the regulations concerning Customs and other duties, export and import prohibitions, the carriage of passengers and goods, public security, order and health, and passport regulations. They shall furthermore be subject to all other obligations arising out of the general legislation in force at the time, except as otherwise provided in the present Convention.

The commercial transport of passengers and goods between any two points within the territory of either State may be reserved for the aircraft of that State.

The fuel and lubricants on board the aircraft of either Contracting Party when entering the territory of the other Party and the requisite spare parts for air navigation shall be admitted free of duty, except fuel and lubricants handed over by the aircraft in the territory of the other Contracting Party or used therein for inland flights.

Article 3.

Each of the two Contracting Parties may prohibit air navigation over certain specified areas of its territory, provided that no distinction is made in this respect between national aircraft and aircraft of the other Party. This proviso shall not apply in the case of national aircraft used for special purposes or in the service of the State administration.

The areas over which air navigation is prohibited shall be notified to the other Contracting State.

Each of the Contracting Parties further reserves the right, under exceptional circumstances in time of peace and with immediate effect, temporarily to restrict or to prohibit air navigation over its territory either wholly or in part, provided always that no distinction is made between aircraft of the other Contracting State and those of other foreign States.

Article 4.

Any aircraft which finds itself over a prohibited area shall give the signal of distress prescribed by the air navigation regulations of the State flown over and shall land immediately at the nearest aerodrome of that State situated outside the prohibited area.

The same obligation shall apply to any aircraft which has been warned by means of special signals that it is flying over a prohibited area.

Article 5.

Aircraft shall carry distinctive and clearly visible marks whereby they may be recognised during flight (nationality and registration marks). In addition they must bear the name and address of their owner.

Aircraft shall carry certificates of registration and airworthiness, and also any other documents required for air navigation in their home country.

Article 6.

The members of the crew who perform duties in an aircraft, for the exercise of which a special permit is required in their home country, shall carry the certificates prescribed for air navigation in that country, and in particular the requisite certificates of proficiency and licences.

The other members of the crew shall carry certificates stating their duties on board the aircraft and their occupation, identity and nationality.

L'équipage et les passagers devront être munis des pièces nécessaires pour le passage de la frontière de l'Etat dans le territoire duquel ils se rendent, ou pour le séjour dans ce territoire, à moins que les deux Etats contractants ne conviennent d'autres dispositions.

Article 7.

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et permis qui ont été délivrés ou reconnus par l'une des Parties contractantes pour l'aéronef ou son équipage auront, dans l'autre Etat contractant, la même validité que les documents correspondants établis ou reconnus dans cet Etat, étant entendu toutefois que les brevets d'aptitude et les permis de l'équipage ne seront admis que pour le service à bord d'aéronefs de leur pays. Des exceptions à cette règle seront subordonnées à l'assentiment des autorités aéronautiques compétentes de l'autre Etat.

Chacune des deux Parties contractantes se réserve le droit de ne pas reconnaître comme valables pour la navigation aérienne à l'intérieur de son propre territoire les brevets d'aptitude et permis délivrés à ses propres nationaux par l'autre Etat contractant.

Article 8.

Les aéronefs ne pourront être munis d'appareils de radiocommunication que s'ils détiennent une autorisation spéciale de leur pays d'origine. L'utilisation de ces appareils dans le territoire d'une des Parties contractantes sera régie par les règlements en vigueur dans cet Etat. En outre, ces appareils ne devront être manipulés que par des membres de l'équipage pourvus d'une autorisation spéciale de l'autorité compétente de leur pays.

Les deux Etats contractants se réservent le droit d'édicter, pour des raisons de sécurité, des règles relatives à l'installation obligatoire d'appareils de radiocommunication sur les aéronefs.

Article 9.

Les aéronefs, leur équipage et leurs passagers ne pourront transporter des armes, des munitions, des gaz toxiques, des explosifs et des pigeons voyageurs dans le territoire de l'autre Etat contractant qu'avec l'autorisation de ce dernier. Les engins et les munitions de signalisation ne seront pas considérés comme armes et munitions au sens de la présente disposition. En ce qui concerne le transport d'appareils photographiques, une autorisation spéciale est nécessaire lorsque l'appareil est installé de telle façon que son utilisation soit possible en cours de route.

Pour des motifs ayant trait à la sûreté et à l'ordre publics, chaque Etat contractant pourra, dans son territoire, soumettre également à certaines restrictions ou interdire le transport d'autres objets que ceux désignés à l'alinéa premier du présent article, à la condition qu'il ne soit fait à cet égard aucune distinction entre les aéronefs nationaux et ceux de l'autre Etat contractant.

Article 10.

Les aéronefs transportant des passagers ou des marchandises devront être munis d'une liste des passagers et d'un manifeste indiquant la nature et la quantité des marchandises, ainsi que des déclarations en douane requises.

Au cas où l'on constaterait, à l'arrivée d'un aéronef, un manque de concordance entre les marchandises transportées et les documents mentionnés, les autorités douanières de l'aérodrome d'arrivée devront se mettre directement en rapport avec les autorités douanières compétentes de l'autre Etat contractant.

Article 11.

Le transport des envois postaux fera l'objet d'arrangements spéciaux que les administrations postales des deux Etats contractants concluront directement entre elles.

The crew and passengers shall be provided with the documents necessary to cross the frontier of, or stay in, the State to the territory of which they are travelling, save in so far as otherwise agreed between the two Contracting States.

Article 7.

Certificates of airworthiness and proficiency and licences issued or approved by one of the Contracting Parties for the aircraft or crew shall have the same validity in the other Contracting State as the corresponding documents issued or approved in that State; nevertheless, the certificates of proficiency and licences of the crew may only be used for service in the aircraft of their own country. Exceptions to this rule must be approved by the competent air navigation authorities of the other State.

Each of the two Contracting Parties reserves the right to refuse to recognise, for purposes of air navigation within its territory, certificates of proficiency and licences issued to its nationals by the other Contracting State.

Article 8.

Aircraft shall not carry any kind of wireless transmitting apparatus without a special licence for the purpose issued by the State whose nationality the aircraft possesses. The use of such apparatus shall be subject, over the territory of either Contracting Party, to the regulations in force in that State. Furthermore, such apparatus may be operated only by members of the crew holding a special licence issued by the authorities in their country.

The two Contracting States reserve the right, on grounds of safety, to issue regulations regarding the compulsory equipment of aircraft with wireless transmitting apparatus.

Article 9.

Aircraft and their crews and passengers may not convey arms, ammunition, poison gases, explosives and carrier pigeons in the territory of the other Contracting State without the permission of that State. Signalling apparatus and ammunition therefor shall not be deemed to be arms or ammunition for the purpose of this clause. A special licence shall be required for photographic apparatus if stowed in such a way that it can be used during the flight.

Each Contracting State may, on grounds of public order and safety, restrict or prohibit the conveyance or carriage within its own territory of articles other than those specified in the first paragraph of the present Article, provided that no distinction be made in this respect between national aircraft and the aircraft of the other Contracting State.

Article 10.

Aircraft carrying passengers or cargo shall be provided with a list of the passengers' names and a manifest showing the nature and quantity of the cargo, together with the necessary Customs declarations.

If on the arrival of an aircraft a discrepancy is noted between the goods carried and the entries in the above-mentioned documents, the Customs authorities of the aerodrome of arrival shall communicate direct with the competent Customs authorities of the other Contracting State.

Article 11.

The conveyance of mails shall be arranged by special direct agreements between the postal administrations of the two Contracting States.

Article 12.

Chaque Etat contractant pourra, sur son territoire, faire procéder par les autorités compétentes à la visite des aéronefs de l'autre Etat, au départ ou à l'atterrissage, ainsi qu'à l'examen des certificats et autres documents prescrits.

Article 13.

Les aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique pourront être utilisés par les aéronefs des deux Etats. Les aéronefs pourront également faire usage des services de renseignements météorologiques et des services de radiocommunication et de sécurité aéronautique. Les droits (droits d'atterrissage, droits de stationnement, etc.) seront les mêmes pour les aéronefs nationaux et pour ceux de l'autre Etat.

Article 14.

Les aéronefs des deux Etats contractants venant de l'étranger ou se rendant à l'étranger ne pourront atterrir ou prendre leur vol que sur des aérodromes pourvus des services nécessaires pour la visite douanière et le contrôle des passeports ; aucun atterrissage intermédiaire ne pourra être effectué entre la frontière et ces aérodromes.

Dans certains cas particuliers, les autorités suprêmes de l'aéronautique pourront autoriser, sur demande, les aéronefs à atterrir ou à prendre leur vol sur d'autres aérodromes où la visite douanière et le contrôle des passeports devront avoir lieu. Les frais de visite douanière et de contrôle des passeports seront alors supportés par le requérant. L'interdiction d'atterrir entre la frontière et l'aérodrome s'applique également à ces cas particuliers.

En cas d'atterrissage forcé, ou d'atterrissage dans les conditions fixées à l'article 4 — dans le pays de départ, après la visite douanière et le contrôle des passeports et, dans le pays d'arrivée, avant la visite douanière et le contrôle des passeports —, le pilote, l'équipage et les passagers devront se conformer aux prescriptions en vigueur dans l'Etat en question.

Les deux Parties contractantes se communiqueront la liste des aérodromes ouverts à la navigation aérienne publique. Cette liste indiquera spécialement les aérodromes aménagés pour la visite de la douane et le contrôle des passeports. Toute modification apportée à cette liste et toute restriction, même passagère, de la faculté d'utiliser l'un de ces aérodromes devront être immédiatement notifiées à l'autre Partie contractante.

Article 15.

Les aéronefs de chacune des Parties contractantes suivront, dans le territoire de l'autre Partie, les itinéraires aériens fixés dans ce territoire, sauf dans le cas où les conditions météorologiques obligeraient les aéronefs à s'en écarter. S'il n'est pas fixé d'itinéraires aériens, les aéronefs devront suivre la ligne la plus courte. Les dispositions relatives à l'observation d'itinéraires aériens spéciaux seront publiées et notifiées à l'autre Partie contractante.

Article 16.

Il ne pourra être lancé d'un aéronef d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 17.

En cours de route, d'autres objets que le lest ne pourront être jetés ou abandonnés d'autre manière que si l'Etat dont le territoire national est touché a délivré à cet effet une autorisation spéciale, ou si le jet est nécessaire pour éviter un danger imminent.

Lorsque les résidus seront jetés d'un aéronef en cours de route, il conviendra d'observer les règles établies à ce sujet par l'Etat contractant sur le territoire duquel cet acte est accompli.

Article 12.

Each of the Contracting States may, within its territory, cause the aircraft of the other State to be searched by the competent authorities and the prescribed certificates and other documents to be examined.

Article 13.

Aerodromes open to public air traffic shall be open to the aircraft of both States. Aircraft may also use the meteorological information services, the wireless services and the air safety services. The charges (for landing, stay, etc.) shall be the same for national aircraft and aircraft of the other State.

Article 14.

Aircraft of either Contracting State coming from or making for another country may only land on or depart from aerodromes provided with a Customs Office and facilities for the inspection of passports; no intermediate landing may be made between the frontier and such aerodromes.

In particular cases the supreme air authorities may, should the request be made, authorise an aircraft to land at or depart from other aerodromes, where arrangements can be made for Customs and passport formalities to be carried out. The cost of the Customs and passport formalities shall in such cases be borne by the applicant. The prohibition as regards landing between the frontier and the aerodrome shall also apply to such special cases.

In the event of a forced landing or of a landing such as is provided for in Article 4 — after the Customs and passport formalities in the case of the country of departure, before the Customs and passport formalities in the case of the country of arrival — the pilot, crew and passengers shall comply with the regulations in force in the State concerned.

The two Contracting Parties shall communicate to one another a list of aerodromes open for public traffic. The lists shall in particular indicate those aerodromes which are Customs aerodromes and provide facilities for the inspection of passports. Any changes in these lists and any restriction, even temporary, of the right to utilise any of these aerodromes, must be notified without delay to the other Contracting Party.

Article 15.

Aircraft of either Contracting Party shall, in the territory of the other Party, follow the air routes prescribed therein, unless they are prevented from doing so by weather conditions. If air routes are not prescribed, the shortest route must be followed. The regulations concerning the special air routes to be followed shall be announced and notified to the other Contracting Party.

Article 16.

No ballast other than fine sand or water may be dropped.

Article 17.

No articles or substances other than ballast may be thrown or dropped from an aircraft in flight, unless special permission has been given for the purpose by the State whose territory is affected or unless the dropping of such articles or substances is necessary to avert imminent danger.

When refuse is thrown from an aircraft in flight, the relevant regulations of the Contracting State in the territory of which the refuse was dropped shall be observed.

Article 18.

Pour tous les cas où l'application de la présente convention soulève des questions de nationalité, il est convenu que les aéronefs possèdent la nationalité de l'Etat dans le registre duquel ils sont régulièrement immatriculés.

Un aéronef ne pourra être immatriculé dans l'un des deux Etats que s'il appartient exclusivement à des ressortissants dudit Etat. Si le propriétaire est une personne morale ou une société d'une nature quelconque, celle-ci devra remplir les conditions prescrites par la législation estonienne ou allemande, selon le cas, pour pouvoir être considérée comme personne morale ou société estonienne ou allemande.

Article 19.

Tout aéronef qui pénétrera dans l'un des deux Etats contractants ou en survolera le territoire et qui n'y atterrira ou n'y séjournera que dans la mesure nécessaire, pourra être soustrait à la saisie pour violation de brevet d'invention ou contrefaçon d'un modèle déposé ou d'une marque moyennant le dépôt d'un cautionnement dont le chiffre, à défaut d'accord amiable, sera fixé dans le plus bref délai possible par l'autorité compétente du lieu de la saisie.

Article 20.

En cas d'atterrissage, et notamment d'atterrissage forcé, les aéronefs de l'un des Etats contractants auront droit à la même assistance et à l'utilisation des mêmes installations de secours que les aéronefs nationaux.

Le sauvetage des aéronefs en détresse en mer sera régi, sauf arrangement contraire, par les principes du droit maritime, tels qu'ils résultent des conventions internationales en vigueur, ou, à défaut de celles-ci, des lois de l'Etat auquel ressortissent les sauveteurs.

Article 21.

Les deux Parties contractantes se communiqueront réciproquement toutes les prescriptions en vigueur sur leur territoire concernant la navigation aérienne.

Article 22.

Les autorités suprêmes de l'aéronautique des deux Parties contractantes se communiqueront toutes les infractions aux dispositions de la présente convention qui auront été commises sur leur territoire par les aéronefs de l'autre Etat contractant.

Article 23.

Les modalités d'exécution de la présente convention, et notamment les formalités de douane, seront, dans la mesure nécessaire et possible, réglées par voie d'accord direct entre les administrations compétentes des deux Parties contractantes.

Article 24.

Les différends qui viendraient à s'élever au sujet de l'interprétation et de l'application de la présente convention et qui ne pourraient être réglés par la voie diplomatique seront, à la demande de l'une des Parties contractantes, soumis à un tribunal arbitral. La décision du tribunal arbitral sera obligatoire pour les deux Etats contractants.

Le tribunal arbitral se composera de trois membres. En vue de sa constitution, chaque Partie désignera librement un arbitre dans le délai d'un mois à partir du jour où l'arbitrage aura été demandé par l'un des Etats contractants.

Article 18.

Whenever questions of nationality arise in carrying out the present Convention, it is agreed that aircraft shall be deemed to possess the nationality of the State in which they are duly registered.

No aircraft may be registered in either State unless it is the sole property of nationals of that State. Should the owner be a body corporate or a company of any kind, such owner shall fulfil the conditions laid down by the Estonian or German legislation in force in order to be considered an Estonian or German body corporate or company.

Article 19.

Aircraft entering or passing over the territory of either Contracting State and making therein only such landings and stoppages as are necessary may be exempted from seizure on the ground of infringement of patent, registered design or trade-mark by the deposit of security, the amount of which, in default of amicable agreement, shall be fixed with the least possible delay by the competent authority of the place of seizure.

Article 20.

The aircraft of either Contracting State shall be entitled on landing, and especially in the case of a forced landing, to assistance and the use of the same accessory installations as national aircraft.

The salvage of aircraft in distress at sea shall, unless otherwise agreed upon, be governed by the principles of maritime law as laid down in existing international conventions or, failing such conventions, in the laws of the State to which the salvors belong.

Article 21.

The two Contracting Parties shall communicate to each other all the regulations relative to air traffic in force in their respective territories.

Article 22.

The supreme air navigation authorities of each of the Contracting Parties shall notify each other of any infractions of the provisions of the present Convention committed over their territory by aircraft of the other Contracting State.

Article 23.

The details of the application of the present Convention, especially as regards Customs formalities, shall, as far as is necessary and possible, be settled by direct agreement between the various competent authorities of the two Contracting Parties.

Article 24.

Disputes arising out of the interpretation or application of the present Convention shall, if they are not settled through the diplomatic channel, be submitted, at the request of either of the Contracting Parties, to an arbitral tribunal. The decision of this arbitral tribunal shall be binding on both Contracting States.

The arbitral tribunal shall consist of three members. It shall be constituted by the appointment, by each Contracting State, of a freely selected arbitrator within a period of one month after a request for an arbitral tribunal has been made by one of the Contracting States.

Le président du tribunal arbitral sera désigné d'un commun accord par les Etats contractants dans un nouveau délai d'un mois. Le président devra être expert en matière de navigation aérienne, ressortissant d'un Etat tiers, ne pas avoir son domicile sur le territoire de l'un des deux Etats contractants et ne pas être non plus au service de ces Etats.

Si l'un des Etats contractants n'a pas désigné d'arbitre dans le délai d'un mois, ou si au cours du mois suivant le président n'a pas été choisi d'un commun accord, le président du Conseil d'administration de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye sera prié de procéder aux nominations nécessaires.

Le siège du tribunal arbitral sera fixé par son président. Les décisions du tribunal arbitral seront prises à la majorité des voix. La procédure sera fixée par le tribunal lui-même ; elle pourra être écrite si aucune des Parties contractantes ne s'y oppose. Chaque Etat contractant prendra à sa charge la rémunération due à son arbitre, ainsi que la moitié de la rémunération due au président.

Chaque Partie contractante supportera la moitié des frais de la procédure.

Article 25.

Chacun des deux Etats contractants pourra dénoncer la présente convention en tout temps, moyennant un préavis de douze mois.

Article 26.

La présente convention devra être ratifiée ; les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Berlin. Elle entrera en vigueur le trentième jour après l'échange des instruments de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire, en langue estonienne et en langue allemande, à Berlin, le 23 décembre 1937.

(L. S.) K. TOFER.

(L. S.) Hans Georg VON MACKENSEN.

(L. S.) FISCH.

The President of the arbitral tribunal shall be appointed by mutual agreement between the Contracting States within a further period of one month. He must be competent to deal with questions of air navigation and be a national of a third State ; he must not be resident in either Contracting State or be in the service of these States.

Should one of the Contracting States fail to designate an arbitrator within a month, or should the President not be appointed within the further period of one month, the President of the Administrative Council of the Permanent Court of Arbitration at The Hague shall be requested to make the requisite appointments.

The seat of the arbitral tribunal shall be fixed by the President. The awards of the arbitral tribunal shall be given by a majority vote. The arbitral tribunal shall itself decide on its procedure, which may be in writing if no objections are raised by either Contracting Party. Each Contracting State shall defray the cost of the services of its arbitrator and half the costs of the President's services.

Each Contracting State shall defray half the costs of the proceedings.

Article 25.

Either Contracting State may denounce the present Convention at any time at twelve months' notice.

Article 26.

The present Convention shall be ratified ; the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Berlin. The Convention shall come into force on the thirtieth day after the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in the Estonian and German languages, in Berlin, the twenty-third day of December, 1937.

(L. S.) K. TOFER.

(L. S.) Hans Georg VON MACKENSEN.

(L. S.) FISCH.

N° 4394.

ALLEMAGNE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BELGIQUE, BRÉSIL,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, etc.

Convention portant modifications à la Convention internationale signée à Paris le 21 juin 1920 pour la création à Paris d'un Institut international du froid. Signée à Paris, le 31 mai 1937.

GERMANY,
ARGENTINE REPUBLIC,
BELGIUM, BRAZIL,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND, etc.

Convention modifying the International Convention signed at Paris on June 21st, 1920, for the Creation at Paris of an International Institute of Refrigeration. Signed at Paris, May 31st, 1937.

N° 4394. — CONVENTION¹ PORTANT MODIFICATIONS A LA CONVENTION² INTERNATIONALE SIGNÉE A PARIS LE 21 JUIN 1920 POUR LA CRÉATION A PARIS D'UN INSTITUT INTERNATIONAL DU FROID. SIGNÉE A PARIS, LE 31 MAI 1937.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent a. i. de la Finlande près la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 juillet 1938.

L'ALLEMAGNE, LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE, LA BELGIQUE, LE BRÉSIL, LA BULGARIE, LA CHINE, LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA, LA RÉPUBLIQUE CUBAINE, LE DANEMARK, L'ESPAGNE, LES ÉTATS-UNIS, LA FINLANDE, LA FRANCE, L'ALGÉRIE, LES COLONIES DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, MADAGASCAR, LA GRANDE-BRETAGNE ET L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, LE CANADA, LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE, LES INDES, LA GRÈCE, LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, L'ITALIE ET SES COLONIES D'ÉRYTHRÉE, DE CYRÉNAÏQUE, DE TRIPOLITAINE ET DES SOMALIS, LE JAPON, LE LUXEMBOURG, LE MAROC, LA NORVÈGE, LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA, LES PAYS-BAS ET LEURS COLONIES DES INDES NÉERLANDAISES, LE PÉROU, LA POLOGNE, LE PORTUGAL, LA ROUMANIE, LA SUÈDE, LA SUISSE, LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, LA TUNISIE, L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, L'URUGUAY et LA YOUGO-SLAVIE.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements des pays ci-dessus énumérés, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à maintenir et à entretenir l'Institut international du Froid dont le siège est à Paris.

Font partie de l'Institut international du Froid, en qualité de membres jouissant des droits et soumis aux obligations définis par la présente convention :

1° Les États contractants, ainsi que leurs territoires d'outre-mer et leurs colonies qu'ils ont désignés en procédant à la signature de la présente convention et qui figurent à la liste ci-annexée ;

2° Les États qui ne sont pas parties à la présente convention, les territoires d'outre-mer et colonies, qui ne figurent pas à la liste visée ci-dessus si les États intéressés adhèrent à ladite convention à titre métropolitain ou pour les territoires d'outre-mer ou des colonies, et si l'admission du nouveau membre à l'Institut international du Froid est prononcée

¹ Ratification déposée à Paris :

FINLANDE 31 mai 1938.

Entrée en vigueur pour la Finlande le 31 mai 1938.

² Vol. VIII, page 65 ; et vol. XXIV, page 160, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4394. — CONVENTION² MODIFYING THE INTERNATIONAL CONVENTION³ SIGNED AT PARIS ON JUNE 21ST, 1920, FOR THE CREATION AT PARIS OF AN INTERNATIONAL INSTITUTE OF REFRIGERATION. SIGNED AT PARIS, MAY 31ST, 1937.

French official text communicated by the Permanent Delegate a. i. of Finland to the League of Nations and by the French Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 11th, 1938.

GERMANY, THE ARGENTINE REPUBLIC, BELGIUM, BRAZIL, BULGARIA, CHINA, COSTA RICA, CUBA, DENMARK, SPAIN, THE UNITED STATES OF AMERICA, FINLAND, FRANCE, ALGERIA, THE FRENCH WEST AFRICAN COLONIES, MADAGASCAR, GREAT BRITAIN, THE UNION OF SOUTH AFRICA, CANADA, THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, NEW ZEALAND, INDIA, GREECE, HAITI, ITALY AND HER COLONIES OF ERITREA, CYRENAICA, TRIPOLI AND SOMALILAND, JAPAN, LUXEMBURG, MOROCCO, NORWAY, PANAMA, THE NETHERLANDS AND HER COLONIES OF THE NETHERLANDS EAST INDIES, PERU, POLAND, PORTUGAL, ROUMANIA, SWEDEN, SWITZERLAND, CZECHOSLOVAKIA, TUNIS, THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, URUGUAY AND YUGOSLAVIA.

The undersigned, Plenipotentiaries of the countries mentioned above, have agreed on the following provisions :

Article I.

The High Contracting Parties undertake to support and maintain the International Institute of Refrigeration, with its seat at Paris.

The following belong to the International Institute of Refrigeration as members, participating in the benefits and subject to the obligations defined in the present Convention :

(1) The Contracting States, as well as their overseas territories and colonies which they have indicated at the time of signature of the present Convention and which are mentioned herein ;

(2) States which are not parties to the present Convention, overseas territories and colonies, which are not mentioned, if such States accede to the Convention in respect of the metropolitan territory or in respect of overseas territories or colonies, and if the admission of the new member to the International Institute of Refrigeration is decided

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Ratification deposited in Paris :

FINLAND May 31st, 1938.

Came into force for Finland, May 31st, 1938.

³ Vol. VIII, page 65 ; and Vol. XXIV, page 160, of this Series.

par le Comité exécutif prévu à l'article 5 ci-après, à la majorité des deux tiers des Etats, dominions ou colonies représentés. La demande sera adressée au directeur de l'Institut ; elle comportera l'engagement de participer par une subvention annuelle aux frais de l'Institut, dans les conditions déterminées par l'article 9. Dès qu'une admission aura été prononcée, avis en sera donné par le directeur au ministre des Affaires étrangères de la République française qui la notifiera à tous les gouvernements adhérents.

Article 2.

Les personnes morales ou privées, ayant joué un rôle dans la science et les industries du froid, et les bienfaiteurs de l'Institut international du Froid pourront, par une décision du Comité exécutif, recevoir le titre de membre correspondant de l'Institut.

Article 3.

L'Institut, bornant son action dans le domaine international, a pour objets principaux :

1^o De favoriser l'enseignement de la science et de la pratique du froid, ainsi que le développement et la vulgarisation des études et des recherches scientifiques ou techniques effectuées dans ce domaine ;

2^o De favoriser l'étude des meilleures solutions des questions se rapportant à la conservation, au transport et à la distribution des denrées périssables ;

3^o De faire connaître, en indiquant l'origine des renseignements publiés, la situation mondiale des denrées frigorifiées au triple point de vue de la production, de la circulation et de la consommation ;

4^o De centraliser, en vue de leur publication, tous les renseignements et documents scientifiques, techniques et économiques concernant la production et l'utilisation du froid ;

5^o De centraliser, pour leur étude, les lois, règlements et renseignements de toute nature, intéressant les industries du froid et de présenter, s'il y a lieu, à l'approbation des gouvernements les mesures tendant à l'amélioration et à l'unification des règlements concernant la circulation internationale des produits susceptibles de bénéficier des applications du froid ;

6^o D'organiser les congrès internationaux du froid ;

7^o De se tenir en liaison constante avec les groupements scientifiques et professionnels intéressés en vue d'assurer la réalisation de son programme d'action.

Toutes les questions qui touchent les intérêts économiques, la législation et l'administration d'un Etat particulier sont exclues de la compétence de l'Institut international du Froid.

Article 4.

L'Institut international du Froid est placé sous l'autorité et le contrôle d'une Conférence générale composée de représentants désignés par les membres de l'Institut. Ceux de ces membres, qui ne désirent pas nommer de représentants officiels, peuvent faire agréer par l'Institut international du Froid un groupement qualifié qui représentera leurs pays, en leurs lieu et place.

Le nombre des représentants de chaque membre de l'Institut dans la Conférence générale est celui fixé par l'article 9 de la présente convention, qui règle la participation des membres de l'Institut aux dépenses de cet Institut. Les membres de la Conférence empêchés d'assister à une réunion ont le droit de donner leur procuration à un de leurs collègues de la Conférence.

La Conférence générale se réunit au moins tous les quatre ans. Son président est élu, à la majorité des voix, pour cinq années correspondant à chacune des périodes quinquennales prévues à l'article 10.

by the Executive Committee provided for in Article 5 below, by a majority of two-thirds of the States, Dominions, or Colonies represented. The application shall be addressed to the Director of the Institute ; it will imply the undertaking to share in the expenses of the Institute by means of an annual subscription under the conditions fixed by Article 9. When it has been decided, notice of the admission will be given by the Director to the Minister for Foreign Affairs of the French Republic who will notify it to all the participating Governments.

Article 2.

Institutions and private persons who have collaborated in the science and industry of refrigeration and benefactors of the International Institute of Refrigeration may receive the title of Corresponding Member of the Institute, by decision of the Executive Committee.

Article 3.

The Institute, confining its activities to the international sphere, has for its principal objects :

- (1) The promotion of the knowledge of the science and practice of refrigeration, and also the development and popularisation of scientific or technical studies and researches conducted in this sphere ;
- (2) The promotion of the study of improved solutions of questions dealing with the preservation, transport, and distribution of perishable commodities ;
- (3) The circulation of information, stating the source of the information published, respecting the world situation of refrigerated commodities, from the three points of view of production, circulation and consumption ;
- (4) The co-ordination, with a view to publication, of all scientific, technical and economic information, and documents relating to the production and utilisation of refrigeration ;
- (5) The collection, in order to study them, of the laws, regulations, and information of every kind concerning the refrigerating industry, and the submission, if necessary, for the approval of the Governments of measures tending to the improvement and unification of the regulations respecting the international circulation of products susceptible of benefiting from the application of refrigeration ;
- (6) To organise international congresses of refrigeration ;
- (7) To keep in constant touch with the scientific and professional bodies interested, with a view to ensure the carrying out of its scheme of activities.

All questions which concern the economic interests, the legislation and the administration of a particular State are excluded from the scope of the International Institute of Refrigeration.

Article 4.

The International Institute of Refrigeration is placed under the authority and control of a General Conference comprising representatives nominated by the Members of the Institute. Those Members which do not wish to nominate official representatives may arrange with the International Institute of Refrigeration for a competent group which shall represent their countries instead of and in their place.

The number of representatives of each Member of the Institute in the General Conference is that fixed by Article 9 of the present Convention, which settles the share of the Members of the Institute in the expenses of the Institute. The Members of the Conference who are unable to attend a meeting have the right to give their proxy to one of their colleagues in the Conference.

The General Conference will meet at least every four years. Its President shall be elected, by a majority of votes, for five years corresponding with each of the quinquennial periods provided for in Article 10.

Article 5.

Le pouvoir exécutif de l'Institut international du Froid est confié à un Comité exécutif qui, sous la direction et le contrôle de la Conférence générale, en exécute les délibérations et prépare les propositions à lui soumettre.

« Le Comité exécutif se compose de membres désignés par les autorités qualifiées des membres de l'Institut. Chacun de ces membres sera représenté dans le Comité exécutif par une personne. »

Les présidents des Commissions internationales prévues à l'article 7 de la présente convention, ont entrée au Comité exécutif avec voix consultative.

Le Comité exécutif se réunit au moins une fois par an. Il est chargé de faire exécuter les décisions de la Conférence générale. Il a le plein contrôle sur l'administration de l'Institut. Il nomme au scrutin secret le directeur qui remplit les fonctions de secrétaire général de la Conférence générale et du Comité exécutif. Il fixe le règlement organique du personnel, ainsi que toutes les dispositions nécessaires au fonctionnement de l'Institut.

Les membres du Comité exécutif, empêchés d'assister à une réunion, ont le droit de donner leur procuration à un de leurs collègues du Comité.

Dans l'intervalle des sessions, le Comité exécutif possède les pouvoirs de la Conférence générale sous réserve de ratification par celle-ci des décisions prises.

Dans tous les cas, les délibérations ne sont valables qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

Le Comité exécutif choisit, dans son sein, un Comité directeur composé d'un président, 6 vice-présidents et un Comité d'administration, composé de 15 membres, celui-ci étant chargé plus spécialement de préparer le budget et de présenter un rapport annuel sur la situation financière de l'Institut.

Sous le contrôle du Comité d'administration, le directeur mandate les dépenses et opère les recettes. Il signe toutes quittances et tous reçus ; il acquitte, accepte, endosse ou tire toute traite, effet ou mandat pour le compte de l'Institut.

Le président de la Conférence générale a accès, à titre consultatif, aux séances du Comité exécutif et du Comité d'administration.

Article 6.

Le fonctionnement de l'Institut est assuré par un personnel rétribué comprenant un directeur, nommé par le Comité exécutif, et les agents nécessaires au fonctionnement de l'Institut.

La nomination et la révocation des employés de toute catégorie appartiennent au directeur, qui en est responsable devant le Comité exécutif.

Article 7.

Les études prévues par l'article 3 de la présente convention sont entreprises et poursuivies soit par des commissions internationales dont le nombre et les attributions sont fixées par la Conférence générale, soit par des experts désignés par la Conférence générale.

Ces études se rapportent aux questions ayant trait à la production et à l'utilisation du froid dans tous les domaines et notamment :

- A l'obtention des basses températures ;
- Au matériel et aux installations frigorifiques ;
- Aux applications industrielles du froid ;
- Aux transports ;
- A la législation ;
- A l'enseignement ;
- A l'économie générale et à la statistique.

Article 5.

The executive authority of the International Institute of Refrigeration is entrusted to an Executive Committee which, under the direction and control of the General Conference, will carry out its resolutions and draw up proposals for submission to it.

The Executive Committee consists of members nominated by the competent authorities of the Members of the Institute. Each of these members will be represented in the Executive Committee by one person.

The Presidents of the International Commissions provided for in Article 7 of the present Convention are entitled to attend meetings of the Executive Committee with the right to speak but not to vote.

The Executive Committee will meet at least once each year. It is charged with carrying out the decisions of the General Conference. It has entire control over the administration of the Institute. By secret vote it elects the Director, who fulfils the functions of Secretary-General of the General Conference and of the Executive Committee. It settles the organisation of the staff and also all the necessary arrangements for the working of the Institute.

Members of the Executive Committee unable to attend a meeting have the right to give their proxy to one of their colleagues on the Committee.

In the interval between meetings, the Executive Committee exercises the powers of the General Conference, subject to ratification by the latter of the decisions adopted.

In all cases, valid decisions require a majority of two-thirds of members present or represented.

The Executive Committee selects, from their body, a Committee of Management consisting of a President, six Vice-Presidents and a Committee of Administration consisting of fifteen members, the latter being entrusted, in particular, with the preparation of the budget and the presentation of an annual report on the financial situation of the Institute.

The Director, under the control of the Committee of Administration, authorises the expenses and administers the revenues ; he signs all receipts ; he clears, accepts, endorses or draws every bill, draft or cheque for the account of the Institute.

The President of the General Conference shall be admitted, in a consultative capacity, to the meetings of the Executive Committee and the Committee of Administration.

Article 6.

The functioning of the Institute is ensured by a salaried staff, including a Director, appointed by the Executive Committee, and agents necessary to carry out the duties of the Institute.

The appointment and the discharge of the employees of every class is in the hands of the Director, who is responsible therefor to the Executive Committee.

Article 7.

The studies provided for by Article 3 of the present Convention are undertaken and pursued either by international Commissions whose number and attributes are fixed by the General Conference, or by experts nominated by the General Conference.

These studies will concern questions dealing with the production and utilisation of refrigeration in all its aspects and especially :

- The production of low temperatures ;
- Refrigerating material and plants ;
- The industrial applications of refrigeration ;
- Transport ;
- Legislation ;
- Instruction ;
- General management and statistics.

Le président de chacune de ces commissions est choisi par la Conférence générale et en est le rapporteur devant elle.

La composition de chaque commission est fixée par le Comité exécutif sur propositions présentées par le président de ladite commission, en tenant compte des vœux exprimés par les Associations du Froid ou autres organismes scientifiques ou industriels des pays adhérant à la présente convention.

Article 8.

Les travaux des commissions et les renseignements de toute nature, recueillis par l'Office central de l'Institut, en vertu de l'article 3 de la présente convention, sont publiés par la voie d'un bulletin. Cette publication officielle est faite en anglais et en français, mais une édition dans toute autre langue des pays adhérant à la présente convention pourra être publiée sur la demande des pays intéressés, dans la mesure où les ressources ordinaires et extraordinaires de l'Institut le permettront.

Le service gratuit du bulletin est effectué à tous les pays adhérant à la présente convention dans une proportion fixée, selon la catégorie dans laquelle ils sont inscrits, par la Conférence générale.

Article 9.

Les dépenses nécessaires au fonctionnement de l'Institut sont couvertes :

1° Par les subventions annuelles de membres de l'Institut qui acceptent de prendre part à son fonctionnement. Ces contributions, payables en toutes devises librement négociables, sont fixées en francs-or, d'un poids de 10/31^o de gramme, au titre de 0,900 de fin¹ suivant les catégories ci-après :

Catégories	Subventions annuelles en francs-or	Nombre de voix dont disposent les Membres à la Conférence générale et au Comité exécutif
I	4.800	6
II	3.600	5
III	2.400	4
IV	1.600	3
V	800	2
VI	400	1

2° Par les recettes provenant des abonnements au bulletin et de la vente des publications de l'Institut réalisées dans les conditions fixées par le Comité exécutif.

3° Par les souscriptions, dons et legs qui peuvent lui advenir légalement en vertu notamment de l'application de l'article 2 de la présente convention.

Les sommes représentant la part contributive de chacun des pays contractants sont versées par ces derniers au commencement de chaque année, au directeur de l'Institut, par l'entremise du Ministère des Affaires étrangères de la République française.

Article 10.

La présente convention est conclue pour une période de dix années. A l'expiration de ce terme, elle sera renouvelée par tacite reconduction de cinq en cinq années. Chacun des membres de l'Institut a le droit de se retirer de l'Institut ou de modifier la catégorie dans laquelle il s'est rangé, après chaque période, sur avis préalable d'une année au moins.

¹ Unité monétaire prévue à l'article 28 de la Convention postale universelle du 28 juin 1929 promulguée en France par le décret du 17 mars 1933.

The President of each of these Commissions is selected by the General Conference and will report to it on the subject.

The constitution of each Commission is settled by the Executive Committee on the basis of proposals presented to it by the President of the said Commission, account being taken of the wishes expressed by the Refrigeration Associations or other scientific or industrial bodies in the countries parties to the present Convention.

Article 8.

The labours of the Commissions and the information of every description received by the central office of the Institute in virtue of Article 3 of the present Convention will be published in a bulletin. This official publication will be in English and in French, but an edition in any other language of the countries parties to the present Convention will be published at the request of the countries interested, so far as the ordinary and extraordinary resources of the Institute will allow.

The free issue of the bulletin will be made to all the countries parties to the present Convention on a scale fixed by the General Conference according to the category in which they are inscribed.

Article 9.

The expenses necessary for the working of the Institute will be provided :

(1) By annual subscriptions from the Members of the Institute which agree to take part in its working. These contributions, payable in any freely negotiable currency, are fixed in gold francs of a weight of 10/31 of a gramme and of a fineness of 0.900¹, according to the following categories :

Category	Annual Subscription Gold fr.	Number of Votes held by Members in the General Conference and in the Executive Committee
I	4,800	6
II	3,600	5
III	2,400	4
IV	1,600	3
V	800	2
VI	400	1

(2) By receipts obtained from advertisements in the bulletin and from the sale of the publications of the Institute effected on the conditions fixed by the Executive Committee ;

(3) By subscriptions, gifts and legacies which may be legally made to it, especially by virtue of the application of Article 2 of the present Convention.

The amounts representing the contributory share of each of the contracting countries will be forwarded by them at the beginning of each year to the Director of the Institute, through the intermediary of the Ministry for Foreign Affairs of the French Republic.

Article 10.

The present Convention is concluded for a period of ten years. At the end of this period it will be renewed by tacit consent for periods of five years. Each Member of the Institute has the right to withdraw from the Institute or to alter the category in which it is placed, after each period, on previous notice of at least one year.

¹ The monetary unit provided for in Article 28 of the Universal Postal Convention of June 28th, 1929, promulgated in France by the Decree of March 17th, 1933.

Chaque membre de l'Institut admis ultérieurement est lié jusqu'à l'expiration de la première période de dix années, s'il est admis dans les cinq premières années de cette période. Dans le cas contraire, il est lié jusqu'à l'expiration de la période additionnelle de cinq années qui suit celle au cours de laquelle il est admis.

Article II.

La présente convention sera ratifiée. Chaque Puissance adressera, dans le plus court délai possible, sa ratification au Gouvernement français par les soins duquel il en sera donné avis aux autres pays signataires.

Les ratifications resteront déposées dans les archives du Gouvernement français.

La présente convention entrera en vigueur pour chaque pays signataire, le jour même du dépôt de son acte de ratification.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-après, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente convention.

Fait à Paris, le 31 mai 1937.

Pour l'Allemagne :

(L. S.) (Signé) Johannes Graf VON WELCZECK.

Pour la République Argentine :

(L. S.) (Signé) T. A. LE BRETON.

Pour la Belgique :

(L. S.) (Signé) Comte DE KERCHOVE.

Pour le Brésil *ad referendum* :

(L. S.) (Signé) L. M. DE SOUZA-DANTAS.

Pour la Bulgarie :

(L. S.) (Signé) C. BATOLOFF.

Pour la Chine :

(L. S.) (Signé) V. K. Wellington Koo.

Pour la République de Costa-Rica :

Pour la République cubaine :

(L. S.) (Signé) José René MORALES.

Pour le Danemark :

(L. S.) (Signé) T. BULL.

Pour l'Espagne :

Pour les Etats-Unis¹ :

Pour la Finlande :

(L. S.) (Signé) Harri HOLMA.

Pour la France :

(L. S.) (Signé) Yvon DELBOS.

Pour l'Algérie :

(L. S.) (Signé) Yvon DELBOS.

Pour les colonies de l'Afrique occidentale française et pour Madagascar :

(L. S.) (Signé) Yvon DELBOS.

Pour la Grande-Bretagne et pour les Indes :

En signant la présente convention :

1^o Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord ; et

2^o Pour les Indes ;

Je déclare :

1^o Que ma signature est apposée sous réserve du droit de se retirer de l'Institut avec avis préalable d'une année au moins, à partir du 21 juin 1940 ;

2^o Que dans les relations entre Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, et les autres Hautes Parties contractantes qui auront ratifié la présente

¹ En ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique qui, comme en 1920, ne l'ont pas signé, cet accord a été accepté par l'American Institute of Refrigeration qui en a donné directement connaissance à l'Institut international du Froid. Communication de cette adhésion a été faite au Ministère des Affaires étrangères (Unions internationales).

Each Member of the Institute admitted later is bound until the expiration of the first period of ten years, if it is admitted within the first five years of that period. Otherwise it is bound until the expiration of the additional period of five years succeeding that during which it is admitted.

Article II.

The present Convention shall be ratified. Each Power will forward its ratification, with as little delay as possible, to the French Government, which will inform the other signatory countries.

The ratifications will remain deposited in the archives of the French Government.

The present Convention will come into force, as regards each signatory country, on the date of the deposit of its ratification.

In faith whereof the following Plenipotentiaries, whose powers have been found in good and due form, have signed the present Convention.

Done at Paris, the 31st May, 1937.

For Germany :

(L. S.) (Signed) Johannes Graf VON WELCZECK.

For the Argentine Republic :

(L. S.) (Signed) T. A. LE BRETON.

For Belgium :

(L. S.) (Signed) Comte DE KERCHOVE.

For Brazil *ad referendum* :

(L. S.) (Signed) L. M. DE SOUZA-DANTAS.

For Bulgaria :

(L. S.) (Signed) C. BATOLOFF.

For China :

(L. S.) (Signed) V. K. Wellington Koo.

For Costa Rica :

For Cuba :

(L. S.) (Signed) José René MORALES.

For Denmark :

(L. S.) (Signed) T. BULL.

For Spain :

For the United States of America¹ :

For Finland :

(L. S.) (Signed) Harri HOLMA.

For France :

(L. S.) (Signed) Yvon DELBOS.

For Algeria :

(L. S.) (Signed) Yvon DELBOS.

For the French West African Colonies and Madagascar :

(L. S.) (Signed) Yvon DELBOS.

For Great Britain and India :

In signing the present Convention :

(1) For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland ; and

(2) For India ;

I declare :

(1) That my signature is appended subject to the reservation of the right to withdraw from the Institute, with previous notice of at least one year, as from June 21st, 1940 ;

(2) That in the relations between His Majesty The King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and the other High Contracting Parties who have ratified

¹ As regards the United States of America, who, as in 1920, have not signed the Agreement, it has been accepted by the American Institute of Refrigeration, who have notified the Institute of International Refrigeration directly. This accession has been brought to the notice of the Ministry of Foreign Affairs (International Unions).

convention, celle-ci remplacera la Convention du 21 juin 1920 à partir du jour même du dépôt de son instrument de ratification à l'égard : 1^o du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord ; 2^o des Indes.

(L. S.) (Signé) LLOYD THOMAS.

Pour le Commonwealth d'Australie :

(L. S.) (Signé) LLOYD THOMAS.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

(L. S.) (Signé) ERIC H. LOUW.

Pour le Canada :

Pour la Nouvelle-Zélande :

(L. S.) (Signé) D. J. JORDAN.

Pour la Grèce :

(L. S.) (Signé) N. POLITIS.

Pour la République d'Haïti :

Pour l'Italie :

(L. S.) (Signé) V. CERRUTI.

Pour les colonies italiennes d'Erythrée, de Cyrénaïque, de Tripolitaine et des Somalis :

(L. S.) (Signé) V. CERRUTI.

Pour le Japon :

(L. S.) (Signé) T. MITANI.

Pour le Luxembourg :

(L. S.) (Signé) ANT. FUNCK.

Pour le Maroc :

Pour la Norvège :

(L. S.) (Signé) GRONVOLD.

Pour la République de Panama :

Pour les Pays-Bas et les Indes néerlandaises :

(L. S.) (Signé) J. LOUDON.

Pour le Pérou :

Pour la Pologne :

(L. S.) (Signé) J. LUKASIEWICZ.

Pour le Portugal :

Pour la Roumanie :

(L. S.) (Signé) C. CESIANO.

Pour la Suède :

(L. S.) (Signé) E. HENNINGS.

Pour la Suisse :

(L. S.) (Signé) DUNANT.

Pour la République tchécoslovaque :

(L. S.) (Signé) STEFAN OSUSKY.

Pour la Tunisie :

(L. S.) (Signé) TRONET.

Pour l'Union des Républiques soviétiques socialistes :

(L. S.) (Signé) EUGÈNE HIRSCHFELD.

Pour l'Uruguay :

(L. S.) (Signé) PABLO PENANDO.

Pour la Yougoslavie :

(L. S.) (Signé) BOJIDAR POURITCH.

Pour copie certifiée conforme : Le Ministre plénipotentiaire, Chef de Service du Protocole, M. Lozé.

Pour copie de copie certifiée conforme :

*Le Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères de Finlande,*

EINO WESTERLUNG.

Pour copie certifiée conforme :

*Le Chef du Service du Protocole,
M. Lozé.*

the present Convention, it shall supersede the Convention of June 21st, 1920, as from the date of deposit of this instrument of ratification, in respect of (1) the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland ; (2) India.

(L. S.) (Signed) LLOYD THOMAS.

For the Commonwealth of Australia :

(L. S.) (Signed) LLOYD THOMAS.

For the Union of South Africa :

(L. S.) (Signed) Eric H. LOUW.

For Canada :

For New Zealand :

(L. S.) (Signed) D. J. JORDAN.

For Greece :

(L. S.) (Signed) N. POLITIS.

For Haiti :

For Italy :

(L. S.) (Signed) V. CERRUTI.

For the Italian Colonies of Eritrea, of Cyrenaica, of Tripoli and of the Somalis :

(L. S.) (Signed) V. CERRUTI.

For Japan :

(L. S.) (Signed) T. MITANI.

For Luxemburg :

(L. S.) (Signed) Ant. FUNCK.

For Morocco :

For Norway :

(L. S.) (Signed) GRONVOLD.

For Panama :

For the Netherlands and the Netherlands East Indies :

(L. S.) (Signed) J. LOUDON.

For Peru :

For Poland :

(L. S.) (Signed) J. LUKASIEWICZ.

For Portugal :

For Roumania :

(L. S.) (Signed) C. CESIANO.

For Sweden :

(L. S.) (Signed) E. HENNINGS.

For Switzerland :

(L. S.) (Signed) DUNANT.

For Czechoslovakia :

(L. S.) (Signed) Stefan OSUSKY.

For Tunis :

(L. S.) (Signed) TRONET.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

(L. S.) (Signed) Eugène HIRSCHFELD.

For Uruguay :

(L. S.) (Signed) Pablo PENANDO.

For Yugoslavia :

(L. S.) (Signed) Bojidar POURITCH.

N° 4395.

ALLEMAGNE ET PAYS-BAS

Convention concernant les échanges de marchandises entre l'Allemagne et les Indes néerlandaises, signée à Berlin, le 30 juin 1937, et échange de notes de la même date relatif à l'application provisoire de la convention.

**GERMANY
AND THE NETHERLANDS**

Convention concerning the Exchange of Goods between Germany and the Netherlands Indies, signed at Berlin, June 30th, 1937, and Exchange of Notes of the same Date relating to the Provisional Application of the Convention.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 4395. — NEDERLANDSCH-DUIJSCH VERDRAG ¹ NOPENS HET GOEDERENVERKEER TUSSCHEN NEDERLANDSCH-INDIË EN DUISCHLAND. GETEEKEND TE BERLIJN, DEN 30 JUNI 1937.

Textes officiels allemand et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 juillet 1938.

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN
en

DE DUISCHTE RIJKSKANSELIER,
geleid door den wensch het goederenverkeer tusschen Nederlandsch-Indië en Duitschland op den grondslag van het Handels- en Scheepvaartverdrag ² tusschen Nederland eenerzijds en de Staten van het DUISCHTE Tol- en Handelsverbond anderzijds van 31 December 1851 te bevorderen, hebben tot Hun gevolmachtigden benoemd :

H. M. DE KONINGIN DER NEDERLANDEN :

Dr. Hans Max HIRSCHFELD, Directeur-Generaal van Handel en Nijverheid aan het Departement van Handel, Nijverheid en Scheepvaart ;

DE DUISCHTE RIJKSKANSELIER :

den Vortragenden Legationsrat aan het Departement van Buitenlandsche Zaken Felix BENZLER,

die, na onderzoek hunner in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten, het volgende overeengekomen zijn :

Artikel 1.

De Nederlandsche en de DUISCHTE Regeeringen komen overeen het goederenverkeer tusschen Nederlandsch-Indië en Duitschland naar mogelijkheid te vermeerderen en te ontwikkelen. Tot dit doel zal de Nederlandsche Regeering bij den invoer van DUISCHTE bodem- en nijverheidsproducten met de DUISCHTE belangen, de DUISCHTE Regeering bij den invoer van Nederlandsch-Indische bodem- en nijverheidsproducten met de Nederlandsch-Indische belangen op passende wijze rekening houden.

Artikel 2.

Voor het geval, dat de Nederlandsch-Indische of de DUISCHTE Regeering zich genoodzaakt zal zien den in- of uitvoer van goederen te verbieden of te beperken, verplichten zij zich met de belangen van het andere gebied zooveel mogelijk rekening te houden.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 27 avril 1938.
Entrée en vigueur le 17 mai 1938.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, tome XVI, partie II, page 216.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4395. — DEUTSCH-NIEDERLÄNDISCHES ABKOMMEN ¹ ÜBER DEN
WARENVERKEHR ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND NIEDER-
LÄNDISCH-INDIEN. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 30. JUNI 1937.

*German and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Convention took place July 12th, 1938.*

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER
und

IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DER NIEDERLANDE,
von dem gemeinsamen Wunsche geleitet, den Warenverkehr zwischen Deutschland und
Niederländisch-Indien auf der Grundlage des Handels- und Schiffsverkehrsvertrags ² zwischen den
Staaten des Deutschen Zoll- und Handelsvereins einerseits und den Niederlanden andererseits
vom 31. Dezember 1851 zu vertiefen, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER DEUTSCHE REICHSKANZLER :

den Vortragenden Legationsrat im Auswärtigen Amt Felix BENZLER ;

IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DER NIEDERLANDEN :

den Generaldirektor für Handel und Gewerbe im Ministerium für Handel, Gewerbe und
Schiffahrt Dr. Hans Max HIRSCHFELD,

die nach Prüfung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten folgendes
vereinbart haben :

Artikel 1.

Die Deutsche und die Niederländische Regierung sind sich einig in dem Bestreben, den
Warenaustausch zwischen Deutschland und Niederländisch-Indien nach Möglichkeit zu steigern
und auszubauen. Zu diesem Zweck wird die Deutsche Regierung bei der Einfuhr von niederländisch-
indischen Boden- und Gewerbeerzeugnissen die niederländisch-indischen Interessen, die Nieder-
ländische Regierung bei der Einfuhr deutscher Boden- und Gewerbeerzeugnisse die deutschen
Interessen in angemessener Weise berücksichtigen.

Artikel 2.

Für den Fall, dass die Deutsche oder die Niederländische Regierung genötigt sein sollte, die
Ein- oder Ausfuhr von Waren zu verbieten oder zu beschränken, verpflichten sie sich, die Interessen
des anderen Teils, soweit möglich, zu berücksichtigen.

¹ The exchange of ratifications took place at The Hague, April 27th, 1938.
Came into force May 17th, 1938.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 40, page 1109.

Artikel 3.

Bij den invoer der hieronder aangeduide Duitsche voortbrengselen in het Nederlandsch-Indische tolgebied, zullen geen hogere dan de volgende rechten geheven worden :

N ^o van het Nederlandsch- Indische douanetarief			
uit 167 II	neosalvarsan	6 %	van de waarde
	antimalaria middelen	6 %	van de waarde
uit 170	Röntgenfilms	6 %	van de waarde
uit 181	teerverfstoffen, droog of in deegvorm	6 %	van de waarde
uit 188	afridolzeep	12 %	van de waarde
uit 572 I	electrische strijkijzers	12 %	van de waarde
uit 775	geisers en warmwaterautomaten	12 %	van de waarde
uit 810	electrische haarden, kachels, keukenfornuizen, braadovens, keu- kenkomforen en kookplaten, ook electrische kookkasten ; electrische waschmachines voor vaatwerk en linnengoed	12 %	van de waarde
811	tafel-spijwarmers, broodroosters, waterketels, thee- en koffie- kannen, eierkokers, scheerbakjes enz. met directe electrische verwarming, en n.a.g. andere soortgelijke artikelen voor huishoudelijk, hotel- en dergelijk gebruik, of voor toilet- of reisgebruik	12 %	van de waarde

Op deze tariefposten zullen geen andere dan de, uit hoofde van wettelijke bepalingen voor alle invoerrechten geldende, toeslagen gelegd worden, en in ieder geval geen hogere dan de thans geldende toeslagen.

De Nederlandsche Regeering zal Duitsche verzoeken om voor goederen, die voor den Duitschen uitvoer van belang zijn, specifieke rechten of noteeringen in de douaneprijscourant vast te stellen, welwillend behandelen.

Artikel 4.

Artikel 32, alinea 2, van het Handels- en Scheepvaartverdrag tusschen Nederland eenerzijds en de Staten van het Duitsche Tol- en Handelsverbond anderzijds van 31 December 1851 wordt opgeheven.

Artikel 5.

Iedere Regeering zal een Regeeringscommissie, bestaande uit ambtenaren der betrokken Ministeries, instellen. Deze Commissies hebben tot taak in voortdurend rechtstreeksch contact de vraagstukken te behandelen, die met de toepassing van dit verdrag samenhangen. De beide Regeeringen zullen elkander in kennis stellen met de samenstelling der Regeeringscommissies.

Artikel 6.

Dit verdrag zal worden bekrachtigd. Het treedt den twintigsten dag na de uitwisseling der bekrachtigingsoorkonden, die te 's-Gravenhage zal plaats vinden, in werking en geldt tot 30 Juni 1940.

Indien echter de economische voorwaarden, waarvan beide Partijen bij het sluiten van dit verdrag uitgaan, een diepgaande wijziging ondergaan, kan de Partij, die zich door deze verandering benadeeld acht, van de andere Partij het openen van onderhandelingen over een wijziging van het verdrag en een nieuwe regeling van de economische betrekkingen verlangen. Indien deze onderhandelingen niet binnen een maand vanaf het tijdstip, waarop een der beide Partijen het openen verzocht heeft, tot een resultaat leiden, dan kan ieder der verdragsluitende Partijen het verdrag met een termijn van drie maanden voor het einde van een kalendermaand opzeggen.

Gedaan in tweevoud in de Nederlandsche en de Duitsche taal, te Berlijn, den 30 Juni 1937.

H. M. HIRSCHFELD.

Felix BENZLER.

Artikel 3.

Bei der Einfuhr der nachstehend bezeichneten deutschen Erzeugnisse in das niederländisch-indische Zollgebiet werden keine höheren als die nachfolgenden Zölle erhoben werden :

Nr. des niederländisch- indischen Zolltarifs			
aus 167 II	Neosalvarsan	6 %	vom Wert
	Antimalaria-Mittel	6 %	» »
aus 170	Röntgenfilme	6 %	» »
aus 181	Teerfarben, trocken oder in Teigform	6 %	» »
aus 188	Afridolseife	12 %	» »
aus 572 I	Elektrische Bügeleisen	12 %	» »
aus 775	Gasbadeöfen, Durchlauferhitzer	12 %	» »
aus 810	Elektrische Herde, Öfen, Küchenherde, Bratöfen, Küchenkocher und Kochplatten, auch elektrische Kochkisten; elektrische Waschmaschinen für Gefäße und Leibwäsche	12 %	» »
811	Tisch-Speisewärmer, Brotröster, Wasserkessel, Tee- und Kaffeekan- nen, Eierkocher, Rasiernäpfchen usw. mit unmittelbarer, elek- trischer Erwärmung, und n.b.g. andere artgleiche Gegenstände für den Gebrauch im Haushalt, in Gasthöfen, u. dergl. oder zum Toiletten- oder Reisegebrauch	12 %	» »

Auf diese Tarifsätze werden keine anderen als die kraft gesetzlicher Bestimmung für die gesamten Einfuhrzölle und jedenfalls keine höheren als die zur Zeit geltenden Zuschläge gelegt werden.

Die Niederländische Regierung wird deutsche Anträge für Waren, die für die deutsche Ausfuhr von Bedeutung sind, spezifische Zölle oder Einheitswerte einzuführen, wohlwollend behandeln.

Artikel 4.

Artikel 32 Abs. 2 des Handels- und Schiffahrtsvertrags zwischen den Staaten des Deutschen Zoll- und Handelsvereins einerseits und den Niederlanden andererseits vom 31. Dezember 1851 wird aufgehoben.

Artikel 5.

Jede Regierung wird einen Regierungsausschuss, bestehend aus Mitgliedern der beteiligten Ministerien, einsetzen. Aufgabe dieser Ausschüsse ist es, in ständiger unmittelbarer Fühlungnahme diejenigen Fragen zu behandeln, die mit der Durchführung dieses Abkommens zusammenhängen. Über die Zusammensetzung der Regierungsausschüsse werden sich die beiden Regierungen Mitteilung machen.

Artikel 6.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Es tritt am zwanzigsten Tag nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden, der im Haag erfolgen soll, in Kraft und gilt bis zum 30. Juni 1940.

Sollten sich die wirtschaftlichen Voraussetzungen, von denen beide Teile bei Abschluss dieses Abkommens ausgehen, grundlegend ändern, so kann der Teil, der sich durch diese Änderung benachteiligt glaubt, von dem anderen Teil die Aufnahme von Verhandlungen über eine Änderung des Abkommens und eine Neugestaltung der wirtschaftlichen Beziehungen verlangen. Führen diese Verhandlungen nicht innerhalb eines Monats von dem Zeitpunkt an, in dem einer der beiden Teile ihre Aufnahme verlangt hat, zu einem Ergebnis, so kann jeder der vertragschliessenden Teile das Abkommen mit einer Frist von drei Monaten zum Ende eines Kalendermonats kündigen.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und in niederländischer Sprache in Berlin am 30. Juni 1937.

H. M. HIRSCHFELD.

Felix BENZLER.

UITWISSELING VAN NOTA'S. — NOTENWECHSEL.

I.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

DE VOORZITTER DER
NEDERLANDSCHE DELEGATIE.

BERLIJN, 30 Juni 1937.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

Ik heb de eer U te bevestigen, dat naar aanleiding van de heden plaats gevonden hebbende onderteekening van het Verdrag nopens het goederenverkeer tusschen Nederlandsch-Indië en Duitschland, tusschen de Nederlandsche Regeering en de Deutsche Regeering het volgende overeengekomen is :

De verdragsluitende Regeeringen zullen het Verdrag nopens het goederenverkeer tusschen Nederlandsch-Indië en Duitschland vanaf den 1sten Juli 1937 voorloopig toepassen, met uitzondering van de in artikel 3, alinea 1, ten aanzien van de tariefposten uit 170, uit 572 I, uit 775, uit 810 en 811 getroffen bepalingen, welke de verdragsluitende Regeeringen vanaf 15 Augustus 1937 met terugwerking vanaf 1 Juli 1937 voorloopig zullen toepassen.

Ik maak ook van deze gelegenheid gebruik om U, Mijnheer den Voorzitter, de verzekering mijner bijzondere hoogachting te hernieuwen.

H. M. HIRSCHFELD.

Aan den Voorzitter der Duitsche delegatie,
den Heere Felix Benzler,
Berlijn.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DER VORSITZENDE
DER DEUTSCHEN DELEGATION.

BERLIN, den 30. Juni 1937.

HERR VORSITZENDER,

Ich beehre mich, Ihnen zu bestätigen, dass aus Anlass der heute erfolgten Unterzeichnung des Abkommens über den Warenverkehr zwischen Deutschland und Niederländisch-Indien zwischen der Deutschen und der Niederländischen Regierung folgende Vereinbarung getroffen worden ist :

Die vertragschliessenden Regierungen werden das Abkommen über den Warenverkehr zwischen Deutschland und Niederländisch-Indien vom 1. Juli 1937 ab vorläufig anwenden

mit Ausnahme der in Artikel 3 Absatz 1 zu den Tarifnummern aus 170, aus 572 I, aus 775, aus 810 und 811 getroffenen Bestimmungen, die die vertragschliessenden Regierungen vom 15. August 1937 ab mit Rückwirkung vom 1. Juli 1937 ab vorläufig anwenden werden.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Vorsitzender, den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

BENZLER.

An den Vorsitzenden der Niederländischen Delegation
Herrn Dr. H. M. Hirschfeld,
Berlin.

¹ TRADUCTION.

N^o 4395. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS CONCERNANT LES ÉCHANGES DE MARCHANDISES ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES INDES NÉERLANDAISES. SIGNÉE A BERLIN, LE 30 JUIN 1937.

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND

et

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS,

Animés du désir de développer les échanges de marchandises entre l'Allemagne et les Indes néerlandaises sur la base du Traité de commerce et de navigation conclu le 31 décembre 1851 entre les Etats de l'Union douanière et commerciale allemande, d'une part, et les Pays-Bas, d'autre part, ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE CHANCELIER DU REICH ALLEMAND :

Monsieur Félix BENZLER, conseiller référendaire de légation au Ministère des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le D^r Hans Max HIRSCHFELD, directeur général du Commerce et de l'Industrie au Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Navigation ;

Lesquels, après avoir vérifié leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement allemand et le Gouvernement néerlandais conviennent d'intensifier et de développer autant que possible les échanges de marchandises entre l'Allemagne et les Indes néerlandaises. A cet effet, le Gouvernement allemand, lors de l'importation de produits du sol et de l'industrie des Indes néerlandaises, tiendra dûment compte des intérêts des Indes néerlandaises, et le Gouvernement néerlandais, lors de l'importation de produits du sol et de l'industrie de l'Allemagne, tiendra dûment compte des intérêts allemands.

Article 2.

Pour le cas où le Gouvernement allemand — ou le Gouvernement néerlandais — se verrait obligé de prohiber ou de restreindre l'importation ou l'exportation de marchandises, les deux gouvernements s'engagent à tenir compte, autant que possible, des intérêts de l'autre Partie.

Article 3.

Lors de l'importation dans le territoire douanier des Indes néerlandaises des produits allemands désignés ci-après, il ne sera pas perçu de droits de douane plus élevés que ceux qui sont indiqués ci-dessous :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

TRANSLATION.

No. 4395. — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS CONCERNING THE EXCHANGE OF GOODS BETWEEN GERMANY AND THE NETHERLANDS INDIES. SIGNED AT BERLIN, JUNE 30TH, 1937.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS,
and

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH

Being desirous of promoting commercial transactions between the Netherlands Indies and Germany on the basis of the Treaty of Commerce and Navigation of December 31st, 1851, concluded between the Netherlands on the one hand and the States forming the German Customs and Commercial Union on the other hand, have appointed as their Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Dr. Hans Max HIRSCHFELD, Director-General of Trade and Industry in the Department of Trade, Industry and Navigation ;

THE CHANCELLOR OF THE GERMAN REICH :

Monsieur Felix BENZLER, Vortragende Legationsrat in the Foreign Office ;

Who, having examined their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Netherlands Government and the German Government agree to increase and promote, as far as possible, the exchange of goods between the Netherlands Indies and Germany. To this end, the Netherlands Government shall take due account of German interests when importing German products of the soil or of industry, and the German Government shall take due account of the interests of the Netherlands Indies when importing Netherlands Indies products of the soil or of industry.

Article 2.

The Netherlands Government and the German Government each undertake, in the event of either being compelled to prohibit or restrict the importation or exportation of goods, to take the interests of the other Party into consideration as much as possible.

Article 3.

The following German products shall not be subject on import into the Customs territory of the Netherlands Indies to higher Customs duties than those specified hereunder :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Numéro du tarif douanier des Indes néerlandaises		
ex 167 II	Néosalvarsan	6 % <i>ad valorem</i>
	Médicaments anti-paludéens	6 % <i>ad valorem</i>
ex 170	Films Röntgen	6 % <i>ad valorem</i>
ex 181	Colorants dérivés du goudron, secs ou sous forme de pâte	6 % <i>ad valorem</i>
ex 188	Savon à l'afridol	12 % <i>ad valorem</i>
ex 572 I	Fers à repasser électriques.	12 % <i>ad valorem</i>
ex 775	Chauffe-bains au gaz, appareils automatiques pour la préparation d'eau chaude	12 % <i>ad valorem</i>
ex 810	Fours, fourneaux, fourneaux de cuisine, grils, réchauds de cuisine et plateaux-réchauds, électriques, ainsi qu'auto-cuiseurs élec- triques ; machines à laver électriques pour la vaisselle et le linge	12 % <i>ad valorem</i>
811	Chauffe-plats, grille-pain, bouilloires, théières et cafetières, bouil- loires à œufs, plats à barbe, etc., avec chauffage électrique direct, et autres articles analogues non spécialement dénommés pour l'usage dans le ménage, les hôtels, etc., ou encore pour la toilette ou le voyage	12 % <i>ad valorem</i>

Ces droits tarifaires ne subiront aucune majoration autre que celles qui sont établies par des dispositions légales pour l'ensemble des droits d'importation et, en tout cas, aucune majoration supérieure à celles qui sont en vigueur actuellement.

Le Gouvernement néerlandais examinera avec bienveillance toute requête allemande tendant à l'introduction de droits spécifiques ou de valeurs unitaires pour les articles intéressant l'exportation allemande.

Article 4.

L'alinéa 2 de l'article 32 du Traité de commerce et de navigation conclu le 31 décembre 1851 entre les Etats de l'Union douanière et commerciale allemande, d'une part, et les Pays-Bas, d'autre part, est abrogé.

Article 5.

Chaque gouvernement constituera un comité gouvernemental, composé de représentants des ministères intéressés. Ces comités auront pour mission de maintenir un contact direct et permanent en vue de régler les questions intéressant l'exécution de la présente convention. Les deux gouvernements se notifieront mutuellement la composition des comités gouvernementaux.

Article 6.

La présente convention sera ratifiée. Elle entrera en vigueur le vingtième jour après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à La Haye, et elle restera valable jusqu'au 30 juin 1940.

Au cas où les conditions économiques dont les deux Parties ont tenu compte lors de la conclusion de la présente convention subiraient des changements profonds, la Partie qui s'estimera lésée de ce fait pourra exiger de l'autre Partie l'ouverture de négociations en vue de la modification de la convention et d'un nouvel aménagement des relations économiques. Au cas où ces négociations, dans le délai d'un mois à dater du jour où l'une des deux Parties en aura demandé l'ouverture, n'aboutiraient à aucun résultat, chacune des Parties contractantes pourra dénoncer la convention pour la fin d'un mois, moyennant un préavis de trois mois.

Fait en double exemplaire, en langue allemande et en langue néerlandaise, à Berlin, le 30 juin 1937.

H. M. HIRSCHFELD.

Felix BENZLER.

Number in the Netherlands Indies Customs Tariff			
ex 167 II	Neosalvarsan	6 %	<i>ad valorem</i>
	Anti-malaria remedies	6 %	<i>ad valorem</i>
ex 170	Röntgen films	6 %	<i>ad valorem</i>
ex 181	Coal-tar dyes in solid or semi-solid form	6 %	<i>ad valorem</i>
ex 188	Afridol soap	12 %	<i>ad valorem</i>
ex 572 I	Electrical smoothing-irons	12 %	<i>ad valorem</i>
ex 775	Geysers and automatic hot water apparatus	12 %	<i>ad valorem</i>
ex 810	Electric fireplaces, stoves, kitchen ovens, roasting ovens, kitchen heaters and cooking plates, including electric cooking boxes ; electric machines for washing dishes and linen	12 %	<i>ad valorem</i>
811	Food warmers for table use, toasters, kettles, tea- and coffee-pots, egg cookers, shaving bowls, etc., with direct electric heating and other similar articles not specially mentioned, for household use, for hotels and for similar purposes or for toilet or travelling use	12 %	<i>ad valorem</i>

The above rates shall not be increased by surcharges other than those applicable, under a legislative provision, to import duties generally ; and the said surcharges shall not, in any case, exceed those at present in force.

The Netherlands Government shall give favourable consideration to German applications for the introduction of specific duties or unit values in the case of goods which are of importance to the German export trade.

Article 4.

Article 32, paragraph 2, of the Treaty of Commerce and Navigation of December 31st, 1851, between the Netherlands on the one hand and the States forming the German Customs and Commercial Union on the other, is hereby abrogated.

Article 5.

Each Government shall set up a Government Committee consisting of officials of the Ministries concerned. It shall be the duty of the said Committees to deal, in permanent direct consultation with one another, with all questions relating to the application of the present Convention. The two Governments shall notify one another of the composition of the Government Committees.

Article 6.

The present Convention shall be ratified. It shall come into force on the twentieth day after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at The Hague, and shall remain in force until June 30th, 1940.

In the event of material alteration in the economic conditions taken by the two Contracting Parties as a basis for the conclusion of the present Convention, the Party which considers itself prejudiced by such alteration may invite the other Party to enter into negotiations for the amendment of the Convention and the readjustment of economic relations. In the event of such negotiations leading to no result within one month from the date of the invitation by one of the Parties to negotiate, each of the Contracting Parties shall be entitled to denounce the Convention at three months' notice as from the end of any calendar month.

Done in duplicate, in the Dutch and German languages, at Berlin, this 30th day of June, 1937.

H. M. HIRSCHFELD.

Felix BENZLER.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION NÉERLANDAISE.

BERLIN, le 30 juin 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'à l'occasion de la signature, en date de ce jour, de la Convention concernant les échanges de marchandises entre les Indes néerlandaises et l'Allemagne, le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement allemand sont convenus de ce qui suit :

Les gouvernements contractants appliqueront, à titre provisoire, à dater du 1^{er} juillet 1937, la Convention concernant les échanges de marchandises entre les Indes néerlandaises et l'Allemagne, à l'exception des dispositions prévues à l'alinéa 1^{er} de l'article 3, au sujet des numéros du tarif ex 170, ex 572 I, ex 775, ex 810 et 811, que les gouvernements contractants appliqueront à titre provisoire à dater du 15 août 1937, avec effet rétroactif depuis le 1^{er} juillet 1937.

Je saisis cette occasion, etc.

H. M. HIRSCHFELD.

Monsieur Felix Benzler,
Président de la Délégation allemande,
Berlin.

II.

LE PRÉSIDENT
DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE.

BERLIN, le 30 juin 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'à l'occasion de la signature, en date de ce jour, de la Convention concernant les échanges de marchandises entre l'Allemagne et les Indes néerlandaises, le Gouvernement allemand et le Gouvernement néerlandais sont convenus de ce qui suit :

Les gouvernements contractants appliqueront, à titre provisoire, à dater du 1^{er} juillet 1937, la Convention concernant les échanges de marchandises entre l'Allemagne et les Indes néerlandaises, à l'exception des dispositions prévues à l'alinéa 1^{er} de l'article 3, au sujet des numéros du tarif ex 170, ex 572 I, ex 775, ex 810 et 811, que les gouvernements contractants appliqueront à titre provisoire à dater du 15 août 1937, avec effet rétroactif depuis le 1^{er} juillet 1937.

Je saisis cette occasion, etc.

BENZLER.

Monsieur le Dr H. M. Hirschfeld,
Président de la Délégation néerlandaise,
Berlin.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

THE PRESIDENT
OF THE NETHERLANDS DELEGATION.

BERLIN, *June 30th*, 1937.

SIR,

I have the honour to confirm to you the conclusion of the following agreement in connection with the signature this day of the Convention between the Netherlands Government and the German Government concerning Commercial Transactions between the Netherlands Indies and Germany :

The Contracting Governments shall provisionally apply the Convention regarding the exchange of goods between the Netherlands Indies and Germany as from July 1st, 1937, with the exception of the provisions in Article 3, paragraph 1, relating to tariff items ex 170, ex 572 I, ex 775, ex 810 and 811, the which shall be provisionally applied by the Contracting Governments as from August 15th, 1937, with retroactive effect as from July 1st, 1937.

I have the honour to be, etc.

H. M. HIRSCHFELD.

Monsieur Felix Benzler,
President of the German Delegation,
Berlin.

II.

THE PRESIDENT
OF THE GERMAN DELEGATION.

BERLIN, *June 30th*, 1937.

SIR,

I have the honour to confirm to you the conclusion of the following agreement in connection with the signature this day of the Convention between the Netherlands Government and the German Government concerning Commercial Transactions between the Netherlands Indies and Germany :

The Contracting Governments shall provisionally apply the Convention regarding the exchange of goods between the Netherlands Indies and Germany as from July 1st, 1937, with the exception of the provisions in Article 3, paragraph 1, relating to tariff items ex 170, ex 572 I, ex 775, ex 810 and 811, the which shall be provisionally applied by the Contracting Governments as from August 15th, 1937, with retroactive effect as from July 1st, 1937.

I have the honour to be, etc.

BENZLER.

Dr. H. M. Hirschfeld,
President of the Netherlands Delegation,
Berlin.

N° 4396.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un arrangement provisoire relatif à la circulation des automobiles, avec annexe, Bruxelles, le 31 décembre 1937, et échanges de notes complétant et modifiant ledit arrangement, Bruxelles, les 4 février, 24 mars et 8 avril 1938.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting a Provisional Arrangement regarding Motor Traffic, with Annex, Brussels, December 31st, 1937, and Exchanges of Notes completing and modifying the said Arrangement, Brussels, February 4th, March 24th and April 8th, 1938.

N° 4396. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET NÉERLANDAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE RELATIF A LA CIRCULATION DES AUTOMOBILES. BRUXELLES, LE 31 DÉCEMBRE 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 juillet 1938.

1.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

Direction générale C.

2^e Section. 5^o Bureau.

N° 69123/P.B./6.

1 Annexe.

BRUXELLES, le 31 décembre 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Ensuite de l'examen contradictoire auquel ont procédé les délégués de nos deux pays en vue des mesures d'application de la circulaire du Ministère des Finances de Belgique, Administration des Douanes et Accises, N° 100 000, du 1^{er} décembre 1937, j'ai l'honneur de vous marquer l'accord du Gouvernement belge sur l'arrangement provisoire à intervenir entre le Gouvernement belge et le Gouvernement néerlandais concernant la circulation en Belgique des véhicules à moteur immatriculés aux Pays-Bas et la circulation aux Pays-Bas des véhicules à moteur immatriculés en Belgique.

Le Gouvernement belge admettra *mutatis mutandis*, les véhicules néerlandais au bénéfice de dispositions identiques à celles inscrites dans la Convention² belgo-française du 16 juillet 1935 sur le même objet.

Le Gouvernement néerlandais accordera, bien entendu, des avantages correspondants aux véhicules belges.

La zone frontalière belge sera d'une profondeur idéale de 10 kilomètres mais il a été convenu que, pour favoriser les relations entre les deux pays, on y comprendrait certaines agglomérations particulièrement intéressantes: la liste ci-jointe énumère toutes les communes faisant partie de la zone ainsi établie.

La zone néerlandaise sera éventuellement déterminée dans le même esprit.

En ce qui concerne les transports rémunérés de marchandises le Gouvernement belge tient à signaler que, pour l'octroi des autorisations de transport, les entreprises néerlandaises ont été

¹ Entré en vigueur le 31 décembre 1937.

² Vol. CLXII, page 19, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4396. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE BELGIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL ARRANGEMENT REGARDING MOTOR TRAFFIC. BRUSSELS, DECEMBER 31ST, 1937.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place July 12th, 1938.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS
AND FOREIGN TRADE.
General Directorate C.
Section 2. Bureau 5.
No. 69123/P.B./6.
I Annex.

BRUSSELS, December 31st, 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

As the outcome of the discussion between the delegates of our two countries with a view to measures for the application of the circular issued by the Ministry of Finance of Belgium, Customs and Excise Administration, No. 100,000, of December 1st, 1937, I have the honour to notify you of the Belgian Government's agreement as to the Provisional Arrangement to be concluded between the Belgian Government and the Netherlands Government concerning the circulation in Belgium of motor vehicles registered in the Netherlands and the circulation in the Netherlands of motor vehicles registered in Belgium.

The Belgian Government shall *mutatis mutandis* accord Netherlands vehicles the benefit of provisions identical to those contained in the Franco-Belgian Convention³ of July 16th, 1935, on the same subject.

It is understood that the Netherlands Government shall grant the corresponding advantages to Belgian vehicles.

The Belgian frontier zone shall have a theoretical width of 10 kilometres, but in order to facilitate relations between the two countries, it has been agreed that it should include certain built-up areas of special importance; the attached list enumerates all the communes forming part of the zone thus established.

The Netherlands zone shall, if necessary, be determined on the same principle.

With regard to the remunerated transport of goods, the Belgian Government desires to point out that Netherlands undertakings have, as regards the issue of transport permits, been placed

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force December 31st, 1937.

³ Vol. CLXII, page 19, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

mises sur le même pied que les entreprises belges et continueront à l'être sous réserve de réciprocité en ce qui concerne les entreprises belges aux Pays-Bas : les entreprises néerlandaises qui justifient avoir effectué en Belgique les transports rémunérés dont il s'agit antérieurement au 8 juin 1936 pourront encore recevoir d'office l'autorisation nécessaire.

Pour le surplus, les deux gouvernements poursuivront sans retard l'examen de l'ensemble de la question à l'effet de l'établissement d'une convention définitive.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

P. H. SPAAK.

Monsieur le Jonkheer Snouck Hurgronje,
Chargé d'Affaires des Pays-Bas,
à Bruxelles.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 5071.

BRUXELLES, le 31 décembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Ensuite de l'examen contradictoire auquel ont procédé les délégués de nos deux pays en vue des mesures d'application de la circulaire du Ministère des Finances de Belgique, Administration des Douanes et Accises, N° 100 000, du 1^{er} décembre 1937, j'ai l'honneur de marquer à Votre Excellence l'accord du Gouvernement néerlandais sur l'arrangement provisoire à intervenir entre le Gouvernement néerlandais et le Gouvernement belge concernant la circulation aux Pays-Bas des véhicules à moteur immatriculés en Belgique et la circulation en Belgique des véhicules à moteur immatriculés aux Pays-Bas.

Le Gouvernement belge admettra *mutatis mutandis*, les véhicules néerlandais au bénéfice de dispositions identiques à celles inscrites dans la Convention belgo-française du 16 juillet 1935 sur le même objet.

Le Gouvernement néerlandais accordera bien entendu, des avantages correspondants aux véhicules belges.

La zone frontalière belge sera d'une profondeur idéale de 10 kilomètres mais il a été convenu que, pour favoriser les relations entre les deux pays, on y comprendrait certaines agglomérations particulièrement intéressantes : la liste ci-jointe énumère toutes les communes faisant partie de la zone ainsi établie.

La zone néerlandaise sera éventuellement déterminée dans le même esprit.

J'ai pris bonne note qu'en ce qui concerne les transports rémunérés de marchandises le Gouvernement belge signale que, pour l'octroi des autorisations de transport, les entreprises néerlandaises ont été mises sur le même pied que les entreprises belges et continueront à l'être sous réserve de réciprocité en ce qui concerne les entreprises belges aux Pays-Bas : les entreprises néerlandaises qui justifient avoir effectué en Belgique les transports rémunérés dont il s'agit antérieurement au 8 juin 1936 pourront encore recevoir d'office l'autorisation nécessaire.

Pour le surplus, les deux gouvernements poursuivront sans retard l'examen de l'ensemble de la question à l'effet de l'établissement d'une convention définitive.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

J. SNOUCK HURGRONJE.

Son Excellence
Monsieur P. H. Spaak,
Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,
Bruxelles.

on the same footing as Belgian undertakings and shall continue to enjoy such treatment, subject to reciprocity, in respect of Belgian undertakings in the Netherlands ; Netherlands undertakings which prove that they were engaged in the remunerated transport in question in Belgium before June 8th, 1936, shall *ipso facto* be granted the necessary permit.

Furthermore, the two Governments shall continue to examine the problem as a whole without delay, with a view to concluding a definitive convention.

I have the honour to be, etc.

P. H. SPAAK.

Jonkheer Snouck Hurgronje,
Chargé d'Affaires of the Netherlands,
Brussels.

II.

LEGATION OF THE NETHERLANDS.

No. 5071.

BRUSSELS, December 31st, 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

As the outcome of the discussion between the delegates of our two countries with a view to measures for the application of the circular issued by the Ministry of Finance of Belgium, Customs and Excise Administrations, No. 100,000 of December 1st, 1937, I have the honour to notify you of the Netherlands Government's agreement as to the Provisional Arrangement to be concluded between the Netherlands Government and the Belgian Government concerning the circulation in the Netherlands of motor vehicles registered in Belgium and the circulation in Belgium of motor vehicles registered in the Netherlands.

The Belgian Government shall *mutatis mutandis* accord Netherlands vehicles the benefit of provisions identical to those contained in the Franco-Belgian Convention of July 16th, 1935, on the same subject.

It is understood that the Netherlands Government shall grant the corresponding advantages to Belgian vehicles.

The Belgian frontier zone shall have a theoretical width of 10 kilometres, but in order to facilitate relations between the two countries it has been agreed that it should include certain built-up areas of special importance ; the attached list enumerates all the communes forming part of the zone thus established.

The Netherlands zone shall, if necessary, be determined on the same principle.

I have noted that, with regard to the remunerated transport of goods, the Belgian Government points out that Netherlands undertakings shall, as regards the issue of transport permits, be placed on the same footing as Belgian undertakings and shall continue to enjoy such treatment, subject to reciprocity in respect of Belgian undertakings in the Netherlands ; Netherlands undertakings which prove that they were engaged in the remunerated transport in question in Belgium before June 8th, 1936, shall *ipso facto* be granted the necessary permit.

Furthermore, the two Governments shall without delay continue to examine the problem as a whole with a view to concluding a definitive convention.

I have the honour to be, etc.

J. SNOUCK HURGRONJE.

His Excellency
Monsieur P. H. Spaak,
Minister for Foreign Affairs
and Foreign Trade,
Brussels.

COMMUNES BELGES
FAISANT PARTIE DE LA ZONE FRONTALIÈRE BELGO-NÉERLANDAISE

I. FLANDRE OCCIDENTALE.

Adinkerke,
Assebroek,
Blankenberge,
Breedene,
Bruges,
Damme,
Dudzele,
Furnes,
Heist,
Hoeke,
Houtave,
Klemskerke,
Knokke,

Koksijde,
Koolkerke,
La Panne,
Lapscheure,
Lissewege,
Lombardsijde,
Meetkerke,
Middelkerke,
Moerkerke,
Nieuport,
Nieuwmunster,
Oedelem,

Oostduinkerke,
Oostkerke,
Ostende,
Ramskapelle,
Sijsele,
Sint-Kruis,
Steene,
Uitkerke,
Vlissegem,
Wenduine,
Westcappelle,
Westende.

II. FLANDRE ORIENTALE.

Adegem,
Assenede,
Bassevelde,
Beveren-Waes,
Belsle,
Bockhoute,
Daknam,
Desteldonck,
Doel,
Eekloo,
Eksaarde,
Ertvelde,
Evergem,
Gand,
Gentbrugge,
Haasdonk,
Kalloo,
Kaprijke,
Kemske,
Kieldrecht,
Klinge (De),
Kluizen,

Knesselare,
Kruybeke,
Ledebeg,
Lembeke,
Lokeren,
Loochristi,
Lovendegem,
Maldegem,
Mariakerke,
Meerdonk,
Melsele,
Mendonk,
Middelburg,
Nieuwkerken-Waas,
Oostakker,
Oosteekloo,
Oostwinkel,
Ronsele,
Sinaai,
Sint-Amandsberg,
Sint-Gillis-Waas,
Sint-Jan-in-Eremo,

Sint-Kruis-Winkel,
Sint-Laureins,
Sint-Margriete,
Sint-Niklaas-Waas,
Sint-Pauwels,
Sleidinge,
Stekene,
Ursel,
Verrebroeck,
Vinderhoute,
Vrasene,
Waarschoot,
Waesmunster,
Wachtebeke,
Waterland Oudeman,
Watervliet,
Wondelgem,
Zaffelare,
Zelzate,
Zevenceken,
Zomergem.

III. ANVERS.

Anvers,
Arendonk,
Baerle-Duc,
Balen,
Beerse,
Berchem,
Berendrecht,
Borgerhout,
Borsbeek,
Brasschaat,
Brecht,
Burcht,
Desschel,
Deurne,

Edegem,
Ekeren,
Esschen,
Hoboken,
Hoevenen,
Hoogstraten,
Kalmthout,
Kappellen,
Lilloo,
Loenhout,
Meer,
Meerle,
Merksem,
Merksplas,

Minderhout,
Mol,
Mortsel,
Oostmalle,
Oud-Turnhout,
Poppel,
Ravels,
Retie,
Rijkevorsel,
Schilde,
Schoten,
's-Gravenwezel,
Sint-Job-in-'t Goor,
Sint-Lenaerts,

BELGIAN COMMUNES
FORMING PART OF THE BELGO-NETHERLANDS FRONTIER ZONE.

I. WEST FLANDERS.

Adinkerke,
Assebroeck,
Blankenberghe,
Breedene,
Bruges,
Danme,
Dudzele,
Furnes,
Heist,
Hoekse,
Houtave,
Klenskerke,
Knocke,

Koksijde,
Koclerke,
La Panne,
Lapscheure,
Lissewege,
Lombardsijde,
Meetkerke,
Middelkerke,
Moerkerke,
Nieuport,
Nieuwmunster,
Oedelen,

Oostdunkerke,
Oostkerke,
Ostend,
Ramskapelle,
Sijsele,
Sint-Kruis,
Steene,
Uitkerke,
Vlissegem,
Wenduine,
Westcappelle,
Westende.

II. EAST FLANDERS.

Adegem,
Assenede,
Bassevelde,
Beveren-Waas,
Belsele,
Boekhoute,
Daknam,
Desteldonck,
Doel,
Eekloo,
Eksaarde,
Ertvelde,
Evergem,
Ghent,
Gentbrugge,
Haasdonk,
Kallo,
Kaprijke,
Kenseke,
Kieldrecht,
Klinge (De),
Kluizen,

Knesselare,
Kruybeke,
Ledberg,
Lembek,
Lokeren,
Loochristi,
Lovendegem,
Maldegem,
Mariakerke,
Meerdonk,
Melsele,
Mendonk,
Middelburg,
Nieuwkerken-Waas,
Oostakker,
Oosteekloo,
Oostwinkel,
Ronsele,
Sinaai,
Sint-Amandsberg,
Sint-Gillis-Waas,
Sint-Jan-in-Eremo,

Sint-Kruis-Winkel,
Sint-Laureins,
Sint-Margriete,
Sint-Niklaas-Waas,
Sint-Pauwels,
Steidinge,
Stekene,
Ursel,
Verrebroeck,
Vinderhoute,
Vrasene,
Waarschoot,
Waesmunster,
Wachtebeke,
Waterland Oudeman,
Watervliet,
Wondelgem,
Zaffelare,
Zelzate,
Zeveneeken,
Zomergem.

III. ANTWERP.

Antwerp,
Arendonk,
Baerle-Duc,
Balen,
Beerse,
Berchem,
Berendrecht,
Borgerhout,
Borsbeek,
Brasschaat,
Brecht,
Burcht,
Desschel,
Deurne,

Edegem,
Ekeren,
Esschen,
Hoboken,
Hoevenen,
Hoogstraten,
Kalmthout,
Kapellen,
Lilloo,
Loenhout,
Meer,
Meerle,
Merksen,
Merksplas,

Minderhout,
Mol,
Mortsel,
Oostmalle,
Oud-Turnhout,
Poppel,
Ravels,
Retie,
Rijkevorsel,
Schilde,
Schoten,
's-Gravenwezel,
Sint-Job-in-'t Goor,
Sint-Lenaerts,

Stabroek,
Turnhout,
Vlimmeren,
Vorselaar,
Weelde,

Westmalle,
Wijneghem,
Wilrijk,
Wommelgem,

Wortel,
Wuustwezel,
Zandvliet,
Zwijndrecht.

IV. LIMBOURG.

Achel,
Asch,
Batsheers,
Beek,
Berg,
Bilzen,
Bocholt,
Boorseme,
Bree,
Dilsen,
Eben-Emael,
Eelen,
Eigenbilzen,
Eisdén,
Eksel,
Ellikom,
Gellik,
Genk,
Genoelselderén,
Gerdingen,
Groote-Brogel,
Groote-Spouwen,
Gruitrode,
Hamont,
Hechtel,
Hees,
Henis,
Herderen,
Heur-le Tiexhe,
Hoelbeek,
Hoeselt,
Kanne,

Kaulille,
Kessenich,
Kinroi,
Kleine-Brogel,
Kleine-Spouwen,
Lanaken,
Lanaye,
Lanklaar,
Leut,
Lommel,
Maaseik,
Mal,
Martenslinde,
Mechelen,
Meeswijk,
Meeuwen,
Membruggen,
Millen,
Molenbeersel,
Mopertingen,
Munsterbilzen,
Neerglabbeek,
Neerharen,
Neerhem,
Neeroeteren,
Neerpelt,
Niel bij Asch,
Opglabbeek,
Opgrimbe,
Ophoven,
Opitter,

Opoeteren,
Overpelt,
Peer,
Rekem,
Reppel,
Riemst,
Rijckhoven,
Riksingén,
Roelenge s./Geer,
Rosmeer,
Rotem,
's Heerenelderén,
Sint-Huibrechts-Lille,
Sluizen,
Stokkem,
Tongerloo,
Tongres,
Uikhoven,
Val-Meer,
Veldwezelt,
Vlijtingen,
Vreeren,
Vroenhoven,
Vucht,
Waltwilder,
Werm,
Wijchmaal,
Wijshagen,
Wonck,
Zichen-Zussen-Bolder,
Zutendaal.

V. LIÈGE.

Argenteau,
Aubel,
Baelen-sur-Vesdre,
Barchon,
Battice,
Bellaire,
Berneau,
Beyne-Heusay,
Boirs,
Bolland,
Bombaye,
Bressoux,
Cerexhe-Heuseux,
Chaineux,
Charneux,
Cheratte,
Clermont-sur-Berwinne,
Dalhem,

Eupen,
Evegnée,
Eynatten,
Feneur,
Fexhe-Slins,
Fléron,
Fouron-le-Comté,
Fouron-St. Martin,
Fouron-St. Pierre,
Gemmenich,
Glons,
Haccourt,
Hauset,
Henri-Chapelle,
Hergenraeth,
Hermalle s./Argenteau,
Hermée,
Herstal,

Herve,
Heure le Romain,
Hombourg,
Housse,
Houtain St. Siméon,
Julemont,
Jupille,
Juprelle,
Kettenis,
La Calamine,
Liège,
Liers,
Lixhe,
Lontzen,
Melen,
Micheroux,
Milmort,
Montzen,

Stabroek,
Turnhout,
Vlimmeren,
Vorselaar,
Weelde,

Westmalle,
Wijneghem,
Wilrijk,
Wommelgem,

Wortel,
Wuustwezel,
Zandvliet,
Zwijndrecht.

IV. LIMBURG.

Achel,
Asch,
Batsheers,
Beek,
Berg,
Bilzen,
Bocholt,
Boorseem,
Bree,
Dilsen,
Eben-Emael,
Eelen,
Eigenbilzen,
Eisden,
Eksel,
Ellikom,
Gellik,
Genk,
Genoelselderren,
Gerdingen,
Groote-Brogel,
Groote-Spouwen,
Gruitrode,
Hamont,
Hechtel,
Hees,
Henis,
Herderen,
Heur-le Tiexhe,
Hoelbeek,
Hoeselt,
Kanne,

Kaulille,
Kessenich,
Kinrooi,
Kleine-Brogel,
Kleine-Spouwen,
Lanaken,
Lanaye,
Lanklaar,
Leut,
Lommel,
Maaseik,
Mal,
Martenslinde,
Mechelen,
Meeswijk,
Meeuwen,
Membruggen,
Millen,
Molenbeersel,
Mopertingen,
Munsterbilzen,
Neerglabbeek,
Neerharen,
Neerhem,
Neeroeteren,
Neerpelt,
Niel bij Asch,
Opplabbeek,
Opgrimbie,
Ophoven,
Opitter,

Opoeteren,
Overpelt,
Peer,
Rekem,
Reppel,
Riemst,
Rijckhoven,
Rixingen,
Roelenge s./Geer,
Rosmeer,
Rotem,
's Heerenelderren,
Sint-Huibrechts-Lille,
Sluizen,
Stokkem,
Tongerloo,
Tongres,
Uikhoven,
Val-Meer,
Veldwezelt,
Vlijtingen,
Vreeren,
Vroenhoven,
Vucht,
Waltwilder,
Werm,
Wijchmaal,
Wijshagen,
Wonck,
Zichen-Zussen-Bolder,
Zutendaal.

V. LIEGE.

Argenteau,
Aubel,
Baelen-sur-Vesdre,
Barchon,
Battice,
Bellaire,
Berneau,
Beyne-Heusay,
Boirs,
Bolland,
Bombaye,
Bressoux,
Cerexhe-Heuseux,
Chaineux,
Charneux,
Cheratte,
Clermont-sur-Berwinno,
Dalhem,

Eupen,
Evegnée,
Eynatten,
Feneur,
Fexhe-Slins,
Fléron,
Fouron-le-Comte,
Fouron-St. Martin,
Fouron-St. Pierre,
Gemmenich,
Glons,
Haccourt,
Hauset,
Henri-Chapelle,
Hergenraeth,
Hermalle s./Argenteau,
Hermée,
Herstal,

Herve,
Heure le Romain,
Hombourg,
Housse,
Houtain St. Siméon,
Julemont,
Jupille,
Juprelle,
Kettenis,
La Calamine,
Liège,
Liers,
Lixhe,
Lontzen,
Melen,
Micheroux,
Milmort,
Montzen,

Moresnet,
Mortier,
Mortroux,
Mouland,
Neufchâteau-lez-Visé,
Neu-Moresnet,
Oupeye,
Paifve,
Queuc du Bois,
Raeren,
Remersdaal,

Retinne,
Richelle,
Rocourt,
Saint-André-lez-Dalhem,
Saint-Remy-lez-Dalhem,
Saive,
Sippenacken,
Slins,
Teuven,
Thimister,
Trembleur,

Tignée,
Villers-St. Siméon,
Visé,
Vivegnis,
Voroux-les-Liers,
Vottem,
Walhorn,
Wandre,
Warsage,
Welkenraedt,
Wihogne.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LES GOUVERNEMENTS BELGE ET NÉERLANDAIS COMPLÉTANT ET MODIFIANT L'ARRANGEMENT
DU 31 DÉCEMBRE 1937 RELATIF A LA CIRCULATION DES AUTOMOBILES. BRUXELLES, LES
4 FÉVRIER, 24 MARS ET 8 AVRIL 1938.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

Direction générale C.
2^e Section. 5^e Bureau.
N^o 69123/P.B./6

BRUXELLES, le 4 février 1938.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Comme suite à votre lettre du 31 décembre 1937, N^o 5071, j'ai l'honneur de vous confirmer qu'en ce qui concerne l'octroi d'autorisations de transport en Belgique, les entreprises néerlandaises ont été mises sur le même pied que les entreprises belges et continueront à l'être sous réserve de réciprocité en ce qui concerne les entreprises belges aux Pays-Bas.

Je suis en outre autorisé à vous signaler que si les autorités belges recommençaient à accorder des autorisations à des entreprises de transport qui ne réunissent pas actuellement les conditions requises pour l'octroi de cette autorisation, il est entendu que, dans l'examen des demandes d'autorisation dont il s'agit, l'Office des transports par route ne fera aucune discrimination quant à la nationalité des requérants, c'est-à-dire que les demandes émanant de sujets hollandais seront examinées avec le même esprit et d'après le même critère que si ces demandes étaient introduites par des sujets belges.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
M. COSTERMANS.

Monsieur le Jonkheer Snouck Hurgronje,
Chargé d'Affaires des Pays-Bas,
à Bruxelles.

Moresnet,
Mortier,
Mortroux,
Mouland,
Neufchateau-lez-Visé,
Neu-Moresnet,
Oupeye,
Paifve,
Queue du Bois,
Raeren,
Remersdaal,

Retinne,
Richelle,
Rocourt,
Saint-André-lez-Dalhem,
Saint-Remy-lez-Dalhem,
Saive,
Sippenaeken,
Slins,
Teuven,
Thimister,
Trembleur,

Tignée,
Villers-St. Siméon,
Visé,
Vivegnis,
Voroux-les-Liers,
Vottem,
Wallhorn,
Wandre,
Warsage,
Welkenraedt,
Wihogne.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE BELGIAN AND NETHERLANDS GOVERNMENTS COMPLETING AND MODIFYING THE ARRANGEMENT OF DECEMBER 31ST, 1937, REGARDING MOTOR TRAFFIC. BRUSSELS, FEBRUARY 4TH, MARCH 24TH AND APRIL 8TH, 1938.

I.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
AND EXTERNAL TRADE.

General Directorate C.
Section 2. Bureau 5.
No. 69123/P.B./6.

BRUSSELS, *February 4th*, 1938.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

With reference to your letter of December 31st, 1937, No. 5071, I have the honour to confirm that, as regards the issue of transport permits in Belgium, Netherlands undertakings have been placed on the same footing as Belgian undertakings and will continue to be so, subject to reciprocity in regard to Belgian undertakings in the Netherlands.

I am further authorised to inform you that, should the Belgian authorities resume the issue of permits to transport undertakings which do not at present comply with the requirements for the issue of such permits, it is understood that, when examining applications for the permits in question, the Road Transport Office will not make any discrimination in respect of the nationality of the applicants, that is to say that applications made by Netherlands subjects will be examined in the same spirit and by the same criteria as if such applications were made by Belgian subjects.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :

M. COSTERMANS.
Director-General.

Jonkheer Snouck Hurgronje,
Chargé d'Affaires of the Netherlands,
Brussels.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 462.

BRUXELLES, le 4 février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à son office du 31 décembre 1937, direction générale C., 2^o section, 5^o bureau, N° 69123/P.B./6, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que j'ai pris bonne note qu'en ce qui concerne l'octroi d'autorisations de transport en Belgique, les entreprises néerlandaises ont été mises sur le même pied que les entreprises belges et continueront à l'être sous réserve de réciprocité en ce qui concerne les entreprises belges aux Pays-Bas.

D'autre part, j'ai pris note que Votre Excellence a été autorisée à me signaler que si les autorités belges recommençaient à accorder des autorisations à des entreprises de transport qui ne réunissent pas actuellement les conditions requises pour l'octroi de cette autorisation, il est entendu que, dans l'examen des demandes d'autorisation dont il s'agit, l'Office des transports par route ne fera aucune discrimination quant à la nationalité des requérants, c'est-à-dire que les demandes émanant de sujets néerlandais seront examinées avec le même esprit et d'après le même critère que si ces demandes étaient introduites par des sujets belges.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

J. SNOUCK HURGRONJE.

Son Excellence

Monsieur P. H. Spaak,
Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,
Bruxelles.

III.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR.

Direction générale C.

2^o Section. 5^o Bureau.

N° 69123/P. Bas/3.

BRUXELLES, le 24 mars 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la lettre de la légation du 4 février dernier, N° 462, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement belge a estimé devoir modifier légèrement la consistance de la zone frontalière fixée pour l'application de l'Arrangement belgo-néerlandais du 31 décembre 1937, relatif à la circulation des automobiles.

Il a été décidé en effet d'ajouter les communes suivantes à la liste de celles, qui font partie de ladite zone :

Province de Liège :

Chaufontaine,
Embourg,
Magnée,
Romsée et Vaux-sous-Chèvremont.

Il a été constaté d'autre part qu'à la suite d'une erreur de copie la liste des localités de la province du Limbourg comprises dans cette zone frontalière, mentionnait par erreur la commune

II.

LEGATION OF THE NETHERLANDS.

No. 462.

BRUSSELS, *February 4th*, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to your communication of December 31st, 1937, Directorate General C., Section 2, Bureau 5, No. 69123/P.B./6, I have the honour to inform you that, as regards the issue of transport permits in Belgium, I have noted that Netherlands undertakings have been placed on the same footing as Belgian undertakings and will continue to be so, subject to reciprocity in regard to Belgian undertakings in the Netherlands.

I also note that you have been authorised to inform me that, should the Belgian authorities resume the issue of permits to transport undertakings which do not at present comply with the requirements for the issue of such permits, it is understood that, when examining applications for the permits in question, the Road Transport Office will not make any discrimination in respect of the nationality of the applicants, that is to say that applications made by Netherlands subjects will be examined in the same spirit and by the same criteria as if such applications were made by Belgian subjects.

I have the honour to be, etc.

J. SNOUCK HURGRONJE.

His Excellency Monsieur P. H. Spaak,
Minister for Foreign Affairs and
Foreign Trade,
Brussels.

III.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
AND FOREIGN TRADE.

General Directorate C.

Section 2. Bureau 5.

No. 69123/P.Bas/3.

BRUSSELS, *March 24th*, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Legation's letter of February 4th last, No. 462, I have the honour to inform Your Excellency that the Belgian Government has deemed it necessary to make certain slight changes in the area of the frontier zone as determined for purposes of the application of the Belgo-Netherlands Agreement of December 31st, 1937, concerning motor traffic.

It has been decided to add the following communes to the list of those forming part of the said zone :

Province of Liège :

Chaufontaine,
Embourg,
Magnée,
Romsée and Vaux-sous-Chèvremont.

It has also been noted that, as the result of a copying error, the list of localities in the Province of Limburg included in the said frontier zone mentions the commune of *Batsheers* — situated 30 km.

de *Batsheers* — située à 30 km. de la frontière — au lieu et place de la commune de *Bassenge*, qui se trouve à 3 km. de la frontière belgo-néerlandaise.

Je saurais gré à Votre Excellence de vouloir bien faire part de ces modifications aux autorités néerlandaises chargées de l'application de cet arrangement.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre :

Le Directeur général,

M. COSTERMANS.

Son Excellence
le baron van Harinxma thoe Slooten,
Ministre des Pays-Bas,
à Bruxelles.

IV.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 1443.

BRUXELLES, le 8 avril 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de son office du 24 mars dernier, direction générale C. 2^e section — 5^e bureau, N° 69123/P. Bas/3, par lequel elle a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement belge a estimé devoir modifier légèrement la consistance de la zone frontalière fixée pour l'application de l'Arrangement belgo-néerlandais du 31 décembre 1937 relatif à la circulation des automobiles.

Il a été décidé en effet d'ajouter les communes suivantes à la liste de celles, qui font partie de ladite zone :

Province de Liège :

Chaufontaine,
Embourg,
Magnée,
Romsée et Vaux-sous-Chèvremont.

Il a été constaté d'autre part qu'à la suite d'une erreur de copie la liste des localités de la province du Limbourg comprises dans cette zone frontalière, mentionnait par erreur la commune de *Batsheers* — située à 30 km. de la frontière — au lieu et place de la commune de *Bassenge*, qui se trouve à 3 km. de la frontière belgo-néerlandaise.

Je n'ai pas manqué de communiquer ce qui précède au Gouvernement néerlandais, qui en a pris bonne note.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de vous réitérer l'assurance de ma plus haute considération.

VAN HARINXMA THOE SLOOTEN.

Son Excellence
Monsieur P. H. Spaak,
Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur,
Bruxelles.

from the frontier — by mistake for the commune of *Bassenge*, situated 3 km. from the Belgo-Netherlands frontier.

I should be grateful if Your Excellency would be so good as to bring these changes to the notice of the Netherlands authorities responsible for the application of this Agreement.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :

M. COSTERMANS,
Director-General.

His Excellency Baron van Harinxma thoe Slooten,
Minister of the Netherlands,
Brussels.

IV.

LEGATION OF THE NETHERLANDS.

No. 1443.

BRUSSELS, *April 8th*, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's communication of March 24th last, General Directorate C, Section 2, Bureau 5, No. 69123/P.B.15/3, in which you were good enough to inform me that the Belgian Government has deemed it necessary to make certain slight changes in the area of the frontier zone as determined, for purposes of the application of the Belgo-Netherlands Agreement of December 31st, 1937, concerning motor traffic.

It has been decided to add the following communes to the list of those forming part of the said zone :

Province of Liège :

Chaufontaine,
Embourg,
Magnée,
Romsée and Vaux-sous-Chèvremont.

It has also been noted that, as the result of a copying error, the list of localities in the Province of Limburg included in the said frontier zone mentioned the commune of *Batsheers* — situated 30 km. from the frontier — by mistake for the commune of *Bassenge*, situated 3 km. from the Belgo-Netherlands frontier.

I have communicated the above particulars to the Netherlands Government, which has taken note of them.

I have the honour to be, etc.

VAN HARINXMA THOE SLOOTEN.

His Excellency Monsieur P. H. Spaak,
Minister for Foreign Affairs
and Foreign Trade,
Brussels.

N° 4397.

**HONGRIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention concernant le règlement des questions d'ordre technique et économique sur le secteur limitrophe hungaro-tchécoslovaque du Danube ainsi que sur celui de la Tisza en aval du confluent du Szamos, et protocole final. Signés à Budapest, le 24 août 1937.

**HUNGARY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention concerning the Settlement of Technical and Economic Questions on the Hungarian-Czechoslovak Frontier Section of the Danube and on that of the Tisza below the Confluence of the Szamos, and Final Protocol. Signed at Budapest, August 24th, 1937.

N^o 4397. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LE RÉGLEMENT DES QUESTIONS D'ORDRE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE SUR LE SECTEUR LIMITROPHE HUNGARO-TCHÉCOSLOVAQUE DU DANUBE AINSI QUE SUR CELUI DE LA TISZA EN AVAL DU CONFLUENT DU SZAMOS. SIGNÉE A BUDAPEST, LE 24 AOUT 1937.

Texte officiel français communiqué par le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations et le chargé de services du bureau permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 juillet 1938.

Conformément à l'article 292 du Traité de Trianon conclu le 4 juin 1920 entre les Puissances alliées et associées et le Royaume de Hongrie,

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE
et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE,

Animés d'un égal désir de voir réglée l'exécution des travaux hydrauliques, sur le secteur limitrophe hungaro-tchécoslovaque du Danube ainsi que sur celui de la Tisza en aval du confluent du Szamos, travaux qui seraient susceptibles d'exercer une influence sensible sur le régime desdits cours d'eau, ont décidé de conclure une convention et ont désigné à cet effet leurs plénipotentiaires à savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence le baron Gabriel APOR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, suppléant permanent du ministre des Affaires étrangères de Hongrie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Son Excellence Monsieur Miloš KOBR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République tchécoslovaque en Hongrie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 4 juin 1938.
Entrée en vigueur le 2 juillet 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4397. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING THE SETTLEMENT OF TECHNICAL AND ECONOMIC QUESTIONS ON THE HUNGARIAN-CZECHOSLOVAK FRONTIER SECTION OF THE DANUBE AND ON THAT OF THE TISZA BELOW THE CONFLUENCE OF THE SZAMOS. SIGNED AT BUDAPEST, AUGUST 24TH, 1937.

French official text communicated by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations and by the "Chargé de Services" of the Permanent Office of the Czechoslovak Republic to the League of Nations. The registration of this Convention took place July 13th, 1938.

In pursuance of Article 292 of the Treaty of Trianon, concluded on June 4th, 1920, between the Allied and Associated Powers and the Kingdom of Hungary,
HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY
and

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC,

Being equally desirous that the execution of hydraulic works on the Hungarian-Czechoslovak frontier section of the Danube and on that of the Tisza below the confluence of the Szamos should be regulated, the said works being such as might have a marked effect on the hydraulic system of the aforementioned waterways, have decided to conclude a Convention and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Baron Gabriel APOR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,
Permanent Substitute for the Minister for Foreign Affairs of Hungary ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

His Excellency Monsieur Miloš KOBR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Czechoslovak Republic in Hungary ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Prague, June 4th, 1938.
Came into force July 2nd, 1938.

TITRE A

DISPOSITIONS RELATIVES AU DANUBE.

CHAPITRE PREMIER

TRAVAUX DE RÉGULARISATION.

Article premier.

CONCEPTION DES TRAVAUX DE RÉGULARISATION.

Les travaux de régularisation comprennent toutes les mesures tendant à créer l'écoulement régulier des eaux hautes, moyennes et basses, ainsi qu'à améliorer le chenal navigable.

Ces travaux sont les suivants :

1. Constructions de défense contre les inondations ;
2. Constructions ayant pour but la régularisation aux eaux moyennes ;
3. Constructions ayant pour but la régularisation à basses eaux ;
4. Dragages en vue de régularisation.

Article 2.

CONSTRUCTIONS DE DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS.

1. Sous construction de défense contre les inondations on entend les constructions ayant pour but de protéger les terrains contre les inondations et de créer l'écoulement régulier des hautes eaux.

2. Les constructions de défense contre les inondations seront exécutées sur la base des projets arrêtés en commun accord entre les Etats contractants. Chaque Etat dressera les projets des travaux devant être exécutés sur son propre territoire ; ces projets demandent l'approbation des deux Etats et une fois approuvés, ils sont obligatoires. Toute modification essentielle du projet sera soumise à la même procédure que le projet primitif.

3. L'exécution des travaux incombe à l'Etat sur le territoire duquel l'ouvrage d'art est situé.

4. Le paiement des frais se rapportant à ces constructions y compris les dépenses émanant de la confection des projets sera à la charge de l'Etat, sur le territoire duquel les travaux seront exécutés.

Article 3.

TRAVAUX DE RÉGULARISATION AUX EAUX MOYENNES.

1. Sous travaux de régularisation aux eaux moyennes on entend les travaux ayant pour but de concentrer les eaux moyennes.

2. Ces travaux seront exécutés sur la base des projets et des principes arrêtés en commun accord entre les Etats contractants. Chaque Etat dressera les projets des travaux devant être exécutés sur son propre territoire.

3. L'exécution des travaux et le paiement des frais seront effectués conformément aux dispositions des alinéas 3 et 4 de l'article 2.

4. Les dragages rendus nécessaires pour obtenir du gravier à utiliser pour les régularisations aux eaux moyennes pourront être effectués par chaque Etat, à ses propres frais, sans égard au fait que la matière sera draguée, sur le territoire de l'un ou de l'autre Etat, toutefois, en respectant

SECTION A.

PROVISIONS RELATING TO THE DANUBE.

CHAPTER I.

REGULATION WORK.

Article 1.

DEFINITION OF REGULATION WORK.

Regulation work shall include all measures the object of which is to ensure a regular flow of the waters at flood level, at normal level and at low water-level, and to improve the navigable channel.

The said work comprises :

1. Constructions for protection against inundation ;
2. Constructions for regulation work at normal water-level ;
3. Constructions for regulation work at low water-level ;
4. Dredging work for regulation purposes.

Article 2.

CONSTRUCTIONS FOR PROTECTION AGAINST INUNDATION.

1. Constructions for protection against inundation shall be understood to be constructions the purpose of which is to protect the land against inundation and to ensure the regular discharge of flood-water.

2. Constructions for protection against inundation shall be executed in accordance with plans drawn up by agreement between the Contracting States. Each State shall draw up the plans of work to be executed within its own territory. Such plans shall require the approval of both States and, when approved, shall be binding. Any fundamental change in a plan shall be subject to the same procedure as the original plan.

3. The State within whose territory the construction is situated shall be responsible for the execution of the work.

4. The State within whose territory the work is to be executed shall be responsible for the payment of costs relating to such constructions, including expenses connected with the drawing up of plans.

Article 3.

REGULATION WORK AT NORMAL WATER-LEVEL.

1. Regulation work at normal water-level shall be understood to be work the object of which is to concentrate the normal flow.

2. Such work shall be carried out in accordance with plans and principles decided upon by agreement between the Contracting States. Each State shall draw up the plans of work to be executed within its own territory.

3. The work shall be executed and the costs thereof shall be defrayed in accordance with the provisions of paragraphs 3 and 4 of Article 2.

4. Dredging necessary for the purpose of obtaining gravel for use in regulation work at normal water-level may be carried out by either State, at its own expense, regardless of whether the material is to be dredged within its own territory or within that of the other State, provided,

les droits privés existants. L'endroit, l'importance et l'époque du dragage seront fixés en commun accord par les bureaux du Génie fluvial des deux Etats en tenant compte des points de vue économiques et hydrotechniques.

Article 4.

TRAVAUX DE RÉGULARISATION A BASSES EAUX.

1. Sous travaux de régularisation à basses eaux on entend tous les travaux ayant pour but de concentrer les basses eaux, et en même temps, de fixer le chenal navigable.

2. Les projets nécessaires, y compris les mesurages, seront élaborés, après entente préalable, par un des deux Etats d'accord avec l'autre Etat et on aura soin, en principe, que l'établissement des projets soit effectué à tour de rôle par chacun des deux Etats.

3. Les projets, élaborés conformément à l'alinéa 2, devront être soumis à l'approbation des deux Etats et une fois approuvés, ils sont obligatoires. Toute modification essentielle du projet sera soumise à la même procédure que le projet primitif. Au cours des travaux, on pourra effectuer des modifications, reconnues nécessaires en commun accord par les bureaux du Génie fluvial compétents des deux Etats, en tant qu'elles restent dans le cadre du projet et du devis approuvés et qu'elles ne modifient pas la frontière d'Etat. Toutefois, de telles modifications exigent l'approbation ultérieure des autorités centrales compétentes des deux Etats.

4. En principe, chaque Etat contractant effectuera les ouvrages se trouvant sur son territoire ou bien ceux se rattachant à sa propre rive.

5. Les frais des constructions de régularisation à basses eaux, en tant que ces constructions se trouvent dans le lit moyen, ou bien à l'intérieur des lignes idéales de régularisation aux eaux moyennes, seront supportés — conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de cet article — à parties égales, par les deux Etats contractants. Font exception à cela les dépenses à supporter par chacun des Etats contractants, pour la direction des travaux institués par lui, ainsi que les frais de mesurages et ceux émanant de la confection des projets et qui viennent à la charge de l'Etat devant exécuter ou projeter lesdits travaux.

6. En tant que, dans des cas particuliers, on ne s'entendra pas autrement, les pierres nécessaires à l'exécution des travaux à effectuer à frais communs seront livrées par les deux Etats contractants à pied d'œuvre à parties égales mesurées d'après le volume. Pour des raisons économiques et suivant le cas, la livraison des pierres peut être fixée de telle manière que chaque Etat approvisionne les chantiers de construction situés plus près de sa carrière, et que la part des livraisons de pierres revenant à un Etat puisse être employée également pour les constructions à effectuer par l'autre Etat, à ses propres frais. Toutefois, on tendra sur la base du programme de travail annuellement dressé à ce que les livraisons de pierres se compensent. A défaut d'une telle compensation, les différences éventuelles seront reportées sur l'année suivante. Les quantités de pierres seront calculées d'après le volume. Une conversion éventuelle des poids en volume pourra être effectuée à la suite d'un commun accord à intervenir au préalable. Le contrôle des livraisons aura lieu sur la base du reçu respectif.

7. Après l'achèvement des travaux, ou bien à l'expiration des périodes de construction convenues, il sera procédé à un décompte des travaux exécutés en commun, décompte établi de la manière suivante :

a) Les frais émanant des livraisons de pierres, effectuées par les deux Etats en quantités égales, ne seront pas compris dans le décompte commun. Les excédents éventuels concernant les livraisons pourront être reportés sur la période suivante. Cependant, dans le cas, où l'on déciderait de procéder à une clôture des comptes se rapportant aux livraisons de pierres, la moitié de la différence se produisant éventuellement dans le volume, sera payée comptant à un prix moyen y compris le chargement et le transport. Ce prix sera fixé au préalable, en commun accord ;

however, that existing private rights are respected. The place, extent and time of the dredging shall be determined by agreement between the River Engineering Offices of the two States, with due regard to economic and hydrotechnical considerations.

Article 4.

REGULATION WORK AT LOW WATER-LEVEL.

1. Regulation work at low water-level shall be understood to be all work the object of which is to concentrate the flow at low water-level and, at the same time, to fix the navigable channel.

2. The drawing up of the necessary plans, including therein surveying work, shall, after preliminary agreement, be effected by one of the two States, in agreement with the other State and care shall be taken that, in principle, the preparation of the plans shall be carried out by each of the two States in turn.

3. The plans, drawn up in accordance with paragraph 2, shall be submitted for the approval of both States and, when approved, shall be binding. Any fundamental change in a plan shall be subject to the same procedure as the original plan. Modifications, the necessity for which is recognised by the competent River Engineering Offices of both States, may be made during the course of the work provided that they fall within the limits of the approved plan and estimate and that they do not alter the State frontier. Such modifications shall, however, require the subsequent approval of the competent central authorities of both States.

4. In principle, each Contracting State shall execute work within its own territory or connected with its own bank.

5. The cost of constructions for regulation work at low water-level, in so far as such constructions are situated in the normal river bed, or inside the theoretical lines for regulation work at normal water-level, shall be borne, in accordance with the provisions of paragraphs 6 and 7 of the present Article, in equal shares by the two Contracting States. This provision shall not apply to the expenses to be borne by each of the Contracting States for the direction of work started by it, or to the costs of surveys and expenses connected with the drawing up of plans, which are to be borne by the State that is to execute or plan such work.

6. Save where, in special cases, it is otherwise agreed, the stones required for the execution of work to be carried out at joint expense shall be delivered by the two Contracting States to the site of the work in equal quantities measured by volume. For economic reasons, and according to circumstances, the delivery of stones may be so arranged that each State supplies the building yards situated nearest to its own quarry, and that the portion of the supplies of stones to be delivered by one State may be used also for constructions to be executed by the other State at its own expense. An endeavour shall be made, however, on the basis of the programme of work drawn up annually, to ensure that the deliveries of supplies of stone balance each other. If they do not balance, any differences shall be carried forward to the following year. Quantities of stone shall be calculated by volume. Any conversion of weights into volumes shall be effected in accordance with an agreement reached beforehand. The checking of deliveries shall be effected on the basis of the relevant receipts.

7. On completion of the work, or on the expiration of agreed periods of construction, a detailed statement of accounts in respect of the work executed jointly shall be drawn up in the following manner :

(a) Costs connected with deliveries of stone effected by the two States in equal quantities shall not be included in the joint account. Any balances in respect of such deliveries may be carried forward to the following period. If, however, it is decided to close the accounts relating to deliveries of stone, one-half of any difference in volume that may be found to exist shall be paid for in cash at an average price including the cost of loading and transport. Such price shall be fixed by agreement beforehand.

b) Les frais émanant de la mise en place des pierres effectuée en quantités égales de la part des deux Etats, ne devront pas être compris dans le décompte des frais communs, mais on y fera figurer seulement les frais de mise en place des excédents de pierres employés à la construction par un des deux Etats. Les frais de mise en place de la moitié dudit excédent seront remboursés en espèces à l'Etat respectif en appliquant comme prix unitaire de mise en place, la moyenne des prix unitaires payés par les deux Etats ;

c) Les prix unitaires payés par les deux Etats seront établis par les deux bureaux de construction sur la base des documents de construction (journaux de caisse et copies des pièces justificatives de caisse). Il y a lieu d'attirer l'attention sur ce que chaque Partie a le droit d'examiner, dans les localités de l'autre bureau de construction, les documents originaux se rapportant aux dépenses dudit bureau, en tant que les documents n'ont pas encore été présentés aux autorités centrales ;

d) En établissant les prix unitaires payés par les deux Etats, on fera entrer dans le compte : les salaires et les frais de prévoyance sociale correspondants ainsi qu'un supplément exprimé en pourcentage pour la couverture des frais généraux, frais d'usure et d'amortissement des objets et de l'outillage, éventuellement le décompte correspondant de l'entreprise de construction. Le supplément, en pourcentage, mentionné ci-dessus, doit être déterminé, en commun accord, avant le commencement de l'exécution des travaux de construction ;

e) Les dépenses de l'équipage normal du parc de bâtiments flottants utilisé au chantier seront payées par l'Etat auquel le bâtiment appartient ;

f) En cas d'utilisation d'autres matériaux de construction (pierres artificielles, fascines, etc.), le coût de ceux-ci sera décompté sur la base des documents originaux et, les frais de leur mise en place d'après les dispositions du point b).

8. Les travaux de régularisation à basses eaux, autres que ceux mentionnés sous le point 5, seront exécutés par les Etats riverains à leurs propres frais.

Article 5.

DRAGAGES EN VUE DE RÉGULARISATION.

1. En tant que pour des raisons d'ordre technique ou économique d'autres accords ne seraient pas intervenus, les dragages en vue de régularisation seront effectués par l'Etat sur le territoire duquel se trouve, d'après les projets, la partie plus grande du volume à draguer.

2. Les frais de dragage, y compris le transport et l'enlèvement, seront supportés par les deux Etats à parties égales et, en principe, chaque Etat a droit aux matériaux dragués sur son propre territoire pourvu qu'il n'y ait pas d'autres accords dans les cas particuliers.

3. Les matériaux dragués seront déposés selon les dispositions arrêtées dans les accords se rapportant au projet.

4. Pour les dragages, on décomptera les salaires versés y compris les taxes de prévoyance sociale pour le temps passé sur le chantier et en outre le prix de revient des matériaux, nécessaires à la marche des machines, consommés sur le chantier. Pour l'entretien et l'amortissement de l'outillage de dragage nécessaire, ainsi que pour les frais émanant du transport de celui-ci au chantier et du chantier, on conclura des accords spéciaux avant le commencement des travaux de dragages.

5. Dans le cas où les dragages faits en vue d'une régularisation seraient effectués par l'intermédiaire d'entrepreneurs, on conclura des accords spéciaux.

(b) Costs connected with the placing in position of stones in equal quantities by the two States shall not be included in the joint costs account, which shall show only the cost of placing in position the excess quantities of stone used for constructional purposes by one of the two States. The cost of placing in position one-half of the said excess shall be refunded in cash to the State concerned, the average of the unit-prices paid by the two States being taken as the unit-price for the purpose of calculating the cost of placing the stones in position.

(c) The unit-prices paid by the two States shall be established by the two Works Offices on the basis of the documents relating to the constructional work (cash books and copies of cash vouchers). Attention should be drawn to the fact that each Party is entitled to examine, in places with which the Works Office of the other is concerned, the original documents relating to the expenses of that office, provided that such documents have not previously been submitted to the central authorities.

(d) In establishing the unit-prices paid by the two States, account shall be taken of wages and the corresponding charges for social insurance, together with an additional amount expressed as a percentage to cover general expenses, and wear and tear and depreciation of articles and of equipment, or the relevant account of the undertaking carrying out the construction may be used for this purpose. The additional percentage mentioned above must be agreed upon before the work of construction is started.

(e) Expenditure in respect of the normal staff of the craft assembled for the purposes of the works shall be borne by the State to which, in each case, the craft belongs.

(f) In cases where other building material is used (artificial stone, faggots, etc.), the cost of such material shall be calculated on the basis of the original documents and the cost of placing the said material in position shall be treated for accounting purposes in accordance with the provisions of (b) above.

8. Regulation work at low water-level, other than work mentioned in paragraph 5 above, shall be executed by the riparian States at their own expense.

Article 5.

DREDGING WORK FOR REGULATION PURPOSES.

1. In so far as other agreements have not been concluded for technical or economic reasons, dredging work for regulation purposes shall be effected by the State within whose territory, according to the plans, the larger volume of material is to be dredged.

2. The cost of dredging, including transport and removal, shall be borne by the two States in equal shares, and each State shall, in principle, be entitled to the spoil dredged within its own territory, provided that there are no other agreements in particular cases.

3. The spoil shall be dumped in accordance with the provisions embodied in the agreements relating to the plan.

4. In regard to dredging, the accounts shall include the wages paid, including social insurance charges in respect of the time spent at the works, together with the cost price of the materials necessary for working the machines consumed at the works. In respect of the maintenance and depreciation of the necessary dredging equipment, and also in respect of costs connected with the transport of the latter to and from the works, special agreements shall be concluded before dredging operations are started.

5. In any cases where dredging work for regulation purposes is carried out through the intermediary of contractors, special agreements shall be concluded.

CHAPITRE II

TRAVAUX D'ENTRETIEN.

Article 6.

CONCEPTION DES TRAVAUX D'ENTRETIEN.

Sont à considérer comme travaux d'entretien tous les travaux se rapportant au maintien en bon état des ouvrages de régularisation et du chenal navigable, à savoir :

- a) Entretien des ouvrages de défense contre les inondations ;
- b) Entretien des ouvrages de régularisation aux eaux moyennes ;
- c) Entretien des ouvrages de régularisation à basses eaux.

Article 7.

ENTRETIEN DES OUVRAGES DE DÉFENSE CONTRE LES INONDATIONS ET DES OUVRAGES DE RÉGULARISATION AUX EAUX MOYENNES.

Les frais d'entretien des ouvrages de défense contre les inondations et des ouvrages de régularisation aux eaux moyennes seront supportés par l'Etat contractant sur le territoire duquel lesdits ouvrages seront exécutés.

Article 8.

ENTRETIEN DES OUVRAGES DE RÉGULARISATION A BASSES EAUX.

Les frais d'entretien des ouvrages de régularisation à basses eaux, en tant que ceux-ci sont à considérer comme travaux communs conformément à l'alinéa 5 de l'article 4, seront supportés, à parties égales, par les Etats contractants. Pour le décompte les principes valables seront ceux de l'article 4. L'entretien des autres ouvrages de régularisation à basses eaux sera effectué aux frais de l'Etat riverain respectif.

CHAPITRE III

SÉCURITÉ DU CHENAL NAVIGABLE.

Article 9.

BALISAGE ET ÉCLAIRAGE DU CHENAL NAVIGABLE Y COMPRIS LE SERVICE DE SIGNALISATION.

1. Le balisage du chenal comprend le sondage des mouillages minima et l'indication du chenal navigable conformément aux dispositions de la Commission internationale du Danube.

2. Le balisage et l'éclairage du chenal navigable ainsi que le service de signalisation s'effectuent sur la base des accords spéciaux établis entre les autorités compétentes des deux Etats. Ces accords exigent l'approbation des autorités centrales compétentes des deux Etats.

Article 10.

ENLÈVEMENT DES OBSTACLES DU LIT DE LA RIVIÈRE.

En tant qu'il n'y aura pas d'autres accords dans des cas spéciaux, l'enlèvement des obstacles du lit de la rivière sera effectué par chaque Etat sur son territoire et à ses propres frais.

CHAPTER II.

MAINTENANCE WORK.

Article 6.

DEFINITION OF MAINTENANCE WORK.

Maintenance work shall be understood to be all work connected with the maintenance in good order of regulation works and of the navigable channel, namely :

- (a) Maintenance of constructions for protection against inundation ;
- (b) Maintenance of constructions for regulation work at normal water-level ;
- (c) Maintenance of constructions for regulation work at low water-level.

Article 7.

MAINTENANCE OF CONSTRUCTIONS FOR PROTECTION AGAINST INUNDATION AND CONSTRUCTIONS FOR REGULATION WORK AT NORMAL WATER-LEVEL.

The cost of maintenance of constructions for protection against inundation and constructions for regulation work at normal water-level shall be borne by the Contracting State within whose territory the said constructions are executed.

Article 8.

MAINTENANCE OF CONSTRUCTIONS FOR REGULATION WORK AT LOW WATER-LEVEL.

The cost of maintenance of constructions for regulation work at low water-level, in so far as these are to be considered as joint works in accordance with paragraph 5 of Article 4, shall be borne in equal shares by the Contracting States. For accounting purposes, the principles to be applied shall be those stated in Article 4. The maintenance of other constructions for regulation work at low water-level shall be effected at the expense of the riparian State concerned.

CHAPTER III.

SAFETY OF THE NAVIGABLE CHANNEL.

Article 9.

BUOYAGE AND LIGHTING OF THE NAVIGABLE CHANNEL, INCLUDING THE SIGNAL SERVICE.

1. The buoyage of the channel shall include the sounding of minimum anchorages and the indicating of the navigable channel in accordance with the provisions of the International Commission of the Danube.

2. The buoyage and lighting of the navigable channel and also the signal service shall be effected in accordance with special agreements concluded between the competent authorities of the two States. Such Agreements shall require the approval of the competent central authorities of the two States.

Article 10.

REMOVAL OF OBSTACLES FROM THE RIVER BED.

In the absence of other agreements in special cases, the removal of obstacles from the river bed shall be effected by each State within its own territory and at its own expense.

Article II.

DRAGAGES DES PASSAGES DIFFICILES.

1. La nécessité d'approfondir les passages difficiles par dragage sera constatée en commun accord.
2. Les dragages auront lieu en tenant compte de ce que chaque Etat exécute, à tour de rôle, un dragage complet de passage difficile.
3. Du reste, ce sont les dispositions de l'article 5 que l'on appliquera. Les différences pouvant éventuellement survenir dans les dépenses, seront compensées à l'occasion des travaux prochains.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS COMMUNES.

Article 12.

CONTRÔLE RÉCIPROQUE AU POINT DE VUE TECHNIQUE ET FINANCIER.

Dans tous les cas où un Etat exécute des travaux pour le compte commun des deux Etats, les Etats contractants s'assureront en tout temps la possibilité d'un contrôle technique et financier.

Article 13.

COUVERTURE DES FRAIS DE CONSTRUCTION.

1. Les Etats contractants feront le nécessaire pour couvrir les dépenses émanant de l'exécution du programme annuel arrêté d'un commun accord.
2. Chaque Etat contractant s'engage à verser à l'autre Etat — sur la base du décompte reconnu de part et d'autre — la quote-part respective, résultant des travaux effectués en commun. Ce versement aura lieu dans le délai de trois mois après le bien-trouvé du décompte et ce, dans la monnaie de l'Etat en faveur duquel il ressort un solde actif.

TITRE B

DISPOSITIONS RELATIVES A LA TISZA.

Article 14.

ELABORATION DES PROJETS.

1. Les projets touchant les travaux de régularisation aux eaux moyennes de la section frontière de la Tisza en aval du confluent du Szamos, ainsi que ceux des digues insubmersibles, seront établis par les deux Etats contractants en commun accord. L'élaboration et les frais de ces projets seront à la charge de l'Etat, sur le territoire duquel les constructions seront exécutées.
2. Ces projets exigent l'approbation des deux Etats et une fois approuvés, ils sont obligatoires. Toute modification essentielle du projet sera soumise à la même procédure que le projet primitif. Ne sera pas considéré comme modification essentielle le cas, où les digues insubmersibles seront déplacées, côté terre — par rapport au tracé prévu dans le projet approuvé — ou bien si lesdites digues seront arasées à une hauteur inférieure à celle prévue au projet mentionné.

Article 11.

DREDGING OF DIFFICULT PASSAGES.

1. The necessity for dredging work to deepen the water at difficult passages shall be determined by mutual agreement.
2. Dredging operations shall be carried out on the principle that each State shall, in turn, effect the complete dredging of a difficult passage.
3. The provisions of Article 5 shall, moreover, be applied. Any differences in cost that may occur shall be offset when the next operations are undertaken.

CHAPTER IV.

JOINT PROVISIONS.

Article 12.

RECIPROCAL TECHNICAL AND FINANCIAL INSPECTION.

In all cases where one State carries out work for the joint account of the two States, the Contracting States shall at all times afford each other facilities for technical and financial inspection.

Article 13.

PROVISION FOR COSTS OF CONSTRUCTION.

1. The Contracting States shall make the necessary arrangements for defraying expenditure arising out of the execution of the annual programme drawn up in agreement.
2. Each Contracting State undertakes to pay to the other State, in accordance with the account approved by both Parties, its own share of the cost of the work executed in common. Such payment shall be effected within a period of three months as from the approval of the account and shall be made in the currency of the State in whose favour a credit balance is shown.

SECTION B.

PROVISIONS RELATING TO THE TISZA.

Article 14.

DRAWING UP OF PLANS.

1. Plans relating to regulation work at normal water-level in the frontier section of the Tisza below the confluence of the Szamos, and also those relating to insubmersible dykes, shall be drawn up by agreement between the two Contracting States. Such plans shall be prepared and the cost thereof shall be borne by the State within whose territory the constructions are to be executed.
2. The said plans shall require the approval of both States and, when approved, shall be binding. Any fundamental change in a plan shall be subject to the same procedure as the original plan. A fundamental change shall not be deemed to have taken place in cases where the insubmersible dykes are shifted landwards by comparison with the position shown in the approved plan or if the said dykes are levelled off at a height lower than that provided for in the said plan.

Article 15.

EXÉCUTION DES TRAVAUX DE RÉGULARISATION.

1. Les travaux de régularisation aux eaux moyennes et les mesures prises pour la défense contre les hautes eaux rentrant dans le cadre du projet dressé d'après l'article 14, seront effectués aux frais de l'Etat, sur le territoire duquel ils seront exécutés.

2. Les Etats contractants ne réclameront aucun dédommagement du fait de l'endiguement des terrains d'inondation effectué sur la base du projet commun dans la section du cours d'eau frontière mentionné à l'article 14.

Article 16.

TRAVAUX D'ENTRETIEN.

Les travaux d'entretien seront effectués et leurs frais seront supportés par l'Etat sur le territoire duquel l'exécution aura lieu.

Article 17.

EXÉCUTION DES TRAVAUX DANS L'INTÉRÊT DE LA NAVIGATION.

Dans le cas où l'on devrait procéder à des travaux exigés par la navigation, on conclura des accords spéciaux.

TITRE C

COMMISSION TECHNIQUE COMMUNE.

Article 18.

BUT DE LA COMMISSION.

Pour arriver à une uniformité de règlement et à un accord sur toutes les questions faisant l'objet de cette convention, une commission technique commune sera constituée.

Article 19.

COMPOSITION DE LA COMMISSION.

Chaque Etat contractant déléguera à la commission technique commune un représentant. En même temps, chacun des deux Etats nommera un suppléant du représentant pour le cas d'empêchement de celui-ci. Lors des séances, le représentant ou son suppléant a le droit de se faire assister par des experts.

Article 20.

ATTRIBUTION DE LA COMMISSION.

Les tâches de la commission technique commune sont :

a) Emettre son avis sur tous les projets qui touchent les ouvrages et les travaux rentrant dans le cadre de cette convention, et sur le programme de construction se rapportant aux travaux de régularisation à exécuter, tout particulièrement à ceux de l'année suivante ;

b) Expertiser, au point de vue technique, les ouvrages d'art en construction ou terminés ; vérifier les décomptes de construction des travaux communs ;

Article 15.

EXECUTION OF REGULATION WORK.

1. Regulation work at normal water-level and measures for protection against flood-water provided for in the plan drawn up in accordance with Article 14 shall be carried out at the expense of the State within whose territory they are to be executed.

2. The Contracting States shall not claim any compensation in respect of damming operations affecting flooding areas, carried out in accordance with the joint plan, in the fluvial frontier section mentioned in Article 14.

Article 16.

MAINTENANCE WORK.

Maintenance work shall be carried out, and the cost thereof shall be borne, by the State within whose territory it is to be executed.

Article 17.

EXECUTION OF WORK IN THE INTERESTS OF NAVIGATION.

Should it be necessary to undertake work required for the purposes of navigation, special agreements shall be concluded.

SECTION C.

JOINT TECHNICAL COMMISSION.

Article 18.

PURPOSE OF THE COMMISSION.

A Joint Technical Commission shall be constituted to ensure uniformity of settlement and agreement in respect of all questions dealt with in the present Convention.

Article 19.

COMPOSITION OF THE COMMISSION.

Each Contracting State shall appoint one representative to the Joint Technical Commission. At the same time, the two States shall each appoint a substitute to act for the representative in the event of the latter's being unable to attend. The representative or his substitute shall be entitled to be assisted at the meetings by experts.

Article 20.

DUTIES OF THE COMMISSION.

The duties of the Joint Technical Commission shall be :

(a) To state its opinion regarding all plans relating to constructions and work within the scope of the present Convention and regarding the building programme relating to regulation work to be carried out, more particularly the work for the following year ;

(b) To give expert valuations, from the technical standpoint, of constructions in course of execution or already executed ; to audit the building accounts relating to work carried out jointly ;

- c) Emettre son avis sur les projets d'accord concernant l'exécution du balisage et de l'éclairage du chenal navigable et concernant le service de signalisation ;
- d) Exécuter tous les sondages nécessaires, préparer les délibérations et se transporter sur les lieux, en tant que d'autres organes n'y seront pas appelés d'après les prescriptions en vigueur, ou bien en vertu d'autres conventions ;
- e) Le cas échéant faire des propositions tendant à modifier la présente convention ou bien à conclure de nouveaux accords.

Article 21.

SÉANCES, PROCÈS-VERBAUX, RÉOLUTIONS, COUVERTURES DES DÉPENSES « PERSONNEL ».

1. Si, par suite de circonstances particulières, on n'établissait pas de modifications en commun accord, la commission se réunirait alternativement sur le territoire de l'un ou l'autre Etat contractant.

2. La convocation et la présidence des séances seront assurées par le représentant de l'Etat sur le territoire duquel la session aura lieu.

3. Les séances devront être convoquées dans le délai d'un mois, si l'un des représentants en fait la demande, mais au moins une fois par an. Une proposition sera considérée comme acceptée, si les deux représentants y donnent leur consentement. Au sujet de chaque séance, il sera dressé un procès-verbal en double exemplaire dans les langues des Etats contractants ou bien en langue française. Ces procès-verbaux devront être signés par les deux représentants et soumis à l'approbation des autorités centrales compétentes. Les résolutions y contenues ne deviennent obligatoires qu'après l'approbation donnée.

4. En ce qui concerne les frais personnels occasionnés par le fonctionnement de la commission technique commune, chaque Etat supporte les frais des personnes envoyées par lui.

TITRE D

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES.

Article 22.

RELATION DE SERVICE.

Les Etats contractants se feront connaître les autorités et les services compétents chargés de l'exécution de la présente convention. Ceux-ci, ainsi que les représentants des deux Etats (article 19), peuvent dans les questions relatives à la présente convention communiquer directement entre eux par écrit soit dans les langues des Etats contractants ou bien en langue française.

Article 23.

PASSAGE DE LA FRONTIÈRE ET FORMALITÉS DE DOUANE.

1. Pour le passage de la frontière à l'occasion des travaux et de toutes autres fonctions effectuées aux termes de la présente convention, les dispositions de l'article 78 du Statut de frontière hungaro-tchécoslovaque devront être appliquées.

2. Les pierres livrées conformément aux dispositions de l'article 4 alinéa 6 par un des Etats contractants, seront exemptées des droits de douane et d'autres taxes lors de leur importation sur le territoire de l'autre Etat. Il en sera de même pour les outils et instruments requis par l'exécution des travaux rentrant dans le cadre de la présente convention en tant que ces travaux seront exécutés par un Etat sur le territoire de l'autre Etat et sous réserve que lesdits objets seront rapportés après l'achèvement des travaux.

(c) To state its opinion regarding proposed agreements concerning the execution of the buoyage and lighting of the navigable channel and concerning the signal service ;

(d) To carry out all necessary soundings, to make preparations for discussions and to visit the places concerned, in so far as other organs are not required to do so in accordance with the provisions in force or in virtue of other Conventions ;

(e) Should necessity arise, to make proposals for the amendment of the present Convention or for the conclusion of new agreements.

Article 21.

MEETINGS, MINUTES, RESOLUTIONS, DEFRAYING OF " PERSONAL " EXPENSES.

1. The Commission shall meet alternately in the territory of each Contracting State unless otherwise arranged by mutual consent in view of special circumstances.

2. The representative of the State within whose territory the meeting is to take place shall convene the meeting and preside over it.

3. The Commission shall be convened within a period of one month should one of the representatives so request and shall in any case be convened at least once a year. A proposal shall be held to be accepted if the two representatives agree thereto. Minutes of each meeting shall be drawn up in duplicate in the languages of the Contracting States or in the French language. Such minutes shall be signed by the two representatives and submitted to the competent central authorities for their approval. Resolutions contained therein shall become binding only after such approval has been given.

4. Personal expenses arising out of the work of the Joint Technical Commission shall be borne by each State in respect of the persons delegated by it.

SECTION D.

GENERAL AND FINAL PROVISIONS.

Article 22.

OFFICIAL RELATIONS.

The Contracting States shall communicate to each other the names of the competent authorities and services responsible for the execution of the present Convention. The said authorities and services and the representatives of the two States (Article 19) may, in regard to questions relating to the present Convention, communicate with each other direct in writing either in the languages of the Contracting States or in the French language.

Article 23.

CROSSING OF THE FRONTIER AND CUSTOMS FORMALITIES.

1. In regard to the crossing of the frontier in connection with work and all other duties carried out under the present Convention, the provisions of Article 78 of the Hungarian-Czechoslovak Frontier Statute shall apply.

2. Stones delivered in accordance with the provisions of Article 4, paragraph 6, by one of the Contracting States shall be exempt from Customs duties and other charges on importation into the territory of the other State. The same shall apply to tools and gear required for the execution of work under the present Convention in so far as such work is executed by one State within the territory of the other State and on condition that the objects in question are returned on completion of the work.

3. En ce qui concerne le transport des matériaux de construction, outils et instruments visés par cette convention et devant traverser la frontière, les Etats contractants s'accorderont toutes les facilités admissibles.

Article 24.

RATIFICATION ET DURÉE DE VALIDITÉ.

La présente convention rédigée en langue française sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés, aussitôt que possible, à Praha. La convention entrera en vigueur 4 semaines après l'échange des instruments de ratification et peut être dénoncée par chaque Etat avant l'écoulement d'une année civile et ce, pour la fin de l'année suivante.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé cette convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Budapest, en double expédition, le 24 août 1937.

Pour le Royaume de Hongrie :
APOR, *m. p.*

Pour la République tchécoslovaque :
KOB, *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

DE LA CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES DANS LE SECTEUR FRONTIÈRE DU DANUBE, AINSI QUE DE LA TISZA EN AVAL DU CONFLUENT DU SZAMOS.

Lors de la signature de cette convention, les plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord sur les déclarations suivantes.

Les dispositions de cette convention ne devront pas affecter les obligations des Etats contractants dérivant d'autres conventions internationales.

En tant qu'on parlera dans cette convention du paiement des frais par les Etats, la question du recouvrement de ces frais, par la participation éventuelle d'autres facteurs que de l'Etat lui-même, constitue pour les Etats contractants une affaire interne.

Ce protocole final fait partie intégrante de la présente convention et ne nécessite pas de ratification particulière.

Fait à Budapest, le 24 août 1937.

Pour le Royaume de Hongrie :
(L. S.) APOR, *m. p.*

Pour la République tchécoslovaque :
(L. S.) KOB, *m. p.*

Pour copie certifiée conforme :
Budapest, le 27 juin 1938.

Le Chef de la Section des Traités,
P. Sébestyén.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 14 juin 1938.

Dr Jar. Papoušek,
Directeur des Archives.

3. The Contracting States shall grant each other all possible facilities in respect of the transport across the frontier of the building material, tools and gear referred to in the present Convention.

Article 24.

RATIFICATION AND DURATION OF VALIDITY.

The present Convention, drawn up in the French language, shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Prague. The Convention shall come into force four weeks after the exchange of the instruments of ratification and may be denounced by either State before the end of any calendar year with effect from the end of the following year.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Budapest, this 24th day of August, 1937.

For the Kingdom of Hungary :

APOR, *m. p.*

For the Czechoslovak Republic :

KOBR, *m. p.*

FINAL PROTOCOL

OF THE CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC CONCERNING THE SETTLEMENT OF TECHNICAL AND ECONOMIC QUESTIONS ON THE FRONTIER SECTION OF THE DANUBE AND ON THAT OF THE TISZA BELOW THE CONFLUENCE OF THE SZAMOS.

On signing the present Convention, the undersigned Plenipotentiaries have agreed on the following declarations.

The provisions of the present Convention shall not affect the obligations of the Contracting States arising out of other international Conventions.

In so far as mention is made in the present Convention of the payment of costs by the States, the question of the recovery of such costs, through the eventual participation of bodies other than the State itself, shall constitute a matter for domestic settlement within the Contracting State concerned.

The present Final Protocol shall constitute an integral part of the present Convention and shall not require separate ratification.

Done at Budapest, this 24th day of August, 1937.

For the Kingdom of Hungary :

(*L. S.*) APOR, *m. p.*

For the Czechoslovak Republic :

(*L. S.*) KOBR, *m. p.*

N° 4398.

FRANCE ET MONACO

**Déclaration concernant la délivrance
gratuite réciproque des expéditions
d'actes de l'état civil. Signée à
Paris, le 21 juin 1938.**

FRANCE AND MONACO

**Declaration regarding the Reciprocal
Issue Free of Charge of Copies of
Civil Status Records. Signed at
Paris, June 21st, 1938.**

N° 4398. — DÉCLARATION ENTRE LA FRANCE ET LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO CONCERNANT LA DÉLIVRANCE GRATUITE RÉCIPROQUE DES EXPÉDITIONS D'ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. SIGNÉE A PARIS, LE 21 JUIN 1938.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de la République française. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 13 juillet 1938.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE SON ALTESSE SÉRÉNISSE LE PRINCE DE MONACO, désirant assurer la délivrance gratuite réciproque des expéditions des actes de l'état civil réclamées dans un intérêt administratif et au profit de personnes indigentes, sont convenus de ce qui suit :

« Le Gouvernement français, pour les sujets monégasques, nés, reconnus, légitimés, adoptés, mariés, divorcés ou décédés en France et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, pour les Français nés, reconnus, légitimés, adoptés, mariés, divorcés ou décédés dans la Principauté de Monaco s'engagent à délivrer sans frais à l'autre Partie contractante des expéditions littérales des actes de l'état civil dressés sur leur territoire respectif, lorsque la demande en sera faite dans un intérêt administratif ».

« Les Gouvernements français et monégasque s'engagent aussi à délivrer sans frais pour le même objet les expéditions des actes de l'état civil concernant des étrangers de nationalités autres que la nationalité française ou monégasque ».

« Les Gouvernements français et monégasque se délivrent gratuitement les expéditions d'actes de l'état civil demandées pour leurs ressortissants respectifs indigents ».

« La demande sera faite à l'autorité locale de chaque pays par la mission diplomatique ou par les consuls de l'autre pays ; la demande notifiera sommairement le motif, par exemple : « intérêt administratif » ou « indigence du Français (ou du Monégasque) requérant ».

« Le fait de la délivrance d'une expédition d'un acte de l'état civil ne préjugera en rien de la question de la nationalité de l'intéressé au regard des deux gouvernements ».

La présente déclaration entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1938 et remplacera la précédente Convention relative à l'échange des actes de l'état civil, signée à Paris le 24 mai 1881.

En foi de quoi, les soussignés, M. Georges BONNET, ministre des Affaires étrangères de la République française, et M. le Comte DE MALEVILLE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco auprès de M. le Président de la République française, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Fait à Paris en double exemplaire le 21 juin 1938.

(L. S.) (Signé) Georges BONNET.

(L. S.) (Signé) Henri DE MALEVILLE.

Pour copie certifiée conforme à l'original :

Paris, le 7 juillet 1938.

M. Lozé.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4398. — DECLARATION BETWEEN FRANCE AND THE PRINCIPALITY OF MONACO REGARDING THE RECIPROCAL ISSUE FREE OF CHARGE OF COPIES OF CIVIL STATUS RECORDS. SIGNED AT PARIS, JUNE 21ST, 1938.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic. The registration of this Declaration took place July 13th, 1938.

THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO, being desirous of ensuring the reciprocal issue, free of charge, of copies of civil status records requested for administrative purposes and for the benefit of indigent persons, have agreed as follows :

“ The French Government undertakes, in respect of Monegasque subjects born, acknowledged, legitimised, adopted, married, divorced or having died in France, and the Government of His Serene Highness the Prince of Monaco undertakes, in respect of French nationals born, acknowledged, legitimised, adopted, married, divorced or having died in the Principality of Monaco, to issue, free of charge, to the other Contracting Party literal copies of civil status records drawn up in their respective territories whenever such copies are requested for administrative purposes.

“ The French and Monegasque Governments also undertake to issue free of charge for the same purpose copies of civil status records concerning foreigners of nationalities other than French or Monegasque.

“ The French and Monegasque Governments shall communicate to each other free of charge copies of civil status records requested for their respective indigent nationals.

“ The request shall be made to the local authorities of each country by diplomatic representatives or consuls of the other country ; the request shall specify briefly the grounds on which it is made : for instance, ‘ administrative purposes ’ or ‘ indigence of the French (or Monegasque) applicant ’.

“ The issue of a copy of a civil status record shall in no way prejudice the question of the nationality of the person concerned with regard to the two Governments.”

The present Declaration shall come into force on July 1st, 1938, and shall supersede the previous Convention regarding the exchange of civil status records signed at Paris on May 24th, 1881.

In faith whereof the undersigned, M. Georges BONNET, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, and Count DE MALEVILLE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Serene Highness the Prince of Monaco, accredited to the President of the French Republic, being duly authorised by their respective Governments, have signed the present Declaration and have thereto affixed their seals.

Done at Paris, in duplicate, this 21st day of June, 1938.

(L. S.) (Signed) Georges BONNET.

(L. S.) (Signed) Henri DE MALEVILLE.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4399.

HONGRIE ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'acceptation réciproque des livrets de marins comme tenant lieu de passeports lorsque le porteur descend à terre en permission. Stockholm, le 29 juin 1938, et Oslo, le 5 juillet 1938.

HUNGARY AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Reciprocal Acceptance of Seamen's Discharge Books in Lieu of Passports, when the Bearer leaves his Ship to go Ashore on Leave. Stockholm, June 29th, 1938, and Oslo, July 5th, 1938.

N^o 4399. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ACCEPTATION RÉCIPROQUE DES LIVRETS DE MARINS COMME TENANT LIEU DE PASSEPORTS LORSQUE LE PORTEUR DESCEND A TERRE EN PERMISSION. STOCKHOLM, LE 29 JUIN 1938, ET OSLO, LE 5 JUILLET 1938.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations et le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 juillet 1938.

I.

LÉGATION ROYALE DE HONGRIE.

N^o 689/1938.

STOCKHOLM, le 29 juin 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la note verbale de l'honorable Ministère des Affaires étrangères en date du 11 mai 1938, concernant la conclusion d'un arrangement réciproque au sujet des livrets de marins, d'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'accepter les restrictions formulées dans la note susindiquée.

Par conséquent j'ai l'honneur de vous proposer d'accepter réciproquement les livrets de marins comme pièces tenant lieu de passeports lorsque le porteur descend à terre en permission de son navire, mais non pas en cas de licenciement du marin en question.

Je vous prie de bien vouloir confirmer réception de ma présente note et considérer cet accord comme conclu par le fait de l'échange des notes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

(s.) MATUSKA.

Son Excellence

Monsieur Halvdan Koht,
Ministre royal des Affaires étrangères
à Oslo.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 7 juillet 1938.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
Rolf Andersen.

Pour copie certifiée conforme :
Budapest, le 9 août 1938.

P. Sébestyén,
Chef de la Section des Traités.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4399. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE HUNGARIAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE RECIPROCAL ACCEPTANCE OF SEAMEN'S DISCHARGE BOOKS IN LIEU OF PASSPORTS WHEN THE BEARER LEAVES HIS SHIP TO GO ASHORE ON LEAVE. STOCKHOLM, JUNE 29TH, 1938, AND OSLO, JULY 5TH, 1938.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations and by the Head of the Royal Hungarian Delegation of the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place July 13th, 1938.

I.

ROYAL HUNGARIAN LEGATION.

No. 689/1938.

STOCKHOLM, *June 29th*, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Note Verbale of the Ministry of Foreign Affairs dated May 11th, 1938, concerning the conclusion of a reciprocal arrangement regarding seamen's discharge books, I have the honour, acting on instructions received from my Government, to accept the restrictions laid down in the Note referred to above.

I have the honour, accordingly, to suggest that seamen's discharge books should be reciprocally accepted as documents replacing passports when the holder goes ashore on leave from his vessel, but not when the seaman in question is finally discharged.

I would ask you to be good enough to confirm receipt of the present Note and to regard this Agreement as concluded by this Exchange of Notes.

I have the honour to be, etc.

(Signed) MATUSKA.

His Excellency

Monsieur Halvdan Koht,
Royal Minister for Foreign Affairs,
Oslo.

¹ Traduit par le Secretariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Jno. 12621/38.

OSLO, le 5 juillet 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à votre lettre en date du 29 du mois passé j'ai l'honneur de vous faire savoir que mon gouvernement accepte votre proposition d'accepter réciproquement les livrets de marins comme pièces tenant lieu de passeports lorsque le porteur descend à terre en permission de son navire, mais non pas en cas de licenciement du marin en question.

Je vous prie de considérer cet accord comme conclu par le fait de l'échange de ces notes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(s.) Halvdan KOHT.

Monsieur le Dr Pierre de Matuska,
Ministre de Hongrie,
etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 7 juillet 1938.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
Rolf Andersen.

Pour copie certifiée conforme :
Budapest, le 9 août 1938.

P. Sébestyén,
Chef de la Section des Traités.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
Jno. 12621/38.

OSLO, *July 5th*, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to your letter of June 29th, I have the honour to inform you that my Government agrees to your proposal to accept reciprocally seamen's discharge books as documents replacing passports when the holder goes ashore on leave from his vessel but not when the seaman in question is finally discharged.

I would request you to consider this Agreement as concluded by this Exchange of Notes.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Halvdan KOHT.

Dr. Pierre de Matuska,
Hungarian Minister,
etc., etc., etc.

N° 4400.

ESTONIE ET HONGRIE

Convention concernant la coopération intellectuelle entre les deux pays. Signée à Budapest, le 13 octobre 1937.

ESTONIA AND HUNGARY

Convention regarding Intellectual Co-operation between the Two Countries. Signed at Budapest, October 13th, 1937.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 4400. — EESTI VABARIIGI JA UNGARI KUNINGRIIGI VAHELINE
VAIMSE KOOSTÖÖ KONVENTSIOON. BUDAPESTIS, 13. OKTOO-
BRIL 1937.

Textes officiels estonien et hongrois communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 juillet 1938.

EESTI VABARIIGI RIIGIHOIDJA ja TEMA HIILGAVAIM KÕRGUS UNGARI KUNINGRIIGI REGENT,

arvestades mõlemaid rahvaid ühendavaid hõimusidemeid,
arvestades mitmetuliandeaastaste suhete uuendamisest mõlemale maale järgneda võivaid
tähtsaid eeliseid ning hüvelisi tulemusi,
soovides kindlustada mõlema vennasrahva kultuurilisi suhteid, mis juba minevikus on andnud
häid tulemusi, andes neile seadusliku aluse,
otsustasid selleks sõlmida konventsiooni ning nimetasid oma täisvolinikeks vastavalt :

EESTI VABARIIGI RIIGIHOIDJA :

Härra Aleksander JAAKSON'I, Eesti Vabariigi Haridusministri ;

TEMA HIILGAVAIM KÕRGUS UNGARI KUNINGRIIGI REGENT :

Tema Ekstsellentsi Dr. Bálint HÓMAN'I, Ungari Kuningliku Salanõuniku, Ungari
Kuningliku Kultus- ja Haridusministri,

kes peale heas ja nõutud vormis leitud täisvolituste vastastikku esitamist leppisid kokku
järgmistes ceskirjades :

Artikkel 1.

Ungari Kuninglik Valitsus annab ka edaspidi toetusi, mida ta on andnud seni Eesti-Ungari
teaduslike, kirjanduslike ja kunstialaste suhete uurimise soodustamiseks ja nende edendamiseks
Tartu Ülikooli Ungari Instituudile, mille korraldus ja ülalpidamiskulud on tagatud Eesti Valitsuse
poolt ülikooli eelarvega.

Ungari Kuninglik Valitsus kohustub säilitama ka edaspidi ja isegi võimalust mööda arendama
József Eötvös'i kolleegiumis Budapestis asutatud ja sissesetatud Soome-Ugri Instituuti, mille
raamatukogu suurendatakse ka edaspidi raamatute ja ajakirjade annetamisega Eesti Valitsuse
poolt.

Mõlemas asutises eesti ja ungari teadlased kasutavad ühtlasi töötingimusi. Kuid Ungari
Kuninglik Valitsus teatab oma valmisolekust peale selle tagada József Eötvös'i kolleegiumis väga
soodsatel tingimustel ülalpidu eesti teadlastele, kes soovivad töötada Budapestis.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 10 juin 1938.
Entrée en vigueur le 10 juillet 1938.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 4400. — EGYEZMÉNY AZ ÉSZT KÖZTÁRSASÁG ÉS A MAGYAR KIRÁLYSÁG KÖZÖTT A SZELLEMI EGYÜTTMŰKÖDÉS TÁRGYÁBAN. BUDAPESTEN, 1937. ÉVI OKTÓBER HÓ 13. NAPJÁN.

Estonian and Hungarian official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Convention took place July 14th, 1938.

AZ ÉSZT KÖZTÁRSASÁG KORMÁNYZÓ-ELNÖKE ÉS Ő FŐMÉLTÓSÁGA A MAGYAR KIRÁLYSÁG KORMÁNYZÓJA

tekintettel annak a rokonságnak kötelekeire, amelyek a két népet összekapcsolják, tudatában annak, hogy az évezredek kapcsolatok felújítása hasznos és eredményes jelentőségű lesz mindkét ország számára,

attól az őszinte kívánságtól vezérelve, hogy a már eddig is örvedetesen alakult kulturális érintkezést a két testvérnép körében mégjobban kimélyítsék és intézményessé tegyék elhatározták, hogy e célból egyezményt kötnek és meghatalmazottaikul kijelölték :

AS ÉSZT KÖZTÁRSASÁG KORMÁNYZÓ-ELNÖKE :

JAAKSON Aleksander észti köztársasági közoktatásiügyi miniszter urat ;

Ő FŐMÉLTÓSÁGA A MAGYAR KIRÁLYSÁG KORMÁNYZÓJA :

Dr. HÓMAN Bálint magyar királyi titkos tanácsos, magyar királyi vallásés közoktatásiügyi miniszter ur Ónagyméltóságát,

akik jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik tudomásulvétele után a következő rendelkezésekben állapodtak meg :

I. cikk.

A magyar királyi kormány a magyar-észti tudományos, irodalmi és művészeti kapcsolatok kutatása és ápolása céljából továbbra is támogatásban részesíti a tartui tudományegyetemen lévő Magyar Intézetet, amelynek elhelyezéséről és szokásos javadalmáról az észti kormány az egyetem költségvetésének keretében gondoskodik.

A magyar királyi kormány továbbra is fenntartja, sőt a lehetőséghez képest fejleszti a budapesti báró Eötvös József Kollégiumban szervezett Finn-Ugor Intézetet, amelynek könyvtárát ezentul az észti kormány könyvek és folyóiratok adományozása révén ugyancsak gyarapítani fogja.

Mindkét intézetben a magyar és az észti kutatók azonos feltételek mellett dolgozhatnak. A magyar királyi kormány ezenkívül hajlandó a Budapesten munkálkodni óhajtó észti tudósok részére a fentemlített kollégiumban kedvezményes elhelyezést biztosítani.

¹ The exchange of ratifications took place at Tallinn, June 10th, 1938. Came into force July 10th, 1938.

Artikkel 2.

Mõlemad valitsused kohustuvad andma vastastikku abi, kindlustades ülikoolis teise leppeosalise keele õpetamist lektorite töölerakendamisega. Eesti valitsus säilitab ungari lektori kohta Tartu Ülikoolis. Omalt poolt Ungari Kuninglik Valitsus kohustub looma eesti keele lektori kohta Kuninglikus Ungari Péter Pázmány Ülikoolis Budapestis. Mis puutub nimetamistesse lektorikohale, siis kumbki valitsus kohustub arvestama võimalust mööda teise valitsuse soove kandidaadi suhtes igal juhul, kui on tegemist selle riigi kodanikuga.

Artikkel 3.

Ungari, eesti ja soome vennasrahva poolt loodud Soome-Ugri Uurimiskomiteel on ülesandeks välja töötada õpingute kava keeleliste, etnograafiliste, arheoloogiliste ja ürgaega puutuvate probleemide alal, mis haaravad kõiki neid rahvaid, ja tähelepanelikult jälgida, ühtlasi põhjalikult uurides, neid teaduslikke probleeme, millede uurimise alal on võimalik koostöö ungari, eesti ja soome teadlaste vahel, mis võiksid olla ühisväljaande aineiks.

Üksikjuhtudel, mil selline koostöö osutub kasulikuks ja soovitavaks, kohustuvad mõlemad valitsused seda koostööd soodustama.

Mõlemad valitsused toetavad teaduslikke seltse, kes töötavad mõlema rahva vaheliste suhete arendamisel.

Samaks otstarbeks mõlemad valitsused annavad oma kaasabi ning esinduvad ametlikult Soome-Ugri kultuurkongressidel, mis tagajärjekalt aitavad kaasa eesti, ungari ja soome rahva vaheliste sidemete tugevdamisel. Nad kohustuvad neil olevate võimaluste piirides abistama kongressi organiseerimist igal neliaastakul.

Mõlemad valitsused kohustuvad veel kinnitama juba mõnda aega õnnelikult juurdunud kommet, et igal aastal oktoobri kolmandal laupäeval pühendatakse koolides üks tund hõimurahvastele. Peale selle pühitsevad koolid neile parimana näival kombel lepinglase rahvuspüha, nimelt 24. veebruaril Eesti rahvuspüha ja 15. märtsil Ungari rahvuspüha.

Artikkel 4.

Mõlemad valitsused kohustuvad korraldama ülikoolide ja kõrgemate koolide õppejõudude vahetust. Kumbki maa saadab võimalust mööda vähemalt ühe õppejõu aastas teisele maale, et ta peaks ühe sarja loenguid samal ajal, kui ta seal teostab teaduslikke uurimusi.

Kumbki lepinglane, arvestades teise riigi võimalikke soove, lepib otseselt kokku vahetusprofessoriga viimase teadusliku ülesande teostamise asjas. Valitsused kohustuvad tagama ülesande saanud professorile ülemmäära soodustusist, mis puutub tema reisisse ja korterisse.

Mõlemad valitsused püüavad leida teid, mis võimaldaksid selliste ülesannete teostamise kestuseks määrata tervet õppeaastat.

Mõlema riigi teaduslikes instituutides ja erikoolides tagatakse teise riigi teadlasile ja uurijaile eriti soodsad töövõimalused.

Mõlemad valitsused arvestavad ühtlasi ülikoolide abi-õppejõudude hulka kuuluvate teadlaste vahetust lühemaks ajaks. Säärasel korral lepatakse kokku iga üksikjuhul.

Artikkel 5.

Mõlemad valitsused tagavad iga-aastase vahetus-stipendiumina — peale õppemaksudest täiel määral vabastamise — täieliku ja tasuta ülalpidamise või sellele vastava summa mõnele üliõpilasele või kõrgema kooli õpilasele või mõnele noorele teadlasle, keda nimetatakse teise valitsuse poolt ning kes soovib teostada sellel maal õpinguid või teaduslikke uurimusi. Vahetusstipendiaadid alluvad endastmõistetavalt selle kõrgema kooli distsiplinaarkorraldusele, kus nad soovivad töötada. Kui ülalpidamine on neile tagatud koolis või üliõpilaskodus, on nad kohustatud alluma maja üldkorrale. Kummalgi valitsused on õigus piirata aastast aastasse vahetusstipendiumide kasutamist

2. cikk.

Mindkét kormány kölcsönösen elősegíti a másik ország nyelvének egyetemi előadók (lektorok) által való oktatását. A tartui egyetemen lévő magyar lektori állást az észt kormány továbbra is fenntartja. A magyar királyi kormány viszont a maga részéről a budapesti királyi magyar Pázmány Péter tudományegyetemen észt lektori állást szervez. A lektori állások betöltésénél, amennyiben a másik állam polgáráról van szó, az illető kormány személyi kívánságait a lehetőségekhez képest tekintetbe veszik.

3. cikk.

A magyar, az észt és finn testvérnemzetek által szervezett Finn-Ugor Tudományos Kutató Bizottság a nyelvtudomány, néprajz, régészet és őstörténelem egymást kölcsönösen érdeklő vonatkozásainak közös kutatására munkaprogrammot dolgoz ki és továbbra is vizsgálat tárgyává teszi azokat a tudományos kérdéseket, amelyeket magyar, észt és finn tudósok közös munkaanyagként felhasználhatnak és amelyek közös kiadvány tárgyát képezhetik.

Azokban az esetekben, amelyekben ilyen együttműködés célszerűnek és kívánatosnak látszik, a két kormány ezt a lehetőséghez képest elő fogja mozdítani.

Mindkét kormány támogatásban részesíti azokat a tudományos egyesületeket, amelyek a két nemzet közötti kapcsolatok kiépítését munkálják.

Ugyanebből a célból mindkét kormány támogatja és hivatalosan is résztvesz a magyar, észt és finn népek közvetlen érintkezését sikeresen szolgáló u.n. finn-ugor kulturkongresszusokon, amelyeknek négyévenként való megrendezését a lehetőséghez képest elősegíti.

As utóbbi években kialakult azt a szép szokást, amely szerint minden év októberének harmadik szombatján az iskolákban előadásban emlékeznek meg a rokonnépekről, mindkét kormány állandósítja. Ezenkívül az iskolák a nekik legmegfelelőbb módon ünneplik meg a szerződő felek nemzeti ünnepeit és pedig március 15.-ét (Magyarország nemzeti ünnepét), valamint február 24.-ét Észtország függetlenségének évfordulóját.

4. cikk.

A két kormány megszervezi az egyetemi és főiskolai tanárok cseréjét. Mindkét ország, a lehetőség szerint, évenként legalább egy-egy tanárt küld ki a másik országba a célból, hogy ott tudományos kutatásokat végezzen és előadásorozatot tartson.

Mindkét fél közvetlenül állapodik meg a cseretanárral tanulmányutjának módozataira nézve, figyelembevéve a másik kormány esetleges óhajait. A kiküldendő tanár részére az utazás és elhelyezés tekintetében a kormányok a lehetséges kedvezményeket biztosítják.

A két kormány módot igyekszik találni arra, hogy ezeknek a kiküldetéseknél időtartama egy teljes tanév lehessen.

Mindkét állam tudományos szakintézetekben a másik állam tudósai és kutatói részére kedvezményes munkahelyeket biztosít.

Az egyetemi segéd-tanszemélyzethez tartozóknak rövidebb időre való cseréjét is kilátásba veszik. Ilyen esetben a megegyezésnek esetről-esetre kell történnie.

5. cikk.

Mindkét állam tanvényként egy-egy, a másik állam részétől kijelölt egyetemi vagy főiskolai hallgatónak, illetve fiatal tudósok számára valamely főiskola látogatása, vagy tudományos kutatómunka végzése céljából csereösztöndíjként — a teljes tandíjmentességen kívül — ingyenes elhelyezést és ellátást vagy pedig ennek megfelelő készpénzösszeget biztosít. A csereösztöndíjasok természetesen az illető főiskola fegyelmi szabályzatának tartoznak magukat alávetni. Ha nevezettek az elhelyezést és ellátást kollégiumban vagy diákotthonban kapják, akkor magukat az ott érvényes házirendnek is tartoznak alávetni. Mindkét államnak joga, hogy a csereösztöndíjaknak élvezetét

mõne ülikoolilinnaga või ainult pealinnaga. Kumbki riik säilitab õiguse keelduda tarviduse juhul haridusministeeriumi kaudu teatavatele isikutele kõnesolevate stipendiumide andmisest ning nõuda isegi õppeaasta kestusel stipendiaadi tagasikutsumist.

Stipendiumide ja reisikulude kõrgus määratakse igal aastal Soome-Ugri Uurimiskomitee ettepanekul selle riigi valitsuse poolt, kuhu stipendiaat soovib sõita. Stipendiumi-kandidaatide nimekiri ja elulookirjeldused tuleb saata huviosalisele riigile suve jooksul ning võimalust mööda igakord enne 31. juulit.

Peale selle Ungari Kuninglik Valitsus tagab iga aasta õppemaksudest täieliku vabastamise Eesti Valitsuse poolt määratud kaheteistkümnele Eesti üliõpilasele. Eesti Valitsus kohustub omalt poolt andma sama soodustuse kaheteistkümnele ungari üliõpilasele, kes soovivad õppida Tartu Ülikoolis või mõnes teises Eesti kõrgemas koolis.

Artikkel 6.

Eesti ja Ungari valitsused püüavad kõigi neil kasutada olevate abinõudega suurendada üliõpilaste arvu, kes soovivad osa võtta teise maa kõrgemates koolides korraldatud suvekursustest. Huviosalised valitsused kohustuvad tagama kõiki hõlbustusi üliõpilastele, kes soovivad neist kursustest osa võtta.

Mõlemad valitsused toetavad üliõpilaskoondisi, kes püüavad hoida ja arendada häid suhteid mõlema maa üliõpilasnoorsoo vahel ning kes taotleavad teise maa ning iseäranis selle üliõpilasnoorsoo tutvustamist maal. Selleks mõlemad valitsused annavad oma kaasabi õppereiside korraldamiseks, üliõpilaste vahetamiseks ja laagrite korraldamiseks suve jooksul.

Stipendiaatide valikul ja üliõpilaskoondiste kujundamisel kantakse eriti hoolt, et mõlemalt poolt mainitud ülesannete teostamiseks määratud üliõpilased oleksid oma maa väärikad esindajad.

Artikkel 7.

Mõlemad valitsused pööravad erilist tähelepanu sellele, et nende maal tarvitusel olevates õpperaamatutes hõimurahvaste kohta käivad osad oleksid kirjutatud tõele vastavalt ja sõbralikus vaimus. Selleks mõlemad valitsused kohustuvad teatama teineteisele ajaloolisi, maateaduslikke, etnograafilisi j. t. nende maa kohta käivaid andmeid, mida nad soovivad võtta õppekavadesse.

Artikkel 8.

Mõlemad valitsused kohustuvad vahetama aegajalt teaduslike ja kirjanduslike teoste nimekirja, millised nende arvates vääriskid tõlkimist teise maa keelde, ning võimalust mööda teatavad nad ühtlasi nende isikute nimed, kes võivad korralikult valmistada küsimuses oleva tõlke või keda nad üldiselt peavad sääraseks tööks sobivaiks. Mõlemad valitsused püüavad tagada teise maa uute teaduslike ja kirjanduslike väljaannete kohta käivate ülevaadete avaldamist nende maa teaduslikes ajakirjades.

Artikkel 9.

Mõlema maa ühise vaimse põhivara arendamiseks kumbki valitsus kohustub soodustama omal maal teise maa kõrge kunstilise väärtusega teatripalade etendamist ja filmide linastamist.

Mõlemad valitsused toetavad Eesti resp. ungari näituste korraldamist.

Artikkel 10.

Mõlemad valitsused püüavad saavutada, et nende maa raadiojaamad võtavad vastastikku oma kavadesse ülekandeid teise riigi saatekavast ning et raadiokõnedest pühendatakse tähelepanuvääriv osa teise maa ajaloo, kirjanduse, kunsti, muusika, rahvakunsti ja turistlike vaatamisväärsuste tutvustamisele.

a maga hatáskörében évről-évre meghatározott egyetemi városokra, vagy pedig csak a fővárosra korlátozza. Mindkét állam kormányának jogában áll, — amennyiben közoktatásügyi miniszteriuma azt szükségesnek látja —, hogy a maga részéről a szükséghez képest bizonyos személyeket, akik a szóbanlévő ösztöndíjra pályáznak idejekorán visszautasítson, sőt a tanév tartama alatt is kívánhatja visszarendelésüket.

Az ösztöndíjak, valamint az utiköltség nagyságát évenként a Finn-Ugor Kutató Bizottság javaslata alapján az elfogadó állam kormánya állapítja meg. Az ösztöndíjra javaslatba hozottak nevét és személyi adatait a másik ország közoktatásügyi miniszterével a nyár folyamán, amennyiben lehetséges, mindenkor július 31.-ike előtt kell közölni.

A magyar királyi kormány ezenkívül évenként tizenkét észt egyetemi vagy főiskolai hallgatónak, az észt kormány kijelölése alapján, teljes tandíjmentességet biztosít, amely tandíjmentességet az észt kormány ugyancsak biztosítja 12 Tartuban vagy más észtországi főiskolán tanulni óhajtó magyar hallgató számára.

6. cikk.

A magyar és az észt kormány törekedni fog arra, hogy minél jobban növelje azoknak a hallgatóknak számát, akik a másik fél főiskolái által rendezett nyári szüneti tanfolyamokon résztvenni kívánnak. A két érdekelt kormány minden, kedvezményt megad azoknak a diákoknak, akik a szóbanforgó tanfolyamokra beiratkozni kívánnak.

Mindkét kormány különös támogatásban részesíti azokat az ifjúsági szervezeteket, amelyek a két ország diáksága között fennálló jóviszonyt ápolják és fejleszteni kívánják és arra törekszenek, hogy az ifjúság a másik országot és különösen annak fiatalságát jobban megismerhesse. A két kormány evégből elősegíti a tanulmányutak, a diákcsere, valamint a nyári diáktáborozások rendezését.

Az ösztöndíjasok kiválasztásánál és az egyetemi hallgatók csoportjainak összeállításánál mindkét részről különös gondoskodás tárgya lesz, hogy olyanok jelöltessenek ki, akik hazájuk ifjúságát méltóan képviselik.

7. cikk.

A két kormány különös fontosságot tulajdonít annak, hogy a használatban lévő tankönyvek országaikra vonatkozó fejezetei a valóságnak megfelelően és baráti szellemben irassanak meg. Ebből a célból a két ország kormánya kölcsönösen közli azokat az adatokat, amelyek a két ország történelmére, földrajzára, néprajzára stb. vonatkoznak és amelyeket iskoláikban kölcsönösen taníttatni kívánnak.

8. cikk.

Mindkét kormány időnkint kicseréli azoknak a tudományos és irodalmi műveknek a jegyzékét, amelyek véleménye szerint megérdemlik a másik ország nyelvére való lefordítást és esetleg közlik azoknak a személyeknek a nevét is, akik a szóbanforgó fordításokat elkészíthetik vagy egyébként is alkalmasak szakművek lefordítására. A két kormány törekszik továbbá arra is, hogy országaik fontosabb tudományos folyóiratai a másik országban megjelenő új tudományos és irodalmi művek ismertetését hozzák.

9. cikk.

A célból, hogy a két ország közös kulturális javai erősbittessenek és fejleszttessenek, mindkét kormány elősegíti országában a másik nemzet művészi értékű színpadi műveinek és filmjeinek bemutatását.

Mindkét kormány kölcsönösen támogatja magyar, illetve észt kiállítások rendezését.

10. cikk.

Mindkét kormány szorgalmazni fogja, hogy rádióállomásaik kölcsönösen műsoraikba iktassák a másik ország rádióműsorából vett közvetítéseket és rádióelőadásokkal járuljanak hozzá a másik ország történelmének, irodalmának, művészetének, zenéjének, népművészetének és idegenforgalmi értékeinek népszerűsítéséhez.

Artikkel 11.

Mõlemad valitsused soodustavad nende maa ametlike ja teaduslike instituutide perioodiliste väljaannete vahetamist. Selle vahetamise korraldamise kohta peetakse pärastist läbirääkimisi mõlema maa valitsuse vahel.

Artikkel 12.

Mõlemad valitsused kohustuvad suurendama kõigi neil kasutada olevate abinõudega Eesti raamatukogude ungari raamatute resp. Ungari raamatukogude eesti raamatute tagavara ning lubavad teiselt maalt tulevatele uurijatel juurdepääsu raamatukogudesse ja arhiividesse oma kodanikele antavail tingimustel.

Mõlemad valitsused soodustavad raamatute ja käsikirjade otsest laenutamist mõlema maa raamatukogude ja arhiivide vahel.

Artikkel 13.

Mõlemad valitsused pühendavad eriti tähelepanu mõlema maa sportlase koostöö ja nende vaheliste sportlike kokkupuudete soodustamisele ja kergendamisele.

Artikkel 14.

Ülalolevates artiklites mainitud eeskirjade teostamiseks luuakse Eesti-Ungari Segakomitee, kuhu kuulub kaks valitsuskomisjoni. Ühe valitsuskomisjoni asupaik on Tallinnas, teise — Budapestis.

Kumbki valitsuskomisjon koostatakse vastava haridusministri juhtimisel ühest haridusministri poolt ja ühest välisministri poolt määratud liikmest ning teise leppeosalise saatkonna esindajast. Mõlemad huviosalised pooled võivad kutsuda asjaarutamisele valitsuskomisjoni nõuandjaks asjatundjaid.

Kumbki valitsuskomisjon on kohustatud kokku astuma vähemalt kord aastas. Valitsuskomisjonid määravad oma põhikirjas oma töökava teostamise viisi.

Artikkel 15.

Käesolev konventsioon ratifitseeritakse ning ratifikatsioonikirjad vahetatakse Tallinnas võimalikult kõige lähema tähtaja jooksul. Ta jõustub kolmekümnendal päeval pärast ratifikatsioonikirjade vahetamist.

Artikkel 16.

Käesolev konventsioon sõlmitakse ilma tähtajata, kuid kummalgi leppeosalisel on selle ülesütlemise õigus. Ülesütlemise korral konventsioon kaotab oma jõu kuus kuud pärast ülesütlemise ametlikku teadaandmist.

Selle tõenduseks täisvolinikud kirjutasid alla konventsioonile ning kinnitasid sellele oma pitserid.

Tehtud kahes algupärandis eesti ja ungari keeles, kusjuures kummalgi tekstil on sama maksvus.

Tehtud Budapestis, 13. oktoobril 1937.

(L. S.) Aleksander JAAKSON, *m. p.*

(L. S.) HÓMAN Bálint, *m. p.*

11. cikk.

A két kormány gondoskodik arról, hogy hivatalos kiadványainak, valamint tudományos intézményei időszaki közleményeinek cseréje elősegítették. Ennek a cserének mikénti lebonyolítása a két kormány között későbbi tárgyalás anyagául szolgál.

12. cikk.

Mindkét kormány a rendelkezésére álló eszközökkel gyarapítani fogja az észtországi könyvtárak magyar, illetve a magyarországi könyvtárak észt anyagát és könyvtárai, valamint levéltárai használatát a másik állam polgárainak ugyanolyan feltételek mellett engedélyezi, mint sajátjainak.

Mindkét kormány elősegíti és megkönnyíti a két állam könyvtárai és levéltárai közvetlen könyv- és kéziratkölcsonzést.

13. cikk.

Mindkét kormány különlegesen gondoskodik arról, hogy a két ország sportbeli együttműködése, illetőleg a két ország sportbeli érintkezése elősegítették és megkönnyítették.

14. cikk.

Az előző cikkekben említett intézkedések megvalósíthatása céljából magyar-észt vegyes bizottság fog alakíttatni, amely két kormánybizottságból áll. A kormánybizottságok egyikének székhelye Budapest, a másiké Tallinn.

A kormánybizottságok mindegyike az illető közoktatásügyi miniszternek elnöklete alatt, a közoktatásügyi és külügyminiszter egy-egy kiküldöttjéből és a Másik Fél követségének képviselőjéből áll. A bizottságba tanácsadási joggal, mindkét fél részéről szakértők hívhatók be.

Mindegyik kormánybizottság köteles évenként legalább egyszer ülést tartani. A kormánybizottságok szabályzat útján állapítják meg feladataik teljesítésének módozatait.

15. cikk.

Jelen egyezményi meg fog erősítetteti és a megerősítő okiratok a lehető legrövidebb időn belül Tallinnban fognak kicseréltetni. Az egyezmény e megerősítő okiratok kicserélését követő harmincadik napon lép életbe.

16. cikk.

Jelen egyezmény időbeli korlátozás nélkül köttetetik, de felmondása a Magas Szerződő Felek bármelyikének biztosítva marad. Felmondás esetén az egyezmény hat hónappal a felmondás bejelentése után hatályát veszti.

Ennek hitelesül a meghatalmazottak a jelen egyezményt aláírták és pecsétjükkel ellátták.

Készült két eredeti példányban, észt és magyar nyelven, azzal, hogy mindkét szövegnek ugyanaz az érvénye van.

Kelt Budapesten, 1937. évi október hó 13. napján.

(P. H.) Aleksander JAAKSON, s. k.

(P. H.) HÓMAN Bálint, s. k.

¹ TRADUCTION.

N^o 4400. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET LE ROYAUME DE HONGRIE CONCERNANT LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉE A BUDAPEST, LE 13 OCTOBRE 1937.

LE GOUVERNEUR-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et SON ALTESSE LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE,

Considérant les liens de parenté qui unissent les deux peuples ;

Convaincus que le renouvellement de leurs relations millénaires produira des résultats utiles et importants pour les deux pays ;

Animés du désir sincère de resserrer davantage et d'ériger en institution les relations culturelles déjà heureusement formées dans le passé entre les deux peuples frères,

Ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEUR-PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Aleksander JAAKSON, ministre de l'Instruction publique de la République d'Estonie ;

SON ALTESSE LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

Son Excellence M. le D^r Bálint HÓMAN, conseiller privé, ministre des Cultes et de l'Instruction publique du Royaume de Hongrie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement royal hongrois, en vue de développer et d'entretenir les relations hungaro-estoniennes dans le domaine scientifique, littéraire et artistique, continuera d'accorder son appui comme par le passé à l'institut hongrois de l'Université de Tartu, à l'établissement et à la dotation duquel le Gouvernement estonien pourvoira dans le cadre du budget de l'Université.

Le Gouvernement royal hongrois continuera de soutenir et même, dans la mesure du possible, développera l'institut finno-ougrien du Collège Baron-Joseph-Eötvös à Budapest, dont la bibliothèque continuera, d'autre part, d'être enrichie par des dons de livres et de périodiques émanant du Gouvernement estonien.

Les savants hongrois et estoniens pourront travailler dans les deux instituts dans des conditions identiques. En outre, le Gouvernement royal hongrois est disposé à assurer le séjour des savants estoniens désireux de poursuivre leurs recherches à Budapest, à des conditions de faveur dans le collège susmentionné.

Article 2.

Chacun des deux gouvernements facilitera l'enseignement de la langue de l'autre pays par des lecteurs dans les universités. Le Gouvernement estonien maintiendra comme par le passé le poste de lecteur hongrois existant à l'Université de Tartu. Le Gouvernement royal hongrois, de son côté, créera un poste de lecteur estonien à l'Université royale hongroise Péter-Pázmány de Budapest. Autant que possible, il sera tenu compte, dans l'attribution du poste de lecteur, des désirs du

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4400. — CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF ESTONIA AND THE KINGDOM OF HUNGARY REGARDING INTELLECTUAL CO-OPERATION BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT BUDAPEST, OCTOBER 13TH, 1937.

THE PRESIDENT-REGENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY,

In view of the ties of kinship which unite their two peoples ;

Being convinced that the renewal of their age-old relations will produce results of value and importance to both their countries ;

Being sincerely desirous of further strengthening and of embodying in an institution the cultural relations already happily established in the past between their two brother peoples ;

Have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT-REGENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

Monsieur Alexander JAAKSON, Minister of Education of the Republic of Estonia ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

His Excellency Dr. Bálint HÓMAN, Privy Councillor, Minister of Public Worship and Education of the Kingdom of Hungary ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Royal Hungarian Government, with a view to developing and maintaining relations between Hungary and Estonia in the realms of science, literature and art, shall continue to accord its support as in the past to the Hungarian Institute of the University of Tartu, for the establishment and endowment of which the Estonian Government shall provide through the university budget.

The Royal Hungarian Government shall continue to support and also, as far as possible, to develop the Finno-Ugrian Institute of the Baron Joseph Eötvös College in Budapest, the library of which shall, moreover, continue to receive gifts of books and periodicals from the Estonian Government.

Hungarian and Estonian scholars shall be able to work in the two institutes under identical conditions. Further, the Royal Hungarian Government is prepared to make arrangements for the residence of Estonian scholars desirous of pursuing their research studies in Budapest, on specially favourable terms, at the above-mentioned College.

Article 2.

Each of the two Governments shall facilitate the teaching of the language of the other country by lecturers at the universities. The Estonian Government shall maintain, as in the past, the existing post of Hungarian lecturer at the University of Tartu. The Royal Hungarian Government shall, for its part, establish a post of Estonian lecturer at the Royal Hungarian Péter Pázmány University at Budapest. As far as possible, account shall be taken, in filling the post of lecturer,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

gouvernement intéressé en ce qui concerne la personne du lecteur, pour autant qu'il s'agira d'un ressortissant de l'autre Etat.

Article 3.

La Commission finno-ougrienne de recherches scientifiques créée par les trois peuples frères de Hongrie, d'Estonie et de Finlande, élaborera un plan de travail pour les recherches à entreprendre en commun sur tout ce qui les intéresse mutuellement en matière de linguistique, d'ethnographie, d'archéologie et d'histoire ancienne et continuera de soumettre à un examen approfondi les questions scientifiques qui peuvent faire l'objet d'un travail commun de savants hongrois, estoniens et finlandais ainsi que de publications communes.

Lorsqu'une telle collaboration paraîtra opportune et désirable, les deux gouvernements l'encourageront dans la mesure du possible.

Chacun des deux gouvernements accordera son appui aux associations scientifiques qui s'efforcent de développer les relations qui existent entre les deux nations.

Dans le même but, chacun des deux gouvernements soutiendra les congrès culturels dits finno-ougriens, qui contribuent avec succès au maintien de relations directes entre les peuples hongrois, estonien et finlandais, et dont les deux gouvernements favoriseront dans la mesure du possible l'organisation tous les quatre ans.

Les deux gouvernements consacreront la belle coutume qui s'est établie dans les dernières années de célébrer annuellement les peuples de même race, le troisième samedi d'octobre, par des conférences scolaires. En outre, les écoles célébreront de la manière qui leur conviendra le mieux les fêtes nationales des Hautes Parties contractantes, à savoir le 15 mars (fête nationale de la Hongrie) et le 24 février (anniversaire de l'indépendance de l'Estonie).

Article 4.

Les deux gouvernements organiseront l'échange de professeurs des universités et des écoles supérieures. Chacun des deux pays enverra dans l'autre au moins une fois par an, dans la mesure du possible, un professeur chargé d'y poursuivre des recherches scientifiques et d'y faire une série de conférences.

Chacune des deux Parties contractantes déterminera avec le professeur invité les modalités de son voyage d'étude, en tenant compte des désirs éventuels de l'autre gouvernement. Les gouvernements assureront au professeur envoyé dans l'autre pays tous les avantages possibles en ce qui concerne le voyage et le logement.

Les deux gouvernements rechercheront le moyen de donner au séjour des professeurs envoyés une durée d'une année scolaire entière.

Chacun des deux Etats assurera aux savants de l'autre pays des laboratoires à des conditions avantageuses dans les instituts scientifiques spécialisés.

La possibilité d'échanger également pour des périodes de moindre durée les professeurs assistants et adjoints des universités sera également envisagée. Un accord spécial devra intervenir dans chaque cas.

Article 5.

Chacun des deux Etats assurera, sous forme de bourse d'échange — outre l'exonération complète des droits universitaires —, la pension et le logement gratuits ou la somme correspondante à un étudiant d'université ou d'école supérieure, ou à un jeune savant désigné par l'autre Etat, pour lui permettre de fréquenter une école supérieure ou de terminer des recherches scientifiques. Il est bien entendu que les boursiers d'échange sont tenus de se soumettre au règlement disciplinaire de l'école supérieure en question. Si lesdits boursiers sont logés et nourris dans un collège ou dans un foyer d'étudiants, le règlement en vigueur dans ce dernier doit être observé par eux. Chacun des deux Etats se réservera le droit de limiter à certaines villes universitaires déterminées ou à la capitale seulement la jouissance des bourses d'échange qui sont de son ressort. Le gouvernement de chacun des deux Etats a le droit — dans la mesure où le ministre de l'Instruction publique le jugerait nécessaire — de récuser en temps utile et en ce qui le concerne, le cas échéant, certaines

of the wishes of the Government concerned as to the person to be appointed, in cases where the lecturer is to be a national of the other State.

Article 3.

The Finno-Ugrian Committee for scientific research, set up by the three brother peoples of Hungary, Estonia and Finland, shall draw up a plan of work for research to be undertaken in common on all questions of mutual interest to them in the matter of philology, ethnography, archæology and ancient history, and shall continue to submit to a thorough study any scientific questions which may be the subject of work in common by Hungarian, Estonian and Finnish scholars and also of joint publications.

When such collaboration shall appear to be expedient and desirable, the two Governments shall encourage it so far as is possible.

Each of the two Governments shall give its support to scientific associations attempting to develop the relations existing between the two nations.

With the same object, each of the two Governments shall support the Finno-Ugrian cultural congresses which successfully contribute to the maintenance of direct relations between the Hungarian, Estonian and Finnish peoples and the two Governments shall so far as is possible promote the organisation of such congresses every four years.

The two Governments shall maintain the excellent custom which has grown up in recent years of giving lectures in the schools each year on the third Saturday in October in honour of the peoples of the same race. Further, schools shall celebrate, in the way which suits them best, the national festivals of the High Contracting Parties, namely, March 15th (Hungarian National Festival) and February 24th (Anniversary of Estonian Independence).

Article 4.

The two Governments shall arrange for the exchange of university professors and teachers in higher educational establishments. Each of the two countries shall send to the other at least once a year, as far as possible, a professor or teacher to carry out scientific research and to deliver a series of lectures.

Each of the two Contracting Parties shall decide, with the professor or teacher invited, on the detailed arrangements for his study tour, with due regard to any wishes that may be expressed by the other Government. The Governments shall provide the professor or teacher sent to the other country with all possible facilities in regard to travel and accommodation.

The two Governments shall seek means for enabling the professors and teachers so sent to remain for a complete academic year.

Each of the two States shall provide scholars from the other country with laboratories on advantageous terms in the specialised scientific institutes.

The further possibility of exchanging for shorter periods assistant and deputy professors of the universities shall also be considered. A special agreement shall be concluded in each case.

Article 5.

Each of the two States shall provide, in the form of an exchange scholarship, not only complete exemption from university dues but also free board and lodging or a sum of money equivalent thereto for a student from a university or higher educational establishment, or for a young scholar nominated by the other State, to enable him to attend a higher educational establishment or to complete scientific research work. It is understood that exchange scholars will be required to observe the disciplinary regulations of the higher educational establishment in question. If the said scholars are lodged and boarded in a college or students' hostel, the regulations in force in the latter must be observed by them. Each of the two States shall reserve the right to allow the exchange scholarships under its control to be held only in certain specified university towns or in the capital alone. The Government of either State shall be entitled, at the discretion of the Minister of Education, to take exception in due time, in so far as it is

personnes qui concourent pour l'obtention de la bourse en question et même d'en demander le rappel en cours d'année.

Le montant des bourses ainsi que celui des frais de voyage sera fixé annuellement par le gouvernement de l'État qui reçoit le boursier, sur la proposition de la commission finno-ougrienne de recherches. Le nom et l'état civil des personnes proposées pour recevoir des bourses doivent être communiqués au Ministère de l'Instruction publique de l'autre pays dans le courant de l'été et, si possible, avant le 31 juillet.

Le Gouvernement royal hongrois assure en outre annuellement à douze étudiants estoniens d'université ou d'école supérieure, désignés par le Gouvernement estonien, l'exonération totale des droits universitaires ; la même exonération sera également assurée à douze étudiants hongrois désireux de faire leurs études dans les écoles supérieures de Tartu ou les autres écoles supérieures estoniennes.

Article 6.

Le Gouvernement hongrois et le Gouvernement estonien feront tout leur possible pour qu'augmente le nombre des auditeurs qui désirent assister aux cours de vacances organisés par les écoles supérieures de l'autre Partie. Les deux gouvernements intéressés accorderont toutes réductions possibles aux étudiants qui désirent s'inscrire aux cours en question.

Chacun des deux gouvernements accordera particulièrement son appui aux organisations d'étudiants qui entretiennent ou désirent développer la bonne entente entre la jeunesse des écoles des deux pays et s'efforcera de mieux faire connaître l'autre pays et, en particulier, la jeunesse de ce dernier à la jeune génération. Dans ce but, les deux gouvernements encourageront les voyages d'étude et les échanges d'étudiants, ainsi que l'organisation de camps de vacances pour étudiants.

En désignant les boursiers, et en composant les groupes d'étudiants, on veillera tout particulièrement des deux côtés à ne désigner que des personnes représentant dignement la jeunesse de leur pays.

Article 7.

Les deux gouvernements attachent une importance particulière à ce que les chapitres des livres scolaires en usage, relatifs à leurs pays, soient non seulement conformes à la vérité mais aussi conçus dans un esprit amical. A cet effet, les gouvernements des deux pays se communiqueront les données intéressant l'histoire, la géographie, l'ethnographie, etc., des deux pays qu'ils désirent voir enseigner dans les écoles de l'autre.

Article 8.

Chacun des deux gouvernements échangera avec l'autre de temps en temps la liste des œuvres scientifiques et littéraires qui, à son avis, méritent d'être traduites dans la langue de l'autre pays, et, éventuellement, ils se communiqueront le nom des personnes capables de préparer les traductions en question et, en général, de traduire des ouvrages spécialisés. Chacun des deux gouvernements s'efforcera de faire connaître, par les principales revues scientifiques de son propre pays, les œuvres scientifiques et littéraires nouvellement publiées dans l'autre pays.

Article 9.

Afin de renforcer et de développer les richesses culturelles communes aux deux pays, chacun des deux gouvernements favorisera la représentation des œuvres théâtrales et des films de valeur artistique de l'autre nation.

Chacun des deux gouvernements accordera son appui à l'organisation d'expositions hongroises ou estoniennes respectivement.

Article 10.

Chacun des deux gouvernements prendra des mesures pour que ses postes de radiodiffusion relaient des émissions choisies dans le programme radiophonique de l'autre et contribuent par des

concerned, to certain individuals competing for the scholarship in question and even to request their recall during the year.

The value of the scholarships, and also the amount for travelling expenses, shall be fixed annually by the Government of the State receiving the scholar, on the recommendation of the Finno-Ugrian Research Committee. The names and birth certificates of persons proposed for scholarships must be communicated to the Ministry of Education of the other country in the course of the summer and, if possible, before July 31st.

The Royal Hungarian Government shall furthermore provide each year total exemption from university dues for twelve Estonian students from universities or higher educational establishments nominated by the Estonian Government. The same exemption shall likewise be granted to twelve Hungarian students wishing to study in higher educational establishments in Tartu or in other Estonian higher educational establishments.

Article 6.

The Hungarian Government and the Estonian Government shall do all in their power to increase the number of students wishing to attend the holiday courses organised by the higher educational establishments of the other Party. The two Governments concerned shall grant all possible reductions to students wishing to register for the said courses.

Each of the two Governments shall, in so far as it is concerned, give its support to student organisations maintaining or wishing to develop good understanding between young people in the educational establishments of the two countries and shall endeavour to make the other country and, in particular, the young people of the other country better known to the rising generation in its own country. For this purpose, the two Governments shall encourage study tours and exchanges of students and also the organisation of holiday camps for students.

In nominating scholarship-holders, and in composing the groups of students special care shall be taken on both sides to ensure that only persons who are worthy representatives of the youth of their own country shall be chosen.

Article 7.

The two Governments attach special importance to ensuring that the chapters in school text-books in use relating to their countries are not only in accordance with the truth, but are also written in a friendly spirit. With this object, the Government of either country shall communicate to the other the facts connected with the history, geography, ethnography, etc., of the two countries which it desires to have taught in the schools of the other.

Article 8.

Each of the two Governments shall from time to time exchange with the other a list of scientific and literary works which, in its opinion, are worthy of being translated into the language of the other country and, should occasion arise, they shall communicate to each other the names of persons capable of undertaking the translations in question and, in general, of translating specialised works. Each of the two Governments shall do all in its power to make known, through the principal scientific reviews of its own country, scientific and literary works recently published in the other country.

Article 9.

In order to strengthen and develop the cultural riches common to the two countries, each of the two Governments shall encourage the presentation of theatrical works and films of artistic value of the other country.

Each of the two Governments shall give its support to the organisation of Hungarian or Estonian exhibitions respectively.

Article 10.

Each of the two Governments shall make arrangements for its broadcasting stations to relay broadcasts chosen from the wireless programme of the other and to assist by means of broadcasts

émissions radiophoniques à faire connaître l'histoire, la littérature, l'art, la musique, l'art populaire ainsi que les beautés touristiques de l'autre pays.

Article 11.

Les deux gouvernements prendront soin de favoriser l'échange des publications officielles ainsi que des périodiques de leurs institutions savantes. Les modalités de cet échange feront l'objet de pourparlers ultérieurs entre les deux gouvernements.

Article 12.

Chacun des deux gouvernements enrichira par les moyens dont il dispose les collections hongroises des bibliothèques estoniennes et les collections finlandaises des bibliothèques hongroises, et il permettra aux ressortissants de l'autre Etat de faire usage de ses bibliothèques et de ses archives dans les mêmes conditions que celles qu'il accorde à ses propres ressortissants.

Les deux gouvernements encourageront et faciliteront le prêt direct de livres et de manuscrits entre les bibliothèques et les archives des deux Etats.

Article 13.

Chacun des deux gouvernements veillera tout particulièrement à ce que la collaboration et les relations sportives entre les deux pays soient encouragées et facilitées.

Article 14.

Afin de pouvoir mettre en vigueur les mesures prévues aux articles précédents, il sera créé une commission mixte hungaro-estonienne composée de deux commissions gouvernementales. Le siège d'une des commissions gouvernementales est Budapest, celui de l'autre est Tallinn.

Chacune des deux commissions gouvernementales sera présidée par le ministre de l'Instruction publique respectif et composée d'un délégué du ministre de l'Instruction publique, d'un délégué du ministre des Affaires étrangères et du représentant de la légation de l'autre Partie contractante. Des experts provenant des deux pays peuvent être invités à assister la commission à titre consultatif.

Chacune des commissions gouvernementales est tenue de se réunir au moins une fois par an. Les commissions détermineront par un règlement la façon dont elles rempliront leur mission.

Article 15.

La présente convention sera ratifiée, et les instruments de ratification seront échangés à Tallinn dans le plus bref délai possible. La convention entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification.

Article 16.

La présente convention restera en vigueur pendant un temps indéterminé, mais chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de la dénoncer ; au cas où elle serait dénoncée, la convention cessera ses effets six mois après la notification de ladite dénonciation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en deux exemplaires, en langue hongroise et en langue estonienne, les deux textes faisant également foi.

Fait à Budapest, le 13 octobre 1937.

(L. S.) Aleksander JAAKSON, *m. p.*

(L. S.) HÓMAN Bálint, *m. p.*

in making known the history, literature, art, music and folk art of the other country and also its attractions for tourists.

Article 11.

The two Governments shall take measures to promote the exchange of official publications and of periodicals of their learned institutions. The arrangements for such exchange shall form the subject of later conversations between the two Governments.

Article 12.

Each of the two Governments shall, by the means at its disposal, add to the Hungarian collections in Estonian libraries and the Finnish collections in Hungarian libraries, and shall allow nationals of the other State to use its libraries and archives under the same conditions as those which it grants to its own nationals.

The two Governments shall encourage and facilitate direct loans of books and manuscripts as between the libraries and archives of the two States.

Article 13.

Each of the two Governments shall take special care to ensure that collaboration and relations between the two countries in the realm of sport are encouraged and facilitated.

Article 14.

In order that the measures provided for in the above Articles may be applied, a joint Hungarian-Estonian Commission shall be appointed consisting of two governmental committees. The seat of one of the governmental committees shall be at Budapest and that of the other at Tallinn.

Each of the two governmental committees shall be presided over by the respective Minister of Education and composed of a delegate of the Minister of Education, a delegate of the Minister for Foreign Affairs and a representative of the legation of the other Contracting Party. Experts from the two countries may be invited to assist the committee in an advisory capacity.

Each of the governmental committees must meet at least once a year. The committees shall draw up regulations determining the way in which they are to discharge their duties.

Article 15.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Tallinn as soon as possible. The Convention shall come into force thirty days after the exchange of the instruments of ratification.

Article 16.

The present Convention shall remain in force for an undetermined period, but each of the High Contracting Parties reserves the right to denounce it. Should it be denounced, the Convention shall cease to be in force six months after notice is given of the said denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in two copies, in the Hungarian and Estonian languages, both texts being equally authentic.

Done at Budapest, this 13th day of October, 1937.

(L. S.) Alexander JAAKSON, *m. p.*

(L. S.) HÓMAN Bálint, *m. p.*

ANNEXE XLVI



ANNEX XLVI



ANNEXE XLVI

SIGNATURES, RATIFICATIONS, ADHÉSIONS, PROLONGATIONS, DÉNONCIATIONS, ETC.

No. 170. — PROTOCOL¹ OF SIGNATURE OF THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16TH, 1920.

SIGNATURE.

IRAQ September 22nd, 1938.

OPTIONAL CLAUSE PROVIDED FOR IN THE ABOVE STATUTE.

SIGNATURE.

IRAQ.

On behalf of the Government of Iraq and subject to ratification, I accept as compulsory

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 405; Vol. XV, page 305; Vol. XXIV, page 153; Vol. XXVII, page 417; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; Vol. CXI, page 402; Vol. CXVII, page 46; Vol. CXXVI, page 430; Vol. CXXX, page 440; Vol. CXXXIV, page 392; Vol. CXLVII, page 318; Vol. CLII, page 282; Vol. CLVI, page 176; Vol. CLX, page 325; Vol. CLXIV, page 352; Vol. CLXVIII, page 228; Vol. CLXXII, page 388; Vol. CLXXVII, page 382; Vol. CLXXXI, page 346; and Vol. CLXXXV, page 370, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ANNEX XLVI.

SIGNATURES, RATIFICATIONS, ACCESSIONS, PROLONGATIONS, DÉNONCIATIONS, ETC.

N^o 170. — PROTOCOLE¹ DE SIGNATURE DU STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

SIGNATURE

IRAK 22 septembre 1938.

DISPOSITION FACULTATIVE PRÉVUE AU STATUT CI-DESSUS.

SIGNATURE

IRAK.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.
Au nom du Gouvernement de l'Irak et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; vol. LXXII, page 452; vol. LXXVIII, page 435; vol. LXXXVIII, page 272; vol. XCII, page 362; vol. XCVI, page 180; vol. C, page 153; vol. CIV, page 492; vol. CVII, page 461; vol. CXI, page 402; vol. CXVII, page 46; vol. CXXVI, page 430; vol. CXXX, page 440; vol. CXXXIV, page 392; vol. CXLVII, page 318; vol. CLII, page 282; vol. CLVI, page 176; vol. CLX, page 325; vol. CLXIV, page 352; vol. CLXVIII, page 228; vol. CLXXII, page 388; vol. CLXXVII, page 382; vol. CLXXXI, page 346; et vol. CLXXXV, page 370, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

ipso facto and without special agreement on condition of reciprocity the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court for a period of five years from the date of the deposit of the instrument of ratification and thereafter until such time as notice be given to terminate the acceptance, over all disputes arising after the ratification of this Declaration with regard to situations or facts subsequent to the said ratification, with the exception of :

1. Disputes in regard to which the parties to the dispute have agreed or shall agree to have recourse to some other method of peaceful settlement ;
2. Disputes with the Government of any other Arab State, all of which disputes shall be settled in such a manner as the parties have agreed or shall agree ;
3. Disputes with regard to questions which by international law fall exclusively within the jurisdiction of Iraq ;
4. Disputes affecting the territorial status of Iraq including those concerning the right of sovereignty of Iraq over its waters and communications ;

and subject to the condition that the Government of Iraq reserve the right to require that proceedings in the Permanent Court of International Justice shall be suspended in respect of any dispute which has been submitted to and is under consideration by the Council or Assembly of the League of Nations.

GENEVA, *September 22nd*, 1938.

T. SUWAIDY.

comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale, sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut de la Cour, pour une période de cinq années, à compter de la date du dépôt de l'instrument de ratification, et, par la suite, jusqu'à ce qu'il soit donné notification de l'abrogation de cette acceptation, pour tous les différends qui s'élèveraient après la ratification de cette déclaration, au sujet de situations ou de faits postérieurs à ladite ratification, à l'exception :

- 1^o Des différends au sujet desquels les parties en cause auraient convenu ou conviendraient d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique ;
- 2^o Des différends avec les gouvernements de tous autres Etats arabes, différends qui seront réglés selon une méthode convenue entre les parties ou dont elles conviendront ;
- 3^o Des différends relatifs à des questions qui, d'après le droit international, relèvent exclusivement de la juridiction de l'Irak ;
- 4^o Des différends ayant trait au statut territorial de l'Irak, y compris ceux relatifs aux droits de souveraineté de l'Irak sur ses eaux et ses voies de communications ;

toutefois, le Gouvernement de l'Irak se réserve le droit de demander la suspension de la procédure devant la Cour permanente de Justice internationale pour tout différend soumis au Conseil ou à l'Assemblée de la Société des Nations et en cours d'examen par l'un de ces organes.

GENÈVE, *le 22 septembre* 1938.

T. SUWAIDY.

N^o 241. — CONVENTION¹ ENTRE LE DANEMARK ET LA NORVÈGE RELATIVE A LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A COPENHAGUE, LE 27 JUILLET 1921.

ABROGATION

Les Gouvernements danois et norvégien, en considération du fait que les deux pays sont devenus définitivement parties à la Convention² du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne, se sont mis d'accord pour considérer la Convention relative à la navigation aérienne signée à Copenhague le 27 juillet 1921 entre le Danemark et la Norvège comme dénoncée.

Enregistrée le 23 septembre 1938, à la demande du délégué permanent du Danemark près la Société des Nations.

No. 241. — CONVENTION¹ BETWEEN DENMARK AND NORWAY RELATING TO AIR NAVIGATION. SIGNED AT COPENHAGEN, JULY 27TH, 1921.

ABROGATION.

The Danish and Norwegian Governments, in view of the fact that both countries have become definitively parties to the Convention² of October 13th, 1919, relating to the regulation of aerial navigation, have agreed to consider the Convention relating to air navigation signed at Copenhagen on July 27th, 1921, between Denmark and Norway as abrogated.

Registered on September 23rd, 1938, at the request of the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations.

N^o 954. — CONVENTION³ COMMERCIALE ENTRE LA HONGRIE ET LA POLOGNE. SIGNÉE A BUDAPEST, LE 26 MARS 1925

QUATRIÈME PROTOCOLE⁴ ADDITIONNEL A LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 30 JUIN 1937.

Enregistré le 10 septembre 1938, à la demande du chargé d'Affaires a. i. de la délégation royale hongroise près la Société des Nations.

No. 954. — COMMERCIAL CONVENTION³ BETWEEN HUNGARY AND POLAND. SIGNED AT BUDAPEST, MARCH 26TH, 1925.

FOURTH ADDITIONAL PROTOCOL⁴ TO THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. SIGNED AT WARSAW, JUNE 30TH, 1937.

Registered on September 10th, 1938, at the request of the Chargé d'Affaires p. i. of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations.

¹ Vol. IX, page 23, de ce recueil.

² Vol. XI, page 173; vol. XXIV, page 174; vol. LIX, page 346; vol. LXIII, page 389; vol. LXXVIII, pages 438 et 441; vol. CXVII, page 54; vol. CXXXVIII, pages 418 et 427; vol. CXLII, page 340; vol. CLXIV, page 355; et vol. CLXXXV, page 371, de ce recueil.

³ Vol. XXXVII, page 151; vol. CVII, page 476; vol. CXI, page 404; et vol. CLXXXV, page 375, de ce recueil.

⁴ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 11 juillet 1938.

Entré définitivement en vigueur le 10 août 1938.

¹ Vol. IX, page 23, of this Series.

² Vol. XI, page 173; Vol. XXIV, page 175; Vol. LIX, page 346; Vol. LXIII, page 389; Vol. LXXVIII, pages 438 and 441; Vol. CXVII, page 54; Vol. CXXXVIII, pages 418 and 427; Vol. CXLII, page 340; Vol. CLXIV, page 355; and Vol. CLXXXV, page 371, of this Series.

³ Vol. XXXVII, page 151; Vol. CVII, page 476; Vol. CXI, page 404; and Vol. CLXXXV, page 375, of this Series.

⁴ The exchange of ratifications took place at Budapest, July 11th, 1938.

Came finally into force on August 10th, 1938.

Les plénipotentiaires des deux Parties contractantes, dûment autorisés, sont convenus de modifier les listes *A* et *B* annexées au protocole additionnel à ladite convention, signé à Varsovie le 2 décembre 1928, comme suit :

1. La liste *A* du protocole additionnel est modifiée par la disposition suivante :

Numéro du tarif hongrois	Marchandise	Droit d'entrée par 100 kg.
479	Placages collés <i>Remarque</i> : La consolidation du droit de douane est accordée pour la période jusqu'au 30 juin 1938.	16,— cour.-or

2. La liste *B* du protocole additionnel est modifiée par la disposition suivante :

Sont à ajouter à ladite liste les positions suivantes :

Numéro du tarif polonais	Marchandise	Droit d'entrée par 100 kg.
230/2 ex <i>d</i>	Purée de paprika . . .	30 zlotys

3. La disposition du point 2 « ad pos. 128 p. 4 » de l'annexe au III^e protocole additionnel à la Convention commerciale entre le Royaume de Hongrie et la République de Pologne du 26 mars 1925, signé à Budapest le 24 avril 1936, est supprimée.

4. La dernière phrase du protocole de signature au protocole additionnel à la Convention commerciale entre le Royaume de Hongrie et la République de Pologne du 26 mars 1925, signé le 2 décembre 1928, ainsi que la dernière phrase du point 3 du III^e protocole additionnel, visé au point 5 du présent protocole additionnel, sont complétées par les mots suivants :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

The Plenipotentiaries of the two Contracting Parties, being duly authorised thereto, have agreed to amend as follows Lists *A* and *B* annexed to the Additional Protocol to the said Convention, signed at Warsaw on December 2nd, 1928 :

1. List *A* of the Additional Protocol shall be amended as follows :

Number in the Hungarian tariff	Goods	Duty per 100 kg.
479	Veneers, glued <i>Note</i> : Consolidation of the Customs duty is granted for the period up to June 30th, 1938.	16 gold crowns

2. List *B* of the Additional Protocol shall be amended as follows :

The following items shall be added to the said list :

Number in the Polish tariff	Goods	Duty per 100 kg.
230/2 ex <i>d</i>	Purée of paprika . . .	30 zlotys

3. The provision contained in item 2 " ad item 128, p. 4 " of the Annex to the Third Additional Protocol to the Commercial Convention concluded between the Kingdom of Hungary and the Republic of Poland on March 26th, 1925, signed at Budapest on April 24th, 1936, shall be deleted.

4. The last sentence in the Protocol of Signature to the Additional Protocol to the Commercial Convention concluded between the Kingdom of Hungary and the Republic of Poland on March 26th, 1925, signed on December 2nd, 1928, and the last sentence in item 3 of the Third Additional Protocol referred to in item 5 of the present Additional Protocol shall be supplemented by the addition of the following words :

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

« et restera en vigueur aussi longtemps que ladite Convention commerciale entre le Royaume de Hongrie et la République de Pologne en date du 26 mars 1925. »

5. Le présent protocole additionnel sera soumis à la ratification. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Budapest aussitôt que possible. Il entrera en vigueur le trentième jour après la date de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur aussi longtemps que ladite Convention commerciale entre le Royaume de Hongrie et la République de Pologne en date du 26 mars 1925.

Fait à Varsovie, en double exemplaire, le 30 juin 1937.

André DE HORY, *m. p.*
SZEMBEK, *m. p.*

“ and shall remain in force for the same period as the said Commercial Convention concluded between the Kingdom of Hungary and the Republic of Poland on March 26th, 1925. ”

5. The present Additional Protocol shall be submitted for ratification. The exchange of the instruments of ratification shall take place at Budapest as soon as possible. It shall enter into force on the thirtieth day after the date of the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force for the same period as the said Commercial Convention concluded between the Kingdom of Hungary and the Republic of Poland on March 26th, 1925.

Done at Warsaw, in duplicate, the 30th day of June, 1937.

André DE HORY, *m. p.*
SZEMBEK, *m. p.*

No. 1205. — EXTRADITION CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND ESTONIA. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 18TH, 1925.

EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE ESTONIAN GOVERNMENT CONSTITUTING AN AGREEMENT COMPLETING THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION AS FAR AS ITS APPLICABILITY TO THE UNION OF SOUTH AFRICA IS CONCERNED. LONDON, MARCH 28TH AND 30TH, 1938.

Registered on September 9th, 1938, at the request of the Estonian Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. L, page 225 ; Vol. LIX, page 395 ; Vol. LXIII, page 423 ; and Vol. CLVI, page 195, of this Series.

² The ratification by the President of the Republic of Estonia was notified to the competent Authority of the Union of South Africa on September 1st, 1938.

No. 1205. — CONVENTION¹ D'EXTRADITION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET L'ESTONIE, SIGNÉE A LONDRES, LE 18 NOVEMBRE 1925.

ECHANGE DE NOTES² ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT ESTONIEN COMPORTANT UN ACCORD COMPLÉTANT LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE, EN TANT QU'ELLE EST APPLICABLE A L'UNION SUD-AFRICAINE. LONDRES, LES 28 ET 30 MARS 1938.

Enregistré le 9 septembre 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Estonie.

¹ Vol. L, page 225 ; vol. LIX, page 395 ; vol. LXIII, page 423 ; et vol. CLVI, page 195, de ce recueil.

² La ratification par le président de la République d'Estonie a été notifiée à l'autorité compétente de l'Union Sud-Africaine, le 1^{er} septembre 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

UNION OF SOUTH AFRICA.
SOUTH AFRICA HOUSE,
TRAFALGAR SQUARE.

LONDON, W.C.2. *March 28th, 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to refer to the Convention for the Extradition of Criminals, concluded between the United Kingdom and the Estonian Republic on November 18th, 1925, to which the Union of South Africa acceded on February 23rd, 1927, and to place on record that His Majesty's Government in the Union of South Africa and the Government of the Estonian Republic have, in connection with Article 2 of the said Convention, agreed as follows :

" Article 2 of the Extradition Convention concluded between the United Kingdom and the Estonian Republic on November 18th, 1925, shall, as far as its applicability to the Union of South Africa is concerned, be amended by the addition of the following to the list of crimes or offences in respect of which extradition may reciprocally be granted :

' (27) Crimes and offences or attempted crimes or offences in connection with the traffic in dangerous drugs '."

The present Note and Your Excellency's reply in similar terms will be regarded as evidence of the Agreement arrived at.

The Agreement will come into force on the day on which its approval by the President-Regent of the Republic of Estonia will be notified to me.

Please accept, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

E. K. SCALLAN,
Political Secretary.

His Excellency

Monsieur August Schmidt,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary for the
Republic of Estonia,
167, Queen's Gate, S. W. 7.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

I.

UNION SUD-AFRICAINNE.
SOUTH AFRICA HOUSE,
TRAFALGAR SQUARE.

LONDRES, W.C. 2., *le 28 mars 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à la Convention d'extradition conclue entre le Royaume-Uni et la République d'Estonie le 18 novembre 1925, à laquelle l'Union Sud-Africaine a adhéré le 23 février 1927, et de constater que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement de la République d'Estonie, relativement à l'article 2 de ladite convention, sont convenus de ce qui suit :

« L'article 2 de la Convention d'extradition conclue entre le Royaume-Uni et la République d'Estonie le 18 novembre 1925 sera, pour autant qu'il est applicable à l'Union Sud-Africaine, amendé par l'addition ci-après à la liste des crimes ou délits en raison desquels l'extradition peut mutuellement être accordée :

« 27^o Crimes et délits ou tentatives de crimes ou de délits en matière de trafic de stupéfiants. »

La présente note et la réponse de Votre Excellence conçue en termes identiques seront considérées comme constatant l'accord intervenu.

L'accord entrera en vigueur à la date à laquelle son approbation par le président-régent de la République d'Estonie me sera notifiée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

E. K. SCALLAN,
Secrétaire politique.

Son Excellence

Monsieur Auguste Schmidt,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de la République d'Estonie,
167, Queen's Gate, S. W. 7.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

II.

ESTONIAN LEGATION.

S. W. 7.
Ref. 4022 - XVII. I.*March 30th, 1938.*

SIR,

In reply to your Note dated the 28th March, 1938, I have the honour to refer to the Convention for the Extradition of Criminals, concluded between the United Kingdom and the Estonian Republic on November 18th, 1925, to which the Union of South Africa acceded on February 23rd, 1927, and to place on record that the Government of the Estonian Republic and His Majesty's Government in the Union of South Africa have, in connection with Article 2 of the said Convention, agreed as follows :

" Article 2 of the Extradition Convention concluded between the United Kingdom and the Estonian Republic on November 18th, 1925, shall, as far as its applicability to the Union of South Africa is concerned, be amended by the addition of the following to the list of crimes or offences in respect of which extradition may reciprocally be granted :

' (27) Crimes and offences or attempted crimes or offences in connection with the traffic in dangerous drugs '."

Your Note and the present reply to it will be regarded as evidence of the Agreement arrived at.

The Agreement will come into force on the day on which its approval by the President-Regent of the Republic of Estonia will be notified to you.

Please accept, Sir, the assurance of my highest consideration.

A. SCHMIDT,
Estonian Minister.

E. K. Scallan, Esq.,
Political Secretary,
High Commissioner for
the Union of South Africa,
South Africa House,
Trafalgar Square,
W. C. 2.

II.

LÉGATION D'ESTONIE.

S.W. 7.
Réf. 4022 - XVII. I.*Le 30 mars 1938.*

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

En réponse à votre note du 28 mars 1938, j'ai l'honneur de me référer à la Convention d'extradition conclue entre le Royaume-Uni et la République d'Estonie le 18 novembre 1925, à laquelle l'Union Sud-Africaine a adhéré le 23 février 1927, et de constater que le Gouvernement de la République d'Estonie et le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine, relativement à l'article 2 de ladite convention, sont convenus de ce qui suit :

« L'article 2 de la Convention d'extradition conclue entre le Royaume-Uni et la République d'Estonie le 18 novembre 1925 sera, pour autant qu'il est applicable à l'Union Sud-Africaine, amendé par l'addition ci-après à la liste des crimes ou délits en raison desquels l'extradition peut mutuellement être accordée :

« 27^o Crimes et délits ou tentatives de crimes ou de délits en matière de trafic de stupéfiants. »

Votre note et la présente réponse seront considérées comme constatant l'accord intervenu.

L'accord entrera en vigueur à la date à laquelle son approbation par le président-régent de la République d'Estonie vous sera notifiée.

Veillez agréer, etc.

A. SCHMIDT,
Ministre d'Estonie.

E. K. Scallan, Esq.,
Secrétaire politique,
Haut Commissaire pour
l'Union Sud-Africaine,
South Africa House,
Trafalgar Square, W.C. 2.

No. 1512. — AGREEMENT¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND MUSCAT RENEWING FOR A FURTHER PERIOD OF ONE YEAR FROM FEBRUARY 11TH, 1927, THE TREATY OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION OF MARCH 19TH, 1891. SIGNED AT MUSCAT, FEBRUARY 11TH, 1927.

Nº 1512. — ACCORD¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET MASCATE PROROGÉANT POUR UNE NOUVELLE PÉRIODE D'UN AN, A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1927, LE TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 19 MARS 1891. SIGNÉ A MASCATE, LE 11 FÉVRIER 1927.

AGREEMENT REGARDING THE PROLONGATION FOR ONE YEAR FROM FEBRUARY 11TH, 1938, OF THE ABOVE-MENTIONED TREATY OF MARCH 19TH, 1891. SIGNED AT BOMBAY, NOVEMBER 27TH, 1937.

ACCORD RELATIF A LA PROLONGATION POUR UN AN, A PARTIR DU 11 FÉVRIER 1938, DU TRAITÉ DU 19 MARS 1891 SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A BOMBAY, LE 27 NOVEMBRE 1937.

Registered on July 1st, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 1^{er} juillet 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

TEXTE ARABE. — ARABIC TEXT.

لائحة

هذه الوثيقة قد اتفقا على ما يأتي :- ان معاهدة الصداقة والتجارة والسلاحة بين بريطانيا العظمى ومسط الحمضة في اليوم الثامن من شهر شبان سنة ١٣٠٨ هجرية الموافق ل ١٩ مارس ١٨٩١ ستطول بمقتضى الترخيم مع وجود كل اواحدة مراسلات بين عظمة المرحوم السيد فضل بن تركي والحكومة البريطانية

¹ Vol. V, page 59; Vol. VIII, page 261; Vol. X, page 459; Vol. XVII, page 163; Vol. XXV, page 387; Vol. XXXV, page 233; Vol. LVII, page 13; Vol. LXIV, page 397; Vol. LXXXIII, page 440; Vol. XCVI, page 194; Vol. C, page 224; Vol. CVII, page 499; Vol. CXXX, page 444; Vol. CXXXVIII, page 440; Vol. CLVI, page 201; Vol. CLX, page 343; Vol. CLXVIII, page 230; and Vol. CLXXXI, page 365, of this Series.

¹ Vol. V, page 59; vol. VIII, page 261; vol. X, page 459; vol. XVII, page 163; vol. XXV, page 387; vol. XXXV, page 233; vol. LVII, page 13; vol. LXIV, page 397; vol. LXXXIII, page 440; vol. XCVI, page 194; vol. C, page 224; vol. CVII, page 499; vol. CXXX, page 444; vol. CXXXVIII, page 440; vol. CLVI, page 201; vol. CLX, page 343; vol. CLXVIII, page 230; et vol. CLXXXI, page 365, de ce recueil.

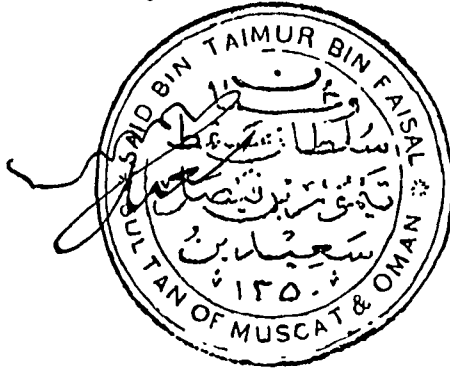
المعظمة في شأن تعديل تلك المعاهدة - وستبقى خافذة لمدة سنة واحدة من هذا اليوم الحادى عشر من شهر فبراير ١٩٣٨ الموافق ١٠ ذوالحجة ١٣٥٦ هجرية ان لم يستعاض عن المعاهدة القديمة الالفة الذكر بمعاهدة مناسبة بالاتفاق بين معظمة سلطان مسقط وعمان والحكومة الاكثورية المعظمة - ومن المضموم ايضا ان ولاية كندا وحكومة ايرلندا الحرة لهما ان تسنجا من المعاهدة لالفة الذكو في اى وقت وذلك باستعمال من ممثل صاحب الجلالة البريطانية بمسقط - وكذلك من المضموم ان الاتحاد الامتري واتحاد جنوب افريقيا فيما يتعلق بباقال والترنسفال وولاية اورانج الحرة) قد السجا من الاشتراك في المعاهدة الالفة الذكر كما يلج ممثل صاحب الجلالة البريطانية بمسقط ككتابيه المرقمين ١٨٨/ و المورخين في ٣ ديسمبر ١٩٢٣ و ٢٧ أكتوبر ١٩٢٦ بالترتيب -

فناكيد ذلك نحن - اى انا سعيد بن تمور سلطان مسقط وعمان بخط يدي واذا ميجر آر - بي - والس - اى - ا - الوكيل المفوض لهذا الغرض بالنيابة عن الحكومة البريطانية المعظمة - قد امضينا هذا المحرر وثلاثة عشر صورة منه واشتا عليها

نحتمنا -

التحدر بمبي في هذا اليوم السابع عشر من شهر نوفمبر ١٩٣٨ الموافق

٢٣ رمضان المبارك ١٣٥٦ هجرية



Signature
Major,
Political Agent, Muscat.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NOTE.

We, the undersigned, have agreed to what follows :

That the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation between Great Britain and Muscat, signed on the eighth day of Shaban 1308-H corresponding to the 10th March 1891, will be prolonged by this writing, notwithstanding all, or any, correspondence between His late Highness Saiyid Faisal bin Turki and the Glorious British Government in the matter of the revision of that Treaty. And it will remain in force for a period of one year from this eleventh day of February 1938, corresponding to the 10th Dhul Haj 1356 unless a suitable Treaty, by agreement between His Highness the Sultan of Muscat and Oman and the Glorious British Government be substituted for that ancient Treaty aforesaid. It is also understood that it shall be open to the Dominion of Canada and the Irish Free State to withdraw from the aforesaid Treaty at any time on notice being given to that effect by His Majesty's Representative at Muscat.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

NOTE

Nous, soussignés, sommes convenus de ce qui suit :

Le Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et Mascate, signé le huitième jour de Shaban de l'an 1308 de l'Hégire, correspondant au 19 mars 1891, sera prorogé en vertu du présent écrit, nonobstant toute correspondance ayant pu être échangée entre feu Son Altesse Saiyid Faisal bin Turki et le Glorieux Gouvernement britannique au sujet de la revision de ce traité. Et il restera en vigueur pour une période d'un an à dater du onze février 1938, correspondant au dixième jour de Dhul Haj de l'an 1356, à moins qu'un traité approprié, par accord entre Son Altesse le Sultan de Mascate et d'Oman et le Glorieux Gouvernement britannique, n'ait été substitué à l'ancien traité susdit. Il est également entendu que le Dominion du Canada et l'Etat libre d'Irlande auront la faculté de se retirer dudit traité à tout moment, sur avis donné à cet effet par le représentant de Sa Majesté à Mascate.

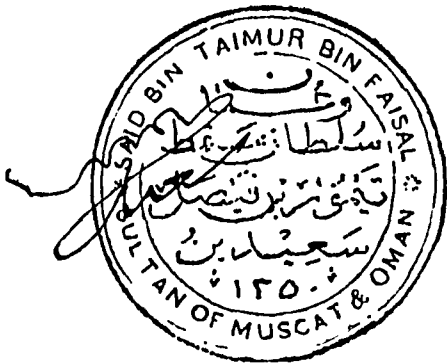
¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

It is also understood that the Commonwealth of Australia and the Union of South Africa (in respect of Natal, the Transvaal and the Orange Free State) have withdrawn from participation in the aforesaid Treaty as per notices given by His Majesty's Representative at Muscat in his letters Nos. 6 and C/188 dated 3rd December 1923 and 27th October 1932 respectively.

In confirmation thereof, we that is, I, Saïd bin Taimur, Sultan of Muscat and Oman, with my own hand, and I, Major R. P. Watts, duly authorised agent for that purpose on behalf of the Glorious British Government, have signed this writing and thirteen copies and have affixed our seals thereto.

Done at Bombay this twenty-seventh day of November 1937 corresponding to 23rd Ramzan al Mubarak 1356.

R. P. WATTS, *Major,*
Political Agent, Muscat.



Il est également entendu que le Commonwealth d'Australie et l'Union Sud-Africaine (pour le Natal, le Transvaal et l'Etat libre d'Orange) ont retiré leur participation audit traité selon avis notifiés par le représentant de Sa Majesté à Mascate dans ses lettres Nos 6 et C/188, en dates des 3 décembre 1923 et 27 octobre 1932, respectivement.

En confirmation de quoi, nous, à savoir moi-même, Saïd bin Taimur, sultan de Mascate et d'Oman, de ma propre main, et moi-même, Major R. P. Watts, agent dûment autorisé à cet effet, au nom du Glorieux Gouvernement britannique, avons signé le présent écrit et treize copies dudit et y avons apposé nos cachets.

Fait à Bombay ce vingt-sept novembre 1937, correspondant au 23^e jour de Ramzan al Mubarak 1356.

(*Sceau*) Saïd BIN TAIMUR,
Sultan de Mascate
et d'Oman.

Major WATTS,
Agent politique,
Mascate.

N^o 1776. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A TALLINN, LE 20 JUIN 1927.

No. 1776. — TREATY¹ OF COMMERCE BETWEEN THE REPUBLIC OF ESTONIA AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT TALLINN, JUNE 20TH, 1927.

ECHANGE DE NOTES² COMPORTANT UN ACCORD COMPLÉTANT LE TRAITÉ SUSMENTIONNÉ. TALLINN, LE 5 AVRIL 1937.

EXCHANGE OF NOTES² CONSTITUTING AN AGREEMENT COMPLETING THE ABOVE-MENTIONED TREATY. TALLINN, APRIL 5TH, 1937.

Enregistré le 8 septembre 1938 à la demande du chargé de services du bureau permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations.

Registered on September 8th, 1938, at the request of the "Chargé de Services" of the Permanent Office of the Czechoslovak Republic to the League of Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

VYSLANECTVÍ
REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ.

*Légation de la
République tchécoslovaque.*

TALLINN, le 5 avril 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence au nom de mon gouvernement de compléter l'article 10 du Traité de commerce conclu entre la Tchécoslovaquie et l'Estonie le 20 juin 1927 par les dispositions suivantes :

« Le traitement de la nation la plus favorisée prévu par ce traité ne comprendra pas :

Les droits et privilèges qui seraient accordés à l'avenir par l'une des Parties contractantes à des États tiers, dans des conventions plurilatérales auxquelles l'autre Partie ne participerait pas, et si ces droits et privilèges sont stipulés dans des conventions plurilatérales conclues sous

I.

LEGATION
OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

TALLINN, April 5th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to propose to Your Excellency, on behalf of my Government, that Article 10 of the Treaty of Commerce concluded between Czechoslovakia and Estonia on June 20th, 1927, should be supplemented by the following provisions :

" The most-favoured-nation treatment referred to in this Treaty shall not include :

Such rights and privileges as either of the Contracting Parties may hereafter accord to third States in multilateral conventions to which the other Party is not a party, provided that such rights and privileges are stipulated in multilateral conventions concluded under the

¹ Vol. LXXVII, page 341, de ce recueil.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 4 juin 1938.

L'accord est entré provisoirement en vigueur le 15 juillet 1937.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. LXXVII, page 341, of this Series.

² The exchange of ratifications took place at Prague, June 4th, 1938.

The Agreement came provisionally into force on July 15th, 1937.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

les auspices de la Société des Nations ou enregistrées par elle et ouvertes à l'adhésion de tous les Etats. Toutefois, le bénéfice des droits ou privilèges envisagés pourra être revendiqué par la Partie contractante intéressée, si lesdits droits ou privilèges sont stipulés également dans des conventions autres que les conventions collectives répondant aux conditions ci-dessus ou encore si la Partie qui en réclame la jouissance est disposée à accorder la réciprocité de traitement. »

Dans le cas où Votre Excellence voudra bien me confirmer le consentement du Gouvernement estonien à ce qui précède j'ai l'honneur de proposer que ma présente note et la réponse susvisée de Votre Excellence soient considérées comme accord complétant le Traité de commerce conclu entre la Tchécoslovaquie et l'Estonie le 20 juin 1927, lequel accord complémentaire entrera en vigueur 15 jours après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pendant le même temps que le traité auquel il se rapporte.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

ŠEJNOHA.

Son Excellence
Monsieur le Docteur Frédéric Akel,
Ministre des Affaires étrangères,
Tallinn.

II.

MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TALLINN, le 5 avril 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par votre note en date d'aujourd'hui vous m'avez bien voulu proposer de compléter l'article 10 du Traité de commerce conclu entre l'Estonie et la Tchécoslovaquie le 20 juin 1927 par les dispositions suivantes :

« Le traitement de la nation la plus favorisée prévu par ce traité ne comprendra pas :

Les droits et privilèges qui seraient accordés à l'avenir par l'une des Parties

auspices of the League of Nations or registered by it and open to accession by all States. The enjoyment of the said rights and privileges may, however, be claimed by the Contracting Party concerned if such rights and privileges are stipulated also in conventions other than the collective conventions satisfying the above conditions or if the Party claiming to enjoy them is prepared to grant reciprocity of treatment. »

Should Your Excellency be so good as to convey to me the Estonian Government's agreement with the foregoing, I have the honour to suggest that the present Note and Your Excellency's reply should be considered as an Agreement supplementing the Treaty of Commerce concluded between Czechoslovakia and Estonia on June 20th, 1927, which Supplementary Agreement shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force for the same period as the Treaty to which it relates.

I have the honour to be, etc.

ŠEJNOHA.

His Excellency
Dr. Frédéric Akel,
Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

II.

MINISTER
OF FOREIGN AFFAIRS.

TALLINN, April 5th, 1937.

SIR,

In your Note of to-day's date you were good enough to propose that Article 10 of the Treaty of Commerce concluded between Estonia and Czechoslovakia on June 20th, 1927, should be supplemented by the following provisions :

“ The most-favoured-nation treatment referred to in this Treaty shall not include :

Such rights and privileges as either of the Contracting Parties may here-

contractantes à des Etats tiers, dans des conventions plurilatérales auxquelles l'autre Partie ne participerait pas, et si ces droits et privilèges sont stipulés dans des conventions plurilatérales conclues sous les auspices de la S. d. N. ou enregistrées par elle et ouvertes à l'adhésion de tous les Etats. Toutefois, le bénéfice des droits ou privilèges envisagés pourra être revendiqué par la Partie contractante intéressée, si lesdits droits ou privilèges sont stipulés également dans des conventions autres que les conventions collectives répondant aux conditions ci-dessus ou encore si la Partie qui en réclame la jouissance est disposée à accorder la réciprocité de traitement.»

En réponse à cette note j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement d'Estonie accepte cette proposition. L'accord ainsi intervenu entre nos deux gouvernements constituera un accord complétant le Traité de commerce entre l'Estonie et la Tchécoslovaquie du 20 juin 1927 et entrera en vigueur 15 jours après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur pendant le même temps que le traité auquel il se rapporte.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma haute considération.

Fr. AKEL.

Monsieur Šejnoha,
Chargé d'Affaires *a. i.*
de Tchécoslovaquie,
Tallinn.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 27 août 1938.

D^r Kazbunda,
Directeur des Archives *a. i.*

after accord to third States in multilateral conventions to which the other Party is not a party, provided that such rights and privileges are stipulated in multilateral conventions concluded under the auspices of the League of Nations or registered by it and open to accession by all States. The enjoyment of the said rights and privileges may, however, be claimed by the Contracting Party concerned if such rights and privileges are stipulated also in conventions other than the collective conventions satisfying the above conditions or if the Party claiming to enjoy them is prepared to grant reciprocity of treatment."

In reply to your Note, I have the honour to inform you that the Estonian Government accepts this proposal. The Agreement thus concluded between our two Governments shall constitute an Agreement supplementing the Treaty of Commerce concluded between Estonia and Czechoslovakia on June 20th, 1927. It shall come into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force for the same period as the Treaty to which it relates.

I have the honour to be, etc.,

Fr. AKEL.

Monsieur Šejnoha,
Chargé d'Affaires *a. i.* of Czechoslovakia,
Tallinn.

N° 2138. — PROTOCOLE¹ CONCERNANT LA PROHIBITION D'EMPLOI A LA GUERRE DE GAZ ASPHYXIANTS, TOXIQUES OU SIMILAIRES ET DE MOYENS BACTÉRIOLOGIQUES. SIGNÉ A GENÈVE, LE 17 JUIN 1925.

No. 2138. — PROTOCOL¹ FOR THE PROHIBITION OF THE USE IN WAR OF ASPHYXIATING, POISONOUS OR OTHER GASES, AND OF BACTERIOLOGICAL METHODS OF WARFARE. SIGNED AT GENEVA, JUNE 17TH, 1925.

RATIFICATION

TCHÉCOSLOVAQUIE 16 août 1938.

La République tchécoslovaque cessera *ipso facto* d'être liée par ce protocole envers chaque Etat dont la force armée, ou celle de ses alliés, ne respecterait pas les interdictions formulées dans ce protocole.

Enregistrée le 24 août 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères de la République française.

RATIFICATION.

CZECHOSLOVAKIA ... August 16th, 1938.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

The Czechoslovak Republic shall *ipso facto* cease to be bound by this Protocol towards any State whose armed forces, or the armed forces of whose allies, fail to respect the prohibitions laid down in the Protocol.

Registered on August 24th, 1938, at the request of the Minister for Foreign Affairs of the French Republic.

N° 2560. — CONVENTION³ INTERNATIONALE CONCERNANT LES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 14 DÉCEMBRE 1928.

No. 2560. — INTERNATIONAL CONVENTION³ RELATING TO ECONOMIC STATISTICS, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 14TH, 1928.

RATIFICATION

FINLANDE 23 septembre 1938.

¹ Vol. XCIV, page 65; vol. C, page 262; vol. CIV, page 528; vol. CVII, page 537; vol. CXI, page 416; vol. CXVII, page 304; vol. CXXVI, page 451; vol. CXXXVIII, page 446; vol. CXLVII, page 336; vol. CLX, page 355; et vol. CLXXII, page 411, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

³ Vol. CX, page 171; vol. CXVII, page 330; vol. CXXII, page 366; vol. CXXVI, page 454; vol. CXXX, page 463; vol. CXXXIV, page 427; vol. CLVI, page 222; vol. CLXXXI, page 392; et vol. CLXXXV, page 395, de ce recueil.

RATIFICATION.

FINLAND September 23rd, 1938.

¹ Vol. XCIV, page 65; Vol. C, page 262; Vol. CIV, page 528; Vol. CVII, page 537; Vol. CXI, page 416; Vol. CXVII, page 304; Vol. CXXVI, page 451; Vol. CXXXVIII, page 446; Vol. CXLVII, page 336; Vol. CLX, page 355; and Vol. CLXXII, page 411, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ Vol. CX, page 171; Vol. CXVII, page 330; Vol. CXXII, page 366; Vol. CXXVI, page 454; Vol. CXXX, page 463; Vol. CXXXIV, page 427; Vol. CLVI, page 222; Vol. CLXXXI, page 392; and Vol. CLXXXV, page 395, of this Series.

N^o 2623. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE, ET PROTOCOLE, SIGNÉS A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929.

No. 2623. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY, AND PROTOCOL, SIGNED AT GENEVA, APRIL 20TH, 1929.

ADHÉSION

BRÉSIL 1^{er} juillet 1938.

ACCESSION.

BRAZIL July 1st, 1938.

N^o 2624. — PROTOCOLE² FACULTATIF CONCERNANT LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929.

No. 2624. — OPTIONAL PROTOCOL² REGARDING THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY. SIGNED AT GENEVA, APRIL 20TH, 1929.

ADHÉSION

BRÉSIL 1^{er} juillet 1938.

ACCESSION.

BRAZIL July 1st, 1938.

¹ Vol. CXII, page 371 ; vol. CXXII, page 366 ; vol. CXXX, page 464 ; vol. CXXXIV, page 427 ; vol. CXXXVIII, page 450 ; vol. CXLVII, page 351 ; vol. CLII, page 301 ; vol. CLVI, page 227 ; vol. CLX, page 380 ; vol. CLXIV, page 388 ; vol. CLXXII, page 412 ; vol. CLXXVII, page 406 ; et vol. CLXXXI, page 392, de ce recueil.

² Vol. CXII, page 395 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXXIV, page 428 ; vol. CXLVII, page 351 ; et vol. CLXXII, page 412, de ce recueil.

¹ Vol. CXII, page 371 ; Vol. CXXII, page 366 ; Vol. CXXX, page 464 ; Vol. CXXXIV, page 427 ; Vol. CXXXVIII, page 450 ; Vol. CXLVII, page 351 ; Vol. CLII, page 301 ; Vol. CLVI, page 227 ; Vol. CLX, page 380 ; Vol. CLXIV, page 388 ; Vol. CLXXII, page 412 ; Vol. CLXXVII, page 406 ; and Vol. CLXXXI, page 392, of this Series.

² Vol. CXII, page 395 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXXIV, page 428 ; Vol. CXLVII, page 351 ; and Vol. CLXXII, page 412, of this Series.

No. 3172. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE IRISH FREE STATE AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. CAIRO, JULY 25TH AND 28TH, 1930.

N^o 3172. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE. LE CAIRE, LES 25 ET 28 JUILLET 1930.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROLONGATION UNTIL FEBRUARY 16TH, 1935, OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. CAIRO, FEBRUARY 17TH AND 19TH, 1934.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT JUSQU'AU 16 FÉVRIER 1935 LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. LE CAIRE, LES 17 ET 19 FÉVRIER 1934.

Registered on August 13th, 1938, at the request of the Permanent Delegate of Egypt to the League of Nations.

Enregistré le 13 août 1938 à la demande du délégué permanent de l'Égypte près la Société des Nations.

I.

THE RESIDENCY,
CAIRO.

No. 51.
(205/12/34)

February 17th, 1934.

SIR,

Your Excellency has recently called my attention to the fact that the provisional commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the Irish Free State by the Notes dated the 25th July and 28th July 1930, and extended by the Notes dated the 14th February 1931 and 22nd February 1931, the 23rd January 1932 and 26th January 1932, and the 16th February 1933 and 19th February 1933, would expire on the 16th February 1934, and suggested its prolongation until the 16th February 1935 under the same conditions as those now obtaining.

2. I now have the honour to inform you, at the instance of His Majesty's Government in the Irish Free State, that His Majesty's Government in the Irish Free State agree to

I.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

LA RÉSIDENCE,
LE CAIRE.

N^o 51.
(205/12/34.)

Le 17 février 1934.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a attiré récemment mon attention sur le fait que l'Accord commercial provisoire conclu entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande par notes en dates des 25 et 28 juillet 1930, et prorogé par notes en dates des 14 et 22 février 1931, des 23 et 26 janvier 1932 et des 16 et 19 février 1933, expirerait le 16 février 1934, et elle a proposé de le proroger jusqu'au 16 février 1935 aux mêmes conditions qu'actuellement.

2. J'ai l'honneur de vous informer, à la demande du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande, que ce dernier accepte la proposition concernant la prorogation de

¹ Vol. CXXXVII, page 421, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Col. CXXXVII, page 421, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation Agreement in question.

3. I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the Irish Free State is prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an Agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note and shall remain in force until the 16th February 1935, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the Irish Free State and Egypt.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

(Signed) Miles W. LAMPSON,
High Commissioner.

His Excellency
Abdel Fattah Yéliia Pasha,
etc., etc., etc.,
Minister for Foreign Affairs,
Cairo.

Certifié conforme à l'original :

M. Khairat,
*p. le Directeur des Affaires
politiques et commerciales au Ministère
des Affaires étrangères.*

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
N° 1.9/9 (73).

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N° 51 (205/12/34) du 17 février 1934 ainsi conçue :

" Your Excellency has recently called my attention to the fact that the provisional commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the Irish Free State by the Notes dated the 25th July and 28th July 1930, and extended by the Notes dated the 14th February 1931 and 22nd February 1931, the 23rd January 1932 and 26th January 1932, and the 16th February 1933 and 19th February 1933, would

l'accord provisoire en question relatif à l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée.

3. J'ai l'honneur, en conséquence, de déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande est disposé à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien d'un accord à cet effet comme constituant un accord entre les deux gouvernements, qui entrera en vigueur immédiatement à la réception de la note de Votre Excellence et qui restera en vigueur jusqu'au 16 février 1935, à moins qu'il n'ait été remplacé avant cette date par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre l'Etat libre d'Irlande et l'Egypte.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Miles W. LAMPSON,
Haut Commissaire.

Son Excellence
Abdel Fattah Yéliia Pacha,
etc., etc., etc.,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Caire.

II.

LE CAIRE, le 19 février 1934.

expire on the 16th February 1934, and suggested its prolongation until the 16th February 1935 under the same conditions as those now obtaining.

" 2. I now have the honour to inform you, at the instance of His Majesty's Government in the Irish Free State, that His Majesty's Government in the Irish Free State agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation Agreement in question.

" 3. I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the Irish Free State is prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an Agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note and shall remain in force until the 16th February 1935, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the Irish Free State and Egypt."

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur ce qui précède et je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Haut Commissaire, les assurances de ma haute considération.

*Le Ministre des Affaires étrangères,
(Signé) A. YÉHIA.*

Son Excellence

Sir Miles W. Lampson, K.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Haut Commissaire de Sa Majesté britannique.

Certifié conforme à l'original :

M. Khairat,

*p. le Directeur des Affaires
politiques et commerciales au Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

DEPARTMENT OF POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.

No. 1.9/9 (73).

CAIRO, February 19th, 1934.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter, No. 51 (205/12/34), of February 17th, 1934, which reads as follows :

(Here follows the text of Note No. 1.)

In reply, I desire to confirm to Your Excellency that my Government is in agreement with the above, and I avail myself of the opportunity, etc.

*(Signed) A. YÉHIA,
Minister for Foreign Affairs.*

His Excellency Sir Miles W. Lampson,
K.C.M.G., C.B., M.V.O.,
High Commissioner of His Britannic Majesty.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROLONGATION UNTIL FEBRUARY 16TH, 1936, OF THE PROVISIONS OF THE PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT OF JULY 25TH AND 28TH, 1930, BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE IRISH FREE STATE AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT. CAIRO, FEBRUARY 5TH AND 11TH, 1935.

Registered on August 13th, 1938, at the request of the Permanent Delegate of Egypt to the League of Nations.

I.

THE RESIDENCY,
CAIRO.

No. 23.
(129/2/35.)

February 5th, 1935.

SIR,

Your Excellency has recently called my attention to the fact that the provisional commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of Saorstat Eireann by the Notes dated the 25th July and 28th July 1930, and extended by the Notes dated the 14th February 1931 and 22nd February 1931, the 23rd January 1932 and 26th January 1932, and the 16th February 1933 and 19th February 1933, and the 17th February 1934 and 19th February 1934, will expire on the 16th February 1935, and suggested its prolongation until the 16th February 1936 under the same conditions as those now obtaining.

2. I now have the honour to inform you, at the instance of the Government of Saorstat Eireann, that the Government of Saorstat Eireann agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation Agreement in question.

3. I have accordingly the honour to state that the Government of Saorstat Eireann are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an

ECHANGE DE NOTES PROROGÉANT JUSQU'AU 16 FÉVRIER 1936 LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE DES 25 ET 28 JUILLET 1930 ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN. LE CAIRE, LES 5 ET 11 FÉVRIER 1935.

Enregistré le 13 août 1938 à la demande du délégué permanent de l'Égypte près la Société des Nations.

I.

LA RÉSIDENCE,
LE CAIRE.

N^o 23.
(129/2/35.)

Le 5 février 1935.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a attiré récemment mon attention sur le fait que l'Accord commercial provisoire conclu entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement du Saorstat Eireann par notes en dates des 25 et 28 juillet 1930, et prorogé par notes en dates des 14 et 22 février 1931, des 23 et 26 janvier 1932, des 16 et 19 février 1933 et des 17 et 19 février 1934, expirera le 16 février 1935, et elle a proposé de le proroger jusqu'au 16 février 1936, aux mêmes conditions qu'actuellement.

2. J'ai l'honneur de vous informer, à la demande du Gouvernement du Saorstat Eireann, que ce dernier accepte la proposition concernant la prorogation de l'accord provisoire en question relatif à l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée.

3. J'ai l'honneur, en conséquence, de déclarer que le Gouvernement du Saorstat Eireann est disposé à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien d'un accord à cet effet comme constituant un accord

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note and shall remain in force until the 16th February 1936, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the Irish Free State and Egypt.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

(Signed) Miles W. LAMPSON,
High Commissioner.

His Excellency
Kamel Ibrahim Bey,
etc., etc., etc.,
Minister for Foreign Affairs.

Certifié conforme à l'original :

M. Khairat,
*p. le Directeur des Affaires
politiques et commerciales au Ministère
des Affaires étrangères.*

entre les deux gouvernements, qui entrera en vigueur immédiatement à la réception de la note de Votre Excellence et qui restera en vigueur jusqu'au 16 février 1936, à moins qu'il n'ait été remplacé avant cette date par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre l'Etat libre d'Irlande et l'Égypte.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Miles W. LAMPSON,
Haut Commissaire.

Son Excellence
Kamel Ibrahim Bey,
etc., etc., etc.,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
RELATIONS COMMERCIALES.
N° 1.9/9 (24).

LE CAIRE, le 11 février 1935.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N° 23 (129/2/35) du 5 février 1935 ainsi conçue :

“ Your Excellency has recently called my attention to the fact that the provisional commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of Saorstát Eireann by the Notes dated the 25th July and 28th July 1930, and extended by the Notes dated the 14th February 1931 and 22nd February 1931, the 23rd January 1932 and 26th January 1932, the 16th February 1933 and 19th February 1933, and the 17th February 1934 and 19th February 1934, will expire on the 16th February 1935, and suggested its prolongation until the 16th February 1936 under the same conditions as those now obtaining.

" 2. I now have the honour to inform you, at the instance of the Government of Saorstát Éireann, that the Government of Saorstát Éireann agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation Agreement in question.

" 3. I have accordingly the honour to state that the Government of Saorstát Éireann are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note and shall remain in force until the 16th February 1936, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the Irish Free State and Egypt."

En réponse, je m'empresse de vous confirmer l'accord de mon gouvernement sur ce qui précède et je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Haut Commissaire, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,

(Signé) Kamel IBRAHIM.

Son Excellence

Sir Miles W. Lampson,

K.C.M.G., C.B., M.V.O.,

Haut Commissaire de Sa Majesté britannique.

Certifié conforme à l'original :

M. Khairat,

*p. le Directeur des Affaires
politiques et commerciales au Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT OF POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.

No. 1.9/9 (24).

CAIRO, February 11th, 1935.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter, No. 23 (129/2/35), of February 5th, 1935, which reads as follows :

(Here follows the text of Note No. I.)

In reply, I desire to confirm to Your Excellency that my Government is in agreement with the above, and I avail myself of the opportunity, etc.

(Signed) Kamel IBRAHIM.

Minister for Foreign Affairs.

His Excellency Sir Miles W. Lampson,

K.C.M.G., C.B., M.V.O.,

High Commissioner of His Britannic Majesty.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROLONGATION UNTIL FEBRUARY 16TH, 1937, OF THE PROVISIONS OF THE PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT OF JULY 25TH AND 28TH, 1930, BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE IRISH FREE STATE AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT. CAIRO, FEBRUARY 15TH, 1936.

Registered on August 13th, 1938, at the request of the Permanent Delegate of Egypt to the League of Nations.

I.

THE RESIDENCY,
CAIRO.

No. 35.
(91/7/36.)

February 15th, 1936.

SIR,

Your Excellency's predecessor recently called my attention to the fact that the provisional commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of Saorstat Eireann by the Notes dated the 25th July and 28th July, 1930, and extended annually by subsequent exchange of notes, will expire on the 16th February, 1936, and suggested its prolongation until the 16th February, 1937, under the same conditions as those now obtaining.

2. I now have the honour to inform you, at the instance of the Government of Saorstat Eireann, that the Government of Saorstat Eireann agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation Agreement in question.

3. I have accordingly the honour to state that the Government of Saorstat Eireann are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an Agreement between the two Governments, which

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT JUSQU'AU 16 FÉVRIER 1937 LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE DES 25 ET 28 JUILLET 1930 ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN. LE CAIRE, LE 15 FÉVRIER 1936.

Enregistré le 13 août 1938 à la demande du délégué permanent de l'Égypte près la Société des Nations.

I

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LA RÉSIDENCE,
LE CAIRE.

N^o 35.
(91/7/36.)

Le 15 février 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le prédécesseur de Votre Excellence a attiré récemment mon attention sur le fait que l'Accord commercial provisoire conclu entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement du Saorstat Eireann par notes en dates des 25 et 28 juillet 1930, et prorogé d'année en année par échanges de notes ultérieurs, expirera le 16 février 1936, et il a proposé de le proroger jusqu'au 16 février 1937, aux mêmes conditions qu'actuellement.

2. J'ai l'honneur de vous informer, à la demande du Gouvernement du Saorstat Eireann, que ce dernier accepte la proposition concernant la prorogation de l'accord provisoire en question relatif à l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée.

3. J'ai l'honneur, en conséquence, de déclarer que le Gouvernement du Saorstat Eireann, est disposé à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien d'un accord à cet effet comme constituant un accord entre les deux gouvernements, qui entrera en

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note, and shall remain in force until the 16th February, 1937, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the Irish Free State and Egypt.

I avail myself of this opportunity to renew to your Excellency the assurance of my high consideration.

(Sgd.) Miles W. LAMPSON,
High Commissioner.

His Excellency
Aly Maher Pasha, etc., etc., etc.,
Minister for Foreign Affairs,
Cairo.

Certifié conforme à l'original :

M. Khairat,
*p. le Directeur des Affaires
politiques et commerciales au Ministère
des Affaires étrangères.*

vigueur immédiatement à la réception de la note de Votre Excellence et qui restera en vigueur jusqu'au 16 février 1937, à moins qu'il n'ait été remplacé avant cette date par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre l'Etat libre d'Irlande et l'Egypte.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Miles W. LAMPSON,
Haut Commissaire.

Son Excellence
Aly Maher Pacha,
etc., etc., etc.,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Caire.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES.
RELATIONS COMMERCIALES.
N° 1.9/9 (33).

LE CAIRE, le 15 février 1936.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N° 35 (91/7/36) du 15 février 1936 ainsi conçue :

" Your Excellency's predecessor recently called my attention to the fact that the provisional commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of Saorstat Eireann by the Notes dated the 25th July and 28th July, 1930, and extended annually by subsequent exchange of notes, will expire on the 16th February, 1936, and suggested its prolongation until the 16th February, 1937, under the same conditions as those now obtaining.

" 2. I now have the honour to inform you, at the instance of the Government of Saorstat Eireann, that the Government of Saorstat Eireann agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation Agreement in question.

" 3. I have accordingly the honour to state that the Government of Saorstat Eireann are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting

an Agreement between the two Governments, which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note, and shall remain in force until the 16th February, 1937, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the Irish Free State and Egypt."

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur ce qui précède et je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Haut Commissaire, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,
(Signé) Aly MAHER.

Son Excellence
Sir Miles Wedderburn Lampson, K.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Haut Commissaire de Sa Majesté britannique.

Certifié conforme à l'original :

M. Khairat,
*p. le Directeur des Affaires
politiques et commerciales au Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT
OF POLITICAL AND COMMERCIAL AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.
No. I. 9/9 (33).

CAIRO, February 15th, 1936.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter, No. 35 (91/7/36), of February 15th, 1936, which reads as follows :

(Here follows the text of Note No. I.)

In reply, I desire to confirm to Your Excellency that my Government is in agreement with the above, and I avail myself of the opportunity, etc.

(Signed) Aly MAHER,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Miles Wedderburn Lampson,
K.C.M.G., C.B., M.V.O.,
High Commissioner of His Britannic Majesty.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROLONGATION UNTIL FEBRUARY 16TH, 1938, OF THE PROVISIONS OF THE PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT OF JULY 25TH AND 28TH, 1930, BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE IRISH FREE STATE AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT. CAIRO, FEBRUARY 15TH, 1937.

Registered on August 13th, 1938, at the request of the Permanent Delegate of Egypt to the League of Nations.

I.

BRITISH EMBASSY,
CAIRO.

No. 38.
(76/5/37.)

February 15th, 1937.

SIR,

Your Excellency recently called my attention to the fact that the provisional commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of Saorstát Eireann by the Notes dated the 25th July and 28th July, 1930, and extended annually by subsequent exchange of notes, will expire on the 16th February, 1937, and suggested its prolongation until the 16th February, 1938, under the same conditions as those now obtaining.

2. I now have the honour to inform you, at the instance of the Government of Saorstát Eireann, that the Government of Saorstát Eireann agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation Agreement in question.

3. I have accordingly the honour to state that the Government of Saorstát Eireann are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an Agreement between the two Governments, which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note, and shall remain in

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT JUSQU'AU 16 FÉVRIER 1938 LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE DES 25 ET 28 JUILLET 1930 ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN. LE CAIRE, LE 15 FÉVRIER 1937.

Enregistré le 13 août 1938 à la demande du délégué permanent de l'Égypte près la Société des Nations.

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 38.
(76/5/37.)

LE CAIRE, le 15 février 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a attiré récemment mon attention sur le fait que l'Accord commercial provisoire conclu entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement du Saorstát Eireann par notes en dates des 25 et 28 juillet 1930, et prorogé d'année en année par échanges de notes ultérieurs, expirera le 16 février 1937, et elle a proposé de le proroger jusqu'au 16 février 1938, aux mêmes conditions qu'actuellement.

2. J'ai l'honneur de vous informer, à la demande du Gouvernement du Saorstát Eireann, que ce dernier accepte la proposition concernant la prorogation de l'accord provisoire en question relatif à l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée.

3. J'ai l'honneur, en conséquence, de déclarer que le Gouvernement du Saorstát Eireann est disposé à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien d'un accord à cet effet comme constituant un accord entre les deux gouvernements, qui entrera en vigueur immédiatement à la réception de la note de Votre Excellence et qui restera en vigueur jus-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

force until the 16th February, 1938, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the Saorstat Eireann and Egypt.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my very high consideration.

(Sgd.) Miles W. LAMPSON,
Ambassador.

His Excellency
Wacyf Boutros Ghali Pasha,
etc., etc., etc.,
Minister for Foreign Affairs,
Cairo.

qu'au 16 février 1938, à moins qu'il n'ait été remplacé avant cette date par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre le Saorstat Eireann et l'Égypte.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Miles W. LAMPSON,
Ambassadeur.

Son Excellence
Wacyf Boutros Ghali Pacha,
etc., etc., etc.,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Caire.

Certifié conforme à l'original :

M. Khairat,
*p. le Directeur des Affaires
politiques et commerciales au Ministère
des Affaires étrangères.*

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES ET COMMERCIALES.
RELATIONS COMMERCIALES.
N° 1. 9/9 (43).

LE CAIRE, le 15 février 1937.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N° 38 (76/5/37) du 15 février 1937, ainsi conçue :

" Your Excellency recently called my attention to the fact that the provisional commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of Saorstat Eireann by the Notes dated the 25th July and 28th July, 1930, and extended annually by subsequent exchange of notes, will expire on the 16th February, 1937, and suggested its prolongation until the 16th February, 1938, under the same conditions as those now obtaining.

" 2. I now have the honour to inform you, at the instance of the Government of Saorstat Eireann, that the Government of Saorstat Eireann agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation Agreement in question.

" 3. I have accordingly the honour to state that the Government of Saorstat Eireann are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an Agreement between the two Governments, which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note, and shall remain in force until the 16th February,

1938, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the Saorstat Eireann and Egypt."

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur ce qui précède et je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,
(Signé) Wacyf Boutros GHALI.

Son Excellence

Sir Miles Wedderburn Lampson, K.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

Certifié conforme à l'original :

M. Khairat,
*p. le Directeur des Affaires
politiques et commerciales au Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT
OF POLITICAL AND COMMERCIAL AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.
No. I. 9/9 (43).

CAIRO, February 15th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter, No. 38 (76/5/37), of February 15th, 1937, which reads as follows :

(Here follows the text of Note No. I.)

In reply, I desire to confirm to Your Excellency that my Government is in agreement with the above, and I avail myself of the opportunity, etc.

(Signed) Wacyf Boutros GHALI,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency Sir Miles Wedderburn Lampson,
K.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
of His Britannic Majesty.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE PROLONGATION UNTIL FEBRUARY 16TH, 1939, OF THE PROVISIONS OF THE PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT OF JULY 25TH AND 28TH, 1930, BETWEEN THE GOVERNMENT OF IRELAND AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT. CAIRO, FEBRUARY 15TH AND 16TH, 1938.

Registered on June 4th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 46.
(57/4/38.)

CAIRO, February 15th, 1938.

SIR,

Your Excellency recently called my attention to the fact that the provisional commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of Ireland by the Notes dated the 25th July and 28th July, 1930, and extended annually by subsequent exchange of notes, will expire on the 16th February, 1938, and suggested its prolongation until the 16th February, 1939, under the same conditions as those now obtaining.

2. I now have the honour to inform you, at the instance of the Government of Ireland, that the Government of Ireland agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation Agreement in question.

3. I have accordingly the honour to state that the Government of Ireland are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an Agreement between the two Governments, which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note, and shall remain in force

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT JUSQU'AU 16 FÉVRIER 1939 LES DISPOSITIONS DE L'ACCORD COMMERCIAL PROVISOIRE DES 25 ET 28 JUILLET 1930 ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'IRLANDE ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN. LE CAIRE, LES 15 ET 16 FÉVRIER 1938.

Enregistré le 4 juin 1938 à la demande du Ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

I.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N^o 46.
(57/4/38.)

LE CAIRE, le 15 février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu attirer récemment mon attention sur le fait que l'Accord commercial provisoire conclu entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement de l'Irlande par les notes datées des 25 et 28 juillet 1930, et prorogé d'année en année par échanges de notes ultérieurs, expirera le 16 février 1938, et vous avez proposé que ledit accord soit prorogé jusqu'au 16 février 1939, aux mêmes conditions qu'actuellement.

2. J'ai l'honneur de vous informer, à la demande du Gouvernement de l'Irlande, que le Gouvernement de l'Irlande accepte la prorogation proposée de l'accord provisoire en question, relatif à l'octroi réciproque du traitement de la nation la plus favorisée.

3. J'ai l'honneur, en conséquence, de déclarer que le Gouvernement de l'Irlande est disposé à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation par le Gouvernement égyptien d'un accord à cet effet comme constituant un accord entre les deux gouvernements, qui entrera en vigueur immédiatement après la réception de la note de Votre Excellence et qui restera en vigueur

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

until the 16th February, 1939, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between Ireland and Egypt.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my very high consideration.

(*Sd.*) Miles W. LAMPSON.
Ambassador.

jusqu'au 16 février 1939, à moins qu'il n'ait été remplacé avant cette date par un traité réglant définitivement les relations commerciales entre l'Irlande et l'Égypte.

Je saisis cette occasion, etc.

(*Signé*) Miles W. LAMPSON,
Ambassadeur.

His Excellency
Abdel Fattah Yéhia Pasha,
etc., etc., etc.
Minister for Foreign Affairs,
Cairo.

Son Excellence
Abdel Fattah Yéhia Pacha,
etc., etc., etc.,
Ministre des Affaires étrangères,
Le Caire.

II

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.

RELATIONS COMMERCIALES.

N° 1. 9/9 (35).

LE CAIRE, le 16 février 1938.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N° 46 (57/4/38) du 15 février 1938, ainsi conçue :

" Your Excellency recently called my attention to the fact that the provisional commercial Agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of Ireland by the Notes dated the 25th July and 28th July, 1930, and extended annually by subsequent exchange of notes, will expire on the 16th February, 1938, and suggested its prolongation until the 16th February, 1939, under the same conditions as those now obtaining.

" 2. I now have the honour to inform you, at the instance of the Government of Ireland, that the Government of Ireland agree to the suggested prolongation of the provisional reciprocal most-favoured-nation Agreement in question.

" 3. I have accordingly the honour to state that the Government of Ireland are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an Agreement between the two Governments, which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note, and shall remain in force until the 16th February, 1939, unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between Ireland and Egypt. "

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur ce qui précède et je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

*Le Ministre
des Affaires étrangères,
(Signé) A. YÉHIA.*

Son Excellence
Sir Miles Wedderburn Lampson,
K.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT
OF POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.
COMMERCIAL RELATIONS.
No. I. 9/9 (35).

CAIRO, February 16th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter, No. 46 (57/4/38), of February 15th, 1938, in the following terms :

(Here follows the text of Note No. I.)

In reply, I beg to confirm my Government's agreement with the above, and I avail myself of the opportunity, etc.

*(Signed) A. YÉHIA,
Minister
for Foreign Affairs.*

His Excellency
Sir Miles Wedderburn Lampson,
K.C.M.G., C.B., M.V.O.,
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary
of His Britannic Majesty.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No 3185. — CONVENTION¹ SUR LE RÉGIME FISCAL DES VÉHICULES AUTOMOBILES ÉTRANGERS, AVEC PROTOCOLE ANNEXE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 MARS 1931.

No. 3185. — CONVENTION¹ ON THE TAXATION OF FOREIGN MOTOR VEHICLES, WITH PROTOCOL - ANNEX. SIGNED AT GENEVA, MARCH 30TH, 1931.

ADHÉSION

IRAK 20 septembre 1938.

ACCESSION.

IRAQ September 20th, 1938.

No 3219. — CONVENTION² POUR LIMITER LA FABRICATION ET RÉGLEMENTER LA DISTRIBUTION DES STUPÉFIANTS, ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 13 JUILLET 1931.

No. 3219. — CONVENTION² FOR LIMITING THE MANUFACTURE AND REGULATING THE DISTRIBUTION OF NARCOTIC DRUGS, AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT GENEVA, JULY 13TH, 1931.

ADHÉSIONS

LA BARBADE	} 24 août 1938.
BERMUDES	...	...	...	...	...
GUYANE BRITANNIQUE	...	...	...	...	...
FIDJI	...	...	...	...	...
ÉTATS MALAIS :						
a) ÉTATS MALAIS FÉDÉRÉS :						
NEGRI SEMBILAN...	...	...	...	...	...
PAHANG...	...	...	...	...	...
PERAK	...	...	...	...	...
SELANGOR	...	...	...	...	...

ACCESSIONS.

BARBADOS	} August 24th, 1938.
BERMUDA	...	...	...	...	...
BRITISH GUIANA	...	...	...	...	...
FIJI	...	...	...	...	...
MALAY STATES :						
(a) FEDERATED MALAY STATES :						
NEGRI SEMBILAN	...	...	...	...	...
PAHANG	...	...	...	...	...
PERAK...	...	...	...	...	...
SELANGOR	...	...	...	...	...

¹ Vol. CXXXVIII, page 149 ; vol. CXLII, page 393 ; vol. CXLVII, page 356 ; vol. CLVI, page 260 ; vol. CLX, page 418 ; vol. CLXIV, page 403 ; vol. CLXXII, page 426 ; vol. CLXXXI, page 397 ; et vol. CLXXXV, page 407, de ce recueil.

² Vol. CXXXIX, page 301 ; vol. CXLVII, page 361 ; vol. CLII, page 344 ; vol. CLVI, page 268 ; vol. CLX, page 419 ; vol. CLXIV, page 407 ; vol. CLXVIII, page 234 ; vol. CLXXII, page 426 ; vol. CLXXXI, page 398 ; et vol. CLXXXV, page 411, de ce recueil.

¹ Vol. CXXXVIII, page 149 ; Vol. CXLII, page 393 ; Vol. CXLVII, page 356 ; Vol. CLVI, page 260 ; Vol. CLX, page 418 ; Vol. CLXIV, page 403 ; Vol. CLXXII, page 426 ; Vol. CLXXXI, page 397 ; and Vol. CLXXXV, page 407, of this Series.

² Vol. CXXXIX, page 301 ; Vol. CXLVII, page 361 ; Vol. CLII, page 344 ; Vol. CLVI, page 268 ; Vol. CLX, page 419 ; Vol. CLXIV, page 407 ; Vol. CLXVIII, page 234 ; Vol. CLXXII, page 426 ; Vol. CLXXXI, page 398 ; and Vol. CLXXXV, page 411, of this Series.

<p>b) ETATS MALAIS NON FÉDÉRÉS :</p> <p>KEDAH</p> <p>PERLIS</p> <p>BRUNEI... ..</p> <p>PALESTINE (à l'exclusion de la Transjordanie)</p> <p>SAINTE-HÉLÈNE ET ASCENSION</p> <p>TRANSJORDANIE</p> <p>ILES DU VENT :</p> <p>GRENADE</p> <p>SAINT-VINCENT</p>	<p>24 août 1938.</p>	<p>(b) UNFEDERATED MALAY STATES :</p> <p>KEDAH</p> <p>PERLIS</p> <p>BRUNEI</p> <p>PALESTINE (excluding Trans-Jordan)</p> <p>ST. HELENA AND ASCENSION</p> <p>TRANS JORDAN</p> <p>WINDWARD ISLANDS :</p> <p>GRENADA</p> <p>ST. VINCENT</p>	<p>August 24th, 1938.</p>
--	----------------------	---	---------------------------

N^o 3301. — CONVENTION ¹ RELATIVE AU DROIT DE TIMBRE EN MATIÈRE DE CHÈQUES, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 19 MARS 1931.

No. 3301. — CONVENTION ¹ ON THE STAMP LAWS IN CONNECTION WITH CHEQUES, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, MARCH 19TH, 1931.

ADHÉSIONS

COMMONWEALTH
D'AUSTRALIE ... 3 septembre 1938.

(Y compris les territoires de Papoua et de l'île de Norfolk et les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.)

Application aux territoires suivants :

<p>BAHAMAS</p> <p>PROTECTORAT DES ILES SALOMON BRITANNIQUES</p> <p>ILES FALKLAND ET DÉPENDANCES</p> <p>COLONIE DES ILES GILBERT ET ELLICE</p> <p>ÎLE MAURICE</p> <p>SAINTE-HÉLÈNE ET ASCENSION</p> <p>TERRITOIRE DU TANGANYIKA... ..</p> <p>TONGA... ..</p> <p>TRANSJORDANIE... ..</p> <p>ZANZIBAR</p>	<p>7 septembre 1938.</p>
---	--------------------------

ACCESSIONS.

COMMONWEALTH
OF AUSTRALIA... September 3rd, 1938.

(Including the Territories of Papua and Norfolk Island and the Mandated Territories of New Guinea and Nauru.)

Application to the following territories :

<p>BAHAMAS</p> <p>BRITISH SOLOMON ISLANDS PROTECTORATE</p> <p>FALKLAND ISLANDS AND DEPENDENCIES GILBERT AND ELLICE ISLANDS COLONY MAURITIUS</p> <p>SAINT HELENA AND ASCENSION</p> <p>TANGANYIKA TERRITORY</p> <p>TONGA... ..</p> <p>TRANS-JORDAN</p> <p>ZANZIBAR</p>	<p>September 7th, 1938.</p>
---	-----------------------------

¹ Vol. CXLIII, page 7 ; vol. CLVI, page 292 ; vol. CLXIV, page 412 ; vol. CLXVIII, page 235 ; et vol. CLXXXVII, page 426, de ce recueil.

¹ Vol. CXLIII, page 7 ; Vol. CLVI, page 292 ; Vol. CLXIV, page 412 ; Vol. CLXVIII, page 235 ; and Vol. CLXXXVII, page 426, of this Series.

No. 3315. — CONVENTION ¹ ON THE STAMP LAWS IN CONNECTION WITH BILLS OF EXCHANGE AND PROMISSORY NOTES, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, JUNE 7TH, 1930.

N^o 3315. — CONVENTION ¹ RELATIVE AU DROIT DE TIMBRE EN MATIÈRE DE LETTRES DE CHANGE ET DE BILLETS A ORDRE, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 7 JUIN 1930.

ACCESSIONS.

COMMONWEALTH

OF AUSTRALIA ... September 3rd, 1938.
(Including the Territories of Papua and Norfolk Island and the Mandated Territories of New Guinea and Nauru.)

It is agreed that, in so far as concerns the Commonwealth of Australia, the only instruments to which the provisions of this Convention shall apply are Bills of Exchange presented for acceptance or accepted or payable elsewhere than in the Commonwealth of Australia.

A similar limitation shall apply in the case of the Territories of Papua and Norfolk Island and the Mandated Territories of New Guinea and Nauru. ²

Application to the following territories :

BAHAMAS (with limitation) *	September 7th, 1938.
BRITISH SOLOMON ISLANDS PROTECTORATE (with limitation)	
FALKLAND ISLANDS AND DEPENDENCIES (with limitation)	
GILBERT AND ELLICE ISLANDS COLONY (with limitation)	
MAURITIUS	
SAINT HELENA AND ASCENSION (with limitation)	
TANGANYIKA TERRITORY (with limitation)	
TONGA (with limitation)	
TRANS-JORDAN (with limitation)	
ZANZIBAR (with limitation)	

¹ Vol. CXLIII, page 337 ; Vol. CLVI, page 293 ; Vol. CLX, page 429 ; Vol. CLXIV, page 413 ; Vol. CLXVIII, page 237 ; and Vol. CLXXVII, page 439, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ This limitation was accepted by the States Parties to the Convention, which were consulted in accordance with Section " D ", paragraph 4, of the Protocol to the said Convention.

* The words " with limitation " placed immediately after the name of certain territories indicate that the limitation provided in Section " D " of the Protocol of the Convention applies to those territories.

ADHÉSIONS

COMMONWEALTH

D'AUSTRALIE 3 septembre 1938.
(Y compris les territoires de Papoua et de l'île de Norfolk et les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru.)

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

Il est convenu que, pour ce qui concerne le Commonwealth d'Australie, les seuls titres auxquels s'appliqueront les dispositions de la présente convention sont les lettres de change présentées à l'acceptation, acceptées ou payables ailleurs que dans le Commonwealth d'Australie.

La même limitation s'appliquera en ce qui concerne les territoires de Papoua et de l'île de Norfolk et les territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et de Nauru. ³

Application aux territoires suivants :

BAHAMAS (avec limitation) *	7 septembre 1938.
PROTECTORAT DES ILES SALOMON BRITANNIQUES (avec limitation)	
ILES FALKLAND ET DÉPENDANCES (avec limitation)	
COLONIE DES ILES GILBERT ET ELLICE (avec limitation)	
ILE MAURICE	
SAINTE-HÉLÈNE ET ASCENSION (avec limitation)	
TERRITOIRE DU TANGANYIKA (avec limitation)	
TONGA (avec limitation)	
TRANSJORDANIE (avec limitation)	
ZANZIBAR (avec limitation)	

¹ Vol. CXLIII, page 337 ; vol. CLVI, page 293 ; vol. CLX, page 429 ; vol. CLXIV, page 413 ; vol. CLXVIII, page 237 ; et vol. CLXXVII, page 439, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

³ Cette limitation a été acceptée par les Etats parties à la convention, qui ont été consultés conformément au paragraphe 4 de la section « D » du protocole de ladite convention.

* La mention « avec limitation » insérée après les noms de certains territoires indique que la limitation prévue par la disposition « D » du protocole de la convention est applicable à ces territoires.

N^o 3479. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, ET RÈGLEMENTS
Y ANNEXÉS. SIGNÉS A MADRID, LE 9 DÉCEMBRE 1932.

RATIFICATION

Enregistrée le 12 septembre 1938, à la demande du sous-secrétaire des Affaires étrangères d'Espagne.

Pays	Convention Date de dépôt de la ratification	Règlement télégraphique Date de l'approbation	Règlement téléphonique Date de l'approbation	Règlements des radiocommunications	
				Règlement général Date de l'approbation	Règlement additionnel Date de l'approbation
VILLE LIBRE DE DANTZIG, par l'in- termédiaire de la Pologne	22 août 1938	22 août 1938 ^a	22 août 1938	22 août 1938 ^a	22 août 1938

¹ Vol. CLI ; vol. CLVI, page 323 ; vol. CLX, page 440 ; vol. CLXIV, page 431 ; vol. CLXXXI, page 423 ;
et vol. CLXXXV, page 412, de ce recueil.

^a Y compris le protocole final.

No. 3479. — INTERNATIONAL TELECOMMUNICATION CONVENTION¹, AND REGULATIONS
ANNEXED THERETO. SIGNED AT MADRID, DECEMBER 9TH, 1932.

RATIFICATION

Registered on September 12th, 1938, at the request of the Spanish Under-Secretary for Foreign Affairs.

Country	Convention Date of Deposit of the Ratification	Telegraph Regulations Date of Approval	Telephone Regulations Date of Approval	Radiocommunications Regulations	
				General Regulations Date of Approval	Additional Regulations Date of Approval
FREE CITY OF DAN- ZIG, through the intermediary of Po- land	August 22nd, 1938	August 22nd, 1938 ^a	August 22nd, 1938	August 22nd, 1938 ^a	August 22nd, 1938

¹ Vol. CLI ; Vol. CLVI, page 323 ; Vol. CLX, page 441 ; Vol. CLXIV, page 431 ; Vol. CLXXXI, page 423 ;
and Vol. CLXXXV, page 412, of this Series.

^a Including the Final Protocol.

No. 3564. — INTERNATIONAL AGREEMENT¹ RELATING TO STATISTICS OF CAUSES OF DEATH, WITH PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT LONDON, JUNE 19TH, 1934.

N° 3564. — ARRANGEMENT¹ INTERNATIONAL RELATIF AUX STATISTIQUES DES CAUSES DE DÉCÈS, AVEC PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A LONDRES, LE 19 JUIN 1934.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT REGARDING THE EXTENSION TO CERTAIN LOCALITIES IN EGYPT OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. LONDON, FEBRUARY 14TH AND MARCH 11TH, 1938.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN CONCERNANT L'APPLICATION A CERTAINES LOCALITÉS EN EGYPTE DE L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. LONDRES, LES 14 FÉVRIER ET 11 MARS 1938.

Registered on July 1st, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

Enregistré le 1^{er} juillet 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

ROYAL EGYPTIAN EMBASSY,
LONDON.
Ref : 281.

AMBASSADE ROYALE D'ÉGYPTE.
LONDRES.
Ref : 281.

75, South Audley Street, W. 1.
February 14th, 1938.

75, South Audley Street, W. 1.
Le 14 février 1938.

SIR,

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

With reference to the Agreement on Statistics of Causes of Death, signed in London in June 1934, I have the honour to notify you, in accordance with paragraph 2 of the Protocol of Signature to the said Agreement, that the application of the Agreement has been extended to the localities mentioned below :

Me référant à l'Arrangement relatif aux statistiques des causes de décès, signé à Londres en juin 1934, j'ai l'honneur de vous informer, conformément au paragraphe 2 du protocole de signature dudit arrangement, que l'application de l'arrangement a été étendue aux localités mentionnées ci-après :

Locality (<i>Localité</i>)	Markaz (<i>District</i>)	Mudirieh (<i>Département — Department</i>)
1. El Korachya	El Santa	Gharbia
2. Masguid Wassif	Zifta	Gharbia
3. Berket el Sabbe	Kuesna	Menufia
4. El Rahmania	Chubrakheit	Behera
5. Nekla El Enab	Ityay El Barud	Behera
6. Burdein	Zagazig	Charkia
7. Kom El Nur	Mit Ghamr	Dakahlia
8. Nawa	Chebin El Kanater	Kaliubia
9. Klusna	Samalut	Minia
10. Draw	Asswan	Asswan.

¹ Vol. CLIV, page 381; Vol. CLX, page 448; Vol. CLXIV, page 438; and Vol. CLXXII, page 427, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CLIV, page 381; vol. CLX, page 448; vol. CLXIV, page 438; et vol. CLXXII, page 427, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I have the honour to be, Sir, with highest consideration, Your most obedient Servant,

Veillez agréer, etc.,

Abdul RAHMAN HAKKI,
Chargé d'Affaires.

Abdul RAHMAN HAKKI,
Chargé d'Affaires.

The Right Honourable,
The Principal Secretary of State
for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

Le Principal Secrétaire d'Etat
aux Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

II.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.
No. T 2598/2598/38I.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.
N° T 2598/2598/38I.

March 11th, 1938.

Le 11 mars 1938.

SIR,

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note No. 281 of the 14th February relative to the extension to certain localities named therein of the Agreement on Statistics of Causes of Death, signed in London on the 19th June, 1934.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 281 du 14 février, concernant l'extension, à certaines localités qui y sont désignées, de l'Arrangement relatif aux statistiques des causes de décès, signé à Londres le 19 juin 1934.

2. The extension has been duly noted in the archives of this Department and will take effect as from the 25th February, 1938, the date of the receipt of your Note.

2. Il a été dûment pris note, dans les archives de notre département, de cette extension, qui prendra effet à partir du 25 février 1938, date de réception de votre note.

I have the honour to be, with high consideration, Sir, Your obedient Servant,

Veillez agréer, etc.

(For the Secretary of State) :
Nevile BLAND.

Pour le Secrétaire d'Etat,
Nevile BLAND.

Abdul Rahman Hakki Bey,
etc., etc., etc.

Abdul Rahman Hakki Bey,
etc., etc., etc.

N^o 3585. — CONVENTION¹ POUR FACILITER LA CIRCULATION INTERNATIONALE DES FILMS AYANT UN CARACTÈRE ÉDUCATIF. SIGNÉE A GENÈVE, LE 11 OCTOBRE 1933.

ADHÉSION

ESTONIE 2 septembre 1938.

En procédant au dépôt de l'instrument d'adhésion de l'Estonie, le délégué permanent p. i. de l'Estonie près la Société des Nations a fait la déclaration suivante :

« Je déclare que l'Estonie se réserve le droit de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation pour des raisons tirées de la nécessité de se défendre contre un envahissement de son marché par des films de provenance étrangère. »

No. 3585. — CONVENTION¹ FOR FACILITATING THE INTERNATIONAL CIRCULATION OF FILMS OF AN EDUCATIONAL CHARACTER. SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 11TH, 1933.

ACCESSION.

ESTONIA September 2nd, 1938.

When depositing the instrument of accession of Estonia, the Permanent Delegate *a. i.* of Estonia to the League of Nations made the following Declaration :

² TRANSLATION. — TRANSLATION.

“ I declare that Estonia reserves the right to take measures to prohibit or restrict importation for reasons based on the necessity for defending its market against invasion by films of foreign origin. ”

N^o 3683. — ACCORD³ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FINLANDE RELATIF A LA PROROGATION DE LA VALIDITÉ DE L'ACCORD⁴ DU 2 OCTOBRE 1934 CONCERNANT LES PAIEMENTS RELATIFS AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A HELSINKI, LE 29 MAI 1935.

PROTOCOLE PROROGEANT JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1937 LA VALIDITÉ DE L'ACCORD DU 29 MAI 1935 SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A BERLIN, LE 22 DÉCEMBRE 1936.

Ce protocole a été publié sous le N^o 3535, auquel il se rapporte également, dans le volume CLXXXI, pages 424 et 425, de ce recueil.

¹ Vol. CLV, page 331 ; vol. CLXIV, page 440 ; vol. CLXXXVII, page 465 ; vol. CLXXXI, page 427 ; et vol. CLXXXV, page 420, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

³ Vol. CLX, page 69 ; et vol. CLXXII, page 433, de ce recueil.

⁴ Vol. CLIV, page 17 ; vol. CLXIV, page 436 ; et vol. CLXXXI, page 424, de ce recueil.

No. 3683. — AGREEMENT³ BETWEEN GERMANY AND FINLAND RENEWING THE VALIDITY OF THE AGREEMENT⁴ OF OCTOBER 2ND, 1934, CONCERNING PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT HELSINKI, MAY 29TH, 1935.

PROTOCOL RENEWING UNTIL DECEMBER 31ST, 1937, THE VALIDITY OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT OF MAY 29TH, 1935. SIGNED AT BERLIN, DECEMBER 22ND, 1936.

This Protocol was published under No. 3535, to which it also refers, in Volume CLXXXI, pages 424 and 425 of this Series.

¹ Vol. CLV, page 331 ; Vol. CLXIV, page 440 ; Vol. CLXXXVII, page 465 ; Vol. CLXXXI, page 427 ; and Vol. CLXXXV, page 420, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ Vol. CLX, page 69 ; and Vol. CLXXII, page 433, of this Series.

⁴ Vol. CLIV, page 17 ; Vol. CLXIV, page 436 ; and Vol. CLXXXI, page 424, of this Series.

No. 3922. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND DENMARK SUPPLEMENTARY TO THE EXTRADITION TREATY CONCLUDED AT COPENHAGEN, MARCH 31ST, 1873. SIGNED AT COPENHAGEN, OCTOBER 15TH, 1935.

N° 3922. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LE DANEMARK, ADDITIONNELLE AU TRAITÉ D'EXTRADITION CONCLU A COPENHAGUE LE 31 MARS 1873. SIGNÉE A COPENHAGUE, LE 15 OCTOBRE 1935.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE ACCESSION OF NEW ZEALAND AND OF THE MANDATED TERRITORY OF WESTERN SAMOA TO THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. COPENHAGEN, JULY 12TH AND 19TH, 1938.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'ADHÉSION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET DU TERRITOIRE SOUS MANDAT DU SAMOA OCCIDENTAL A LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. COPENHAGUE, LES 12 ET 19 JUILLET 1938.

Registered on July 23rd, 1938, at the request of the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations.

Enregistré le 23 juillet 1938 à la demande du délégué permanent du Danemark près la Société des Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 93.
(141/3/38).

COPENHAGEN, *July 12th, 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and at the instance of His Majesty's Government in New Zealand, I have the honour to notify to Your Excellency the accession of His Majesty The King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, in respect of New Zealand and the mandated territory of Western Samoa to the Supplementary Extradition Convention signed at Copenhagen on the 15th October, 1935, in accordance with Article 3 thereof.

2. This accession will take effect three months from the date of this Note, that is to say, on the twelfth of October, 1938.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 93.
(141/3/38.)

COPENHAGUE, *le 12 juillet 1938.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, selon les instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères et à la demande du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, l'adhésion de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, à la Convention additionnelle d'extradition signée à Copenhague le 15 octobre 1935, pour la Nouvelle-Zélande et le Territoire sous mandat du Samoa occidental, conformément à l'article 3 de ladite convention.

2. Cette adhésion produira ses effets trois mois après la date de la présente note, c'est-à-dire à partir du 12 octobre 1938.

¹ Vol. CLXIX, page 337, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CLXIX, page 337, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

3. I have the honour to request that you will be good enough to acknowledge the receipt of this notification.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) Patrick RAMSAY.

His Excellency
Dr. P. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
Copenhagen.

II.

UDENRIGSMINISTERIET.

Ministère des Affaires étrangères.

P.J.I. 27.D.5.^a

COPENHAGUE, le 19 juillet 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note N° 93 (141/3/38) en date du 12 de ce mois, par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir, que Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, conformément à l'article 3 de l'Accord additionnel d'extradition, signé à Copenhague le 15 octobre 1935, a donné son adhésion audit accord additionnel pour la Nouvelle-Zélande et pour le territoire sous mandat de Samoa de l'ouest, et que cette adhésion produira ses effets à partir du 12 octobre prochain.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre,
(Sign.) Bent FALKENSTJERNE.

A sir Patrick Ramsay,
Ministre de Sa Majesté britannique.

3. Je vous prie de vouloir bien accuser réception de la présente notification.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Patrick RAMSAY.

Son Excellence
le D^r P. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
Copenhague.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

P.J.I. 27.D.5.^a

COPENHAGEN, July 19th, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note No. 93 (141/3/38), dated July 12th, 1938, in which you were good enough to inform me that His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, has, in accordance with Article 3 of the Supplementary Extradition Convention signed at Copenhague on October 15th, 1935, signified his accession to the said Supplementary Convention in respect of New Zealand and the mandated territory of Western Samoa, and that this accession will take effect on October 12th, 1938.

I have the honour to be, etc.

For the Minister:
(Signed) Bent FALKENSTJERNE.

Sir Patrick Ramsay,
His Britannic Majesty's Minister.

Nº 4009. — CONVENIO ¹ DE COMERCIO ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA Y LA REPUBLICA DE NICARAGUA. FIRMADO EN MANAGUA, EL 11 DE MARZO DE 1936.

No. 4009. — COMMERCIAL AGREEMENT ¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE REPUBLIC OF NICARAGUA. SIGNED AT MANAGUA, MARCH 11TH, 1936.

CANJE DE NOTAS ² POR EL QUE SE CONCLUYE UN ACUERDO PARA DEJAR SIN EFECTO ALGUNAS DE LAS DISPOSICIONES DEL CONVENIO DE COMERCIO ARRIBA INDICADO. MANAGUA, 8 DE FEBRERO DE 1938.

EXCHANGE OF NOTES ² CONSTITUTING AN AGREEMENT TERMINATING CERTAIN PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. MANAGUA, FEBRUARY 8TH, 1938.

Enregistré le 14 juillet 1938, à la demande du chargé d'Affaires a. i. des Etats-Unis d'Amérique à Berne.

Registered on July 14th, 1938, at the request of the Chargé d'Affaires a. i. of the United States of America at Berne.

I.

MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.
SECCIÓN DIPLOMÁTICA.
Nº 8-38 sk.

MANAGUA, D.N., 8 de febrero de 1938.

SEÑOR MINISTRO :

Tengo el honor de referirme a las recientes conversaciones sostenidas en orden al deseo del Gobierno de Nicaragua de que sea modificado en ciertos respectos el Tratado comercial entre la República de Nicaragua y los Estados Unidos de América, suscrito en Managua el 11 de marzo de 1936, a causa de las graves condiciones financieras de emergencia que se ve obligado a afrontar en la actualidad.

Cáberme ahora el honor de confirmar y dejar constancia por medio de la presente nota, del acuerdo a que se ha llegado, como resultado de las conversaciones referidas, entre el Gobierno de Nicaragua y el Gobierno de los Estados Unidos, acerca de que las estipulaciones del Artículo I, las del primer párrafo del Artículo II y las del Artículo III (excepto en cuanto se refiere a la nota primera de la lista I agregada

I.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.
MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
DIPLOMATIC SECTION.
No. 8-38 sk.

MANAGUA, D.N., February 8th, 1938.

MR. MINISTER,

I have the honor to refer to the recent conversations had with regard to the desire of the Government of Nicaragua that the Trade Agreement between the Republic of Nicaragua and the United States of America signed at Managua on March 11, 1936, be modified in certain respects on account of the grave emergency financial conditions which it is obliged to face at the present time.

I now have the honor to confirm and make of record by means of the present Note, the agreement which, as a result of the conversations referred to, has been reached between the Government of Nicaragua and the Government of the United States, that the provisions of Article I, those of the first paragraph of Article II and those of Article III (except insofar as it relates to Note 1 to Schedule I appended to the

¹ Vol. CLXXIII, page 141, de ce recueil.

² Effectif à partir du 10 mars 1938.

³ Traduction du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

¹ Vol. CLXXIII, page 141, of this Series.

² Effectif as from March 10th, 1938.

³ Translation of the Government of the United States of America.

al Tratado) y las del Artículo V del mencionado Tratado de 11 de marzo de 1936, cesarán de estar en vigor y tener efecto a partir del día 10 de marzo del corriente año inclusive, en adelante.

Así mismo, tengo el honor de confirmar que si bien el tipo de cambio entre el córdoba de papel y el córdoba de oro va a ser aumentado para fines de recaudación de derechos aduaneros, el Gobierno de Nicaragua no contempla en realidad un aumento de los derechos básicos especificados en la Lista I del mismo Tratado comercial.

Tengo la satisfacción de agregar que el Gobierno de Nicaragua tendrá a bien reabrir negociaciones con el Gobierno de los Estados Unidos, tan pronto como le sea posible, para la renovación o reposición de las estipulaciones de los mencionados Artículos del Tratado comercial de 11 de marzo de 1936.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a Vuestra Excelencia el testimonio de mi consideración alta y distinguida.

M. CORDERO REYES.

Excelentísimo Señor Boaz W. Long,
Enviado Extraordinario y
Ministro Plenipotenciario de los
Estados Unidos de América,
Managua, D. N.

Agreement) and those of Article V of the said Agreement of March 11, 1936, shall cease to be in force and to have effect from the tenth day of March of the current year, inclusive, forward.

Furthermore, I have the honor to confirm that while the rate of exchange between the paper cordoba and the gold cordoba will be increased for purposes of collection of Customs duties, the Government of Nicaragua does not in reality contemplate an increase in the basic duties specified in Schedule I of the said Trade Agreement.

I have the satisfaction of adding that the Government of Nicaragua will be pleased to reopen negotiations with the Government of the United States, as soon as it is possible, for the renewal or replacement of the above-mentioned Articles of the Trade Agreement of March 11, 1936.

I avail myself of the opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest esteem and distinguished consideration.

M. CORDERO REYES.

His Excellency Mr. Boaz W. Long,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the United States of America,
Managua, D.N.

II.

LEGATION
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.

No. 235.

EXCELLENCY,

MANAGUA, D.N., NICARAGUA, *February 8th, 1938.*

Reference is made to recent conversations which have taken place with regard to the desire of the Government of Nicaragua, in view of the emergency financial conditions with which it finds itself confronted, that the Agreement between the United States of America and the Republic of Nicaragua signed at Managua on March 11, 1936, be modified in certain respects.

I have now the honor to confirm and make of record by this Note the agreement which as a result of the conversations referred to has been reached between the Government of the United States and the Government of Nicaragua that the provisions of Article I, the First Paragraph of Article Two, Article Three (except insofar as it relates to Note One to Schedule I appended to the Agreement) and Article Five of the Agreement of March 11, 1936, shall cease to have force and effect on and after March 10, 1938.

The Government of the United States has noted that, while the conversion rate between the paper cordoba and gold cordoba will be increased for Customs collection purposes, the Government of Nicaragua does not contemplate an increase in the basic rates of duty now specified in Schedule I of the Trade Agreement.

The Government of the United States has noted with pleasure the willingness of the Government of Nicaragua to enter into negotiations, at the earliest practicable date, for the renewal or replacement of the provisions of the above-mentioned Articles of the Trade Agreement of March 11, 1936.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest esteem and most distinguished consideration.

Boaz LONG.

His Excellency
 Doctor Manuel Cordero Reyes,
 Minister for Foreign Affairs,
 Managua, D.N.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Agreement in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
 of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4009. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA. SIGNÉ A MANAGUA, LE 11 MARS 1936.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ACCORD ABROGEANT CERTAINES DISPOSITIONS DE L'ACCORD COMMERCIAL SUSMENTIONNÉ. MANAGUA, LE 8 FÉVRIER 1938.

I.

MINISTÈRE
 DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

SECTION DIPLOMATIQUE.

N^o 8-38. sk.

MANAGUA, D. N., le 8 février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer aux conversations qui ont eu lieu récemment pour répondre au désir du Gouvernement nicaraguayen de voir modifier sur certains points l'Accord commercial entre la République du Nicaragua et les États-Unis d'Amérique, signé à Managua le 11 mars 1936, étant donné la situation financière exceptionnellement grave à laquelle il doit faire face actuellement.

J'ai l'honneur de confirmer et d'enregistrer par la présente note l'accord qui, à la suite de ces conversations, est intervenu entre le Gouvernement du Nicaragua et le Gouvernement des

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Etats-Unis, selon lequel les dispositions de l'article premier, celles du premier paragraphe de l'article II, celles de l'article III (sauf en ce qui concerne la note I de la liste I annexée à l'accord) et celles de l'article V dudit Accord du 11 mars 1936, cesseront d'être en vigueur et d'avoir effet à partir du 10 mars de l'année en cours.

En outre, j'ai l'honneur de confirmer que, bien que le taux de conversion entre le cordoba-papier et le cordoba-or doive être majoré aux fins de perception des droits de douane, le Gouvernement nicaraguayen n'envisage pas en réalité une augmentation des droits de base spécifiés dans la liste I dudit accord commercial.

Je tiens à ajouter que le Gouvernement nicaraguayen sera heureux d'entamer dès que possible de nouvelles négociations avec le Gouvernement des Etats-Unis, en vue de renouveler ou de remplacer les dispositions des articles susmentionnés de l'Accord commercial du 11 mars 1936.

Je saisis cette occasion, etc.

M. CORDERO REYES.

Son Excellence

M. Boaz W. Long,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique,
Managua, D. N.

II.

LÉGATION
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

N° 235.

MANAGUA, D. N., NICARAGUA, le 8 février 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer aux conversations qui ont eu lieu récemment pour répondre au désir du Gouvernement nicaraguayen de voir modifier sur certains points l'Accord entre les Etats-Unis d'Amérique et la République du Nicaragua, signé à Managua le 11 mars 1936, étant donné la situation financière exceptionnellement grave à laquelle il doit faire face actuellement.

J'ai l'honneur de confirmer et d'enregistrer par la présente note l'accord qui, à la suite de ces conversations, est intervenu entre le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement du Nicaragua, selon lequel les dispositions de l'article premier, celles du premier paragraphe de l'article II, celles de l'article III (sauf en ce qui concerne la note I de la liste I annexée à l'accord) et celles de l'article V de l'Accord du 11 mars 1936, cesseront d'être en vigueur et d'avoir effet à partir du 10 mars 1938.

Le Gouvernement des Etats-Unis a pris note du fait que, bien que le taux de conversion entre le cordoba-papier et le cordoba-or doive être majoré aux fins de perception des droits de douane, le Gouvernement nicaraguayen n'envisage pas une augmentation des droits de base actuellement spécifiés dans la liste I de l'accord commercial.

Le Gouvernement des Etats-Unis a pris note avec plaisir du fait que le Gouvernement du Nicaragua est disposé à entamer, dès que possible, des négociations en vue de renouveler ou de remplacer les dispositions des articles susmentionnés de l'Accord commercial du 11 mars 1936.

Je saisis cette occasion, etc.

BOAZ LONG.

Son Excellence

le Dr Manuel Cordero Reyes,
Ministre des Affaires étrangères,
Managua, D. N.

N^o 4025. — PROCÈS-VERBAL ¹ CONCERNANT LES RÈGLES DE LA GUERRE SOUS-MARINE PRÉVUES PAR LA PARTIE IV DU TRAITÉ DE LONDRES DU 22 AVRIL 1930. SIGNÉ A LONDRES, LE 6 NOVEMBRE 1936.

ADHÉSION

LETTONIE 7 mars 1938.

Enregistrée le 1^{er} juillet 1938 à la demande du secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

No. 4025. — PROCÈS-VERBAL ¹ RELATING TO THE RULES OF SUBMARINE WARFARE SET FORTH IN PART IV OF THE TREATY OF LONDON OF APRIL 22ND, 1930. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 6TH, 1936.

ACCESSION.

LATVIA March 7th, 1938.

Registered on July 1st, 1938, at the request of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain.

N^o 4098. — ACCORD ² ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE ROYAUME DE NORVÈGE POUR LE RÈGLEMENT DES PAIEMENTS RELATIFS AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A ROME. LE 31 MARS 1937.

ECHANGE DE NOTES PROROGEANT JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1939 L'ACCORD SUSMENTIONNÉ, ET MODIFIANT LA CLAUSE DE DÉNONCIATION PRÉVUE AU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 13 DUDIT ACCORD. ROME, LE 21 JUIN 1938.

Enregistré le 10 août 1938 à la demande du délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations.

I.

LE CHARGÉ D'AFFAIRES *a. i.* DE NORVÈGE A ROME AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE.

ROME, le 21 juin 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'article 13 de l'Accord entre le Royaume de Norvège et le Royaume d'Italie

¹ Vol. CLXXIII, page 353 ; vol. CLXXXI, page 470 ; et vol. CLXXXV, page 454, de ce recueil.

² Vol. CLXXVII, page 355, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

No. 4098. — AGREEMENT ² BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF NORWAY FOR THE REGULATION OF PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT ROME, MARCH 31ST, 1937.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING UNTIL DECEMBER 31ST, 1939, THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT AND MODIFYING THE PROVISIONS CONCERNING DENUNCIATION CONTAINED IN THE FIRST PARAGRAPH OF ARTICLE 13 OF THE SAID AGREEMENT. ROME, JUNE 21ST, 1938.

Registered on August 10th, 1938, at the request of the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

THE NORWEGIAN CHARGÉ D'AFFAIRES *ad interim* AT ROME TO THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, June 21st, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to Article 13 of the Agreement between the Kingdom of Norway and

¹ Vol. CLXXIII, page 353 ; Vol. CLXXXI, page 470 ; and Vol. CLXXXV, page 454, of this Series.

² Vol. CLXXVII, page 355, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

pour le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays, signé à Rome le 31 mars 1937, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'accord du Gouvernement norvégien pour maintenir en vigueur ledit accord jusqu'au 31 décembre 1939, et pour modifier la deuxième phrase du premier alinéa dudit article comme suit :

« S'il n'est pas dénoncé trois mois avant cette date, il sera prorogé par tacite reconduction de douze mois en douze mois, toujours avec faculté de dénonciation trois mois avant l'expiration de chaque année. »

Le Gouvernement norvégien est en outre d'accord pour remplacer au deuxième alinéa du même article les mots « 1^{er} octobre 1937 » par « 1^{er} janvier 1939 ».

Pour ce qui est du dernier alinéa de l'article 13, il est entendu que le susdit accord suivra en tout cas le sort de l'Accord pour régler les échanges commerciaux signé en date d'aujourd'hui.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(s) Ove C. L. VANGENSTEN.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'ITALIE AU CHARGÉ D'AFFAIRES *a. i.* DE
NORVÈGE A ROME.

ROME, le 21 juin 1938.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par note en date de ce jour vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit :

« Me référant à l'article 13 de l'Accord entre le Royaume de Norvège et le Royaume d'Italie pour le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les deux pays, signé à Rome le 31 mars 1937, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence l'accord du Gouvernement norvégien pour maintenir en vigueur ledit accord jusqu'au 31 décembre 1939, et pour modifier la deuxième phrase du premier alinéa dudit article comme suit :

the Kingdom of Italy for the regulation of payments in connection with goods transactions between the two countries, signed at Rome, March 31st, 1937, I have the honour to confirm to Your Excellency the agreement of the Norwegian Government to the maintenance in force of the said Agreement until December 31st, 1939, and the amendment of the second sentence of the first paragraph of the said Article as follows :

“ If not denounced three months before the latter date, it shall be extended by tacit assent from year to year, subject always to the possibility of denunciation by notice given three months before the conclusion of each year.”

The Norwegian Government further agrees to the substitution in the second paragraph of the same Article of the words “ January 1st, 1939 ” for the words “ October 1st, 1937 ”.

As regards the last paragraph of Article 13, it is understood that the above-mentioned Agreement shall in any case be subject to the same conditions as the Agreement for the regulation of goods transactions signed to-day.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Ove C. L. VANGENSTEN.

II.

THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS
TO THE NORWEGIAN CHARGÉ D'AFFAIRES
ad interim AT ROME.

ROME, June 21st, 1938.

SIR,

By a Note of to-day's date you were good enough to communicate to me the following :

“ With reference to Article 13 of the Agreement between the Kingdom of Norway and the Kingdom of Italy for the regulation of payments in connection with goods transactions between the two countries, signed at Rome, March 31st, 1937, I have the honour to confirm to Your Excellency the agreement of the Norwegian Government to the maintenance in force of the said Agreement until December 31st, 1939, and the amendment of the second sentence of the first paragraph of the said Article as follows :

« S'il n'est pas dénoncé trois mois avant cette date, il sera prorogé par tacite reconduction de douze mois en douze mois, toujours avec faculté de dénonciation trois mois avant l'expiration de chaque année. »

Le Gouvernement norvégien est en outre d'accord pour remplacer au deuxième alinéa du même article les mots « 1^{er} octobre 1937 » par « 1^{er} janvier 1939 ».

Pour ce qui est du dernier alinéa de l'article 13, il est entendu que le susdit accord suivra en tout cas le sort de l'Accord pour régler les échanges commerciaux signés en date d'aujourd'hui. »

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

(s) CIANO.

Pour copie certifiée conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, août 1936.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
Rolf Andersen.

“ ‘ If not denounced three months before the latter date, it shall be extended by tacit assent from year to year, subject always to the possibility of denunciation by notice given three months before the conclusion of each year ’.

“ The Norwegian Government further agrees to the substitution in the second paragraph of the same Article of the words ‘ January 1st, 1939 ’ for the words ‘ October 1st, 1937 ’.

“ As regards the last paragraph of Article 13, it is understood that the above-mentioned Agreement shall in any case be subject to the same conditions as the Agreement for the regulation of goods transactions signed to-day. ”

I have the honour to inform you that the Italian Government is in agreement with the above communication.

I have the honour to be, etc.

(Signed) CIANO.

N^o 4124. — ACCORD ¹ ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES PAIEMENTS RELATIFS AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX. SIGNÉ A ROME, LE 1^{er} JANVIER 1937.

No. 4124. — AGREEMENT ¹ BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS FOR THE REGULATION OF PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS. SIGNED AT ROME, JANUARY 1ST, 1937.

DEUXIÈME PROTOCOLE ² ADDITIONNEL A L'ACCORD SUSMENTIONNÉ. SIGNÉ A ROME, LE 31 DÉCEMBRE 1937 ³.

SECOND ADDITIONAL PROTOCOL ² TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. SIGNED AT ROME, DECEMBER 31ST, 1937. ³

Enregistré le 20 juillet 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Registered on July 20th, 1938, at the request of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. CLXXVIII, page 415, de ce recueil.

² Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1938.

³ Ce protocole s'applique également aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

¹ Vol. CLXXVIII, page 415, of this Series.

² Came into force January 1st, 1938.

³ This Protocol applies also to the Netherlands Indies, to Surinam and to Curaçao.

LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS et LE GOUVERNEMENT ITALIEN sont convenus d'apporter les modifications et additions suivantes à l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume d'Italie concernant le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux signé à Rome le 1^{er} janvier 1937, ainsi qu'au protocole additionnel audit accord signé à la même date.

I.

Les dispositions de l'accord auquel le présent protocole se réfère, s'appliquent aussi au règlement des importations de café originaire des territoires néerlandais d'outre-mer effectuées en Italie à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent protocole et dans la limite mentionnée à l'article 6 de l'Accord commercial signé en date de ce jour.

II.

Ad Art. 1^{er} par. 5.

A la date du 31 décembre 1937 le « Compte spécial » ouvert au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero auprès du Nederlandsch Clearinginstituut sera clôturé et le solde éventuel sera viré au crédit du « Compte global », ouvert au nom de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero auprès du Nederlandsch Clearinginstituut.

III.

Ad Art. 2 par. 4.

Les montants en liras italiennes versés et à verser auprès de l'Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero en paiement de créances néerlandaises arriérées et qui à la date de l'entrée en vigueur du présent protocole ne soient pas encore transférés, seront convertis en florins Pays-Bas et transférés aux créanciers par le débit du « Compte global » auprès du Nederlandsch Clearinginstituut, prévu par l'accord auquel le présent protocole se réfère.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE NETHERLANDS GOVERNMENT and THE ITALIAN GOVERNMENT have agreed to make the following amendments and additions to the Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Italy for the regulation of payments in connection with goods transactions signed at Rome, January 1st, 1937, and to the Additional Protocol to the said Agreement signed on the same date.

I.

The provisions of the Agreement to which the present Protocol refers shall apply also to the regulation of the importation into Italy of coffee having its origin in the Netherlands Oversea Territories, as from the date of the entry into force of the present Protocol and within the limit mentioned in Article 6 of the Commercial Agreement signed under this day's date.

II.

Ad Art. 1, par. 5.

On December 31st, 1937, the " Special Account " opened in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero at the Nederlandsch Clearinginstituut shall be closed and any balance transferred to the credit of the " Pooled Account " opened in the name of the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero at the Nederlandsch Clearinginstituut.

III.

Ad Art. 2, par. 4.

Sums in Italian lire already paid to the Istituto Nazionale per i Cambi con l'Estero, or outstanding, in settlement of arrears of Netherlands claims and not yet transferred at the date of the entry into force of the present Protocol, shall be converted into Netherlands guilders and transferred to the creditors by debiting them to the " Pooled Account " at the Nederlandsch Clearinginstituut provided for in the Agreement to which the present Protocol refers.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

IV.

Ad Art. 8 par. 2.

Les opérations de compensation privée de marchandises originaires des territoires néerlandais d'outre-mer, respectivement d'Italie, ne seront plus autorisées.

Toutefois les compensations privées déjà approuvées au moment de la signature du présent protocole, pourront être achevées suivant les modalités prévues par l'accord auquel le présent protocole se réfère.

V.

Au débit du compte global il sera consenti le transfert des sommes dues à des créanciers néerlandais, à titre d'intérêts échéant à partir de la date de l'entrée en vigueur du présent protocole et payables du chef d'obligations émises à taux fixe, sous condition toutefois que les créances en cause aient été la propriété de créanciers ayant leur résidence habituelle dans le Royaume des Pays-Bas sans interruption à partir du 15 novembre 1937.

Il est entendu que la faculté de transfert mentionnée ci-dessus ne comporte aucun précédent ou préjudice en ce qui concerne les créances néerlandaises d'ordre financier ne tombant pas sous l'application de l'alinéa précédent.

VI.

Ad Art. 13 par. 1 et 2.

Il est convenu que l'accord auquel le présent protocole se réfère restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1938.

S'il n'est pas dénoncé avant le 1^{er} octobre 1938, il restera en vigueur pour une période ultérieure de six mois et il sera renouvelable par tacite reconduction pour des périodes semestrielles chaque fois qu'il ne sera pas dénoncé au moins trois mois avant l'échéance.

Le présent protocole, qui prendra ses effets à partir du 1^{er} janvier 1938, fait partie intégrante de l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume d'Italie concernant le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux signé le 1^{er} janvier 1937, ainsi que du protocole additionnel audit accord signé à la même date.

IV.

Ad Art. 8, par. 2.

Private compensation transactions in connection with goods having their origin in the Netherlands Oversea Territories or of Italian origin shall no longer be authorised, unless already approved at the date of signature of the present Protocol, in which case they may be completed under the conditions laid down in the Agreement to which the present Protocol refers.

V.

By debiting the " Pooled Account " the transfer may be effected of sums due to Netherlands creditors in respect of interest falling due as from the date of entry into force of the present Protocol on debentures issued at a fixed rate, subject, however, to the credits in question being the property of creditors habitually residing in the Kingdom of the Netherlands from November 15th, 1937, without interruption.

It is understood that the above authorisation of transfer shall not constitute a precedent for and shall be without prejudice to any Netherlands credits of a financial nature to which the preceding paragraph does not apply.

VI.

Ad Art. 13, paras. 1 and 2.

It is agreed that the Agreement to which the present Protocol refers shall remain in force until December 31st, 1938.

If not denounced before October 1st, 1938, it shall remain in force for a subsequent period of six months, and shall be renewable by tacit consent from half-year to half-year, subject always to notice of not less than three months before the close of the preceding half-year.

The present Protocol, which shall take effect from January 1st, 1938, shall form an integral part of the Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Italy for the regulation of payments in connection with goods transactions signed on January 1st, 1937, and the Additional Protocol to the said Agreement signed on the same date.

En foi de quoi a été signé le présent protocole additionnel.

Fait à Rome en double exemplaire le 31 décembre 1937.

Pour les Pays-Bas :
W. E. VAN PANHUYS.

Pour l'Italie :
CIANO.

In faith whereof the present Additional Protocol has been signed.

Done at Rome, in duplicate, this 31st day of December, 1937.

For the Netherlands :
W. E. VAN PANHUYS.

For Italy :
CIANO.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas, par délégation,
E. N. van Kleffens.

TROISIÈME PROTOCOLE ¹ ADDITIONNEL A L'ACCORD DU 1^{er} JANVIER 1937 ENTRE LE ROYAUME D'ITALIE ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES PAIEMENTS RELATIFS AUX ÉCHANGES COMMERCIAUX. SIGNÉ A ROME, LE 31 DÉCEMBRE 1937 ².

Enregistré le 20 juillet 1938, à la demande du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS ET LE GOUVERNEMENT ITALIEN, désirant faciliter les paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les territoires néerlandais d'outre-mer d'une part et l'Italie et les territoires soumis à la souveraineté italienne d'autre part, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le règlement des paiements relatifs aux échanges commerciaux entre les territoires néerlandais d'outre-mer d'une part et l'Italie et les territoires soumis à la souveraineté italienne d'autre part, s'effectuera par l'octroi et par le libre transfert, selon les dispositions en vigueur dans le pays importateur, des devises nécessaires

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1938.

² Ce protocole s'applique également aux Indes néerlandaises, au Surinam et à Curaçao.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

THIRD ADDITIONAL PROTOCOL ¹ TO THE AGREEMENT OF JANUARY 1ST, 1937, BETWEEN THE KINGDOM OF ITALY AND THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS FOR THE REGULATION OF PAYMENTS IN CONNECTION WITH GOODS TRANSACTIONS. SIGNED AT ROME, DECEMBER 31ST, 1937. ²

Registered on July 20th, 1938, at the request of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE NETHERLANDS GOVERNMENT AND THE ITALIAN GOVERNMENT, desiring to facilitate payments in connection with goods transactions between goods having their origin in the Netherlands Oversea Territories on the one hand and Italy and the territories under Italian sovereignty on the other hand, have agreed as follows :

Article 1.

The regulation of payments in connection with goods transactions between Netherlands Oversea Territories on the one hand and Italy and the territories under Italian sovereignty on the other hand shall be effected by the grant and free transfer, in accordance with the provisions in force in the importing country,

¹ Came into force January 1st, 1938.

² This Protocol applies also to the Netherlands Indies, to Surinam and to Curaçao.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

au paiement des marchandises conformément aux conditions de vente.

Article 2.

Les deux gouvernements maintiendront un équilibre entre la valeur des importations :

a) Des marchandises originaires des territoires néerlandais d'outre-mer, indiquées dans la liste D annexée à l'accord commercial signé en date de ce jour et dans les limites annuelles y mentionnées, importées en Italie et dans les territoires soumis à la souveraineté italienne ;

b) Des marchandises originaires de l'Italie et des territoires soumis à la souveraineté italienne, importées dans les territoires néerlandais d'outre-mer, même si l'exportation respectivement l'importation a eu lieu à travers des pays tiers ou par l'entremise d'une maison établie dans un pays tiers.

Article 3.

Les autorités compétentes dans les deux pays se communiqueront périodiquement en temps utile les données nécessaires à constater la relation dans laquelle les valeurs des échanges commerciaux prévus à l'article 2 se sont réalisées.

Article 4.

Après la fin de chaque semestre et sans délai, il sera constaté d'un commun accord si l'équilibre prévu se trouve compromis en défaveur d'un des deux pays ; dans un tel cas le gouvernement de ce pays aura le droit de réduire les contingents d'importation pour le semestre en cours, afin de rétablir l'équilibre pour l'ensemble des deux semestres en cause.

Sauf convention contraire, ladite réduction sera appliquée en pourcentage égal sur toutes les positions indiquées dans les listes C respectivement D, annexées à l'Accord commercial signé en date de ce jour.

Le présent protocole, qui prendra ses effets à partir du 1^{er} janvier 1938, fait partie intégrante de l'Accord entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume d'Italie concernant le règle-

of the foreign exchange necessary for the payment of the goods in accordance with the conditions of sale.

Article 2.

The two Governments shall maintain a balance between the value of the imports :

(a) Of goods having their origin in the Netherlands Oversea Territories indicated in List D annexed to the Commercial Agreement signed this day and within the annual limits mentioned therein, imported into Italy and into the territories under Italian sovereignty ;

(b) Of goods having their origin in Italy and the territories under Italian sovereignty imported into Netherlands Oversea Territories, even if the goods have been exported or imported in transit through third countries or through the intermediary of a firm established in a third country.

Article 3.

The competent authorities of the two countries shall periodically communicate to each other in due course the data necessary for establishing the relation between the values of the imports and exports specified in Article 2.

Article 4.

After the close of each half-year, and without delay, it shall be jointly determined whether the balance provided for has been disturbed to the disadvantage of one of the two countries, in which case the Government of that country shall have the right to reduce the import quotas for the current half-year, in order to re-establish the balance for the two half-years as a whole.

Failing an agreement to the contrary, the said reduction shall be applied to an equal percentage of all the items indicated in Lists C and/or D annexed to the Commercial Agreement of to-day's date.

The present Protocol, which shall come into force as from January 1st, 1938, shall form an integral part of the Agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom

ment des paiements relatifs aux échanges commerciaux signé le 1^{er} janvier 1937, ainsi que du protocole additionnel audit accord signé à la même date.

En foi de quoi a été signé le présent protocole additionnel.

Fait à Rome en double exemplaire le 31 décembre 1937.

Pour les Pays-Bas :
W. E. VAN PANHUYS.

Pour l'Italie :
CIANO.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas, par délégation,
E. N. van Kleffens.*

of Italy for the regulation of payments in connection with goods transactions, signed on January 1st, 1937, and the Additional Protocol to the said Agreement signed on the same date.

In faith whereof the present Additional Protocol has been signed.

Done at Rome, in duplicate, this 31st day of December, 1937.

For the Netherlands :
W. E. VAN PANHUYS.

For Italy :
CIANO.

N^o 4142. — ACCORD¹ COMMERCIAL
ENTRE L'ESTONIE ET LA TURQUIE.
SIGNÉ A ANKARA, LE 6 JUIN 1937 ;

ET

N^o 4143. — ACCORD² DE CLEARING
ENTRE L'ESTONIE ET LA TURQUIE.
SIGNÉ A ANKARA, LE 6 JUIN 1937.

PROTOCOLE COMPLÉTANT L'ACCORD COMMERCIAL
ET L'ACCORD DE CLEARING SUSMENTIONNÉS.
SIGNÉ A ANKARA, LE 29 AOUT 1938.

*Enregistré le 13 octobre 1938 à la demande du
ministre des Affaires étrangères d'Estonie.*

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ES-
TONIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
TURQUE, animés du désir de donner un nouvel
essor à leurs échanges commerciaux, ont décidé

N^o 4142. — COMMERCIAL AGREEMENT¹
BETWEEN ESTONIA AND TURKEY.
SIGNED AT ANKARA, JUNE 6TH, 1937 ;

AND

No. 4143. — CLEARING AGREEMENT²
BETWEEN ESTONIA AND TURKEY.
SIGNED AT ANKARA, JUNE 6TH, 1937.

PROTOCOL COMPLETING THE ABOVE-MENTIONED
COMMERCIAL AGREEMENT AND CLEARING
AGREEMENT. SIGNED AT ANKARA, AUGUST
29TH, 1938.

*Registered on October 13th, 1938, at the request
of the Estonian Minister for Foreign Affairs.*

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ES-
TONIA and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH
REPUBLIC, being desirous of further developing
their reciprocal trade, have decided to revise

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

¹ Vol. CLXXIX, page 151, de ce recueil.

² Vol. CLXXIX, page 159, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. CLXXIX, page 151, of this Series.

² Vol. CLXXIX, page 159, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de reviser l'Accord commercial du 6 juin 1937 et sont convenus de prendre les dispositions suivantes :

1. Les listes A et B annexées au présent protocole se substituent aux listes I et II annexées à l'Accord commercial estonoturc du 6 juin 1937.

2. Les deux gouvernements s'engagent à examiner avec la plus grande bienveillance les demandes relatives à l'importation de marchandises non comprises dans les listes A et B annexées au présent protocole ou tendant à l'augmentation des contingents prévus dans lesdites listes.

3. Les produits d'origine turque à l'exception du tabac pourront faire l'objet d'opérations de compensation privée avec des produits estoniens jusqu'à concurrence des contingents disponibles.

Les opérations de compensation privée prévues à cet article seront soumises aux formalités en vigueur dans les deux pays, ainsi qu'à l'approbation des autorités compétentes desdits pays.

Les opérations de compensation privée commencées pendant la durée du présent protocole et non achevées à la date de son expiration seront liquidées, conformément aux dispositions du présent protocole, dans un délai de six mois à partir de la date de son expiration.

4. Les fils de coton d'origine estonienne pourront être aussi importés en Turquie en dehors des contingents prévus dans la liste B annexée au présent protocole seulement par voie de compensation privée et contre l'exportation du coton d'origine turque.

Le présent protocole entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1938 et fera partie intégrante des Accords de commerce et de clearing du 6 juin 1937.

Il aura la même durée de validité et pourra être dénoncé dans les mêmes conditions que lesdits accords.

Fait à Ankara, en double exemplaire, en langue française, le vingt-neuf août mil neuf cent trente-huit.

(L. S.) R. MICKVITZ.
(L. S.) M. Esad ATUNER.

the Commercial Agreement of June 6th, 1937, and have agreed on the following provisions :

(1) Lists A and B annexed to the present Protocol shall be substituted for Lists I and II annexed to the Estono-Turkish Commercial Agreement of June 6th, 1937.

(2) The two Governments undertake to examine with the greatest sympathy requests relating to the importation of goods not included in Lists A and B annexed to the present Protocol or for the increase of the quotas provided for in the said lists.

(3) Products of Turkish origin, with the exception of tobacco, may be the subject of private compensation operations with Estonian products to the amount of the quotas available.

The private compensation operations referred to in this Article shall be subject to the formalities in force in the two countries, as well as to the approval of the competent authorities of the said countries.

Private compensation operations begun during the period of validity of the present Protocol and not completed on the date of its expiry shall be liquidated, in conformity with the provisions of the present Protocol, within six months of the date of its expiry.

(4) Cotton yarn of Estonian origin may also be imported into Turkey independently of the quotas provided for in List B annexed to the present Protocol, but only by private compensation arrangements and against the export of cotton of Turkish origin.

The present Protocol shall come into force on October 1st, 1938, and shall constitute an integral part of the Commercial and Clearing Agreement of June 6th, 1937.

It shall have the same period of validity and may be denounced under the same conditions as the said Agreement.

Done at Ankara, in duplicate, in French, the twenty-ninth day of August, one thousand nine hundred and thirty-eight.

(L. S.) R. MICKVITZ.
(L. S.) M. Esad ATUNER.

LISTE A

Position du tarif estonien	Désignation des marchandises	Contingents annuels (tonnes)
6, 2 a), 4	Raisins frais, oranges	50
7	Fruits secs	300
8	Olives	5
11	Noix, noisettes, amandes et pistaches	50
15, 4	Feuilles de laurier	5
21, 1, 2, 3	Tabacs	350
27, 1 a), 2 a)	Liqueurs et autres spiritueux	10
28	Vins	10
33, 1, 2	Sels	3.000
50	Eponges naturelles	1
52, 1	Cire d'abeille	5
62, 4 b) α	Sésames	10
87, 1	Gomme adragante	10
116	Opium (avec l'autorisation préalable du ministre compétent)	0,200
117, 1, 2, 4	Huiles d'olives, de sésames, d'amandes, de noix, etc.	10
124, 1, 2	Vallonnée	185
124, 3	Valex	15
179, 1	Coton	1.000
179, 3 a)	Chanvre	100
179, 1 et 182, 1	Déchets et bouts de coton	100
181, 1	Laine	50
203	Tapis de laine	1

RM.

MEA.

LISTE B

Position du tarif turc	Désignation des marchandises	Contingents annuels (tonnes)
66 A	Colle animale	10
72 C	Peaux brutes	50
106 B, C	Tissus de laine pure	5
281	Galalith et similaires	25
284 *	Bois de charpente (avec l'autorisation préalable du Ministère de l'Economie)	sans limitation
285 et 286	Bandes et feuilles de bois pour plaquages, parquets et bois contreplaqués	100

LIST A.

Item of the Estonian tariff	Goods	Annual quotas (tons)
6, 2 (a), 4	Grapes, oranges	50
7	Dried fruits	300
8	Olives	5
11	Walnuts, hazelnuts, almonds and pistachios	50
15, 4	Bay leaves	5
21, 1, 2, 3	Tobacco	350
27, 1 (a), 2 (a)	Liqueurs and other spirits	10
28	Wines	10
33, 1, 2	Salts	3,000
50	Natural sponges	1
52, 1	Bees-wax	5
62, 4 (b) α	Sesame	10
87, 1	Gum tragacanth	10
116	Opium (after authorisation by the competent Ministry)	0,200
117, 1, 2, 4	Olive, sesame, almond, walnut and other oils	10
124, 1, 2	Vallonia	185
124, 3	Valex	15
179, 1	Cotton	1,000
179, 3 (a)	Hemp	100
179, 1 and 182, 1	Cotton waste and ends	100
181, 1	Wool	50
203	Woollen carpets	1

RM.

MEA

LIST B.

Item of the Turkish tariff	Goods	Annual quotas (tons)
66 A	Animal glue	10
72 C	Raw hides	50
106 B, C	Tissues of pure wool	5
281	Galalith and similar products	25
284 *	Timber (after authorisation by the Ministry of National Economy)	Unlimited
285 and 286	Strips and sheets of wood for veneers, flooring and plywood	100

Position du tarif turc	Désignation des marchandises	Contingents annuels (tonnes)	Item of the Turkish tariff	Goods	Annual quotas (tons)
323 C *	Cellulose (avec l'autorisation préalable du Ministère de l'Economie) . .	sans limitation	323 C *	Cellulose (after authorisation by the Ministry of National Economy) . .	Unlimited
324 A, C 328 A, B	Papier d'emballage Papier d'imprimerie ordinaire et fin (avec l'autorisation préalable du Ministère de l'Economie)	60 sans limitation	324 A, C 328 A, B	Packing paper Ordinary and fine printing paper (after authorisation by the Ministry of National Economy) . .	60 Unlimited
ex 328 B ex 331	Papier à écrire non coupé Papier à filtre	100 5	ex 328 B ex 331	Writing paper, uncut Filter paper	100 5
341 366, 367 et 370	Carton Fils de coton	40 55	341 366, 367 and 370	Cardboard Cotton yarn	40 55
377, 378 et 379	Tissus de coton	75	377, 378 and 379	Cotton tissues	75
418 A	Toile à voile, toile à tente (mêlées ou non avec d'autres matières) non blanchies	2	418 A	Sail-cloth, tent cloth (whether mixed with other materials or not) unbleached	2
451	Bâches pour confectionner des tentes ou pour couvrir des marchandises (y compris celles confectionnées)	30	451	Tarpaulins for making tents or covering goods (including ready-made tarpaulins)	30
469 *	Ciment (avec l'autorisation préalable du Ministère de l'Economie) . .	sans limitation	469 *	Cement (after authorisation by the Ministry of National Economy) . .	Unlimited
497 A 569 H	Verre à vitre ordinaire . . Objets d'aluminium ou de ses alliages	300 10	497 A 569 H	Window glass, ordinary . . Articles in aluminium or its alloys	300 10
618	Appareils de téléphonie à fil, centrales téléphoniques et leurs accessoires	25	618	Wire telephone apparatus, telephone exchanges and accessories	25
619 ex 666 *	Appareils de T. S. F. . . . Machines à glaces et frigorifiques (avec l'autorisation du Ministère de l'Economie)	2 sans limitation	619 ex 666 *	Wireless apparatus Ice machines and refrigerators (after authorisation by the Ministry of National Economy) . .	2 Unlimited
695 D 782	Caséine	6.000 5	695 D 782	Casein	6,000 5

* Ces autorisations ne seront pas exigées aussi longtemps que les marchandises entrant dans ces positions pourront être importées librement en Turquie d'après les dispositions du Régime général d'importation en vigueur au moment de leur importation.

N. B. Avant de passer la commande pour le papier d'imprimerie ordinaire et fin entrant dans la position 328 A et B du tarif douanier turc il faut avoir une permission préalable du Ministère de l'Economie.

RM.

MEA.

* These authorisations will not be required so long as the goods covered by these items can be imported freely into Turkey in accordance with the provisions of the General Imports Control Department in force at the time of importation.

N. B. Before ordering ordinary and fine printing paper coming under items 328 A and B of the Turkish Customs Tariff, permission must first be obtained from the Ministry of National Economy.

RM.

MEA.

N^o 4202. — CONVENTION ¹ CONCERNANT L'ABOLITION DES CAPITULATIONS EN ÉGYPTÉ. SIGNÉE A MONTREUX, LE 8 MAI 1937.

RATIFICATION

Déposée au Caire :

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE 29 août 1938.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique désire user de la faculté prévue à l'article 9 de la convention et conserver ses tribunaux consulaires à l'effet d'exercer la juridiction en matière de statut personnel dans tous les cas où la loi applicable est la loi nationale des Etats-Unis d'Amérique.

Enregistrée le 7 octobre 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères d'Égypte.

No. 4202. — CONVENTION ¹ REGARDING THE ABOLITION OF THE CAPITULATIONS IN EGYPT. SIGNED AT MONTREUX, MAY 8TH, 1937.

RATIFICATION.

Deposited in Cairo :

UNITED STATES OF AMERICA August 29th, 1938.

The Government of the United States of America desires to exercise the right provided for in Article 9 of the Convention and retain its Consular Courts for the purpose of jurisdiction in matters of personal status in all cases in which the law applicable is the national law.

Registered on October 7th, 1938, at the request of the Egyptian Minister for Foreign Affairs.

N^o 4216. — DÉCLARATION ² CONCERNANT L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE (REVISION DES MANUELS SCOLAIRES). OUVERTE A LA SIGNATURE A GENÈVE, LE 2 OCTOBRE 1937.

SIGNATURE

FINLANDE... .. 16 septembre 1938.

No. 4216. — DECLARATION ² REGARDING THE TEACHING OF HISTORY (REVISION OF SCHOOL TEXT-BOOKS). OPENED FOR SIGNATURE AT GENEVA ON OCTOBER 2ND, 1937.

SIGNATURE.

FINLAND September 16th, 1938.

¹ Vol. CLXXXII, page 37, de ce recueil.

² Vol. CLXXXII, page 263, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXXII, page 37, of this Series.

² Vol. CLXXXII, page 263, of this Series.

N^o 4222. — ACCORD¹ DE PAIEMENTS ENTRE LE ROYAUME DES PAYS-BAS ET LE ROYAUME DE ROUMANIE, SIGNÉ A BUCAREST, LE 28 AOUT 1936, ET *MODUS VIVENDI* PROROGÉANT CET ACCORD AVEC QUELQUES MODIFICATIONS, SIGNÉ À BUCAREST, LE 21 AOUT 1937.

No. 4222. — PAYMENTS AGREEMENT¹ BETWEEN THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS AND THE KINGDOM OF ROUMANIA, SIGNED AT BUCHAREST, AUGUST 28TH, 1936, AND *MODUS VIVENDI* RENEWING THIS AGREEMENT WITH CERTAIN MODIFICATIONS, SIGNED AT BUCHAREST, AUGUST 21ST, 1937.

ECHANGES DE NOTES COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA PROLONGATION DU « MODUS VIVENDI » SUSMENTIONNÉ. BUCAREST, LES 21 AVRIL ET 27 JUIN 1938.

EXCHANGES OF NOTES CONSTITUTING AN ARRANGEMENT REGARDING THE PROLONGATION OF THE ABOVE-MENTIONED "MODUS VIVENDI". BUCHAREST, APRIL 21ST AND JUNE 27TH, 1938.

Enregistré le 16 septembre 1938 à la demande du ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Registered on September 16th, 1938, at the request of the Netherlands Minister for Foreign Affairs.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o 24163.

BUCAREST, le 21 avril 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le *Modus vivendi* entre le Gouvernement royal de Roumanie et le Gouvernement royal des Pays-Bas, signé à Bucarest le 21 août 1937, venant à l'expiration à la suite de l'échange de lettres du 28 décembre 1937, le 1^{er} mai courant, le Gouvernement roumain propose la prolongation de sa validité jusqu'au 1^{er} juillet 1938, avec la faculté pour les deux Parties contractantes de le dénoncer pendant cette période avec un préavis d'un mois.

Les deux Parties contractantes s'engagent, à la demande de l'une d'elles, de commencer des négociations avant le 1^{er} juillet afin d'arriver à la conclusion d'un nouvel accord.

Si le Gouvernement royal des Pays-Bas est d'accord avec ce qui précède, je considérerai la

I.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 24163.

BUCHAREST, April 21st, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Following the exchange of letters of December 28th, 1937, the *Modus Vivendi* between the Royal Government of Roumania and the Royal Government of the Netherlands signed at Bucharest on August 21st, 1937, is due to expire on May 1st next, and the Roumanian Government proposes that its validity be extended until July 1st, 1938, either Contracting Party being free to denounce it during the intervening period at one month's notice.

The two Contracting Parties undertake at the request of either Party to open negotiations before July 1st for the purpose of concluding a fresh Agreement.

If the Royal Government of the Netherlands agrees with the above, I shall regard the present

¹ Vol. CLXXXII, page 363, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. CLXXXII, page 363, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

présente lettre et la réponse conforme de Votre Excellence comme une entente parfaite à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre,
G. PARASCHIVESCU.

Son Excellence
Monsieur L. G. van Hoorn,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,
à Bucarest.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N° 463 N 2/F.

BUCAREST, le 21 avril 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note en date d'aujourd'hui du contenu suivant :

« MONSIEUR LE MINISTRE,

Le *Modus vivendi* entre le Gouvernement royal de Roumanie et le Gouvernement royal des Pays-Bas, signé à Bucarest le 21 août 1937, venant à l'expiration à la suite de l'échange de lettres du 28 décembre 1937, le 1^{er} mai courant, le Gouvernement roumain propose la prolongation de sa validité jusqu'au 1^{er} juillet 1938, avec la faculté pour les deux Parties contractantes de le dénoncer pendant cette période avec un préavis d'un mois.

Les deux Parties contractantes s'engagent, à la demande de l'une d'elles, de commencer des négociations avant le 1^{er} juillet afin d'arriver à la conclusion d'un nouvel accord.

Si le Gouvernement royal des Pays-Bas est d'accord avec ce qui précède, je considérerai la présente lettre et la réponse conforme de Votre Excellence comme une entente parfaite à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération. »

letter and Your Excellency's reply in the same terms as constituting a complete understanding on this subject.

I have the honour to be, etc.

For the Minister :
G. PARASCHIVESCU.

His Excellency Monsieur L. G. van Hoorn,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of Her Majesty the Queen
of the Netherlands,
Bucharest.

II.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 463 N 2/F.

BUCHAREST, April 21st, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's Note of to-day's date, reading as follows :

« MONSIEUR LE MINISTRE,

“ Following the exchange of letters of December 28th, 1937, the *Modus Vivendi* between the Royal Government of Roumania and the Royal Government of the Netherlands signed at Bucharest on August 21st, 1937, is due to expire on May 1st next, and the Roumanian Government proposes that its validity be extended until July 1st, 1938, either Contracting Party being free to denounce it during the intervening period at one month's notice.

“ The two Contracting Parties undertake at the request of either Party to open negotiations before July 1st for the purpose of concluding a fresh Agreement.

“ If the Royal Government of the Netherlands agrees with the above, I shall regard the present letter and Your Excellency's reply in the same terms as constituting a complete understanding on this subject.

“ I have the honour to be, etc. ”

En me déclarant, au nom de mon gouvernement, entièrement d'accord avec ce qui précède, je saisis cette occasion pour offrir à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

L. G. VAN HOORN.

Son Excellence
Monsieur N. Petresco-Comnène,
Ministre des Affaires étrangères,
Bucarest.

III.

MINISTÈRE ROYAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o 38419.

BUCAREST, le 27 juin 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le *Modus vivendi* entre la Roumanie et les Pays-Bas venant à expiration le 1^{er} juillet prochain et étant entendu que des négociations doivent commencer à La Haye le 4 juillet afin d'arriver à la conclusion d'un nouvel arrangement de paiements entre nos deux pays (Note verbale du Ministère des Affaires étrangères N^o 36533 adressée le 21 juin dernier à la Légation royale des Pays-Bas à Bucarest), le Gouvernement royal de Roumanie propose la prolongation de la validité dudit *Modus vivendi* jusqu'au 1^{er} août 1938 étant bien entendu que ses effets cesseront automatiquement au moment de l'entrée en vigueur du nouvel accord.

Si le Gouvernement royal des Pays-Bas est d'accord avec ce qui précède, je considérerai la présente lettre et la réponse conforme de Votre Excellence comme une entente parfaite à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre,
N. P. COMNÈNE.

Son Excellence
Monsieur L. G. van Hoorn,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire des Pays-Bas,
à Bucarest.

In declaring on behalf of my Government that I am in complete agreement with the above, I avail myself of this opportunity, etc.

L. G. VAN HOORN.

His Excellency
Monsieur Petresco-Comnène,
Minister for Foreign Affairs,
Bucharest.

III.

ROYAL MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 38419.

BUCHAREST, June 27th, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Since the *Modus Vivendi* between Roumania and the Netherlands is due to expire on July 1st next, and negotiations are to open at The Hague on July 4th for the conclusion of a fresh Payments Arrangement between our two countries (Note Verbale of the Ministry of Foreign Affairs No. 36533 of June 21st last, addressed to the Royal Netherlands Legation at Bucharest), the Royal Government of Roumania proposes that the validity of the said *Modus Vivendi* be extended to August 1st, 1938, on the understanding that its effects shall automatically cease as soon as the fresh Agreement comes into force.

If the Royal Government of the Netherlands agrees to the above, I shall consider the present letter and Your Excellency's reply in the same terms as constituting a complete understanding on this subject.

I have the honour to be, etc.

The Minister :
N. P. COMNÈNE.

His Excellency
Monsieur L. G. van Hoorn,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of the Netherlands,
Bucharest.

IV.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N^o 769 N 2 F.

BUCAREST, le 27 juin 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre en date d'aujourd'hui du contenu suivant :

« MONSIEUR LE MINISTRE,

» Le *Modus vivendi* entre la Roumanie et les Pays-Bas venant à expiration le 1^{er} juillet prochain et étant entendu que des négociations doivent commencer à La Haye le 4 juillet afin d'arriver à la conclusion d'un nouvel arrangement de paiements entre nos deux pays (Note verbale du Ministère des Affaires étrangères N^o 36533 adressée le 21 juin dernier à la Légation royale des Pays-Bas à Bucarest), le Gouvernement royal de Roumanie propose la prolongation de la validité dudit *Modus vivendi* jusqu'au 1^{er} août 1938 étant bien entendu que ses effets cesseront automatiquement au moment de l'entrée en vigueur du nouvel accord.

» Si le Gouvernement royal des Pays-Bas est d'accord avec ce qui précède, je considérerai la présente lettre et la réponse conforme de Votre Excellence comme une entente parfaite à ce sujet.

» Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération. »

En me déclarant, au nom de mon gouvernement, entièrement d'accord avec ce qui précède, je saisis cette occasion pour offrir à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

L. G. VAN HOORN.

Son Excellence

Monsieur N. Petresco-Comnène,
Ministre des Affaires étrangères,
à Bucarest.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

IV.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 769 N 2 F.

BUCHAREST, June 27th, 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter of to-day's date, reading as follows :

“ Monsieur le Ministre,

“ Since the *Modus Vivendi* between Roumania and the Netherlands is due to expire on July 1st next, and negotiations are to open at The Hague on July 4th for the conclusion of a fresh Payments Arrangement between our two countries (Note Verbale of the Ministry of Foreign Affairs No. 36533 of June 21st last, addressed to the Royal Netherlands Legation at Bucharest), the Royal Government of Roumania proposes that the validity of the said *Modus Vivendi* be extended to August 1st, 1938, on the understanding that its effects shall automatically cease as soon as the fresh Agreement comes into force.

“ If the Royal Government of the Netherlands agrees to the above, I shall consider the present letter and Your Excellency's reply in the same terms as constituting a complete understanding on this subject.

“ I have the honour to be, etc. ”

In declaring on behalf of my Government that I am in complete agreement with the above, I avail myself of this opportunity, etc.

L. G. VAN HOORN.

His Excellency

Monsieur N. Petresco-Comnène,
Minister for Foreign Affairs,
Bucharest.

No. 4257. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND FRANCE FOR THE ABOLITION OF CAPITULATIONS IN MOROCCO AND ZANZIBAR. SIGNED AT LONDON, JULY 29TH, 1937.

N° 4257. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA FRANCE RELATIVE A L'ABOLITION DU RÉGIME CAPITULAIRE AU MAROC ET A ZANZIBAR. SIGNÉE A LONDRES, LE 29 JUILLET 1937.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT IN THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE FRENCH GOVERNMENT REGARDING THE ACCEPTANCE BY THE UNION OF SOUTH AFRICA, IN SO FAR AS MOROCCO IS CONCERNED, OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. PARIS, JULY 31ST AND AUGUST 7TH, 1937.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS CONCERNANT L'ACCEPTATION PAR L'UNION SUD-AFRICAINE, EN CE QUI CONCERNE LE MAROC, DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. PARIS, LES 31 JUILLET ET 7 AOUT 1937.

Registered on October 12th, 1938, at the request of the Accredited Representative of the Union of South Africa to the League of Nations.

Enregistré le 12 octobre 1938 à la demande du représentant de l'Union Sud-Africaine près la Société des Nations.

I.

I.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

THE SOUTH AFRICAN
LEGATION,
24, RUE DE BERRI.

LÉGATION
DE L'UNION SUD-AFRICAINE,
24, RUE DE BERRI.

July 31st, 1937.

Le 31 juillet 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the Convention signed at London on the twenty-ninth day of July, 1937, between His Majesty in respect of the United Kingdom and the President of the French Republic, with regard to the termination of British Extraterritorial Rights in the French zone of Morocco, I have the honour, on behalf of His Majesty's Government in the Union of South Africa, to inform Your Excellency that His Majesty's Government in the Union of South Africa accept the provisions of the said

Me référant à la Convention signée à Londres le vingt-neuf juillet 1937, entre Sa Majesté au nom du Royaume-Uni et le Président de la République française, en ce qui concerne l'abolition des droits d'extraterritorialité britanniques dans la zone française du Maroc, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine, de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté dans l'Union Sud-Africaine accepte les dispositions de ladite convention en

Vol. CLXXXIV, page 351, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

¹ Vol. CLXXXIV, page 351, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Convention in so far as it concerns Morocco, on the understanding that they can claim under the Convention the same rights as His Majesty's Government in the United Kingdom.

Will you accept, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

(Signed) W. G. PARMINTER,
Chargé d'Affaires par intérim.

Son Excellence
Monsieur Yvon Delbos,
Ministre des Affaires étrangères,
Quai d'Orsay,
Paris.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
AFRIQUE-LEVANT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,
PARIS, le 7 août 1937.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par lettre en date du 31 juillet dernier, vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine accepte les dispositions de la Convention signée à Londres le 29 du même mois au sujet de l'abolition des droits de caractère capitulaire au Maroc étant entendu que ce gouvernement pourra se prévaloir des droits que ladite convention confère au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

ce qui concerne le Maroc, étant entendu qu'il pourra se prévaloir des droits que la convention confère au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni.

Veillez agréer, etc.

(Signé) W. G. PARMINTER,
Chargé d'Affaires par intérim.

Son Excellence
Monsieur Yvon Delbos,
Ministre des Affaires étrangères,
Quai d'Orsay,
Paris.

II.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.
MINISTRY
OF EXTERNAL AFFAIRS.
ADMINISTRATION OF POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.
AFRICA-LEVANT.

FRENCH REPUBLIC,
PARIS, August 7th, 1937.

SIR,

In your letter of the 31st of July last, you were good enough to inform me that the Government of the Union of South Africa accepts the provisions of the Convention signed at London on the 29th idem, with regard to the abolition of capitulatory rights in Morocco, it being understood that your Government will be able to avail itself of the rights which the said Convention confers on the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

¹ Traduction du Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.

¹ Translation of the Government of the Union of South Africa.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de cette communication qui rencontre l'accord du Gouvernement de la République.

Agréé, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

(Signé) C. CHAITEMPS.

Monsieur W. G. W. Parminter,
Chargé d'Affaires de l'Union
de l'Afrique du Sud,
24, rue de Berri,
Paris.

I have the honour to acknowledge receipt of this communication with which the Government of the Republic is in agreement.

With the assurance of my highest esteem.

(Signed) C. CHAITEMPS.

Mr. W. G. W. Parminter,
Chargé d'Affaires of the
Union of South Africa,
24, rue de Berri,
Paris.

Certified a true copy :

P. R. Botha,
Under-Secretary for External Affairs,
Pretoria.